COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA REGION DE GUEBWILLER

Publié sur le site Internet de la CCRG le 30/04/2025

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE COMMUNAUTÉ
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE LA RÉGION DE GUEBWILLER
DE LA SÉANCE DU
13 février 2025

L'an deux-mille-vingt-cinq, le treize février à dix-neuf heures, le Conseil de Communauté de la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller s'est réuni dans la salle des séances du siège de la Communauté de Communes, sous la présidence de Monsieur Marcello ROTOLO, Président de la CCRG.

Nombre de Conseillers élus : 41
Nombre de Conseillers en fonction : 41
Nombre de Conseillers présents : 34
Quorum : 21

Présents :
Dominique ABADOMA – Daniel BRAUN – Josiane BRENDER-SYDA – Yves COQUELLE – Anne DEHESTRU – Christian FACCHIN – Jean-Jacques FISCHER – Hélène FRANÇOIS-AULLEN – Jean-Luc GALLIATH – Claudine GRAWEY – Guy HABECKER – Maud HART – Philippe HECKY – Daniel HINDELANG – Marie-Christine HUMMEL – Yann KELLER – Francis KLEITZ – Francis KOHLER – Marianne LOEWERT – Luc MARCK – Roland MARTIN – Angélique MULLER – Claude MULLER – Fleur OURY – Karine PAGLIARULO – Jean-Pierre PELTIER – Marcello ROTOLO – André SCHLEGEL – Marie-Josée STAENDER – César TOGNI – André WELTY – François WURTZ – *Marie-Natacha GALLIATH (Suppléante de Alain FURSTENBERGER)* – *Gérard KAMMERER (Suppléant de Sylvie SCHRUOFFENEGER)* –

Ont donné procuration :
Hélène CORNEC à Yann KELLER – Annie DITTRICH à Marcello ROTOLO – Marc JUNG à André SCHLEGEL – Aurélie OTTMANN à Dominique ABADOMA – Sylviane ROTOLO à Luc MARCK –

Absents non excusés :
Maurice KECH – Grégory STICH –

Assistaient en outre à la séance :
Stéphane ZIEGLER, Maire de Merxheim
Des agents de la CCRG
La presse locale

Secrétaires de séance :
Daniel HINDELANG, assisté par Éric GILBERT, Directeur Général des Services de la CCRG

RH	
Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

Monsieur le Président ouvre la séance en saluant les Conseillers régulièrement convoqués le 31 janvier 2025 et présente les excuses et procurations des Conseillers absents.

Il procède à l'appel des Conseillers.

Le quorum étant atteint, le Conseil peut valablement délibérer.

Monsieur le Président fait une présentation du personnel nouvellement recruté à savoir :

- **Madame Christelle Spitz** est recrutée par mutation le 1er janvier 2025 en qualité de Technicienne d'exploitation. Sous l'autorité de la Responsable de la STEU, elle aura la charge de la réalisation du suivi, du contrôle et de l'amélioration du fonctionnement de la STEU.
- **Madame Elodie Paquet** a été embauchée le 1er février 2025, en qualité de Chargée de Mission Habitat/Climat, en remplacement de Monsieur Vincent Weiss. Elle assure les missions de suivi administratif et financier de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat-Renouvellement Urbain ainsi que l'intégration et le développement du Plan Climat Air Energie Territoire dans le projet de la collectivité, en remplacement de Monsieur Vincent Weiss.
- **Monsieur Mathieu Hilaire** a été embauché le 1er février 2025 en qualité de Chargé de Mission eaux pluviales et micropolluants. Sous l'autorité de la DST Adjointe, il est chargé de l'animation de la gestion intégrée des eaux pluviales (GIEP) et de l'animation de la lutte contre les micropolluants.

Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

Ordre du jour :

Point 1. DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE 5

Point 2. APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 5 DÉCEMBRE 2024 6

Point 3. ACTIVITÉS LIÉES AU BUDGET GÉNÉRAL 7

3.1- État des indemnités de toutes natures perçues par les Conseillers communautaires *(NS)* 7

3.2- Vote des taux de fiscalité 2025 *(BF)* 8

3.3- Budget Primitif Général 2025 *(M57) (BF)* 11

3.4- Taxe Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI) – Fixation du produit pour l'année 2025 *(AB)* 17

3.5- Lancement d'une consultation pour la conclusion d'un accord-cadre portant sur la fourniture de gaz naturel rendu sur site et services associés *(MFL)* 18

3.6- Désignation de représentants au Comité Local pour l'Emploi 20

Point 4. ASSAINISSEMENT 21

4.1- Budget Primitif Assainissement 2025 *(M49) (CV/BF)* 21

Point 5. EAU POTABLE 25

5.1- Budget Primitif Eau potable 2025 *(M49) (SR/BF)* 25

5.2- Création d'un forage - Lancement de la procédure visant à l'obtention de l'autorisation de prélever l'eau *(YS)* 28

Point 6. PÉPINIÈRE D'ENTREPRISES DU FLORIVAL 30

6.1- Budget Primitif Pépinière d'entreprises du Florival 2025 *(M4) (AS/BF)* 30

6.2- Reconduction de la subvention à la Mission Locale Colmar Centre Alsace *(AS)* 33

6.3- Reconduction du partenariat avec Initiative Colmar Centre Alsace *(AS)* 35

Point 7. AIRES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES 37

7.1- Budget Primitif Aires d'Activités du Florival 2025 *(M57) (AS/BF)* 37

7.2- Marché public *Aménagement du lieu-dit « Daweid » à Issenheim - Création d'une zone d'aménagement concerté à vocation économique* - Avenant n° 2 au lot 1 « Maîtrise d'œuvre urbaine » – Avenant n° 1 au lot 2 « Mission d'études environnementales » 43

7.3- ZAC Daweid - Engagement dans une démarche d'Obligation Réelle Environnementale pour les zones de compensation écologique *(MD)* 45

7.4- Inventaire des Zones d'Activités Économique *(JFB/AF)* 48

Point 8. ENVIRONNEMENT 50

8.1- Budget Primitif Environnement 2025 *(M4) (JRA/BF)* 50

8.2- GERPLAN – Bilan 2024 – Programme 2025 *(MS)* 54

8.3- Contrat de Territoire Eau et Climat – Trame Verte et Bleue : création du Comité de Pilotage *(VH)* 56

8.4- Mission Eau Guebwiller – Rouffach : Paiement annuel du dispositif de Paiements pour Services Environnementaux (PSE) *(LJ)* 59

Point 9. CAMPING LE FLORIVAL 63

Paraphe du Président *Paraphe du Secrétaire de séance*

9.1- Budget Primitif Camping Le Florival 2025 *(M4) (SJ/BF)* 63
Point 10. DÉVELOPPEMENT 67
10.1- Fonds d'aides aux communes et Fonds de concours Mobilité *(MS)* 67
Point 11. HABITAT 69
11.1- Attribution de subventions « sortie de vacance » *(SJ)* 69
Point 12. URBANISME 71
12.1- Approbation de la modification n°1 du PLU de Bergholtz *(JFB)* 71
12.2- Décision de suivre l'avis conforme de l'autorité environnementale imposant à la révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Soultzmatt-Wintzfelden une évaluation environnementale *(JFB)* 74
Point 13. RESSOURCES HUMAINES 76
13.1- Création de postes (NS) 76
13.2- Ouverture/Création d'emplois non permanents *(NS)* 77
13.3- Contrat de projet médiation patrimoniale 80
13.4- Point Instauration de l'indemnité pour travail dominical régulier propre à la filière culturelle *(NS)* 82
13.5- Protection sociale complémentaire – Mandatement du CDG68 pour engager le dialogue social en vue de conclure un accord collectif local en matière de prévoyance *(NS)* 83
13.6- Actualisation du tableau des emplois - Suppression de postes *(NS)* 86
13.7- Modulation de la cotisation au fonds de départ des bûcherons *(LM)* 87
Point 14. INFORMATIONS 88
14.1- Budgets 2024 – Virements de crédits 88
14.2- Lancement/dévolution de marchés publics *(MFL)* 89
Point 15. DIVERS 91

Paraphe du Président *Paraphe du Secrétaire de séance*

Point 1. DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Ce point est présenté par Monsieur le Président.

Conformément à l'article L2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé au Conseil de Communauté de désigner le Secrétaire de séance, assisté par Monsieur Éric Gilbert, Directeur Général des Services de la CCRG, en tant que Secrétaire auxiliaire.

Monsieur le Président propose de désigner Monsieur Daniel Hindelang en tant que Secrétaire de séance.

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont cinq procurations – *Hélène Cornec – Annie Dittrich – Marc Jung – Aurélie Ottmann – Sylviane Rotolo* –, les propositions précitées.

RH	HD
Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

Point 2. APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 5 DÉCEMBRE 2024

Ce point est présenté par Monsieur le Président.

Il est proposé au Conseil de Communauté d'approuver le procès-verbal de la séance du 5 décembre 2024.

Le procès-verbal de la séance du 5 décembre 2024 est approuvé à l'unanimité dont cinq procurations – *Hélène Cornec – Annie Dittrich – Marc Jung – Aurélie Ottmann – Sylviane Rotolo –*.

PM	HD
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

Point 3. ACTIVITÉS LIÉES AU BUDGET GÉNÉRAL

3.1- État des indemnités de toutes natures perçues par les Conseillers communautaires (NS)

Ce point est présenté par Monsieur le Président

L'article L5211-12-1 du Code Général des Collectivités Territoriales stipule que, chaque année, les EPCI à fiscalité propre établissent un état présentant l'ensemble des indemnités de toutes natures, libellées en euros, dont bénéficient les élus siégeant dans leur Conseil, au titre de tout mandat ou de toutes fonctions exercées en leur sein et au sein de tout Syndicat Mixte, PETR, Société d'Economie Mixte et Société Publique Locale.

Cet état est communiqué chaque année aux Conseillers communautaires avant l'examen du budget de l'EPCI à fiscalité propre.

L'état en question est présenté en annexe n° 1 et a été communiqué à l'ensemble des Conseillers communautaires par l'envoi d'un courriel.

Le Conseil de Communauté prend connaissance de cette information.

RM	KD
Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

3.2- Vote des taux de fiscalité 2025 *(BF)*

Ce point est présenté par Monsieur le Vice-Président Roland Martin.

Au vu de l'évolution des bases de fiscalité en 2025, du gel des montants prévisionnels de compensations de la suppression de la CVAE et de la TH versées par l'État (fraction de TVA), de l'évolution du coût de la compétence Petite Enfance, de la hausse des taux de cotisations salariales, il est proposé de faire évoluer les taux de fiscalité en 2025 de 2,2 %.

Les bases prévisionnelles 2025, les compensations versées par l'État et le produit de la fiscalité professionnelle ne seront connus qu'en février 2025 ; un risque d'évolution de ces recettes prévisionnelles existe. Il conviendra de réajuster ces prévisions en fonction de ces éléments.

Afin de permettre d'équilibrer le budget, de limiter au maximum le recours à l'emprunt en maintenant les capacités d'autofinancement, il est proposé de valider les taux suivants en 2025 :

PRODUITS FISCAUX	ETAT 1259 FPU 2024			BP 2025			EVOLUTION PRODUITS BP 2025 / 2024		
	Bases prévision.	Taux	Produits	Bases prévision.	Taux	Produits	Produits /Bases	Produits /Taux	Produits totaux
Taxe d'Habitation (compensation / fraction de TVA)			5 669 784			5 669 784			0
Taxe d'Habitation / Résidences secondaires (1)	2 283 000	11,59	264 600	2 328 660	11,84	275 829	5 292	5 938	11 230
Taxe Foncière sur le bâti	49 845 000	3,52	1 754 544	50 841 900	3,60	1 829 007	35 091	39 372	74 463
Taxe Foncière sur le non bâti	1 444 000	15,22	219 777	1 472 880	15,55	229 104	4 396	4 932	9 327
Alloc. compensatrices			1 614 652			1 614 652			0
Cotisation Foncière des Entreprises Unique	10 584 000	27,44	2 904 250	11 280 180	28,04	3 163 378	191 032	68 096	259 128
Cotisation sur la VA (compensation / fraction de TVA)			1 679 433			1 679 433			0
Impôt forfait. sur les entreprises de réseaux			249 384			249 384			0
TASCOM			417 927			417 927			0
FNGIR (équilibre de la réforme)			57 294			57 294			0
TAXE GEMAPI			101 525			101 525			0
TOTAUX			**14 933 169**			**15 287 317**	**235 810**	**118 338**	**354 148**

Le Bureau, réuni le 28 janvier 2025, a émis un avis favorable.

Il est proposé au Conseil de Communauté :

- *de fixer le montant du prélèvement fiscal tel que désigné ci-dessus et de voter les taux d'imposition correspondants, à savoir un taux de 11,84 % pour la Taxe d'habitation (résidences secondaires), de 3,60 % pour la Taxe foncière sur le bâti, de 15,55 % pour la Taxe foncière sur le non-bâti et 28,04 % pour la Cotisation Foncière des Entreprises*
- *d'autoriser la mise en réserve de la fraction du taux de Cotisation Foncière des Entreprises en conformité avec la réglementation.*

Débats et observations préalables au vote :

RM	
Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

Monsieur Roland Martin partage auprès de l'assemblée les dernières informations disponibles se rapportant au vote du Projet de Loi de Finances.

Monsieur Dominique Abadoma relève qu'une augmentation de 2,2 % de la fiscalité est proposée afin d'équilibrer le budget. Il admet que cette augmentation reste modérée mais s'inquiète du message qui est envoyé aux usagers, ceci d'autant qu'il est fort probable que les communes votent elles aussi une augmentation de leur fiscalité. Il s'interroge quant à la manière dont a été établie cette proposition à hauteur de 2,2 %.

Monsieur le Président lui répond que ces propositions résultent de projections faites au moment du DOB, qui entre temps ont évoluées, notamment s'agissant de l'inflation. Ce type de réajustement est habituel.

Il rappelle que cela représente environ deux euros par ménage. Pour les entreprises, l'effort est plus important.

Il est vrai que cela peut se cumuler avec des augmentations de taux votées au niveau des communes mais la CCRG se doit de financer ses compétences et l'État demande toujours plus d'effort aux collectivités.

Monsieur Roland Martin rappelle notamment que les charges liées à l'exercice de la compétence « Petite Enfance » devraient augmenter d'environ 300 000 euros tant en fonctionnement qu'en investissement.

Monsieur Dominique Abadoma estime qu'il convient de disposer d'une vision globale, c'est important aussi de ne pas alourdir les charges pesant sur les entreprises du territoire en ce qu'elles assurent son développement.

Monsieur le Président lui répond que cette augmentation proposée est nécessaire et reste raisonnable.

La CCRG se doit d'assurer et de financer ses missions de services publics afin de répondre aux attentes des usagers.

Les besoins en financement sont liés au développement de la compétence « Petite Enfance » et à l'opération de réhabilitation de la station de traitement des eaux usées (il ne s'agit cependant pas des mêmes budgets).

Cette assemblée a la responsabilité de mener à bien les projets répondant aux nécessités du territoire.

Monsieur Dominique Abadoma estime que les élus ont aussi la responsabilité de la maîtrise des dépenses.

Il regrette que seule une augmentation de la fiscalité soit proposée sans réflexion portant sur la diminution des charges.

Sur ce point, Monsieur le Président considère qu'un important travail porté par le Bureau a été réalisé depuis le début du mandat. Le désendettement est aujourd'hui maîtrisé et la situation financière de la CCRG est nettement plus favorable.

Madame Anne Dehestru s'interroge sur le nombre de redevables de la taxe foncière sur le territoire.

RM	KD
Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

Monsieur le Président lui répond qu'il y a environ 17 000 foyers sur le territoire, l'augmentation proposée est de l'ordre de deux euros par ménage.

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve dont cinq procurations – *Hélène Cornec – Annie Dittrich – Marc Jung – Sylviane Rotolo* –, et deux abstentions – *Dominique Abadoma – dont une procuration – Aurélie Ottmann* –.

RH	HD
Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

3.3- Budget Primitif Général 2025 *(M57) (BF)*

Ce point est présenté par Monsieur le Vice-Président Roland Martin.

Lors de sa séance du 5 décembre 2024, le Conseil de Communauté avait arrêté les orientations générales du budget.

C'est dans le cadre de ces prescriptions que le projet de Budget 2025 a été élaboré.

Les commentaires et observations suivants apportent des précisions sur les différents éléments du budget.

Généralités

À compter de 2024, c'est la norme comptable M57 qui s'applique pour ce budget *(cf. Conseil de Communauté du 6 juillet 2023)*.

L'exercice 2024 n'est pas encore clos ; le résultat de fin d'exercice peut toutefois être estimé de manière assez précise et donc être repris au Budget Primitif 2025 de manière anticipée.

Cette reprise anticipée des résultats est nécessaire à l'équilibre du budget et permet de connaître le besoin réel de financement des investissements.

L'excédent de fonctionnement 2024 reporté est supérieur aux prévisions à la suite, notamment, d'une réduction des charges à caractère général et de personnel par rapport aux projections (+ 781 000 euros).

Au vu des orientations budgétaires 2025 de Nautilia, il est nécessaire de maintenir le même niveau de subvention en 2025 qu'en 2024, à savoir 1 174 000 euros, afin notamment de couvrir le déficit de fonctionnement 2024.

Conformément aux objectifs de désendettement fixés depuis plusieurs années, l'ensemble des dépenses d'investissement 2025 sont autofinancées.

Le Budget Primitif 2025 est, dans l'ensemble, conforme aux orientations budgétaires ; il tient notamment compte :

- du projet de loi de Finances pour 2025
- de l'évolution des taux de fiscalité de 2,2%
- des investissements projetés pour 2025.

Une analyse des principaux postes de dépenses et de recettes a été réalisée lors du Débat d'Orientation Budgétaire.

Le tableau, ci-après, permet d'appréhender l'évolution du budget de fonctionnement 2025 par chapitre de dépenses et de recettes *[(1) le Compte Administratif 2024 est en cours de validation]*.

RM	MD
Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

Chapitres	Budget 2024	Projection CA 2024	CA 2024 (1)	DOB 2025	BP 2025
DEPENSES	**24 574 100**	**20 377 445**	**19 910 981**	**23 831 400**	**24 916 530**
011 - Charges à caractère général	3 328 422	2 953 403	2 855 396	3 189 693	3 285 249
012 - Charges de personnel et frais assimilés	4 452 518	4 217 717	3 855 305	4 482 077	4 482 077
014 - Atténuations de produits	7 598 000	7 508 409	7 508 240	7 541 000	7 541 000
022 - Dépenses imprévues (fonctionnement)	0	0	0	0	0
023 - Virement à la section d'investissement	3 448 200	0	0	2 830 600	3 706 390
042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 751 293	1 751 220	1 767 320	1 771 830	1 851 410
65 - Autres charges de gestion courante	3 541 647	3 495 976	3 513 242	3 595 700	3 629 904
66 - Charges financières	435 520	435 520	409 862	405 000	405 000
67 - Charges exceptionnelles	18 400	15 200	1 611	15 500	15 500
68 - Dotations aux amortissements et aux provisions	100	0	4	0	0
RECETTES	**24 574 100**	**24 579 081**	**24 893 674**	**23 831 400**	**24 916 530**
002 - Résultat de fonctionnement reporté (excédent ou déficit)	3 638 156	3 638 156	3 638 157	2 901 636	3 882 693
013 - Atténuations de charges	12 000	28 860	56 740	8 200	8 200
042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	189 389	189 384	189 384	193 076	203 508
70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses	2 016 150	1 914 120	2 083 700	1 928 915	2 017 645
73 - Impôts et taxes	13 441 900	13 556 900	13 512 194	13 918 300	13 918 300
74 - Dotations, subventions et participations	4 778 422	4 730 273	4 849 682	4 731 476	4 736 387
75 - Autres produits de gestion courante	484 050	506 490	528 735	149 750	149 750
76 - Produits financiers	33	49	49	47	47
77 - Produits exceptionnels	0	810	20 379	0	0
78 - Reprises sur amortissements et provisions	14 000	14 039	14 655	0	0

(1) CA en cours de validation

BH	HD
Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

Les investissements

Le montant total des dépenses et des recettes s'élève à **8 278 500 €**

➢ Les propositions portent, pour l'essentiel, sur :

✓ *Les actions Habitat (PLUi, révision PLUi, PLH, OPAH-RU)*	*634 000 €*
✓ *Les travaux de réalisation d'aire d'accueil des Gens du voyage (études, achat de terrains et travaux)*	*3 500 000 €*
✓ *Les subventions d'équipement au Markstein, PIG, itinéraires cyclables et les Fonds de concours*	*253 000 €*
✓ *Les grosses réparations/renouvellement d'équipements et nouveaux équipements des différents sites*	*322 300 €*
✓ *Les panneaux de signalétique touristique*	*40 000 €*
✓ *Les travaux et équipements dans les structures Petite Enfance*	*67 500 €*
✓ *Les travaux d'aménagement à la Neuenbourg (chalet Alpin, informatique, mobilier)*	*88 200 €*
✓ *Les aménagements dans l'Aire d'Activités (levés topographiques, vidéoprotection…)*	*33 000 €*
✓ *Les études et travaux des trames vertes et bleues (contrat de territoire eau climat)*	*50 000 €*
✓ *Les travaux d'aménagement de l'Aire de loisirs à Lautenbach (solde travaux pistes cyclo, mobilier..)*	*21 000 €*
✓ *Les études pour la réalisation de nouvelles structures pour la petite enfance*	*150 000€*
✓ *Les études et travaux des terrains familiaux*	*340 000€*
✓ *Les avances aux entreprises (Alsabail…)*	*150 000 €*
✓ *Le remboursement du capital des emprunts*	*1 350 000 €*
✓ *L'amortissement des subventions d'investissement*	*203 500 €*
✓ *Le déficit d'investissement reporté*	*1 023 100€*

➢ Les recettes proviennent, pour l'essentiel :

✓ *Du Fonds de Compensation de la TVA (FCTVA)*	*524 100 €*
✓ *De subventions diverses (État, Région Grand Est, CeA, Europe…)*	*1 040 400 €*
✓ *De la dotation aux amortissements*	*1 851 400 €*
✓ *Du virement de la section de fonctionnement*	*3 706 400 €*
✓ *De l'affectation du résultat de fonctionnement*	*1 100 000 €*
✓ *Du remboursement des avances aux entreprises (Alsabail)*	*16 100 €*

L'affectation de l'excédent 2024 permet de ne pas recourir à l'emprunt en 2025 et d'autofinancer l'ensemble des investissements.

RM	AD
Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

Les prévisions d'évolution de la capacité de désendettement de la CCRG ont été réactualisées au vu des résultats 2024 des différents budgets et de l'évolution des prévisions budgétaires.

Ces ratios, plus favorables que ceux projetés lors du Débat d'Orientation Budgétaire 2025, sont présentés en annexe 2

Propositions :

Le projet de Budget Général s'équilibre :

- en fonctionnement, à : 24 916 530 euros
- en investissement, à : 8 278 500 euros

soit, au total : 33 195 030 euros.

Le Budget Primitif Général 2025, présenté en annexe 3, permet d'apporter des informations détaillées sur la dette, les méthodes d'amortissement utilisées, l'état des provisions et les subventions versées.

Le Bureau, réuni le 28 janvier 2025, a émis un avis favorable.

Il est proposé au Conseil de Communauté :

- *d'examiner et d'approuver le projet de Budget Primitif Général 2025 (M57)*
- *de voter au niveau du chapitre pour la section d'investissement, avec définition des opérations détaillées*
- *de voter au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement*
- *de fixer les subventions et participations aux montants prévus au budget*
- *de valider le versement de la subvention à l'Amicale du Personnel (APCRG) inscrite au budget (montant inscrit à l'article 6474)*
- *de fixer le montant de la subvention d'équilibre versée aux Budgets Annexes Assainissement, Pépinière d'entreprises du Florival et Camping Le Florival tel qu'inscrit au budget (Assainissement : 446 000 euros, Pépinière d'entreprises du Florival : 121 019 euros, Camping Le Florival : 88 790 euros)*
- *de fixer le montant de la subvention versée à la Régie personnalisée en charge de l'exploitation du Centre Aquatique Nautilia à 1 174 000 euros pour 2025.*
- *d'autoriser Monsieur le Président à procéder au paiement des dépenses et à l'encaissement des recettes, dans le cadre des limites des montants fixés conformément à la réglementation relative aux marchés publics*
- *d'autoriser Monsieur le Président à procéder à des virements de comptes à l'intérieur d'un même chapitre*
- *d'autoriser Monsieur le Président à procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chaque section*
- *d'autoriser Monsieur le Président à consulter les organismes bancaires pour la souscription d'emprunts afin de financer, au besoin, les investissements inscrits au Budget Primitif 2025.*

Débats et observations préalables au vote :

Paraphe du Président | *Paraphe du Secrétaire de séance*

Monsieur le Président rappelle les ratios de désendettement figurant en annexe du point et estime que le travail portant sur la maîtrise des dépenses a porté ses fruits.

Madame Claudine Grawey demande où se situe le projet de création d'une aire d'accueil des gens du voyage.

Monsieur le Président lui répond que le terrain pressenti est proche de FloRIOM SPL.

Monsieur Daniel Braun relève, s'agissant de Nautilia, un déficit de l'ordre de 1 200 000 euros.

Il demande quelles sont les prospectives sur la maîtrise des dépenses, notamment sur le volet des énergies.

Monsieur Dominique Abadoma rejoint Monsieur Daniel Braun sur ce questionnement. Il demande si un plan de redressement a été établi.

Monsieur le Président rappelle qu'il y a d'ores et déjà eu des débats, en son temps, sur l'équilibre financier de Nautilia au moment où le projet a été mené.

Il souligne qu'il était impossible d'anticiper la récente crise énergétique tant sur le volet « gaz » que le volet « électricité ».

L'installation des panneaux photovoltaïques donnent des résultats encourageants.

Lors de certains mois ensoleillés, cet équipement fournit jusqu'à 2/3 de l'énergie électrique.

Un système de récupération des calories au sein des eaux grises a également été mis en place.

Une réflexion est en cours quant à la pose de panneaux solaires.

Les efforts sont faits pour diminuer au maximum les charges (entretien et travaux en interne...).

Une réflexion sur le prix d'entrée est également en cours.

L'équipement atteint toutefois ses limites en termes de capacités d'accueil.

Madame Angélique Muller confirme les efforts faits dans le sens d'une maîtrise des dépenses mais l'optimisation des entrées est effectivement limitée par les seuils règlementaires de fréquentation.

Dans tous les cas, cela reste un équipement coûteux qui reste ouvert aux bénéfices des usagers sur de grandes amplitudes horaires.

Monsieur Daniel Braun souligne que Nautilia constitue un bel équipement mais pèse lourd en termes de charges ramenées au nombre d'habitants du territoire.

Il estime qu'il est possible d'augmenter le tarif du SPA, qui reste très inférieur à ceux pratiqués en Allemagne par exemple.

Il évoque également l'idée d'appliquer des tarifs différenciés entre habitants du territoire et usagers « extérieurs ».

Il précise que cela se pratique dans d'autres collectivités.

Monsieur Roland Martin lui répond que cette idée a déjà été évoquée mais sa viabilité règlementaire reste à vérifier.

Monsieur Daniel Braun estime qu'il n'y a pas de problème sur ce point.

AM	

Paraphe du Président *Paraphe du Secrétaire de séance*

Monsieur le Président lui répond que cette pratique est a priori invalidée par le juge communautaire.

Monsieur Claude Muller estime que tout cela relève de « petites solutions ».
De manière plus globale, il y a effectivement un problème de configuration de l'équipement.
L'absence d'un bassin extérieur limite l'optimisation des taux de fréquentation.

Monsieur Yann Keller s'interroge sur la possibilité de missionner un cabinet d'étude afin de travailler sur un projet d'optimisation.

Monsieur le Président lui répond qu'une analyse récente a été réalisée.
Nautilia se situe dans la moyenne des équipements de ce type au niveau de son déficit.
Il rappelle également que le choix a été fait de laisser le centre aquatique ouvert aux usagers durant la crise énergétique, ceci a eu des répercussions financières qu'il faut à présent absorber.
Une réflexion doit être menée quant à l'optimisation des taux de fréquentation afin de générer plus de recettes.

Monsieur Claude Muller précise que l'exploitation du restaurant en continue était également source de difficulté.
Le Conseil d'Administration de Nautilia a souhaité une ouverture limitée à la saison estivale.

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont cinq procurations – *Hélène Cornec – Annie Dittrich – Marc Jung – Aurélie Ottmann – Sylviane Rotolo* –, les propositions précitées.

RH	
Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

3.4- Taxe Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI) – Fixation du produit pour l'année 2025 *(AB)*

Ce point est présenté par Madame la Vice-Présidente Maud Hart.

Vu l'article 1530 bis du Code Général des Impôts

Considérant la délibération du Conseil de Communauté du 25 janvier 2018 instaurant une taxe destinée à financer la compétence obligatoire Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations dite GEMAPI.

Conformément à la règlementation en vigueur, il convient de voter le montant de la taxe GEMAPI pour l'année 2025.

Pour mémoire, en 2024, le Conseil de Communauté avait fixé le montant de la taxe GEMAPI à hauteur de 101 525 euros pour l'ensemble du territoire.

L'exercice de la compétence *GEMAPI* par la CCRG est délégué au Syndicat Mixte de la Lauch.

Lors de sa dernière Assemblée Générale, ce syndicat a fixé la cotisation 2025 à hauteur de 103 672 euros.

Il est rappelé que la taxe dite « GEMAPI » est un impôt dit *de répartition,* la collectivité ne vote pas un taux mais détermine un produit total attendu que l'Administration Fiscale doit répartir entre les redevables, selon les critères fixés par le législateur.

Son recouvrement est adossé sur les contributions directes locales.

Le Bureau, réuni le 28 janvier 2025, a émis un avis favorable.

Il est proposé au Conseil de Communauté de fixer le montant de la taxe GEMAPI pour l'année 2025 à hauteur de 103 672 euros pour l'ensemble du territoire.

Débats et observations préalables au vote :

Madame Anne Dehestru demande si cette taxe s'ajoute à celle de la taxe foncière.

Monsieur le Président lui confirme ce point et rappelle que la CCRG recouvre cette taxe pour le compte du syndicat, elle ne fait que « boîte aux lettres ».

Monsieur Francis Kohler précise que ce produit fiscal a été voté par l'Assemblée Générale du Syndicat de la Lauch.

Monsieur Francis Kleitz rappelle que cela permet de financer les travaux pilotés par Rivières de Haute Alsace.

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont cinq procurations – *Hélène Cornec – Annie Dittrich – Marc Jung – Aurélie Ottmann – Sylviane Rotolo* –, les propositions précitées.

RM	KG
Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

3.5- Lancement d'une consultation pour la conclusion d'un accord-cadre portant sur la fourniture de gaz naturel rendu sur site et services associés *(MFL)*

Ce point est présenté par Monsieur le Président.

Afin d'éviter tout conflit d'intérêt, les Conseillers communautaires siégeant au sein des instances de la SAEML CALEO sont invités à ne pas prendre part au présent vote.

Un accord-cadre pour la fourniture de gaz naturel rendu sur site et services associés a été conclu pour la période de 2022-2025. Celui-ci arrive à échéance au 31 août 2025.

Un nouvel appel d'offres en procédure formalisée *(articles R2124-1 et R2162-1 et suivants du Code de la Commande Publique)* doit être lancé pour la période 2025-2028.

Dans le cadre de cette procédure, il conviendra de désigner les candidats les mieux-disants (au maximum trois opérateurs économiques, sous réserve d'un nombre suffisant), admis à déposer une offre se rapportant aux marchés subséquents pendant toute la durée de l'accord-cadre (quatre ans – démarrage au 1er septembre 2025).

Les services de la CCRG, tous sites confondus, consomment environ 1 500 MWh/an, pour un montant annuel global de l'ordre de 302 994,20 euros HT (sur la base du prix 2024).

Pour rappel, l'attribution de l'accord cadre du gaz a pour seul objet de sélectionner les candidats les mieux-disants appelés à pouvoir déposer une offre dans le cadre d'un marché subséquent.

C'est au moment de l'attribution du marché subséquent que le prix définitif de fourniture du gaz est fixé.

Le minimum est fixé à 1 500 MWh et le maximum à 8 000 MWh pour toute la durée de l'accord cadre.

Le présent accord cadre sera attribué lors d'un prochain Conseil de Communauté.

Le Bureau, réuni le 28 janvier 2025, a émis un avis favorable.

Il est proposé au Conseil de Communauté d'autoriser Monsieur le Président à lancer une consultation en procédure formalisée portant sur un accord-cadre pour la fourniture de gaz naturel rendu sur site et services associés pour la période 2025-2028.

Débats et observations préalables au vote :

Monsieur Francis Kleitz s'interroge sur la proposition de déport des représentants de CAEO, ceci n'est pas imposé par la règlementation.

Monsieur le Président lui répond qu'il s'agit d'une préconisation à ce stade, chacun votera selon sa sensibilité.

Monsieur Francis Kohler demande sur quelle base les candidats les mieux-disants seront sélectionnés.

Monsieur le Président lui répond que cela s'opère en fonction des critères d'attribution prévus lors de la consultation.

PM	FK
Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

Monsieur Francis Kleitz estime que la CCRG a intérêt à lancer ce type d'accord cadre plus en amont.

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont cinq procurations – *Hélène Cornec – Annie Dittrich – Marc Jung – Aurélie Ottmann – Sylviane Rotolo* –, les propositions précitées.

RM	
Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

3.6- Désignation de représentants au Comité Local pour l'Emploi

Ce point est présenté par Monsieur le Président.

Vu la loi pour le plein emploi du 18 décembre 2023

Vu l'article R. 5311-32 du Code du Travail

Vu le décret n° 2024-560 du 18 juin 2024 relatif aux comités territoriaux pour l'Emploi

La loi pour le plein emploi du 18 décembre 2023 a institué une nouvelle gouvernance nationale et territoriale du service public de l'emploi.

Celle-ci est désormais structurée autour de Comités territoriaux pour l'emploi qui sont déclinés au niveau régional, départemental et local qui doivent être mis en œuvre à compter du 1er juillet 2024.

Le décret n° 2024-560 du 18 juin 2024 relatif aux Comités territoriaux précise les missions, la composition et le fonctionnement de chacun de ces comités et prévoit notamment le nombre maximum de représentants par catégorie d'organisations ainsi que les règles de leur nomination.

Les Comités territoriaux sont des instances de concertation sur tout sujet relatif aux missions du réseau pour l'emploi, en lien avec les missions du service public de l'emploi ainsi que des missions de coordination pour définir la meilleure stratégie à mettre en œuvre sur un échelon territorial, et la décliner en feuille de route.

Le Comité Local pour l'Emploi (CLE) constitue le niveau le plus opérationnel.

Il met en œuvre au niveau local le déploiement des moyens définis aux niveaux départemental et régional, mais identifie également de manière plus fine les actions nécessaires et peut faire remonter ses propres orientations.

En application de l'article R. 5311-32 du code du travail, la CCRG a été invitée à désigner ses représentants pour siéger au sein du Comité Local pour l'Emploi du territoire (Thann-Guebwiller).

La CCRG dispose d'un représentant titulaire et d'un représentant suppléant. La durée du mandat est de trois ans.

Le Bureau, réuni le 28 janvier 2025, a émis un avis favorable.

Il est proposé au Conseil de Communauté de désigner un représentant titulaire et un représentant suppléant appelés à représenter la CCRG au sein du Comité Local pour l'Emploi.

Il est proposé les désignations suivantes :

Titulaire : Monsieur André Schlegel

Suppléant : Monsieur Jean-Luc Galliath

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont cinq procurations – *Hélène Cornec – Annie Dittrich – Marc Jung – Aurélie Ottmann – Sylviane Rotolo* –, les propositions précitées.

Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

Point 4. ASSAINISSEMENT

4.1- Budget Primitif Assainissement 2025 *(M49) (CV/BF)*

Ce point est présenté par Monsieur le Vice-Président Guy Habecker.

Lors de sa séance du 5 décembre 2024, le Conseil de Communauté avait arrêté les orientations générales du budget.

C'est dans le cadre de ces prescriptions que le projet de Budget 2025 a été élaboré.

En tenant compte de ces directives, les grandes lignes de la formation du budget sont commentées ci-après.

Généralités

L'exercice 2024 n'est pas encore clos ; le résultat de fin d'exercice peut toutefois être estimé de manière assez précise et donc être repris au Budget Primitif 2025 de manière anticipée.

Aucun nouvel emprunt n'est inscrit au budget en 2025, l'ensemble des investissements sont autofinancés.

Il est rappelé qu'un emprunt de 31 600 000 euros a été souscrit en 2024 pour le financement de la réhabilitation de la station de traitement des eaux usées (STEU) *(cf Conseil du 18 avril 2024)*, il n'a pas été nécessaire de mobiliser ce prêt en 2024.

Une analyse des principaux postes de dépenses et de recettes a été réalisée lors du Débat d'Orientation Budgétaire.

Le tableau, ci-après, permet d'appréhender l'évolution du budget de fonctionnement 2025 par chapitre de dépenses et de recettes.

Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

Chapitres	Budget 2024	Projection CA 2024	CA 2024 (1)	DOB 2025	BP 2025
DEPENSES	**5 437 400**	**4 306 397**	**4 420 582**	**6 673 000**	**6 485 000**
011 - Charges à caractère général	2 149 248	1 887 737	2 118 000	2 054 137	2 055 063
012 - Charges de personnel et frais assimilés	920 368	919 188	821 515	1 056 045	1 056 045
022 - Dépenses imprévues (exploitation)	105 500	0	0	100 000	100 000
023 - Virement à la section d'investissement	753 900	0	0	1 907 000	1 668 002
042 - Opérations d'ordre de transfert entre section	1 186 434	1 186 312	1 186 312	1 195 828	1 245 400
65 - Autres charges de gestion courante	68 950	17 510	16 395	68 990	68 990
66 - Charges financières	100 000	118 960	110 213	103 000	103 000
67 - Charges exceptionnelles	153 000	176 690	168 147	188 000	188 000
68 - Dotations aux amortissements et provisions	0	0	0	0	500
RECETTES	**5 437 400**	**5 530 187**	**5 356 246**	**6 673 000**	**6 485 000**
002 - Résultat d'exploitation reporté (excédent ou déficit)	407 430	407 430	407 430	1 223 790	935 664
013 - Atténuations de charges	0	17 500	33 740	0	0
042 - Opérations d'ordre de transfert entre section	210 417	210 416	210 416	210 078	210 078
70 - Ventes de produits fabriqués, prestat° de services, marchandises	4 363 550	4 336 841	4 230 925	4 781 132	4 781 258
75 - Autres produits de gestion courante	10 003	12 000	23 404	12 000	12 000
77 - Produits exceptionnels	446 000	546 000	450 209	446 000	546 000
78 - Reprises sur provisions	0	0	122	0	0

(1) en cours de validation

PM	
Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

La section d'investissement

Le montant total des dépenses et des recettes s'équilibre à **9 535 900 €**

Les DEPENSES D'INVESTISSEMENT 2025 :

Dont, pour les principales :

L'enveloppe définie pour les travaux est de 550 000 € pour les eaux usées et 600 000 € pour les eaux pluviales

✓ *Total de l'opération* *1 150 000 €*

L'ensemble des études en cours et/ou des travaux encore non démarrés à ce jour (rue du Ballon à Merxheim, lotissement des Prés à Guebwiller..)

✓ *Total de l'opération* *5 240 000 €*

La mise à niveau de la Station de traitement des eaux usées

✓ *Total de l'opération* *941 800 €*

Les travaux de grosse maintenance et de révision à la Station de traitement des eaux usées (révision des surpresseurs des bassins biologiques, révision d'une centrifugeuse, grosse maintenance de la station de réparation des pompes et motoréducteurs, remise en état du système de désodorisation)

✓ *Total de l'opération* *100 000 €*

L'ensemble des travaux réalisés dans le cadre du marché à bons de commande

✓ *Total de l'opération* *250 000 €*

Les travaux de relevé topographique urbain (Hartmannswiller, Wuenheim, Raedersheim, Jungholtz et un complément pour Soultz)

✓ *Total de l'opération* *70 000 €*

Les travaux divers réalisés sur le réseau d'eaux usées, d'eaux pluviales et sur l'ensemble des postes de relevage (grosse maintenance sur les postes de Bergholtz et Hartmannswiller)

✓ *Total de l'opération* *140 000 €*

Les travaux pour compte de tiers réalisés dans le cadre des conventions de maîtrise d'ouvrage déléguée

✓ *Total de l'opération* *1 000 000 €*

✓ *Le remboursement en capital des emprunts* *348 200 €*

✓ *L'amortissement des subventions* *210 100 €*

✓ *Les dépenses imprévues, le rattachement des frais d'études et d'insertion* *80 000 €*

Paraphe du Président *Paraphe du Secrétaire de séance*

Les RECETTES D'INVESTISSEMENT 2025 :

Dont :

✓ *Le solde d'investissement reporté (estimation)*	*3 682 500 €*
✓ *Le virement de la section d'exploitation (autofinancement)*	*1 668 000 €*
✓ *L'amortissement des immobilisations (040)*	*1 245 400 €*
✓ *Le rattachement des frais d'études et d'insertion (041)*	*40 000 €*
✓ *Le Fonds de Compensation de la TVA et l'excédent de fonctionnement capitalisé*	*1 225 500 €*
✓ *Les subventions d'investissement*	*674 500 €*
✓ *Les travaux pour compte de tiers réalisés dans le cadre des conventions de maîtrise d'ouvrage déléguée*	*1 000 000 €*

Le Budget Primitif Assainissement 2025 détaillé est présenté en annexe 4.

Le Bureau, réuni le 28 janvier 2025, a émis un avis favorable.

Il est proposé au Conseil de Communauté :

- *d'examiner et d'approuver le projet de Budget Primitif Assainissement 2025 (M49)*
- *de voter au niveau du chapitre pour la section d'investissement*
- *de voter au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement*
- *de valider le versement de la subvention à l'Amicale du Personnel (APCRG) inscrite au budget (montant inscrit à l'article 6474)*
- *d'autoriser Monsieur le Président à procéder au paiement des dépenses et à l'encaissement des recettes, dans le cadre des limites des montants fixés conformément à la réglementation relative aux marchés publics*
- *d'autoriser les virements de compte à compte à l'intérieur d'un même chapitre*
- *d'autoriser Monsieur le Président à consulter les organismes bancaires pour la souscription d'emprunts, si besoin, afin de financer les investissements inscrits au Budget Primitif 2025.*

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont cinq procurations – *Hélène Cornec – Annie Dittrich – Marc Jung – Aurélie Ottmann – Sylviane Rotolo* –, les propositions précitées.

Paraphe du Président | *Paraphe du Secrétaire de séance*

Point 5. EAU POTABLE

5.1- Budget Primitif Eau potable 2025 (M49) (SR/BF)

Ce point est présenté par Monsieur le Vice-Président Guy Habecker.

Lors de sa séance du 5 décembre 2024, le Conseil de Communauté avait arrêté les orientations générales du budget.

C'est dans le cadre de ces prescriptions que le projet de Budget 2025 a été élaboré.

En tenant compte de ces directives, les grandes lignes de la formation du budget sont commentées ci-après.

Généralités

Il est rappelé que les services publics d'eau potable sont des Services Publics Industriels et Commerciaux dont le financement est assuré par les redevances perçues auprès des usagers pour le service rendu *(articles L2224-11 et L2224-12-3 du Code Général des Collectivités Territoriales)*.

Un financement par un système de redevance implique d'équilibrer le budget en recettes et en dépenses et de spécialiser le budget du service.

L'exercice 2024 n'est pas encore clos ; le résultat de fin d'exercice peut toutefois être estimé de manière assez précise et donc être repris au Budget Primitif 2025 de manière anticipée.

Aucun nouvel emprunt n'est inscrit au budget en 2025, l'ensemble des investissements sont autofinancés.

Une analyse des principaux postes de dépenses et de recettes a été réalisée lors du Débat d'Orientation Budgétaire.

Le tableau, ci-après, permet d'appréhender l'évolution du budget de fonctionnement 2025 par chapitre de dépenses et de recettes.

RN	

Paraphe du Président *Paraphe du Secrétaire de séance*

Chapitres	Budget 2024	Projection CA 2024	CA 2024 (1)	DOB 2025	BP 2025
DEPENSES	**4 838 400**	**2 497 493**	**2 408 019**	**5 087 500**	**6 389 800**
011 - Charges à caractère général	1 058 166	488 405	454 731	816 888	1 479 268
012 - Charges de personnel et frais assimilés	771 314	774 740	717 545	826 822	826 822
014 - Atténuations de produits (reversement redevances agence)	292 778	262 237	293 486	290 000	591 000
022 - Dépenses imprévues (exploitation)	45 000	0	0	45 000	45 000
023 - Virement à la section d'investissement	1 664 400	0	0	2 069 000	2 372 210
042 - Opérations d'ordre de transfert entre section	866 742	866 651	866 651	889 790	925 500
65 - Autres charges de gestion courante	22 000	7 917	7 918	21 000	21 000
66 - Charges financières	45 000	36 000	31 185	32 000	32 000
67 - Charges exceptionnelles	71 000	60 000	34 959	95 000	95 000
68 - Dotations aux amortissements et provisions	2 000	1 543	1 543	2 000	2 000
RECETTES	**4 838 400**	**4 840 598**	**5 011 518**	**5 087 500**	**6 389 800**
002 - Résultat d'exploitation reporté (excédent)	1 797 679	1 797 679	1 797 679	2 203 105	2 603 498
013 - Atténuations de charges	0	14 358	19 706	0	0
042 - Opérations d'ordre de transfert entre section	37 354	37 353	37 353	37 355	43 593
70 - Ventes de produits fabriqués, prestat° de services, marchandises	1 678 100	1 553 003	1 612 008	1 545 013	2 384 682
74 - Subventions d'exploitation	221 740	90 057	82 346	155 500	211 500
75 - Autres produits de gestion courante	1 079 000	1 323 054	1 436 206	1 122 000	1 122 000
76 - Produits financiers	24 527	24 527	24 527	24 527	24 527
77 - Produits exceptionnels	0	567	1 692	0	0

(1) en cours de validation

Paraphe du Président

Paraphe du Secrétaire de séance

La section d'investissement

Le montant total des dépenses et des recettes s'équilibre à		**4 277 900 €**
➢ Les dépenses d'investissement porteront, pour l'essentiel, sur :		
✓ *Les travaux de pose et de renouvellement de réseaux*	*2 866 000 €*	
✓ *Les installations complexes spécialisées*	*270 000 €*	
✓ *Les travaux dans les bâtiments d'exploitation*	*135 000 €*	
✓ *Le remboursement en capital des emprunts*	*177 500 €*	
✓ *Les amortissements de subventions d'investissement*	*43 600 €*	
✓ *Les frais d'études*	*648 200 €*	
✓ *L'achat de logiciel, véhicules et matériel divers*	*74 000 €*	
➢ Les recettes se composent, pour l'essentiel :		
✓ *Des subventions d'investissement pour les études et travaux (Agence de l'Eau Rhin-Meuse, communes)*	*789 000 €*	
✓ *Du report de l'excédent 2024*	*141 100 €*	
✓ *Du virement de la section de fonctionnement (autofinancement)*	*2 372 200 €*	
✓ *De l'amortissement des immobilisations*	*925 500 €*	
Le Budget Primitif Eau potable 2025 s'équilibre au total (fonctionnement + investissement) à		**10 667 700 €**

Le Budget Primitif Eau potable 2025 détaillé est présenté en annexe 5.

Le Bureau, réuni le 28 janvier 2025, a émis un avis favorable.

Il est proposé au Conseil de Communauté :

- *d'examiner et d'approuver le projet de Budget Primitif Eau potable 2025 (M49)*
- *de voter au niveau du chapitre pour la section d'investissement*
- *de voter au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement*
- *de valider le versement de la subvention à l'Amicale du Personnel (APCRG) inscrite au budget (montant inscrit à l'article 6474)*
- *d'autoriser Monsieur le Président à procéder au paiement des dépenses et à l'encaissement des recettes, dans le cadre des limites des montants fixés conformément à la réglementation relative aux marchés publics*
- *d'autoriser les virements de compte à compte à l'intérieur d'un même chapitre.*

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont cinq procurations – *Hélène Cornec – Annie Dittrich – Marc Jung – Aurélie Ottmann – Sylviane Rotolo* –, les propositions précitées.

RM	HD
Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

5.2- Création d'un forage - Lancement de la procédure visant à l'obtention de l'autorisation de prélever l'eau (YS)

Ce point est présenté par Monsieur le Vice-Président Guy Habecker.

Vu le code de l'environnement notamment son article L. 215-13 relatif à la déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation des eaux ;

Vu le code de la santé publique notamment son article L 1321.2 relatif à l'instauration des périmètres de protection ;

Vu le code de la santé publique notamment son article R 1324-6 et suivants relatifs à l'utilisation des eaux capté en vue la consommation humaine ;

Vu le code de l'environnement notamment ses articles L 214-1 et suivants et R 214-1 et suivants relatifs à la déclaration ou l'autorisation des travaux et activités entraînant des prélèvements sur les eaux superficielles ou souterraines ;

Vu le code de l'environnement notamment ses articles L 181-1 et suivants et R 181-1 relatifs aux l'autorisations environnementales ;

Le forage dit de l'Erlenbachweg n'est plus à même de servir de ressource pour la production d'eau potable. Par ailleurs, il est rappelé que l'UDI de Soultz n'est pas autosuffisante via ses sources, en période d'étiage, pour assurer son approvisionnement en eau potable.

Considérant la nécessité de diversifier les ressources afin de sécuriser l'alimentation en eau potable dans la vallée du Florival.

Considérant l'étude géophysique ayant identifié une nouvelle zone de forage potentiel.

Sur la base des éléments précités, il est proposé :

- de réaliser des travaux de forage d'essai au nouvel emplacement désigné par l'étude géophysique (détail de l'emplacement en annexe 6).

À la suite des résultats concluant de l'essai de pompage, il est proposé :

- d'équiper le forage et de le raccorder au réseau d'eau potable
- de solliciter une déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation des eaux et d'instauration des périmètres de protection autour du futur captage d'eau alimentant le réseau de Soultz
- de solliciter l'autorisation d'utiliser l'eau captée en vue de la consommation humaine en application des articles R 1324-6 et suivants du Code de la santé publique
- de solliciter le récépissé de déclaration de prélèvement de l'eau réalisé auprès de la DREAL
- de sollicitée l'autorisation environnementale en application de articles L 181-1 et suivants et R 181-1 suivants du Code de l'environnement
- de solliciter une enquête parcellaire qui est préalable à l'arrêté de cessibilité
- de solliciter une demande de subvention auprès de la Région grand Est au titre du changement climatique et impact sur les ressources en eau et les milieux naturels selon le plan de financement en annexe 7.

Le Bureau, réuni le 28 janvier 2025, a émis un avis favorable.

RH	
Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

Il est proposé au Conseil de Communauté :

- *de valider les propositions précitées*
- *d'acquérir en pleine propriété, les terrains nécessaires à la réalisation du périmètre de protection immédiat.*
- *de conduire à terme la procédure instaurant les périmètres de protection des captages jusqu'à l'information des propriétaires concernés par les éventuelles servitudes et la mise à jour des documents d'urbanisme existants.*

Les crédits pour les travaux de reconnaissance sont inscrits au budget 2025, article 2153125 - Réseaux d'adduction d'eau 2025. Il conviendra toutefois d'abonder le budget 2026 afin de financer l'ensemble des dépenses complémentaires.

Observations préalables au vote :

Monsieur le Président précise que les études sont en cours sur le ban de la Commune de Buhl.

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont cinq procurations – *Hélène Cornec – Annie Dittrich – Marc Jung – Aurélie Ottmann – Sylviane Rotolo –*, les propositions précitées.

Paraphe du Président | *Paraphe du Secrétaire de séance*

Point 6. PÉPINIÈRE D'ENTREPRISES DU FLORIVAL

6.1- Budget Primitif Pépinière d'entreprises du Florival 2025 *(M4)* *(AS/BF)*

Ce point est présenté par Monsieur le Vice-Président André Schlegel.

Lors de sa séance du 5 décembre 2024, le Conseil de Communauté avait arrêté les orientations générales du budget.

C'est dans le cadre de ces prescriptions que le projet de Budget 2025 a été élaboré.

Les commentaires et observations suivants apportent des précisions sur les différents éléments du budget.

Généralités

Il est rappelé que ce Budget Annexe permet de fournir des indications détaillées sur le fonctionnement de la Pépinière d'entreprises, de suivre l'évolution de sa situation et de dégager ses propres résultats.

Il permet également de suivre les aspects fiscaux liés à ce budget soumis à TVA et dont les montants sont donc inscrits hors TVA.

L'exercice 2024 n'est pas encore clos ; le résultat de fin d'exercice peut toutefois être estimé de manière assez précise et donc être repris au Budget Primitif 2025 de manière anticipée.

Une analyse des principaux postes de dépenses et de recettes a été réalisée lors du Débat d'Orientation Budgétaire.

Le tableau, ci-après, permet d'appréhender l'évolution du budget de fonctionnement 2025 par chapitre de dépenses et de recettes.

Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

Chapitres	Budget 2024	Projection CA 2024	CA 2024 (1)	DOB 2025	Projet BP 2025
DEPENSES	**410 900**	**330 304**	**301 822**	**398 300**	**401 100**
011 - Charges à caractère général	161 074	125 537	103 483	146 635	149 683
012 - Charges de personnel et frais assimilés	124 982	126 987	122 032	128 832	128 832
022 - Dépenses imprévues (fonctionnement)	20 000	0	0	20 000	20 000
023 - Virement à la section d'investissement	22 300	0	0	22 900	20 930
042 - Opérations d'ordre de transfert entre section	65 011	65 010	65 010	62 933	63 155
65 - Autres charges de gestion courante	10 000	7 270	6 060	10 000	11 000
66 - Charges financières	5 533	5 500	5 237	5 000	5 000
67 - Charges exceptionnelles	2 000	0	0	2 000	2 000
68 - Dotations aux provisions	0	0	0	0	500
RECETTES	**410 900**	**404 288**	**409 889**	**398 300**	**401 100**
002 - Résultat d'exploitation reporté (excédent ou déficit)	161 339	161 339	161 339	63 984	98 066
042 - Opérations d'ordre de transfert entre section	40 115	40 115	40 115	40 115	40 115
70 - Ventes de produits fabriqués, prestat° de services, ma	157 600	150 988	156 588	141 900	141 900
75 - Autres produits de gestion courante	0	0	0	0	0
77 - Produits exceptionnels	51 846	51 846	51 846	152 301	121 019
78 - Reprises sur provisions	0	0	0	0	0

(1) en cours de validation

Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

La section d'investissement

Le montant total des dépenses et des recettes s'équilibre à		**95 700 €**
Dont :		
➢ *Le remplacement du PVC du couloir du rez-de-chaussée, l'acquisition d'une échelle à crinoline et de mobilier de bureau*	*14 500 €*	
➢ *Le remboursement en capital des emprunts*	*33 100 €*	
➢ *Le déficit d'investissement reporté*	*8 000 €*	
➢ *Les amortissements de subventions d'investissement*	*40 100 €*	
La subvention d'équilibre versée par le Budget Général est estimée à 121 019 € ; elle a pu être réduite à la suite du report de l'excédent 2024 (152 301€ inscrit au DOB 2025).		
Au total, le Budget Primitif Pépinière d'entreprises du Florival 2025 s'élève à		**496 800 €**

Le Budget Primitif Pépinière d'entreprises du Florival 2025 détaillé est présenté en annexe 8

Le Bureau, réuni le 28 janvier 2025, a émis un avis favorable.

Il est proposé au Conseil de Communauté :

- *d'examiner et d'approuver le projet de Budget Primitif Pépinière d'entreprises du Florival 2025 (M4)*
- *de voter au niveau du chapitre pour la section d'investissement*
- *de voter au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement*
- *de valider le versement de la subvention à l'Amicale du Personnel (APCRG) inscrite au budget (montant inscrit à l'article 6474)*
- *d'autoriser Monsieur le Président à procéder au paiement des dépenses et à l'encaissement des recettes, dans le cadre des limites des montants fixés conformément à la réglementation relative aux marchés publics*
- *d'autoriser Monsieur le Président à procéder à des virements de comptes à l'intérieur d'un même chapitre.*

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont cinq procurations – *Hélène Cornec – Annie Dittrich – Marc Jung – Aurélie Ottmann – Sylviane Rotolo* –, les propositions précitées.

Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

6.2- Reconduction de la subvention à la Mission Locale Colmar Centre Alsace (AS)

Ce point est présenté par Monsieur le Vice-Président André Schlegel.

La Mission Locale Colmar Centre Alsace assure l'accueil et l'accompagnement des jeunes de 16 à 25 ans (voire dans certains cas jusqu'à 29 ans en cas de reconnaissance en qualité de travailleur handicapé).

L'objectif poursuivi est l'insertion sociale et professionnelle des jeunes ayant quitté le système scolaire en développant des actions avec le Réseau pour l'emploi.

La Communauté de Communes de la Région de Guebwiller octroie une subvention à la Mission Locale Colmar Centre Alsace depuis 2007.

Cette subvention permet :

- de renforcer les moyens matériels et humains de la Mission Locale Colmar Centre Alsace en direction des jeunes en recherche d'emploi du territoire de la CRRG, qui, pour la plupart, sont peu ou pas qualifiés et/ou cumulent des difficultés périphériques à l'emploi
- de faire face aux charges occasionnées par les déplacements et missions des personnels de la structure

La Mission Locale Colmar Centre Alsace sollicite la reconduction de la subvention à hauteur de 20 785 euros pour l'année 2025 (même montant qu'en 2024).

Cette subvention va permettre d'accompagner les jeunes dans la validation et la mise en œuvre de leur projet professionnel (formation, emploi, etc) et de faciliter également la levée des problématiques périphériques : **mobilité** avec la mise en place d'un simulateur de conduite, **santé** avec de la remédiation cognitive et des ateliers de gestion du stress par exemple ou encore la **gestion budgétaire**.

Pour l'année 2024 (chiffres arrêtés au 30 novembre 2024), 382 jeunes habitant l'une des communes de la CCRG ont été en contact avec la Mission Locale Colmar Centre Alsace. La synthèse de l'activité de la structure est reprise dans l'annexe 9.

Afin de formaliser ce partenariat, il est proposé la conclusion d'une convention de fonctionnement (annexe 10).

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Général, action économique (*fonction 902, article 657485*).

Le bureau, réuni le 14 janvier 2025, a émis un avis favorable.

Il est proposé au Conseil de Communauté :

- de valider la convention de fonctionnement 2025 à conclure avec la Mission Locale Colmar Centre Alsace
- d'autoriser Monsieur le Président à signer la convention de financement 2025
- d'autoriser le versement de la participation financière pour 2025

Débats et observations préalables au vote :

RM	HO
Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

Monsieur Dominique Abadoma souhaite avoir des précisions quant aux modalités d'accompagnement et si l'insertion professionnelle de l'ensembles des 382 jeunes du territoire a été menée à son terme.

Monsieur André Schlegel lui répond que la mission locale réalise un accompagnement poussé et global.
Malheureusement tous les dossiers n'aboutissent pas.

Madame Claudine Grawey rappelle que les détails du suivi figurent en annexe 9 du rapport.

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont cinq procurations – *Hélène Cornec – Annie Dittrich – Marc Jung – Aurélie Ottmann – Sylviane Rotolo* –, les propositions précitées.

AM	HG
Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

6.3- Reconduction du partenariat avec Initiative Colmar Centre Alsace (AS)

Ce point est présenté par Monsieur le Vice-Président André Schlegel.

Les plateformes Initiative (PFIL), fédérées par l'association Initiative France, sont des outils mis au service de la création, de la reprise et du développement d'entreprise. Elles représentent une démarche concertée en matière de développement local et sont initiées à l'échelle d'un bassin d'activités.

Lorsqu'un projet est retenu par le Comité d'agrément, en fonction de critères définis, notamment, l'intégration de celui-ci dans son environnement économique local, les plateformes ont pour mission de renforcer les fonds propres des créateurs, repreneurs d'entreprise ou entrepreneurs en phase de primo développement par l'octroi de prêts d'honneur (qui vont de 1 500 à 15 000 euros) sans garantie personnelle, ni intérêt, afin de faire effet de levier auprès des organismes bancaires.

La progression du chômage en Alsace est l'une des raisons qui a conduit à la création d'Initiative Colmar Centre-Alsace en février 2004.

Créée sous forme associative, elle regroupe plusieurs collèges d'institutionnels et de professionnels. Son territoire d'intervention s'étend sur les bassins de Guebwiller, Colmar et Ribeauvillé.

Cette plateforme aide les entrepreneurs dans les secteurs d'activités suivants : l'artisanat, les professions libérales et plus particulièrement le commerce et la prestation de services aux particuliers et aux entreprises qui échappent traditionnellement aux aides à la création.

Pour réduire le taux d'échec et donc pérenniser les activités soutenues, les porteurs de projet peuvent être parrainés durant les deux premières années par des chefs d'entreprises et des cadres dirigeants impliqués dans la vie économique. Ce parrainage est un acte bénévole et désintéressé.

La Communauté de Communes de la Région de Guebwiller est partenaire d'Initiative Colmar Centre-Alsace depuis sa création.

Ce partenariat se formalise par le versement d'un soutien financier dont le montant annuel est calculé de la façon suivante : 0,15 euro par an et par habitant (*base données INSEE*) et 120 euros de cotisation.

Le Conseil de Communauté du 8 décembre 2022 avait validé la participation de la CCRG pour les années 2022 à 2024.

Durant ces trois années, sept demandes ont été examinées par le Comité d'agrément.

Cinq prêts ont été accordés pour un montant de 26 000 euros qui ont permis de créer ou maintenir quatre emplois.

Le montant total de la subvention octroyée par la CCRG à l'Initiative Colmar Centre-Alsace, de 2022 à 2024, s'élève, quant à elle, à 17 481,75 euros.

Le versement de la subvention et de la cotisation est effectué en un seul versement et intervient après l'Assemblée Générale de l'Association Initiative Colmar Centre-Alsace, au moment de l'appel à cotisation et à subvention, et ce, avant le 31 décembre de chaque année.

Afin de formaliser le partenariat, il est proposé la conclusion d'une Convention de financement pour les trois années : 2025, 2026 et 2027 (*cf. annexe 11*).

Les crédits nécessaires pour l'année 2025 sont inscrits au Budget Général, action économique (fonction 902, article 657484).

RM	
Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

Le Bureau, réuni le 28 janvier 2025, a émis un avis favorable.

Il est proposé au Conseil de Communauté :

- de valider la convention de financement 2025-2027
- d'autoriser Monsieur le Président à signer la convention de financement 2025-2027
- d'autoriser le versement de la participation financière pour les années 2025, 2026 et 2027 avant le 31 décembre de chaque année, selon les modalités précitées.

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont cinq procurations – *Hélène Cornec – Annie Dittrich – Marc Jung – Aurélie Ottmann – Sylviane Rotolo* –, les propositions précitées.

AM	
Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

Point 7. AIRES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

7.1- Budget Primitif Aires d'Activités du Florival 2025 *(M57)* *(AS/BF)*

Ce point est présenté par Monsieur le Vice-Président André Schlegel.

Lors de sa séance du 5 décembre 2024, le Conseil de Communauté avait arrêté les orientations générales du budget.

C'est dans le cadre de ces prescriptions que le projet de Budget 2025 a été élaboré.

En tenant compte de ces directives, les grandes lignes de la formation du budget sont commentées ci-après.

Généralités

L'instruction budgétaire et comptable précise que les terrains aménagés, destinés à la vente, n'ont pas à être intégrés dans le patrimoine de la collectivité.

Ces opérations d'aménagement sont donc décrites dans une comptabilité de stocks spécifique tenue dans un Budget Annexe.

Les opérations d'aménagement d'une zone font partie des activités obligatoirement assujetties à la TVA.

À ce titre, les recettes et les dépenses de ce budget seront comptabilisées hors taxes.

À compter de 2024, c'est la norme comptable M57 qui s'applique pour ce budget *(cf. Conseil de Communauté du 6 juillet 2023)*.

L'exercice 2024 n'est pas encore clos ; le résultat de fin d'exercice peut toutefois être estimé de manière assez précise et donc être repris au Budget Primitif 2025 de manière anticipée.

Une analyse des principaux postes de dépenses et de recettes a été réalisée lors du Débat d'Orientation Budgétaire.

Le tableau, ci-après, permet d'appréhender l'évolution du budget de fonctionnement 2025 par chapitre de dépenses et de recettes.

Chapitres	Budget 2024	Projection CA 2024	CA 2024 (1)	DOB 2025	Projet BP 2025
DEPENSES	**7 739 442**	**6 893 758**	**7 044 638**	**7 510 445**	**7 501 644**
011 - Charges à caractère général	1 060 500	300 817	452 332	754 000	594 000
042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	6 567 742	6 567 741	6 567 741	6 690 445	6 841 644
043 - Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnemen	55 600	12 600	12 282	33 000	33 000
66 - Charges financières	55 600	12 600	12 282	33 000	33 000
RECETTES	**7 739 442**	**6 893 758**	**7 044 639**	**7 510 445**	**7 501 644**
042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	7 243 342	6 690 445	6 841 643	7 208 845	7 300 044
043 - Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnemen	55 600	12 600	12 282	33 000	33 000
70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses	185 000	0	0	245 000	145 000
74 - Dotations, subventions et participations	255 500	190 713	190 713	23 600	23 600
(1) en cours de validation					

Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

La section de fonctionnement

Les DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT 2025 se situent à hauteur de		**7 501 644 €**
Dont :		
➢ *Les achats de terrains à aménager (reprise d'un terrain vendu et non surbâti)*	*70 000 €*	
➢ *Les études et travaux (principalement Daweid, fin des travaux passage de l'industrie..)*	*524 000 €*	
➢ *L'annulation des stocks de terrains constatés au 31 décembre 2024*	*6 841 644 €*	
Les RECETTES DE FONCTIONNEMENT 2025		**7 501 644 €**
Elles sont composées, notamment :		
➢ *Des ventes de deux terrains en Zone Artisanale et extension Goetschy*	*145 000 €*	
➢ *Du reversement de la taxe d'aménagement*	*23 600 €*	
➢ *De la constatation des stocks de terrains au 31 décembre 2025*	*7 300 044 €*	

La section d'investissement

Les DÉPENSES D'INVESTISSEMENT 2025		**10 234 818 €**
Dont :		
➢ *La reprise du déficit estimé de 2024*	*2 934 774 €*	
➢ *La valorisation des stocks de terrains au 31 décembre 2025*	*7 300 044 €*	
Les RECETTES D'INVESTISSEMENT 2025		**10 234 818 €**
Dont :		
➢ *L'annulation des stocks de terrains 2024*	*6 841 644 €*	
➢ *Un emprunt d'équilibre pour les opérations d'achat et d'aménagement de terrains*	*3 393 174 €*	
Au total, le Budget Primitif Aires d'Activités du Florival 2025 s'élève à		**17 736 462 €**

Le Budget Primitif Aires d'Activités du Florival 2025 détaillé est présenté en annexe 12.

Le Bureau, réuni le 28 janvier 2025, a émis un avis favorable.

RN	
Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

Il est proposé au Conseil de Communauté :

- *d'examiner et d'approuver le projet de Budget Primitif Aires d'Activités du Florival 2025 (M57)*
- *de voter au niveau du chapitre pour la section d'investissement*
- *de voter au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement*
- *d'autoriser Monsieur le Président à procéder au paiement des dépenses et à l'encaissement des recettes, dans le cadre des limites des montants fixés conformément à la réglementation relative aux marchés publics*
- *d'autoriser Monsieur le Président à procéder à des virements de comptes à l'intérieur d'un même chapitre*
- *d'autoriser Monsieur le Président à procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chaque section*
- *d'autoriser Monsieur le Président à consulter les organismes bancaires pour la souscription d'emprunts, si besoin, afin de financer les investissements inscrits au Budget Primitif 2025.*

Débats et observations préalables au vote :

Madame Hélène François-Aullen relève que le principal investissement inscrit à ce budget est l'opération « ZAC Daweid », projet auquel elle n'adhère pas.

Il vise à consommer inutilement de la surface agricole afin d'assurer un hypothétique développement économique alors que, dans un même temps, se multiplie les innovations au niveau des zones d'activités. Cela lui semble anachronique.

Elle estime que ce n'est pas le rôle de la Collectivité que d'anticiper sur les exigences foncières des entreprises.

Ces dernières sont beaucoup plus réactives et résilientes qu'on ne le pense. Elle en veut pour preuve leur prise en compte d'une nouvelle donnée environnementale et les stratégies qu'elles mettent en place pour économiser les ressources énergétiques.

Lorsque cette assemblée a commencé à débattre sur la fin du tarif dégressif de l'eau, les avis étaient aussi très partagés. Finalement, le tarif progressif a été mis en place et les entreprises ont su trouver les réponses pour économiser la ressource.

Elle se dit certaine qu'elles auront autant d'inventivité et de créativité face à la nécessité d'économiser le foncier. La prise en compte du changement climatique et la résilience alimentaire doivent être les priorités pour les collectivités.

Elle précise qu'elle votera contre ce budget et s'abstiendra sur les points suivants.

Monsieur André Schlegel relève que Madame Hélène François-Aullen votera contre ce budget mais qu'elle avait voté, en son temps, en faveur de l'acquisition de ces terres agricoles pour un montant de 3 millions d'euros (soit 1 000 euros l'are).

La responsabilité des Élus était évoquée tout à l'heure.

Si on vote en faveur d'une telle acquisition, la responsabilité des Élus est de mener ce projet jusqu'au bout.

Madame Hélène François-Aullen lui répond qu'au moment du vote portant sur l'acquisition des terrains « Daweid », il était question d'une possible gestion différenciée du foncier, via notamment de la location.

AM	HD
Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

Monsieur André Schlegel suppose que Madame Hélène François-Aullen n'a pas voté une acquisition foncière à hauteur de 1 000 euros l'are simplement pour y développer du maraîchage.

Madame Hélène François-Aullen estime qu'il est possible de trouver d'autres réponses et d'autres vocations.

Elle rappelle que cette décision a été prise avant la crise du COVID ce qui est aussi un élément à prendre en compte.

Elle estime qu'il existe actuellement des terrains disponibles au sein de l'Aire d'Activités du Florival.

Monsieur André Schlegel lui répond que la Collectivité n'a aucun terrain de disponible pour des entreprises d'importance souhaitant acquérir une surface foncière pouvant aller jusqu'à 2 ha.

Monsieur le Président souhaite préciser que ce budget ne concerne pas que le projet « ZAC Daweid » bien que ce dernier représente une part importante.

Il précise que la Collectivité a déjà réceptionné des demandes d'implantation par le passé auxquelles elle n'a pu répondre.

Il est vrai que des efforts ont été demandés aux industriels quant à la réduction de leur consommation en eau.

Un travail de fond est mené sur ce point, y compris via la distribution aux habitants de kits d'économiseur d'eau.

Il rappelle que l'emprise foncière du projet « Daweid » a été réduite à environ 20 ha (et non 27 ha contrairement à ce qui est encore colporté) en comparaison aux 37 ha qui sont inscrits au SCOT.

Il s'agit d'un projet à développer sur le moyen voire le long terme.

Il rappelle que le développement économique est vital pour un territoire.

La gestion du foncier sur la future ZAC n'a pas encore été arrêtée à ce stade, il convient de faire les choses étape par étape.

La protection des berges du Rimbach, notamment, sera assurée via de la renaturation.

Il précise que le foncier disponible sur le périmètre de la CCRG se limite à des petits terrains. Ces derniers pourraient tous être vendus très rapidement mais les élus ont fait le choix de privilégier des projets apportant une réelle plus-value au territoire, notamment en termes d'emplois.

Monsieur André Schlegel confirme qu'il y a beaucoup de demandes qui sont réceptionnées pour du stockage ou de la logistique.

Il rappelle que la CCRG a engagé des démarches judiciaires afin de récupérer des terrains se rapportant à des projets qui n'ont pas été menés à bien.

Il convient d'être vigilant et de ne pas dilapider ce capital foncier.

Monsieur César Togni demande si la CCRG a acheté une emprise foncière trop importante.

Monsieur le Président lui répond que non. Il rappelle que le périmètre du projet « ZAC Daweid » inclut la compensation foncière imposée par la règlementation en termes de renaturation.

Il convient en ce sens de respecter les normes environnementales en vigueur.

Monsieur Christian Facchin évoque le projet de dessert de la zone « Daweid » via un rond-point. Il a ouïe dire que la CeA n'y serait pas favorable.

MN	

Paraphe du Président | *Paraphe du Secrétaire de séance*

Monsieur Francis Kleitz lui répond qu'il existe des contraintes techniques fortes sur ce projet mais qu'il n'y a pas d'opposition de principe.

Monsieur le Président précise que cela a notamment à voir avec les normes en termes de giration. La CeA n'a cependant pas manifesté d'opposition.

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, dont cinq procurations – *Hélène Cornec – Annie Dittrich – Marc Jung – Aurélie Ottmann – Sylviane Rotolo* –, moins trois votes contre – *Christian Facchin – Hélène François-Aullen – Philippe Hecky* – les propositions précitées.

Paraphe du Président *Paraphe du Secrétaire de séance*

7.2- Marché public *Aménagement du lieu-dit « Daweid » à Issenheim - Création d'une zone d'aménagement concerté à vocation économique* - Avenant n° 2 au lot 1 « Maîtrise d'œuvre urbaine » – Avenant n° 1 au lot 2 « Mission d'études environnementales »

Ce point est présenté par Monsieur le Vice-Président André Schlegel.

Vu les articles R2194-2, R2194-3 et R2194-5 du code de la commande publique.

En date du 1er juillet 2021, un marché public de maîtrise d'œuvre portant sur *l'aménagement du lieu-dit « Daweid » à Issenheim - Création d'une zone d'aménagement concerté à vocation économique* a été conclu :

- pour le lot 1 (mission de maîtrise d'œuvre urbaine) avec un groupement conjoint dont l'entreprise BEREST RHIN RHONE est mandataire
- pour le lot 2 (mission d'études environnementales) avec Atelier des Territoires.

L'évolution des travaux imposent la passation d'un avenant pour chaque lot (en annexes 13 et14) pouvant être conclus sur la base des articles R2194-2, R2194-3 et R-2194-5 du Code de la commande publique.

Ces deux avenants ont pour objet de répondre aux demandes de compléments répétés de la part des services de l'État dans un contexte d'évolution de la réglementation en matière de zones humides.

En effet, la nouvelle méthode d'évaluation nationale de compensation sur les zones humides a été communiquée au 1er semestre 2024 et impacte les mesures initialement prévues par la maîtrise d'ouvrage, rendant nécessaires des études complémentaires et la remise à jour de l'ensemble du dossier en vue de son instruction par les différentes parties prenantes, ainsi que de nouveaux échanges de procédure avec les services de l'État.

Ces nouveaux éléments, devenus nécessaires, ne pouvaient être anticipés à l'élaboration du marché (article R. 2194-5 du code de la commande publique) et, en tout état de cause, un changement de titulaire du marché n'est pas adapté en raison de la technicité du dossier (article R. 2194-2 du code de la commande publique).

Ces fondements sont applicables aux deux projets d'avenants.

Concernant le lot 1 :

Le montant du marché initial s'élève à 100 540 euros HT (tranche ferme). Le premier avenant, signé le 13 juillet 2022, conclu à prix pour partie « unitaire » et pour partie « global et forfaitaire », entraînait une plus-value de 8 100 € HT (huit mille cent euros hors taxes), soit une augmentation de 8,06 % du montant initial du marché.

L'avenant n°2, objet de la présente délibération, à prix pour partie « unitaire » et pour partie « global et forfaitaire », s'élève à une plus-value de 26 100,00 euros HT (vingt-six mille cent euros hors taxes), calculée sur la base de la valeur initiale du marché, soit une augmentation de 25,96 % du montant initial du marché, le cumul des avenants représente une augmentation de 34,02 %.

Concernant le lot 2 :

Le montant du marché initial s'élève à 74 457,50 euros HT (tranche ferme). Le présent avenant n° 1 à prix pour partie « unitaire » et pour partie « global et forfaitaire » s'élève à une plus-value de 24 860,00 euros HT (vingt-quatre mille huit cent soixante euros hors taxes), calculée sur la base de la valeur initiale du marché, soit une augmentation de 33,39 % du montant initial du marché.

PIN	HD
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

S'agissant des deux lots, conformément à l'article R2194-3 du code de la commande publique, le montant de la modification prévue aux articles R. 2194-2 et R2194-5 ne peut être supérieur à 50 % du montant du marché initial.

Lorsque plusieurs modifications successives sont effectuées, cette limite s'applique au montant de chaque modification. Ces modifications successives ne doivent pas avoir pour objet de contourner les obligations de publicité et de mise en concurrence.

La Commission d'Appel d'Offre prévue le 11 février 2025 sera appelée à valider la conclusion des deux avenants précités.

Il est proposé au Conseil de Communauté d'autoriser Monsieur le Président à signer :

- *l'avenant n° 2 au marché public Aménagement du lieu-dit « Daweid » à Issenheim - Création d'une zone d'aménagement concerté à vocation économique - lot 1 « Maîtrise d'œuvre urbaine » précité (annexe 13) à conclure avec le groupement conjoint dont l'entreprise BEREST RHIN RHONE est mandataire*
- *l'avenant n° 1 au marché public Aménagement du lieu-dit « Daweid » à Issenheim - Création d'une zone d'aménagement concerté à vocation économique - lot 2 « Mission d'études environnementales » précité (annexe 14) à conclure avec Atelier des Territoires.*

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, dont cinq procurations – *Hélène Cornec – Annie Dittrich – Marc Jung – Aurélie Ottmann – Sylviane Rotolo* –, moins trois abstentions – *Christian Facchin – Hélène François-Aullen – Philippe Hecky* – les propositions précitées.

AH	HD
Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

7.3- ZAC Daweid - Engagement dans une démarche d'Obligation Réelle Environnementale pour les zones de compensation écologique *(MD)*

Ce point est présenté par Monsieur le Vice-Président André Schlegel.

Vu l'article L. 132-3 du Code de l'environnement qui précise :

« Les propriétaires de biens immobiliers peuvent conclure un contrat avec une collectivité publique, un établissement public ou une personne morale de droit privé agissant pour la protection de l'environnement en vue de faire naître à leur charge, ainsi qu'à la charge des propriétaires ultérieurs du bien, les obligations réelles que bon leur semble, dès lors que de telles obligations ont pour finalité le maintien, la conservation, la gestion ou la restauration d'éléments de la biodiversité ou de fonctions écologiques.

Ces actions peuvent être utilisées à des fins de compensation.

La durée des obligations, les engagements réciproques et les possibilités de révision et de résiliation doivent figurer dans le contrat. La durée prévue au contrat ne peut excéder quatre-vingt-dix-neuf ans. (...) »

Ainsi, l'Obligation Réelle Environnementale (ORE) est un dispositif foncier de protection de l'environnement.

Dispositif volontaire et contractuel, le contrat ORE permet de s'adapter facilement aux nombreux enjeux environnementaux, comme favoriser une bonne gestion écologique pour assurer le bon fonctionnement des continuités écologiques.

La mise en œuvre d'un contrat ORE par un propriétaire sur sa parcelle donne lieu à une contrepartie définie par le propriétaire et le cocontractant. Celle-ci peut consister en une assistance technique, une indemnité financière ou en nature, par exemple proportionnée à un manque à gagner ou à un investissement réalisé par l'exploitant. Enfin, les obligations environnementales auxquelles est tenu le propriétaire du bien immobilier, suite au contrat « ORE », sont attachées à ce bien.

Les ORE perdurent pendant toute la durée prévue au contrat, indépendamment des éventuels changements de propriétaires du bien immobilier.

Dans le cadre de l'aménagement de la ZAC Daweid, la CCRG devra mener des mesures compensatoires en matière environnementale.

Ces mesures devront permettre :

- D'éviter les impacts négatifs sur l'environnement liés à l'aménagement de la ZAC,
- De réduire au maximum les dommages causés à l'environnement,
- De compenser (le cas échéant) les impacts résiduels du projet,
- D'accompagner dans la durée les mesures afin de garantir leur pérennité.

Afin d'assurer la réalisation de ces mesures, la CCRG s'engage à mettre en œuvre les moyens nécessaires à leur bonne exécution.

Elle pourra notamment signer un contrat d'Obligation Réelle Environnementale (ORE) avec un partenaire retenu à cet effet. Ce dispositif permet de confier la réalisation des actions compensatoires à un opérateur de compensation, chargé de mettre en œuvre les mesures de compensation des atteintes à la biodiversité et de les coordonner à long terme par le biais d'un contrat.

MM	HD
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

À cet effet, la CCRG pourrait mettre à disposition l'ensemble des parcelles désignées par l'arrêté préfectoral délivrant l'autorisation environnementale et ce pour une durée longue (*a minima* 30 ans) au profit d'un opérateur de compensation.

Au titre des engagements à faire figurer dans le contrat, il sera précisé que la CCRG n'interviendra pas dans l'aménagement et la gestion des Obligations Réelles Environnementales, sauf à ce que l'opérateur en fasse expressément la demande ou que ce dernier ne respecte pas les actions et mesures compensatoires contractuelles.

Elle renonce également à apporter une modification matérielle aux aménagements, si ce n'est avec le consentement de l'opérateur, et à détériorer le bien.

Plus précisément, la CCRG s'engage à :

- ne pas construire de nouvelles infrastructures sur les parcelles concernées
- ne pas avoir d'agissement de nature à compromettre le potentiel écologique de la propriété visé par le plan de gestion
- ne pas exercer, à proximité des parcelles référencées, d'activités qui pourraient nuire à celles-ci
- ne pas planter d'espèces végétales, ni introduire d'espèces animales, à proximité des parcelles concernées qui pourraient nuire à celles-ci
- ne pas utiliser de produits phytopharmaceutiques, ni de polluants, à proximité des parcelles référencées, qui pourraient nuire à celles-ci
- à organiser périodiquement, en concertation avec l'opérateur, un bilan de suivi des résultats des actions inscrites dans l'ORE

Le Bureau, réuni le 28 janvier 2025, a émis un avis favorable.

Il est proposé au Conseil de Communauté d'engager la CCRG dans la recherche d'un Opérateur de compensation, dans le cadre de la mise en œuvre d'une démarche ORE.

Débats et observations préalables au vote :

Monsieur Dominique Abadoma estime que le projet est louable.

Il souhaite savoir si une rétrocession ou une vente au bénéfice de la commune seraient envisageables, ceci afin par exemple de mettre à disposition des terrains aux habitants pour y créer des jardins

Monsieur le Président lui répond que cela n'est pas envisageable. L'opérateur mettra en œuvre sur ces terrains un plan de gestion avec des contraintes fortes en vue d'assurer une protection écologique renforcée.

Monsieur André Schlegel confirme que la CCRG se doit de conserver la propriété de ces emprises foncières afin d'y faire appliquer une gestion écologique des terres (renaturation, fauche tardive...).

Monsieur Francis Kohler demande quelles parcelles sont concernées.

Paraphe du Président | *Paraphe du Secrétaire de séance*

Monsieur le Président lui répond qu'il s'agit des parcelles non destinées à la vente soit un peu moins de 10 ha.

Madame Anne Dehestru s'interroge sur le fait de savoir si dans 30 ans l'opérateur existera encore.

Monsieur le Président lui précise qu'en cas de disparition de l'opérateur, le bail reviendra alors à la Collectivité.

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, dont cinq procurations – *Hélène Cornec – Annie Dittrich – Marc Jung – Aurélie Ottmann – Sylviane Rotolo* –, moins deux abstentions – *Christian Facchin – Hélène François-Aullen* – les propositions précitées.

Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

7.4- Inventaire des Zones d'Activités Économique *(JFB/AF)*

Ce point est présenté par Monsieur le Vice-Président André Schlegel.

Vu la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5214-16 ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 318-8-1 et L. 318-8-2 ;

Vu le projet d'inventaire des ZAE de la CCRG, annexé à la présente ;

La Loi Climat et Résilience du 22 août 2021, dans son article 220, impose aux autorités compétentes en matière de création, d'aménagement et de gestion des ZAE, d'établir un inventaire des Zones d'Activités Économiques sur leur territoire.

Cette obligation est retranscrite dans l'article L 318-8-2 du Code de l'urbanisme qui énonce que l'inventaire doit comprendre pour chaque zone d'activité économique :

- un état parcellaire des unités foncières composant la zone d'activité économique, comportant la surface de chaque unité foncière et l'identification du propriétaire
- l'identification des occupants de la zone d'activité économique
- le taux de vacance de la zone d'activité économique, calculé en rapportant le nombre total d'unités foncières de la zone d'activité au nombre d'unités foncières qui ne sont plus affectées à une activité assujettie à la cotisation foncière des entreprises prévue à l'article 1447 du code général des impôts depuis au moins deux ans au 1er janvier de l'année d'imposition et qui sont restées inoccupées au cours de la même période.

Cet article précise, qu'après consultation des propriétaires et occupants des zones d'activités économiques pendant une période de trente jours, l'inventaire est arrêté par l'autorité compétente. Il est ensuite transmis aux autorités compétentes en matière de schéma de cohérence territoriale, de document d'urbanisme et de programme local de l'habitat.

Enfin, cet inventaire est actualisé au moins tous les six ans. Ainsi, pour répondre à l'objectif de sobriété foncière intégré à la loi Climat et Résilience, les intercommunalités doivent établir un inventaire précis de leurs ZAE, afin de faciliter la mise en œuvre de l'objectif de « zéro artificialisation nette ».

Cet inventaire est nécessaire pour permettre une meilleure gestion du foncier disponible dans la poursuite d'un objectif de sobriété foncière fort sur le territoire. Il s'agit d'un outil essentiel permettant de concilier sobriété foncière et développement économique, qui permettra d'orienter les politiques intercommunales d'aménagement.

Conformément à la loi Climat et Résilience, la CCRG a engagé un inventaire des ZAE présentes sur ses 19 communes. Ces travaux ont démarré à l'automne 2023 et ont été portés conjointement par les services Aménagement et Développement économique. Ils se sont achevés en décembre 2024. Le présent inventaire est consultable en annexe 15.

Les données font état de :

Nombre de ZAE	48
Surface totale des ZAE	282 hectares
Nombre d'unités foncières	493

Paraphe du Président *Paraphe du Secrétaire de séance*

Nombre d'unités foncières vacantes	33
Taux de vacance des unités foncières	6,7 %

Comme le prévoit l'article L. 318-8-2 du Code de l'urbanisme, la CCRG a également consulté les propriétaires et occupants des zones d'activités économiques.

Cette consultation s'est déroulée au cours des mois de septembre et octobre 2024 pendant une période de trente jours.

Elle a pris la forme suivante :

- Envoi d'un courriel aux propriétaires et occupants avec lien vers un formulaire numérique
- Publication sur Facebook
- Publication d'une actualité sur le site internet de la CCRG.

Au total, 42 occupants ou propriétaires ont répondu au questionnaire.

Le Bureau, réuni le 28 janvier 2025, a émis un avis favorable.

Il est proposé au Conseil de Communauté :

- *d'approuver l'inventaire des zones d'activités économiques de la CCRG*
- *d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à prendre tout acte et à signer tout document se rapportant à l'exécution de la présente.*

Débats et observations préalables au vote :

Monsieur Francis Kohler souhaiterait que soient intégrées dans le document les données se rapportant aux bases fiscales par commune.

Monsieur André Schlegel lui répond que la Collectivité répond à un cadre règlementaire, ces éléments n'en faisant pas partie.

Monsieur Francis Kohler estime qu'il serait intéressant de disposer de ces données.

Monsieur le Président lui répond que ces informations sont disponibles auprès des communes.

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont cinq procurations – *Hélène Cornec – Annie Dittrich – Marc Jung – Aurélie Ottmann – Sylviane Rotolo* –, les propositions précitées.

Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

Point 8. ENVIRONNEMENT

8.1- Budget Primitif Environnement 2025 *(M4) (JRA/BF)*

Ce point est présenté par Madame la Vice-Présidente Maud Hart.

Lors de sa séance du 5 décembre 2024, le Conseil de Communauté avait arrêté les orientations générales du budget.

C'est dans le cadre de ces prescriptions que le projet de Budget 2025 a été élaboré.

Les commentaires et observations suivants apportent des précisions sur les différents éléments du budget.

Généralités

Ce Budget Annexe, distinct du Budget Général, permet de fournir des indications détaillées sur le fonctionnement du service Environnement, de suivre l'évolution de sa situation et de dégager ses propres résultats.

Les règles budgétaires et comptables applicables aux Services Publics Industriels et Commerciaux, et donc au Budget Annexe Environnement, sont celles de l'instruction M4.

L'exercice 2024 n'est pas encore clos ; le résultat de fin d'exercice peut toutefois être estimé de manière assez précise et donc être repris au Budget Primitif 2025 de manière anticipée.

Une analyse des principaux postes de dépenses et de recettes a été réalisée lors du Débat d'Orientation Budgétaire.

Le tableau, ci-après, permet d'appréhender l'évolution du budget de fonctionnement 2025 par chapitre de dépenses et de recettes.

Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

Chapitres	Budget 2024	Projection CA 2024	CA 2024 (1)	DOB 2025	Projet BP 2025
DEPENSES	**9 081 650**	**6 704 237**	**6 737 107**	**9 610 800**	**9 559 100**
011 - Charges à caractère général	4 989 150	4 571 090	4 683 220	5 005 352	5 095 425
012 - Charges de personnel et frais assimilés	534 196	513 699	458 209	545 700	545 700
022 - Dépenses imprévues (fonctionnement)	23 700	0	0	24 000	24 000
023 - Virement à la section d'investissement	1 805 200	0	0	2 135 930	1 983 630
042 - Opérations d'ordre de transfert entre section	223 904	223 903	223 903	221 918	222 445
65 - Autres charges de gestion courante	1 324 650	1 277 245	1 269 557	1 524 100	1 534 100
66 - Charges financières	120 000	58 000	54 980	93 000	93 000
67 - Charges exceptionnelles	60 850	60 300	47 238	60 800	60 800
RECETTES	**9 081 650**	**9 214 398**	**9 196 530**	**9 610 800**	**9 559 100**
002 - Résultat d'exploitation reporté (excédent ou déficit)	2 201 317	2 201 317	2 201 317	2 460 161	2 408 422
013 - Atténuations de charges	15 450	7 632	7 662	11 600	11 600
042 - Opérations d'ordre de transfert entre section	38 768	38 768	38 768	39 537	39 537
70 - Ventes de produits fabriqués, prestat° de services, marchandises	6 058 674	5 956 368	5 940 199	6 077 300	6 077 300
74 - Subventions d'exploitation	607 250	845 613	836 997	856 052	856 091
75 - Autres produits de gestion courante	139 191	137 698	138 073	139 150	139 150
77 - Produits exceptionnels	21 000	27 002	33 514	27 000	27 000

(1) en cours de validation

RM	
Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

L'excédent de fonctionnement 2024 permet d'autofinancer les dépenses d'investissement 2025, et notamment la création d'un bâtiment mutualisé pour les Services Techniques, au service Environnement.

La section d'investissement

Le montant total des dépenses et des recettes s'équilibre à		**2 644 100 €**
➢ Les dépenses d'investissement porteront, pour l'essentiel, sur :		
✓ *Le remboursement d'emprunt*	*185 000 €*	
✓ *La construction d'un bâtiment mutualisé pour l'ensemble des Services Techniques de la CCRG, au service Environnement*	*2 066 500 €*	
✓ *Les travaux de construction du bâtiment de vie à la déchèterie de Buhl et vidéosurveillance*	*136 300 €*	
✓ *Les travaux à la Ressourcerie*	*25 000€*	
✓ *L'achat de matériel de pré-collecte (bacs de collecte et bornes à verre) et équipement du service (matériel informatique, mobilier, logiciel, divers)*	*93 000 €*	
✓ *La poursuite de la personnalisation de bornes à verres*	*15 000 €*	
✓ *L'amortissement des subventions (opérations d'ordre de transfert)*	*39 500 €*	
✓ *Le report du déficit d'investissement 2024*	*50 700€*	
➢ Les recettes se composent, pour l'essentiel :		
✓ *Du virement de la section de fonctionnement*	*1 983 600 €*	
✓ *De l'amortissement des immobilisations*	*222 400 €*	
✓ *Du Fonds de Compensation de la TVA*	*374 000 €*	
✓ *De l'affectation de l'excédent de fonctionnement 2024*	*51 000 €*	
Au total, le Budget Primitif Environnement 2025 s'élève à		**12 203 200 €**

Le Budget Primitif Environnement 2025 détaillé est présenté en annexe 16.

Le Bureau, réuni le 28 janvier 2025, a émis un avis favorable.

Il est proposé au Conseil de Communauté :

- *d'examiner et d'approuver le projet de Budget Primitif Environnement 2025 (M4)*
- *de voter au niveau du chapitre pour la section d'investissement*
- *de voter au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement*
- *de valider le versement de la subvention à l'Amicale du Personnel (APCRG) inscrite au budget (montant inscrit à l'article 6474)*
- *d'autoriser Monsieur le Président à procéder au paiement des dépenses et à l'encaissement des recettes, dans le cadre des limites des montants fixés conformément à la réglementation relative aux marchés publics*

RH	HD
Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

- *d'autoriser Monsieur le Président à procéder à des virements de comptes à l'intérieur d'un même chapitre.*

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont cinq procurations – *Hélène Cornec – Annie Dittrich – Marc Jung – Aurélie Ottmann – Sylviane Rotolo* –, les propositions précitées.

Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

8.2- GERPLAN – Bilan 2024 – Programme 2025 *(MS)*

Ce point est présenté par Madame la Vice-Présidente Maud Hart.

Bilan 2024

En 2024, dix-sept projets avaient été inscrits dans le programme Gerplan. Sept projets ont été réalisés, dix projets n'ont pas été menés à terme (cf. annexe 17).

Le montant engagé s'élève à 23 245 € HT pour un montant prévisionnel de subvention de 10 876 €.

Quinze projets étaient à l'initiative de la CCRG dont cinq ont été réalisés (animations scolaires, distribution de broyat, sortie dans le vignoble de Guebwiller en partenariat avec le Pays d'art et d'histoire, atelier-animation grand public sur le saule têtard et commande groupée d'arbres et d'arbustes). Seules les projets *Animations scolaires et commande groupée* sont soutenus financièrement par la CeA dans le cadre du GERPLAN au vu du montant des dépenses.

Programme 2025

À la suite de l'Appel à projets transmis aux communes et aux associations environnementales le 6 août 2024, treize projets sont inscrits au programme 2025, pour un montant prévisionnel de dépenses de 27 271 € HT et un montant prévisionnel de subvention départementale de 11 090 €. (cf. annexe 18).

Onze projets sont portés par la CCRG, un projet est communal et un projet est associatif.

Pour rappel les aides financières de la CeA se répartissent comme suit :

- les opérations d'Investissement sont aidées à hauteur de 40 % du montant HT
- les opération de Fonctionnement sont soutenues à hauteur de 50 % du montant TTC.

Le seuil minimum de subvention est fixé à 500 € (soit une dépense minimum de 1 250 € HT en investissement ou 1 000 € TTC en Fonctionnement).

Le bilan 2024 et le programme 2025 ont été présentés à la Commission GERPLAN, le 16 décembre 2024, qui a émis un avis favorable.

Après validation du Conseil Communautaire, le programme 2025 sera transmis **au service** Environnement et Agriculture de la Collectivité européenne d'Alsace (CeA). Celui-ci analyse chaque projet sur la base des documents établis par les porteurs de projets et transmis par la CCRG. Ce programme est ensuite soumis à la Commission Thématique *Attractivité économique et transition énergétique et écologique* et à la Commission Territoriale, lesquelles se prononceront sur l'éligibilité des projets inscrits.

Si des projets devaient démarrer dès le mois de janvier 2025, il appartiendrait aux porteurs de projets de se manifester auprès des services de la CCRG qui déposeront une demande de démarrage anticipée auprès des services départementaux.

Rappel sur les délais de réalisation :

Les projets de fonctionnement doivent être réalisés dans l'année N.

Les projets d'Investissement doivent être réalisés à N+2 (si moins de 10 000 euros) ou N+3 (si supérieurs à 10 000 euros).

Le Bureau, réuni le 28 janvier 2025, a émis un avis favorable.

Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

Il est proposé au Conseil de Communauté :

- *de prendre connaissance du bilan 2024*
- *de valider le programme 2025*
- *d'autoriser Monsieur le Président à solliciter les subventions de la CeA pour les projets CCRG*
- *à signer tous documents s'y rapportant*

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont cinq procurations – *Hélène Cornec – Annie Dittrich – Marc Jung – Aurélie Ottmann – Sylviane Rotolo* –, les propositions précitées.

RM	
Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

8.3- Contrat de Territoire Eau et Climat – Trame Verte et Bleue : création du Comité de Pilotage *(VH)*

Ce point est présenté par Madame la Vice-Présidente Maud Hart.

1. Contexte

Par délibération du 10 octobre 2023, le Conseil de Communauté approuvait le Contrat de Territoire Eau et Climat (CTEC) conclu entre la CCRG et l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse (AERM).

Ce contrat, outil de contractualisation territoriale, a pour objectif de programmer des actions en faveur de la ressource en eau et du climat à l'échelle de la CCRG.

Pour mémoire, le contrat est organisé autour de 4 axes stratégiques :

- Axe 1 : améliorer les performances du système d'assainissement
- Axe 2 : préserver la ressource en eau, sécuriser son approvisionnement et engager une gestion patrimoniale des ouvrages d'eau potable
- Axe 3 : atténuer et s'adapter au changement climatique
- Axe 4 : communiquer et sensibiliser le public en développant une culture de l'eau et du climat.

Il a été signé le 27 mars 2024 par les deux parties, pour une durée de 4 ans, soit du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2027.

L'axe 3, « Atténuer et s'adapter au changement climatique », porte sur la Trame Verte et Bleue (TVB) pour laquelle la CCRG doit réaliser un état de l'art *(état des connaissances)*, définir ses enjeux et déterminer les actions à mettre en œuvre pour sa préservation.

En effet, la TVB est une démarche territoriale qui vise à maintenir et à reconstituer un réseau de continuités écologiques pour que les espèces animales et végétales puissent assurer leur cycle de vie : se déplacer, s'alimenter, se reproduire, se reposer, etc.

La TVB joue un rôle essentiel pour la préservation de la biodiversité, capital naturel aujourd'hui menacé par la disparition et la fragmentation des habitats naturels.

Dans ce cadre, plusieurs actions ont été définies :

- Réaliser un diagnostic approfondi de la TVB sur le territoire de la CCRG
- Mettre en œuvre des actions de préservation et de reconquête des milieux naturels.

Ces actions seront pilotées par le futur Animateur TVB au sein de la CCRG, qui prendra poste le 1er avril prochain.

L'ensemble des actions relatives à la TVB ainsi que le poste d'animateur sont financés par l'AERM à hauteur de :

- 80 % pour les actions de reconquête
- 50 % pour le poste d'animateur.

2. Création d'un Comité de pilotage

Afin de suivre les actions de la TVB, il convient de créer un Comité de Pilotage (COPIL TVB), d'en acter la composition, le rôle et le fonctionnement.

RN	
Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

2.1 *Composition*

Il est proposé de constituer le COPIL de la TVB en y intégrant des élus de la CCRG et le partenaire financier du CTEC, selon la proposition ci-après :

Partenaires	Personnes
Agence de l'Eau Rhin-Meuse (AERM)	- Représentant de l'AERM en charge du CTEC et/ou de la TVB
Communauté de Communes de la Région de Guebwiller (CCRG)	- HART Maud, Vice-Présidente en charge de l'Environnement - ROTOLO Marcello, Président - 1 élu représentant les communes de plaine - 1 élu représentant les communes du piémont - 1 élu représentant les communes de montagne - 1 élu représentant le pôle urbain

En outre, sont invités à assister au COPIL de la TVB :

- les techniciens de la CCRG en charge des dossiers afférents
- Les élus des communes concernées par les projets en cours d'instruction ou de réalisation
- les partenaires financiers potentiels des actions de reconquête, notamment :
  - la Région Grand Est
  - l'animateur du SAGE de la Lauch.

2.2 *Rôle*

Le COPIL de la TVB a pour rôle de :

- Superviser et suivre les actions préservation, reconquête et renaturation
- Fixer les objectifs et l'orientation stratégique de l'animateur TVB en validant les choix stratégiques, en soutenant les projets, en validant les étapes clefs et en actant les décisions importantes
- Evoquer les difficultés et gérer les risques
- Vérifier si les objectifs sont atteints
- Valider l'efficience et l'efficacité des actions

2.3 *Fonctionnement*

Le COPIL est amené à se réunir a minima une fois par an, à l'automne. A minima, le plan d'actions de l'année suivante y sera présenté. Une fois validée, les actions pourront dès lors être prévues au budget de l'année suivante.

Les documents relatifs à la réunion (ordre du jour et rapport de présentation) seront envoyés aux membres du COPIL a minima sept jours avant la réunion.

En cas de modification, d'ajout ou de suppression de points, le COPIL en sera informé par courriel avant la réunion, dans la mesure du possible, et à défaut au démarrage de la réunion.

Le COPIL pourra être amené à se réunir plusieurs fois dans l'année, en fonction des besoins, des difficultés et des avancées de chaque projet.

RN	
Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

Il est à noter qu'un Comité Technique (COTECH) sera également créé, ayant vocation à rassembler l'ensemble des partenaires techniques.

La forme du COTECH sera définie par les membres du COPIL lors de leur première réunion, ainsi que sa constitution et son fonctionnement. Les COTECH permettront d'assurer la cohérence des actions proposées par rapport aux autres démarches concomitantes ou en cours sur le périmètre, d'assurer un soutien technique et organisationnel à l'animation, d'apporter un regard extérieur sur les actions et démarches entreprises et d'analyser les actions prévues et réalisées en vue d'en évaluer la performance technique et l'efficacité.

Le Bureau, réuni le 28 janvier 2025, a émis un avis favorable.

3. Proposition

Au regard des éléments précités, il est proposé au Conseil de Communauté :

- *de valider la création du COPIL de la TVB*
- *de valider sa composition, son rôle et son fonctionnement*
- *de désigner les quatre Conseillers Communautaires appelés à y siéger (représentant les Communes de plaine, piémont, montagne et pôle urbain)*
- *d'habiliter Monsieur le Président à signer tout document s'y rapportant*

Il est proposé les désignations suivantes :

Monsieur Stéphane Ziegler (plaine), Monsieur Jean-Luc Galliath (piémont), Monsieur Alain Furstenberger (montagne) et Monsieur Yann Keller (pôle urbain).

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont cinq procurations – *Hélène Cornec – Annie Dittrich – Marc Jung – Aurélie Ottmann – Sylviane Rotolo* –, les propositions précitées.

RM	HD
Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

8.4- Mission Eau Guebwiller – Rouffach : Paiement annuel du dispositif de Paiements pour Services Environnementaux (PSE) *(LJ)*

Ce point est présenté par Madame la Vice-Présidente Maud Hart.

Contexte :

La Mission Eau du secteur de Guebwiller – Rouffach a engagée fin 2021 une démarche de mise en place du dispositif de Paiements pour Services Environnementaux à destination des agriculteurs des aires d'alimentations des captages de Merxheim et Rouffach.

L'objectif de ce dispositif est de rémunérer les agriculteurs en échange de services favorables à la qualité de la ressource en eau et à l'environnement.

L'agence de l'eau Rhin Meuse participe au financement des agriculteurs engagés dans le dispositif à hauteur de 90 % des dépenses HT. La CCRG prend en charge les 10 % restant.

Pour mémoire, la contractualisation du dispositif avec les agriculteurs se fait sur cinq années :

- du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2027 pour la première promotion
- du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2028 pour la deuxième promotion.

Un paiement est réalisé à la fin de chaque bilan annuel en fonction des efforts engagés par les exploitants agricoles.

La ville de Rouffach est porteuse du dispositif pour les agriculteurs qui se situent sur son territoire.

Rémunération des agriculteurs :

La rémunération vise à soutenir financièrement les changements de pratiques agricoles par :

- La réduction de la Quantité de Substance Active utilisée, notamment sur les herbicides
- L'augmentation du taux de couverture du sol ou du nombre de jours de couverture du sol
- L'augmentation des surfaces pour les cultures en Bas Niveau d'Impact, cultures nécessitant peu d'intrants (produits phytosanitaires ou nitrates)

Afin de déterminer la rémunération des agriculteurs et conformément aux contrats signés avec la CCRG, un bilan individuel a été réalisé auprès des agriculteurs engagés dans le dispositif.

Pour chaque agriculteur, la trajectoire d'évolution sur ces cinq années a été redéfinie en fonction des efforts réalisés durant l'année écoulée.

Conformément à l'article 4.1 du contrat, la rémunération des agriculteurs est calculée chaque année sur la base de la Surface Agricole Utile (SAU) prise en compte dans le projet, ainsi que sur la performance déterminée après le bilan de l'année N-1.

Lors du diagnostic initial, une trajectoire prévisionnelle avait été calculée, avec des montants prévisionnels définis pour chaque année.

Ces montants servent de cadre pour l'Agence de l'eau qui ne subventionne plus au-delà de ces montants de base. C'est pourquoi l'agence de l'eau augmente de 20 % les montants des rémunérations prévisionnelles afin de laisser une marge de manœuvre aux agriculteurs dans leurs actions.

RH	HG
Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

Rémunérations retenues à la suite du bilan annuel :

Conformément à l'article 4 de la convention définissant les modalités de calcul de la rémunération, les agriculteurs peuvent prétendre aux rémunérations suivantes au titre de l'année 2024 :

Promotion	Nom de l'agriculteur	Surface agricole concernée (ha)	Montant total d'aide estimé sur les 5 ans	Montant prévisionnel 2025 (estimé au bilan 2023)	Montant réel à payer en 2025 au titre de 2024	Part CCRG (10%)
1 (du 01/01/2023 au 31/12/2027) – 2ème année d'engagement	Emmanuelle TSCHANN	86,32	51 989,87 €	10 012,40 €	10 012,40 €	1 001,24 €
	Lucas KESSLER	102,76	39 655,02 €	7 142,21 €	6 470,02 €	647,00 €
	Jean-Marc WILD	116,37	54 246,14 €	9 462,48 €	8 574,74 €	857,47 €
	Valentin HAENNI	131,46	29 997, 36 €	5 677,40 €	5 677,40	566,74
	Bernard SIMON	18,23	9 995,80 €	1 999,16 €	1 057,45 €	105,75 €
2 (du 01/01/2024 au 31/12/2028) – 1ère année d'engagement	Raphaël GEIGER	103,29	55 883,93 €	12 295,70 €	12 080,28 €	1 208,03 €
	Joël GRABER	84,84	49 643,19 €	12 031,74 €	7 052,57 €	705,26 €
	TOTAL	643.27	291 411,31 €	58 621,09€	50 924,86 €	5 091,49 €

Le Bureau, réuni le 28 janvier 2025, a émis un avis favorable.

Il est proposé au Conseil de Communauté :

- *de valider les rémunérations déterminées sur la base du bilan établi*
- *d'habiliter Monsieur le Président à procéder au versement des montants réels 2025 précités.*

Débats et observations préalables au vote :

Monsieur Philippe Hecky aimerait connaître le bilan de ces PSE.

Il souhaite savoir :

- s'il y a des résultats mesurables après deux années de mise en place du dispositif
- si des agriculteurs sont engagés dans une démarche globale visant à une conversion pérenne vers le « BIO »
- en quoi consistent les efforts demandés aux agriculteurs et s'agit-il d'un arrêt complet des produits phytosanitaires. Est-ce une simple diminution des engrais azotés par exemple, une diminution drastique ou simplement une diminution des fréquences de traitement ?
- s'il existe-il des contrôles qui permettent de mesurer le respect des engagements pris.

Pour sa part, il considère qu'une vraie PSE devrait consister en la suppression de produits phytosanitaires et la plantation de haies/bandes florales pour favoriser les pollinisateurs.

Il estime que le soutien de la Collectivité devrait porter sur la filière « BIO ».

RM	HS
Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

Récemment, le président de la filière « BIO » du Grand Est signalait qu'il y avait des difficultés importantes, notamment s'agissant des aides à l'installation qui sont bloquées sur le plan administratif autant que politique.

Dans la région Grand Est, la certification « BIO » n'est plus aidée, elle est à la charge des exploitants.

En cela, il estime que les PSE créent une forme de distorsion de la concurrence.

Monsieur le Président lui répond qu'il s'agit là d'un travail à long terme qui est difficilement mesurable sur les premières années, certaines molécules mettant beaucoup de temps à se dégrader naturellement.

Il rappelle que le principe des PSE consiste à diminuer l'utilisation de substances actives, ce n'est pas du « BIO ».

Ce dispositif et les contrôles associés sont pilotés par l'Agence de l'eau, la CCRG est simplement un partenaire.

Il relève la problématique de l'explosion des coûts de la filière « BIO » en lien avec la crise alimentaire.

Toutefois, le BIO n'est pas exempt de traitements chimiques.

Globalement, il y a un changement des pratiques qui va dans le bon sens mais qui s'opère sur du long terme.

Il convient d'attendre entre 5 et 10 ans pour mesurer réellement les impacts sur la qualité de l'eau, cela varie en fonction du traitement chimique ciblé.

Madame Maud Hart souligne que les surfaces concernées par les PSE sont loin d'être négligeables.

Monsieur Philippe Hecky dit comprendre qu'il y a une forme d'inertie dans les résultats mesurables.

Toutefois, il souhaite préciser que le sens de son intervention va dans le soutien à apporter à la filière « BIO ».

Ainsi qu'il l'a déjà exprimé par le passé, il n'est pas favorable à ce système de PSE.

Il estime que c'est une ineptie que d'apporter des financements visant à obtenir moins de pollution.

Il considère qu'il est préférable de soutenir la filière du « bio ».

Monsieur Jean-Luc Galliath considère qu'il y a deux volets positifs résultant de ce dispositif.

Le premier est l'impact sur la qualité de l'eau qu'il est possible de suivre via le projet « Ermes ».

Le second consiste à servir d'exemple à d'autres agriculteurs qui souhaiteraient s'engager dans une démarche de réduction des traitements phytosanitaires.

Ils sont a priori nombreux à vouloir franchir le pas mais les freins économiques restent importants.

Cet engagement implique un changement de pratiques (plus de binage, moins de traitements).

Les agriculteurs qui ne sont pas encore engagés dans ce type de process peuvent constater que cela fonctionne. Il est possible d'atteindre sur cette base des rendements agricoles corrects et rémunérateurs.

On constate une évolution qui tend à privilégier des pratiques de préservation de l'environnement.

RM	HD
Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, dont cinq procurations – *Hélène Cornec – Annie Dittrich – Marc Jung – Aurélie Ottmann – Sylviane Rotolo* –, moins quatre abstentions – *Christian Facchin – Hélène François-Aullen – Philippe Hecky – Francis Kohler* – les propositions précitées.

Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

Point 9. CAMPING LE FLORIVAL

9.1- Budget Primitif Camping Le Florival 2025 *(M4) (SJ/BF)*

Ce point est présenté par Madame la Vice-Présidente Angélique Muller.

Lors de sa séance du 5 décembre 2024, le Conseil de Communauté avait arrêté les orientations générales du budget.

C'est dans le cadre de ces prescriptions que le projet de Budget 2025 a été élaboré.

Les commentaires et observations suivants apportent des précisions sur les différents éléments du budget.

Généralités

Il est rappelé que ce Budget Annexe permet de fournir des indications détaillées sur le fonctionnement du Camping, de suivre l'évolution de sa situation et de dégager ses propres résultats.

Il permet également de suivre les aspects fiscaux liés à ce budget soumis à TVA et dont les montants sont donc inscrits hors TVA.

L'exercice 2024 n'est pas encore clos ; le résultat de fin d'exercice peut toutefois être estimé de manière assez précise et donc être repris au Budget Primitif 2025 de manière anticipée.

Une analyse des principaux postes de dépenses et de recettes a été réalisée lors du Débat d'Orientation Budgétaire.

Le tableau, ci-après, permet d'appréhender l'évolution du budget de fonctionnement 2025 par chapitre de dépenses et de recettes.

AN	HP
Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

Chapitres	Budget 2024	Projection CA 2024	CA 2024 (1)	DOB 2025	Projet BP 2025
DEPENSES	**445 575**	**372 977**	**353 997**	**404 400**	**423 000**
011 - Charges à caractère général	121 617	122 806	123 854	131 608	145 379
012 - Charges de personnel et frais assimilés	198 886	193 806	173 821	204 111	204 111
022 - Dépenses imprévues (fonctionnement)	8 000	0	0	8 000	10 600
023 - Virement à la section d'investissement	59 579	0	0	0	0
042 - Opérations d'ordre de transfert entre section	53 493	53 492	53 493	56 631	58 860
65 - Autres charges de gestion courante	1 500	946	903	1 550	1 550
67 - Charges exceptionnelles	2 500	1 927	1 927	2 500	2 500
RECETTES	**445 575**	**451 975**	**451 578**	**404 400**	**423 000**
002 - Résultat d'exploitation reporté (excédent)	83 459	83 459	83 459	78 998	97 580
013 - Atténuations de charges	0	0	0	0	0
042 - Opérations d'ordre de transfert entre section	11 039	11 039	11 039	11 612	11 612
70 - Ventes de produits fabriqués, prestat° de services, marchandises	210 000	216 400	215 949	225 000	225 018
75 - Autres produits de gestion courante	0	0	3	0	0
77 - Produits exceptionnels	141 077	141 077	141 127	88 790	88 790

(1) en cours de validation

RM	KD
Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

La section d'investissement

Le montant total des dépenses et des recettes s'équilibre à		**285 700 €**
➢ Les dépenses d'investissement porteront, pour l'essentiel, sur :		
✓ *La poursuite de la réhabilitation des logements (peinture, mobiliers ...), la poursuite du projet de modernisation du Camping (kota, bloc sanitaire, changement chaudière...)*	*274 100 €*	
✓ *L'amortissement des subventions*	*11 600 €*	
La subvention d'équilibre versée par le Budget Général est estimée à 88 790 € (141 077 € en 2024).		
Au total, le Budget Primitif Camping Le Florival 2025 s'élève à		**708 700 €**

Le Budget Primitif Camping Le Florival 2025 détaillé est présenté en annexe 19.

Le Bureau, réuni le 28 janvier 2025, a émis un avis favorable.

Il est proposé au Conseil de Communauté :

- *d'examiner et d'approuver le projet de Budget Primitif Camping Le Florival 2025 (M4)*
- *de voter au niveau du chapitre pour la section d'investissement*
- *de voter au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement*
- *de valider le versement de la subvention à l'Amicale du Personnel (APCRG) inscrite au budget (montant inscrit à l'article 6474)*
- *d'autoriser Monsieur le Président à procéder au paiement des dépenses et à l'encaissement des recettes, dans le cadre des limites des montants fixés conformément à la réglementation relative aux marchés publics*
- *d'autoriser Monsieur le Président à procéder à des virements de comptes à l'intérieur d'un même chapitre.*

Débats et observations préalables au vote :

Monsieur le Président souhaite remercier Madame Angélique Muller et les services pour le travail accompli sur cet équipement dont on peut être fier.

Monsieur Dominique Abadoma souhaite avoir le bilan des investissements réalisés et les perspectives à venir.

Madame Angélique Muller lui précise que les investissements ont essentiellement consisté en des améliorations de l'équipement (de type : logement PMR, logements insolites, réhabilitation de HLL, sanitaires, accès...).

Monsieur Dominique Abadoma souligne les efforts de modernisation qui ont été faits mais demande s'il n'y a pas d'autres pistes à étudier (par exemple à destination des associations ou des entreprises via des séminaires de cohésion).

Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

Sur ce dernier point, Monsieur le Président estime que l'offre proposée par le Château de la Neuenbourg semble plus adaptée.

Il considère que ce n'est pas forcément ce type de public qui est visé pour un camping.

La gestion de cet équipement est dans une bonne dynamique. L'offre de service a été renforcée, l'idée étant d'aboutir à un point d'équilibre.

Il rappelle que la question se posait en début de mandat de conserver ou non la gestion de cet équipement.

Au vu du travail accompli, cette question ne se pose plus aujourd'hui.

Madame Angélique Muller rappelle que l'ensemble des Conseillers Communautaires avait été invité à visiter le Camping, il est toujours possible d'en faire la demande pour les Élus intéressés.

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont cinq procurations – *Hélène Cornec – Annie Dittrich – Marc Jung – Aurélie Ottmann – Sylviane Rotolo* –, les propositions précitées.

Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

Point 10. DÉVELOPPEMENT

10.1- Fonds d'aides aux communes et Fonds de concours Mobilité *(MS)*

Ce point est présenté par Monsieur le Président.

La Communauté de Communes de la Région de Guebwiller a mis en place deux fonds de soutien aux communes :

1) Le fonds d'aides aux communes, avec une enveloppe budgétaire globale annuelle de 150 000 €.

Ce fonds est dédié à soutenir des travaux des communes s'inscrivant dans les deux axes suivants :

- Axe 1 – actions environnementales (économies d'énergie ou production d'énergies renouvelables des équipements publics des communes & mobilités douces (équipements cycles ou déplacement piétons) dont l'enveloppe annuelle s'élève à 75 000 €
- Axe 2 – action en faveur du maintien des services de première nécessité (médicaux et commerces de proximité) dont l'enveloppe annuelle s'élève à 75 000 €.

Ce fonds ne s'applique pas aux communes situées dans le pôle urbain (Buhl, Guebwiller, Soultz et Issenheim) qui elles bénéficient d'aides financières au titre de l'OPAH-RU, ce sont donc 15 communes qui sont concernées par ce fonds (Bergholtz, Bergholtz-Zell, Hartmannswiller, Jungholtz, Lautenbach, Lautenbach-Zell, Linthal, Merxheim, Murbach, Orschwihr, Raedersheim, Rimbach, Rimbach-Zell, Soultzmatt-Wintzfelden et Wuenheim).

En 2024, l'axe 1 a permis de soutenir 5 projets pour un montant total de 55 459 euros, un reliquat de 19 541 euros reste disponible.

Aucun projet n'a été inscrit à l'axe 2, l'enveloppe de 75 000 euros reste disponible.

Il est à noter qu'aucun report de reliquat n'est possible.

2) Le fonds de concours Mobilité avec une enveloppe budgétaire globale de 60 000 €.

Ce fonds est dédié à soutenir des travaux d'aménagements cyclables s'inscrivant dans les deux axes suivants :

- Axe 1 – Aménagement de réseaux structurants et secondaires en cohérence avec le Schéma directeur vélo (travaux + maîtrise d'œuvre liés à la création ou à l'aménagement de réseaux cyclables structurants ou secondaires).
- Axe 2 – Mise en place de jalonnement et de services sur les réseaux cyclables structurants, secondaires ou tertiaires identifiés dans le Schéma directeur vélo.

En 2024, l'axe 1 a permis de soutenir deux projets pour un montant total de 109 178 euros.

Ce fonds, limité à 60 000 euros par an, prévoit le versement des subventions sur plusieurs exercices.

Un projet était inscrit à l'axe 2 pour un montant de subvention de 2 336 euros.

Ces deux fonds sont inscrits budgétairement à l'article 204.

Le fonds d'aides aux communes, et notamment l'axe 2, est rarement utilisé au vu des projets concernés. Cela implique que l'enveloppe de 75 000 euros n'est pas consommée et non reportée.

Les enveloppes budgétaires des deux fonds précités pourraient être rendues fongibles ce qui permettrait de verser les subventions pour les projets inscrits dans l'un ou l'autre fonds, tout axe confondu, d'éviter d'avoir des reliquats non utilisés et de permettre aux opérations d'aboutir plus rapidement.

Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

Le respect de la règle appliquée aux communes situées dans le pôle urbain reste valable.

Le Bureau, réuni le 28 janvier 2025, a émis un avis favorable

Il est proposé au Conseil de Communauté de valider la fongibilité des deux fonds mise en place par la CCRG (Fonds d'aides aux communes (hors communes situées dans le pôle urbain) et Fonds de concours Mobilité).

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont cinq procurations – *Hélène Cornec – Annie Dittrich – Marc Jung – Aurélie Ottmann – Sylviane Rotolo* –, les propositions précitées.

RM	
Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

Point 11. HABITAT

11.1- Attribution de subventions « sortie de vacance » *(SJ)*

Ce point est présenté par Monsieur le Vice-Président Jean-Luc Galliath.

Sur le territoire de la CCRG, la problématique de la vacance des logements est un enjeu majeur clairement identifié.

Le Programme Local de l'habitat (PLH) permet de lutter contre ce phénomène en soutenant la remise sur le marché des logements vacants depuis plus de deux ans par le biais de l'action 2-3 : Reconquérir le parc vacant dans une logique de développement du territoire et maîtrise de la consommation foncière

Dans ce contexte, pour aider les communes à faire face à la problématique de la vacance des logements, la CCRG a voté lors du Conseil de Communauté du 10 octobre 2023, la création d'une prime pour encourager les ménages à remettre leur logement vacant sur le marché de l'immobilier pour une occupation personnelle ou une remise en location.

Cette prime s'élève à 1 500 euros par logement, pour une limite annuelle de 6 000 euros (soit quatre logements par an).

Cette aide est à destination de l'ensemble des communes de la CCRG, en excluant les périmètres OPAH-RU présents dans les communes de Guebwiller, Buhl, Issenheim et Soultz (une prime étant déjà existante pour les logements qui sortent d'une vacance dans ces périmètres).

Un même propriétaire peut bénéficier de plusieurs subventions si plusieurs logements sortent de la vacance.

Pour permettre l'octroi de chaque subvention, une délibération est nécessaire.

1. Logement sis à Guebwiller :

Une demande concernant une sortie de vacance a été réceptionnée pour un logement appartenant à Madame Marie-Rose WENZINGER.

Le logement se situe 26, rue Emile de Bary à Guebwiller et est actuellement loué (depuis le 27 décembre 2024).

La propriétaire atteste que le bien a été vacant du 01/08/2022 au 27/12/2024.

La propriétaire a fourni un dossier complet comprenant : le formulaire de subvention complété, une attestation de vacance, des photos et une photocopie du bail.

Cette adresse est donc éligible pour l'octroi d'une subvention pour ce logement, soit une subvention globale de 1 500 euros.

2. Logement sis à Lautenbach-Zell :

Une demande concernant une sortie de vacance a été réceptionnée pour un logement appartenant à Monsieur Pierre WEHRLEN.

Le logement se situe 26, Grand'Rue à LAUTENBACH-ZELL et est actuellement loué (depuis le 1er janvier 2025).

La commune de LAUTENBACH-ZELL atteste que le bien a été vacant depuis plus de 2 ans.

Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

Le propriétaire a fourni un dossier complet comprenant : le formulaire de subvention complété, une attestation de vacance, des photos et une photocopie du bail.

Cette adresse est donc éligible pour l'octroi d'une subvention pour ce logement, soit une subvention globale de 1 500 euros.

Le Bureau, réuni le 28 janvier 2025, a émis un avis favorable.

Il est proposé au Conseil de Communauté de valider l'octroi des subventions pour la sortie de vacance se rapportant aux dossiers précités.

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont cinq procurations – *Hélène Cornec – Annie Dittrich – Marc Jung – Aurélie Ottmann – Sylviane Rotolo* –, les propositions précitées.

RY	
Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

Point 12. URBANISME

12.1- Approbation de la modification n°1 du PLU de Bergholtz *(JFB)*

Ce point est présenté par Monsieur le Vice-Président Francis Kleitz.

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L153-45 à L153-48.

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bergholtz approuvé le 3 juillet 2003.

Vu les avis émis par les personnes publiques associées, les résultats de la mise à disposition du public et l'exposé des motifs portés à la connaissance du public pendant six semaines à compter du 16 décembre 2024.

Par arrêté préfectoral du 6 août 2018, la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller (CCRG) a acquis la compétence *Plan Local d'Urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale*. Dès lors, la CCRG a compétence pour approuver les modifications des PLU des communes membres tant que le PLU intercommunal n'est pas approuvé.

Lors de sa délibération du 5 décembre 2024, le Conseil de Communauté a approuvé le principe et les objets du projet de modification simplifiée du PLU de Bergholtz et validé les modalités du porter à connaissance de la modification auprès du public.

La procédure de modification du PLU de Bergholtz a été engagée au mois de juin 2024. L'ADAUHR-ATD avait été mandatée pour assurer la maîtrise d'œuvre de ce projet.

Les modalités de publicité suivantes ont été mises en œuvre :

- les pièces du dossier du projet de modification simplifiée ont été mises à la disposition du public au siège de la CCRG et en Mairie de Bergholtz durant six semaines, du 16 décembre 2024 au 24 janvier 2025 inclus, aux jours et heures habituels d'ouverture au public
- ces modalités ont été portées à la connaissance du public au moins 8 jours avant le début de la mise à disposition par une mention dans les annonces légales du journal « DNA » diffusée dans le département du Haut-Rhin le 6 décembre 2024
- elles ont également fait l'objet d'un affichage au siège de la CCRG et en Mairie de Bergholtz au moins 8 jours avant le début de la mise à disposition du public et pendant toute la durée de la consultation.

Le projet de modification simplifiée a fait l'objet d'une demande d'examen au cas par cas auprès de l'autorité environnementale (MRAe).

Par un avis rendu le 23 octobre 2024, la MRAe a pris la décision de ne pas soumettre le projet à évaluation environnementale.

La MRAe accompagnait son avis de deux recommandations :

1. la réalisation d'une étude visant à confirmer ou infirmer la présence de radon au droit des futures constructions ; en cas de confirmation, de prendre en compte ce risque dès la conception des bâtiments (en prévoyant, par exemple, un dispositif de ventilation renforcée et/ou la pose d'une membrane étanche entre le sol et le bâtiment)
2. la préservation (si possible) des quelques arbres existants afin de faire bénéficier aux enfants et enseignants d'un îlot de fraîcheur

Les deux recommandations émises par la MRAe ne concernent pas les points traités dans la présente modification simplifiée.

Paraphe du Président — *Paraphe du Secrétaire de séance*

La présence potentielle de radon a été analysée sur l'ensemble du territoire de la CCRG dans le cadre de l'état initial de l'environnement du PLUi en cours d'élaboration.

De même, dans le cadre du PLUi, un travail sur la préservation des éléments de la trame verte et bleue (dont éventuellement des arbres) est en cours.

Par délibération du 5 décembre 2024, le Conseil de Communauté a décidé de suivre l'avis conforme de la MRAe dispensant le projet de modification du PLU de Bergholtz d'évaluation environnementale.

Durant la phase de la mise à la disposition du public du projet aucune observation n'a été enregistrée sur les registres ou sur l'adresse courriel dédiée.

Les personnes publiques associées ont reçu un exemplaire du projet de modification simplifiée avant la mise à disposition du public dans un délai leur permettant de formuler leurs avis.

Le SCoT Rhin Vignoble Grand Ballon a émis un avis écrit et indiqué que le projet de modification est compatible avec les orientations du SCoT.

La Collectivité européenne d'Alsace (CeA) a émis un avis écrit et indiqué que le dossier n'appelait aucune observation de sa part.

La Chambre d'Agriculture d'Alsace a émis un avis écrit sans formuler de remarques.

Le Parc Naturel Régional des Ballons des Vosges (PNRBV) a émis par écrit un avis favorable au projet.

Néanmoins, il souhaite que la Commune renforce son règlement, lors de la réalisation de travaux d'isolation par l'extérieure, par des règles qui empêcheraient par exemple de « recouvrir des éléments architecturaux caractéristiques qui participent à la qualité du bâti de la commune ».

Compte tenu de l'absence d'observations du public, et des avis favorables du PNRBV, de la CeA, de la Chambre d'Agriculture d'Alsace et du SCOT, il est proposé de maintenir le dossier tel que mis à disposition du public et transmis aux personnes publiques associées.

En effet, le PLUi à venir proposera une cartographie des bâtiments qui présentent un intérêt patrimonial et dont l'aspect général ou des éléments de modénature devront être protégés.

En outre, la commune de Bergholtz est engagée dans la définition d'un Périmètre Délimité des Abords auprès de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine du Haut-Rhin. Ainsi, les remarques du PNRBV y trouveront une réponse.

Considérant que la modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme de Bergholtz (annexe 20) telle qu'elle est présentée au Conseil de Communauté est prête à être approuvée conformément à l'article L.153-47 du Code de l'Urbanisme.

Considérant que les différents points constitutifs de la procédure de modification par voie simplifiée présentent des motivations d'intérêt général et permettent de répondre aux besoins de la commune de Bergholtz :

- Règlementer les toitures en cas d'extension
- Permettre l'isolation des constructions par l'extérieur dans les marges de recul
- Modifier la longueur maximale des constructions sur limites séparatives
- Définir la tradition locale d'implantation en « schlupf »
- Ajouter un emplacement réservé.

Le Bureau, réuni le 28 janvier 2025, a émis un avis favorable.

MH	AG
Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

Il est proposé au Conseil de Communauté :

- *d'approuver la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Bergholtz telle qu'elle est annexée à la présente délibération, dans la mesure où elle est rendue nécessaire pour la concrétisation des objectifs tels qu'exposés dans le considérant développé ci-dessus*
- *d'afficher la présente délibération au siège de la Communauté de Communes et en Mairie de Bergholtz durant un mois*
- *de publier une mention de cette décision dans un journal diffusé dans le département*
- *de publier la présente délibération au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R. 5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales*
- *de mettre le dossier de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme à la disposition du public au siège de la Communauté de Communes, en Mairie de Bergholtz et en Préfecture du Haut-Rhin aux jours et heures habituels d'ouverture*
- *de rendre la présente délibération exécutoire après l'accomplissement des mesures de publicité précitées*
- *de transmettre la présente délibération accompagnée du dossier qui lui est annexé au Préfet du Haut-Rhin ainsi qu'au Sous-Préfet de l'Arrondissement de Thann-Guebwiller*
- *d'habiliter Monsieur le Président à signer tout document se rapportant aux présentes décisions.*

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont cinq procurations – *Hélène Cornec – Annie Dittrich – Marc Jung – Aurélie Ottmann – Sylviane Rotolo* –, les propositions précitées.

RH	HD
Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

12.2- Décision de suivre l'avis conforme de l'autorité environnementale imposant à la révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Soultzmatt-Wintzfelden une évaluation environnementale *(JFB)*

Ce point est présenté par Monsieur le Vice-Président Francis Kleitz.

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.153-36 et suivants, L.104-3, R.104-12, R.104-33 et suivants.

Vu le plan local d'urbanisme de Soultzmatt-Wintzfelden approuvé le 25 septembre 2017.

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 8 décembre 2022 prescrivant la révision allégée n°1 du PLU de Soultzmatt-Wintzfelden et définissant les modalités de concertation de la procédure.

Vu la consultation de l'autorité environnementale, au titre de l'article R.104-33 du code de l'urbanisme, en date du 22 novembre 2024 et son avis conforme en date du 14 janvier 2025 confirmant la nécessité de réaliser une évaluation environnementale du projet de révision allégée n°1 du plan local d'urbanisme de Soultzmatt-Wintzfelden.

La révision allégée n°1 du plan local d'urbanisme de Soultzmatt-Wintzfelden a été engagée dans l'objectif de délimiter un sous-secteur UCa1 afin d'y autoriser une hauteur des constructions plus importante et un chalet du personnel pour permettre la réalisation d'un projet hôtelier.

Le décret n°2021-1345 du 13 octobre 2021 a réformé l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme.

Désormais, dans un certain nombre de situations, il appartient à l'autorité compétente de décider si les procédures nécessitent la réalisation d'une évaluation environnementale, au vu de leurs incidences prévisibles sur l'environnement.

Au regard du projet, modifiant la hauteur des constructions dans une zone urbaine déjà existante, il a été décidé, en application des dispositions de l'article R.104-33 du code de l'urbanisme, de consulter l'autorité environnementale pour avis conforme sur la dispense de réalisation d'une évaluation environnementale en raison de l'absence d'incidences notables sur l'environnement.

En date du 14 janvier 2025, l'autorité environnementale a rendu un avis conforme qui estime :

- que la révision allégée du Plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Soultzmatt-Wintzfelden est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement
- que la révision allégée doit être soumise à évaluation environnementale par la personne publique responsable, la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller

Considérant qu'en application des dispositions de l'article R.104-12 du code de l'urbanisme, la révision allégée n°1 du PLU de Soultzmatt-Wintzfelden est soumise à évaluation environnementale s'il est établi qu'elle est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Considérant qu'en application des dispositions de l'article R.104-33 du code de l'urbanisme, il appartient au Conseil de Communauté de se prononcer sur la réalisation ou non d'une évaluation environnementale.

Considérant que l'avis conforme rendu par l'autorité environnementale confirme la possibilité d'incidences notables sur l'environnement et la santé humaine et la soumission du projet de révision allégée du PLU de Soultzmatt-Wintzfelden à évaluation environnementale.

Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

Considérant la délibération du Conseil de Communauté du 8 décembre 2022 prescrivant la révision allégée n°1 du PLU de Soultzmatt-Wintzfelden et définissant les modalités de concertation de la procédure.

Le Bureau, réuni le 28 janvier 2025, a émis un avis favorable.

Il est proposé au Conseil de Communauté :

- *de suivre l'avis conforme de l'autorité environnementale soumettant la révision allégée du PLU de Soultzmatt-Wintzfelden à évaluation environnementale*
- *de réaliser une évaluation environnementale de la révision allégée du PLU de Soultzmatt-Wintzfelden*
- *de maintenir les modalités de concertation initialement définies dans la délibération du 8 décembre 2022 prescrivant la révision allégée n°1 du PLU de Soultzmatt-Wintzfelden*
- *d'afficher la présente délibération pendant un mois au siège de la CCRG et en Mairie de Soultzmatt-Wintzfelden.*

Observations préalables au vote :

Monsieur Christian Facchin dit se réjouir qu'une étude environnementale soit menée sur ce projet. Cela va dans le sens des remarques qu'il avait émises à l'époque, notamment s'agissant de la construction d'un bâtiment de 28 mètres de haut et des possibles impacts écologiques en résultant.

Monsieur le Président lui répond que la Collectivité se conforme à la règlementation en vigueur.

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont cinq procurations – *Hélène Cornec – Annie Dittrich – Marc Jung – Aurélie Ottmann – Sylviane Rotolo* –, les propositions précitées.

RH	VG
Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

Point 13. RESSOURCES HUMAINES

13.1- Création de postes (NS)

Ce point est présenté par Monsieur le Président

Vu le code général de la fonction publique, et notamment ses articles L313-1 et suivants et ses articles L411-1 et suivants ;

Vu l'état du personnel de la collectivité territoriale ;

Considérant que l'évolution de la structure et des services nécessite la création de l'emploi permanent suivant :

➢ Un poste d'adjoint technique principal de 2ème classe à temps non complet 50 %

Le Bureau, réuni le 28 janvier 2025, a émis un avis favorable.

Il est proposé au Conseil de Communauté :

- *d'approuver la proposition susvisée,*
- *de créer le poste précité avec effet au 1er mars 2025*
- *de modifier le tableau des effectifs,*
- *d'autoriser Monsieur le Président à prendre et signer tout acte se référant aux décisions prises ci-dessus et nécessaires à leur application,*
- *de procéder à la déclaration de création de postes auprès du Centre de Gestion du Haut-Rhin*
- *d'inscrire la dépense correspondante au budget M4 Camping de l'exercice 2025.*

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont cinq procurations – *Hélène Cornec – Annie Dittrich – Marc Jung – Aurélie Ottmann – Sylviane Rotolo* –, les propositions précitées.

Paraphe du Président *Paraphe du Secrétaire de séance*

13.2- Ouverture/Création d'emplois non permanents (NS)

Ce point est présenté par Monsieur le Président

L'article L.332-23 du code général de la fonction publique permet aux collectivités territoriales de recruter temporairement des agents contractuels sur des emplois non permanents pour faire face à un besoin lié à :

1. un accroissement temporaire d'activité, pour une durée maximale de douze mois sur une période de référence de dix-huit mois consécutifs
2. un accroissement saisonnier d'activité, pour une durée maximale de six mois, pendant une même période de douze mois consécutifs

a. **Postes de saisonniers**

Par délibérations du 18 avril 2024 le Conseil de Communauté a créé des postes de saisonniers à temps complet pour renforcer les services de la collectivité pendant la période de mai à septembre.

Ces derniers sont répartis comme suit :

- quatre postes à l'Équipe Technique
- deux postes au service Eau potable
- un poste à la Station de traitement des eaux usées
- trois postes pour les services administratifs
- deux postes pour le Camping
- un poste au service du Pays d'art et d'histoire

Ces postes ne seront pourvus qu'en fonction des besoins des services.

Les saisonniers seront rémunérés au 1er échelon de l'échelle de rémunération C1.

b. **Accroissement temporaire d'activité**

Par ailleurs, il est proposé de créer un emploi d'agent polyvalent d'exploitation du réseau d'eau potable à temps complet à pourvoir au titre d'un accroissement temporaire d'activité.

La rémunération est fixée sur la base de la grille indiciaire relevant du grade d'adjoint technique principal de 2ème classe.

Il est proposé au Conseil de Communauté :

- *d'approuver les propositions susvisées*
- *d'ouvrir les postes de saisonniers correspondants*
- *de créer l'emploi non permanent pour accroissement temporaire d'activité pour l'année 2025*
- *d'habiliter Monsieur le Président à signer tout document se rapportant aux recrutements susvisés. La dépense correspondante sera inscrite aux Budgets Primitifs de l'exercice 2025.*

c. **Recrutement de vacataires**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales.

Considérant que les collectivités territoriales ou établissements publics peuvent recruter des vacataires sous réserve que les trois conditions suivantes soient réunies :

- Recrutement pour exécuter un acte déterminé.

RM	HD
Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

- Recrutement discontinu dans le temps et répondant à un besoin ponctuel de l'établissement public.
- Rémunération attachée à l'acte.

Il est proposé de recruter des vacataires pour les services suivants :

- **Pour les besoins du CIAP**

Afin de permettre aux agents du Centre d'Interprétation de l'Architecture et du Patrimoine (CIAP) de se concentrer sur les travaux de recherche et la création de médiation culturelle, il est proposé le recrutement d'un agent d'accueil culturel polyvalent, sous forme de vacations, assurant quelques week-ends dans l'année.

Le temps dégagé à l'équipe du service lui permettra également de faire face à l'accroissement de la fréquentation du site et de la demande en ateliers et de mener à bien des projets stratégiques.

Ce vacataire assurera, pour une année pleine, environ 200 heures de présence à l'accueil les week-ends, en dehors de la période estivale.

Chaque vacation sera rémunérée sur la base d'un taux horaire correspondant au SMIC + 30 %, soit 15,44 euros (valeur au 1er novembre 2024).

- **Pour les besoins du LAEP de Buhl**

Dans le cadre du soutien à la parentalité et à la suite de la création du Réseau Local Parents, l'ouverture, en mars 2019, du Lieu d'Accueil Enfants-Parents (LAEP) Flori'bulle a permis de proposer un outil de soutien et de médiation à la relation entre les parents et leurs jeunes enfants.

Le LAEP situé à Buhl est ouvert les vendredis matin et chaque accueil nécessite la présence de deux personnes en simultané formées à la posture d'écoute.

Les agents du Relais Petite Enfance (RPE) assurent les ouvertures du LAEP de Buhl.

Face au succès de ce service, il est proposé de procéder au recrutement d'un vacataire pour assurer le bon fonctionnement du LAEP Flori'bulle et permettre au personnel de se rendre plus disponible pour ses missions au RPE.

Ce dernier assurera deux accueils de 4 heures par mois, en dehors des périodes de fermeture estivale, soit un total de 76 heures pour une année pleine.

Chaque vacation sera rémunérée sur la base d'un taux horaire correspondant au SMIC + 30 %, soit 15,44€ (valeur au 1er novembre 2024).

- **Pour les besoins du LAEP de Guebwiller**

Pour répondre à la demande, révélée par l'évaluation de la 1ère période de fonctionnement du LAEP, l'ouverture d'une seconde antenne du LAEP est prévue à Guebwiller.

Il est proposé de procéder au recrutement de deux vacataires pour assurer le bon fonctionnement de cette nouvelle antenne du LAEP Flori'bulle qui sera ouverte le mercredi matin.

En effet, les missions des animatrices RPE ne permet pas d'en détacher deux, une demi-journée par semaine supplémentaire, à leur participation actuelle au LAEP.

Ces vacataires assureront quatre accueils de 4 heures par mois, en dehors des périodes de fermeture estivale, soit un total de 358 heures (réunions comprises) pour une année pleine.

Chaque vacation sera rémunérée sur la base d'un taux horaire correspondant au SMIC + 30 %, soit 15,44€ (valeur au 1er novembre 2024).

RH	
Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

Le Bureau, réuni le 28 janvier 2025, a émis un avis favorable.

Il est proposé au Conseil de Communauté :

- *d'autoriser Monsieur le Président à recruter quatre vacataires pour une durée d'un an*
- *de fixe leur rémunération comme indiqué ci-dessus*
- *d'inscrire la dépense au Budget Général 2025 (fonction 312 et 5224)*
- *d'autoriser Monsieur le Président à signer tout document et tout acte afférent à cette décision*

Débats et observations préalables au vote :

Madame Anne Dehestru dit se réjouir de l'ouverture d'un LAEP sur Guebwiller. Elle demande si Monsieur le Maire de Guebwiller peut être associé au recrutement des personnels.

Monsieur le Président lui répond que cela n'est pas envisageable, sans quoi il s'agirait de modifier l'ensemble des procédures de recrutement.
En l'occurrence, c'est bien la CCRG qui est employeur.

Monsieur Jean-Luc Galliath rappelle que ce LAEP est à destination de l'ensemble des habitants du territoire, pas uniquement ceux de Guebwiller.

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont cinq procurations – *Hélène Cornec – Annie Dittrich – Marc Jung – Aurélie Ottmann – Sylviane Rotolo* –, les propositions précitées.

Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

13.3- Contrat de projet médiation patrimoniale

Ce point est présenté par Monsieur le Président

Conformément à l'article L332-24 du code général de la fonction publique, les Collectivités peuvent, pour mener à bien un projet, recruter un agent par le biais d'un contrat à durée déterminée dont l'échéance est la réalisation du projet.

Compte tenu du projet de la Collectivité qui consiste à mettre en œuvre la troisième contractualisation du label Pays d'Art et d'Histoire délivré par la DRAC, et d'identifier et recenser les patrimoines d'avant 1948 dans le cadre d'une convention portant sur le patrimoine de la Maison alsacienne signée avec la Collectivité Européenne d'Alsace, il convient de recruter un agent contractuel, pour une durée déterminée, pour mener à bien ce projet dans les conditions prévues à l'article L332-24 précité. Ces travaux seront également nécessaires et exploités dans le cadre de l'élaboration du PLUi.

Pour ce faire, il est proposé de créer un emploi non permanent de Médiateur du Patrimoine à temps non complet (80%) qui sera occupé par un agent contractuel recruté pour une durée initiale d'un an et pourra être renouvelé par période maximale de trois ans dans la limite d'une durée totale de six ans.

L'agent sera recruté sur un grade du cadre d'emploi des adjoints du patrimoine (C) ou des assistants de conservation du patrimoine (B) selon le profil et l'expérience.

L'objet de ce poste est de répondre aux besoins du service en matière de médiation patrimoniale se rapportant à la programmation définie annuellement et à l'accueil des personnes, en assurant plus spécifiquement le recensement du bâti du territoire pour les besoins conjoints du service aménagement et du service pays d'art et d'histoire.

Il assurera les missions suivantes :

- Identification et inventaire du bâti du territoire
  - élaboration d'une fiche type de recensement du bâti permettant de créer une base de donnée précise sur chaque élément
  - organiser les visites de terrain en s'appuyant sur les données existantes et les partenaires
  - recenser le bâti d'avant 1948
  - réaliser une base de données et une cartographie du bâti recensé
- Médiation patrimoniale
  - en lien avec la programmation définie annuellement au sein du service, créer des actions de médiation patrimoniale sur l'inventaire en cours
  - mise en œuvre : accueil et médiation patrimoniale

L'agent devra justifier d'un diplôme de l'enseignement supérieur de niveau Bac+4, maîtrise ou master dans le domaine de l'histoire, du patrimoine ou de l'architecture.

Le contrat sera renouvelé par reconduction expresse lorsque le projet ne sera pas achevé au terme de la durée initialement déterminée.

La durée totale des contrats ne pourra excéder six ans.

La rémunération sera déterminée en prenant en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience.

Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

Il est proposé au Conseil de Communauté :

- *d'approuver la proposition susvisée*
- *de créer le poste précité avec effet au 1er mars 2025*
- *de modifier le tableau des effectifs*
- *de procéder à la déclaration de création de postes auprès du Centre de Gestion du Haut-Rhin*
- *d'inscrire la dépense correspondante aux budgets Général M57 de l'exercice 2025*
- *d'autoriser Monsieur le Président à prendre et signer tout acte se référant aux décisions prises ci-dessus et nécessaires à leur application.*

Débats et observations préalables au vote :

S'agissant de cette proposition de recrutement, Monsieur Dominique Abadoma demande si une mutualisation avec le personnel de l'OTI ne serait pas envisageable.

Monsieur le Président lui répond que ce n'est pas le même métier. La personne recherchée dispose de compétences spécifiques et c'est une denrée rare.

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont cinq procurations – *Hélène Cornec – Annie Dittrich – Marc Jung – Aurélie Ottmann – Sylviane Rotolo* –, les propositions précitées.

RH	HD
Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

13.4- Point Instauration de l'indemnité pour travail dominical régulier propre à la filière culturelle *(NS)*

Ce point est présenté par Monsieur le Président

L'indemnité pour travail dominical régulier a été instituée par décret 2002-857 du 3 mai 2002. Elle peut être versée aux fonctionnaires territoriaux relevant du cadre d'emploi des adjoints territoriaux du patrimoine dès lors que ces derniers sont soumis à une obligation régulière de travail dominical sur l'année d'au moins dix dimanches. Cette indemnité est majorée à partir du 11ème dimanche travaillé.

Les dimanches de Pâques et de Pentecôte, ainsi que tous les jours fériés, y compris lorsqu'ils coïncident avec un dimanche, sont considérés comme des jours fériés. Ils ne sont donc pas pris en compte dans le nombre de dimanches retenus au titre de l'obligation régulière de travail dominical.

Il est proposé de verser l'indemnité pour travail dominical régulier aux agents stagiaires, titulaires et contractuels, qui relèvent du cadre d'emplois des adjoints territoriaux du patrimoine et de fixer les montants de cette indemnité comme suit :

Bénéficiaires	**Forfait pour dix dimanches en €**	**Majoration au-delà du 10ème dimanche en €**
Cadre d'emploi des adjoints du patrimoine	1075,05	54,93

Ces montants évoluent selon les mêmes conditions que ceux applicables aux fonctionnaires d'État. Le versement de cette indemnité se fera annuellement, sur présentation d'un état récapitulatif.

L'indemnité pour travail dominical régulier est exclusive de toute autre indemnisation de même nature, notamment des indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS).

Ce point est présenté au Comité Social Territorial lors de sa réuni du 6 février 2025.

Il est proposé au Conseil de Communauté de :

- *valider l'instauration de l'indemnité pour travail dominical régulier propre à la filière culturelle telle que définie ci-dessus, à compter du 1er mars 2025*
- *d'autoriser Monsieur le Président à établir et signer les arrêtés individuels d'attribution*
- *d'inscrire les crédits correspondants au budget général (fonction 312)*

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont cinq procurations – *Hélène Cornec – Annie Dittrich – Marc Jung – Aurélie Ottmann – Sylviane Rotolo* –, les propositions précitées.

Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

13.5- Protection sociale complémentaire – Mandatement du CDG68 pour engager le dialogue social en vue de conclure un accord collectif local en matière de prévoyance *(NS)*

Ce point est présenté par Monsieur le Président

Vu le Code général de la fonction publique ;

Vu le Code des assurances ;

Vu le Code de la mutualité ;

Vu le Code de la sécurité sociale ;

Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents, ou une règlementation postérieure à la présente délibération le cas échéant ;

Vu le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;

Vu l'accord collectif national du 11 juillet 2023 portant réforme de la protection sociale complémentaire des agents publics territoriaux ;

Vu la délibération du CDG 68 en date du 26 mars 2024 approuvant le renouvellement de la convention de participation sur le risque Prévoyance à effet du 1er janvier 2026 ;

Vu la délibération du CDG 68 en date du 15 octobre 2024 approuvant le lancement d'une démarche visant à conclure un accord collectif local sur le risque Prévoyance pour les employeurs territoriaux qui le souhaitent ;

Vu l'avis du Comité social territorial placé auprès du CDG 68 en date du 26 novembre 2024 ;

Vu l'avis du Comité social territorial de la CCRG en date du 6 février 2025 pour l'adhésion à la démarche initiée par le CDG 68 ;

L'ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique a lancé le chantier de la réforme de la protection sociale complémentaire (PSC).

Cette ordonnance a introduit le caractère obligatoire de la participation des collectivités au financement des garanties de PSC, destinées à couvrir les risques d'incapacité de travail, d'invalidité, d'inaptitude ou de décès, auxquelles les agents qu'ils emploient souscrivent à compter du 1er janvier 2025.

Cette participation peut intervenir, au titre des contrats et règlements remplissant la condition de solidarité prévue à l'article L827-3 du CGFP :

- soit à titre de contrats et règlements pour lesquels un label a été délivré dans les conditions prévues à l'article L310-12-2 du Code des assurances
- soit dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence en vue de conclure une convention de participation d'une durée de six ans

La réforme de la PSC n'est, à ce jour, pas finalisée.

Le dispositif réglementaire devrait être amené à se renforcer compte tenu des dispositions actées dans l'accord national collectif portant réforme de la PSC des agents publics territoriaux signé le

AM	
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

11 juillet 2023 entre les employeurs territoriaux et les organisations syndicales représentatives au CSFPT.

Pour être pleinement effectif, cet accord appelle une transposition législative et réglementaire.

Les conventions de participation sur le risque prévoyance doivent respecter les garanties minimales prévues par le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement.

L'accord collectif national du 11 juillet 2023, propose de revoir les minimums de garanties couvertes qui constitueront l'éventuel nouveau panier de référence et de réévaluer la participation minimum de l'employeur à hauteur de 50 % au minimum de la cotisation de l'agent, dans le cas d'une souscription d'un contrat collectif à adhésion obligatoire.

Depuis le 1er janvier 2013, le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin (CDG 68) a mis en place, au titre du risque prévoyance, deux conventions de participation successives. La convention de participation en cours arrive à son terme le 31 décembre 2025.

Aussi, dans cette continuité et conformément aux dispositions de l'article L827-7 du CGFP, le CDG 68 a décidé de mettre en œuvre, pour le compte des collectivités et établissements affiliés de son ressort, un marché public afin de choisir un organisme compétent au sens de l'article L827-5 du CGFP et conclure avec celui-ci, à compter du 1er janvier 2026, une convention de participation portant sur la garantie prévoyance.

Le CDG 68 a fait le choix d'anticiper en partie la transposition normative de l'accord collectif national du 11 juillet 2023 en lançant une négociation avec des représentants des employeurs publics territoriaux et les organisations syndicales représentatives auprès des comités sociaux territoriaux de l'ensemble des collectivités et établissements affiliés du département, sur la base de sa compétence de négociation prévue par l'article L224-3 du CGFP pour les collectivités ne disposant pas d'un comité social territorial.

L'objectif de cette négociation est la conclusion d'un accord collectif local fixant les orientations du dossier de consultation des entreprises destiné à :

- répondre au plus près des besoins en couverture d'assurance des agents
- offrir un haut degré de protection du maintien de salaire à un coût maitrisé
- assurer un pilotage du contrat collectif d'assurance dans le respect du dialogue social.

Sur la base de cet accord, le CDG 68 lancera au printemps 2025 un marché public pour la conclusion d'une convention de participation pour la prévoyance.

À l'issue de cette procédure de consultation, la CCRG conservera entièrement la liberté d'adhérer ou pas à la convention de participation, en fonction des tarifs et garanties proposés.

L'adhésion à un tel contrat se fera par approbation de l'assemblée délibérante et après signature d'une convention avec le CDG 68.

Le Bureau, réuni le 28 janvier 2025, a émis un avis favorable.

RM	
Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

Considérant l'intérêt de confier la procédure de marché public pour la conclusion d'un tel contrat au CDG 68 afin de bénéficier notamment de l'effet de la mutualisation, *il est proposé au Conseil de Communauté de :*

- *mandater le CDG 68 afin de mener pour son compte, dans le cadre d'un accord de méthode, une négociation avec des représentants des employeurs publics territoriaux et les organisations syndicales représentatives auprès des comités sociaux territoriaux des collectivités et établissements affiliés, en vue d'aboutir à la conclusion d'un accord collectif local*
- *s'engager à communiquer au CDG 68 les caractéristiques qualitatives et quantitatives des effectifs, nécessaires à la consultation*
- *prendre acte que l'application de l'accord collectif local est subordonnée à son approbation par le Conseil de communauté*
- *prendre acte que son adhésion à cette convention de participation n'interviendra par délibération qu'à l'issue du marché public mené par le CDG 68, après avoir pris connaissance des tarifs et garanties proposés, la CCRG gardant la faculté de ne pas adhérer au contrat collectif souscrit par le CDG 68*

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont cinq procurations – *Hélène Cornec – Annie Dittrich – Marc Jung – Aurélie Ottmann – Sylviane Rotolo* –, les propositions précitées.

RH	
Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

13.6- Actualisation du tableau des emplois - Suppression de postes *(NS)*

Ce point est présenté par Monsieur le Président

Plusieurs postes sont actuellement déclarés vacants au tableau des emplois.

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges sociales correspondant aux emplois et grades inscrits au tableau des emplois devant être inscrits au budget de l'exercice en cours, il convient de supprimer certains postes, soit parce que les agents ont quitté la collectivité (retraite, démission, mutation...), soit parce qu'ils occupent un nouveau poste à la suite d'un avancement de grade ou d'une promotion interne, soit parce qu'ils ont changé de quotité de temps de travail.

Les emplois suivants sont à supprimer :

- Un emploi fonctionnel de DGA/Administration générale 20 à 40 000 habitants, créé le 13 juin 2017
- Un poste d'attaché territorial créé le 2 octobre 2003
- Un poste de rédacteur territorial, créé le 5 novembre 2013
- Un poste d'adjoint administratif principal de 1ère classe, créé le 8 octobre 2017
- Un poste d'agent de maîtrise, créé le 15 janvier 2020
- Un poste d'agent technique principal de 1ère classe, créé le 1er avril 2009
- Un poste d'adjoint technique à temps non complet (57,14%), créé le 16 décembre 2012
- Un poste d'agent sociale principal de 2ème classe à temps non complet (75 %), créé le 15 octobre 2021
- Un poste agent social principal de 2ème classe, créé le 1er juillet 2022
- Un poste d'attaché de conservation du patrimoine, créé le 28 février 2013
- Un poste d'éducateur des APS principal de 1ère classe, créé le 1er octobre 2007

Ce point est présenté au Comité Social Territorial, lors de sa réunion du 6 février 2025.

Le Bureau, réuni le 28 janvier 2025, a émis un avis favorable.

Il est proposé au Conseil de Communauté de valider la suppression des postes susvisés avec effet au 1er mars 2025.

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont cinq procurations – *Hélène Cornec – Annie Dittrich – Marc Jung – Aurélie Ottmann – Sylviane Rotolo* –, les propositions précitées.

Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

13.7- Modulation de la cotisation au fonds de départ des bûcherons *(LM)*

Ce point est présenté par Monsieur le Président

Depuis le 1er janvier 2010, la Communauté de Communes s'est dotée d'un fonds destiné à financer les futurs départs en retraite et les éventuelles indemnités de licenciement du personnel forestier.

Le principe retenu a été le prélèvement d'un pourcentage sur chaque facture adressée aux communes pour la réalisation de travaux forestiers.

Par délibération du 15 février 2024, il a été décidé de suspendre, au titre de l'année 2024, l'appel à cotisation auprès des communes ce qui a représenté une économie d'environ 15 000 euros.

À la suite du départ en retraite de Monsieur Nicolas Fischetti, le 1er janvier 2024, la provision disponible s'élève à 73 148 euros.

Au regard du travail mené afin de rajeunir la pyramide des âges (moyenne d'âge de 43 ans), il est proposé de suspendre pour une année supplémentaire, l'appel à cotisation.

Le Bureau, réuni le 28 janvier 2025, a émis un avis favorable.

Il est proposé au Conseil de Communauté de valider la proposition précitée.

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont cinq procurations – *Hélène Cornec – Annie Dittrich – Marc Jung – Aurélie Ottmann – Sylviane Rotolo* –, les propositions précitées.

RM	
Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

Point 14. INFORMATIONS

14.1- Budgets 2024 – Virements de crédits

Ce point est présenté par Monsieur le Vice-Président Roland Martin.

Le Conseil de Communauté réuni le 15 février 2024 a approuvé les Budgets Primitifs 2024 (Général, Assainissement, Eau potable, Environnement, Pépinière d'entreprises, Aire d'activités, Camping).

Des crédits pour dépenses imprévues de fonctionnement ont été inscrits dans ces budgets.

La procédure des dépenses imprévues de l'article L. 2322-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT) permet à l'exécutif de la collectivité de répondre rapidement à des aléas budgétaires sans solliciter une décision modificative de l'assemblée délibérante. Il est toutefois demandé à l'exécutif de rendre compte de l'emploi de ce crédit en conseil communautaire.

Les virements de crédits suivants ont été réalisés en 2024 :

Budget Eau potable :

Chapitre 022 - dépenses imprévues : - 1 000€

Chapitre 014 - atténuations de produits : + 1 000€

Le reversement de la redevance pollution à l'agence de l'eau est légèrement supérieur aux prévisions (régularisations 2022).

Budget Camping :

Chapitre 022 - dépenses imprévues : - 7 000€

Chapitre 67 - charges exceptionnelles : + 2 000€

Chapitre 011 - charges à caractère général : + 5 000€

Des crédits pour réduction de titres sur exercices antérieurs sont nécessaires (annulations indemnités) au chapitre « 67 » ainsi que des ajustements pour l'achat de marchandises et d'électricité au chapitre « 011 ».

Budget Assainissement :

Chapitre 022 - dépenses imprévues : - 45 000€

Chapitre 66 - charges financières : + 20 000€

Chapitre 67 - charges exceptionnelles : + 25 000€

Des crédits relatifs aux commissions d'instruction du prêt souscrit pour le financement de la réhabilitation de la station d'épuration sont nécessaires au chapitre « 66 » ainsi que des crédits pour reversements de participation (frais d'exploitation de la station – SIVOM) au chapitre 67.

RM	HD
Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

14.2- Lancement/dévolution de marchés publics *(MFL)*

Ce point est présenté par Monsieur le Président.

- **Le Conseil de Communauté est informé du lancement d'une procédure de consultation portant sur la Délégation des Services Publiques suivante :**

Le Conseil de Communauté est informé du lancement d'une consultation portant sur un contrat sans travaux concessifs relatif à une délégation de service public pour la production, le stockage, le transport et la distribution de l'eau potable sur le territoire des communes suivantes : Bergholtz, Bergholtz-Zell, Buhl, Guebwiller, Hartmannswiller, Issenheim, Lautenbach, Orschwihr, Merxheim (distribution uniquement), Soultzmatt-Wintzfelden et Wuenheim (conformément au 2° a de l'article R3126-1 du Code de la Commande publique).

- **Le Conseil de Communauté est informé du lancement et de la dévolution des marchés publics passés en procédure adaptée *(article R2123-1 du Code de la Commande publique)* suivants :**

Consultations lancées :

- Marché public de services : Maintenance des installations de chauffage, ventilation et de climatisation (68-CCRG-2024-CVC-50)
- Marché public de services : Surveillance du Camping le Florival - Saisons 2025 à 2028 (68-CCRG-2024-CAMP-51)
- Marché public de travaux : Travaux de pose d'un réseau d'eau pluviale et de renouvellement des réseaux d'eau potable situés rue du Rempart et rue de l'Ancien Hôpital à Guebwiller (68-CCRG-2024-AEP-52) ;
- Marché public de fournitures : Fourniture, revalorisation et livraison de sacs de collecte sélective pour la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller (68-CCRG-2024-SACS-53) ;
- Marché public de travaux : Création d'un nouveau forage à Soultz et comblement du forage hors-service (68–CCRG–2025–AEP–02) ;

Marchés attribués :

- Marché public de services : Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage – Traitement des cyanobactéries à la station de Linthal a été attribué à la société Cycl'O Terre pour un montant de 14 450 euros HT (68–CCRG–2024–AEP–31).
- Marché public de services : Service d'assurance pour la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller (68-CCRG-2024-ASSU-32-33-34-35) a été attribué :
  - Lot n° 1 (Assurance des dommages aux biens et des risques annexes) à Groupama Grand-Est pour 57 646,45 euros HT
  - Lot n° 2 (Assurance des responsabilités et des risques annexes) à la SMACL pour 14 382,02 euros HT
  - Lot n° 3 (Assurance des véhicules à moteur et risques annexes) à la SMACL pour 19 149,13 euros HT
  - Lot n° 4 (Assurance de la protection fonctionnelle des agents et des élus) à la SMACL pour 850 euros HT.
- Marché public de fournitures passé pour le compte de FloRIOM SPL : Fourniture de deux véhicules pour la collecte des ordures ménagères, pré-équipés pour la RIOM avec financement par crédit-bail et reprise de l'ancien matériel (68-CCRG-2024-FLORIOM-39-41) a été attribué :

Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

- Lot n° 1 *(Fourniture et livraison de deux châssis cabines 26t00 avec contrat de maintenance en full service et reprise de l'ancien matériel)* à Europe Utilitaires Poids Lourds pour 257 903 € HT
- Lot n° 2 *(Fourniture, installation et livraison de deux bennes à ordures ménagères compactricés, équipées de lèves conteneurs)* à SEMAT SA pour 259 923,00 € HT ;
- Lot n° 3 *(Lot n° 3 : Financement par crédit-bail)* à La Banque Postale pour un taux de 3,69 % et un loyer mensuel de 11 089 euros HT.

➢ Marché public de fournitures : Accord-cadre pour la fourniture de carburant au moyen de carte accréditive - Groupement de commande formé entre la CCRG et les Communes membres a été attribué à la société SIPLEC (68-CCRG–2024–CARBURANT–47).

Paraphe du Président *Paraphe du Secrétaire de séance*

Point 15. DIVERS

Ce point est présenté par Monsieur le Président.

Le prochain Conseil de Communauté se tiendra le mardi 29 avril 2025 *(sous réserve de modifications ultérieures, les date et horaire de référence étant ceux figurant sur l'invitation).*

La séance est levée à 21 heures 05.

Présents :
Dominique ABADOMA – Daniel BRAUN – Josiane BRENDER-SYDA – Yves COQUELLE – Anne DEHESTRU – Christian FACCHIN – Jean-Jacques FISCHER – Hélène FRANÇOIS-AULLEN – Jean-Luc GALLIATH – Claudine GRAWEY – Guy HABECKER – Maud HART – Philippe HECKY – Daniel HINDELANG – Marie-Christine HUMMEL – Yann KELLER – Francis KLEITZ – Francis KOHLER – Marianne LOEWERT – Luc MARCK – Roland MARTIN – Angélique MULLER – Claude MULLER – Fleur OURY – Karine PAGLIARULO – Jean-Pierre PELTIER – Marcello ROTOLO – André SCHLEGEL – Marie-Josée STAENDER – César TOGNI – André WELTY – François WURTZ – *Marie-Natacha GALLIATH (Suppléante de Alain FURSTENBERGER)* – *Gérard KAMMERER (Suppléant de Sylvie SCHRUOFFENEGER)* –

Ordre du jour :

Point 1. DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE 5

Point 2. APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 5 DÉCEMBRE 2024 6

Point 3. ACTIVITÉS LIÉES AU BUDGET GÉNÉRAL 7

- 3.1- État des indemnités de toutes natures perçues par les Conseillers communautaires *(NS)* 7
- 3.2- Vote des taux de fiscalité 2025 *(BF)* 8
- 3.3- Budget Primitif Général 2025 *(M57) (BF)* 11
- 3.4- Taxe Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI) – Fixation du produit pour l'année 2025 *(AB)* 17
- 3.5- Lancement d'une consultation pour la conclusion d'un accord-cadre portant sur la fourniture de gaz naturel rendu sur site et services associés *(MFL)* 18
- 3.6- Désignation de représentants au Comité Local pour l'Emploi 20

Point 4. ASSAINISSEMENT 21

- 4.1- Budget Primitif Assainissement 2025 *(M49) (CV/BF)* 21

Point 5. EAU POTABLE 25

- 5.1- Budget Primitif Eau potable 2025 *(M49) (SR/BF)* 25
- 5.2- Création d'un forage - Lancement de la procédure visant à l'obtention de l'autorisation de prélever l'eau *(YS)* 28

PM	HD
Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

Point 6. PÉPINIÈRE D'ENTREPRISES DU FLORIVAL 30
6.1- Budget Primitif Pépinière d'entreprises du Florival 2025 *(M4) (AS/BF)* 30
6.2- Reconduction de la subvention à la Mission Locale Colmar Centre Alsace *(AS)* 33
6.3- Reconduction du partenariat avec Initiative Colmar Centre Alsace *(AS)* 35
Point 7. AIRES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES 37
7.1- Budget Primitif Aires d'Activités du Florival 2025 *(M57) (AS/BF)* 37
7.2- Marché public *Aménagement du lieu-dit « Daweid » à Issenheim - Création d'une zone d'aménagement concerté à vocation économique* - Avenant n° 2 au lot 1 « Maîtrise d'œuvre urbaine » – Avenant n° 1 au lot 2 « Mission d'études environnementales » 43
7.3- ZAC Daweid - Engagement dans une démarche d'Obligation Réelle Environnementale pour les zones de compensation écologique *(MD)* 45
7.4- Inventaire des Zones d'Activités Économique *(JFB/AF)* 48
Point 8. ENVIRONNEMENT 50
8.1- Budget Primitif Environnement 2025 *(M4) (JRA/BF)* 50
8.2- GERPLAN – Bilan 2024 – Programme 2025 *(MS)* 54
8.3- Contrat de Territoire Eau et Climat – Trame Verte et Bleue : création du Comité de Pilotage *(VH)* 56
8.4- Mission Eau Guebwiller – Rouffach : Paiement annuel du dispositif de Paiements pour Services Environnementaux (PSE) *(LJ)* 59
Point 9. CAMPING LE FLORIVAL 63
9.1- Budget Primitif Camping Le Florival 2025 *(M4) (SJ/BF)* 63
Point 10. DÉVELOPPEMENT 67
10.1- Fonds d'aides aux communes et Fonds de concours Mobilité *(MS)* 67
Point 11. HABITAT 69
11.1- Attribution de subventions « sortie de vacance » *(SJ)* 69
Point 12. URBANISME 71
12.1- Approbation de la modification n°1 du PLU de Bergholtz *(JFB)* 71
12.2- Décision de suivre l'avis conforme de l'autorité environnementale imposant à la révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Soultzmatt-Wintzfelden une évaluation environnementale *(JFB)* 74
Point 13. RESSOURCES HUMAINES 76
13.1- Création de postes (NS) 76
13.2- Ouverture/Création d'emplois non permanents *(NS)* 77
13.3- Contrat de projet médiation patrimoniale 80
13.4- Point Instauration de l'indemnité pour travail dominical régulier propre à la filière culturelle *(NS)* 82
13.5- Protection sociale complémentaire – Mandatement du CDG68 pour engager le dialogue social en vue de conclure un accord collectif local en matière de prévoyance *(NS)* 83
13.6- Actualisation du tableau des emplois - Suppression de postes *(NS)* 86

Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

13.7- Modulation de la cotisation au fonds de départ des bûcherons *(LM)* 87
Point 14. INFORMATIONS 88
14.1- Budgets 2024 – Virements de crédits 88
14.2- Lancement/dévolution de marchés publics *(MFL)* 89
Point 15. DIVERS 91

Procès-verbal approuvé lors de la séance du Conseil de Communauté du 29 avril 2025.

Le Président **Le Secrétaire de séance**

Marcello ROTOLO **Daniel HINDELANG**

Paraphe du Président *Paraphe du Secrétaire de séance*

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE LA REGION DE GUEBWILLER
www.cc-guebwiller.fr

ÉTAT ANNUEL DES INDEMNITÉS DES ÉLUS INTERCOMMUNAUX

EXERCICE - 2024

Référence : article L5211-12-1 du CGCT

Prénom	Nom	Indemnités perçues au titre du mandat de conseiller communautaire			Indemnités perçues au titre de représentant de l'intercommunalité dans un syndicat mixte ou pôle métropolitain ou PETR			Indemnités perçues au titre de représentant de l'intercommunalité au sein d'une SEM ou SPL...		
		Indemnités de fonction perçues	Remboursements de frais kilométriques, repas, séjour...	Avantages en nature véhicule, logement...	Indemnités de fonction perçues (préciser le nom du syndicat)	Remboursements de frais kilométriques, repas, séjour...	Avantages en nature véhicule, logement...	Indemnités de fonction perçues (préciser le nom)	Remboursements de frais kilométriques, repas, séjour...	Avantages en nature véhicule, logement...
Dominique	ABADOMA	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
Noël	ARNOLD	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
Yvette	BISSEY	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
Marie-Josée	BOLTZ	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
Daniel	BRAUN	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
Josiane	BRENDER-SYDA	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Yves	COQUELLE	0	0	0	0	0	0	5 200	0	0
Hélène	CORNEC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
Anne	DEHESTRU	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
Annie	DITTRICH	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Gilles	DRENDEL	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
Christian	FACCHIN	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Jean-Jacques	FISCHER	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
Hélène	FRANÇOIS-AULLEN	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Danielle	FUCHS	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
Alain	FURSTENBERGER	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
Jean-Luc	GALLIATH	12 198	0	0	0	0	0	0	0	0
Marie-Natacha	GALLIATH	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
Claudine	GEMSA	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
Claudine	GRAWEY	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Guy	HABECKER	12 198	0	0	0	0	0	0	0	0
Christian	HAEGELIN	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
Maud	HART	13 174	0	0	0	0	0	0	0	0
Philippe	HECKY	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
Daniel	HINDELANG	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
Marie-Christine	HUMMEL	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
Anne-Marie	JACQUEY	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Marc	JUNG	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
Gérard	KAMMERER	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
Maurice	KECH	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
Yann	KELLER	0	0	0	8 740	0	0	0	0	0
Francis	KLEITZ	13 174	0	0	0	0	0	0	0	0
Francis	KOHLER	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Marianne	LOEWERT	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
Luc	MARCK	0	0	0	3 238	0	0	0	0	0
Roland	MARTIN	13 174	0	0	0	0	0	0	0	0

Prénom	Nom	Indemnités perçues au titre du mandat de conseiller communautaire			Indemnités perçues au titre de représentant de l'intercommunalité dans un syndicat mixte ou pôle métropolitain ou PETR			Indemnités perçues au titre de représentant de l'intercommunalité au sein d'une SEM ou SPL...		
		Indemnités de fonction perçues	Remboursements de frais kilométriques, repas, séjour...	Avantages en nature véhicule, logement...	Indemnités de fonction perçues (préciser le nom du syndicat)	Remboursements de frais kilométriques, repas, séjour...	Avantages en nature véhicule, logement...	Indemnités de fonction perçues (préciser le nom)	Remboursements de frais kilométriques, repas, séjour...	Avantages en nature véhicule, logement...
Angélique	MULLER	12 198	214	0	0	0	0	0	0	0
Claude	MULLER	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Aurélie	OTTMANN	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
Fleur	OURY	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Karine	PAGLIARULO	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Jean-Pierre	PELTIER	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
Marcello	ROTOLO	31 963	0	0	0	0	0	0	0	0
Sylviane	ROTOLO	0	0	0	0	0	0	0	0	0
André	SCHLEGEL	12 198	0	0	0	0	0	0	0	0
Sylvie	SCHRUOFFENEGER	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
Marc	SCHWEIGHOFFER	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Marie-Josée	STAENDER	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Grégory	STICH	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
César	TOGNI	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
Jean-Marc	WEBER	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
Joseph	WEISSBART	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
André	WELTY	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
Tina	WILHELM	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
François	WURTZ	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC

NC : non communiqué

Les montants indiqués dans le tableau sont exprimés en euros et en brut.

COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA REGION DE GUEBWILLER
www.cc-guebwiller.fr

PRÉVISION D'ÉVOLUTION DE LA CAPACITÉ DE DÉSENDETTEMENT DE LA CCRG - BP 2025

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
En-cours de la dette au 31/12										
Dette existante "Assainissement"	4 677 608	4 758 197	4 330 600	3 901 470	3 496 228	3 085 902	2 728 581	2 418 046	2 103 290	1 787 332
Dette existante "Budget Général"	20 307 491	20 318 346	19 079 876	20 196 443	18 806 756	17 405 001	16 021 007	14 696 377	13 416 019	12 158 030
Dette existante "Camping"	24 569	8 320	0	0	0	0	0	0		
Dette existante "Pépinière d'entreprises"	280 537	258 019	234 705	210 561	185 562	159 677	132 874	105 120	76 384	46 626
Dette existante "Environnement"	3 727 319	3 039 751	2 700 635	2 355 252	2 097 107	1 919 425	1 740 725	1 560 978	1 380 157	1 201 575
Dette existante "Eau potable"	1 677 754	2 422 813	2 233 941	2 045 107	1 856 408	1 663 747	1 489 487	1 331 885	1 194 941	1 069 988
Prêt Aire d'Activités (Daweid)			3 060 000	3 060 000	3 060 000	3 060 000	3 060 000	3 060 000	3 060 000	3 060 000
Prêt réhabilitation de la station d'épuration (31 600 000€)								0	7 900 000	15 800 000
Total (A)	**30 695 278**	**30 805 446**	**31 639 757**	**31 768 833**	**29 502 061**	**27 293 752**	**25 172 674**	**23 172 406**	**29 130 791**	**35 123 551**
Épargne brute consolidée estimée (B)	**5 291 224**	**5 978 105**	**4 771 846**	**5 682 591**	**6 057 561**	**5 784 238**	**6 519 928**	**6 520 000**	**6 520 000**	**6 520 000**
Ratio de Capacité de désendet. consolidée (A/B)	**5,80**	**5,15**	**6,63**	**5,59**	**4,87**	**4,72**	**3,86**	**3,55**	**4,47**	**5,39**
Épargne brute du Budget Général estimée	**1 581 855**	**1 800 880**	**1 703 724**	**1 667 477**	**2 679 378**	**2 562 108**	**2 907 821**	**2 900 000**	**2 900 000**	**2 900 000**
Ratio de Capacité de désendet. du Budget Général (1)	**12,84**	**11,28**	**11,20**	**12,11**	**7,02**	**6,79**	**5,51**	**5,07**	**4,63**	**4,19**

ANNEXE 3

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Communauté de commune à FPU : CC REGION DE GUEBWILLER (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 24680056900039

POSTE COMPTABLE : SERVICE DE GESTION COMPTABLE DE GUEBWILLER

M. 57

Budget primitif

Voté par nature

BUDGET : CCRG BUDGET GENERAL (3)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 10
B2 - Présentation des AE votées 11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 15
D1 - Balance générale - Dépenses 17
D2 - Balance générale - Recettes 19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 27
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 28
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 29
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 54
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 57
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 60
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 66

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 69
A1.01 - Opérations non ventilables Sans Objet
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) Sans Objet
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA Sans Objet
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A1.906 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A1.907 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A1.908 - Fonction 8 - Transports Sans Objet
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 72
A2.01 - Opérations non ventilables Sans Objet
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) Sans Objet
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA Sans Objet
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI Sans Objet
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A2.936 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A2.937 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A2.938 - Fonction 8 - Transports Sans Objet

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 74
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 79
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 81
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet

B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	82
B3.1 - Etat des provisions constituées	83
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	85
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés	Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus	Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	86
B7.8 - Autres engagements donnés	Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8 - Subventions versées	87
B9 - Etat du personnel	Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	89
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	90
C - Annexes budgétaires	
C1.1 - Equilibre budgétaire	91
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses	92
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	93
D - Autres éléments d'information	
D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
V - Arrêté et signatures	
A - Arrêté et signatures	95

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	39 721

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	398,42

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	487,37
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	524,42
3	Dépenses d'équipement brut / population	127,44
4	Encours de dette / population (2) (3)	403,34
5	DGF / population	67,65
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	23,15 %
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	99,42 %
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	24,30 %
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	76,91 %
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	7,06 %

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante décide de voter le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7.50 %
- Investissement : 7.50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget cumulé (5) de l'exercice précédent.

VII – Le présent budget a été voté avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1 (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Indiquer « primitif » ou « cumulé ». Budget cumulé = BP + BS + DM.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1) — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (2)
TOTAL DU BUDGET	23 826 651,97	23 693 719,58	4 092 501,39	A1	3 959 569,00
Investissement	3 915 671,09	2 438 201,93	(3) 454 344,68	A2	-1 023 124,48
Fonctionnement	19 910 980,88	21 255 517,65	(4) 3 638 156,71	A3	4 982 693,48

	RESTES A REALISER N-1					
	Dépenses		Recettes		Solde (B)	
TOTAL des RAR	I + II	0,00	III + IV	0,00	B1	0,00
Investissement	I	0,00	III	0,00	B2	0,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	**A1 + B1**	3 959 569,00
Investissement	**A2 + B2**	-1 023 124,48
Fonctionnement	**A3 + B3**	4 982 693,48

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS — A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	7 255 375,00	8 278 500,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 1 023 125,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (2)	8 278 500,00	8 278 500,00

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	24 916 530,00	21 033 837,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 3 882 693,00
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	24 916 530,00	24 916 530,00

TOTAL DU BUDGET (4)	33 195 030,00	33 195 030,00

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AP VOTEES — B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

II

PRESENTATION DES AE VOTEES

B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations) (3)	538 800,00	0,00	793 674,00	793 674,00	793 674,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (3) (8)	472 250,00	0,00	450 000,00	450 000,00	450 000,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (3)	1 212 661,00	0,00	751 550,00	751 550,00	751 550,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (3)	2 899 500,00	0,00	3 516 643,00	3 516 643,00	3 516 643,00
Total des dépenses d'équipement		**5 123 211,00**	**0,00**	**5 511 867,00**	**5 511 867,00**	**5 511 867,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	5 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 400 000,00	0,00	1 350 000,00	1 350 000,00	1 350 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	150 000,00	0,00	150 000,00	150 000,00	150 000,00
Total des dépenses financières		**1 555 400,00**	**0,00**	**1 500 000,00**	**1 500 000,00**	**1 500 000,00**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**6 678 611,00**	**0,00**	**7 011 867,00**	**7 011 867,00**	**7 011 867,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*189 389,00*		*203 508,00*	*203 508,00*	*203 508,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*36 000,00*		*40 000,00*	*40 000,00*	*40 000,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***225 389,00***		***243 508,00***	***243 508,00***	***243 508,00***
TOTAL		**6 904 000,00**	**0,00**	**7 255 375,00**	**7 255 375,00**	**7 255 375,00**
						+
					D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**1 023 125,00**
						=
					TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**8 278 500,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(8) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) (3)	520 600,00	0,00	1 040 400,00	1 040 400,00	1 040 400,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**520 600,00**	**0,00**	**1 040 400,00**	**1 040 400,00**	**1 040 400,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	675 363,00	0,00	524 155,00	524 155,00	524 155,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (6)	0,00	0,00	1 100 000,00	1 100 000,00	1 100 000,00
138	Autres subventions invest. non transf. (3) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	18 200,00	0,00	16 145,00	16 145,00	16 145,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**693 563,00**	**0,00**	**1 640 300,00**	**1 640 300,00**	**1 640 300,00**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**1 214 163,00**	**0,00**	**2 680 700,00**	**2 680 700,00**	**2 680 700,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*3 448 200,00*		*3 706 390,00*	*3 706 390,00*	*3 706 390,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*1 751 293,00*		*1 851 410,00*	*1 851 410,00*	*1 851 410,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*36 000,00*		*40 000,00*	*40 000,00*	*40 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***5 235 493,00***		***5 597 800,00***	***5 597 800,00***	***5 597 800,00***
TOTAL		**6 449 656,00**	**0,00**	**8 278 500,00**	**8 278 500,00**	**8 278 500,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**8 278 500,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**5 354 292,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(7) Le compte 138 n'est pas un chapitre mais une subdivision du chapitre 13.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général (3)	3 328 422,00	0,00	3 285 249,00	3 285 249,00	3 285 249,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	4 452 518,00	0,00	4 482 077,00	4 482 077,00	4 482 077,00
014	Atténuations de produits	7 598 000,00	0,00	7 541 000,00	7 541 000,00	7 541 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	3 541 647,00	0,00	3 629 904,00	3 629 904,00	3 629 904,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**18 920 587,00**	**0,00**	**18 938 230,00**	**18 938 230,00**	**18 938 230,00**
66	Charges financières	435 520,00	0,00	405 000,00	405 000,00	405 000,00
67	Charges spécifiques (3)	18 400,00	0,00	15 500,00	15 500,00	15 500,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	100,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**19 374 607,00**	**0,00**	**19 358 730,00**	**19 358 730,00**	**19 358 730,00**
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*3 448 200,00*		*3 706 390,00*	*3 706 390,00*	*3 706 390,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*1 751 293,00*		*1 851 410,00*	*1 851 410,00*	*1 851 410,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***5 199 493,00***		***5 557 800,00***	***5 557 800,00***	***5 557 800,00***
TOTAL		**24 574 100,00**	**0,00**	**24 916 530,00**	**24 916 530,00**	**24 916 530,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**24 916 530,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges (3)	12 000,00	0,00	8 200,00	8 200,00	8 200,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	2 016 150,00	0,00	2 017 645,00	2 017 645,00	2 017 645,00
73	Impôts et taxes (sauf le 731)	7 290 000,00	0,00	7 410 000,00	7 410 000,00	7 410 000,00
731	Fiscalité locale	6 151 900,00	0,00	6 508 300,00	6 508 300,00	6 508 300,00
74	Dotations et participations (3)	4 778 422,00	0,00	4 736 387,00	4 736 387,00	4 736 387,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	484 050,00	0,00	149 750,00	149 750,00	149 750,00
Total des recettes de gestion courante		**20 732 522,00**	**0,00**	**20 830 282,00**	**20 830 282,00**	**20 830 282,00**
76	Produits financiers	33,00	0,00	47,00	47,00	47,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	14 000,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**20 746 555,00**	**0,00**	**20 830 329,00**	**20 830 329,00**	**20 830 329,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*189 389,00*		*203 508,00*	*203 508,00*	*203 508,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***189 389,00***		***203 508,00***	***203 508,00***	***203 508,00***
TOTAL		**20 935 944,00**	**0,00**	**21 033 837,00**	**21 033 837,00**	**21 033 837,00**
						+
					R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**3 882 693,00**
						=
					TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**24 916 530,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**5 354 292,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – DEPENSES — D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	*203 508,00*	203 508,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		1 350 000,00	*0,00*	1 350 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		5 511 867,00		5 511 867,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)		0,00	*40 000,00*	*40 000,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		150 000,00	*0,00*	150 000,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**7 011 867,00**	***243 508,00***	**7 255 375,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**1 023 125,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**8 278 500,00**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	3 285 249,00		3 285 249,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	4 482 077,00		4 482 077,00
014	Atténuations de produits	7 541 000,00		7 541 000,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	3 629 904,00	*0,00*	3 629 904,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	405 000,00	*0,00*	405 000,00
67	Charges spécifiques (9)	15 500,00	*0,00*	15 500,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*1 851 410,00*	1 851 410,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*3 706 390,00*	3 706 390,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**19 358 730,00**	***5 557 800,00***	**24 916 530,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**24 916 530,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)		524 155,00	*0,00*	524 155,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		1 040 400,00	*0,00*	1 040 400,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00	*40 000,00*	40 000,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324) (3)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		16 145,00	*0,00*	16 145,00
28	*Amortissement des immobilisations*			*1 851 410,00*	1 851 410,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*			*3 706 390,00*	3 706 390,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total		**1 580 700,00**	***5 597 800,00***	**7 178 500,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**1 100 000,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**8 278 500,00**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	8 200,00		8 200,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	2 017 645,00		2 017 645,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	7 410 000,00		7 410 000,00
731	Fiscalité locale	6 508 300,00		6 508 300,00
74	Dotations et participations (8)	4 736 387,00		4 736 387,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	149 750,00	*0,00*	149 750,00
76	Produits financiers	47,00	*0,00*	47,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*203 508,00*	203 508,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**20 830 329,00**	***203 508,00***	**21 033 837,00**

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
			+
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE			3 882 693,00
			=
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES			24 916 530,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**6 904 000,00**	**0,00**	**0,00**	**7 255 375,00**	**7 255 375,00**	**0,00**	**7 255 375,00**	**7 255 375,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (3)	5 123 211,00	0,00	0,00	5 511 867,00	5 511 867,00	0,00	5 511 867,00	5 511 867,00
Total des dépenses d'équipement		**5 123 211,00**	**0,00**	**0,00**	**5 511 867,00**	**5 511 867,00**	**0,00**	**5 511 867,00**	**5 511 867,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	5 400,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	1 400 000,00	0,00		1 350 000,00	1 350 000,00		1 350 000,00	1 350 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	150 000,00	0,00	0,00	150 000,00	150 000,00	0,00	150 000,00	150 000,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**1 555 400,00**	**0,00**	**0,00**	**1 500 000,00**	**1 500 000,00**	**0,00**	**1 500 000,00**	**1 500 000,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**6 678 611,00**	**0,00**	**0,00**	**7 011 867,00**	**7 011 867,00**	**0,00**	**7 011 867,00**	**7 011 867,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*189 389,00*			*203 508,00*	*203 508,00*		*203 508,00*	*203 508,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*36 000,00*			*40 000,00*	*40 000,00*		*40 000,00*	*40 000,00*
Total des dépenses d'ordre		**225 389,00**			**243 508,00**	**243 508,00**		**243 508,00**	**243 508,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (8)	**1 023 125,00**

Chapitre	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des dépenses d'investissement cumulées								**8 278 500,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(3) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — A

RECETTES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**6 449 656,00**	**0,00**	**7 178 500,00**	**7 178 500,00**	**7 178 500,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	520 600,00	0,00	1 040 400,00	1 040 400,00	1 040 400,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**520 600,00**	**0,00**	**1 040 400,00**	**1 040 400,00**	**1 040 400,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	675 363,00	0,00	524 155,00	524 155,00	524 155,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	18 200,00	0,00	16 145,00	16 145,00	16 145,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**693 563,00**	**0,00**	**540 300,00**	**540 300,00**	**540 300,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**1 214 163,00**	**0,00**	**1 580 700,00**	**1 580 700,00**	**1 580 700,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*3 448 200,00*		*3 706 390,00*	*3 706 390,00*	*3 706 390,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*1 751 293,00*		*1 851 410,00*	*1 851 410,00*	*1 851 410,00*
041	*Opérations patrimoniales (6)*	*36 000,00*		*40 000,00*	*40 000,00*	*40 000,00*
Total des recettes d'ordre		***5 235 493,00***		***5 597 800,00***	***5 597 800,00***	***5 597 800,00***

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (7)	**0,00**

Affectation au compte 1068 (8)	**1 100 000,00**

Chapitre	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
		I		II	III = I + II
Total des recettes d'investissement cumulées					**8 278 500,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(7) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(8) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	A1

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**6 904 000,00**	**0,00**	**0,00**	**7 255 375,00**	**7 255 375,00**	**0,00**	**7 255 375,00**	**7 255 375,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	5 123 211,00	0,00	0,00	5 511 867,00	5 511 867,00	0,00	5 511 867,00	5 511 867,00
Total des dépenses d'équipement		**5 123 211,00**	**0,00**	**0,00**	**5 511 867,00**	**5 511 867,00**	**0,00**	**5 511 867,00**	**5 511 867,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	5 400,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	5 400,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	1 400 000,00	0,00		1 350 000,00	1 350 000,00		1 350 000,00	1 350 000,00
1641	Emprunts en euros	1 400 000,00	0,00		1 350 000,00	1 350 000,00		1 350 000,00	1 350 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	150 000,00	0,00	0,00	150 000,00	150 000,00	0,00	150 000,00	150 000,00
2745	Avances remboursables	150 000,00	0,00		150 000,00	150 000,00	0,00	150 000,00	150 000,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des dépenses financières		**1 555 400,00**	**0,00**	**0,00**	**1 500 000,00**	**1 500 000,00**	**0,00**	**1 500 000,00**	**1 500 000,00**
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**6 678 611,00**	**0,00**	**0,00**	**7 011 867,00**	**7 011 867,00**	**0,00**	**7 011 867,00**	**7 011 867,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6)*	*189 389,00*			*203 508,00*	*203 508,00*		*203 508,00*	*203 508,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*189 389,00*			*203 508,00*	*203 508,00*		*203 508,00*	*203 508,00*
13911	*Subv. transf. Etat et établ. nationaux*	*31 047,00*			*37 986,00*	*37 986,00*		*37 986,00*	*37 986,00*
13912	*Subv. transf. Régions*	*41 225,00*			*41 222,00*	*41 222,00*		*41 222,00*	*41 222,00*
13913	*Subv. transf. Départements*	*64 525,00*			*64 525,00*	*64 525,00*		*64 525,00*	*64 525,00*
139141	*Subv. transf. Communes membres du GFP*	*2 853,00*			*2 853,00*	*2 853,00*		*2 853,00*	*2 853,00*
13916	*Subv. transf. Autres E.P.L.*	*13 357,00*			*14 856,00*	*14 856,00*		*14 856,00*	*14 856,00*
139172	*Subv. transf. FEDER*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
139178	*Autres fonds européens*	*14 562,00*			*14 562,00*	*14 562,00*		*14 562,00*	*14 562,00*
13918	*Autres subventions d'équipement transf.*	*21 820,00*			*27 504,00*	*27 504,00*		*27 504,00*	*27 504,00*
	Charges transférées (7)	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*36 000,00*			*40 000,00*	*40 000,00*		*40 000,00*	*40 000,00*
21828	*Autres matériels de transport*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2313	*Constructions*	*36 000,00*			*40 000,00*	*40 000,00*		*40 000,00*	*40 000,00*
Total des dépenses d'ordre		**225 389,00**			**243 508,00**	**243 508,00**		**243 508,00**	**243 508,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
1009	EQUIPEMENT DU SIEGE		1 256 996,64	0,00	26 074,00	26 074,00	0,00	26 074,00
1027	CENTRE AQUATIQUE INTERCOMMUNAL		23 938 143,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1101	ACCESSIBILITE DES BATIMENTS DE LA CCRG		78 481,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1102	EQUIPEMENTS DES GYMNASES		400 426,06	0,00	73 000,00	73 000,00	0,00	73 000,00
1105	EQUIPE TECHNIQUE		746 428,64	0,00	190 800,00	190 800,00	0,00	190 800,00
1206	PANNEAUX SIGNALETIQUES TOURISTIQUES		74 463,94	0,00	40 000,00	40 000,00	0,00	40 000,00
1402	NEUENBOURG		4 949 598,53	0,00	88 200,00	88 200,00	0,00	88 200,00
1502	EQUIPEMENTS PAYS D'ART ET D'HISTOIRE		119 449,25	0,00	6 750,00	6 750,00	0,00	6 750,00
1801	PLUI / HABITAT		1 602 226,07	0,00	634 000,00	634 000,00	0,00	634 000,00
2001	OMBRIERES PHOTOVOLTAIQUES		1 007 372,40	0,00	4 000,00	4 000,00	0,00	4 000,00
2002	SITE FIVES CELES LAUTENBACH		559,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2003	REAMENAGEMENT PARC NAUTILIA		68 777,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2004	AGENCEMENT OTI		76 922,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2201	TRAVAUX AIRE D ACTIVITE DU FLORIVAL		103 356,08	0,00	33 000,00	33 000,00	0,00	33 000,00
2202	INSTALLATIONS DE GESTION DES EAUX DE NAUTILIA		142 488,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2203	MAISONNETTES DE NOEL		99 902,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2401	TRAVAUX D AMENAGEMENTS NAUTILIA		0,00	0,00	23 600,00	23 600,00	0,00	23 600,00
2402	CONTRAT DE TERRITOIRE EAU CLIMAT		0,00	0,00	50 000,00	50 000,00	0,00	50 000,00
2501	NOUVELLES STRUCTURES MULTI ACCUEIL		0,00	0,00	150 000,00	150 000,00	0,00	150 000,00
2502	TRAVAUX TERRAINS FAMILIAUX - GDV		0,00	0,00	340 000,00	340 000,00	0,00	340 000,00
312	MISE EN PLACE DE 'POINTS BLEUS'		461 470,08	0,00	2 057,00	2 057,00	0,00	2 057,00
411	AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE		54 121,42	0,00	3 508 886,00	3 508 886,00	0,00	3 508 886,00
712	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT		1 607 051,03	0,00	253 000,00	253 000,00	0,00	253 000,00
814	TRAVAUX AIRE DE LOISIRS		491 097,88	0,00	21 000,00	21 000,00	0,00	21 000,00
822	TRAVAUX DANS LES STRUCTURES PETITE ENFANCE		909 773,74	0,00	67 500,00	67 500,00	0,00	67 500,00
TOTAL			**38 189 106,87**	**0,00**	**5 511 867,00**	**5 511 867,00**	**0,00**	**5 511 867,00**

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET Test encodage	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 1009
LIBELLE : EQUIPEMENT DU SIEGE
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**1 256 996,64**	**a 0,00**	**26 074,00**	**b 26 074,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**304 743,95**	**0,00**	**5 074,00**	**5 074,00**
2031	Frais d'études	22 162,80	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	389,45	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	282 191,70	0,00	5 074,00	5 074,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**952 252,69**	**0,00**	**21 000,00**	**21 000,00**
21351	Bâtiments publics	392 532,02	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	3 110,40	0,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	144 289,22	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	352 431,81	0,00	18 000,00	18 000,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	35 782,69	0,00	3 000,00	3 000,00
2188	Autres immobilisations corporelles	24 106,55	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**53 825,72**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**53 825,72**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	32 230,06	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	19 662,00	0,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	1 933,66	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-26 074,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET Test encodage	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 1027
LIBELLE : CENTRE AQUATIQUE INTERCOMMUNAL
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**23 938 143,20**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**2 696 254,23**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	2 690 322,07	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	5 932,16	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**122 234,38**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21838	Autre matériel informatique	4 662,38	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	117 572,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**21 119 654,59**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	20 877 578,72	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	242 075,87	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**18 152 269,37**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**2 300 677,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1312	Subv. transf. Régions	869 317,50	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	1 020 000,00	0,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	411 360,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**15 500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	15 500 000,00	0,00	0,00	0,00
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**351 591,87**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	109 516,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	242 075,87	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET Test encodage	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 1101
LIBELLE : ACCESSIBILITE DES BATIMENTS DE LA CCRG
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**78 481,41**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**78 481,41**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21351	Bâtiments publics	78 481,41	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**3 421,60**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**3 421,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1318	Autres subventions d'équipement transf.	3 421,60	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET Test encodage	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 1102
LIBELLE : EQUIPEMENTS DES GYMNASES
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**400 426,06**	**a 0,00**	**73 000,00**	**b 73 000,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**2 118,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	1 224,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	894,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**398 308,06**	**0,00**	**73 000,00**	**73 000,00**
21351	Bâtiments publics	375 287,11	0,00	70 000,00	70 000,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	5 365,21	0,00	3 000,00	3 000,00
21838	Autre matériel informatique	3 179,36	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	14 476,38	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**-73 000,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET Test encodage	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 1105
LIBELLE : EQUIPE TECHNIQUE
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**746 428,64**	**a 0,00**	**190 800,00**	**b 190 800,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**25 494,18**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2051	Concessions, droits similaires	25 494,18	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**720 934,46**	**0,00**	**190 800,00**	**190 800,00**
21351	Bâtiments publics	12 325,10	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	1 195,92	0,00	0,00	0,00
215731	Matériel roulant	156 394,33	0,00	0,00	0,00
215738	Autre matériel et outillage de voirie	6 456,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	318 302,70	0,00	18 800,00	18 800,00
21828	Autres matériels de transport	213 434,28	0,00	172 000,00	172 000,00
21838	Autre matériel informatique	12 143,45	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	682,68	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**75 934,26**	**c 0,00**	**1 600,00**	**d 1 600,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**75 934,26**	**0,00**	**1 600,00**	**1 600,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	22 415,04	0,00	0,00	0,00
1312	Subv. transf. Régions	0,00	0,00	1 600,00	1 600,00
1313	Subv. transf. Départements	300,00	0,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	53 219,22	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-189 200,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET Test encodage	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 1206
LIBELLE : PANNEAUX SIGNALETIQUES TOURISTIQUES
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**74 463,94**	**a 0,00**	**40 000,00**	**b 40 000,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**74 463,94**	**0,00**	**40 000,00**	**40 000,00**
2152	Installations de voirie	74 463,94	0,00	40 000,00	40 000,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**9 308,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**9 308,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1313	Subv. transf. Départements	9 308,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-40 000,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET Test encodage	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 1402
LIBELLE : NEUENBOURG
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**4 949 598,53**	**a 0,00**	**88 200,00**	**b 88 200,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**162 445,41**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	160 566,42	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	1 878,99	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**4 787 153,12**	**0,00**	**88 200,00**	**88 200,00**
21351	Bâtiments publics	4 747 660,51	0,00	66 000,00	66 000,00
21611	Biens sous-jacents	2 250,00	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	27 703,68	0,00	10 500,00	10 500,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	7 436,53	0,00	11 700,00	11 700,00
2188	Autres immobilisations corporelles	2 102,40	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**3 688 255,15**	**c 0,00**	**153 400,00**	**d 153 400,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**1 858 255,15**	**0,00**	**153 400,00**	**153 400,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	1 014 751,09	0,00	153 400,00	153 400,00
1312	Subv. transf. Régions	722 961,06	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	119 843,00	0,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	700,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**1 830 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	1 830 000,00	0,00	0,00	0,00
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	65 200,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET Test encodage	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 1502
LIBELLE : EQUIPEMENTS PAYS D'ART ET D'HISTOIRE
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**119 449,25**	**a 0,00**	**6 750,00**	**b 6 750,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**64 163,30**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2051	Concessions, droits similaires	64 163,30	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**55 285,95**	**0,00**	**6 750,00**	**6 750,00**
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	7 056,00	0,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	725,67	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	12 951,24	0,00	2 500,00	2 500,00
2188	Autres immobilisations corporelles	34 553,04	0,00	4 250,00	4 250,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**53 155,65**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**53 155,65**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	41 031,60	0,00	0,00	0,00
1312	Subv. transf. Régions	6 297,05	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	4 827,00	0,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	1 000,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-6 750,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET Test encodage	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 1801
LIBELLE : PLUI / HABITAT
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**1 602 226,07**	**a 0,00**	**634 000,00**	**b 634 000,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**1 114 712,34**	**0,00**	**437 000,00**	**437 000,00**
202	Frais réalisation documents urbanisme	1 114 712,34	0,00	437 000,00	437 000,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**487 513,73**	**0,00**	**197 000,00**	**197 000,00**
2041411	Subv. Cne GFP : Bien mobilier, matériel	424 749,76	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	62 763,97	0,00	197 000,00	197 000,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**339 017,04**	**c 0,00**	**217 400,00**	**d 217 400,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**339 017,04**	**0,00**	**217 400,00**	**217 400,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	149 550,40	0,00	175 900,00	175 900,00
1316	Subv. transf. Autres E.P.L.	189 466,64	0,00	41 500,00	41 500,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-416 600,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET Test encodage	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2001
LIBELLE : OMBRIERES PHOTOVOLTAIQUES
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**1 007 372,40**	**a 0,00**	**4 000,00**	**b 4 000,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**1 007 372,40**	**0,00**	**4 000,00**	**4 000,00**
2313	Constructions	981 572,40	0,00	4 000,00	4 000,00
238	Avances commandes immo corporelles	25 800,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**63 218,10**	**c 0,00**	**414 000,00**	**d 414 000,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**62 450,10**	**0,00**	**414 000,00**	**414 000,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	62 450,10	0,00	145 000,00	145 000,00
1312	Subv. transf. Régions	0,00	0,00	45 000,00	45 000,00
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	224 000,00	224 000,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**768,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	768,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	410 000,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET Test encodage	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2002
LIBELLE : SITE FIVES CELES LAUTENBACH
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**559,63**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**559,63**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	559,63	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**5 400,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**5 400,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	5 400,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET Test encodage	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2003
LIBELLE : REAMENAGEMENT PARC NAUTILIA
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**68 777,33**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**68 777,33**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2128	Autres agencements et aménagements	57 389,67	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	11 387,66	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**4 544,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**4 544,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1313	Subv. transf. Départements	4 544,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET Test encodage	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2004
LIBELLE : AGENCEMENT OTI
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**76 922,76**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**20 700,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20415342	IC : Bâtiments, installations	20 700,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**56 222,76**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21838	Autre matériel informatique	12 599,38	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	24 629,18	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	18 994,20	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**61 718,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**61 718,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1312	Subv. transf. Régions	35 000,00	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	26 718,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET Test encodage	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2201
LIBELLE : TRAVAUX AIRE D ACTIVITE DU FLORIVAL
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**103 356,08**	**a 0,00**	**33 000,00**	**b 33 000,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**103 356,08**	**0,00**	**33 000,00**	**33 000,00**
215738	Autre matériel et outillage de voirie	103 356,08	0,00	33 000,00	33 000,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**47 763,64**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**40 563,64**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	10 408,21	0,00	0,00	0,00
1312	Subv. transf. Régions	12 948,43	0,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	17 207,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**7 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
215738	Autre matériel et outillage de voirie	7 200,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-33 000,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET Test encodage	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2202
LIBELLE : INSTALLATIONS DE GESTION DES EAUX DE NAUTILIA
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**142 488,38**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**142 488,38**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21351	Bâtiments publics	142 488,38	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**116 880,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**116 880,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1318	Autres subventions d'équipement transf.	116 880,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET Test encodage	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2203
LIBELLE : MAISONNETTES DE NOEL
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**99 902,40**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**99 902,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2138	Autres constructions	88 920,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	10 982,40	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**0,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET Test encodage	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2401
LIBELLE : TRAVAUX D AMENAGEMENTS NAUTILIA
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**23 600,00**	**b 23 600,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**9 600,00**	**9 600,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	9 600,00	9 600,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**14 000,00**	**14 000,00**
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	14 000,00	14 000,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-23 600,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET Test encodage	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2402
LIBELLE : CONTRAT DE TERRITOIRE EAU CLIMAT
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**50 000,00**	**b 50 000,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**25 000,00**	**25 000,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	25 000,00	25 000,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**25 000,00**	**25 000,00**
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	25 000,00	25 000,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-50 000,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET Test encodage	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2501
LIBELLE : NOUVELLES STRUCTURES MULTI ACCUEIL
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**150 000,00**	**b 150 000,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**150 000,00**	**150 000,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	150 000,00	150 000,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-150 000,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET Test encodage	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2502
LIBELLE : TRAVAUX TERRAINS FAMILIAUX - GDV
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**340 000,00**	**b 340 000,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**40 000,00**	**40 000,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	40 000,00	40 000,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**300 000,00**	**300 000,00**
2313	Constructions	0,00	0,00	300 000,00	300 000,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**98 000,00**	**d 98 000,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**98 000,00**	**98 000,00**
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	98 000,00	98 000,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-242 000,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET Test encodage	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 312
LIBELLE : MISE EN PLACE DE 'POINTS BLEUS'
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**461 470,08**	**a 0,00**	**2 057,00**	**b 2 057,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**2 032,32**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2033	Frais d'insertion	2 032,32	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**9 606,37**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2111	Terrains nus	7 887,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	1 719,37	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**449 831,39**	**0,00**	**2 057,00**	**2 057,00**
2312	Agencements et aménagements de terrains	13 233,91	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	436 597,48	0,00	2 057,00	2 057,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**261 906,83**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**101 111,23**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	12 818,23	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	84 411,00	0,00	0,00	0,00
13241	Subv. non transf. Commune membre du GFP	3 882,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**160 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	160 000,00	0,00	0,00	0,00
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**795,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	795,60	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-2 057,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET Test encodage	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 411
LIBELLE : AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**54 121,42**	**a 0,00**	**3 508 886,00**	**b 3 508 886,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**17 372,12**	**0,00**	**127 000,00**	**127 000,00**
2031	Frais d'études	12 091,56	0,00	126 000,00	126 000,00
2033	Frais d'insertion	5 280,56	0,00	1 000,00	1 000,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**287,63**	**0,00**	**180 000,00**	**180 000,00**
2111	Terrains nus	287,63	0,00	180 000,00	180 000,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**36 461,67**	**0,00**	**3 201 886,00**	**3 201 886,00**
2313	Constructions	36 461,67	0,00	3 201 886,00	3 201 886,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-3 508 886,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET Test encodage	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 712
LIBELLE : SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**1 607 051,03**	**a 0,00**	**253 000,00**	**b 253 000,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**1 607 051,03**	**0,00**	**253 000,00**	**253 000,00**
204132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	49 753,76	0,00	10 000,00	10 000,00
2041411	Subv. Cne GFP : Bien mobilier, matériel	15 000,00	0,00	0,00	0,00
2041412	Subv. Cne GFP : Bâtiments, installations	1 120 804,31	0,00	195 000,00	195 000,00
2041512	Subv. Grpt : Bâtiments, installations	344 992,96	0,00	20 000,00	20 000,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	76 500,00	0,00	28 000,00	28 000,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**6 033,18**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**6 033,18**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13141	Subv. transf. Communes membres du GFP	6 033,18	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-253 000,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET Test encodage	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 814
LIBELLE : TRAVAUX AIRE DE LOISIRS
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**491 097,88**	**a 0,00**	**21 000,00**	**b 21 000,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**232 189,53**	**0,00**	**12 300,00**	**12 300,00**
2128	Autres agencements et aménagements	143 988,96	0,00	0,00	0,00
2181	Install. générales, agencements	11 590,19	0,00	12 300,00	12 300,00
2188	Autres immobilisations corporelles	76 610,38	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**258 908,35**	**0,00**	**8 700,00**	**8 700,00**
2312	Agencements et aménagements de terrains	258 908,35	0,00	8 700,00	8 700,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**13 388,00**	**c 0,00**	**146 000,00**	**d 146 000,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**13 388,00**	**0,00**	**146 000,00**	**146 000,00**
1312	Subv. transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	13 388,00	0,00	47 000,00	47 000,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	99 000,00	99 000,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	125 000,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET Test encodage	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 822
LIBELLE : TRAVAUX DANS LES STRUCTURES PETITE ENFANCE
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**909 773,74**	**a 0,00**	**67 500,00**	**b 67 500,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**919,35**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2033	Frais d'insertion	919,35	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**902 587,99**	**0,00**	**67 500,00**	**67 500,00**
21351	Bâtiments publics	93 031,46	0,00	22 500,00	22 500,00
2138	Autres constructions	8 692,00	0,00	0,00	0,00
21735	Installations générales (mise à dispo)	339 660,51	0,00	11 000,00	11 000,00
21838	Autre matériel informatique	16 902,07	0,00	15 000,00	15 000,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	292 690,28	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	151 611,67	0,00	19 000,00	19 000,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**6 266,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2315	Install., matériel et outill. technique	6 266,40	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**194 312,37**	**c 0,00**	**10 000,00**	**d 10 000,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**194 312,37**	**0,00**	**10 000,00**	**10 000,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	11 433,36	0,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	182 879,01	0,00	10 000,00	10 000,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-57 500,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**6 449 656,00**	**0,00**	**7 178 500,00**	**7 178 500,00**	**7 178 500,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	520 600,00	0,00	1 040 400,00	1 040 400,00	1 040 400,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	251 900,00	0,00	474 300,00	474 300,00	474 300,00
1312	Subv. transf. Régions	102 500,00	0,00	46 600,00	46 600,00	46 600,00
1313	Subv. transf. Départements	33 000,00	0,00	369 000,00	369 000,00	369 000,00
13141	Subv. transf. Communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1316	Subv. transf. Autres E.P.L.	28 500,00	0,00	41 500,00	41 500,00	41 500,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	104 700,00	0,00	109 000,00	109 000,00	109 000,00
13241	Subv. non transf. Commune membre du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215738	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**520 600,00**	**0,00**	**1 040 400,00**	**1 040 400,00**	**1 040 400,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	675 363,00	0,00	524 155,00	524 155,00	524 155,00
10222	FCTVA	675 363,00	0,00	524 155,00	524 155,00	524 155,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	18 200,00	0,00	16 145,00	16 145,00	16 145,00
2745	Avances remboursables	18 200,00	0,00	16 145,00	16 145,00	16 145,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**693 563,00**	**0,00**	**540 300,00**	**540 300,00**	**540 300,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des recettes réelles		**1 214 163,00**	**0,00**	**1 580 700,00**	**1 580 700,00**	**1 580 700,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*3 448 200,00*		*3 706 390,00*	*3 706 390,00*	*3 706 390,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*1 751 293,00*		*1 851 410,00*	*1 851 410,00*	*1 851 410,00*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
21828	*Autres matériels de transport*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2802	*Frais liés à la réalisation de document*	*3 505,00*		*3 645,00*	*3 645,00*	*3 645,00*
28031	*Frais d'études*	*17 322,00*		*14 623,00*	*14 623,00*	*14 623,00*
28033	*Frais d'insertion*	*1 401,00*		*1 401,00*	*1 401,00*	*1 401,00*
2804122	*Subv. Régions : Bâtiments, installations*	*218 524,00*		*224 078,00*	*224 078,00*	*224 078,00*
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	*1 335,00*		*3 498,00*	*3 498,00*	*3 498,00*
28041411	*Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel*	*34 116,00*		*34 116,00*	*34 116,00*	*34 116,00*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*81 026,00*		*83 307,00*	*83 307,00*	*83 307,00*
28041512	*Subv. Grpt : Bâtiments, installations*	*26 305,00*		*22 200,00*	*22 200,00*	*22 200,00*
280415342	*IC : Bâtiments, installations*	*1 380,00*		*1 380,00*	*1 380,00*	*1 380,00*
28041582	*Autres grpts - Bâtiments et installat°*	*3 645,00*		*2 187,00*	*2 187,00*	*2 187,00*
2804183	*Autres org pub-Proj infrastruct int nat.*	*956,00*		*956,00*	*956,00*	*956,00*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*6 530,00*		*9 641,00*	*9 641,00*	*9 641,00*
2804412	*Sub nat org pub - Bât. et installations*	*154,00*		*157,00*	*157,00*	*157,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*34 769,00*		*30 899,00*	*30 899,00*	*30 899,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*13 823,00*		*22 453,00*	*22 453,00*	*22 453,00*
281314	*Bâtiments culturels et sportifs*	*0,00*		*107 905,00*	*107 905,00*	*107 905,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*822 088,00*		*709 986,00*	*709 986,00*	*709 986,00*
281351	*Bâtiments publics*	*222 887,00*		*249 229,00*	*249 229,00*	*249 229,00*
28138	*Autres constructions*	*25 460,00*		*80 750,00*	*80 750,00*	*80 750,00*
28151	*Réseaux de voirie*	*21,00*		*21,00*	*21,00*	*21,00*
28152	*Installations de voirie*	*29 387,00*		*47 718,00*	*47 718,00*	*47 718,00*
281531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*136,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2815731	*Matériel roulant*	*19 549,00*		*19 549,00*	*19 549,00*	*19 549,00*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*7 149,00*		*7 962,00*	*7 962,00*	*7 962,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*48 492,00*		*41 952,00*	*41 952,00*	*41 952,00*
281728	*Autres agencements (m. à dispo)*	*0,00*		*216,00*	*216,00*	*216,00*
2817315	*Centres d'incendie et de secours*	*0,00*		*53,00*	*53,00*	*53,00*
281735	*Installations générales (m. à dispo)*	*12 834,00*		*14 469,00*	*14 469,00*	*14 469,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*0,00*		*911,00*	*911,00*	*911,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*31 959,00*		*22 083,00*	*22 083,00*	*22 083,00*
281831	*Matériel informatique scolaire*	*947,00*		*1 574,00*	*1 574,00*	*1 574,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*31 707,00*		*30 012,00*	*30 012,00*	*30 012,00*
281841	*Matériel de bureau et mobilier scolaire*	*0,00*		*136,00*	*136,00*	*136,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*22 884,00*		*22 383,00*	*22 383,00*	*22 383,00*
28185	*Matériel de téléphonie*	*0,00*		*4 529,00*	*4 529,00*	*4 529,00*

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
28188	*Autres immo. corporelles*	*31 002,00*		*35 431,00*	*35 431,00*	*35 431,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*36 000,00*		*40 000,00*	*40 000,00*	*40 000,00*
2031	*Frais d'études*	*5 000,00*		*20 000,00*	*20 000,00*	*20 000,00*
2033	*Frais d'insertion*	*5 000,00*		*20 000,00*	*20 000,00*	*20 000,00*
238	*Avances commandes immo corporelles*	*26 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***5 235 493,00***		***5 597 800,00***	***5 597 800,00***	***5 597 800,00***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(5) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(7) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — B

DEPENSES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**24 574 100,00**	**0,00**	**0,00**	**24 916 530,00**	**24 916 530,00**	**0,00**	**24 916 530,00**	**24 916 530,00**
011	Charges à caractère général (3)	3 328 422,00	0,00	0,00	3 285 249,00	3 285 249,00	0,00	3 285 249,00	3 285 249,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	4 452 518,00	0,00		4 482 077,00	4 482 077,00		4 482 077,00	4 482 077,00
014	Atténuations de produits	7 598 000,00	0,00		7 541 000,00	7 541 000,00		7 541 000,00	7 541 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	3 541 647,00	0,00	0,00	3 629 904,00	3 629 904,00	0,00	3 629 904,00	3 629 904,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**18 920 587,00**	**0,00**	**0,00**	**18 938 230,00**	**18 938 230,00**	**0,00**	**18 938 230,00**	**18 938 230,00**
66	Charges financières	435 520,00	0,00		405 000,00	405 000,00		405 000,00	405 000,00
67	Charges spécifiques (3)	18 400,00	0,00		15 500,00	15 500,00		15 500,00	15 500,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	100,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**454 020,00**	**0,00**	**0,00**	**420 500,00**	**420 500,00**		**420 500,00**	**420 500,00**
Total des dépenses réelles		**19 374 607,00**	**0,00**	**0,00**	**19 358 730,00**	**19 358 730,00**	**0,00**	**19 358 730,00**	**19 358 730,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*3 448 200,00*			*3 706 390,00*	*3 706 390,00*		*3 706 390,00*	*3 706 390,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*1 751 293,00*			*1 851 410,00*	*1 851 410,00*		*1 851 410,00*	*1 851 410,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**5 199 493,00**			**5 557 800,00**	**5 557 800,00**		**5 557 800,00**	**5 557 800,00**

D002 Résultat reporté ou anticipé (5)	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**24 916 530,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — B

RECETTES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**20 935 944,00**	**0,00**	**21 033 837,00**	**21 033 837,00**	**21 033 837,00**
013	Atténuations de charges (2)	12 000,00	0,00	8 200,00	8 200,00	8 200,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	2 016 150,00	0,00	2 017 645,00	2 017 645,00	2 017 645,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	7 290 000,00	0,00	7 410 000,00	7 410 000,00	7 410 000,00
731	Fiscalité locale	6 151 900,00	0,00	6 508 300,00	6 508 300,00	6 508 300,00
74	Dotations et participations (2)	4 778 422,00	0,00	4 736 387,00	4 736 387,00	4 736 387,00
75	Autres produits de gestion courante (2)	484 050,00	0,00	149 750,00	149 750,00	149 750,00
Total des recettes de gestion des services		**20 732 522,00**	**0,00**	**20 830 282,00**	**20 830 282,00**	**20 830 282,00**
76	Produits financiers	33,00	0,00	47,00	47,00	47,00
77	Produits spécifiques (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (2)	14 000,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**14 033,00**	**0,00**	**47,00**	**47,00**	**47,00**
Total des recettes réelles		**20 746 555,00**	**0,00**	**20 830 329,00**	**20 830 329,00**	**20 830 329,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*189 389,00*		*203 508,00*	*203 508,00*	*203 508,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**189 389,00**		**203 508,00**	**203 508,00**	**203 508,00**

R002 Résultat reporté ou anticipé (7)	**3 882 693,00**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**24 916 530,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(4) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**24 574 100,00**	**0,00**	**0,00**	**24 916 530,00**	**24 916 530,00**	**0,00**	**24 916 530,00**	**24 916 530,00**
011	Charges à caractère général (4)	3 328 422,00	0,00	0,00	3 285 249,00	3 285 249,00	0,00	3 285 249,00	3 285 249,00
60611	Eau et assainissement	13 300,00	0,00		13 650,00	13 650,00	0,00	13 650,00	13 650,00
60612	Energie - Electricité	156 300,00	0,00		157 300,00	157 300,00	0,00	157 300,00	157 300,00
60613	Chauffage urbain	285 811,00	0,00		190 920,00	190 920,00	0,00	190 920,00	190 920,00
60622	Carburants	27 000,00	0,00		25 500,00	25 500,00	0,00	25 500,00	25 500,00
60623	Alimentation	25 660,00	0,00		28 180,00	28 180,00	0,00	28 180,00	28 180,00
60631	Fournitures d'entretien	14 100,00	0,00		14 350,00	14 350,00	0,00	14 350,00	14 350,00
60632	Fournitures de petit équipement	71 610,00	0,00		77 700,00	77 700,00	0,00	77 700,00	77 700,00
60633	Fournitures de voirie	7 000,00	0,00		7 000,00	7 000,00	0,00	7 000,00	7 000,00
60636	Habillement et vêtements de travail	21 300,00	0,00		22 400,00	22 400,00	0,00	22 400,00	22 400,00
6064	Fournitures administratives	23 560,00	0,00		25 650,00	25 650,00	0,00	25 650,00	25 650,00
6068	Autres matières et fournitures	7 700,00	0,00		8 200,00	8 200,00	0,00	8 200,00	8 200,00
611	Contrats de prestations de services	918 050,00	0,00		893 740,00	893 740,00	0,00	893 740,00	893 740,00
6132	Locations immobilières	450,00	0,00		451,00	451,00	0,00	451,00	451,00
61351	Matériel roulant	500,00	0,00		3 000,00	3 000,00	0,00	3 000,00	3 000,00
61358	Autres	69 950,00	0,00		59 750,00	59 750,00	0,00	59 750,00	59 750,00
61521	Entretien terrains	21 150,00	0,00		11 450,00	11 450,00	0,00	11 450,00	11 450,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	70 000,00	0,00		95 900,00	95 900,00	0,00	95 900,00	95 900,00
615231	Entretien, réparations voiries	74 000,00	0,00		80 000,00	80 000,00	0,00	80 000,00	80 000,00
61551	Entretien matériel roulant	28 000,00	0,00		27 500,00	27 500,00	0,00	27 500,00	27 500,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	5 950,00	0,00		8 013,00	8 013,00	0,00	8 013,00	8 013,00
6156	Maintenance	218 102,00	0,00		223 220,00	223 220,00	0,00	223 220,00	223 220,00
6161	Multirisques	33 465,00	0,00		50 422,00	50 422,00	0,00	50 422,00	50 422,00
6168	Autres primes d'assurance	5 600,00	0,00		17 350,00	17 350,00	0,00	17 350,00	17 350,00
617	Etudes et recherches	59 708,00	0,00		107 000,00	107 000,00	0,00	107 000,00	107 000,00
6182	Documentation générale et technique	20 370,00	0,00		21 705,00	21 705,00	0,00	21 705,00	21 705,00
6184	Versements à des organismes de formation	35 350,00	0,00		23 150,00	23 150,00	0,00	23 150,00	23 150,00
6188	Autres frais divers	154 000,00	0,00		154 000,00	154 000,00	0,00	154 000,00	154 000,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	730,00	0,00		840,00	840,00	0,00	840,00	840,00
62268	Autres honoraires, conseils	107 900,00	0,00		137 200,00	137 200,00	0,00	137 200,00	137 200,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	6 000,00	0,00		5 000,00	5 000,00	0,00	5 000,00	5 000,00
6228	Divers	17 500,00	0,00		15 700,00	15 700,00	0,00	15 700,00	15 700,00
6231	Annonces et insertions	27 800,00	0,00		31 600,00	31 600,00	0,00	31 600,00	31 600,00
6232	Fêtes et cérémonies	900,00	0,00		750,00	750,00	0,00	750,00	750,00
6233	Foires et expositions	26 500,00	0,00		28 500,00	28 500,00	0,00	28 500,00	28 500,00
6234	Réceptions	10 000,00	0,00		13 400,00	13 400,00	0,00	13 400,00	13 400,00
6236	Catalogues et imprimés	67 792,00	0,00		65 328,00	65 328,00	0,00	65 328,00	65 328,00
6237	Publications	4 900,00	0,00		6 100,00	6 100,00	0,00	6 100,00	6 100,00
6238	Divers	10 074,00	0,00		9 590,00	9 590,00	0,00	9 590,00	9 590,00
6241	Transports de biens	2 100,00	0,00		2 000,00	2 000,00	0,00	2 000,00	2 000,00
6245	Transports de personnes extérieures	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	210 300,00	0,00		145 690,00	145 690,00	0,00	145 690,00	145 690,00
6251	Voyages, déplacements et missions	6 850,00	0,00		10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00
6261	Frais d'affranchissement	13 000,00	0,00		10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00
6262	Frais de télécommunications	50 160,00	0,00		52 560,00	52 560,00	0,00	52 560,00	52 560,00
627	Services bancaires et assimilés	1 230,00	0,00		590,00	590,00	0,00	590,00	590,00
6281	Concours divers (cotisations)	3 750,00	0,00		10 250,00	10 250,00	0,00	10 250,00	10 250,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	44 900,00	0,00		42 500,00	42 500,00	0,00	42 500,00	42 500,00
6284	Redevances pour services rendus	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628722	Remb. frais aux régies avec ps.morale	70 000,00	0,00		70 000,00	70 000,00	0,00	70 000,00	70 000,00
62878	Remb. frais à des tiers	22 700,00	0,00		23 600,00	23 600,00	0,00	23 600,00	23 600,00
6288	Autres services extérieurs	2 000,00	0,00		2 500,00	2 500,00	0,00	2 500,00	2 500,00
63512	Taxes foncières	30 050,00	0,00		30 750,00	30 750,00	0,00	30 750,00	30 750,00
6358	Autres droits	1 500,00	0,00		1 500,00	1 500,00	0,00	1 500,00	1 500,00
6378	Autres impôts taxes et versements assim.	221 800,00	0,00		221 800,00	221 800,00	0,00	221 800,00	221 800,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4) (5)	4 452 518,00	0,00		4 482 077,00	4 482 077,00		4 482 077,00	4 482 077,00
62121	Personnel aff. BA/régies sans ps.morale	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6215	Personnel affecté par la commune du GFP	25 700,00	0,00		26 200,00	26 200,00		26 200,00	26 200,00
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	12 520,00	0,00		13 390,00	13 390,00		13 390,00	13 390,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	52 490,00	0,00		55 660,00	55 660,00		55 660,00	55 660,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	7 710,00	0,00		8 150,00	8 150,00		8 150,00	8 150,00
64111	Rémunération principale titulaires	1 528 750,00	0,00		1 588 550,00	1 588 550,00		1 588 550,00	1 588 550,00
64112	SFT, indemnité de résidence	19 780,00	0,00		23 350,00	23 350,00		23 350,00	23 350,00
64113	NBI	17 900,00	0,00		16 300,00	16 300,00		16 300,00	16 300,00
64118	Autres indemnités	521 150,00	0,00		564 510,00	564 510,00		564 510,00	564 510,00
64131	Rémunérations	727 200,00	0,00		610 200,00	610 200,00		610 200,00	610 200,00
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00		1 040,00	1 040,00		1 040,00	1 040,00
64136	Indemnités liées à la perte d'emploi	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64138	Primes et autres indemnités	112 000,00	0,00		94 550,00	94 550,00		94 550,00	94 550,00
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0,00	0,00		15 600,00	15 600,00		15 600,00	15 600,00
6417	Rémunérations des apprentis	15 050,00	0,00		10 000,00	10 000,00		10 000,00	10 000,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	522 900,00	0,00		518 900,00	518 900,00		518 900,00	518 900,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	487 800,00	0,00		546 550,00	546 550,00		546 550,00	546 550,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	23 150,00	0,00		19 550,00	19 550,00		19 550,00	19 550,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	85 250,00	0,00		95 700,00	95 700,00		95 700,00	95 700,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	11 275,00	0,00		11 175,00	11 175,00		11 175,00	11 175,00
6457	Cotis. sociales liées à l'apprentissage	100,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	6 450,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	16 500,00	0,00		8 000,00	8 000,00		8 000,00	8 000,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	21 163,00	0,00		21 662,00	21 662,00		21 662,00	21 662,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	13 780,00	0,00		14 120,00	14 120,00		14 120,00	14 120,00
6478	Autres charges sociales diverses	72 700,00	0,00		67 720,00	67 720,00		67 720,00	67 720,00
6488	Autres	151 200,00	0,00		151 200,00	151 200,00		151 200,00	151 200,00
014	Atténuations de produits	7 598 000,00	0,00		7 541 000,00	7 541 000,00		7 541 000,00	7 541 000,00
7391118	Autres restit. dégrèv./contrib. directes	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
739211	Attribution de compensation	7 356 000,00	0,00		7 356 000,00	7 356 000,00		7 356 000,00	7 356 000,00
7392221	Fonds péréquation ress. com. et intercom	130 000,00	0,00		120 000,00	120 000,00		120 000,00	120 000,00
73951	Fraction compensatoire TFPB et THRP	47 500,00	0,00		50 000,00	50 000,00		50 000,00	50 000,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
73952	Fraction compensatoire de la CVAE	14 500,00	0,00		15 000,00	15 000,00		15 000,00	15 000,00
7398	Revers., restitutions et prél. divers	50 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (4)	3 541 647,00	0,00	0,00	3 629 904,00	3 629 904,00	0,00	3 629 904,00	3 629 904,00
65311	Indemnités de fonction	94 000,00	0,00		94 000,00	94 000,00	0,00	94 000,00	94 000,00
65312	Frais de mission et de déplacement	1 000,00	0,00		2 000,00	2 000,00	0,00	2 000,00	2 000,00
65313	Cotisations de retraite	9 200,00	0,00		9 200,00	9 200,00	0,00	9 200,00	9 200,00
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	27 500,00	0,00		27 500,00	27 500,00	0,00	27 500,00	27 500,00
65315	Formation	6 855,00	0,00		9 235,00	9 235,00	0,00	9 235,00	9 235,00
65316	Frais de représentation du maire	4 000,00	0,00		4 000,00	4 000,00	0,00	4 000,00	4 000,00
653172	Cotis.fonds financ.allocation fin mandat	225,00	0,00		250,00	250,00	0,00	250,00	250,00
6541	Créances admises en non-valeur	5 000,00	0,00		15 000,00	15 000,00	0,00	15 000,00	15 000,00
65568	Autres contributions	242 000,00	0,00		247 000,00	247 000,00	0,00	247 000,00	247 000,00
65574	Contrib.au titre de la politique habitat	14 000,00	0,00		17 300,00	17 300,00	0,00	17 300,00	17 300,00
657341	Subv. fonct. communes membres du GFP	15 000,00	0,00		15 000,00	15 000,00	0,00	15 000,00	15 000,00
657358	Subv. fonct. autres groupements	244 500,00	0,00		239 500,00	239 500,00	0,00	239 500,00	239 500,00
65736221	Subv. BA/régie indus.com. sans ps.morale	638 923,00	0,00		655 809,00	655 809,00	0,00	655 809,00	655 809,00
65736222	Subv. régie indus. com. avec ps.morale	1 174 000,00	0,00		1 174 000,00	1 174 000,00	0,00	1 174 000,00	1 174 000,00
657381	Subv. fonct. autres EPL	100 000,00	0,00		102 000,00	102 000,00	0,00	102 000,00	102 000,00
657382	Subv. fonct. organismes publics divers	5 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	931 943,00	0,00		989 509,00	989 509,00	0,00	989 509,00	989 509,00
65818	Autres	27 850,00	0,00		28 500,00	28 500,00	0,00	28 500,00	28 500,00
65888	Autres	151,00	0,00		101,00	101,00	0,00	101,00	101,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**18 920 587,00**	**0,00**	**0,00**	**18 938 230,00**	**18 938 230,00**	**0,00**	**18 938 230,00**	**18 938 230,00**
66	Charges financières	435 520,00	0,00		405 000,00	405 000,00		405 000,00	405 000,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	430 520,00	0,00		400 000,00	400 000,00		400 000,00	400 000,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	5 000,00	0,00		5 000,00	5 000,00		5 000,00	5 000,00
67	Charges spécifiques (4)	18 400,00	0,00		15 500,00	15 500,00		15 500,00	15 500,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	18 400,00	0,00		15 500,00	15 500,00		15 500,00	15 500,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	100,00			0,00	0,00		0,00	0,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	100,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**454 020,00**	**0,00**	**0,00**	**420 500,00**	**420 500,00**		**420 500,00**	**420 500,00**
Total des dépenses réelles		**19 374 607,00**	**0,00**	**0,00**	**19 358 730,00**	**19 358 730,00**	**0,00**	**19 358 730,00**	**19 358 730,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*3 448 200,00*			*3 706 390,00*	*3 706 390,00*		*3 706 390,00*	*3 706 390,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*1 751 293,00*			*1 851 410,00*	*1 851 410,00*		*1 851 410,00*	*1 851 410,00*
675	*Valeurs comptables immobilisations cédée*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	*1 751 293,00*			*1 851 410,00*	*1 851 410,00*		*1 851 410,00*	*1 851 410,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7) (9)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**5 199 493,00**			**5 557 800,00**	**5 557 800,00**		**5 557 800,00**	**5 557 800,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	5 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — B2

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**20 935 944,00**	**0,00**	**21 033 837,00**	**21 033 837,00**	**21 033 837,00**
013	Atténuations de charges (3)	12 000,00	0,00	8 200,00	8 200,00	8 200,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	12 000,00	0,00	8 200,00	8 200,00	8 200,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	2 016 150,00	0,00	2 017 645,00	2 017 645,00	2 017 645,00
7035	Locations de droits de chasse et pêche	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7065	Droits port et navigation (hors location	25 000,00	0,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00
7067	Redev. services périscolaires et enseign	409 000,00	0,00	425 000,00	425 000,00	425 000,00
706888	Autres	5 400,00	0,00	7 000,00	7 000,00	7 000,00
708421	Mise dispo pers. BA/régie sans ps.morale	200 100,00	0,00	228 900,00	228 900,00	228 900,00
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	429 350,00	0,00	400 000,00	400 000,00	400 000,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	284 750,00	0,00	221 500,00	221 500,00	221 500,00
708721	Remb. frais par BA/régie sans ps.morale	206 000,00	0,00	206 400,00	206 400,00	206 400,00
708722	Remb. frais par régie avec ps.morale	15 000,00	0,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00
70874	Remb. frais par la CDE	0,00	0,00	1 000,00	1 000,00	1 000,00
70875	Remb. frais par les communes du GFP	18 550,00	0,00	18 115,00	18 115,00	18 115,00
70878	Remb. frais par des tiers	423 000,00	0,00	479 730,00	479 730,00	479 730,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	7 290 000,00	0,00	7 410 000,00	7 410 000,00	7 410 000,00
73211	Attribution de compensation	3 100,00	0,00	3 100,00	3 100,00	3 100,00
73221	FNGIR	57 300,00	0,00	57 300,00	57 300,00	57 300,00
7351	Fract° compens. TFPB, taxe rés. princi.	5 550 000,00	0,00	5 670 000,00	5 670 000,00	5 670 000,00
7352	Fraction compensatoire de la CVAE	1 679 600,00	0,00	1 679 600,00	1 679 600,00	1 679 600,00
731	Fiscalité locale	6 151 900,00	0,00	6 508 300,00	6 508 300,00	6 508 300,00
73111	Impôts directs locaux	5 142 800,00	0,00	5 497 000,00	5 497 000,00	5 497 000,00
73113	Taxe sur les surfaces commerciales	417 900,00	0,00	417 900,00	417 900,00	417 900,00
73114	Imposition forf. sur entrep. réseaux	249 200,00	0,00	249 400,00	249 400,00	249 400,00
73118	Autres contributions directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73136	Taxe gest° milieux aqua, prévent° inond	100 000,00	0,00	102 000,00	102 000,00	102 000,00
731721	Taxe de séjour	242 000,00	0,00	242 000,00	242 000,00	242 000,00
74	Dotations et participations (3)	4 778 422,00	0,00	4 736 387,00	4 736 387,00	4 736 387,00

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
741124	Dotation d'intercommunalité des EPCI	482 070,00	0,00	482 000,00	482 000,00	482 000,00
741126	Dotation de compensation des EPCI	2 255 348,00	0,00	2 205 000,00	2 205 000,00	2 205 000,00
744	FCTVA	9 064,00	0,00	6 000,00	6 000,00	6 000,00
74718	Autres participations Etat	55 701,00	0,00	48 585,00	48 585,00	48 585,00
7472	Participation régions	19 000,00	0,00	15 350,00	15 350,00	15 350,00
7473	Participation départements	20 900,00	0,00	28 070,00	28 070,00	28 070,00
747888	Autres	323 639,00	0,00	338 682,00	338 682,00	338 682,00
748311	Compens. pertes bases imposition CET	1 514 300,00	0,00	1 514 300,00	1 514 300,00	1 514 300,00
748312	D.C.R.T.P.	20 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00
74832	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74833	Etat-Compens.exonération taxes foncières	78 400,00	0,00	78 400,00	78 400,00	78 400,00
74836	Attrib. fonds départ. péréquat. de la TP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	484 050,00	0,00	149 750,00	149 750,00	149 750,00
752	Revenus des immeubles	93 850,00	0,00	96 550,00	96 550,00	96 550,00
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7584	Recouvr./créances admises en non valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	390 200,00	0,00	53 200,00	53 200,00	53 200,00
Total des recettes de gestion des services		**20 732 522,00**	**0,00**	**20 830 282,00**	**20 830 282,00**	**20 830 282,00**
76	Produits financiers	33,00	0,00	47,00	47,00	47,00
7688	Autres	33,00	0,00	47,00	47,00	47,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	14 000,00		0,00	0,00	0,00
7815	Rep. prov. charges fonctionnt courant	14 000,00		0,00	0,00	0,00
7817	Rep. prov. dépréc. actifs circulants	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**20 746 555,00**	**0,00**	**20 830 329,00**	**20 830 329,00**	**20 830 329,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*189 389,00*		*203 508,00*	*203 508,00*	*203 508,00*
777	*Rec... subv inv transférées cpte résult*	*189 389,00*		*203 508,00*	*203 508,00*	*203 508,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4) (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**189 389,00**		**203 508,00**	**203 508,00**	**203 508,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (8)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00

Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043)*.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**1 350 000,00**	**26 074,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**417 350,00**	**67 500,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 350 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	5 074,00	0,00	0,00	0,00	9 600,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	21 000,00	0,00	0,00	0,00	385 050,00	67 500,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 700,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**1 100 000,00**	**3 861,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**775 440,00**	**20 000,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 100 000,00	3 861,00	0,00	0,00	0,00	60 440,00	10 000,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	715 000,00	10 000,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**4 482 886,00**	**668 057,00**	**0,00**	**0,00**		**7 011 867,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		1 350 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	604 000,00	175 000,00	0,00	0,00		793 674,00
204	Subventions d'équipement versées	197 000,00	243 000,00	0,00	0,00		450 000,00
21	Immobilisations corporelles	180 000,00	98 000,00	0,00	0,00		751 550,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	3 501 886,00	2 057,00	0,00	0,00		3 516 643,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	150 000,00	0,00	0,00		150 000,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**750 400,00**	**30 999,00**	**0,00**	**0,00**		**2 680 700,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	435 000,00	14 854,00	0,00	0,00		1 624 155,00
13	Subventions d'investissement	315 400,00	0,00	0,00	0,00		1 040 400,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	16 145,00	0,00	0,00		16 145,00

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**324 000,00**	**9 989 273,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 173 609,00**	**2 214 009,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	154 000,00	471 881,00	0,00	0,00	0,00	888 623,00	996 325,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	150 000,00	1 675 306,00	0,00	0,00	0,00	1 357 977,00	725 684,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	7 541 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	300 586,00	0,00	0,00	0,00	1 580 509,00	452 000,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	5 000,00	500,00	0,00	0,00	0,00	346 500,00	40 000,00	0,00
67	Charges spécifiques	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**17 876 900,00**	**551 997,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**882 035,00**	**798 782,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	700,00	0,00	0,00	0,00	7 500,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	417 700,00	0,00	0,00	0,00	723 330,00	425 000,00	0,00
73	Impôts et taxes	7 406 900,00	3 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	6 164 300,00	102 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	4 305 700,00	25 250,00	0,00	0,00	0,00	61 605,00	326 832,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	3 200,00	0,00	0,00	0,00	89 600,00	46 950,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	47,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**106 605,00**	**1 398 790,00**	**502 006,00**	**650 438,00**		**19 358 730,00**
011	Charges à caractère général	0,00	55 500,00	473 950,00	23 400,00	221 570,00		3 285 249,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	32 605,00	79 031,00	32 606,00	428 868,00		4 482 077,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		7 541 000,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	18 500,00	832 309,00	446 000,00	0,00		3 629 904,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	13 000,00	0,00	0,00		405 000,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00		15 500,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**267 765,00**	**6 000,00**	**446 850,00**		**20 830 329,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		8 200,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	13 765,00	6 000,00	431 850,00		2 017 645,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		7 410 000,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	242 000,00	0,00	0,00		6 508 300,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	12 000,00	0,00	5 000,00		4 736 387,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00		149 750,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		47,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**28 029 500,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					28 029 500,00									
1206	AGENCE FRANCE LOCAL	21/11/2019		28/02/2020	850 000,00	F		0,750	0,750		T	X Echéance constante		A-1
1207	AGENCE FRANCE LOCAL	21/11/2019		28/02/2020	392 000,00	F		0,750	0,750		T	X Echéance constante		A-1
2624	BANQUE BANQUE CDC CAISSE DEPOTS CONSIGNAT	21/11/2013		01/03/2016	9 100 000,00	R		1,750	2,769		T	C		A-6
32474906	BANQUE CCM GUEBWILLER	19/07/2005		30/09/2005	770 000,00	F		3,400	3,503		T	X Echéance constante		A-1
32474910	BANQUE CCM GUEBWILLER	01/09/2007		30/09/2015	2 335 000,00	F		4,360	4,049		T	X Echéance constante		A-1
32474916	BANQUE CCM GUEBWILLER	26/07/2006		31/03/2010	1 115 000,00	F		3,350	3,350		T	X Echéance constante		A-1
32474917	BANQUE CREDIT MUTUEL	08/07/2010		31/12/2010	568 500,00	F		3,750	3,785		T	X Echéance constante	O	A-1
32474924	BANQUE CCM GUEBWILLER	07/12/2017		31/03/2018	275 000,00	F		1,400	1,411		T	X Echéance constante		A-1
605	SA AGENCE FRANCE LOCALE	08/06/2018		20/09/2018	3 900 000,00	F		1,410	1,439		T	C		A-1
606	SA AGENCE FRANCE LOCALE	08/06/2018		20/09/2018	370 000,00	F		1,410	1,439		T	C		A-1
607	SA AGENCE FRANCE LOCALE	08/06/2018		20/09/2018	980 000,00	F		1,410	1,439		T	C		A-1
9342482	BANQUE CAISSE D EPARGNE	14/01/2014		30/04/2014	2 400 000,00	F		3,470	3,547		T	C		A-1
9844555	BANQUE CAISSE D EPARGNE	06/12/2016		30/04/2017	2 500 000,00	F		0,880	0,885		T	X Echéance constante		A-1
MON537752EUR	SA LA BANQUE POSTALE	15/02/2021		01/06/2021	2 474 000,00	F		0,520	0,520		T	C		A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total) (9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**28 029 500,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle , B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**16 021 007,07**					**1 323 351,51**	**381 436,26**	**0,00**	**28 441,11**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		16 021 007,07					1 323 351,51	381 436,26	0,00	28 441,11
1206		0,00	A-1	649 288,68	14,83	F		0,750	41 052,53	4 754,39	0,00	418,16
1207		0,00	A-1	299 436,63	14,83	F		0,750	18 932,48	2 192,60	0,00	192,85
2624		0,00	A-6	5 824 000,00	15,92	R		2,769	364 000,00	227 500,00	0,00	18 200,00
32474906		0,00	A-1	26 111,12	0,42	F		3,503	26 111,12	333,38	0,00	0,00
32474910		0,00	A-1	971 985,76	7,67	F		4,049	111 168,83	32 571,01	0,00	0,00
32474916		0,00	A-1	26 143,43	0,42	F		3,350	24 864,65	328,88	0,00	0,00
32474917		0,00	A-1	126 812,85	2,67	F		3,785	50 518,65	4 050,59	0,00	7,95
32474924		0,00	A-1	187 358,64	12,92	F		1,411	13 234,85	2 553,75	0,00	6,77
605		0,00	A-1	2 632 500,00	13,42	F		1,439	195 000,00	36 784,11	0,00	1 026,82
606		0,00	A-1	249 750,00	13,42	F		1,439	18 500,00	3 489,78	0,00	97,42
607		0,00	A-1	661 500,00	13,42	F		1,439	49 000,00	9 243,18	0,00	258,02
9342482		0,00	A-1	1 106 487,48	9,00	F		3,547	119 620,24	36 838,56	0,00	5 802,50
9844555		0,00	A-1	1 249 507,48	7,00	F		0,885	167 648,16	10 443,44	0,00	1 613,17
MON537752EUR		0,00	A-1	2 010 125,00	16,17	F		0,520	123 700,00	10 352,59	0,00	817,45
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**16 021 007,07**					**1 323 351,51**	**381 436,26**	**0,00**	**28 441,11**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

B1.3

B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
2624	BANQUE BANQUE CDC CAISSE DEPOTS CONSIGNAT	9 100 000,00	5 824 000,00	6	25,00				0,00		2,769	227 500,00	0,00	36,35
TOTAL (A)		**9 100 000,00**	**5 824 000,00**						**0,00**			**227 500,00**	**0,00**	**36,35**
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL		**9 100 000,00**	**5 824 000,00**						**0,00**			**227 500,00**	**0,00**	**36,35**

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	B1.4

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	13	0	0	0	0	
	% de l'encours	63,65	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	10 197 007,07	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : €		27-11-1996
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	Agencement et aménagements des bâtiments, installations électriq	20	01/01/2000
L	Appareillage, matériel de bureau, outillage, conteneurs	10	01/01/2000
L	Bâtiments durables (maison de retraite, CSF..)	60	01/01/2000
L	Bâtiments légers, abris	15	01/01/2000
L	Engins de travaux publics, véhicules	8	01/01/2000
L	Informatique	5	01/01/2000
L	Mobilier de bureau	15	01/01/2000
L	Ouvrages lourds et voirie (aire de loisirs, camping, déchets-tri	30	01/01/2000
L	Subventions d'équipement	15	01/01/2000

IV – ANNEXES — IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N — B3.1

PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	**0,00**		**1 615 626,42**	**1 615 626,42**	**0,00**	**1 615 626,42**
Provisions pour litiges	**0,00**		**9 477,74**	**9 477,74**	**0,00**	**9 477,74**
Provision pour créances contentieuses	0,00	31/12/2021	9 477,74	9 477,74	0,00	9 477,74
Provisions pour pertes de change	**0,00**		**1 533 000,00**	**1 533 000,00**	**0,00**	**1 533 000,00**
Provision pour charges / gros investissements	0,00	28/04/2011	1 533 000,00	1 533 000,00	0,00	1 533 000,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques	**0,00**		**73 148,68**	**73 148,68**	**0,00**	**73 148,68**
Provision / départ des bûcherons	0,00	29/03/2012	73 148,68	73 148,68	0,00	73 148,68
Dépréciations (3)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des immobilisations	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes de tiers	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes financiers	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des provisions semi-budgétaires	**0,00**		**1 615 626,42**	**1 615 626,42**	**0,00**	**1 615 626,42**
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour litiges	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour pertes de change	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (3)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des immobilisations	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions budgétaires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS	0,00		1 615 626,42	1 615 626,42	0,00	1 615 626,42

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PRETS	B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 01/01/N	Montant de l'annuité à recouvrer		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Non assortis d'intérêts (total)		**40 311,00**	**16 145,00**		
SA ALSABAIL		1 562,00	1 562,00		
SA ALSABAIL		2 500,00	2 500,00		
SA ALSABAIL		36 249,00	12 083,00		

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
GEMAPI	0,00	102 000,00	102 000,00	0,00
TAXE DE SEJOUR	0,00	220 000,00	220 000,00	0,00
Total	**0,00**	**322 000,00**	**322 000,00**	**0,00**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : GEMAPI

Reste à employer au 01/01/N	**0,00**

Recettes

Article	Libellé article	Montant
73136	Taxe pour gestion milieux aquatiques et prévention inondations	102 000,00
	Total	**102 000,00**

Dépenses

Article	Libellé article	Montant
657381	Subventions de fonctionnement aux autres éts publics locaux	102 000,00
	Total	**102 000,00**
	Reste à employer au 31/12/N (3)	**0,00**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : TAXE DE SEJOUR

Reste à employer au 01/01/N	**0,00**

Recettes

Article	Libellé article	Montant
731721	Taxe de séjour	220 000,00
	Total	**220 000,00**

Dépenses

Article	Libellé article	Montant
6378	Autres impôts, taxes (autres organismes)	220 000,00
	Total	**220 000,00**
	Reste à employer au 31/12/N (3)	**0,00**

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

IV – ANNEXES — IV

ANNEXES PATRIMONIALES – SUBVENTIONS VERSEES — B8

SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
INVESTISSEMENT (total)					**0,00**
FONCTIONNEMENT (total)					**1 257 975,00**
6474	SUBVENTION	SUBVENTION	APCRG AMICALE DU PERSONNEL	Association	21 662,00
65574	SUBVENTION	SUBVENTION	Ass ADIL DU HAUT-RHIN	Association	14 000,00
65574	SUBVENTION	CITIVIA	SOCIETE PUBLIQU CITIVIA SPL	Autre personne de droit privé	3 300,00
657358	SUBVENTION	SUBVENTION	PARC NATUREL REGIONAL BALLON DES VOSGES	Etat	4 500,00
6573582	SUBVENTION	SUBVENTION	OFFICE DU TOURISME INTERCOMMUNAL	Etablissement de droit public	235 000,00
65748	SUBVENTION	SUBVENTION	Asso. JUDO CLUB	Association	3 712,00
65748	SUBVENTION	SUBVENTION	Ass SASL HANDBALL	Association	46 049,00
65748	SUBVENTION	SUBVENTION	Asso. ASLG BASKET BALL	Association	22 393,00
65748	SUBVENTION	SUBVENTION	Asso. GRS SG 1860	Association	22 021,00
65748	SUBVENTION	SUBVENTION	Asso. FC SOULTZ	Association	2 439,00
65748	SUBVENTION	SUBVENTION	ASSO FITNESS GUEBWILLER	Association	2 159,00
65748	SUBVENTION	SUBVENTION	Asso. TENNIS DE TABLE SAINT LEGER	Association	1 744,00
65748	SUBVENTION	SUBVENTION	Ass SCOSEG	Association	4 667,00
65748	SUBVENTION	SUBVENTION	Asso. FC BUHL	Association	1 098,00
65748	SUBVENTION	SUBVENTION	Asso. SOULTZ HANDBALL	Association	46 763,00
65748	SUBVENTION	SUBVENTION	Asso. GYMNASTIQUE SG1860 - SECTION GFL	Association	900,00
65748	SUBVENTION	SUBVENTION	ASSO ADIRA	Association	14 000,00
65748	SUBVENTION	SUBVENTION	Asso. ASSOCIATION ALSACIENNE DE GESTION DU FICHIER PARTAGE	Association	1 200,00
65748	SUBVENTION	SUBVENTION	Ass IEAC INSTITUT EUROP ARTS CERAMIQ	Association	27 500,00
65748	SUBVENTION	SUBVENTION	PFIL COLMAR CENTRE ALSACE	Etablissement de droit public	6 000,00
65748	SUBVENTION	SUBVENTION	FFC FEDERATION FRANCAISE CYCLISM	Etat	950,00
65748	SUBVENTION	SUBVENTION	Asso. MISSION LOCALE JEUNES	Association	21 000,00
65748	SUBVENTION	SUBVENTION	ASSO ASSOC LA MAISON DES LUTINS	Association	292 000,00
65748	SUBVENTION	SUBVENTION	Ass LA RECRE	Association	160 000,00
65748	SUBVENTION	SUBVENTION	LES DOMINICAINS DE HAUTE ALSACE	Association	40 000,00
65748	SUBVENTION	SUBVENTION	Asso. CARITAS	Association	700,00

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
65748	SUBVENTION	SUBVENTION	SOCIETE D ARBORICULTURE DE GUEBWILLER ET ENVIRONS	Association	1 550,00
65748	SUBVENTION	SUBVENTION	Asso. GYMNASTIQUE SAINT LEGER	Association	1 799,00
65748	SUBVENTION	SUBVENTION	Asso. RESTOS DU COEUR	Association	8 200,00
65748	SUBVENTION	SUBVENTION	Asso. AIKIDO GUEBWILLER	Association	651,00
65748	SUBVENTION	SUBVENTION	Ass ECOLE DE MUSIQUE	Association	8 000,00
65748	SUBVENTION	SUBVENTION	Asso. SITES ET CITES REMARQUABLES DE FRANCE	Association	1 773,00
65748	SUBVENTION	SUBVENTION	Asso. CERCLE DES NAGEURS DU FLORIVAL	Association	107 100,00
65748	SUBVENTION	SUBVENTION	Ass FLORIVAL ATHLETIC SPORTS TRIATHL	Association	15 400,00
65748	SUBVENTION	SUBVENTION	Asso. ECOLE DE PLONGEE SOUS-MARINE	Association	6 000,00
65748	SUBVENTION	SUBVENTION	Ass LES PLONGEURS DU FLORIVAL	Association	17 500,00
65748	SUBVENTION	SUBVENTION	AGIIR ASSOCIATION	Association	10 663,00
65748	SUBVENTION	SUBVENTION	Asso. ATHLETISME FCG 1910	Association	8 530,00
65748	SUBVENTION	SUBVENTION	Asso. BADMINTON CLUB FLORIVAL	Association	69 971,00
65748	SUBVENTION	SUBVENTION	Asso. ESCRIME SG 1860	Association	3 472,00
65748	SUBVENTION	SUBVENTION	Asso. GYMNASTIQUE SG1860 - SECTION GA	Association	900,00
65748	SUBVENTION	SUBVENTION	Ass FLORIVAL ATHLETIC SPORTS TRIATHL	Association	110,00
65748	SUBVENTION	SUBVENTION	Asso. FLORIVAL HANDISPORT ESCRIME	Association	599,00

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	B11.1

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COLLECTIVITE

DESIGNATION DES ORGANISMES	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			
Syndicat mixte du massif du Markstein / Grand ballon	11/02/1975	SFP	100 000,00
Syndicat mixte du pays rhin vignoble grand ballon / P.E.T.R.	22/07/2004	SFP	108 500,00
Syndicat mixte SCOT	22/11/2007	SFP	58 500,00

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	B11.3

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
BUDGET ANNEXE	Aire d'activités			24680056900070	SPIC	oui
BUDGET ANNEXE	Assainissement			24680056900047	SPIC	non
BUDGET ANNEXE	Camping			24680056900054	SPIC	oui
BUDGET ANNEXE	Eau potable			24680056900104	SPIC	oui
BUDGET ANNEXE	Environnement			24680056900096	SPIC	non
BUDGET ANNEXE	Pépinière			24680056900088	SPIC	oui

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-1 023 125,00**	**-1 023 125,00**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-1 023 125,00**	**-1 023 125,00**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Affectation au 1068 (C)	**1 100 000,00**	**1 100 000,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-1 023 125,00**	**-1 023 125,00**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**76 875,00**	**76 875,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**1 553 508,00**	**1 553 508,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**6 098 100,00**	**6 098 100,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**4 544 592,00**	**4 544 592,00**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**1 553 508,00**	**I**	**1 553 508,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**1 350 000,00**		**1 350 000,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	1 350 000,00		1 350 000,00
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00		0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**203 508,00**		**203 508,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*203 508,00*		*203 508,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**6 098 100,00**	**III**	**6 098 100,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**540 300,00**		**540 300,00**
10222	FCTVA	524 155,00		524 155,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00		0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00		0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00		0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00		0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
2745	Avances remboursables	16 145,00		16 145,00
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**5 557 800,00**		**5 557 800,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
2802	*Frais liés à la réalisation de document*	*3 645,00*		*3 645,00*
28031	*Frais d'études*	*14 623,00*		*14 623,00*
28033	*Frais d'insertion*	*1 401,00*		*1 401,00*
2804122	*Subv. Régions : Bâtiments, installations*	*224 078,00*		*224 078,00*
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	*3 498,00*		*3 498,00*
28041411	*Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel*	*34 116,00*		*34 116,00*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*83 307,00*		*83 307,00*
28041512	*Subv. Grpt : Bâtiments, installations*	*22 200,00*		*22 200,00*
280415342	*IC : Bâtiments, installations*	*1 380,00*		*1 380,00*
28041582	*Autres grpts - Bâtiments et installat°*	*2 187,00*		*2 187,00*
2804183	*Autres org pub-Proj infrastruct int nat.*	*956,00*		*956,00*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*9 641,00*		*9 641,00*
2804412	*Sub nat org pub - Bât. et installations*	*157,00*		*157,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*30 899,00*		*30 899,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*22 453,00*		*22 453,00*
281314	*Bâtiments culturels et sportifs*	*107 905,00*		*107 905,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*709 986,00*		*709 986,00*
281351	*Bâtiments publics*	*249 229,00*		*249 229,00*
28138	*Autres constructions*	*80 750,00*		*80 750,00*
28151	*Réseaux de voirie*	*21,00*		*21,00*
28152	*Installations de voirie*	*47 718,00*		*47 718,00*
281531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*0,00*		*0,00*
2815731	*Matériel roulant*	*19 549,00*		*19 549,00*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*7 962,00*		*7 962,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*41 952,00*		*41 952,00*
281728	*Autres agencements (m. à dispo)*	*216,00*		*216,00*
2817315	*Centres d'incendie et de secours*	*53,00*		*53,00*
281735	*Installations générales (m. à dispo)*	*14 469,00*		*14 469,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*911,00*		*911,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*22 083,00*		*22 083,00*

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
281831	*Matériel informatique scolaire*	*1 574,00*	*1 574,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*30 012,00*	*30 012,00*
281841	*Matériel de bureau et mobilier scolaire*	*136,00*	*136,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*22 383,00*	*22 383,00*
28185	*Matériel de téléphonie*	*4 529,00*	*4 529,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*35 431,00*	*35 431,00*
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*		
33…	*En-cours de production de biens (5)*		
35…	*Stocks de produits (5)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*3 706 390,00*	*3 706 390,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 41
Nombre de membres présents : 34
Nombre de suffrages exprimés : 39
VOTES :
Pour : 39
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 31 JAN. 2025

Présenté par Le Président (1),
A Guebwiller, le 13/02/2025

Délibéré par l'assemblée le Conseil Communautaire(2), réunie en session Ordinaire
A Guebwiller, le 13/02/2025
Les membres de l'assemblée délibérante le Conseil Communautaire (2),(3).

Certifié exécutoire par Le Président (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le 24 FEV. 2025, et de la publication le 24 FEV. 2025
A Guebwiller, le 24 FEV. 2025

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la Collectivité territoriale unique de ..., de la métropole de ..., du Conseil syndical de ...
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 24680056900047	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT Communauté de commune à FPU CC REGION DE GUEBWILLER

POSTE COMPTABLE DE : SERVICE DE GESTION COMPTABLE DE GUEBWILLER

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 49 (1)

Budget primitif

BUDGET : CCRG BUDGET ASSAINISSEMENT (2)

ANNEE 2025

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 17
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 19

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 20
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 24
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 26
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 27
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations 28
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières 29
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 30
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes 31
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents 32
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 33

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (4) cumulé de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (5) avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(4) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	6 485 000,00	5 549 336,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 935 664,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	6 485 000,00	6 485 000,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	9 535 900,00	5 853 369,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 3 682 531,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	9 535 900,00	9 535 900,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	16 020 900,00	16 020 900,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES — A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	2 149 248,00	0,00	2 055 063,00	2 055 063,00	2 055 063,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	920 368,00	0,00	1 056 045,00	1 056 045,00	1 056 045,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	68 950,00	0,00	68 990,00	68 990,00	68 990,00
Total des dépenses de gestion des services		**3 138 566,00**	**0,00**	**3 180 098,00**	**3 180 098,00**	**3 180 098,00**
66	Charges financières	120 000,00	0,00	103 000,00	103 000,00	103 000,00
67	Charges exceptionnelles	178 000,00	0,00	188 000,00	188 000,00	188 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		500,00	500,00	500,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	60 500,00		100 000,00	100 000,00	100 000,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**3 497 066,00**	**0,00**	**3 571 598,00**	**3 571 598,00**	**3 571 598,00**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*753 900,00*		*1 668 002,00*	*1 668 002,00*	*1 668 002,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*1 186 434,00*		*1 245 400,00*	*1 245 400,00*	*1 245 400,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***1 940 334,00***		***2 913 402,00***	***2 913 402,00***	***2 913 402,00***
TOTAL		**5 437 400,00**	**0,00**	**6 485 000,00**	**6 485 000,00**	**6 485 000,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**6 485 000,00**

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	4 363 550,00	0,00	4 781 258,00	4 781 258,00	4 781 258,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	10 003,00	0,00	12 000,00	12 000,00	12 000,00
Total des recettes de gestion des services		**4 373 553,00**	**0,00**	**4 793 258,00**	**4 793 258,00**	**4 793 258,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	446 000,00	0,00	546 000,00	546 000,00	546 000,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**4 819 553,00**	**0,00**	**5 339 258,00**	**5 339 258,00**	**5 339 258,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*210 417,00*		*210 078,00*	*210 078,00*	*210 078,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***210 417,00***		***210 078,00***	***210 078,00***	***210 078,00***
TOTAL		**5 029 970,00**	**0,00**	**5 549 336,00**	**5 549 336,00**	**5 549 336,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**935 664,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**6 485 000,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	**2 703 324,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et M. 43.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
20	Immobilisations incorporelles	537 087,00	0,00	485 887,00	485 887,00	485 887,00
21	Immobilisations corporelles	160 800,00	0,00	191 946,00	191 946,00	191 946,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	7 291 696,00	0,00	7 219 789,00	7 219 789,00	7 219 789,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**7 989 583,00**	**0,00**	**7 897 622,00**	**7 897 622,00**	**7 897 622,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	390 000,00	0,00	348 200,00	348 200,00	348 200,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	40 000,00		40 000,00	40 000,00	40 000,00
Total des dépenses financières		**430 000,00**	**0,00**	**388 200,00**	**388 200,00**	**388 200,00**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**1 028 000,00**	**0,00**	**1 000 000,00**	**1 000 000,00**	**1 000 000,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**9 447 583,00**	**0,00**	**9 285 822,00**	**9 285 822,00**	**9 285 822,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*210 417,00*		*210 078,00*	*210 078,00*	*210 078,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*40 000,00*		*40 000,00*	*40 000,00*	*40 000,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***250 417,00***		***250 078,00***	***250 078,00***	***250 078,00***
TOTAL		**9 698 000,00**	**0,00**	**9 535 900,00**	**9 535 900,00**	**9 535 900,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**9 535 900,00**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
13	Subventions d'investissement	833 500,00	0,00	674 509,00	674 509,00	674 509,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**833 500,00**	**0,00**	**674 509,00**	**674 509,00**	**674 509,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 207 848,00	0,00	1 225 458,00	1 225 458,00	1 225 458,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**1 207 848,00**	**0,00**	**1 225 458,00**	**1 225 458,00**	**1 225 458,00**

45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**1 028 000,00**	**0,00**	**1 000 000,00**	**1 000 000,00**	**1 000 000,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**3 069 348,00**	**0,00**	**2 899 967,00**	**2 899 967,00**	**2 899 967,00**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*753 900,00*		*1 668 002,00*	*1 668 002,00*	*1 668 002,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*1 186 434,00*		*1 245 400,00*	*1 245 400,00*	*1 245 400,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*40 000,00*		*40 000,00*	*40 000,00*	*40 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***1 980 334,00***		***2 953 402,00***	***2 953 402,00***	***2 953 402,00***
TOTAL		**5 049 682,00**	**0,00**	**5 853 369,00**	**5 853 369,00**	**5 853 369,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**3 682 531,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**9 535 900,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**2 703 324,00**

(1) cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	2 055 063,00		2 055 063,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	1 056 045,00		1 056 045,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	68 990,00		68 990,00
66	Charges financières	103 000,00	*0,00*	103 000,00
67	Charges exceptionnelles	188 000,00	*0,00*	188 000,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	500,00	*1 245 400,00*	1 245 900,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	100 000,00		100 000,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*1 668 002,00*	1 668 002,00
Dépenses d'exploitation – Total		**3 571 598,00**	***2 913 402,00***	**6 485 000,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**6 485 000,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	*210 078,00*	210 078,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	348 200,00	*0,00*	348 200,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	485 887,00	0,00	485 887,00
21	Immobilisations corporelles (6)	191 946,00	0,00	191 946,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	7 219 789,00	40 000,00	7 259 789,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	1 000 000,00	*0,00*	1 000 000,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	40 000,00		40 000,00
Dépenses d'investissement – Total		**9 285 822,00**	***250 078,00***	**9 535 900,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**9 535 900,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	4 781 258,00		4 781 258,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	12 000,00		12 000,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	546 000,00	*210 078,00*	756 078,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes d'exploitation – Total		**5 339 258,00**	***210 078,00***	**5 549 336,00**

\+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**935 664,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**6 485 000,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	1 225 458,00	*0,00*	1 225 458,00
13	Subventions d'investissement reçues	674 509,00	*0,00*	674 509,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*40 000,00*	40 000,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*1 197 400,00*	1 197 400,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	1 000 000,00	*0,00*	1 000 000,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*48 000,00*	48 000,00
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*1 668 002,00*	1 668 002,00
Recettes d'investissement – Total		**2 899 967,00**	***2 953 402,00***	**5 853 369,00**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**3 682 531,00**

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**9 535 900,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et en M. 43.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**2 149 248,00**	**2 055 063,00**	**2 055 063,00**
604	Achats d'études, prestations de services	295 000,00	365 113,00	365 113,00
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	901 500,00	796 500,00	796 500,00
6062	Produits de traitement	165 000,00	150 000,00	150 000,00
6063	Fournitures entretien et petit équipt	20 000,00	25 000,00	25 000,00
6064	Fournitures administratives	1 000,00	1 000,00	1 000,00
6066	Carburants	20 000,00	15 000,00	15 000,00
6068	Autres matières et fournitures	37 825,00	44 000,00	44 000,00
6071	Compteurs	100 000,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	22 850,00	22 850,00	22 850,00
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	7 500,00	7 500,00	7 500,00
61523	Entretien, réparations réseaux	70 000,00	90 000,00	90 000,00
61551	Entretien matériel roulant	15 000,00	20 000,00	20 000,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	65 000,00	65 000,00	65 000,00
6156	Maintenance	15 000,00	15 000,00	15 000,00
6161	Multirisques	15 800,00	18 000,00	18 000,00
6168	Autres	4 840,00	6 500,00	6 500,00
617	Etudes et recherches	43 333,00	43 300,00	43 300,00
618	Divers	25 000,00	31 000,00	31 000,00
6222	Commissions recouvrement redevance	13 000,00	13 000,00	13 000,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	6 000,00	6 000,00	6 000,00
6228	Divers	70 900,00	65 900,00	65 900,00
6231	Annonces et insertions	3 000,00	3 000,00	3 000,00
6236	Catalogues et imprimés	1 000,00	1 000,00	1 000,00
6241	Transports sur achats	1 000,00	2 000,00	2 000,00
6251	Voyages et déplacements	500,00	500,00	500,00
6256	Missions	1 000,00	1 000,00	1 000,00
6257	Réceptions	500,00	500,00	500,00
6262	Frais de télécommunications	15 000,00	15 000,00	15 000,00
6281	Concours divers (cotisations)	10 000,00	10 000,00	10 000,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	13 000,00	13 000,00	13 000,00
62871	Remb. frais à la coll. de rattachement	187 400,00	206 000,00	206 000,00
6288	Autres	700,00	700,00	700,00
63512	Taxes foncières	1 600,00	1 700,00	1 700,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**920 368,00**	**1 056 045,00**	**1 056 045,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	85 100,00	98 000,00	98 000,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	2 650,00	3 100,00	3 100,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	11 200,00	13 700,00	13 700,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	2 050,00	2 310,00	2 310,00
6411	Salaires, appointements, commissions	448 100,00	532 120,00	532 120,00
6413	Primes et gratifications	110 950,00	120 050,00	120 050,00
6414	Indemnités et avantages divers	2 850,00	3 800,00	3 800,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	104 450,00	118 750,00	118 750,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	98 300,00	111 400,00	111 400,00
6454	Cotisations au Pôle emploi	8 050,00	7 650,00	7 650,00
6458	Cotisat° autres organismes sociaux	3 500,00	3 300,00	3 300,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	4 718,00	4 665,00	4 665,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	3 150,00	3 450,00	3 450,00
6478	Autres charges sociales diverses	14 900,00	11 850,00	11 850,00
648	Autres charges de personnel	20 400,00	21 900,00	21 900,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**68 950,00**	**68 990,00**	**68 990,00**
6531	Indemnités élus	12 900,00	13 350,00	13 350,00
6533	Cotisations de retraite élus	1 700,00	1 440,00	1 440,00
6534	Cotis. sécurité sociale élus - part pat.	4 350,00	4 200,00	4 200,00
6541	Créances admises en non-valeur	50 000,00	50 000,00	50 000,00
	TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)	**3 138 566,00**	**3 180 098,00**	**3 180 098,00**

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
66	**Charges financières (b) (8)**	**120 000,00**	**103 000,00**	**103 000,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	100 000,00	103 000,00	103 000,00
6688	Autre	20 000,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**178 000,00**	**188 000,00**	**188 000,00**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	10 000,00	15 000,00	15 000,00
678	Autres charges exceptionnelles	168 000,00	173 000,00	173 000,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**0,00**	**500,00**	**500,00**
6817	Dot. dépréc. actifs circulants	0,00	500,00	500,00
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**60 500,00**	**100 000,00**	**100 000,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		**3 497 066,00**	**3 571 598,00**	**3 571 598,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***753 900,00***	***1 668 002,00***	***1 668 002,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***1 186 434,00***	***1 245 400,00***	***1 245 400,00***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*1 186 434,00*	*1 197 400,00*	*1 197 400,00*
6812	*Dot. amort. Charges exploit. à répartir*	*0,00*	*48 000,00*	*48 000,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***1 940 334,00***	***2 913 402,00***	***2 913 402,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***1 940 334,00***	***2 913 402,00***	***2 913 402,00***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**5 437 400,00**	**6 485 000,00**	**6 485 000,00**

	+
RESTES A REALISER N-1 (13)	**0,00**
	+
D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	**0,00**
	=
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**6 485 000,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 4 et M. 43.

(8) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**4 363 550,00**	**4 781 258,00**	**4 781 258,00**
704	Travaux	431 000,00	382 912,00	382 912,00
70611	Redevance d'assainissement collectif	3 758 800,00	4 200 400,00	4 200 400,00
7065	Produits commissions recouvrt assainist	12 500,00	12 500,00	12 500,00
7068	Autres prestations de services	30 000,00	60 000,00	60 000,00
7084	Mise à disposition de personnel facturée	27 250,00	61 446,00	61 446,00
70878	Remb. frais par des tiers	4 000,00	4 000,00	4 000,00
7088	Autres produits activités annexes	100 000,00	60 000,00	60 000,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**10 003,00**	**12 000,00**	**12 000,00**
7581	FCTVA	10 003,00	12 000,00	12 000,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75	**4 373 553,00**	**4 793 258,00**	**4 793 258,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**446 000,00**	**546 000,00**	**546 000,00**
7741	Subvent° excep. coll. de rattachement	446 000,00	446 000,00	446 000,00
778	Autres produits exceptionnels	0,00	100 000,00	100 000,00
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**4 819 553,00**	**5 339 258,00**	**5 339 258,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***210 417,00***	***210 078,00***	***210 078,00***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*210 417,00*	*210 078,00*	*210 078,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***210 417,00***	***210 078,00***	***210 078,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**5 029 970,00**	**5 549 336,00**	**5 549 336,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**935 664,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**6 485 000,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**537 087,00**	**485 887,00**	**485 887,00**
2031	Frais d'études	98 500,00	66 500,00	66 500,00
2032	Frais de recherche et de développement	410 000,00	390 800,00	390 800,00
2033	Frais d'insertion	1 587,00	1 587,00	1 587,00
2051	Concessions et droits assimilés	27 000,00	27 000,00	27 000,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**160 800,00**	**191 946,00**	**191 946,00**
2111	Terrains nus	1 000,00	1 146,00	1 146,00
2154	Matériel industriel	125 000,00	125 000,00	125 000,00
2158	Autres	1 800,00	1 800,00	1 800,00
2182	Matériel de transport	30 000,00	50 000,00	50 000,00
2183	Matériel de bureau et informatique	1 500,00	12 500,00	12 500,00
2184	Mobilier	1 500,00	1 500,00	1 500,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**7 291 696,00**	**7 219 789,00**	**7 219 789,00**
2313	Constructions	1 007 800,00	1 234 800,00	1 234 800,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	6 283 896,00	5 984 989,00	5 984 989,00
	Total des dépenses d'équipement	**7 989 583,00**	**7 897 622,00**	**7 897 622,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**390 000,00**	**348 200,00**	**348 200,00**
1641	Emprunts en euros	372 500,00	331 100,00	331 100,00
16871	Remboursements des emprunts souscrits pa	17 500,00	17 100,00	17 100,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**40 000,00**	**40 000,00**	**40 000,00**
	Total des dépenses financières	**430 000,00**	**388 200,00**	**388 200,00**
458124	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS 2024 (6)	1 000 000,00	0,00	0,00
458125	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS 2025 (6)	0,00	1 000 000,00	1 000 000,00
458223	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS 2023 (6)	28 000,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**1 028 000,00**	**1 000 000,00**	**1 000 000,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**9 447 583,00**	**9 285 822,00**	**9 285 822,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***210 417,00***	***210 078,00***	***210 078,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***210 417,00***	***210 078,00***	***210 078,00***
139111	*Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau*	*82 906,00*	*82 537,00*	*82 537,00*
139118	*Sub. équipt cpte résult. Autres*	*4 287,00*	*4 287,00*	*4 287,00*
13912	*Sub. équipt cpte résult. Régions*	*172,00*	*172,00*	*172,00*
13913	*Sub. équipt cpte résult. Départements*	*96 437,00*	*95 883,00*	*95 883,00*
13915	*Sub. équipt cpte résult.Groupements*	*16 359,00*	*16 943,00*	*16 943,00*
13917	*Sub. équipt cpte résult.Budget communaut*	*417,00*	*417,00*	*417,00*
139181	*de la collectivité de rattachement*	*9 839,00*	*9 839,00*	*9 839,00*
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***40 000,00***	***40 000,00***	***40 000,00***
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*40 000,00*	*40 000,00*	*40 000,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***250 417,00***	***250 078,00***	***250 078,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**9 698 000,00**	**9 535 900,00**	**9 535 900,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
				=
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES			**9 535 900,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**833 500,00**	**674 509,00**	**674 509,00**
1315	Subv. équipt Groupement de collectivités	15 000,00	15 009,00	15 009,00
13188	des tiers	818 500,00	659 500,00	659 500,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**833 500,00**	**674 509,00**	**674 509,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**1 207 848,00**	**1 225 458,00**	**1 225 458,00**
10222	FCTVA	1 207 848,00	1 225 458,00	1 225 458,00
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**1 207 848,00**	**1 225 458,00**	**1 225 458,00**
458123	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS 2023 (5)	10 000,00	0,00	0,00
458223	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS 2023 (5)	18 000,00	0,00	0,00
458224	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS 2024 (5)	1 000 000,00	0,00	0,00
458225	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS 2025 (5)	0,00	1 000 000,00	1 000 000,00
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**1 028 000,00**	**1 000 000,00**	**1 000 000,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**3 069 348,00**	**2 899 967,00**	**2 899 967,00**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***753 900,00***	***1 668 002,00***	***1 668 002,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***1 186 434,00***	***1 245 400,00***	***1 245 400,00***
28031	*Frais d'études*	*47 633,00*	*47 635,00*	*47 635,00*
28033	*Frais d'insertion*	*57,00*	*57,00*	*57,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*6 355,00*	*5 212,00*	*5 212,00*
28131	*Bâtiments*	*251 487,00*	*253 257,00*	*253 257,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*79 399,00*	*79 398,00*	*79 398,00*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*3 521,00*	*3 521,00*	*3 521,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*719 868,00*	*720 809,00*	*720 809,00*
28154	*Matériel industriel*	*45 527,00*	*55 483,00*	*55 483,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*18 582,00*	*18 582,00*	*18 582,00*
28158	*Autres*	*177,00*	*177,00*	*177,00*
28182	*Matériel de transport*	*7 980,00*	*6 910,00*	*6 910,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*4 055,00*	*4 279,00*	*4 279,00*
28184	*Mobilier*	*222,00*	*509,00*	*509,00*
28188	*Autres*	*1 571,00*	*1 571,00*	*1 571,00*
4818	*Charges à étaler*	*0,00*	*48 000,00*	*48 000,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		***1 940 334,00***	***2 913 402,00***	***2 913 402,00***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***40 000,00***	***40 000,00***	***40 000,00***
2031	*Frais d'études*	*20 000,00*	*20 000,00*	*20 000,00*
2033	*Frais d'insertion*	*20 000,00*	*20 000,00*	*20 000,00*
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***1 980 334,00***	***2 953 402,00***	***2 953 402,00***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**5 049 682,00**	**5 853 369,00**	**5 853 369,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	**0,00**

+

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
	R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9			**3 682 531,00**
				=
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES			**9 535 900,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**5 928 000,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					5 928 000,00									
1059	AGENCE FRANCE LOCAL	10/07/2019		18/10/2019	620 000,00	F		0,800	0,805		T	X Echéance constante		A-1
20445204	BANQUE CREDIT MUTUEL	02/08/2011		30/09/2011	143 000,00	F		4,300	4,373		T	X Echéance constante		A-1
20445205	BANQUE CREDIT MUTUEL	14/05/2012		31/12/2012	190 000,00	V		1,000	1,035		T	C		A-1
32474909	BANQUE CCM GUEBWILLER	02/10/2007		30/09/2015	500 000,00	F		4,210	3,791		T	X Echéance constante		A-1
32474918	BANQUE CCM GUEBWILLER	30/06/2010		31/10/2012	275 000,00	F		3,750	2,999		T	X Echéance constante		A-1
32474919	BANQUE CCM GUEBWILLER	30/06/2010		31/01/2013	440 000,00	F		3,750	3,068		T	X Echéance constante		A-1
32474921	BANQUE CCM GUEBWILLER	29/11/2011		30/09/2015	250 000,00	F		4,500	4,241		T	X Echéance constante		A-1
5122277	BANQUE BANQUE CDC CAISSE DEPOTS CONSIGNAT	16/12/2015		01/07/2016	215 000,00	R		1,500	2,085		T	X Echéance constante		A-1
5122278	BANQUE BANQUE CDC CAISSE DEPOTS CONSIGNAT	16/12/2015		01/07/2016	215 000,00	F		1,590	1,556		T	X Echéance constante		A-1
9023391	BANQUE CAISSE D EPARGNE	20/04/2012		30/07/2012	300 000,00	F		4,800	4,897		T	C		A-1
9215539	BANQUE CAISSE D EPARGNE	25/05/2013		30/09/2013	1 200 000,00	F		3,710	3,766		T	C		A-1
9216797	BANQUE CAISSE D EPARGNE	27/05/2013		30/06/2013	530 000,00	F		3,710	3,710		T	C		A-1
9342405	BANQUE CAISSE D EPARGNE	14/01/2014		30/04/2014	450 000,00	F		3,470	3,470		T	C		A-1
9342482	BANQUE CAISSE D EPARGNE	14/01/2014		31/07/2014	600 000,00	F		3,470	3,453		T	C		A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**5 928 000,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**2 729 103,51**					**310 574,17**	**79 529,10**	**0,00**	**4 697,65**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		2 729 103,51					310 574,17	79 529,10	0,00	4 697,65
1059		0,00	A-1	466 717,35	14,50	F		0,805	29 932,96	3 644,08	0,00	708,56
20445204		0,00	A-1	60 372,49	6,42	F		4,373	8 231,46	2 464,46	0,00	6,23
20445205		0,00	A-1	34 833,17	2,67	V		1,035	12 666,68	300,83	0,00	0,62
32474909		0,00	A-1	108 851,45	3,17	F		3,791	32 189,54	3 390,38	0,00	0,00
32474918		0,00	A-1	131 331,13	7,50	F		2,999	14 889,07	4 717,17	0,00	0,00
32474919		0,00	A-1	210 129,59	7,58	F		3,068	23 822,54	7 547,46	0,00	0,00
32474921		0,00	A-1	114 626,92	7,17	F		4,241	13 936,79	4 323,01	0,00	0,00
5122277		0,00	A-1	133 522,44	11,25	R		2,085	9 992,62	3 618,86	0,00	868,14
5122278		0,00	A-1	131 831,45	11,25	F		1,556	10 532,75	2 033,53	0,00	482,16
9023391		0,00	A-1	112 500,00	7,25	F		4,897	15 000,00	5 130,00	0,00	0,00
9215539		0,00	A-1	510 000,00	8,42	F		3,766	60 000,00	18 086,26	0,00	46,38
9216797		0,00	A-1	225 250,00	8,42	F		3,710	26 500,00	7 988,09	0,00	20,48
9342405		0,00	A-1	208 125,00	9,00	F		3,470	22 500,00	6 929,15	0,00	1 091,43
9342482		0,00	A-1	281 012,52	9,25	F		3,453	30 379,76	9 355,82	0,00	1 473,65
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**2 729 103,51**					**310 574,17**	**79 529,10**	**0,00**	**4 697,65**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	14	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	2 729 103,51	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : €	27-11-1996

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Agencements et aménagements de bâtiments, installations électriq	20	01/01/2000
L	Appareils de laboratoire, bureau, outillage	10	01/01/2000
L	Bâtiments durables	60	01/01/2000
L	Bâtiments légers, abris	15	01/01/2000
L	Engins de travaux publics, véhicules	8	01/01/2000
L	Informatique	5	01/01/2000
L	Mobilier de bureau	15	01/01/2000
L	Organes de régulation (électroniques, capteurs etc)	8	01/01/2000
L	Pompes, appareils électro-mécaniques, installations de chauffage	15	01/01/2000
L	Réseaux d'assainissement	60	01/01/2000
L	Station d'épuration, ouvrages lourds	30	01/01/2000

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS	A3.1

A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE prévisionnel au 31/12/N
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL BUDGETAIRES	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (2)	**0,00**		**4 623,86**	**4 623,86**	**0,00**	**4 623,86**
Provision pour créances contentieuses	0,00	31/12/2021	4 623,86	4 623,86	0,00	4 623,86
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	**0,00**		**4 623,86**	**4 623,86**	**0,00**	**4 623,86**

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES	A4.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**3 682 531,00**	**3 682 531,00**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**3 682 531,00**	**3 682 531,00**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Affectation au 106 (C)	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**3 682 531,00**	**3 682 531,00**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**3 682 531,00**	**3 682 531,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**598 278,00**	**598 278,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**4 138 860,00**	**4 138 860,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**3 540 582,00**	**3 540 582,00**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**598 278,00**	**I**	**598 278,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**348 200,00**		**348 200,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	331 100,00		331 100,00
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	17 100,00		17 100,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**250 078,00**		**250 078,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*210 078,00*		*210 078,00*
020	Dépenses imprévues	40 000,00		40 000,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**4 138 860,00**	**III 4 138 860,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**1 225 458,00**	**1 225 458,00**
10222	FCTVA	1 225 458,00	1 225 458,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**2 913 402,00**	**2 913 402,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
28031	*Frais d'études*	*47 635,00*	*47 635,00*
28033	*Frais d'insertion*	*57,00*	*57,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*5 212,00*	*5 212,00*
28131	*Bâtiments*	*253 257,00*	*253 257,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*79 398,00*	*79 398,00*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*3 521,00*	*3 521,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*720 809,00*	*720 809,00*
28154	*Matériel industriel*	*55 483,00*	*55 483,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*18 582,00*	*18 582,00*
28158	*Autres*	*177,00*	*177,00*
28182	*Matériel de transport*	*6 910,00*	*6 910,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*4 279,00*	*4 279,00*
28184	*Mobilier*	*509,00*	*509,00*
28188	*Autres*	*1 571,00*	*1 571,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*		
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*		
4818	*Charges à étaler*	*48 000,00*	*48 000,00*
021	*Virement de la section d'exploitation*	*1 668 002,00*	*1 668 002,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.1

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP		
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de N (3)
Réhabilitation station	40 540 800,00	0,00	40 540 800,00	0,00	0,00	40 540 800,00

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 41
Nombre de membres présents : 34
Nombre de suffrages exprimés : 39
VOTES :
Pour : 39
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 31 JAN. 2025

Présenté par (1) Le Président,
A Guebwiller le 13/02/2025
(1) Le Président,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session Ordinaire
A Guebwiller, le 13/02/2025
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

Certifié exécutoire par (1) Le Président, compte tenu de la transmission en préfecture, le 24 FEV. 2025 et de la publication le 24 FEV. 2025
A Guebwiller, le 24 FEV. 2025

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...
(2) L'assemblée délibérante étant : le Conseil Communautaire.
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

ANNEXE 5

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 24680056900104	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT Communauté de commune à FPU CC REGION DE GUEBWILLER

POSTE COMPTABLE DE : SERVICE DE GESTION COMPTABLE DE GUEBWILLER

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 49 (1)

Budget primitif

BUDGET : CCRG BUDGET EAU POTABLE (2)

ANNEE 2025

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 16
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 18
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 20

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 21
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 25
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 27
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 28
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations 29
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières 30
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 31
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes 32
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 33

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES | I

MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (4) cumulé de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (5) avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(4) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	6 389 800,00	3 786 302,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 2 603 498,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	6 389 800,00	6 389 800,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	4 277 900,00	4 136 787,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 141 113,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	4 277 900,00	4 277 900,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	10 667 700,00	10 667 700,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES — A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	1 058 166,00	0,00	1 479 268,00	1 479 268,00	1 479 268,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	771 314,00	0,00	826 822,00	826 822,00	826 822,00
014	Atténuations de produits	293 778,00	0,00	591 000,00	591 000,00	591 000,00
65	Autres charges de gestion courante	22 000,00	0,00	21 000,00	21 000,00	21 000,00
Total des dépenses de gestion des services		**2 145 258,00**	**0,00**	**2 918 090,00**	**2 918 090,00**	**2 918 090,00**
66	Charges financières	45 000,00	0,00	32 000,00	32 000,00	32 000,00
67	Charges exceptionnelles	71 000,00	0,00	95 000,00	95 000,00	95 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	2 000,00		2 000,00	2 000,00	2 000,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	44 000,00		45 000,00	45 000,00	45 000,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**2 307 258,00**	**0,00**	**3 092 090,00**	**3 092 090,00**	**3 092 090,00**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*1 664 400,00*		*2 372 210,00*	*2 372 210,00*	*2 372 210,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*866 742,00*		*925 500,00*	*925 500,00*	*925 500,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***2 531 142,00***		***3 297 710,00***	***3 297 710,00***	***3 297 710,00***
TOTAL		**4 838 400,00**	**0,00**	**6 389 800,00**	**6 389 800,00**	**6 389 800,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**6 389 800,00**

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	1 678 100,00	0,00	2 384 682,00	2 384 682,00	2 384 682,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	221 740,00	0,00	211 500,00	211 500,00	211 500,00
75	Autres produits de gestion courante	1 079 000,00	0,00	1 122 000,00	1 122 000,00	1 122 000,00
Total des recettes de gestion des services		**2 978 840,00**	**0,00**	**3 718 182,00**	**3 718 182,00**	**3 718 182,00**
76	Produits financiers	24 527,00	0,00	24 527,00	24 527,00	24 527,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**3 003 367,00**	**0,00**	**3 742 709,00**	**3 742 709,00**	**3 742 709,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*37 354,00*		*43 593,00*	*43 593,00*	*43 593,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***37 354,00***		***43 593,00***	***43 593,00***	***43 593,00***
TOTAL		**3 040 721,00**	**0,00**	**3 786 302,00**	**3 786 302,00**	**3 786 302,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**2 603 498,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**6 389 800,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	**3 254 117,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et M. 43.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
20	Immobilisations incorporelles	382 500,00	0,00	685 703,00	685 703,00	685 703,00
21	Immobilisations corporelles	2 587 927,00	0,00	3 321 104,00	3 321 104,00	3 321 104,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**2 970 427,00**	**0,00**	**4 006 807,00**	**4 006 807,00**	**4 006 807,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	197 000,00	0,00	177 500,00	177 500,00	177 500,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**197 000,00**	**0,00**	**177 500,00**	**177 500,00**	**177 500,00**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**3 167 427,00**	**0,00**	**4 184 307,00**	**4 184 307,00**	**4 184 307,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*37 354,00*		*43 593,00*	*43 593,00*	*43 593,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*50 000,00*		*50 000,00*	*50 000,00*	*50 000,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***87 354,00***		***93 593,00***	***93 593,00***	***93 593,00***
TOTAL		**3 254 781,00**	**0,00**	**4 277 900,00**	**4 277 900,00**	**4 277 900,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**4 277 900,00**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
13	Subventions d'investissement	648 658,00	0,00	789 077,00	789 077,00	789 077,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**648 658,00**	**0,00**	**789 077,00**	**789 077,00**	**789 077,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**50 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**698 658,00**	**0,00**	**789 077,00**	**789 077,00**	**789 077,00**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*1 664 400,00*		*2 372 210,00*	*2 372 210,00*	*2 372 210,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*866 742,00*		*925 500,00*	*925 500,00*	*925 500,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*50 000,00*		*50 000,00*	*50 000,00*	*50 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***2 581 142,00***		***3 347 710,00***	***3 347 710,00***	***3 347 710,00***
TOTAL		**3 279 800,00**	**0,00**	**4 136 787,00**	**4 136 787,00**	**4 136 787,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**141 113,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**4 277 900,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**3 254 117,00**

(1) cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	1 479 268,00		1 479 268,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	826 822,00		826 822,00
014	Atténuations de produits	591 000,00		591 000,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	21 000,00		21 000,00
66	Charges financières	32 000,00	*0,00*	32 000,00
67	Charges exceptionnelles	95 000,00	*0,00*	95 000,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	2 000,00	*925 500,00*	927 500,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	45 000,00		45 000,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*2 372 210,00*	2 372 210,00
Dépenses d'exploitation – Total		**3 092 090,00**	***3 297 710,00***	**6 389 800,00**

\+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**6 389 800,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	*43 593,00*	43 593,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	177 500,00	*0,00*	177 500,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	685 703,00	0,00	685 703,00
21	Immobilisations corporelles (6)	3 321 104,00	50 000,00	3 371 104,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
Dépenses d'investissement – Total		**4 184 307,00**	***93 593,00***	**4 277 900,00**

\+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**4 277 900,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	2 384 682,00		2 384 682,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	211 500,00		211 500,00
75	Autres produits de gestion courante	1 122 000,00		1 122 000,00
76	Produits financiers	24 527,00	*0,00*	24 527,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*43 593,00*	43 593,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes d'exploitation – Total		**3 742 709,00**	***43 593,00***	**3 786 302,00**

\+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	2 603 498,00

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	6 389 800,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	789 077,00	*0,00*	789 077,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*50 000,00*	50 000,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*892 900,00*	892 900,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*32 600,00*	32 600,00
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*2 372 210,00*	2 372 210,00
Recettes d'investissement – Total		**789 077,00**	***3 347 710,00***	**4 136 787,00**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	141 113,00

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	4 277 900,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et en M. 43.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**1 058 166,00**	**1 479 268,00**	**1 479 268,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	80 000,00	80 000,00
605	Achats d'eau	190 000,00	100 000,00	100 000,00
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	90 000,00	60 000,00	60 000,00
6062	Produits de traitement	40 000,00	40 000,00	40 000,00
6063	Fournitures entretien et petit équipt	91 025,00	100 000,00	100 000,00
6064	Fournitures administratives	2 700,00	2 500,00	2 500,00
6066	Carburants	12 000,00	12 000,00	12 000,00
6068	Autres matières et fournitures	15 000,00	15 000,00	15 000,00
6071	Compteurs	70 000,00	75 000,00	75 000,00
6132	Locations immobilières	20 000,00	20 000,00	20 000,00
6135	Locations mobilières	900,00	1 000,00	1 000,00
614	Charges locatives et de copropriété	10 000,00	10 000,00	10 000,00
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	10 000,00	10 000,00	10 000,00
61523	Entretien, réparations réseaux	88 000,00	50 000,00	50 000,00
61528	Entretien,réparation autres biens immob.	1 500,00	1 500,00	1 500,00
61551	Entretien matériel roulant	12 000,00	10 000,00	10 000,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	3 000,00	1 500,00	1 500,00
6156	Maintenance	65 000,00	50 000,00	50 000,00
6161	Multirisques	10 000,00	15 000,00	15 000,00
6168	Autres	3 500,00	4 200,00	4 200,00
617	Etudes et recherches	233 000,00	198 000,00	198 000,00
618	Divers	15 500,00	15 000,00	15 000,00
6226	Honoraires	2 000,00	2 000,00	2 000,00
6228	Divers	1 500,00	1 500,00	1 500,00
6231	Annonces et insertions	3 000,00	4 000,00	4 000,00
6236	Catalogues et imprimés	1 000,00	1 000,00	1 000,00
6237	Publications	12 000,00	10 000,00	10 000,00
6251	Voyages et déplacements	3 500,00	3 500,00	3 500,00
6256	Missions	500,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	2 300,00	3 000,00	3 000,00
6261	Frais d'affranchissement	3 100,00	2 000,00	2 000,00
6262	Frais de télécommunications	12 241,00	14 200,00	14 200,00
627	Services bancaires et assimilés	800,00	800,00	800,00
6282	Frais de gardiennage	5 300,00	6 000,00	6 000,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	4 000,00	4 000,00	4 000,00
62871	Remb. frais à la coll. de rattachement	9 800,00	7 000,00	7 000,00
6288	Autres	0,00	700,00	700,00
63512	Taxes foncières	9 000,00	20 000,00	20 000,00
63711	Redevance pour prélèvement sur la ressou	0,00	74 880,00	74 880,00
63712	Redevance pour la performance des réseau	0,00	145 200,00	145 200,00
63713	Redevance pour la performance des systèm	0,00	303 600,00	303 600,00
6378	Autres taxes et redevances	5 000,00	5 188,00	5 188,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**771 314,00**	**826 822,00**	**826 822,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	64 250,00	70 000,00	70 000,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	2 560,00	2 660,00	2 660,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	10 480,00	12 250,00	12 250,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	1 710,00	1 760,00	1 760,00
6411	Salaires, appointements, commissions	405 000,00	416 600,00	416 600,00
6413	Primes et gratifications	69 800,00	91 500,00	91 500,00
6414	Indemnités et avantages divers	8 300,00	4 150,00	4 150,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	76 000,00	89 500,00	89 500,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	79 850,00	83 900,00	83 900,00
6454	Cotisations au Pôle emploi	6 600,00	7 500,00	7 500,00
6458	Cotisat° autres organismes sociaux	2 820,00	2 400,00	2 400,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	3 174,00	3 732,00	3 732,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	2 070,00	2 170,00	2 170,00
6478	Autres charges sociales diverses	11 700,00	11 700,00	11 700,00
648	Autres charges de personnel	27 000,00	27 000,00	27 000,00

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
014	**Atténuations de produits (7)**	**293 778,00**	**591 000,00**	**591 000,00**
701249	Reversement redevance agence de l'eau	148 053,00	140 000,00	140 000,00
701259	Reversement - redevance agence de l'eau	45 000,00	0,00	0,00
701269	Reversement à l'agence de l'eau - Redeva	0,00	351 000,00	351 000,00
706129	Reverst redevance modernisat° agence eau	100 725,00	100 000,00	100 000,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**22 000,00**	**21 000,00**	**21 000,00**
6541	Créances admises en non-valeur	20 000,00	20 000,00	20 000,00
6588	Autres ch. diverses de gestion courante	2 000,00	1 000,00	1 000,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		**2 145 258,00**	**2 918 090,00**	**2 918 090,00**
66	**Charges financières (b) (8)**	**45 000,00**	**32 000,00**	**32 000,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	45 000,00	32 000,00	32 000,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**71 000,00**	**95 000,00**	**95 000,00**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	10 000,00	10 000,00	10 000,00
6743	Subventions exceptionnelles fonctionnt	46 000,00	70 000,00	70 000,00
678	Autres charges exceptionnelles	15 000,00	15 000,00	15 000,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**2 000,00**	**2 000,00**	**2 000,00**
6817	Dot. dépréc. actifs circulants	2 000,00	2 000,00	2 000,00
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**44 000,00**	**45 000,00**	**45 000,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		**2 307 258,00**	**3 092 090,00**	**3 092 090,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***1 664 400,00***	***2 372 210,00***	***2 372 210,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***866 742,00***	***925 500,00***	***925 500,00***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*866 742,00*	*892 900,00*	*892 900,00*
6862	*Dot. amort. charges financ. à répartir*	*0,00*	*32 600,00*	*32 600,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***2 531 142,00***	***3 297 710,00***	***3 297 710,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***2 531 142,00***	***3 297 710,00***	***3 297 710,00***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**4 838 400,00**	**6 389 800,00**	**6 389 800,00**

	+
RESTES A REALISER N-1 (13)	**0,00**
	+
D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	**0,00**
	=
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**6 389 800,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 4 et M. 43.

(8) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**1 678 100,00**	**2 384 682,00**	**2 384 682,00**
70111	Ventes d'eau aux abonnés	1 329 400,00	1 696 680,00	1 696 680,00
701241	Redevance pollution d'origine domestique	129 000,00	130 000,00	130 000,00
701251	Redevance prélèvement ressource en eau	32 000,00	0,00	0,00
701261	Redevance sur la consommation d'eau pota	0,00	351 000,00	351 000,00
703	Ventes de produits résiduels	300,00	500,00	500,00
70611	Redevance d'assainissement collectif	0,00	90 000,00	90 000,00
706121	Redevance modernisation des réseaux	83 000,00	0,00	0,00
7084	Mise à disposition de personnel facturée	38 800,00	41 000,00	41 000,00
70878	Remb. frais par des tiers	600,00	502,00	502,00
7088	Autres produits activités annexes	65 000,00	75 000,00	75 000,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**221 740,00**	**211 500,00**	**211 500,00**
747	Subv. et participat° collectivités	4 522,00	15 500,00	15 500,00
748	Autres subventions d'exploitation	217 218,00	196 000,00	196 000,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**1 079 000,00**	**1 122 000,00**	**1 122 000,00**
757	Redevances des fermiers, concession..	1 079 000,00	1 122 000,00	1 122 000,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75	**2 978 840,00**	**3 718 182,00**	**3 718 182,00**
76	**Produits financiers (b)**	**24 527,00**	**24 527,00**	**24 527,00**
7681	Fonds soutien-Sortie emprunts à risque	24 527,00	24 527,00	24 527,00
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**3 003 367,00**	**3 742 709,00**	**3 742 709,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***37 354,00***	***43 593,00***	***43 593,00***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*37 354,00*	*43 593,00*	*43 593,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***37 354,00***	***43 593,00***	***43 593,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**3 040 721,00**	**3 786 302,00**	**3 786 302,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**2 603 498,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**6 389 800,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**382 500,00**	**685 703,00**	**685 703,00**
2031	Frais d'études	365 000,00	648 203,00	648 203,00
2051	Concessions et droits assimilés	17 500,00	37 500,00	37 500,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**2 587 927,00**	**3 321 104,00**	**3 321 104,00**
2128	Aménagement Autres terrains	1 053,00	1 004,00	1 004,00
21351	Aménagement Bâtiments d'exploitation	110 000,00	135 000,00	135 000,00
2151	Installations complexes spécialisées	133 000,00	270 000,00	270 000,00
21531	Réseaux d'adduction d'eau	2 294 874,00	2 625 100,00	2 625 100,00
21561	Service de distribution d'eau	13 000,00	13 000,00	13 000,00
2158	Autres	0,00	1 000,00	1 000,00
2182	Matériel de transport	30 000,00	30 000,00	30 000,00
2183	Matériel de bureau et informatique	6 000,00	5 000,00	5 000,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	241 000,00	241 000,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'équipement	**2 970 427,00**	**4 006 807,00**	**4 006 807,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**197 000,00**	**177 500,00**	**177 500,00**
1641	Emprunts en euros	185 000,00	165 000,00	165 000,00
16871	Remboursements des emprunts souscrits pa	12 000,00	12 500,00	12 500,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**197 000,00**	**177 500,00**	**177 500,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**3 167 427,00**	**4 184 307,00**	**4 184 307,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***37 354,00***	***43 593,00***	***43 593,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***37 354,00***	***43 593,00***	***43 593,00***
139111	*Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau*	*3 606,00*	*9 845,00*	*9 845,00*
139118	*Sub. équipt cpte résult. Autres*	*32 242,00*	*32 242,00*	*32 242,00*
13914	*Sub. équipt cpte résult. Communes*	*1 142,00*	*1 143,00*	*1 143,00*
139188	*des tiers*	*364,00*	*363,00*	*363,00*
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***50 000,00***	***50 000,00***	***50 000,00***
21351	*Aménagement Bâtiments d'exploitation*	*20 000,00*	*20 000,00*	*20 000,00*
2151	*Installations complexes spécialisées*	*20 000,00*	*20 000,00*	*20 000,00*
21561	*Service de distribution d'eau*	*10 000,00*	*10 000,00*	*10 000,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***87 354,00***	***93 593,00***	***93 593,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**3 254 781,00**	**4 277 900,00**	**4 277 900,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**4 277 900,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**648 658,00**	**789 077,00**	**789 077,00**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	633 500,00	789 077,00	789 077,00
1314	Subv. équipt Communes	15 158,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**648 658,00**	**789 077,00**	**789 077,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**50 000,00**	**0,00**	**0,00**
1068	Autres réserves	50 000,00	0,00	0,00
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**50 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**698 658,00**	**789 077,00**	**789 077,00**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***1 664 400,00***	***2 372 210,00***	***2 372 210,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***866 742,00***	***925 500,00***	***925 500,00***
28031	*Frais d'études*	*37 900,00*	*48 800,00*	*48 800,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*5 637,00*	*1 368,00*	*1 368,00*
28121	*Aménagement Terrains nus*	*1 548,00*	*1 548,00*	*1 548,00*
28128	*Aménagement Autres terrains*	*0,00*	*19,00*	*19,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*9 904,00*	*14 791,00*	*14 791,00*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*11 343,00*	*16 666,00*	*16 666,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*68 240,00*	*76 880,00*	*76 880,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*1 798,00*	*1 798,00*	*1 798,00*
28158	*Autres*	*74,00*	*169,00*	*169,00*
28172	*Aménagements de terrains (mise à dispo)*	*1 507,00*	*1 162,00*	*1 162,00*
28173	*Constructions (mise à disposition)*	*57 555,00*	*57 555,00*	*57 555,00*
28175	*Matériel et outillage technique (mad)*	*659 040,00*	*659 041,00*	*659 041,00*
28178	*Autres immos corporelles (mad)*	*298,00*	*298,00*	*298,00*
28182	*Matériel de transport*	*6 215,00*	*6 215,00*	*6 215,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*4 714,00*	*4 496,00*	*4 496,00*
28188	*Autres*	*969,00*	*2 094,00*	*2 094,00*
4817	*Pénalités de renégociation de la dette*	*0,00*	*32 600,00*	*32 600,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		***2 531 142,00***	***3 297 710,00***	***3 297 710,00***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***50 000,00***	***50 000,00***	***50 000,00***
2031	*Frais d'études*	*25 000,00*	*25 000,00*	*25 000,00*
2033	*Frais d'insertion*	*25 000,00*	*25 000,00*	*25 000,00*
TOTAL RECETTES D'ORDRE		***2 581 142,00***	***3 347 710,00***	***3 347 710,00***
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		**3 279 800,00**	**4 136 787,00**	**4 136 787,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9	**141 113,00**

=

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES			**4 277 900,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**2 775 895,60**									
1641 Emprunts en euros (total)					2 775 895,60									
00099967203 003	BANQUE CREDIT MUTUEL	28/12/2006		31/03/2007	130 000,00	F		3,850	3,854		A	X Echéance constante		A-1
0677 334 G	BANQUE CREDIT FONCIER DE FRANCE	28/12/2004		30/06/2005	220 000,00	V	EURIBOR	2,310	1,705		T	P		A-1
20055405	CCM PORTE AERIENNE	29/03/2017		30/09/2017	44 000,00	F		1,350	1,359		T	X Echéance constante		A-1
20809701	BANQUE CREDIT MUTUEL	22/05/2013		31/08/2013	200 000,00	F		3,750	3,804		T	X Echéance constante		A-1
608	SA AGENCE FRANCE LOCALE	01/06/2018		20/09/2018	580 000,00	F		1,410	1,439		T	C		A-1
984	SA AGENCE FRANCE LOCALE	27/05/2019		20/09/2019	930 000,00	F		1,167	1,205		T	X Echéance constante		A-1
MON283118EUR	BANQUE DEXIA CREDIT LOCAL	29/04/2014		01/09/2014	76 672,97	F		1,990	2,005		T	X Echéance constante		A-1
MON519355EUR001	CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL	04/01/2016		01/02/2018	595 222,63	F		3,210	3,287		T	C		A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**2 775 895,60**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**1 489 562,87**					**157 677,88**	**25 464,29**	**0,00**	**2 164,40**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		1 489 562,87					157 677,88	25 464,29	0,00	2 164,40
00099967203 003		0,00	A-1	17 345,04	1,17	F		3,854	8 508,80	667,78	0,00	256,09
0677 334 G		0,00	A-1	3 384,39	0,17	V	EURIBOR	1,705	3 384,39	11,00	0,00	0,00
20055405		0,00	A-1	12 437,76	2,42	F		1,359	4 924,92	143,04	0,00	0,28
20809701		0,00	A-1	57 130,39	3,33	F		3,804	15 568,68	1 925,16	0,00	137,26
608		0,00	A-1	391 500,00	13,42	F		1,439	29 000,00	5 470,46	0,00	152,71
984		0,00	A-1	695 460,15	14,42	F		1,205	44 282,26	7 922,70	0,00	232,20
MON283118EUR		0,00	A-1	9 032,20	1,17	F		2,005	7 207,94	126,18	0,00	3,03
MON519355EUR001		0,00	A-1	303 272,94	9,08	F		3,287	44 800,89	9 197,97	0,00	1 382,83
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**1 489 562,87**					**157 677,88**	**25 464,29**	**0,00**	**2 164,40**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	8	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	1 489 562,87	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : €	25-10-2018

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Agencements, aménagements de bâtiments et terrains	20	01/01/2000
L	Bâtiments durables	100	01/01/2000
L	Bâtiments légers, abris	15	01/01/2000
L	Frais d'études de recherche et de développement et frais d'inser	5	01/01/2000
L	Installations de traitement de l'eau potable	15	01/01/2000
L	Logiciels	2	01/01/2000
L	Matériel de bureau et matériel informatique	5	01/01/2000
L	Matériet de transport, véhicules	8	01/01/2000
L	Mobilier, appareils de laboratoire, outillage	10	01/01/2000
L	Organes de régulation (électronique, capteurs, etc...)	8	01/01/2000
L	Ouvrages de génie civil pour le captage, le transport et le trai	70	01/01/2000
L	Pompes, appareils électromécaniques, installations de chauffage	10	01/01/2000
L	Réservoirs enterrés, château d'eau, station de pompage, forages	60	01/01/2000

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS	A3.1

A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE prévisionnel au 31/12/N
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL BUDGETAIRES	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (2)	**0,00**		**6 543,08**	**6 543,08**	**0,00**	**6 543,08**
Créances douteuses	0,00	10/02/2022	6 543,08	6 543,08	0,00	6 543,08
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	**0,00**		**6 543,08**	**6 543,08**	**0,00**	**6 543,08**

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES	A4.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**141 113,00**	**141 113,00**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**141 113,00**	**141 113,00**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Affectation au 106 (C)	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**141 113,00**	**141 113,00**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**141 113,00**	**141 113,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**221 093,00**	**221 093,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**3 297 710,00**	**3 297 710,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**3 076 617,00**	**3 076 617,00**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**221 093,00**	**I**	**221 093,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**177 500,00**		**177 500,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	165 000,00		165 000,00
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	12 500,00		12 500,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**43 593,00**		**43 593,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*43 593,00*		*43 593,00*
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**3 297 710,00**	**III 3 297 710,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**3 297 710,00**	**3 297 710,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
28031	*Frais d'études*	*48 800,00*	*48 800,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*1 368,00*	*1 368,00*
28121	*Aménagement Terrains nus*	*1 548,00*	*1 548,00*
28128	*Aménagement Autres terrains*	*19,00*	*19,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*14 791,00*	*14 791,00*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*16 666,00*	*16 666,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*76 880,00*	*76 880,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*1 798,00*	*1 798,00*
28158	*Autres*	*169,00*	*169,00*
28172	*Aménagements de terrains (mise à dispo)*	*1 162,00*	*1 162,00*
28173	*Constructions (mise à disposition)*	*57 555,00*	*57 555,00*
28175	*Matériel et outillage technique (mad)*	*659 041,00*	*659 041,00*
28178	*Autres immos corporelles (mad)*	*298,00*	*298,00*
28182	*Matériel de transport*	*6 215,00*	*6 215,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*4 496,00*	*4 496,00*
28188	*Autres*	*2 094,00*	*2 094,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*		
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*		
4817	*Pénalités de renégociation de la dette*	*32 600,00*	*32 600,00*
021	*Virement de la section d'exploitation*	*2 372 210,00*	*2 372 210,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 41
Nombre de membres présents : 39
Nombre de suffrages exprimés : 39
VOTES :
Pour : 39
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 31 JAN. 2025

Présenté par (1) Le Président,
A Guebwiller le 13/02/2025
(1) Le Président,

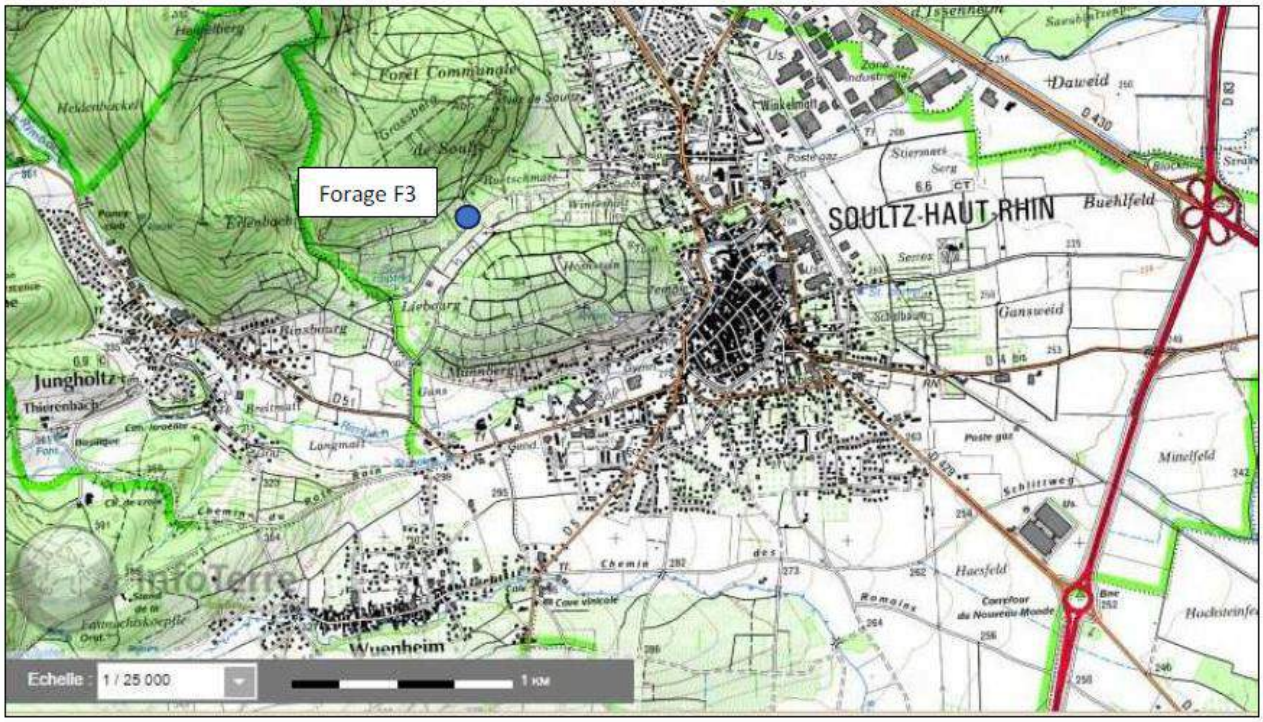
Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session Ordinaire
A Guebwiller, le 13/02/2025
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

Certifié exécutoire par (1) Le Président, compte tenu de la transmission en préfecture, le 24 FEV. 2025 et de la publication le 24 FEV. 2025
A Guebwiller,le 24 FEV. 2025

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...
(2) L'assemblée délibérante étant : le Conseil Communautaire.
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

ANNEXE 1 : Emplacement du forage

Implantation du forage F3 de Soultz (68) :



Prises de vues :

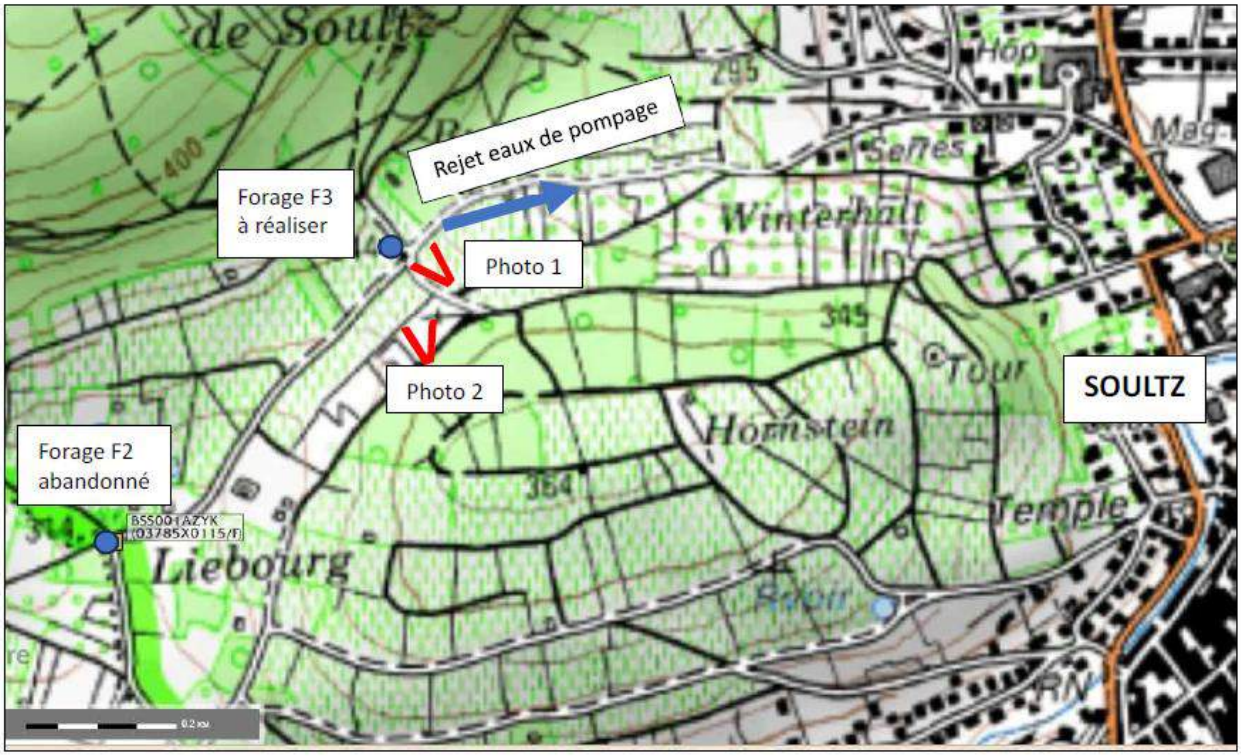


Photo 1 (23/10/2024)



Photo 2 (23/10/2024)



COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA REGION DE GUEBWILLER

PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL DU PROJET

PROJET : CREATION D'UN FORAGE EN EAU POTABLESUR LE SITE DIT VIEHWEG

Précision : montants **H.T.**

DÉPENSES	MONTANT	RESSOURCES	MONTANT	%
Mission d'assistance à Maîtrise d'ouvrage pour la création du forage de reconnaissance	11 880	Subvention Région Grand Est	228 564	30 %
Marché travaux de création du forage de reconnaissance	450 000			
Etude de vulnérabilité	30 000			
Mission de maitrise d'œuvre pour l'équipement et raccordement du forage	20 000			
Marché travaux d'équipement et de raccordement du forage	250 000	**Sous-total Aides publiques**	**228 564**	30 %
		Auto-financement :		
		- Fonds propres	533 316	70 %
		sous-total	**533 316**	70 %
TOTAL	761 880	**TOTAL :**	**761 880**	100 %

20/01/2025

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 24680056900088	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT Communauté de commune à FPU CC REGION DE GUEBWILLER

POSTE COMPTABLE DE : SERVICE DE GESTION COMPTABLE DE GUEBWILLER

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 4 (1)

Budget primitif

BUDGET : CCRG BUDGET PEPINIERE D'ENTREPRISES (2)

ANNEE 2025

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 17

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 18
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 22
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 24
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 25
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations 26
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières 27
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 28
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes 29
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 30

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES | I

MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (4) cumulé de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (5) avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(4) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	401 100,00	303 034,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 98 066,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	401 100,00	401 100,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	87 701,00	95 700,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 7 999,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	95 700,00	95 700,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	496 800,00	496 800,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES — A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	161 074,00	0,00	149 683,00	149 683,00	149 683,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	124 982,00	0,00	128 832,00	128 832,00	128 832,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	10 000,00	0,00	11 000,00	11 000,00	11 000,00
Total des dépenses de gestion des services		**296 056,00**	**0,00**	**289 515,00**	**289 515,00**	**289 515,00**
66	Charges financières	5 533,00	0,00	5 000,00	5 000,00	5 000,00
67	Charges exceptionnelles	2 000,00	0,00	2 000,00	2 000,00	2 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		500,00	500,00	500,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	20 000,00		20 000,00	20 000,00	20 000,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**323 589,00**	**0,00**	**317 015,00**	**317 015,00**	**317 015,00**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*22 300,00*		*20 930,00*	*20 930,00*	*20 930,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*65 011,00*		*63 155,00*	*63 155,00*	*63 155,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***87 311,00***		***84 085,00***	***84 085,00***	***84 085,00***
TOTAL		**410 900,00**	**0,00**	**401 100,00**	**401 100,00**	**401 100,00**

\+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**401 100,00**

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	157 600,00	0,00	141 900,00	141 900,00	141 900,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**157 600,00**	**0,00**	**141 900,00**	**141 900,00**	**141 900,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	51 846,00	0,00	121 019,00	121 019,00	121 019,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**209 446,00**	**0,00**	**262 919,00**	**262 919,00**	**262 919,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*40 115,00*		*40 115,00*	*40 115,00*	*40 115,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***40 115,00***		***40 115,00***	***40 115,00***	***40 115,00***
TOTAL		**249 561,00**	**0,00**	**303 034,00**	**303 034,00**	**303 034,00**

\+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**98 066,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**401 100,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	**43 970,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et M. 43.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	20 000,00	0,00	14 500,00	14 500,00	14 500,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**20 000,00**	**0,00**	**14 500,00**	**14 500,00**	**14 500,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	29 585,00	0,00	33 086,00	33 086,00	33 086,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**29 585,00**	**0,00**	**33 086,00**	**33 086,00**	**33 086,00**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**49 585,00**	**0,00**	**47 586,00**	**47 586,00**	**47 586,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*40 115,00*		*40 115,00*	*40 115,00*	*40 115,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***40 115,00***		***40 115,00***	***40 115,00***	***40 115,00***
TOTAL		**89 700,00**	**0,00**	**87 701,00**	**87 701,00**	**87 701,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	**7 999,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**95 700,00**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	10 000,00	10 000,00	10 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	1 183,00	0,00	1 615,00	1 615,00	1 615,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**1 183,00**	**0,00**	**11 615,00**	**11 615,00**	**11 615,00**

45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**1 183,00**	**0,00**	**11 615,00**	**11 615,00**	**11 615,00**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*22 300,00*		*20 930,00*	*20 930,00*	*20 930,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*65 011,00*		*63 155,00*	*63 155,00*	*63 155,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***87 311,00***		***84 085,00***	***84 085,00***	***84 085,00***
TOTAL		**88 494,00**	**0,00**	**95 700,00**	**95 700,00**	**95 700,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**95 700,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**43 970,00**

(1) cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	149 683,00		149 683,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	128 832,00		128 832,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	11 000,00		11 000,00
66	Charges financières	5 000,00	*0,00*	5 000,00
67	Charges exceptionnelles	2 000,00	*0,00*	2 000,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	500,00	*63 155,00*	63 655,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	20 000,00		20 000,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*20 930,00*	20 930,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**317 015,00**	***84 085,00***	**401 100,00**

\+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**401 100,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	*40 115,00*	40 115,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	33 086,00	*0,00*	33 086,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	14 500,00	0,00	14 500,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**47 586,00**	***40 115,00***	**87 701,00**

\+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**7 999,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**95 700,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	141 900,00		141 900,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	121 019,00	*40 115,00*	161 134,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes d'exploitation – Total		**262 919,00**	***40 115,00***	**303 034,00**

\+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**98 066,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**401 100,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	1 615,00	*0,00*	1 615,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*63 155,00*	63 155,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*20 930,00*	20 930,00
Recettes d'investissement – Total		**1 615,00**	***84 085,00***	**85 700,00**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**10 000,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**95 700,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et en M. 43.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**161 074,00**	**149 683,00**	**149 683,00**
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	62 500,00	52 500,00	52 500,00
6063	Fournitures entretien et petit équipt	5 500,00	5 500,00	5 500,00
6064	Fournitures administratives	1 224,00	1 033,00	1 033,00
6066	Carburants	0,00	1 000,00	1 000,00
6068	Autres matières et fournitures	1 500,00	1 500,00	1 500,00
6135	Locations mobilières	2 000,00	1 500,00	1 500,00
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	16 000,00	16 000,00	16 000,00
61528	Entretien,réparation autres biens immob.	500,00	500,00	500,00
61551	Entretien matériel roulant	750,00	1 000,00	1 000,00
6156	Maintenance	12 500,00	12 500,00	12 500,00
6161	Multirisques	3 500,00	5 500,00	5 500,00
6168	Autres	400,00	250,00	250,00
618	Divers	4 200,00	4 200,00	4 200,00
6226	Honoraires	200,00	200,00	200,00
6231	Annonces et insertions	200,00	200,00	200,00
6233	Foires et expositions	1 000,00	1 000,00	1 000,00
6236	Catalogues et imprimés	1 500,00	1 500,00	1 500,00
6237	Publications	500,00	500,00	500,00
6238	Divers	1 000,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	500,00	500,00	500,00
6256	Missions	500,00	500,00	500,00
6257	Réceptions	2 000,00	2 000,00	2 000,00
6261	Frais d'affranchissement	5 000,00	5 000,00	5 000,00
6262	Frais de télécommunications	13 000,00	10 000,00	10 000,00
6281	Concours divers (cotisations)	500,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	12 000,00	12 000,00	12 000,00
6288	Autres	1 600,00	1 500,00	1 500,00
63512	Taxes foncières	11 000,00	11 800,00	11 800,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**124 982,00**	**128 832,00**	**128 832,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	29 500,00	31 000,00	31 000,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	300,00	300,00	300,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	1 150,00	1 600,00	1 600,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	200,00	200,00	200,00
6411	Salaires, appointements, commissions	53 000,00	53 000,00	53 000,00
6413	Primes et gratifications	6 200,00	6 200,00	6 200,00
6414	Indemnités et avantages divers	6 200,00	6 200,00	6 200,00
6415	Supplément familial	950,00	950,00	950,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	12 000,00	13 400,00	13 400,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	9 300,00	10 300,00	10 300,00
6454	Cotisations au Pôle emploi	1 550,00	1 600,00	1 600,00
6458	Cotisat° autres organismes sociaux	500,00	500,00	500,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	622,00	772,00	772,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	410,00	260,00	260,00
6478	Autres charges sociales diverses	1 700,00	1 300,00	1 300,00
648	Autres charges de personnel	1 400,00	1 250,00	1 250,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**10 000,00**	**11 000,00**	**11 000,00**
6541	Créances admises en non-valeur	10 000,00	11 000,00	11 000,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		**296 056,00**	**289 515,00**	**289 515,00**
66	**Charges financières (b) (8)**	**5 533,00**	**5 000,00**	**5 000,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	5 533,00	5 000,00	5 000,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**2 000,00**	**2 000,00**	**2 000,00**
673	Titres annulés sur exercices antérieurs	2 000,00	2 000,00	2 000,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**0,00**	**500,00**	**500,00**
6817	Dot. dépréc. actifs circulants	0,00	500,00	500,00
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
022	**Dépenses imprévues (f)**	**20 000,00**	**20 000,00**	**20 000,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		**323 589,00**	**317 015,00**	**317 015,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***22 300,00***	***20 930,00***	***20 930,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***65 011,00***	***63 155,00***	***63 155,00***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*65 011,00*	*63 155,00*	*63 155,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***87 311,00***	***84 085,00***	***84 085,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***87 311,00***	***84 085,00***	***84 085,00***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**410 900,00**	**401 100,00**	**401 100,00**

	+
RESTES A REALISER N-1 (13)	**0,00**
	+
D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	**0,00**
	=
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**401 100,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 4 et M. 43.

(8) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**157 600,00**	**141 900,00**	**141 900,00**
7083	Locations diverses	108 700,00	93 000,00	93 000,00
7084	Mise à disposition de personnel facturée	11 500,00	11 500,00	11 500,00
7085	Ports et frais accessoires facturés	17 400,00	17 400,00	17 400,00
7088	Autres produits activités annexes	20 000,00	20 000,00	20 000,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75	**157 600,00**	**141 900,00**	**141 900,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**51 846,00**	**121 019,00**	**121 019,00**
7741	Subvent° excep. coll. de rattachement	51 846,00	121 019,00	121 019,00
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**209 446,00**	**262 919,00**	**262 919,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***40 115,00***	***40 115,00***	***40 115,00***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*40 115,00*	*40 115,00*	*40 115,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***40 115,00***	***40 115,00***	***40 115,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**249 561,00**	**303 034,00**	**303 034,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**98 066,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**401 100,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**20 000,00**	**14 500,00**	**14 500,00**
2135	Installations générales, agencements	10 000,00	5 000,00	5 000,00
2183	Matériel de bureau et informatique	3 000,00	2 000,00	2 000,00
2184	Mobilier	5 000,00	3 000,00	3 000,00
2188	Autres immobilisations corporelles	2 000,00	4 500,00	4 500,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'équipement	**20 000,00**	**14 500,00**	**14 500,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**29 585,00**	**33 086,00**	**33 086,00**
1641	Emprunts en euros	27 000,00	29 000,00	29 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	2 585,00	4 086,00	4 086,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**29 585,00**	**33 086,00**	**33 086,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**49 585,00**	**47 586,00**	**47 586,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***40 115,00***	***40 115,00***	***40 115,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***40 115,00***	***40 115,00***	***40 115,00***
13911	*Sub. équipt cpte résult. Etat*	*5 667,00*	*5 667,00*	*5 667,00*
13912	*Sub. équipt cpte résult. Régions*	*16 628,00*	*16 628,00*	*16 628,00*
13913	*Sub. équipt cpte résult. Départements*	*8 498,00*	*8 498,00*	*8 498,00*
13917	*Sub. équipt cpte résult.Budget communaut*	*9 252,00*	*9 252,00*	*9 252,00*
139188	*des tiers*	*70,00*	*70,00*	*70,00*
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***40 115,00***	***40 115,00***	***40 115,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**89 700,00**	**87 701,00**	**87 701,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**7 999,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**95 700,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**10 000,00**	**10 000,00**
1068	Autres réserves	0,00	10 000,00	10 000,00
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**1 183,00**	**1 615,00**	**1 615,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**1 183,00**	**11 615,00**	**11 615,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**1 183,00**	**11 615,00**	**11 615,00**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***22 300,00***	***20 930,00***	***20 930,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***65 011,00***	***63 155,00***	***63 155,00***
28121	*Aménagement Terrains nus*	*28,00*	*28,00*	*28,00*
28131	*Bâtiments*	*54 756,00*	*54 756,00*	*54 756,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*3 106,00*	*3 328,00*	*3 328,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*3 921,00*	*3 508,00*	*3 508,00*
28184	*Mobilier*	*2 656,00*	*994,00*	*994,00*
28188	*Autres*	*544,00*	*541,00*	*541,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	***87 311,00***	***84 085,00***	***84 085,00***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***87 311,00***	***84 085,00***	***84 085,00***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**88 494,00**	**95 700,00**	**95 700,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**95 700,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**450 000,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					450 000,00									
32474914	BANQUE CCM GUEBWILLER	25/06/2009		30/09/2015	450 000,00	F		4,400	4,055		T	X Echéance constante		A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
Total général					**450 000,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**132 874,09**					**27 753,63**	**4 288,97**	**0,00**	**10,22**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		132 874,09					27 753,63	4 288,97	0,00	10,22
32474914		0,00	A-1	132 874,09	4,42	F		4,055	27 753,63	4 288,97	0,00	10,22
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**132 874,09**					**27 753,63**	**4 288,97**	**0,00**	**10,22**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) **(1)**	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	1	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	132 874,09	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : €	25-03-2010

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Agencements et aménagements de bâtiments, installations elec	20	01/01/2000
L	Appareillage, matériel de bureau, outillage, conteneurs	10	01/01/2000
L	Bâtiments durables	60	01/01/2000
L	Bâtiments légers, abris	15	01/01/2000
L	Engins de travaux publics, véhicules	8	01/01/2000
L	Informatique	5	01/01/2000
L	Mobilier de bureau	15	01/01/2000
L	Ouvrages lourds et voirie	30	01/01/2000
L	Subventions d'équipement	15	01/01/2000

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS	A3.1

A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE prévisionnel au 31/12/N
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL BUDGETAIRES	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**121,44**	**121,44**	**0,00**	**121,44**
Provision pour créance douteuse	0,00	31/12/2021	121,44	121,44	0,00	121,44
Dépréciations (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	**0,00**		**121,44**	**121,44**	**0,00**	**121,44**

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES	A4.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-7 999,00**	**-7 999,00**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-7 999,00**	**-7 999,00**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Affectation au 106 (C)	**10 000,00**	**10 000,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-7 999,00**	**-7 999,00**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**2 001,00**	**2 001,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**69 115,00**	**69 115,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**84 085,00**	**84 085,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**14 970,00**	**14 970,00**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**69 115,00**	**I**	**69 115,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**29 000,00**		**29 000,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	29 000,00		29 000,00
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**40 115,00**		**40 115,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*40 115,00*		*40 115,00*
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**84 085,00**	**III 84 085,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**84 085,00**	**84 085,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
28121	*Aménagement Terrains nus*	*28,00*	*28,00*
28131	*Bâtiments*	*54 756,00*	*54 756,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*3 328,00*	*3 328,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*3 508,00*	*3 508,00*
28184	*Mobilier*	*994,00*	*994,00*
28188	*Autres*	*541,00*	*541,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*		
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*		
021	*Virement de la section d'exploitation*	*20 930,00*	*20 930,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 41
Nombre de membres présents : 34
Nombre de suffrages exprimés : 39
VOTES :
Pour : 39
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 31 JAN. 2025

Présenté par (1) Le Président,
A Guebwiller le 13/02/2025
(1) Le Président,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session Ordinaire
A Guebwiller, le 13/02/2025
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

Certifié exécutoire par (1) Le Président, compte tenu de la transmission en préfecture, le 24 FEV. 2025, et de la publication le 24 FEV. 2025
A Guebwiller, le 24 FEV. 2025

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...
(2) L'assemblée délibérante étant : le Conseil Communautaire.
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Mission Locale Colmar Centre Alsace
GRAND EST

Synthèse d'activité
Communauté de Communes de la Région de Guebwiller
Statistiques au 30-11-2024

Au 30 novembre 2024, **382 jeunes** habitant l'une des communes de la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller, sont en contact avec la Mission Locale Colmar Centre Alsace.

254 d'entre eux font partie de notre file active et sont accompagnés de façon très régulière par les Conseillers en Insertion Professionnelle, soit 66,5% des jeunes en contact.

NOMBRE DE JEUNES ACCOMPAGNES : 254

	Jeunes en contact	Jeunes accompagnés	Jeunes accueillis pour la 1ère fois
Femmes	179	125	67
Hommes	203	129	60
Total	**382**	**254**	**127**

Nous enregistrons une **diminution de 3%** de jeunes accueillis pour la 1ère fois par rapport à la même période en 2023. C'est une donnée partagée avec France Travail qui enregistre également 3% de jeunes de moins venus s'inscrire chez France Travail.

53% des jeunes accueillis pour la 1ère fois sont des femmes (c'était l'inverse l'an dernier à la même époque).

- 59 jeunes ont été accompagnés dans le cadre du Contrat d'Engagement Jeunes pendant cette période.
- 119 jeunes ont été accompagnés dans le cadre de l'accompagnement délégué par France Travail.

Dans le cadre de l'accompagnement renforcé des jeunes, nous avons pu débloquer 135 792€ d'aides financières aux jeunes (allocations).



Caractéristiques de ces jeunes :

- **73,5%** des jeunes accompagnés résident chez leurs parents, **16,5%** sont en logement précaire chez des tiers ou dans des foyers et **10%** sont locataires.
- **2%** ont des enfants à charge.
- **71%** des jeunes accompagnés n'ont pas le permis de conduire**. 51%** se déclarent peu ou pas mobiles pour pouvoir décrocher un emploi (ils se limitent à leur canton voire à leur commune). **57%** dépendent des **transports en commun** pour se déplacer, **16%** peuvent compter sur un **scooter ou un vélo. 84%** des jeunes ayant le permis, peuvent disposer d'un véhicule.
- Les jeunes accompagnés sont principalement âgés **(55,5%)** de 18 à 21 ans. **11,5%** sont des mineurs et **33%** ont 22 ans et plus.
- **8,5%** ont une reconnaissance de travailleur handicapé.

NIVEAU DE FORMATION DES 254 JEUNES ACCOMPAGNES

Niveau des jeunes accompagnés	
Niveau Bac + 2 et supra	7,5%
Niveau Bac (pro, technique, général)	31%
Niveau CAP et infra	61,5%
Total	**100%**

25,6% ont un niveau 3ème

Le niveau scolaire se dégrade, l'an passé 11% de jeunes avaient un niveau Bac+2 et plus, ils ne sont plus que 7,5% cette année.

61,5% ont un niveau CAP et infra cette année, contre 57% l'an dernier.

NOMBRE DE JEUNES ACCOMPAGNES : DETAIL PAR COMMUNE

			Total	**% Total**
	Femmes	Hommes		
Bergholtz		1	**1**	**0,4%**
Bergholtzzell		1	**1**	**0,4%**
Buhl	8	12	**20**	**7,9%**
Guebwiller	55	57	**112**	**44,1%**
Hartmannswiller		2	**2**	**0,8%**
Issenheim	10	14	**24**	**9,4%**
Jungholtz		1	**1**	**0,4%**
Lautenbach	3	5	**8**	**3,1%**
Lautenbachzell	5	2	**7**	**2,8%**
Linthal	2		**2**	**0,8%**
Merxheim	1	2	**3**	**1,2%**
Murbach	1		**1**	**0,4%**
Orschwihr	2		**2**	**0,8%**
Raedersheim	2	8	**10**	**3,9%**
Rimbach-près-Guebwiller		1	**1**	**0,4%**
Soultz-Haut-Rhin	32	20	**52**	**20,5%**
Soultzmatt	3	3	**6**	**2,4%**
Wuenheim	1		**1**	**0,4%**
Total	**125**	**129**	**254**	**100,0%**

PROPOSITIONS FAITES AUX JEUNES : 3 010

3 010 propositions concrètes ont été faites aux jeunes accompagnés lors de 3 340 contacts :

Thème	Nb propositions	%
Accès à l'emploi	768	25,5%
Formation	217	7,2%
Projet professionnel	1 697	56,4%
Santé	45	1,5%
Citoyenneté, accès aux droits, logement	276	9,2%
Loisirs, sport, culture	7	0,2%
Total	**3 010**	**100%**

Une large majorité des jeunes sollicite la Mission Locale pour être aidée dans l'élaboration de leur projet professionnel. Aux vues du public, peu ou pas qualifié, cela n'a rien d'étonnant : les jeunes ont arrêté leurs études de façon prématurée et ne savent pas vers quel métier s'orienter.

NATURE DES CONTACTS AVEC LES JEUNES : 3 340

Entretiens de face à face ou ateliers collectifs ou entretiens téléphoniques	1 824
Courriels + SMS	1 323
Courriers	193
Total des contacts	**3 340**

- **55%** des contacts avec les jeunes accompagnés sont des **contacts directs.**
- **40%** sont des **contacts dématérialisés**.
- Le nombre de contacts moyen par jeune, s'élève à **13** à fin novembre.

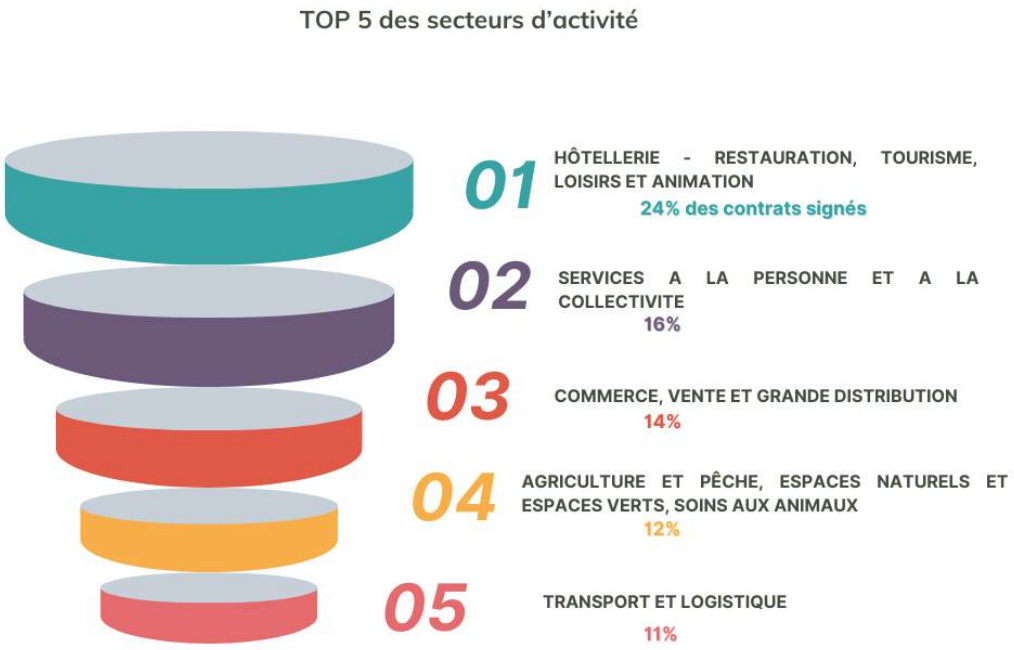
SITUATIONS PROFESSIONNELLES DES JEUNES AU 30 NOVEMBRE 2024 (UN JEUNE A PU AVOIR PLUSIEURS SITUATIONS DANS LA MEME ANNEE) :

Nature de la situation	**Nb**
CDI	10
CDD > 6 mois	9
CDD < 6 mois	99
Contrat en alternance	5
Création d'activité	2
Emploi Total	**125**
Formation certifiante ou qualifiante	3
Formation non certifiante ou non qualifiante	25
Formation Total	**28**
Reprise d'études	**9**
Service civique	**2**
Stage en entreprise	**20**
Total	**184**

68% de remise à niveau scolaire ou de remobilisation à vocation professionnelle

- **68%** des solutions trouvées au 30/11/2024 sont liées à **l'emploi**
- **20%** sont des accès à **la formation** (continue ou initiale).
- **11%** sont des **stages** en entreprise
- **1%** sont des missions de **service civique**

SECTEURS D'ACTIVITE DES ENTREPRISES AYANT ENGAGE DES JEUNES LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA REGION DE GUEBWILLER :



Notre chargée de relations entreprises a été en contact avec 16 entreprises de la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller. Elle a pu contractualiser 3 Parcours Emploi Compétences qui a permis un soutien financier à hauteur de 5 123€ pour ces entreprises.



CONVENTION

de fonctionnement des antennes délocalisées

Entre
La COMMUNAUTE DE COMMUNES de la REGION DE GUEBWILLER
1 rue des Malgré - Nous – BP 80114 – 68502 GUEBWILLER CEDEX
Représenté par Monsieur Marcello ROTOLO, Président en exercice
Et
La MISSION LOCALE COLMAR CENTRE ALSACE
45 rue de la Fecht, 68000 COLMAR
Représenté par Madame Manurêva PELLETIER, Présidente Déléguée en exercice.

Conformément aux orientations prises le 28 février 2007 en Comité Directeur du Pays, il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention définit l'organisation de l'Antenne de la Mission Locale Colmar Centre Alsace située à Guebwiller, pour l'accueil, l'insertion sociale et professionnelle des jeunes âgés de 16 à 25 ans, résidant dans la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller. La Mission Locale Colmar Centre Alsace accueille les jours ouvrables, tous les jeunes de la zone Haut-Rhin Nord, au siège de la Mission Locale à Colmar, à l'Antenne de Guebwiller ou dans l'une de ses permanences. La Mission Locale Colmar Centre Alsace assure un accueil et une information de proximité personnalisés et un accompagnement individuel dans la construction du parcours d'insertion socioprofessionnelle des jeunes.

L'accueil du public est assuré, tous les jours (avec ou sans rendez-vous), dans les locaux de l'Antenne de Guebwiller au 170 rue de la République, les derniers jeudis matin du mois dans les locaux de la Commune de Merxheim (sur rendez-vous uniquement).

Article 2 : Engagements financiers

La Communauté de Communes accorde à la Mission Locale pour ses frais de fonctionnement une subvention forfaitaire annuelle de **20 785 €** (vingt mille sept cent quatre-vingt-cinq euros).

Article 3 : Durée de la convention

La présente convention est conclue à compter du 1° janvier 2025 et prendra fin le 31 décembre 2025

Article 4 : Résiliation

En cas d'inexécution totale ou partielle des clauses de la présente convention, celle ci pourra être dénoncée par l'une ou l'autre des deux parties sur préavis de trois mois.

Fait à Guebwiller, le

Pour la **COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA REGION DE GUEBWILLER**
Le Président

Marcello ROTOLO

Pour la **MISSION LOCALE COLMAR CENTRE ALSACE**
Pour la Présidente déléguée,
Manurêva PELLETIER et par délégation, la Directrice,
Christel LAFITTE-MAYER

CONVENTION DE FINANCEMENT 2025/2027
entre
la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller
et
Initiative Colmar Centre-Alsace

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de communes de la Région de Guebwiller en date du XXXXXX, cette convention s'établit :

Entre,

La Communauté de Communes de la Région de Guebwiller, sise 1 rue des Malgré-Nous - BP 80114 – 68502 Guebwiller Cedex, représentée par Monsieur Marcello ROTOLO, son Président,

Ci-après désignée " Communauté de Communes de la Région de Guebwiller "

D'une part,

Et

La plateforme " Initiative Colmar Centre-Alsace "(PFIL) association de droit local inscrite au Registre des associations du Tribunal d'Instance de Colmar (Vol. 58, Folio n°72), sise 1 place de la Gare - CS 40007 - 68001 Colmar, représentée par Monsieur Jean BERNHEIM, son Président,

Ci-après désignée " Initiative Colmar Centre-Alsace "

D'autre part,

Il est exposé et convenu ce qui suit :

En Préambule :

L'Alsace est confrontée à un contexte économique difficile de compétition mondiale qui engendre des mutations profondes du tissu économique, et impose une évolution des conditions de mise en œuvre des politiques publiques d'appui économique.

Les plateformes Initiative (PFIL) fédérées par l'association " Initiative France ", tête de réseau des plateformes, sont des outils mis au service de la création, de la reprise et du développement d'entreprise qui ont pour avantage de représenter une démarche concertée en matière de développement local et d'être initiés à l'échelle d'un bassin d'activités.

Lorsque le projet est retenu par le comité d'agrément, en fonction des critères et notamment de l'intégration du projet dans son environnement économique local, les plateformes ont pour mission de renforcer les fonds propres des créateurs, repreneurs d'entreprise ou entrepreneurs en phase de primo développement par l'octroi de prêts d'honneur (qui vont de 1 500 à 15 000 €) sans garantie personnelle, ni intérêt, afin de faire effet de levier auprès des organismes bancaires. La plateforme peut mobiliser différents outils de financement ou dispositifs au bénéfice du porteur de projet.

La progression du chômage en Alsace est l'une des raisons qui a conduit à la création d'"Initiative Colmar Centre-Alsace " en février 2004.

Créée sous forme associative, elle regroupe, plusieurs collèges d'institutionnels et de professionnels.

Son territoire d'intervention s'étend sur les arrondissements de Colmar, Guebwiller et Ribeauvillé.

Cette plateforme aide les entrepreneurs en phase de création, de reprise et de primo-développement d'entreprise dans les secteurs d'activités suivants : l'artisanat, les professions libérales, et plus particulièrement le commerce et la prestation de services aux particuliers et aux entreprises qui échappent traditionnellement aux aides à la création.

Pour réduire le taux d'échec et donc pérenniser les activités soutenues, les porteurs de projet peuvent être parrainés durant les deux premières années de leur activité. Les partenaires de ce parrainage sont notamment le Centre des Jeunes Dirigeants (CJD), l'association Entente des Générations pour l'Emploi et l'Entreprise (EGEE), des chefs d'entreprise et des cadres dirigeants qui sont impliqués dans la vie économique. Ce parrainage est un acte bénévole et désintéressé.

"Initiative Colmar Centre-Alsace" sollicite l'intervention de la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller, afin d'être en mesure de poursuivre son activité en faveur du développement économique local et ainsi favoriser l'initiative créatrice d'emplois par la création, la reprise ou le développement d'entreprise.

ARTICLE 1 : Objet

La présente convention a pour objet de préciser les modalités d'attribution de l'aide financière accordée par la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller pour soutenir l'action mise en œuvre par " Initiative Colmar Centre-Alsace ", sur la période du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2027.

I - OBLIGATIONS DE LA COLLECTIVITE

ARTICLE 2 : Mise en œuvre

Sur la période 2025, 2026 et 2027, la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller alloue à "Initiative Colmar Centre-Alsace" une subvention annuelle d'un montant de 0,15 € par habitant, destinée pour tout ou partie au budget d'accompagnement de l'association et/ou au fonds de prêt d'honneur.

Sur cette même période, la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller s'acquittera, en sus de la subvention, d'une cotisation annuelle de 120 €, lui donnant ainsi la qualité de membre d'"Initiative Colmar Centre-Alsace ".

ARTICLE 3 : Modalités de versement

Le versement de la subvention et de la cotisation interviendra après l'Assemblée Générale de l'association " Initiative Colmar Centre-Alsace ", au moment de l'appel à cotisation et à subvention et ce, avant le 31 décembre de chaque année. Le soutien financier sera effectué en un seul versement.

II - OBLIGATIONS DE l'ASSOCIATION

ARTICLE 4 : Information et suivi de l'opération

La plateforme " Initiative Colmar Centre Alsace " s'engage à :

a) Informer la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller des dossiers de son territoire qui seront examinés lors de chaque comité d'agrément

b) Communiquer à la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller, au plus tard le 30 septembre de l'année suivant la date d'arrêt des comptes, ses bilans et comptes de

résultats certifiés par le commissaire aux comptes, ainsi que le rapport d'activités du dernier exercice,

c) Tenir sa comptabilité dans le respect des dispositions légales et réglementaires,

d) Mentionner le soutien de la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller aux bénéficiaires du dispositif qui s'installeraient sur le territoire de cette dernière.

III – CLAUSES GENERALES

ARTICLE 5 : Durée

La présente convention est valable pendant toute la durée des obligations liées au versement des subventions au titre des exercices 2025, 2026 et 2027.

ARTICLE 6 : Modification

Toute demande de modification par l'une ou l'autre des parties est notifiée par écrit contre accusé de réception et donne lieu le cas échéant à la signature d'un avenant à la présente convention.

ARTICLE 7 : Compétence juridictionnelle

Tout litige relatif à l'exécution de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait en deux exemplaires originaux

A Colmar, le .....

Le Président de la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller

M. Marcello ROTOLO

Le Président de la plateforme " Initiative Colmar Centre Alsace "

M. Jean BERNHEIM

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Communauté de commune à FPU : **CC REGION DE GUEBWILLER (1)**

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE CCRG BUDGET GENERAL (2)

Numéro SIRET : 24680056900070

POSTE COMPTABLE : SERVICE DE GESTION COMPTABLE DE GUEBWILLER

M. 57

Budget primitif

Voté par nature

BUDGET : CCRG BUDGET AIRES D ACTIVITE DU FLORIVAL (3)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 10
B2 - Présentation des AE votées 11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 15
D1 - Balance générale - Dépenses 17
D2 - Balance générale - Recettes 19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 27
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 28
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 29
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 30
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 32
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 35
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 37

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble Sans Objet
A1.01 - Opérations non ventilables Sans Objet
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) Sans Objet
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA Sans Objet
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A1.906 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A1.907 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A1.908 - Fonction 8 - Transports Sans Objet
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble Sans Objet
A2.01 - Opérations non ventilables Sans Objet
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) Sans Objet
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA Sans Objet
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI Sans Objet
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A2.936 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A2.937 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A2.938 - Fonction 8 - Transports Sans Objet

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 39
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 40
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 44
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 46
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet

B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
B3.1 - Etat des provisions constituées	Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés	Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus	Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés	Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8 - Subventions versées	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire	47
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses	48
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	49

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures	50

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES

I

A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	39 721

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	398,42

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	15,79
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	4,24
3	Dépenses d'équipement brut / population	0,00
4	Encours de dette / population (2) (3)	0,00
5	DGF / population	0,00
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	0,00 %
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	371,89 %
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	0,00 %
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	0,00 %
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	-271,89 %

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante décide de voter le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7.50 %
- Investissement : 7.50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget cumulé (5) de l'exercice précédent.

VII – Le présent budget a été voté avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1 (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Indiquer « primitif » ou « cumulé ». Budget cumulé = BP + BS + DM.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1) — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (2)
TOTAL DU BUDGET	13 886 281,56	13 619 903,14	-2 668 394,68	A1	-2 934 773,10
Investissement	6 841 643,16	6 575 264,24	(3) -2 668 394,68	A2	-2 934 773,60
Fonctionnement	7 044 638,40	7 044 638,90	(4) 0,00	A3	0,50

	RESTES A REALISER N-1					
	Dépenses		Recettes		Solde (B)	
TOTAL des RAR	I + II	0,00	III + IV	0,00	B1	0,00
Investissement	I	0,00	III	0,00	B2	0,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	**A1 + B1**	-2 934 773,10
Investissement	**A2 + B2**	-2 934 773,60
Fonctionnement	**A3 + B3**	0,50

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS — A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	7 300 044,00	10 234 818,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
REPORTS	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 2 934 774,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (2)	10 234 818,00	10 234 818,00

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	7 501 644,00	7 501 644,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
REPORTS	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	7 501 644,00	7 501 644,00
	TOTAL DU BUDGET (4)	17 736 462,00	17 736 462,00

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AP VOTEES — B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

II

PRESENTATION DES AE VOTEES

B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (3) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*7 243 342,00*		*7 300 044,00*	*7 300 044,00*	*7 300 044,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***7 243 342,00***		***7 300 044,00***	***7 300 044,00***	***7 300 044,00***
TOTAL		**7 243 342,00**	**0,00**	**7 300 044,00**	**7 300 044,00**	**7 300 044,00**
						+
					D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**2 934 774,00**
						=
					TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**10 234 818,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(8) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	3 336 473,00	0,00	3 393 174,00	3 393 174,00	3 393 174,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**3 336 473,00**	**0,00**	**3 393 174,00**	**3 393 174,00**	**3 393 174,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (6)	7 522,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (3) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**7 522,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**3 343 995,00**	**0,00**	**3 393 174,00**	**3 393 174,00**	**3 393 174,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*6 567 742,00*		*6 841 644,00*	*6 841 644,00*	*6 841 644,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***6 567 742,00***		***6 841 644,00***	***6 841 644,00***	***6 841 644,00***
TOTAL		**9 911 737,00**	**0,00**	**10 234 818,00**	**10 234 818,00**	**10 234 818,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**10 234 818,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**-458 400,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(7) Le compte 138 n'est pas un chapitre mais une subdivision du chapitre 13.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général (3)	1 060 500,00	0,00	594 000,00	594 000,00	594 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**1 060 500,00**	**0,00**	**594 000,00**	**594 000,00**	**594 000,00**
66	Charges financières	55 600,00	0,00	33 000,00	33 000,00	33 000,00
67	Charges spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**1 116 100,00**	**0,00**	**627 000,00**	**627 000,00**	**627 000,00**
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*6 567 742,00*		*6 841 644,00*	*6 841 644,00*	*6 841 644,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*55 600,00*		*33 000,00*	*33 000,00*	*33 000,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***6 623 342,00***		***6 874 644,00***	***6 874 644,00***	***6 874 644,00***
TOTAL		**7 739 442,00**	**0,00**	**7 501 644,00**	**7 501 644,00**	**7 501 644,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**7 501 644,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	185 000,00	0,00	145 000,00	145 000,00	145 000,00
73	Impôts et taxes (sauf le 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	255 500,00	0,00	23 600,00	23 600,00	23 600,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		**440 500,00**	**0,00**	**168 600,00**	**168 600,00**	**168 600,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**440 500,00**	**0,00**	**168 600,00**	**168 600,00**	**168 600,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*7 243 342,00*		*7 300 044,00*	*7 300 044,00*	*7 300 044,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*55 600,00*		*33 000,00*	*33 000,00*	*33 000,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***7 298 942,00***		***7 333 044,00***	***7 333 044,00***	***7 333 044,00***
TOTAL		**7 739 442,00**	**0,00**	**7 501 644,00**	**7 501 644,00**	**7 501 644,00**
					+	
				R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE		**0,00**
					=	
				TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES		**7 501 644,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**-458 400,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – DEPENSES — D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*7 300 044,00*	7 300 044,00
198	*Neutralisation des amortissements*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**0,00**	***7 300 044,00***	**7 300 044,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**2 934 774,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**10 234 818,00**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	594 000,00		594 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*33 000,00*	33 000,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	0,00	*0,00*	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	33 000,00	*0,00*	33 000,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*6 841 644,00*	6 841 644,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**627 000,00**	***6 874 644,00***	**7 501 644,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**7 501 644,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	3 393 174,00	*0,00*	3 393 174,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)	0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324) (3)	0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*		*6 841 644,00*	6 841 644,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*		*0,00*	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total	**3 393 174,00**	***6 841 644,00***	**10 234 818,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**10 234 818,00**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	145 000,00		145 000,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*7 300 044,00*	7 300 044,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00		0,00
74	Dotations et participations (8)	23 600,00		23 600,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	0,00	*0,00*	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*33 000,00*	33 000,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**168 600,00**	***7 333 044,00***	**7 501 644,00**

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
			+
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE			0,00
			=
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES			7 501 644,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**7 243 342,00**	**0,00**	**0,00**	**7 300 044,00**	**7 300 044,00**	**0,00**	**7 300 044,00**	**7 300 044,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*7 243 342,00*			*7 300 044,00*	*7 300 044,00*		*7 300 044,00*	*7 300 044,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**7 243 342,00**			**7 300 044,00**	**7 300 044,00**		**7 300 044,00**	**7 300 044,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (8)	**2 934 774,00**

Chapitre	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des dépenses d'investissement cumulées								**10 234 818,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(3) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — A

RECETTES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**9 904 215,00**	**0,00**	**10 234 818,00**	**10 234 818,00**	**10 234 818,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	3 336 473,00	0,00	3 393 174,00	3 393 174,00	3 393 174,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**3 336 473,00**	**0,00**	**3 393 174,00**	**3 393 174,00**	**3 393 174,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**3 336 473,00**	**0,00**	**3 393 174,00**	**3 393 174,00**	**3 393 174,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*6 567 742,00*		*6 841 644,00*	*6 841 644,00*	*6 841 644,00*
041	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***6 567 742,00***		***6 841 644,00***	***6 841 644,00***	***6 841 644,00***

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (7)	**0,00**

Affectation au compte 1068 (8)	**0,00**

Chapitre	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
		I		II	III = I + II
Total des recettes d'investissement cumulées					**10 234 818,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(7) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(8) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	A1

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**7 243 342,00**	**0,00**	**0,00**	**7 300 044,00**	**7 300 044,00**	**0,00**	**7 300 044,00**	**7 300 044,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des dépenses réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6)*	*7 243 342,00*			*7 300 044,00*	*7 300 044,00*		*7 300 044,00*	*7 300 044,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (7)	*7 243 342,00*			*7 300 044,00*	*7 300 044,00*		*7 300 044,00*	*7 300 044,00*
3555	*Terrains aménagés*	*7 243 342,00*			*7 300 044,00*	*7 300 044,00*		*7 300 044,00*	*7 300 044,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**7 243 342,00**			**7 300 044,00**	**7 300 044,00**		**7 300 044,00**	**7 300 044,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET Test encodage	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**9 904 215,00**	**0,00**	**10 234 818,00**	**10 234 818,00**	**10 234 818,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (3)	3 336 473,00	0,00	3 393 174,00	3 393 174,00	3 393 174,00
1641	Emprunts en euros	3 336 473,00	0,00	3 393 174,00	3 393 174,00	3 393 174,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**3 336 473,00**	**0,00**	**3 393 174,00**	**3 393 174,00**	**3 393 174,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**3 336 473,00**	**0,00**	**3 393 174,00**	**3 393 174,00**	**3 393 174,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*6 567 742,00*		*6 841 644,00*	*6 841 644,00*	*6 841 644,00*
3555	*Terrains aménagés*	*6 567 742,00*		*6 841 644,00*	*6 841 644,00*	*6 841 644,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***6 567 742,00***		***6 841 644,00***	***6 841 644,00***	***6 841 644,00***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(5) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(7) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — B

DEPENSES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**7 739 442,00**	**0,00**	**0,00**	**7 501 644,00**	**7 501 644,00**	**0,00**	**7 501 644,00**	**7 501 644,00**
011	Charges à caractère général (3)	1 060 500,00	0,00	0,00	594 000,00	594 000,00	0,00	594 000,00	594 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**1 060 500,00**	**0,00**	**0,00**	**594 000,00**	**594 000,00**	**0,00**	**594 000,00**	**594 000,00**
66	Charges financières	55 600,00	0,00		33 000,00	33 000,00		33 000,00	33 000,00
67	Charges spécifiques (3)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**55 600,00**	**0,00**	**0,00**	**33 000,00**	**33 000,00**		**33 000,00**	**33 000,00**
Total des dépenses réelles		**1 116 100,00**	**0,00**	**0,00**	**627 000,00**	**627 000,00**	**0,00**	**627 000,00**	**627 000,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*6 567 742,00*			*6 841 644,00*	*6 841 644,00*		*6 841 644,00*	*6 841 644,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*55 600,00*			*33 000,00*	*33 000,00*		*33 000,00*	*33 000,00*
Total des dépenses d'ordre		**6 623 342,00**			**6 874 644,00**	**6 874 644,00**		**6 874 644,00**	**6 874 644,00**

D002 Résultat reporté ou anticipé (5)	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**7 501 644,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — B

RECETTES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**7 739 442,00**	**0,00**	**7 501 644,00**	**7 501 644,00**	**7 501 644,00**
013	Atténuations de charges (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	185 000,00	0,00	145 000,00	145 000,00	145 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (2)	255 500,00	0,00	23 600,00	23 600,00	23 600,00
75	Autres produits de gestion courante (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**440 500,00**	**0,00**	**168 600,00**	**168 600,00**	**168 600,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (2)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles		**440 500,00**	**0,00**	**168 600,00**	**168 600,00**	**168 600,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*7 243 342,00*		*7 300 044,00*	*7 300 044,00*	*7 300 044,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (6)*	*55 600,00*		*33 000,00*	*33 000,00*	*33 000,00*
Total des recettes d'ordre		**7 298 942,00**		**7 333 044,00**	**7 333 044,00**	**7 333 044,00**

R002 Résultat reporté ou anticipé (7)	**0,00**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**7 501 644,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(4) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**7 739 442,00**	**0,00**	**0,00**	**7 501 644,00**	**7 501 644,00**	**0,00**	**7 501 644,00**	**7 501 644,00**
011	Charges à caractère général (4)	1 060 500,00	0,00	0,00	594 000,00	594 000,00	0,00	594 000,00	594 000,00
6015	Terrains à aménager	170 000,00	0,00		70 000,00	70 000,00	0,00	70 000,00	70 000,00
6045	Achats études et prestations de services	289 500,00	0,00		124 000,00	124 000,00	0,00	124 000,00	124 000,00
605	Achats de matériel, équip. et travaux	601 000,00	0,00		400 000,00	400 000,00	0,00	400 000,00	400 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4) (5)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**1 060 500,00**	**0,00**	**0,00**	**594 000,00**	**594 000,00**	**0,00**	**594 000,00**	**594 000,00**
66	Charges financières	55 600,00	0,00		33 000,00	33 000,00		33 000,00	33 000,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	55 600,00	0,00		11 000,00	11 000,00		11 000,00	11 000,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	0,00	0,00		20 000,00	20 000,00		20 000,00	20 000,00
6688	Autres	0,00	0,00		2 000,00	2 000,00		2 000,00	2 000,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**55 600,00**	**0,00**	**0,00**	**33 000,00**	**33 000,00**		**33 000,00**	**33 000,00**
Total des dépenses réelles		**1 116 100,00**	**0,00**	**0,00**	**627 000,00**	**627 000,00**	**0,00**	**627 000,00**	**627 000,00**

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*6 567 742,00*			*6 841 644,00*	*6 841 644,00*		*6 841 644,00*	*6 841 644,00*
71355	*Variat° stocks terrains aménagés*	*6 567 742,00*			*6 841 644,00*	*6 841 644,00*		*6 841 644,00*	*6 841 644,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7) (9)*	*55 600,00*			*33 000,00*	*33 000,00*		*33 000,00*	*33 000,00*
Total des dépenses d'ordre		**6 623 342,00**			**6 874 644,00**	**6 874 644,00**		**6 874 644,00**	**6 874 644,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	B2

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**7 739 442,00**	**0,00**	**7 501 644,00**	**7 501 644,00**	**7 501 644,00**
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	185 000,00	0,00	145 000,00	145 000,00	145 000,00
7015	Ventes de terrains aménagés	185 000,00	0,00	145 000,00	145 000,00	145 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	255 500,00	0,00	23 600,00	23 600,00	23 600,00
74718	Autres participations Etat	234 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participation départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74741	Participation communes membres du GFP	21 500,00	0,00	23 600,00	23 600,00	23 600,00
748371	DETR	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**440 500,00**	**0,00**	**168 600,00**	**168 600,00**	**168 600,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**440 500,00**	**0,00**	**168 600,00**	**168 600,00**	**168 600,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*7 243 342,00*		*7 300 044,00*	*7 300 044,00*	*7 300 044,00*
71355	*Variat° stocks terrains aménagés*	*7 243 342,00*		*7 300 044,00*	*7 300 044,00*	*7 300 044,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4) (7)*	*55 600,00*		*33 000,00*	*33 000,00*	*33 000,00*
796	*Transferts charges financières*	*55 600,00*		*33 000,00*	*33 000,00*	*33 000,00*
Total des recettes d'ordre		**7 298 942,00**		**7 333 044,00**	**7 333 044,00**	**7 333 044,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (8)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).*

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

B1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
3807	03/10/2024	800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**800 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**3 060 000,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					3 060 000,00									
1355	SA AGENCE FRANCE LOCALE	18/02/2020		22/06/2020	3 060 000,00	F		0,340	0,345		A	F		A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total) (9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**3 060 000,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle , B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**3 060 000,00**					**0,00**	**10 606,30**	**0,00**	**254,32**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		3 060 000,00					0,00	10 606,30	0,00	254,32
1355		0,00	A-1	3 060 000,00	2,17	F		0,345	0,00	10 606,30	0,00	254,32
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**3 060 000,00**					**0,00**	**10 606,30**	**0,00**	**254,32**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

B1.3

B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	B1.4

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	1	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	3 060 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-2 934 774,00**	**-2 934 774,00**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-2 934 774,00**	**-2 934 774,00**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Affectation au 1068 (C)	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-2 934 774,00**	**-2 934 774,00**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**-2 934 774,00**	**-2 934 774,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**0,00**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**0,00**	**0,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**0,00**	**0,00**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**0,00**	**I 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**0,00**	**III** **0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*		
33…	*En-cours de production de biens (5)*		
35…	*Stocks de produits (5)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 41
Nombre de membres présents : 34
Nombre de suffrages exprimés : 39
VOTES :
Pour : 36
Contre : 3
Abstentions : 0

Date de convocation : 31 JAN. 2025

Présenté par Le Président (1),
A Guebwiller, le 13/02/2025

Délibéré par l'assemblée le Conseil Communautaire(2), réunie en session Ordinaire
A Guebwiller, le 13/02/2025
Les membres de l'assemblée délibérante le Conseil Communautaire (2),(3).

Certifié exécutoire par Le Président (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le 24 FEV. 2025, et de la publication le 24 FEV. 2025
A Guebwiller, le 24 FEV. 2025

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la Collectivité territoriale unique de ..., de la métropole de ..., du Conseil syndical de ...
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

MAITRE D'OUVRAGE

Communauté de Communes de la Région de Guebwiller

AMÉNAGEMENT DU LIEU-DIT DAWEID

A ISSENHEIM

CRÉATION D'UNE ZONE D'AMÉNAGEMENT CONCERTÉ À VOCATION ÉCONOMIQUE

AVENANT n°02 AU MARCHE n°68-CCRG-2021-ECO-14

Lot 01 - Maîtrise d'œuvre d'Aménagement

ENTRE

Le Maitre d'Ouvrage :

La Communauté de Communes de la Région de Guebwiller, 1 rue des Malgré-Nous – BP 80114 - 68502 GUEBWILLER CEDEX, représentée par Monsieur Marcello ROTOLO, Président de la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller;

d'une part ;

ET

Le Titulaire du marché :

Le groupement conjoint de maîtres d'œuvre constitué de :

- BEREST RHIN-RHONE, 71 rue du Prunier 68012 COLMAR CEDEX ;
- PARENTHESE SARL, 8 rue Girlenhirsch – 67400 ILLKIRCH GRAFFENSTADEN ;
- L'ATELIER DES TERRITOIRES, 1 rue Marie Anne de Bovet – 57004 METZ Cedex 1 ;

dont le mandataire solidaire des autres membres du groupement, est le bureau d'étude BEREST RHIN-RHONE ;

d'autre part ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 - OBJET DE L'AVENANT N°02

Le présent avenant a pour objet de répondre aux demandes de compléments répétés de la part des services de l'Etat, dans un contexte d'évolution de la règlementation en matière de zones humides. En effet, la nouvelle méthode d'évaluation nationale a été communiquée au 1er semestre 2024 et impacte les mesures initialement prévues par la maîtrise d'ouvrage, rendant nécessaires des études complémentaires et la remise à jour de l'ensemble du dossier et en particulier de l'étude d'impact et des études environnementales liées, en vue de son instruction par les différentes parties prenantes, ainsi que de nouveaux échanges de procédure avec les services de l'Etat. Ces nouveaux éléments, devenus nécessaires, ne pouvaient être anticipés à l'élaboration du marché (article R. 2194-5 du code de la commande publique) et, en tout état de cause, un changement de titulaire du marché n'est pas adapté en raison de la technicité du dossier (article R. 2194-2 du code de la commande publique).

Ainsi, le présent avenant a pour objet les missions complémentaires suivantes :

Mises à jour induites par l'évolution de la réglementation Zones humides :

- Mise à jour des plans / noues avec coupes en travers + plan de plantation pour un total de 2 550,00 € HT
- Modification des insertions paysagères pour un total de 500,00 € HT
- Mise à jour chiffrage / schéma OAP pour un total de 850,00 € HT
- Mise à jour MECDU / dossier de réalisation / CCCT pour un total de 2 700,00 € HT
- 3 réunions de travail + 1 réunion DDT pour un total de 4 720,00 € HT
- Mise à jour du dossier DLE pour un total de 1 740,00 € HT

Mises à jour induites par l'évolution des procédures d'instruction :

- Réunion PPA + 1 réunion de travail pour un total de 1 300,00 € HT
- Mémoire en réponse aux avis des PPA pour un total de 2 700,00 € HT
- Réunions commissaire enquêteur (2) pour un total de 1 300,00 € HT
- Réunion de travail (1) pour un total de 650,00 € HT
- Mémoire en réponse à l'avis du commissaire enquêteur pour un total de 3 720,00 € HT
- Réunion avec la DDT (1) pour un total de 890,00 € HT
- Réunions de travail (2) pour un total de 1 240,00 € HT
- Modifications après enquête POUR UN TOTAL DE 3 240,00 €

L'avenant a également pour objet la suppression de la mission d'élaboration d'un dossier d'enquête publique pour une moins-value de -2 000,00 €

Le tableau des missions complémentaires et la répartition des honoraires sont joints au présent avenant.

ARTICLE 2 - MONTANT DE L'AVENANT N°02

Le présent avenant à prix pour partie « unitaire » et pour partie « global et forfaitaire », s'élève à une plus-value de **26.100,00 € HT** (Vingt-six mille cent euros hors taxes), calculée sur la base de la valeur initiale du marché, soit une augmentation de 25,96 % du montant initial du marché, le cumul des avenants représente une augmentation de 34,02 %.

Ce complément de prix pour partie unitaire et pour partie global et forfaitaire couvre l'ensemble des frais et dépenses de toute nature occasionnés par l'exécution de la prestation. Il est exclusif de toute demande d'indemnités supplémentaires de la part du titulaire, pour les prestations objets du présent avenant.

ARTICLE 3 - MONTANT DU MARCHE

Le montant du marché à prix global et forfaitaire tranche ferme est modifié comme suit :

• Tranche ferme	100.540,00 € HT
• Avenant n° 01	8.100,00 € HT
• Avenant n° 02	26.100,00 € HT
TOTAL	**134.740,00 € HT**

(En lettres : cent trente-quatre mille sept cent quarante euros hors taxes)

ARTICLE 4 - DELAI D'EXECUTION

Le délai contractuel du marché n'est pas modifié.

ARTICLE 5 - DISPOSITIONS GENERALES

Toutes les autres clauses contractuelles (marché initial, ordres de service, avenants...) demeurent applicables en tant qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant lesquelles prévalent en cas de contestation.

Le groupement renonce à tout recours ultérieur et à toute demande d'indemnité pour tous faits, actes ou éléments antérieurs au présent avenant.

Fait à Guebwiller, le…….

Pour la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller Le Président	Pour le Groupement de maîtrise d'œuvre

MAITRE D'OUVRAGE

Communauté de Communes de la Région de Guebwiller

AMÉNAGEMENT DU LIEU-DIT DAWEID

A ISSENHEIM

CRÉATION D'UNE ZONE D'AMÉNAGEMENT CONCERTÉ À VOCATION ÉCONOMIQUE

AVENANT n°01 AU MARCHE n°68-CCRG-2021-ECO-15

Lot 02 - Mission d'études environnementales

ENTRE

Le Maitre d'Ouvrage :

La Communauté de Communes de la Région de Guebwiller, 1 rue des Malgré-Nous – BP 80114 - 68502 GUEBWILLER CEDEX, représentée par Monsieur Marcello ROTOLO, Président de la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller;

d'une part ;

ET

Le Titulaire du marché :

- L'ATELIER DES TERRITOIRES, 1 rue Marie Anne de Bovet – 57004 METZ Cedex 1 ;

d'autre part ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 - OBJET DE L'AVENANT N°01

Le présent avenant a pour objet de répondre aux demandes de compléments répétés de la part des services de l'Etat, dans un contexte d'évolution de la règlementation en matière de zones humides. En effet, la nouvelle méthode d'évaluation nationale a été communiquée au 1er semestre 2024 et impacte les mesures initialement prévues par la maîtrise d'ouvrage, rendant nécessaires des études complémentaires et la remise à jour de l'ensemble du dossier et en particulier de l'étude d'impact et des études environnementales liées, en vue de son instruction par les différentes parties prenantes, ainsi que de nouveaux échanges de procédure avec les services de l'Etat. Ces nouveaux éléments, devenus nécessaires, ne pouvaient être anticipés à l'élaboration du marché (article R. 2194-5 du code de la commande publique) et, en tout état de cause, un changement de titulaire du marché n'est pas adapté en raison de la technicité du dossier (article R. 2194-2 du code de la commande publique).

Ainsi, le présent avenant a pour objet les missions complémentaires suivantes :
Suivi de la procédure d'auto-saisine de la CDPENAF :

- Réunions complémentaires (6) pour un total de 3 000,00 € HT
- Suivi de la procédure pour un total de 1 200,00 € HT

Mise à jour de l'étude d'impact suite aux remarques des services instructeurs :

- Réunions complémentaires (9) pour un total de 4 500,00 € HT
- Dans le cadre du dossier de réalisation de la ZAC pour un total de 3000,00 € HT
- Etude de densité urbaine pour un total de 1 200,00 € HT.
- Dans le cadre du dossier d'autorisation environnementale pour un total de 3000,00 € HT

Mise à jour des éléments relatifs aux zones humides :

- Modélisation avec la méthode ONEMA version 2 pour un montant total de 4 600,00 € HT
- Reprise de la rédaction du rapport pour un total de 1 300,00 € HT
- Inventaires sur parcelles complémentaires pour un total de 2 410 € HT
- Concertation avec le service instructeur pour un total de 650,00 € HT

Le tableau des missions complémentaires et la répartition des honoraires sont joints au présent avenant.

ARTICLE 2 - MONTANT DE L'AVENANT N°01

Le présent avenant, à prix pour partie « unitaire » et pour partie « global et forfaitaire », s'élève à une plus-value de **24 860,00 € HT** (Vingt-quatre mille huit cent soixante euros hors taxes), calculée sur la base de la valeur initiale du marché, valeur marché soit une augmentation de 33,39 % du montant initial du marché.

Ce complément de prix pour partie unitaire et pour partie global et forfaitaire couvre l'ensemble des frais et dépenses de toute nature occasionnés par l'exécution de la prestation. Il est exclusif de toute demande d'indemnités supplémentaires de la part du titulaire, pour les prestations objets du présent avenant.

ARTICLE 3 - MONTANT DU MARCHE

Le montant du marché à prix global et forfaitaire tranche ferme est modifié comme suit :

- Tranche ferme 74 457,50 € HT
- Avenant n° 01 24 860,00 € HT

TOTAL 99 317,50 € HT

(En lettres : quatre-vingt-dix-neuf mille trois cent dix-sept euros et cinquante cents hors taxes)

ARTICLE 4 - DELAI D'EXECUTION

Le délai contractuel du marché n'est pas modifié.

ARTICLE 5 - DISPOSITIONS GENERALES

Toutes les autres clauses contractuelles (marché initial, ordres de service, avenants...) demeurent applicables en tant qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant lesquelles prévalent en cas de contestation.

Le groupement renonce à tout recours ultérieur et à toute demande d'indemnité pour tous faits, actes ou éléments antérieurs au présent avenant.

Fait à Guebwiller, le…….

Pour la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller Le Président	Pour le Groupement de maîtrise d'œuvre

CCRG - Création d'une ZAC au lieu-dit Daweid à Issenheim
Demande de rémunération complémentaire de l'Atelier des Territoires pour études Environnementales

Objet	Détail	Unité	Qttés	PU	Montant
Suivi de la procédure d'auto-saisine de la CDPENAF	Réunions	U	6	500 €	3 000 €
	Suivi spécifique saisine CDPENAF	jours	2	600 €	1 200 €
Mise à jour Etude d'impact	Réunions complémentaires	U	9	500 €	4 500 €
	Pour dossier de réalisation	jours	5	600 €	3 000 €
	Etude de densité urbaine	jours	2	600 €	1 200 €
	Pour dossier d'autorisation environnementale	jours	5	600 €	3 000 €
Mise à jour des éléments relatifs aux zones humides	Modélisation avec la méthode ONEMA V2	FFT	1	4 600 €	4 600 €
	Reprise de la rédaction du rapport	jours	2	650 €	1 300 €
	Inventaires sur parcelles complémentaires	FFT	1	2 410 €	2 410 €
	Concertation avec service instructeur	jours	1	650 €	650 €

24 860
4 972
29 832

Inventaire des Zones d'Activités Économiques (ZAE)

Communauté de Communes
de la Région de Guebwiller (CCRG)

Janvier 2025

COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA
REGION DE GUEBWILLER

SOMMAIRE

INTRODUCTION ET CONTEXTE .... page 3

MÉTHODOLOGIE .... page 4

Étape n°1 : recensement des ZAE

Étape n°2 : production d'un état parcellaire des unités foncières

Étape n°3 : identification des occupants

Étape n°4 : calcul du taux de vacance

LES ZONES D'ACTIVIITÉS ÉCONOMIQUES DE LA CCRG .... page 6

RÉSULTATS DE l'INVENTAIRE PAR ZAE .... page 8

INTRODUCTION ET CONTEXTE

Depuis janvier 2017, les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre sont compétents en matière de création, d'aménagement et de gestion des zones d'activités économiques (ZAE) sur leur territoire. La CCRG est donc dotée de la compétence ZAE.

La loi Climat et Résilience du 22 août 2021, qui vise à lutter contre le changement climatique et à renforcer la résilience face à ses effets, impose aux intercommunalités d'établir un inventaire des zones d'activités économiques comportant pour chaque ZAE un état parcellaire des unités foncières, l'identification des occupants et le taux de vacance.

Cet inventaire a pour objectif d'améliorer la connaissance du foncier et de l'occupation des ZAE, pour déterminer des stratégies visant notamment à limiter toute extension de l'artificialisation d'ici 2050.

L'inventaire sera actualisé au moins tous les six ans.

MÉTHODOLOGIE

L'inventaire des zones d'activités économiques (ZAE) a été réalisé en quatre étapes : (1) le recensement des ZAE, (2) la production d'un état parcellaire des unités foncières, (3) l'identification des occupants et (4) le calcul du taux de vacance.

Plusieurs sources de données ont été mobilisées. Conformément à la réglementation, une consultation des occupants et des propriétaires des ZAE s'est déroulée pendant une période de trente jours via un formulaire en ligne. Au total, 42 occupants ou propriétaires ont répondu au questionnaire.

Étape n°1 : recensement des ZAE

La première étape a été de recenser l'ensemble des ZAE présentes sur le territoire de la CCRG. D'après la loi Climat et Résilience, sont considérées comme des zones d'activités économiques, les zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire. La notion de zone d'activités économiques ne fait toutefois pas l'objet d'une définition réglementaire précise.

Le présent inventaire intègre les zones à vocation économique, urbanisées (zones existantes) ou à urbaniser (projets de création ou d'extension), délimitées géographiquement à partir des plans d'urbanisme, de surface supérieure à 2000 m². Les périmètres définis suivent les limites des parcelles cadastrales.

Étape n°2 : production d'un état parcellaire des unités foncières

La loi précise que l'inventaire doit comprendre un état parcellaire des unités foncières composant chaque zone d'activité économique, comportant la surface de chaque unité foncière et l'identification du propriétaire.

Une unité foncière est une parcelle cadastrale ou un regroupement de parcelles contigües sur une commune, appartenant à un même propriétaire, à une même indivision ou à une même copropriété.

L'exploitation des données du plan cadastral informatisé (PCI) et des données des fichiers fonciers (MAJIC) a permis de reconstituer les unités foncières dans les ZAE, de lister les parcelles cadastrales composant chaque unité foncière, de mesurer la surface de chaque unité foncière et d'identifier les propriétaires. Dans la cas où une unité foncière a plusieurs propriétaires, le nom du propriétaire principal a été retenu.

Étape n°3 : identification des occupants

Les occupants désignent les personnes physiques ou morales faisant usage des locaux commerciaux et professionnels, dont ils peuvent être propriétaire ou locataire. Il s'agit d'inventorier les établissements d'entreprise. Un établissement est une unité produisant des biens ou des services, géographiquement individualisée mais juridiquement rattachée à une entreprise. Il est identifié par son numéro de SIRET.

Les occupants des ZAE ont été répertoriés et géolocalisés à partir du répertoire national d'identification des entreprises et de leurs établissements (base SIRENE), de données recueillies sur le terrain, des connaissances du Service Développement Économique de la CCRG et des résultats de la consultation. Les sociétés civiles immobilières (SCI) ainsi que les sociétés de holding n'ont pas été prises en compte dans l'inventaire, car leur présence physique sur le terrain est loin d'être systématique.

Étape n°4 : calcul du taux de vacance

Selon la loi Climat et Résilience, une unité foncière est vacante si tous les locaux présents ne sont plus affectés à une activité assujettie à la cotisation foncière des entreprises (CFE). Le fichier LOCOMVAC recense les locaux vacants au sens fiscal, c'est à dire dépourvus d'imposition à la CFE. Or ces données présentent des limites. En effet, un local vacant au sens de la CFE peut en réalité être occupé par un usager professionnel dont l'activité se situe hors du champ d'application de la CFE ou est exonérée de cette cotisation. Par ailleurs, ces données excluent les entreprises ne cotisant plus à la CFE depuis moins de deux ans. Les données LOCOMVAC ont été croisées avec la connaissance terrain et les données sur les établissements, pour apporter des corrections sur la vacance et identifier les unités foncières vacantes non répertoriées administrativement.

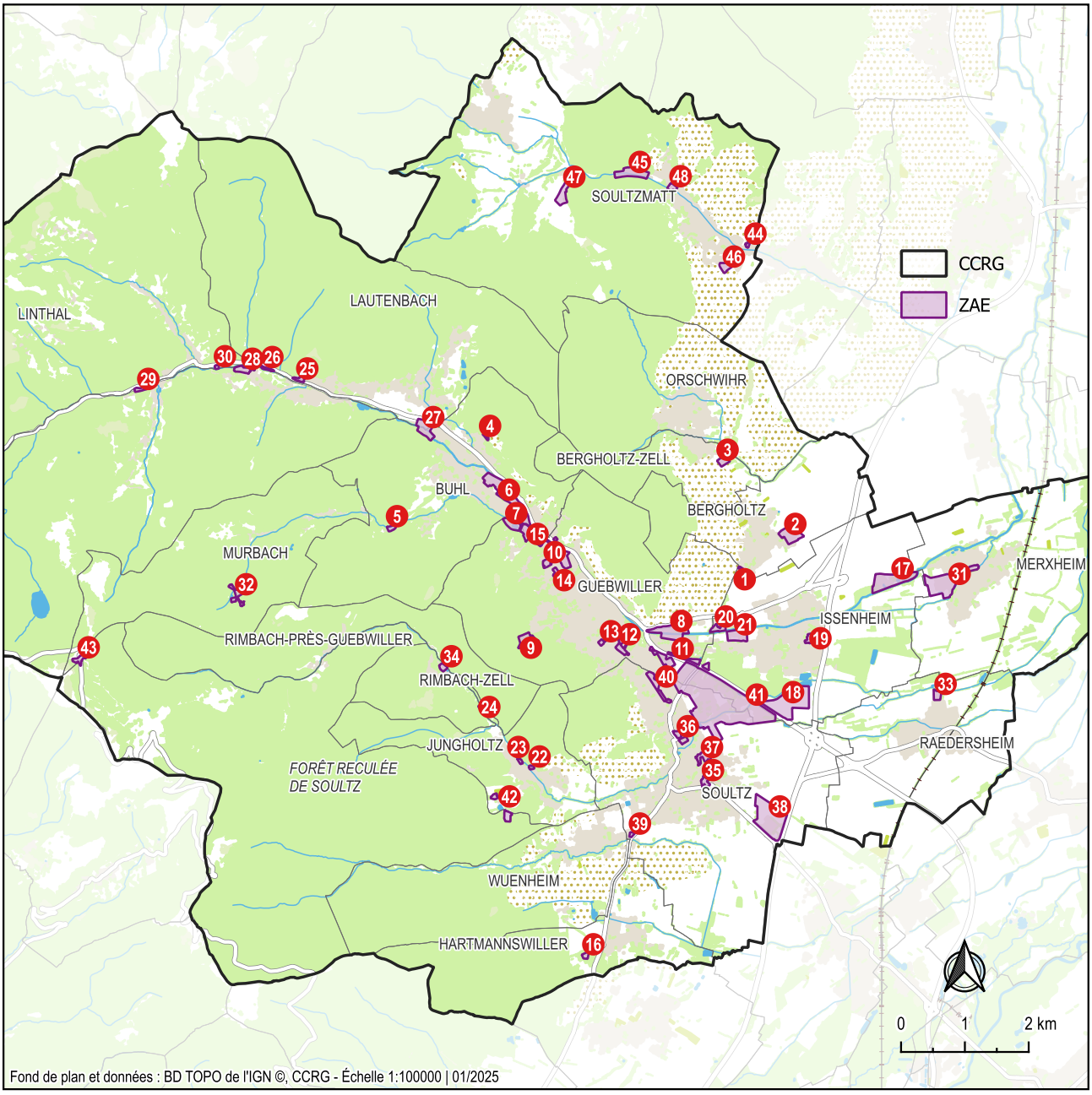
Une unité foncière ne comportant aucun établissement et présentant au moins un local vacant est considérée comme vacante. Une unité foncière qui comporte au moins un établissement est considérée comme non vacante, même si elle présente un local inoccupé ou plusieurs locaux vacants. Remarque : un même établissement peut être localisé sur plusieurs unités foncières.

Pour chaque ZAE, le taux de vacance a ensuite été calculé en rapportant le nombre total d'unités foncières de la ZAE au nombre d'unités foncières vacantes. Un second taux de vacance a été calculé en rapportant la surface foncière de la ZAE à la somme des surfaces des unités foncières vacantes.

LES ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DE LA CCRG

N°	NOM DE LA ZAE	COMMUNE(S)	SURFACE	NB ETAB	NB UF	NB UF VAC	TX VAC
1	Ziegler	Bergholtz	0.2 ha	1	1	0	0 %
2	Zone artisanale de l'Europe	Bergholtz	6.3 ha	27	25	1	4 %
3	Grunenwald	Bergholtz-Zell	2 ha	3	4	0	0 %
4	Le Réservoir	Buhl	0.5 ha	0	6	0	0 %
5	Saint-Barnabé	Buhl	1.1 ha	2	3	0	0 %
6	Zone de la Fabrique	Buhl	14.6 ha	21	38	7	18.4 %
7	Complexe du Lac	Guebwiller	3.2 ha	2	3	0	0 %
8	Kapellmatt	Guebwiller	10.5 ha	48	32	1	3.1 %
9	Le Vallon	Guebwiller	4.7 ha	2	5	0	0 %
10	Meyer Sansboeuf	Guebwiller	1.4 ha	1	1	0	0 %
11	Pénétrante	Guebwiller	6.6 ha	27	16	1	6.3 %
12	Super U	Guebwiller	2.5 ha	13	8	1	12.5 %
13	Trennjaeger	Guebwiller	0.7 ha	3	1	0	0 %
14	Usine Deck	Guebwiller	0.8 ha	11	15	2	13.3 %
15	Schlumberger	Guebwiller - Buhl	12.5 ha	20	13	1	7.7 %
16	La Forêt	Hartmannswiller	0.8 ha	0	3	0	0 %
17	Alpro	Issenheim	12 ha	2	4	0	0 %
18	Daweid	Issenheim	20.8 ha	0	1	0	0 %
19	Filature Gast	Issenheim	2.8 ha	12	20	8	40 %
20	Tissage	Issenheim	1.9 ha	11	7	0	0 %
21	Zone commerciale d'Issenheim	Issenheim	5.1 ha	16	6	0	0 %
22	Usine du Bas	Jungholtz	0.4 ha	3	6	2	33.3 %
23	Usine du Haut	Jungholtz	0.9 ha	10	5	1	20 %
24	La Schliff	Jungholtz - Rimbach-Zell	0.5 ha	4	2	0	0 %
25	Fives Celes	Lautenbach	0.9 ha	1	3	1	33.3 %
26	Scierie	Lautenbach	0.8 ha	1	2	0	0 %
27	Marin Astruc	Lautenbach - Buhl	6.2 ha	2	9	3	33.3 %
28	Espace Haut-Florival	Lautenbach-Zell	2.3 ha	6	6	0	0 %
29	Partner's	Lautenbach-Zell	0.8 ha	1	2	1	50 %
30	Dorfhus	Linthal	0.4 ha	2	2	0	0 %
31	Arconic	Merxheim	14.1 ha	4	16	0	0 %
32	Langmatt	Murbach	3.1 ha	1	5	0	0 %
33	Zone artisanale du Rimbach	Raedersheim	1.6 ha	5	5	0	0 %
34	Althoffer	Rimbach-Zell	1 ha	1	3	0	0 %
35	Acometis	Soultz-Haut-Rhin	1.6 ha	5	5	0	0 %
36	Anthès	Soultz-Haut-Rhin	2 ha	40	3	1	33.3 %
37	La Marne	Soultz-Haut-Rhin	2.6 ha	7	4	0	0 %
38	Nouveau Monde	Soultz-Haut-Rhin	21.3 ha	3	4	0	0 %
39	Schellenberger	Soultz-Haut-Rhin	0.4 ha	3	4	0	0 %
40	Zone commerciale de Soultz	Soultz-Haut-Rhin	3.6 ha	30	15	0	0 %
41	Aire d'Activités du Florival	Soultz-Haut-Rhin - Guebwiller - Issenheim	86 ha	177	144	0	0 %
42	Thierenbach	Soultz-Haut-Rhin - Jungholtz	2.3 ha	4	3	0	0 %
43	Grand Ballon	Soultz-Haut-Rhin - Murbach	2 ha	2	4	1	25 %
44	Achatz	Soultzmatt	0.5 ha	1	3	0	0 %
45	Les Sources	Soultzmatt	5.9 ha	4	5	0	0 %
46	Lussweg	Soultzmatt	2.1 ha	7	12	0	0 %
47	Vallée Noble	Soultzmatt	6.8 ha	1	5	0	0 %
48	Zone artisanale du Canal	Soultzmatt	1.2 ha	5	4	1	25 %

NB ETAB : nombre d'établissements recensés, hors SCI et sociétés holding
NB UF : nombre d'unités foncières
NB UF VAC : nombre d'unités foncières vacantes
TX VAC : taux de vacance, calculé en rapportant le nombre total d'unités foncières de la zone d'activité au nombre d'unités foncières vacantes



Chiffres-clés

- **48 ZAE pour une superficie de 282 hectares et une surface foncière de 264 hectares**
- **552 établissements d'entreprises (hors SCI et sociétés holding)**
- **Taux de vacance de 6,7 %**

RÉSULTATS DE L'INVENTAIRE PAR ZAE

Légende de la carte :

- Limite communale (d'après le cadastre)
- Zone d'Activités
- Unité foncière vacante (aucun établissement et au moins un local inoccupé)
- Unité foncière occupée ou autre

1. Ziegler

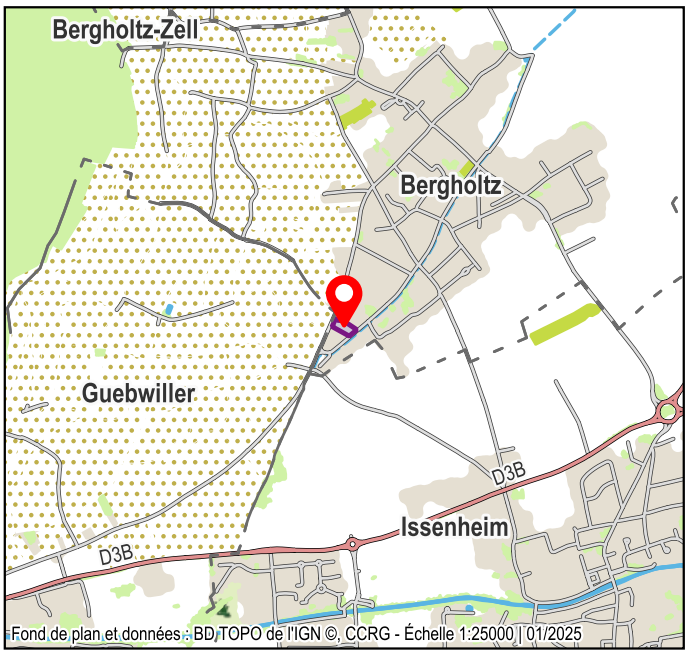
Bergholtz

Vocation : **Artisanale**

Surface de la ZAE : **0.23** ha
Nombre d'établissement(s) : **1**

Unité(s) foncière(s) : **1**
Unité(s) foncière(s) vacante(s) : **0** soit **0** %

Surface vacante : **0** ha soit **0** %
de la surface foncière totale





1. Ziegler - Unités Foncières (UF)

ZAE	UF	COMPTE	PROPRIÉTAIRE PRINCIPAL	SURFACE	VACANCE
Ziegler	001	Z00061	ZIEGLER JEAN LOUIS	2343 m²	non

1. Ziegler - Occupants

ZAE	SIRET	NOM DE L'OCCUPANT
Ziegler	42473376400015	IMPRIMERIE ZIEGLER

2. Zone artisanale de l'Europe

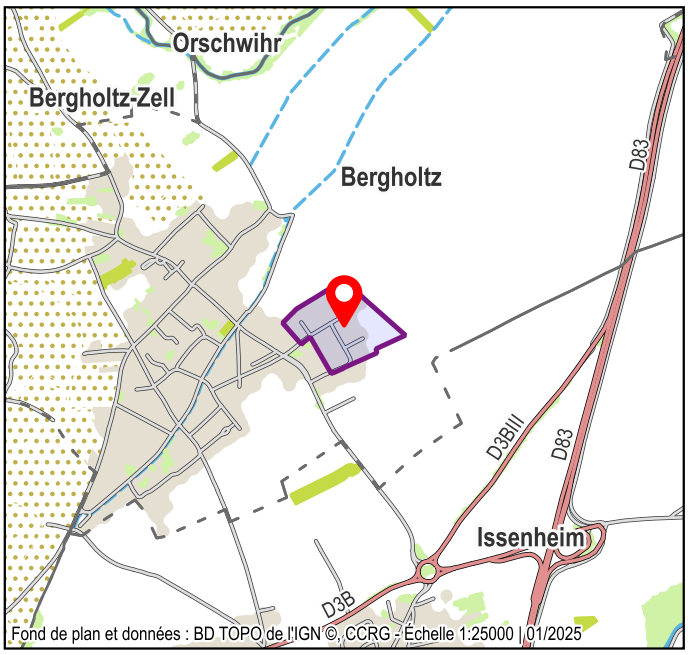
Bergholtz

Vocation : **Artisanale**

Surface de la ZAE : **6.33** ha
Nombre d'établissement(s) : **27**

Unité(s) foncière(s) : **25**
Unité(s) foncière(s) vacante(s) : **1** soit **4** %

Surface vacante : **0.26** ha soit **4.8** %
de la surface foncière totale





2. Zone artisanale de l'Europe - Unités Foncières (UF)

ZAE	UF	COMPTE	PROPRIÉTAIRE PRINCIPAL	SURFACE	VACANCE
Zone artisanale de l'Europe	001	+00050	SAENGER BENOIT	4820 m²	non
Zone artisanale de l'Europe	002	+00105	VINCENT FRANZ YVAN	1719 m²	non
Zone artisanale de l'Europe	003	+00051	CLAUSS JEAN-FRANCOIS	1473 m²	non
Zone artisanale de l'Europe	004	+00096	MAELLE	1600 m²	NULL
Zone artisanale de l'Europe	005	+00097	LES MIMOSAS	1053 m²	non
Zone artisanale de l'Europe	006	P00058	PONTA FABRICE	739 m²	NULL
Zone artisanale de l'Europe	007	+00102	BEYLIER CHARLES FRANCOIS LOUIS	1570 m²	non
Zone artisanale de l'Europe	008	@00011	3R IMMOBILIER	3150 m²	non
Zone artisanale de l'Europe	009	+00090	KRETTNICH GILLES JEAN JACQUES	522 m²	non
Zone artisanale de l'Europe	010	K00074	KRETTNICH GILLES JEAN JACQUES	1071 m²	non
Zone artisanale de l'Europe	011	A00035	AMBIEL NATHALIE	1673 m²	non
Zone artisanale de l'Europe	012	E00022	EHRHART MARIE ELISABETH	1772 m²	non
Zone artisanale de l'Europe	013	+00034	DALLER CATHERINE THERESE	2141 m²	non
Zone artisanale de l'Europe	014	+99803	COMMUNE DE BERGHOLTZ	1753 m²	non
Zone artisanale de l'Europe	015	+00112	DEC LOGISTIQUE	4971 m²	non
Zone artisanale de l'Europe	016	+00092	KRAL FRANCOIS	2406 m²	non
Zone artisanale de l'Europe	017	+00093	ANDRE ERWAN PIERRE LILIAN	1583 m²	non
Zone artisanale de l'Europe	018	+00074	SCI BERGHOLTZ	1316 m²	NULL
Zone artisanale de l'Europe	019	+99806	SCI LAMIELLE	2701 m²	non
Zone artisanale de l'Europe	020	+00096	MAELLE	2172 m²	non
Zone artisanale de l'Europe	021	H00105	HOLDER CHRISTOPHE JOSEPH AUGUSTE	2608 m²	oui
Zone artisanale de l'Europe	022	B00143	BACHSCHMIDT EDITH	1471 m²	NULL
Zone artisanale de l'Europe	023	R00126	REINHARD GEORGES JOSEPH	3636 m²	NULL
Zone artisanale de l'Europe	024	S00131	STRICH MARIE JULES HENRI	5881 m²	NULL
Zone artisanale de l'Europe	025	B00099	BURRER MARC CHARLES	965 m²	NULL

2. Zone artisanale de l'Europe - Occupants

ZAE	SIRET	NOM DE L'OCCUPANT
Zone artisanale de l'Europe	83927385100015	ACTE 2
Zone artisanale de l'Europe	44493494700045	ALSACE DENTAIRE SERVICES
Zone artisanale de l'Europe	81154772800014	AMBULANCES DU VIGNOBLE
Zone artisanale de l'Europe	50904047300035	ANDRE TP
Zone artisanale de l'Europe	51179761500032	AQUATEC EUROPE
Zone artisanale de l'Europe	49392946700014	ARTIC-WOOD
Zone artisanale de l'Europe	34396069600056	ARTIGEST
Zone artisanale de l'Europe	95178274700012	BLUE AMBULANCES
Zone artisanale de l'Europe	21680029200015	COMMUNE DE BERGHOLTZ - ATELIERS MUNICIPAUX
Zone artisanale de l'Europe	50023772200011	CONTROLE DE L'EUROPE
Zone artisanale de l'Europe	50288314300013	COTE DIAG
Zone artisanale de l'Europe	48934810200026	DEPANNAGES ET SERVICES EN MECANIQUE DE PRECISION (D.S.M.P)
Zone artisanale de l'Europe	52945429000014	ECM - BISCUITERIE LEGIN
Zone artisanale de l'Europe	79146681600026	EL AUTOMOBILES
Zone artisanale de l'Europe	81989045000011	ELAN C'EST VOUS
Zone artisanale de l'Europe	48906256200017	ELODI COM
Zone artisanale de l'Europe	50474344400011	ESPACE CARROSSERIE
Zone artisanale de l'Europe	43758924500012	EUROPE AUTOS & FOURRIERE
Zone artisanale de l'Europe	84895591000015	GARAGE PALMIERI
Zone artisanale de l'Europe	81827669300012	KOTA ALSACE
Zone artisanale de l'Europe	82833944000020	MOVE ORTHO 3D
Zone artisanale de l'Europe	81432574200025	ORTECH DENTAL
Zone artisanale de l'Europe	53108340000022	SARL FRANZ
Zone artisanale de l'Europe	79896387200014	SAS AUTO SH
Zone artisanale de l'Europe	85142551200015	SCHREIBER BOIS
Zone artisanale de l'Europe	51072873600032	TAXIS GILLES D'ENSISHEIM
Zone artisanale de l'Europe	42389329600289	VENATHEC (ACOUSTIS)

3. Grunenwald

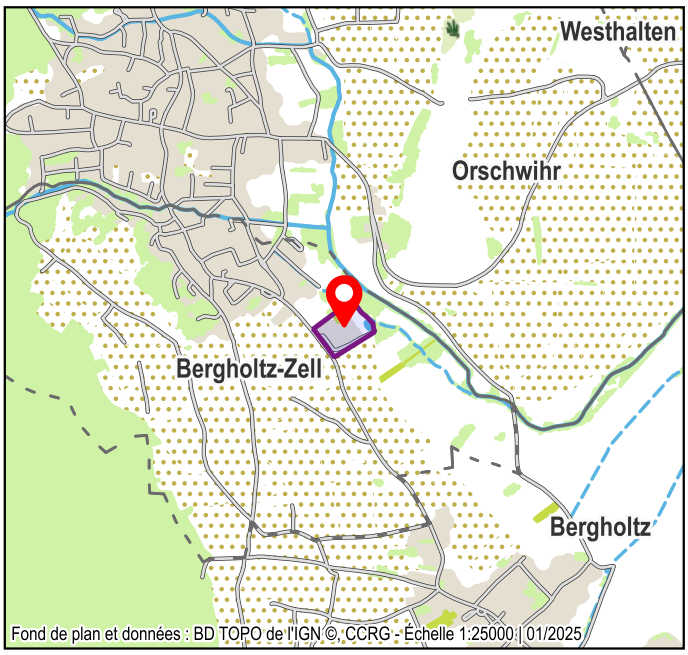
Bergholtz-Zell

Vocation : **Artisanale**

Surface de la ZAE : **1.99** ha
Nombre d'établissement(s) : **3**

Unité(s) foncière(s) : **4**
Unité(s) foncière(s) vacante(s) : **0** soit **0** %

Surface vacante : **0** ha soit **0** %
de la surface foncière totale





3. Grunenwald - Unités Foncières (UF)

ZAE	UF	COMPTE	PROPRIÉTAIRE PRINCIPAL	SURFACE	VACANCE
Grunenwald	001	+00029	FINANCIERE DU VAL	2450 m²	non
Grunenwald	002	M00056	MEYER JEAN JACQUES JOSEPH	2537 m²	NULL
Grunenwald	003	+00025	MOOS ALBERT	14292 m²	non
Grunenwald	004	+00050	SCI DU VIGNOBLE	400 m²	NULL

3. Grunenwald - Occupants

ZAE	SIRET	NOM DE L'OCCUPANT
Grunenwald	44497460400027	FINANCIERE DU VAL
Grunenwald	35391419500014	MOOS
Grunenwald	30684337600030	SARL PAUL TRIPONEL

4. Le Réservoir

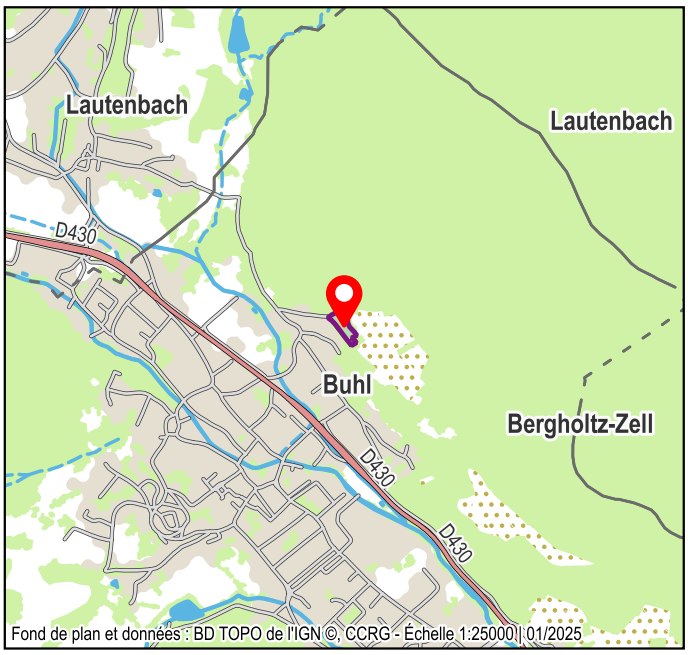
Buhl

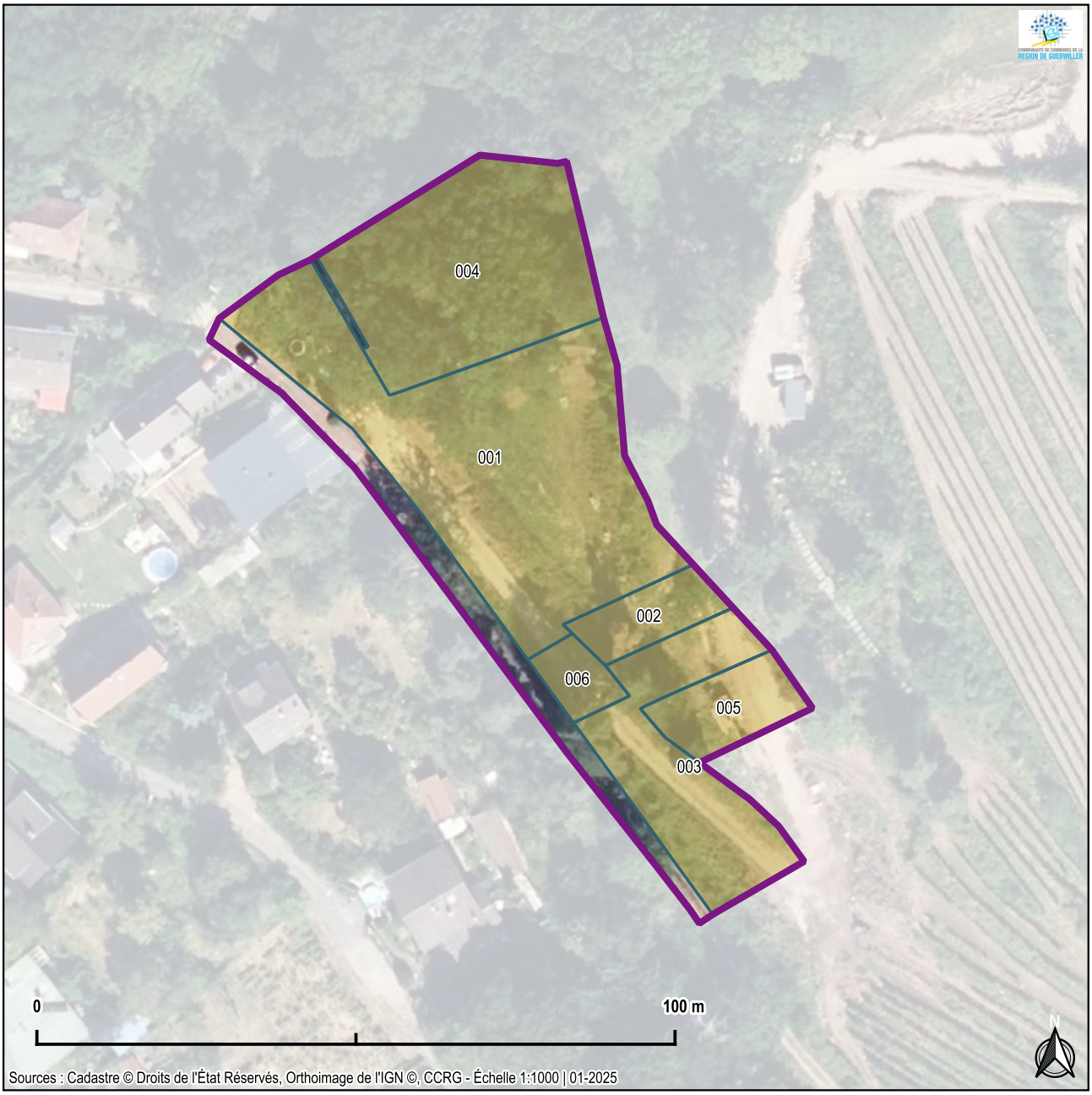
Vocation : **Touristique**

Surface de la ZAE : **0.45** ha
Nombre d'établissement(s) : **0**

Unité(s) foncière(s) : **6**
Unité(s) foncière(s) vacante(s) : **0** soit **0** %

Surface vacante : **0** ha soit **0** %
de la surface foncière totale





4. Le Réservoir - Unités Foncières (UF)

ZAE	UF	COMPTE	PROPRIÉTAIRE PRINCIPAL	SURFACE	VACANCE
Le Réservoir	001	M00221	MICLO LIONEL JEROME	1802 m²	NULL
Le Réservoir	002	S00334	MICLO LIONEL JEROME	193 m²	NULL
Le Réservoir	003	M00221	MICLO LIONEL JEROME	674 m²	NULL
Le Réservoir	004	M00297	MENNRATH CHRISTIAN ANDRE	1076 m²	NULL
Le Réservoir	005	L00106	LICHTLE DANIEL NICOLAS	244 m²	NULL
Le Réservoir	006	L00106	LICHTLE DANIEL NICOLAS	114 m²	NULL

4. Le Réservoir - Occupants

Aucune entreprise

5. Saint-Barnabé

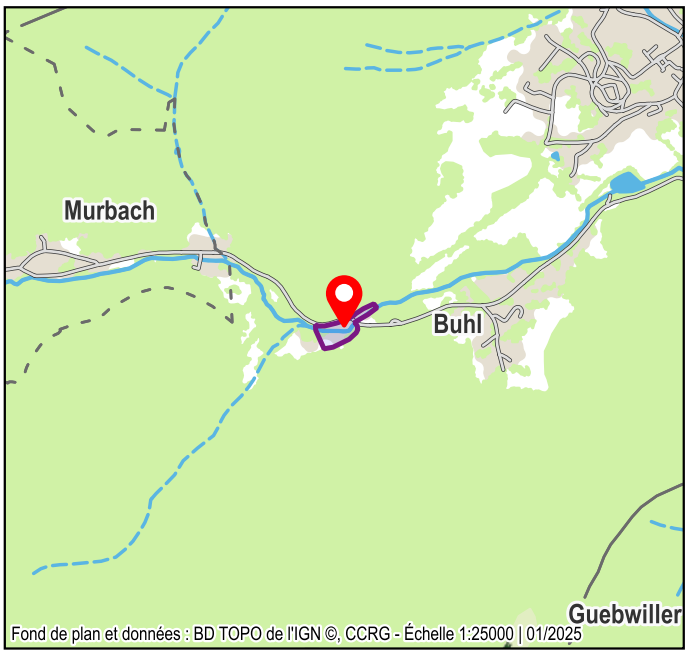
Buhl

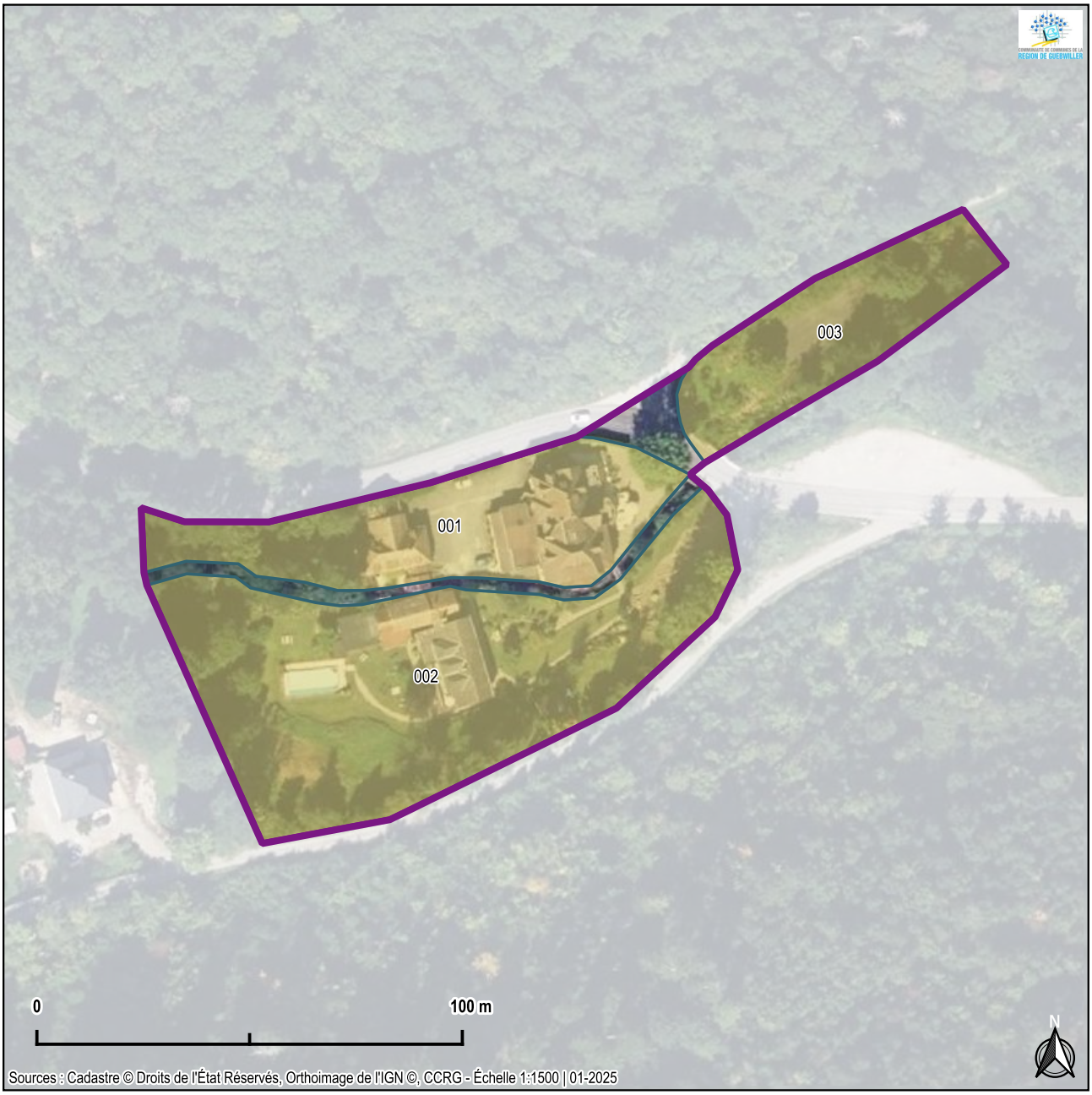
Vocation : **Touristique**

Surface de la ZAE : **1.06** ha
Nombre d'établissement(s) : **2**

Unité(s) foncière(s) : **3**
Unité(s) foncière(s) vacante(s) : **0** soit **0** %

Surface vacante : **0** ha soit **0** %
de la surface foncière totale





5. Saint-Barnabé - Unités Foncières (UF)

ZAE	UF	COMPTE	PROPRIÉTAIRE PRINCIPAL	SURFACE	VACANCE
Saint-Barnabé	001	+00168	ORBAN ERIC GHISLAIN	2607 m²	non
Saint-Barnabé	002	+00168	ORBAN ERIC GHISLAIN	5450 m²	non
Saint-Barnabé	003	+00168	ORBAN ERIC GHISLAIN	1801 m²	NULL

5. Saint-Barnabé - Occupants

ZAE	SIRET	NOM DE L'OCCUPANT
Saint-Barnabé	32648068800034	HOSTELLERIE ST-BARNABE
Saint-Barnabé	90271131600015	MAISON BARNABE

6. Zone de la Fabrique
Secteur nord

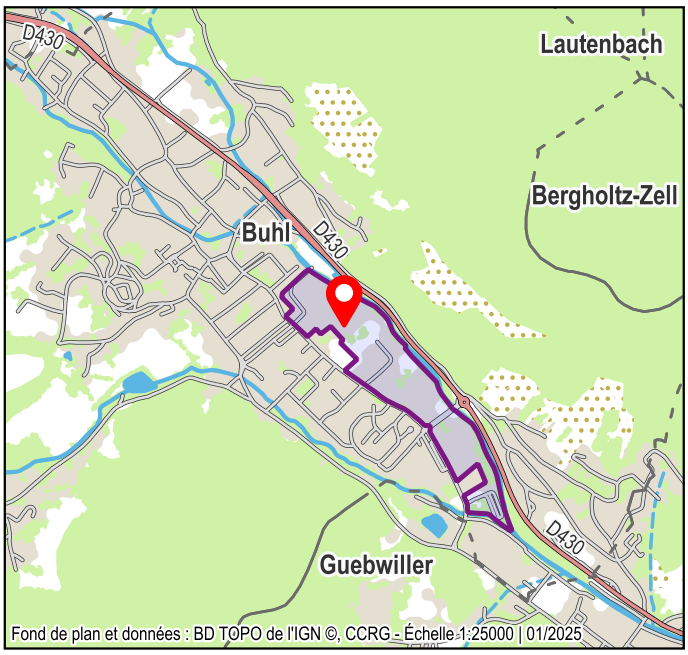
Buhl

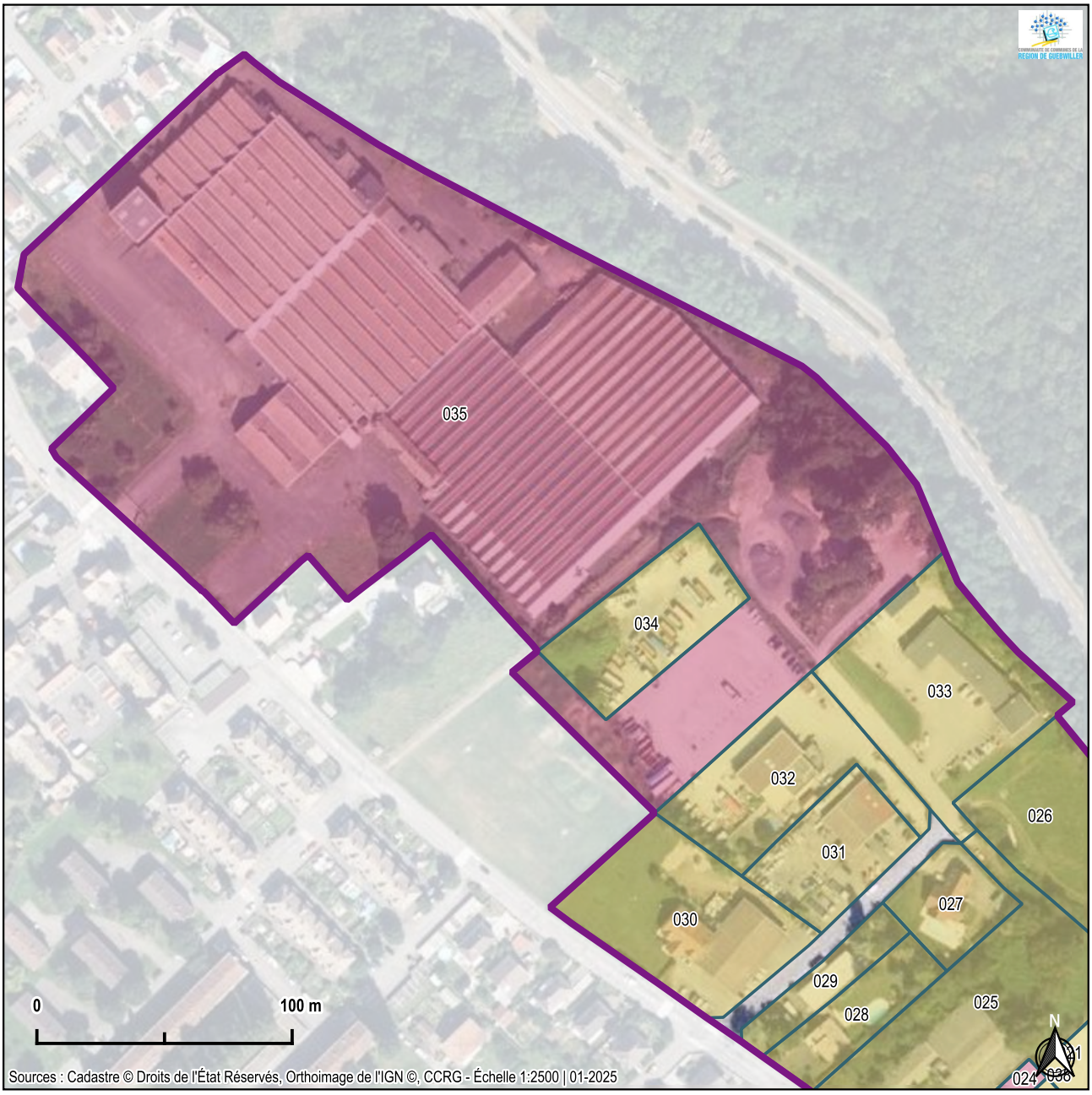
Vocation : **Industrielle - Artisanale**

Surface de la ZAE : **14.59** ha
Nombre d'établissement(s) : **21**

Unité(s) foncière(s) : **38**
Unité(s) foncière(s) vacante(s) : **7** soit **18.4** %

Surface vacante : **6.27** ha soit **43.8** %
de la surface foncière totale





6. Zone de la Fabrique
Secteur centre

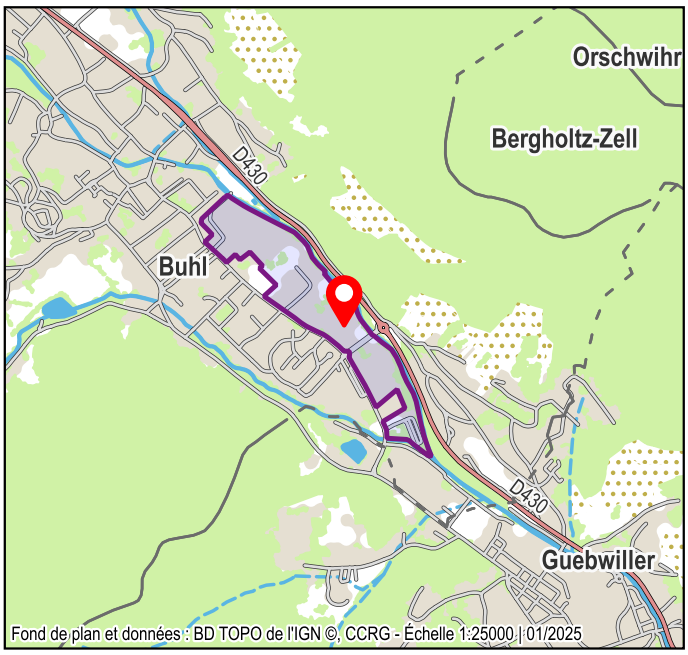
Buhl

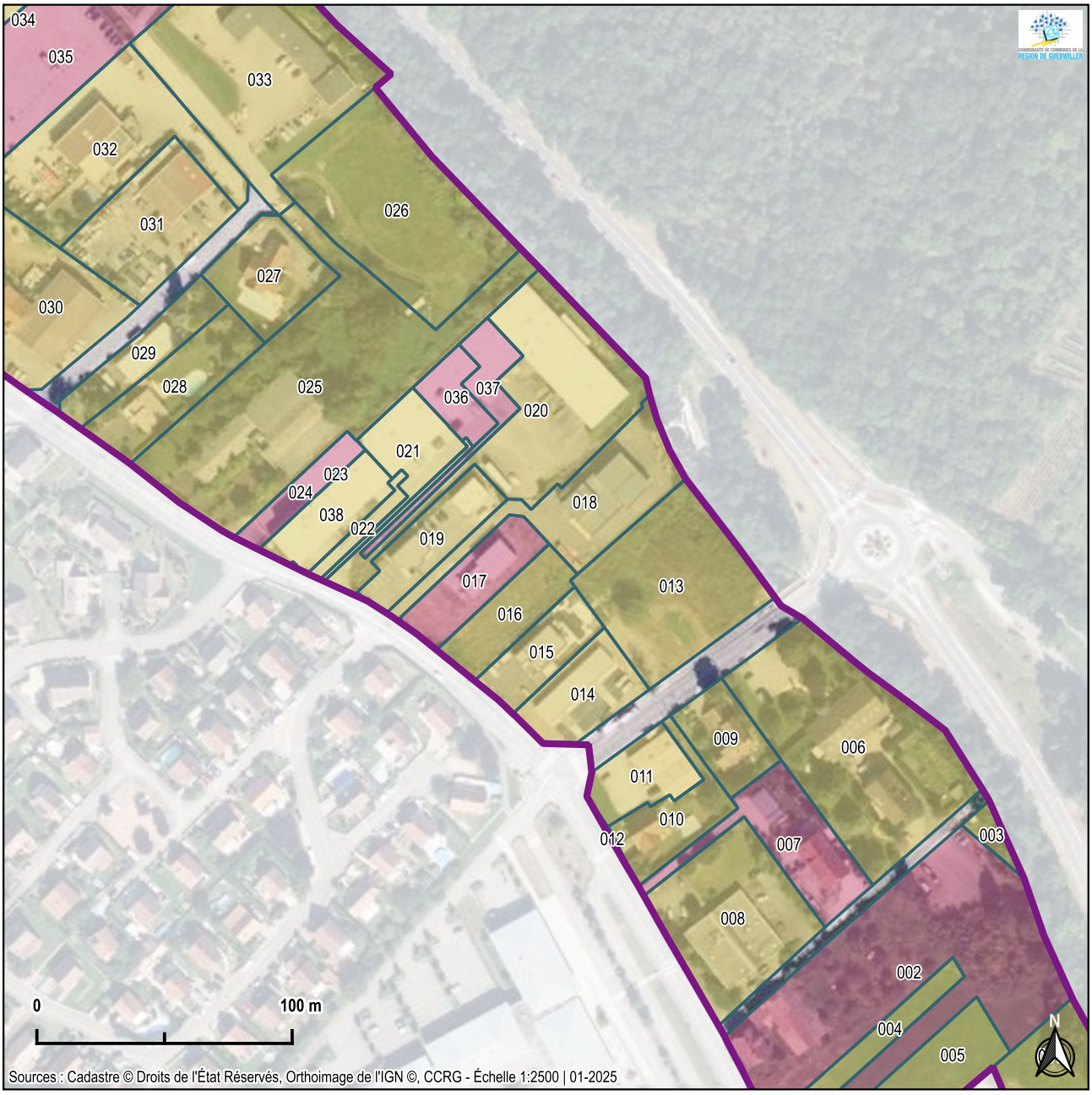
Vocation : **Industrielle - Artisanale**

Surface de la ZAE : **14.59** ha
Nombre d'établissement(s) : **21**

Unité(s) foncière(s) : **38**
Unité(s) foncière(s) vacante(s) : **7** soit **18.4** %

Surface vacante : **6.27** ha soit **43.8** %
de la surface foncière totale





6. Zone de la Fabrique
Secteur sud

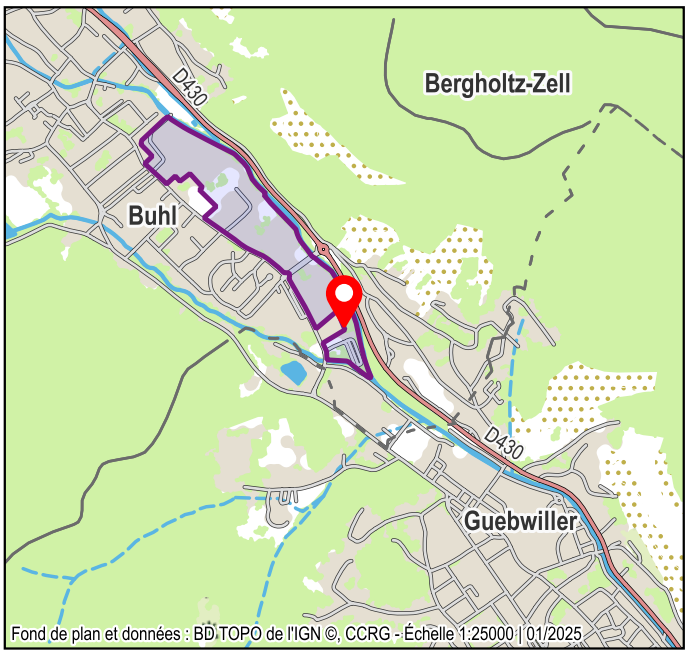
Buhl

Vocation : **Industrielle - Artisanale**

Surface de la ZAE : **14.59** ha
Nombre d'établissement(s) : **21**

Unité(s) foncière(s) : **38**
Unité(s) foncière(s) vacante(s) : **7** soit **18.4** %

Surface vacante : **6.27** ha soit **43.8** %
de la surface foncière totale





6. Zone de la Fabrique - Unités Foncières (UF)

ZAE	UF	COMPTE	PROPRIÉTAIRE PRINCIPAL	SURFACE	VACANCE
Zone de la Fabrique	001	+00150	COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA REGION DE GUEBWILLER	16100 m²	non
Zone de la Fabrique	002	D00168	DEYBACH JEAN MARIE	7251 m²	oui
Zone de la Fabrique	003	+00006	COMMUNE DE BUHL	231 m²	NULL
Zone de la Fabrique	004	D00099	DEYBACH DOMINIQUE	865 m²	NULL
Zone de la Fabrique	005	P00122	POIREY ANDRE JEAN JOSEPH	2325 m²	NULL
Zone de la Fabrique	006	@00038	ROESCH FABIENNE LOUISE	5045 m²	non
Zone de la Fabrique	007	@00057	CALOGERO ANTONIO MONTE	1738 m²	oui
Zone de la Fabrique	008	+00187	SCI LE NORD	2972 m²	non
Zone de la Fabrique	009	M00304	MARTELLO SYLVAIN	994 m²	non
Zone de la Fabrique	010	A00104	ANDREOTTOLA MICHELINE	1118 m²	NULL
Zone de la Fabrique	011	+00257	SCI DE LA LAUCH	988 m²	non
Zone de la Fabrique	012	+00006	COMMUNE DE BUHL	31 m²	NULL
Zone de la Fabrique	013	+00220	SCI BORA	3368 m²	non
Zone de la Fabrique	014	+00242	SEJAM	1242 m²	non
Zone de la Fabrique	015	+00230	SCI SIDIMMO	1011 m²	non
Zone de la Fabrique	016	+99920	CSM TECHNOLOGY	1116 m²	NULL
Zone de la Fabrique	017	S00461	SCALAMANDRE ANTONIO	1172 m²	oui
Zone de la Fabrique	018	+99919	JVB	2264 m²	non
Zone de la Fabrique	019	S00324	SCALAMANDRE SALVATORE	1201 m²	non
Zone de la Fabrique	020	+00263	CSM TECHNOLOGY	3972 m²	NULL
Zone de la Fabrique	021	+00250	SCI DU DEMBERG	1017 m²	non
Zone de la Fabrique	022	+00248	SCI DS LBW 3	276 m²	NULL
Zone de la Fabrique	023	@00088	LES COPROPRIETAIRES	5 m²	NULL
Zone de la Fabrique	024	+00249	TNTJ	597 m²	oui
Zone de la Fabrique	025	+00228	ACINQ	6581 m²	NULL
Zone de la Fabrique	026	+00199	CHERVIN DIDIER ANDRE JEAN	4336 m²	NULL
Zone de la Fabrique	027	W00145	WIECZOREK CHRISTIAN	1444 m²	NULL
Zone de la Fabrique	028	M00229	MISLIN RENE EDOUARD EUGENE	1587 m²	NULL
Zone de la Fabrique	029	+00110	ANGELINI SANDRA	1101 m²	non
Zone de la Fabrique	030	L00098	LAVANGA VITO	4284 m²	non
Zone de la Fabrique	031	+00118	SAENGER BENOIT	2225 m²	non
Zone de la Fabrique	032	+00224	LUPFER JESSICA	3483 m²	non
Zone de la Fabrique	033	+00006	COMMUNE DE BUHL	5221 m²	non
Zone de la Fabrique	034	+00196	TBA	2819 m²	NULL
Zone de la Fabrique	035	+00022	NSC FLORIVAL	50584 m²	oui
Zone de la Fabrique	036	+00259	S G K	606 m²	oui
Zone de la Fabrique	037	+00258	GP BOSS PARK	709 m²	oui
Zone de la Fabrique	038	+00262	CAISSE DE CREDIT MUTUEL DU FLORIVAL	1039 m²	non

6. Zone de la Fabrique - Occupants

ZAE	SIRET	NOM DE L'OCCUPANT
Zone de la Fabrique	77892684000043	CAISSE DE CREDIT MUTUEL DU FLORIVAL
Zone de la Fabrique	92220672700013	CARLO SCALAMANDRE
Zone de la Fabrique	24680056900096	CC DE LA REGION DE GUEBWILLER - DECHETERIE DE BUHL
Zone de la Fabrique	75105957700039	CHIRURGIEN DENTISTE (P SCHOCH)
Zone de la Fabrique	21680058100094	COMMUNE DE BUHL - CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL
Zone de la Fabrique	92937114400015	CONITI
Zone de la Fabrique	51797021600043	COOKIECARS (JULIEN MICH)
Zone de la Fabrique	88339601200014	CORRUS
Zone de la Fabrique	81830588000028	EDS INGENIERIE
Zone de la Fabrique	83125210100025	EG DISTRI (DEPOT EUROCROSSFER)
Zone de la Fabrique	39274295300012	FABIOPAIN
Zone de la Fabrique	38054890900015	FLORIVAL AUTO
Zone de la Fabrique	51791994000018	IL PICANTINO (R.L.)
Zone de la Fabrique	45323385000057	J OUAZZANI-CHAHDI
Zone de la Fabrique	52989627600027	LA BOITE DE COM (SYLVAIN MARTELLO)
Zone de la Fabrique	40984635900035	LA FROMAGERIE SAINT NICOLAS
Zone de la Fabrique	83205490200016	MAX CONTROLE TECHNIQUE (DIAGNOSUR)
Zone de la Fabrique	79972553600012	NATURA MOBILIER
Zone de la Fabrique	75049537600022	SALVATORE SCALAMANDRE
Zone de la Fabrique	44502161100030	SPRING (SPRING COATING SYSTEMS)
Zone de la Fabrique	33840393400023	T.B.A.

7. Complexe du Lac

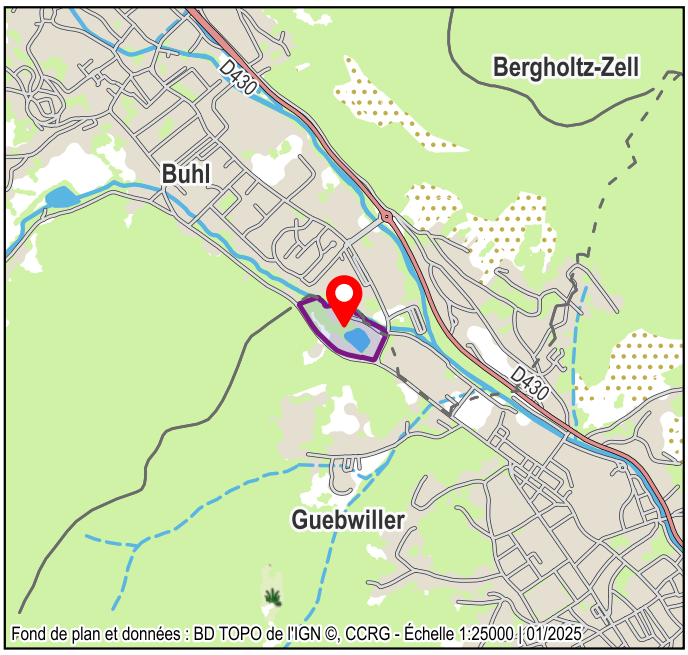
Guebwiller

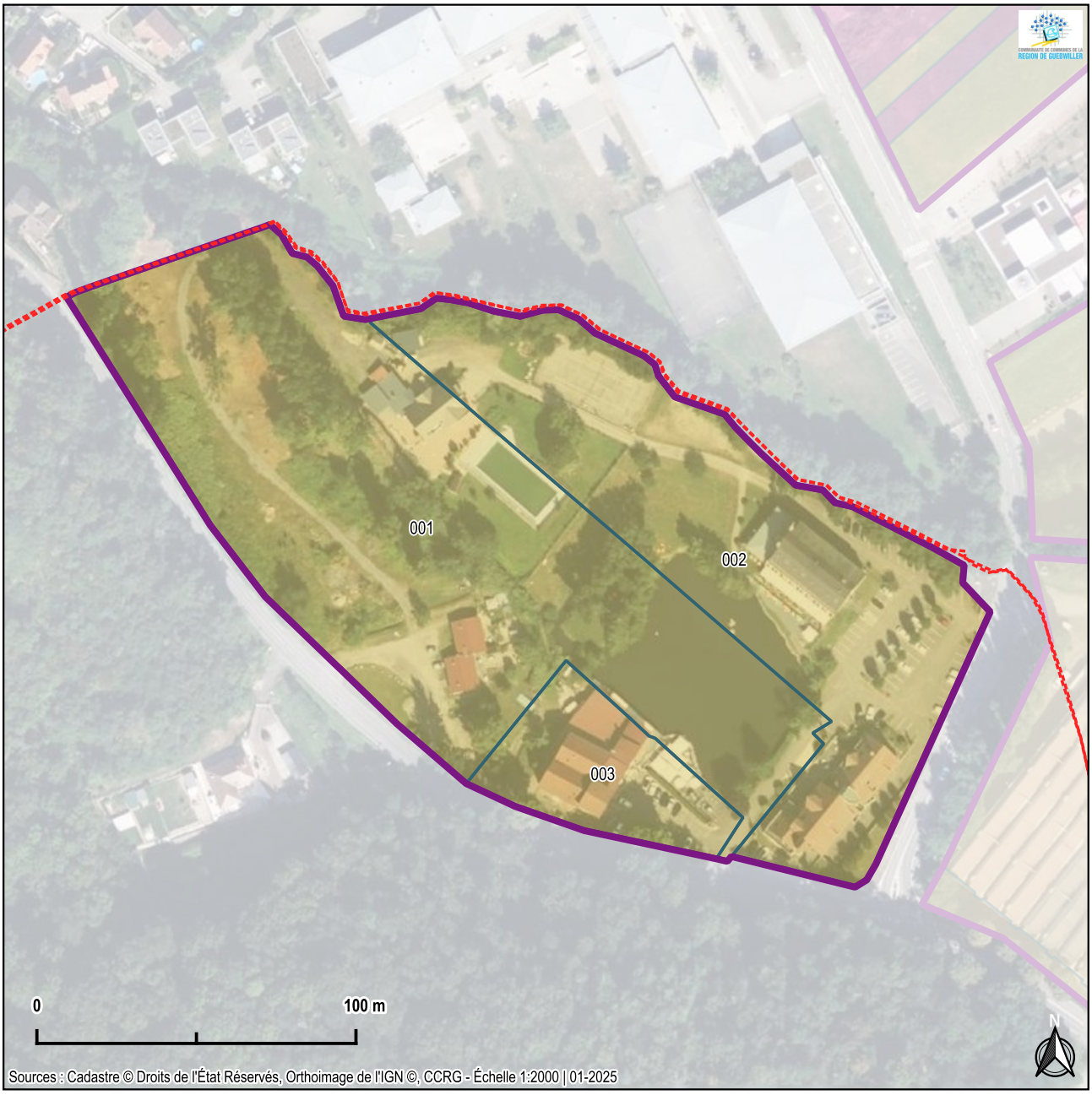
Vocation : **Touristique**

Surface de la ZAE : **3.19** ha
Nombre d'établissement(s) : **2**

Unité(s) foncière(s) : **3**
Unité(s) foncière(s) vacante(s) : **0** soit **0** %

Surface vacante : **0** ha soit **0** %
de la surface foncière totale





7. Complexe du Lac - Unités Foncières (UF)

ZAE	UF	COMPTE	PROPRIÉTAIRE PRINCIPAL	SURFACE	VACANCE
Complexe du Lac	001	M00883	MAS FRANCOIS EUGENE	17745 m²	NULL
Complexe du Lac	002	+00841	ERTZ DANIEL	11572 m²	non
Complexe du Lac	003	+99942	SCI MARIUCA	2609 m²	non

7. Complexe du Lac - Occupants

ZAE	SIRET	NOM DE L'OCCUPANT
Complexe du Lac	48228460100010	COTE LAC (HOTEL RESTAURANT DU LAC)
Complexe du Lac	79356736300015	PIZZERIA DU LAC

8. Kapellmatt
Secteur ouest

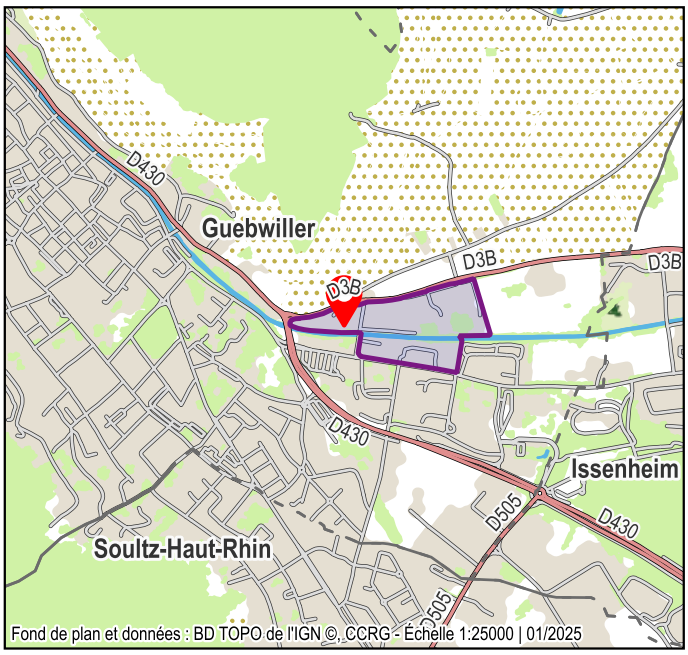
Guebwiller

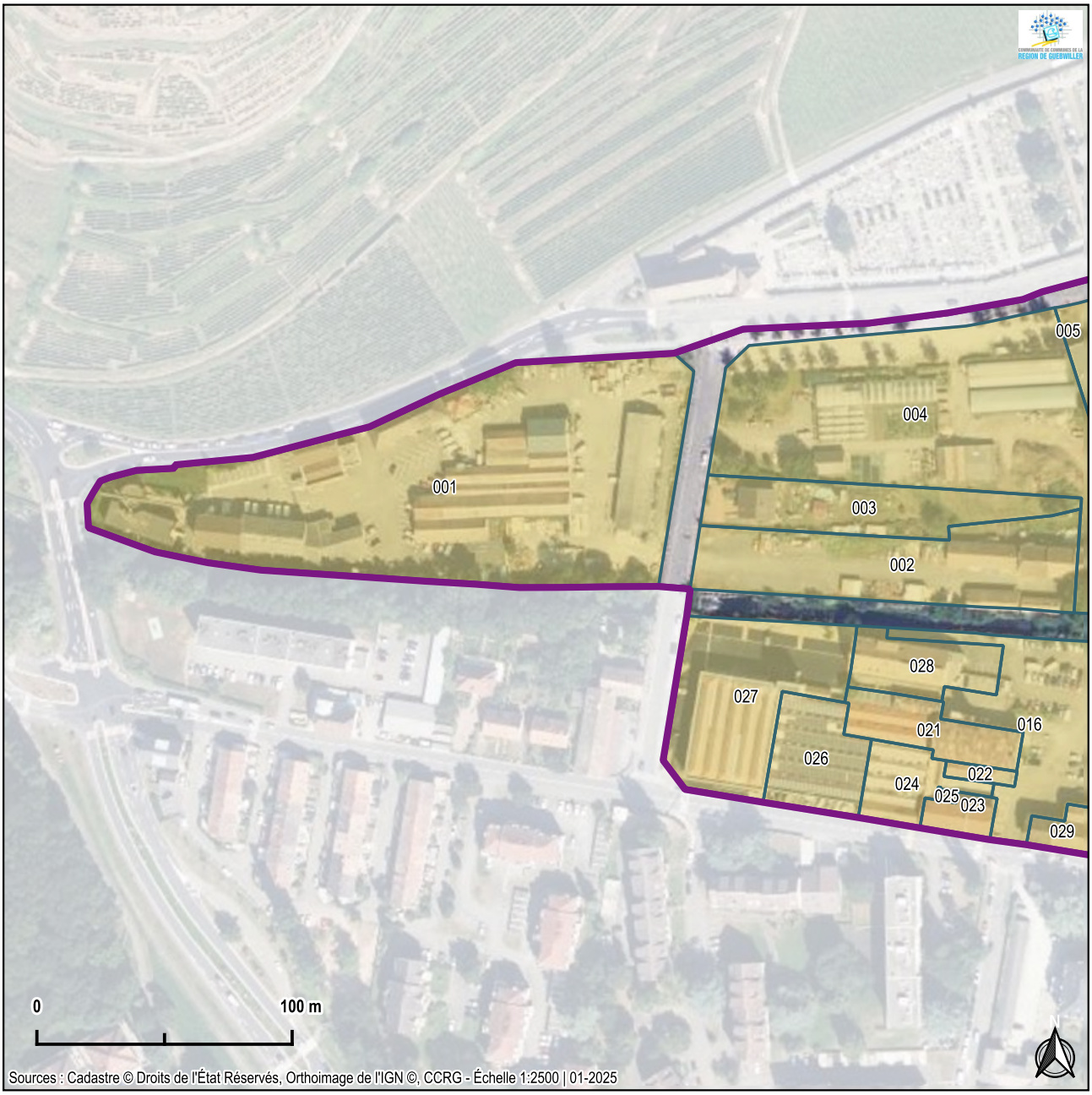
Vocation : **Mixte**

Surface de la ZAE : **10.47** ha
Nombre d'établissement(s) : **48**

Unité(s) foncière(s) : **32**
Unité(s) foncière(s) vacante(s) : **1** soit **3.1** %

Surface vacante : **0.27** ha soit **2.8** %
de la surface foncière totale





8. Kapellmatt
Secteur est

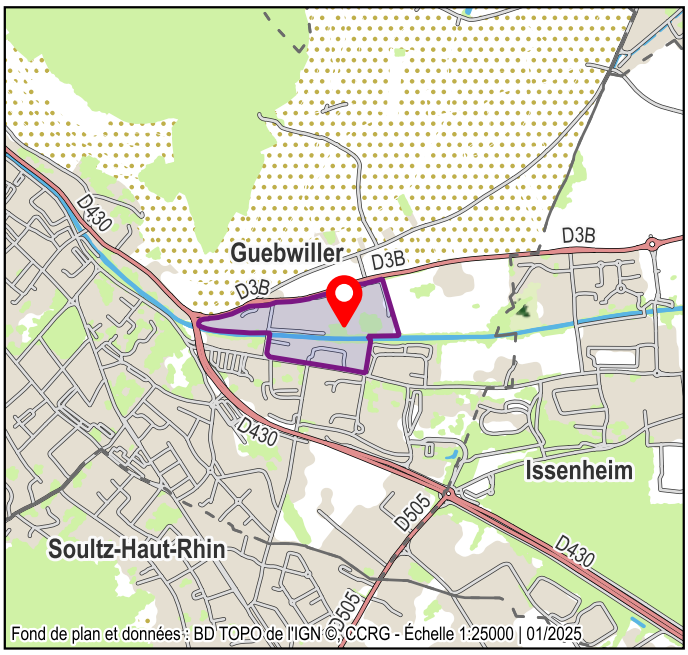
Guebwiller

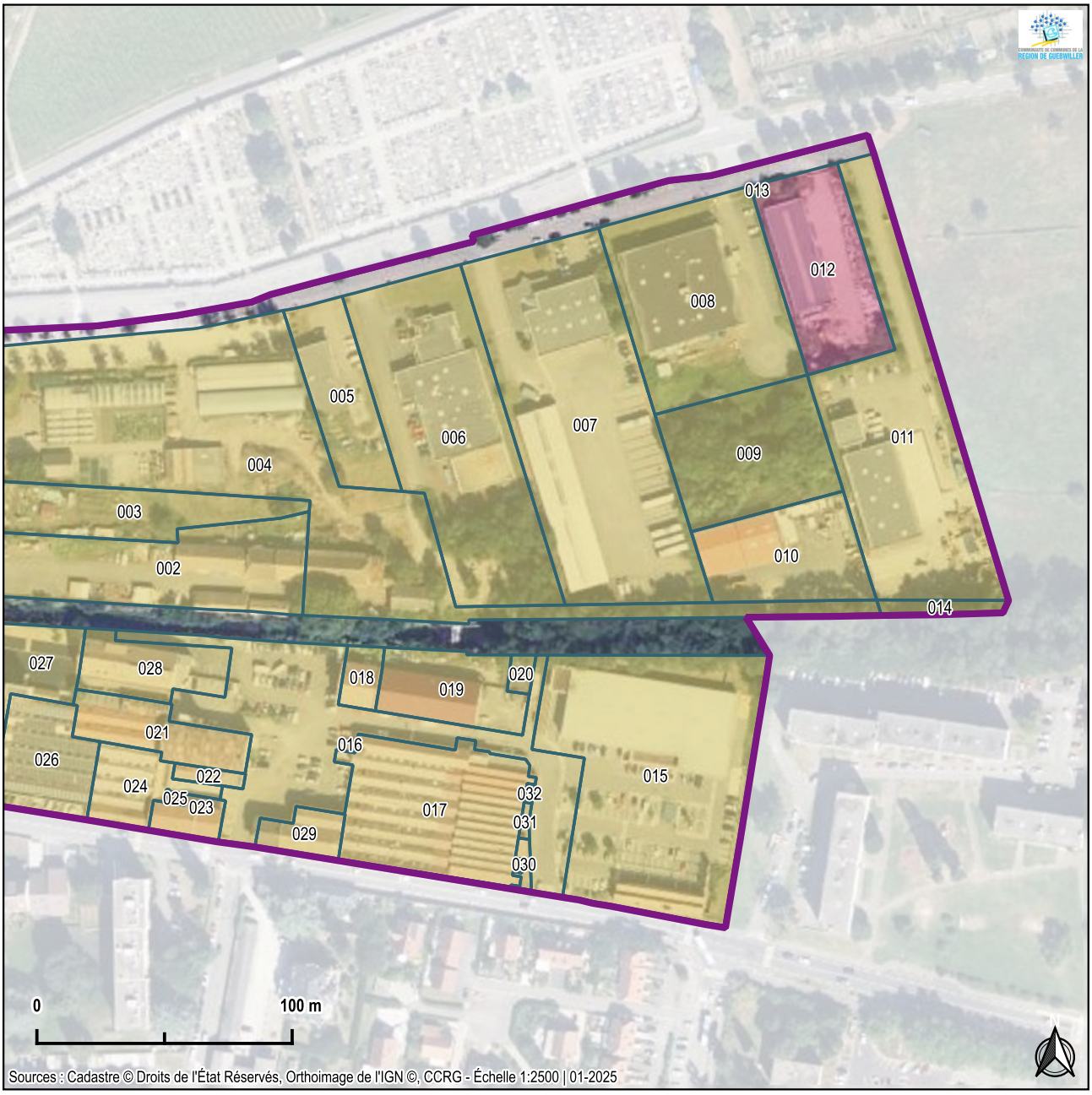
Vocation : **Mixte**

Surface de la ZAE : **10.47** ha
Nombre d'établissement(s) : **48**

Unité(s) foncière(s) : **32**
Unité(s) foncière(s) vacante(s) : **1** soit **3.1** %

Surface vacante : **0.27** ha soit **2.8** %
de la surface foncière totale





8. Kapellmatt - Unités Foncières (UF)

ZAE	UF	COMPTE	PROPRIÉTAIRE PRINCIPAL	SURFACE	VACANCE
Kapellmatt	001	+00030	COMMUNE DE GUEBWILLER	14384 m²	non
Kapellmatt	002	+01068	GOURDON REGIS DENIS JACQUES	4267 m²	non
Kapellmatt	003	Z00233	ZUSSLIN LUCIENNE MARIE THERESE	2433 m²	NULL
Kapellmatt	004	+00030	COMMUNE DE GUEBWILLER	12369 m²	non
Kapellmatt	005	+00474	GURLY PIERRE CHRISTOPHE	1776 m²	non
Kapellmatt	006	+99919	CREDIT MUTUEL REAL ESTATE LEASE	6055 m²	non
Kapellmatt	007	+00491	KUNEGEL LUCIEN	8149 m²	non
Kapellmatt	008	+00587	MIDAC FRANCE	4740 m²	non
Kapellmatt	009	+01182	SCI L K G LUCIEN KUNEGEL GUEBWILLER	2948 m²	NULL
Kapellmatt	010	+01183	SCI KAPELLMATT	2261 m²	non
Kapellmatt	011	+00869	VENTU INVEST	6055 m²	non
Kapellmatt	012	+00823	SUTTER JEAN DANIEL PATRICK	2715 m²	oui
Kapellmatt	013	+00030	COMMUNE DE GUEBWILLER	20 m²	NULL
Kapellmatt	014	+00231	DOMAINE SCHLUMBERGER	272 m²	NULL
Kapellmatt	015	+99953	LIDL	7476 m²	non
Kapellmatt	016	+00030	COMMUNE DE GUEBWILLER	5458 m²	NULL
Kapellmatt	017	@00512	RAMSTEIN SERGE	3525 m²	non
Kapellmatt	018	+01119	SCI KAYNA	358 m²	non
Kapellmatt	019	+01003	HALLER CHRISTIAN LUCIEN	1516 m²	non
Kapellmatt	020	+00831	COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA REGION DE GUEBWILLER	137 m²	NULL
Kapellmatt	021	+00937	SCI OBED EDOM	1219 m²	non
Kapellmatt	022	+01157	FONDS DE DOTATION MARGUERITE KUENTZ	170 m²	NULL
Kapellmatt	023	+01157	FONDS DE DOTATION MARGUERITE KUENTZ	403 m²	non
Kapellmatt	024	+01141	SCI AMEL	951 m²	non
Kapellmatt	025	+00030	COMMUNE DE GUEBWILLER	36 m²	NULL
Kapellmatt	026	+01156	SCI L'HACIENDA	1514 m²	non
Kapellmatt	027	+01155	SCI 1894	3555 m²	non
Kapellmatt	028	@00230	ZUSSLIN FRANCIS	1238 m²	non
Kapellmatt	029	@00209	LEDIT HUBERT DANIEL	499 m²	non
Kapellmatt	030	K00516	KARAKUS VELI	90 m²	NULL
Kapellmatt	031	+01074	IMMOVETTE	48 m²	NULL
Kapellmatt	032	+01075	SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE KZA	23 m²	NULL

8. Kapellmatt - Occupants

ZAE	SIRET	NOM DE L'OCCUPANT
Kapellmatt	45206765500046	AIM YMO
Kapellmatt	33131606700031	ALEX SUTTER
Kapellmatt	35003882400024	ALSA-GESTAM
Kapellmatt	88807262600011	ALSACE BIKE TOUR
Kapellmatt	30966297100063	ALYOS TECHNOLOGY
Kapellmatt	32653532500020	AMBULANCES TAXI GURLY
Kapellmatt	37834997100077	ASSOCIATION CONTACT PLUS
Kapellmatt	39853330700029	ASSOCIATION JOSUE - EGLISE JOSUE
Kapellmatt	84002583700013	BELKA & FILS
Kapellmatt	80369864600038	BOULANGERIE FEST
Kapellmatt	80891795900013	BULOC NEW CO
Kapellmatt	83278586900039	CABEXO
Kapellmatt	52801631400023	CAROLE MASSON (HAUMESSER)
Kapellmatt	32872613800089	CENT INTER ARTISANAT COMMERCE (CIGAC)
Kapellmatt	75160344000015	CENTRE D'ACTION POUR LES LOISIRS L'ENTRAIDE ET LES BIENFAISANCES (CALEB)
Kapellmatt	89127643800019	CHEZ HUGO (NGUYEN HUGO)
Kapellmatt	90539820200028	CHEZ PASCALINE
Kapellmatt	21680112600014	COMMUNE DE GUEBWILLER - ATELIERS MUNICIPAUX
Kapellmatt	21680112600014	COMMUNE DE GUEBWILLER - SERVICES TECHNIQUES
Kapellmatt	83828554200018	DELPHINE MAGNI - L'OREE DES SENS
Kapellmatt	90128769800012	DH CONSULT
Kapellmatt	45118749600075	EA (SOFITEX)
Kapellmatt	47995701100030	ELECTRO SERVICES FEHLMANN (E.S.F)
Kapellmatt	90507257500012	EPLOUF
Kapellmatt	94615006700035	ETS P. ADAM
Kapellmatt	90854478600019	EXISTENCIA (BARBARA PASSANT)
Kapellmatt	79967371000015	GAZENA
Kapellmatt	79972116200029	GRAFITO +
Kapellmatt	82159617800037	HOP CONSEIL ET COMMUNICATION
Kapellmatt	79967621800024	KZ-ANIMALS
Kapellmatt	87891886100013	LA P'TITE FABRIQUE (SUPERMANALA)
Kapellmatt	43871381000051	LE FOURNIL DE PAPOUPA (ROSSI)
Kapellmatt	80157827900011	LE REGAL (MEZEM)
Kapellmatt	82942671700015	LES HUMANISTES DU FLORIVAL DE LA VALLEE NOBLE
Kapellmatt	34326262220550	LIDL
Kapellmatt	40877493300035	MIDAC FRANCE
Kapellmatt	85100522300017	OLG AUTOMOBILES
Kapellmatt	42291501700038	PHILIPPE ARNOUX (CARROSSERIE ARNOUX)
Kapellmatt	48164891300012	PIERRE D'ALSACE
Kapellmatt	80933068100010	POLYGONE
Kapellmatt	81393815600037	PRINT YOUR LOVE
Kapellmatt	48359178000018	SAEML CALEO
Kapellmatt	44335821300033	SARL GOURDON
Kapellmatt	32683298700027	SOCIETE NOUVELLE SODAG
Kapellmatt	81769953100015	SYNERGIE DU BATIMENT
Kapellmatt	80488231400029	TAXIS GURLY
Kapellmatt	91875775800019	UNION MULHOUSE BERRWILLER 68 (UMB68)
Kapellmatt	35397702800011	XYNATECH EUROPE

9. Le Vallon

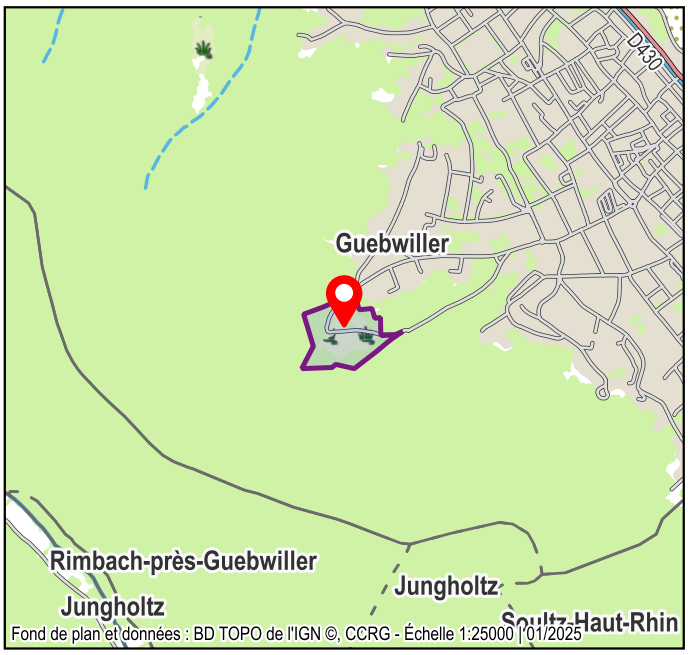
Guebwiller

Vocation : **Touristique**

Surface de la ZAE : **4.75** ha
Nombre d'établissement(s) : **2**

Unité(s) foncière(s) : **5**
Unité(s) foncière(s) vacante(s) : **0** soit **0** %

Surface vacante : **0** ha soit **0** %
de la surface foncière totale





9. Le Vallon - Unités Foncières (UF)

ZAE	UF	COMPTE	PROPRIÉTAIRE PRINCIPAL	SURFACE	VACANCE
Le Vallon	001	K00568	KELLER BORIS	1146 m²	NULL
Le Vallon	002	K00500	KELLER BORIS	7620 m²	non
Le Vallon	003	K00568	KELLER BORIS	4577 m²	NULL
Le Vallon	004	+01214	LE GRAND PETIT PRINCE	3779 m²	non
Le Vallon	005	+00030	COMMUNE DE GUEBWILLER	27855 m²	NULL

9. Le Vallon - Occupants

ZAE	SIRET	NOM DE L'OCCUPANT
Le Vallon	49800054600016	L'AUBERGE DU VALLON
Le Vallon	84810593800023	LE GRAND PETIT PRINCE

10. Meyer Sansboeuf

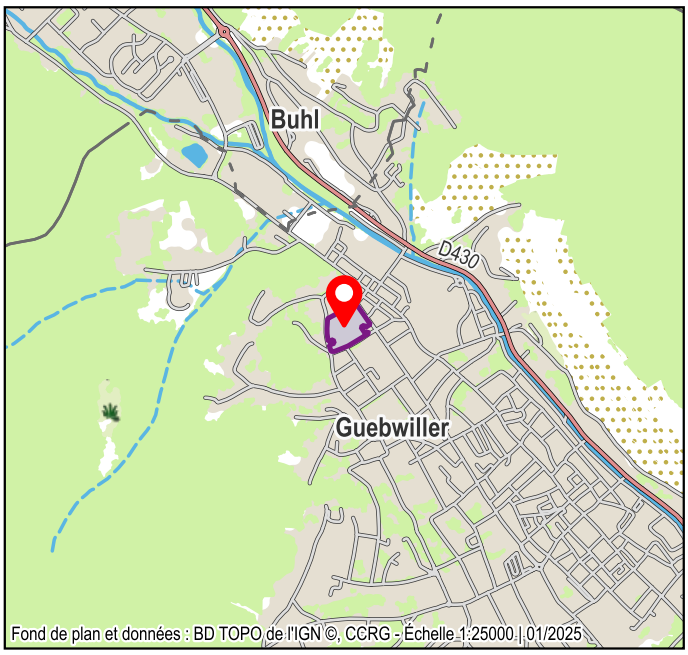
Guebwiller

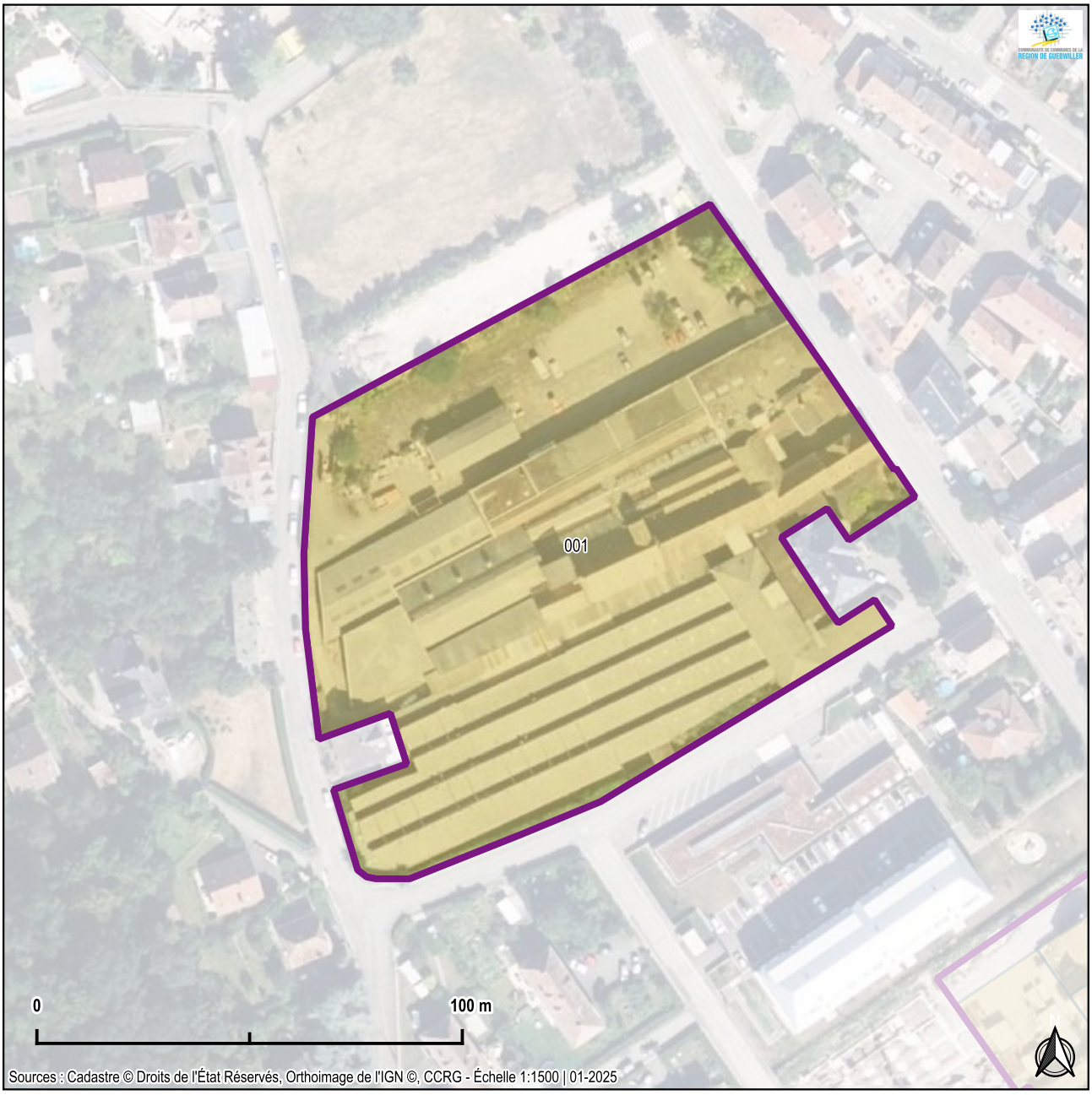
Vocation : **Industrielle**

Surface de la ZAE : **1.41** ha
Nombre d'établissement(s) : **1**

Unité(s) foncière(s) : **1**
Unité(s) foncière(s) vacante(s) : **0** soit **0** %

Surface vacante : **0** ha soit **0** %
de la surface foncière totale





10. Meyer Sansboeuf - Unités Foncières (UF)

ZAE	UF	COMPTE	PROPRIÉTAIRE PRINCIPAL	SURFACE	VACANCE
Meyer Sansboeuf	001	+00907	CORDERIE MEYER-SANSBOEUF	14119 m²	non

10. Meyer Sansboeuf - Occupants

ZAE	SIRET	NOM DE L'OCCUPANT
Meyer Sansboeuf	50007017200019	CORDERIE MEYER-SANSBOEUF

11. Pénétrante

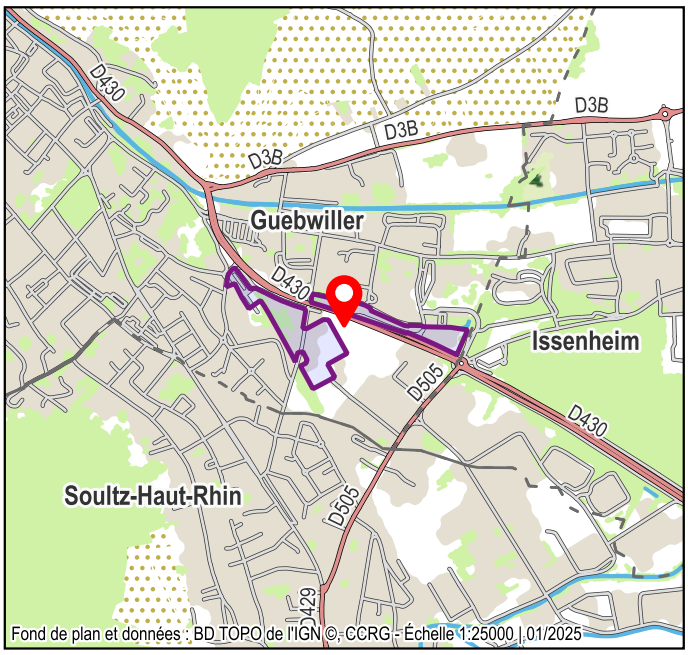
Guebwiller

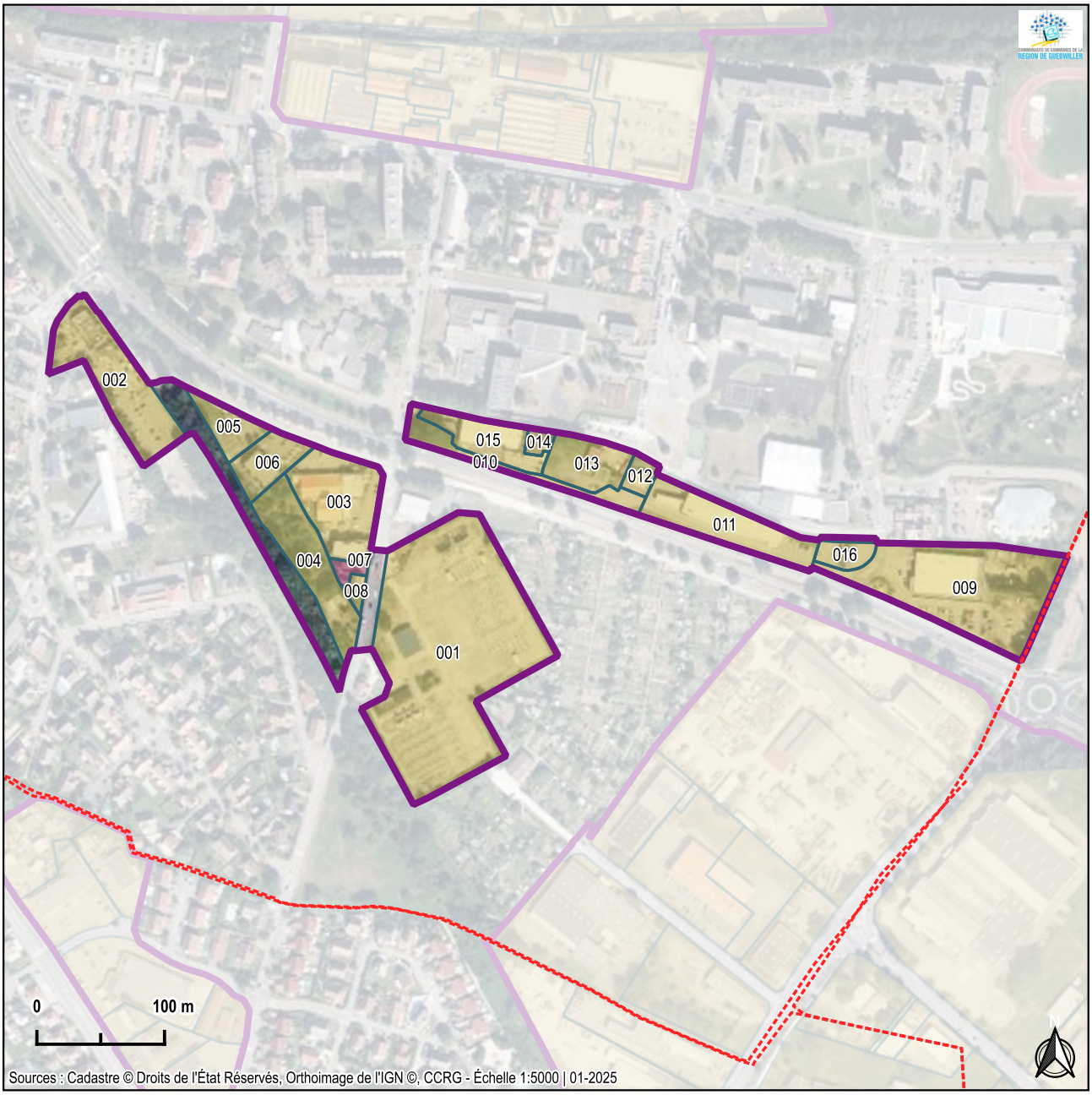
Vocation : **Mixte**

Surface de la ZAE : **6.56** ha
Nombre d'établissement(s) : **27**

Unité(s) foncière(s) : **16**
Unité(s) foncière(s) vacante(s) : **1** soit **6.3** %

Surface vacante : **0.04** ha soit **0.6** %
de la surface foncière totale





11. Pénétrante - Unités Foncières (UF)

ZAE	UF	COMPTE	PROPRIÉTAIRE PRINCIPAL	SURFACE	VACANCE
Pénétrante	001	+01001	RTE RESEAU DE TRANSPORT D'ELECTRICITE	20671 m²	non
Pénétrante	002	+00651	MC DONALD'S FRANCE	5411 m²	non
Pénétrante	003	NULL	BINZMATT	4578 m²	non
Pénétrante	004	M01036	MEYER JEAN PAUL	3987 m²	NULL
Pénétrante	005	+01209	LA MADELON	1501 m²	non
Pénétrante	006	+01025	HENRY GILLES JEAN DANIEL	1851 m²	non
Pénétrante	007	+00441	GIOVINAZZO ESPEDITO	366 m²	oui
Pénétrante	008	G00177	GIOVINAZZO ESPEDITO	328 m²	NULL
Pénétrante	009	+00159	SCI FLORITERRA	9505 m²	non
Pénétrante	010	+00030	COMMUNE DE GUEBWILLER	1897 m²	NULL
Pénétrante	011	+99918	SAS ISSEDIS	4000 m²	non
Pénétrante	012	+00534	ETABLISSEMENTS HUNGLER	621 m²	non
Pénétrante	013	+00901	S A G	2321 m²	non
Pénétrante	014	@00521	QUATERFELD 2	387 m²	non
Pénétrante	015	@00540	LES COPROP	2291 m²	non
Pénétrante	016	+00475	BELMAAZIZ RACHID	869 m²	non

11. Pénétrante - Occupants

ZAE	SIRET	NOM DE L'OCCUPANT
Pénétrante	80140441900013	B.E.C.F. - BUREAU D'EXPERTISE DU BATIMENT CONSULTANT FACILITIES MANAGEMENT
Pénétrante	81977298900037	CABINET INFIRMIER ANAIS WOLF
Pénétrante	39758225500048	CENTRE DE LIAISON AFFAIRES (CLA) - STATION DE LAVAGE HAUTE PRESSION
Pénétrante	52224258500019	DEFI GARAGE (A+ GLASS ET DEFI GARAGE)
Pénétrante	39520879600056	DEKRA AUTOMOTIVE (DEKRA - AUTOCONTROLE - NORISKO AUTO)
Pénétrante	85268935500018	EM CONCEPT
Pénétrante	90912059400017	EM CONCEPT CUISINES
Pénétrante	44460844215578	ENEDIS
Pénétrante	31070956300061	ETABLISSEMENTS HUNGLER - POMPES FUNEBRES HUNGLER
Pénétrante	75210797900011	FALCH
Pénétrante	55210872212211	FIDUCIAL EXPERTISE (SOC FIDUCIAIRE NATIO EXPERTISE COMPTABLE)
Pénétrante	31213916500012	GARAGE DU FLORIVAL
Pénétrante	31585680700021	GARDENLAND (DAXMANIA)
Pénétrante	94886019200012	GMD
Pénétrante	98049479300014	GP FLY
Pénétrante	41077168700028	GUEB (MC DONALD'S)
Pénétrante	34357068500028	ISSEDIS (LECLERC DRIVE)
Pénétrante	81279252100047	MARIE-LAURE SCHERTZER (CHASSEROT)
Pénétrante	72200393605331	MC DONALD'S FRANCE
Pénétrante	51423225500018	PASSIFLORA FILS
Pénétrante	88455189600027	PHILIPPE DIEHL AUTOMOBILES (SOLUTIONS AUTOMOBILES)
Pénétrante	39936599800026	SARL HENRY GILLES
Pénétrante	91233845600011	SARL SVJS
Pénétrante	94901601800010	SASU LE PHOENIX
Pénétrante	38184116200013	SCHREIBER VACCARO
Pénétrante	94816870300015	SCI LIBERA
Pénétrante	38899667000021	SOCIETE D'EXPLOITATION PASSIFLORA

12. Super U

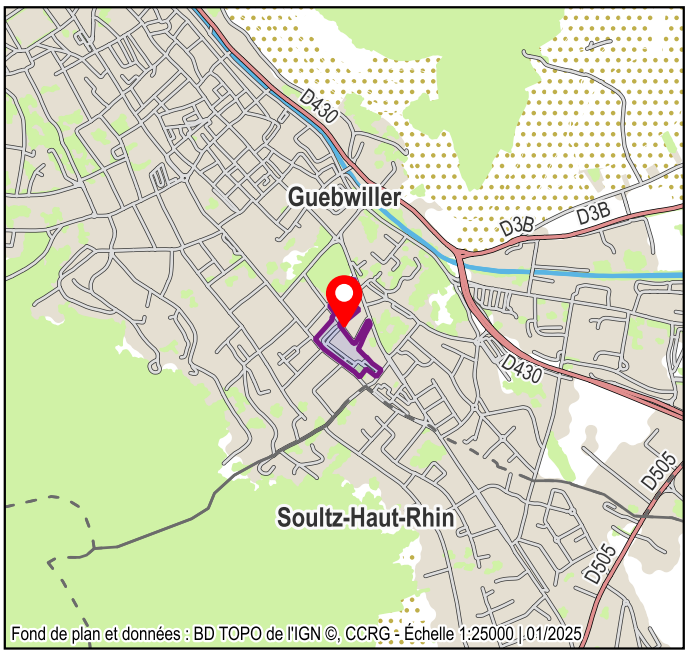
Guebwiller

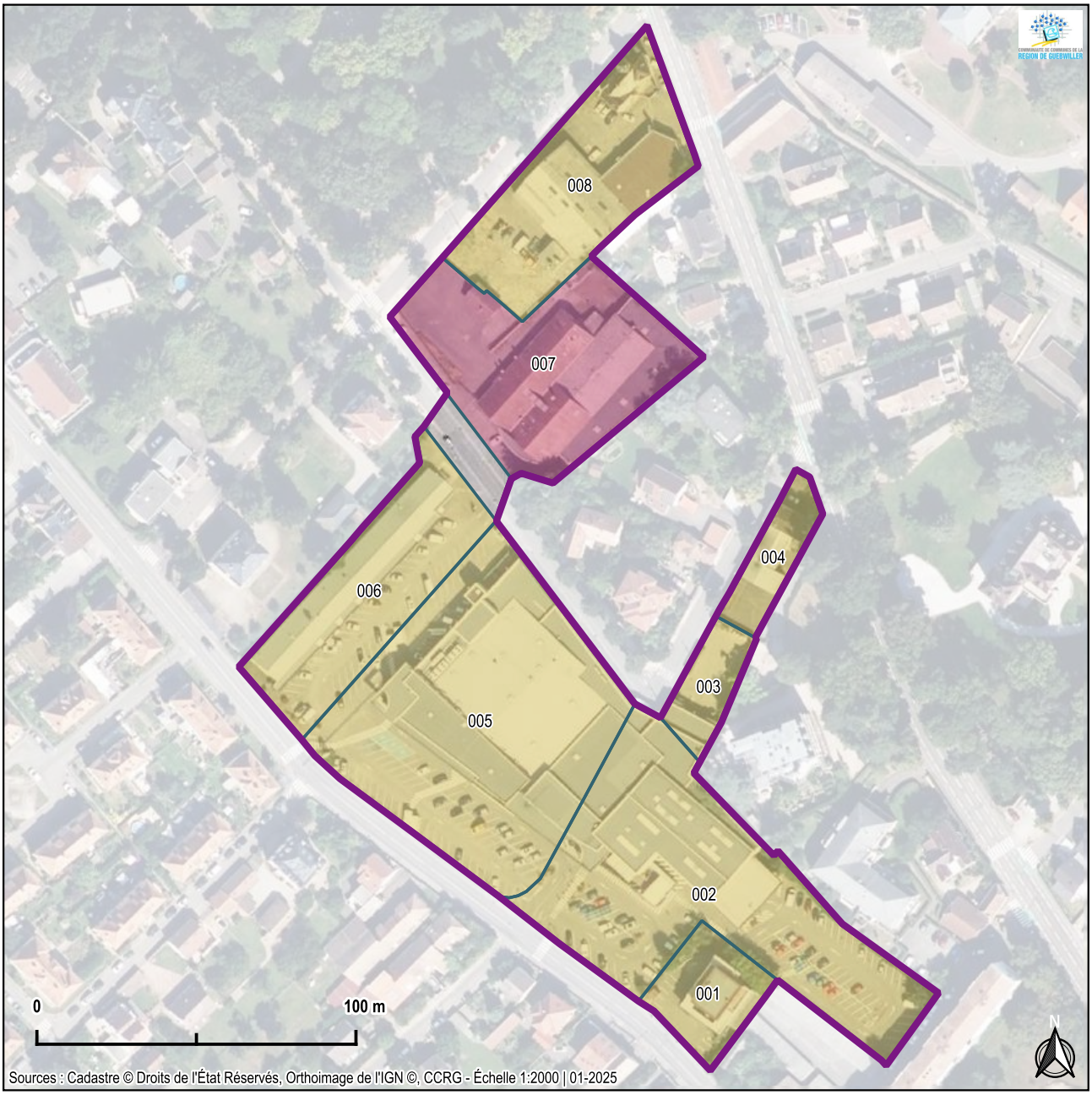
Vocation : **Commerciale - Services**

Surface de la ZAE : **2.47** ha
Nombre d'établissement(s) : **13**

Unité(s) foncière(s) : **8**
Unité(s) foncière(s) vacante(s) : **1** soit **12.5** %

Surface vacante : **0.38** ha soit **15.7** %
de la surface foncière totale





12. Super U - Unités Foncières (UF)

ZAE	UF	COMPTE	PROPRIÉTAIRE PRINCIPAL	SURFACE	VACANCE
Super U	001	+01256	BISCHOFF VINCENT RICHARD AMBROISE VERCINGETORIX	1016 m²	non
Super U	002	+00967	KOHLER RENE LOUIS	5679 m²	non
Super U	003	@00395	MERA	649 m²	non
Super U	004	+01123	SCI B G	695 m²	non
Super U	005	+00239	ALIFLO	6529 m²	non
Super U	006	+00985	KOHLER	2816 m²	non
Super U	007	+99916	SAS HOLDISSE	3825 m²	oui
Super U	008	+00674	PARK FINANCE ET INVESTISSEMENTS	3104 m²	non

12. Super U - Occupants

ZAE	SIRET	NOM DE L'OCCUPANT
Super U	84066326400017	AL CAPONE PIZZERIA ROSTICCERIA
Super U	33035711200011	ALIFLO (SUPER U ET DRIVE)
Super U	37990675301435	CAISSE REGIONALE D'ASSURANCES MUTUELLES AGRICOLES DU GRAND EST (GROUPAMA) (CRAMA)
Super U	48818043100014	CLINIQUE VETERINAIRE DES DOMINICAINS
Super U	95241882000025	FLORI COOK (COQ'O GRILL)
Super U	85294185500011	FLORIVET
Super U	91672062600016	GARAGE DU PARC
Super U	45191156400016	GUEB'IMMO (4 IMMOBILIER)
Super U	82751663400017	SANDRA DIETETIQUE (DIET PLUS)
Super U	85014014600018	SARL VANCINEL (BAR LE TORPEDO)
Super U	81821268000016	SELARL PHARMACIE BISCHOFF
Super U	34299263300012	VICE VERSA
Super U	75299274300019	VICTOMAG (COQ O GRILL)

13. Trennjaeger

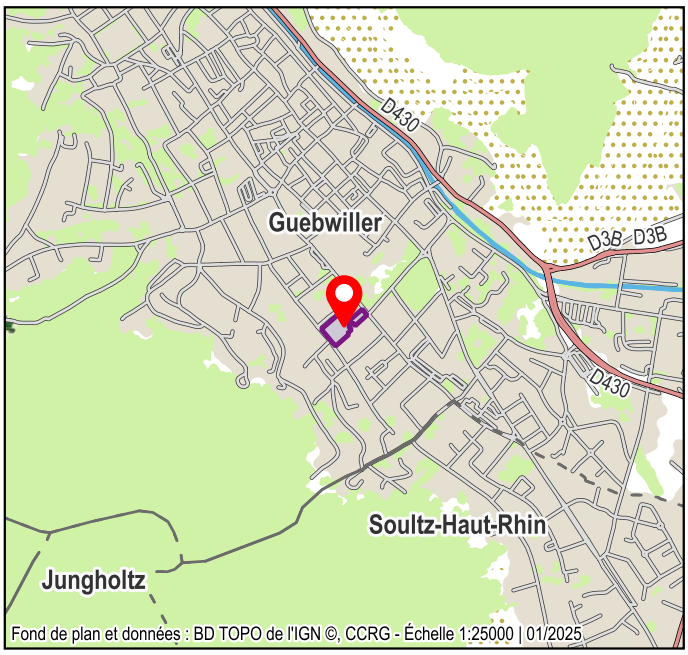
Guebwiller

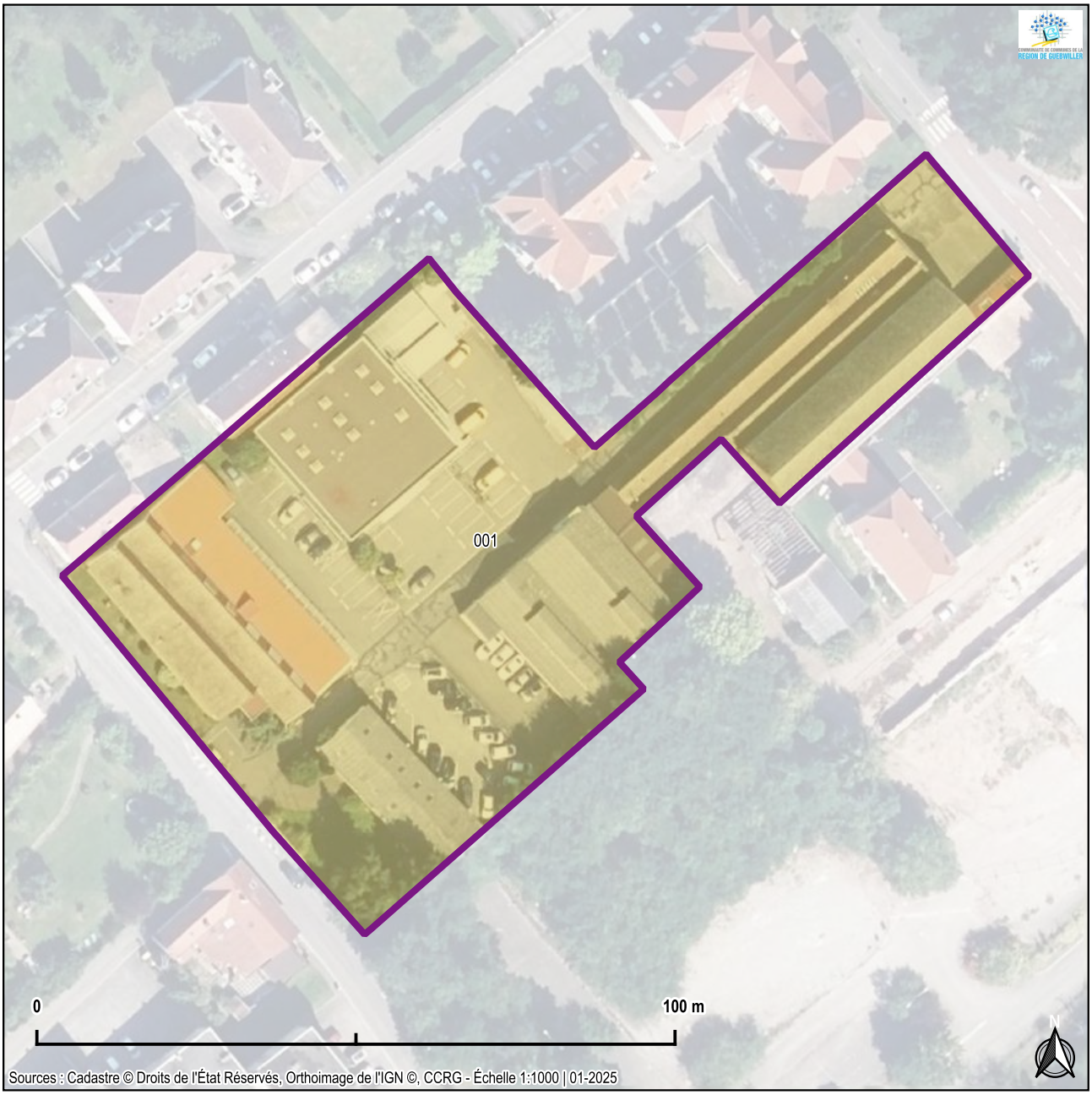
Vocation : **Artisanale - Services**

Surface de la ZAE : **0.7** ha
Nombre d'établissement(s) : **3**

Unité(s) foncière(s) : **1**
Unité(s) foncière(s) vacante(s) : **0** soit **0** %

Surface vacante : **0** ha soit **0** %
de la surface foncière totale





13. Trennjaeger - Unités Foncières (UF)

ZAE	UF	COMPTE	PROPRIÉTAIRE PRINCIPAL	SURFACE	VACANCE
Trennjaeger	001	+00130	TRENNJAEGER FRANCE SARL	7031 m²	non

13. Trennjaeger - Occupants

ZAE	SIRET	NOM DE L'OCCUPANT
Trennjaeger	84505150700026	ETSA .ENV
Trennjaeger	43830335600044	IDEM
Trennjaeger	35600000030346	LA POSTE

14. Usine Deck

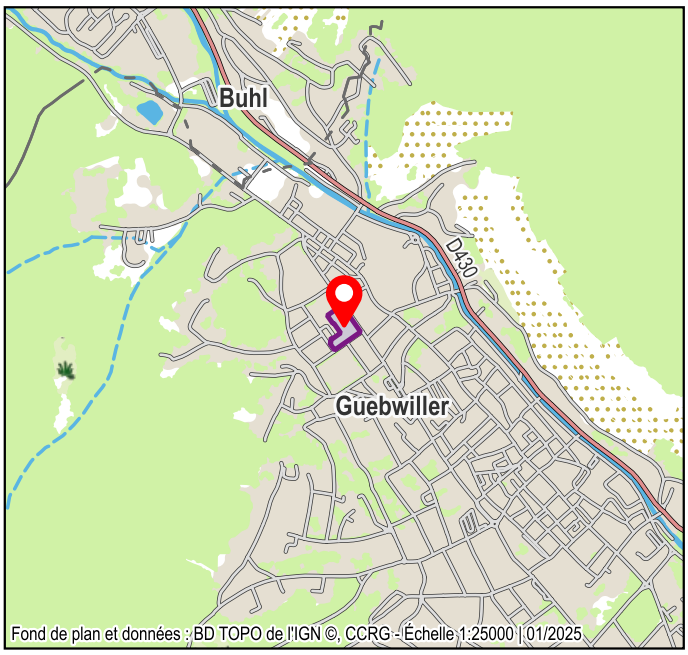
Guebwiller

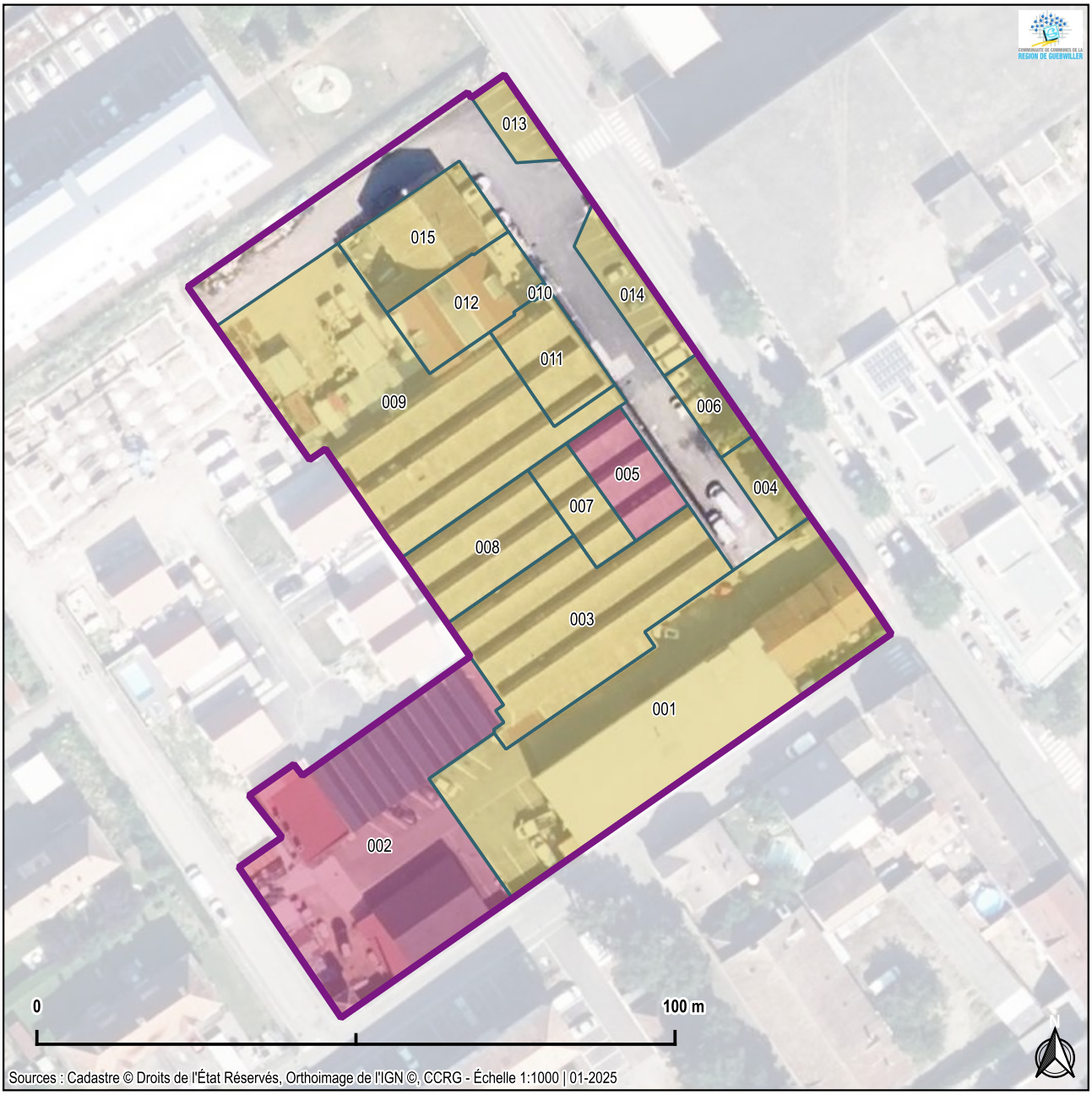
Vocation : **Artisanale - Services**

Surface de la ZAE : **0.78** ha
Nombre d'établissement(s) : **11**

Unité(s) foncière(s) : **15**
Unité(s) foncière(s) vacante(s) : **2** soit **13.3** %

Surface vacante : **0.15** ha soit **21.9** %
de la surface foncière totale





14. Usine Deck - Unités Foncières (UF)

ZAE	UF	COMPTE	PROPRIÉTAIRE PRINCIPAL	SURFACE	VACANCE
Usine Deck	001	@00417	DEBER STEPHANE PIERRE	1551 m²	non
Usine Deck	002	+99946	SCI JACS	1283 m²	oui
Usine Deck	003	S00953	SCHMITZ RAPHAEL CHARLES PASCAL	755 m²	non
Usine Deck	004	S00953	SCHMITZ RAPHAEL CHARLES PASCAL	97 m²	NULL
Usine Deck	005	E00184	ENGEL CHRISTOPHE GAETAN	189 m²	oui
Usine Deck	006	E00184	ENGEL CHRISTOPHE GAETAN	98 m²	NULL
Usine Deck	007	N00129	NEEFF ELISABETH MARIE	139 m²	NULL
Usine Deck	008	W00469	WOLF ALEXIS RENE SIMON	303 m²	non
Usine Deck	009	+00661	AVALLONE GIOVANNI GUISEPPE	1286 m²	non
Usine Deck	010	+00661	AVALLONE GIOVANNI GUISEPPE	6 m²	NULL
Usine Deck	011	+00767	TARDINO GIACOMO	206 m²	non
Usine Deck	012	+01196	FRANKLIN INVESTISSEMENT	258 m²	non
Usine Deck	013	+01196	FRANKLIN INVESTISSEMENT	90 m²	NULL
Usine Deck	014	+01196	FRANKLIN INVESTISSEMENT	168 m²	NULL
Usine Deck	015	+01098	N'GUYEN VAN-HOANG ALAIN	305 m²	non

14. Usine Deck - Occupants

ZAE	SIRET	NOM DE L'OCCUPANT
Usine Deck	50435188300013	AGRAF-LOCK ENGENEERING SARL (EMR METALOCK SOUDLOCK)
Usine Deck	84139483600024	ALEXIS WOLF
Usine Deck	45076217400024	DOJO FORM
Usine Deck	90232985300011	FIT&FORM (KEWIN SCHMITZ)
Usine Deck	49806464100018	GRTH
Usine Deck	82945872800021	LA BOULE DE PAIN
Usine Deck	39397137900044	SCHMITZ DIFFUSION ARTS MARTIAUX (SDAM) (RAPHAEL SCHMITZ)
Usine Deck	74988021700023	SERVICES BUILDING AUTOMATION ENGINEERING
Usine Deck	47781027900026	VENDORS VERTICALE 3 TH (AVALLONE)
Usine Deck	40495759900032	VERTICALE
Usine Deck	98442465500012	WOLF SOUND TECH

15. Schlumberger

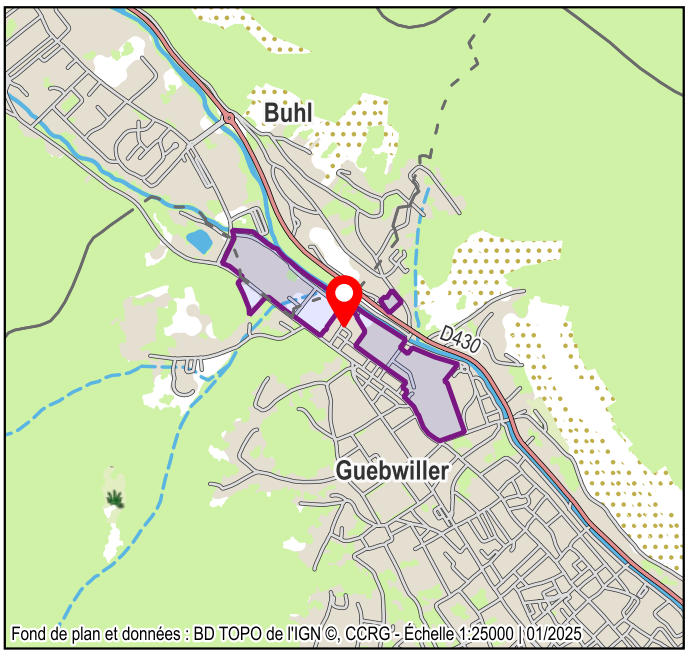
Guebwiller - Buhl

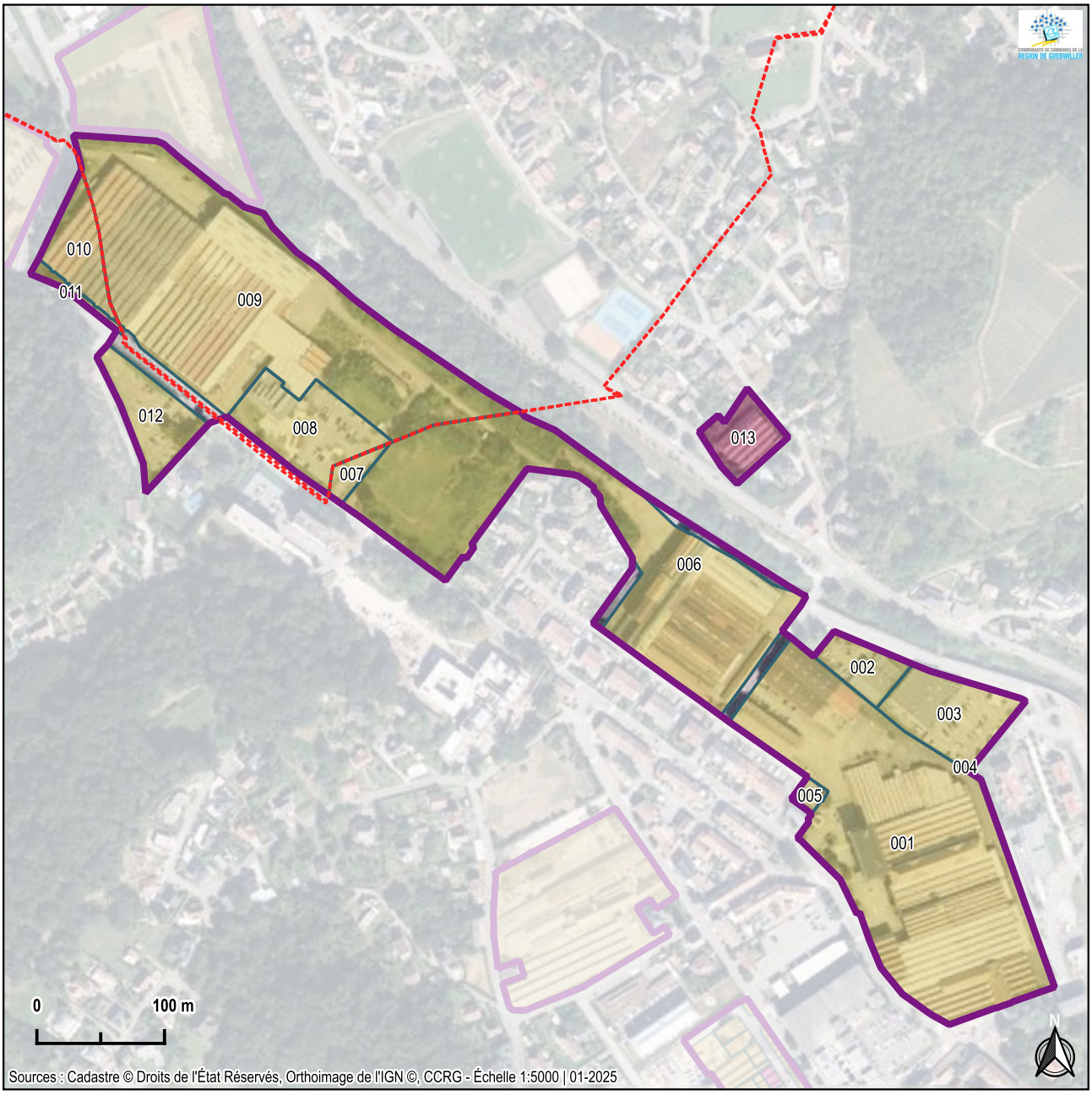
Vocation : **Industrielle**

Surface de la ZAE : **12.5** ha
Nombre d'établissement(s) : **20**

Unité(s) foncière(s) : **13**
Unité(s) foncière(s) vacante(s) : **1** soit **7.7** %

Surface vacante : **0.26** ha soit **2.1** %
de la surface foncière totale





15. Schlumberger - Unités Foncières (UF)

ZAE	UF	COMPTE	PROPRIÉTAIRE PRINCIPAL	SURFACE	VACANCE
Schlumberger	001	+00366	NSC FLORIVAL	34358 m²	non
Schlumberger	002	+00515	STIHLE FERNAND	2244 m²	non
Schlumberger	003	+00554	KOHLER RENE LOUIS	5124 m²	non
Schlumberger	004	+00030	COMMUNE DE GUEBWILLER	36 m²	NULL
Schlumberger	005	+01168	SCI LORALE	434 m²	NULL
Schlumberger	006	+00366	NSC FLORIVAL	27510 m²	non
Schlumberger	007	+99923	N SCHLUMBERGER	855 m²	NULL
Schlumberger	008	+99914	N SCHLUMBERGER	5865 m²	NULL
Schlumberger	009	+00022	NSC FLORIVAL	34973 m²	non
Schlumberger	010	+00366	NSC FLORIVAL	3078 m²	non
Schlumberger	011	+00030	COMMUNE DE GUEBWILLER	550 m²	NULL
Schlumberger	012	+00366	NSC FLORIVAL	3915 m²	NULL
Schlumberger	013	+00366	NSC FLORIVAL	2568 m²	oui

15. Schlumberger - Occupants

ZAE	SIRET	NOM DE L'OCCUPANT
Schlumberger	31247826600280	ALSACIENNE DE RESTAURATION
Schlumberger	77891254300031	ASSOCIATION JARDIN D'ENFANTS DU FLORIVAL (CRECHE ET JARDIN D'ENFANTS DU FLORIVAL)
Schlumberger	33778735200018	COMITE ENTREPRISE N SCHLUMBERGER ET CIE
Schlumberger	77891161000021	ETS JAENICKE ET CIE INSTALLATEUR
Schlumberger	42030647400024	FLORIDIS (MARCHE U)
Schlumberger	42162207700038	FONDERIE SCHLUMBERGER
Schlumberger	13000548119937	FRANCE TRAVAIL (AFT GUEBWILLER)
Schlumberger	98387341500019	GRAINE D'OR
Schlumberger	49337405200022	IMAGINE SARL
Schlumberger	88791014900012	INCIA
Schlumberger	83295469700013	KAZA
Schlumberger	39189062100066	MISSION LOCALE COLMAR CENTRE ALSACE
Schlumberger	47986161900035	N.SCHLUMBERGER (VERTILAP)
Schlumberger	91542049100010	NSC GROUPE (NSC)
Schlumberger	20007396300015	POLE D'EQUILIBRE TERRITORIAL ET RURAL DU PAYS RHIN-VIGNOBLE-GRAND BALLON
Schlumberger	49955847600051	SARL YGGVAL
Schlumberger	52834036700028	SIMPATEC (ELIRRO)
Schlumberger	25680262000029	SYNDICAT MIXTE POUR LE SCOT RHIN VIGNOBLE GRAND BALLON
Schlumberger	53483648100026	TARASOFT
Schlumberger	51418699800035	VITO CONSEILS

16. La Forêt

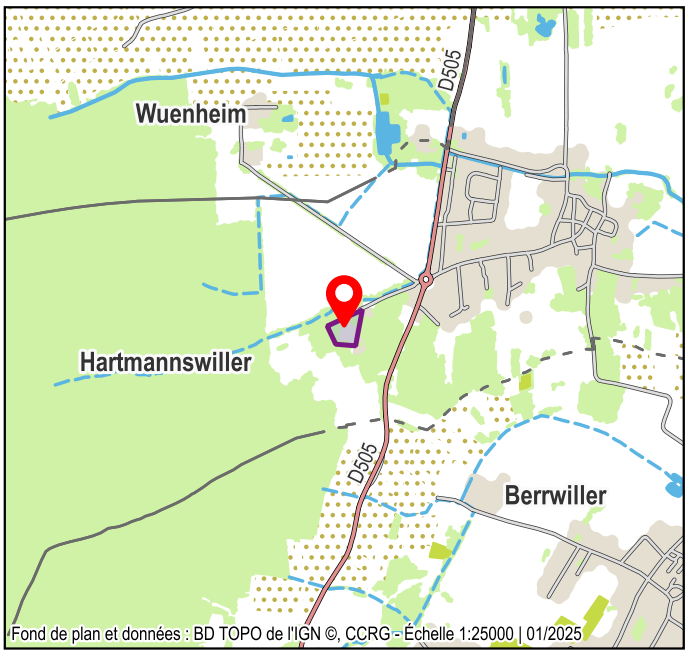
Hartmannswiller

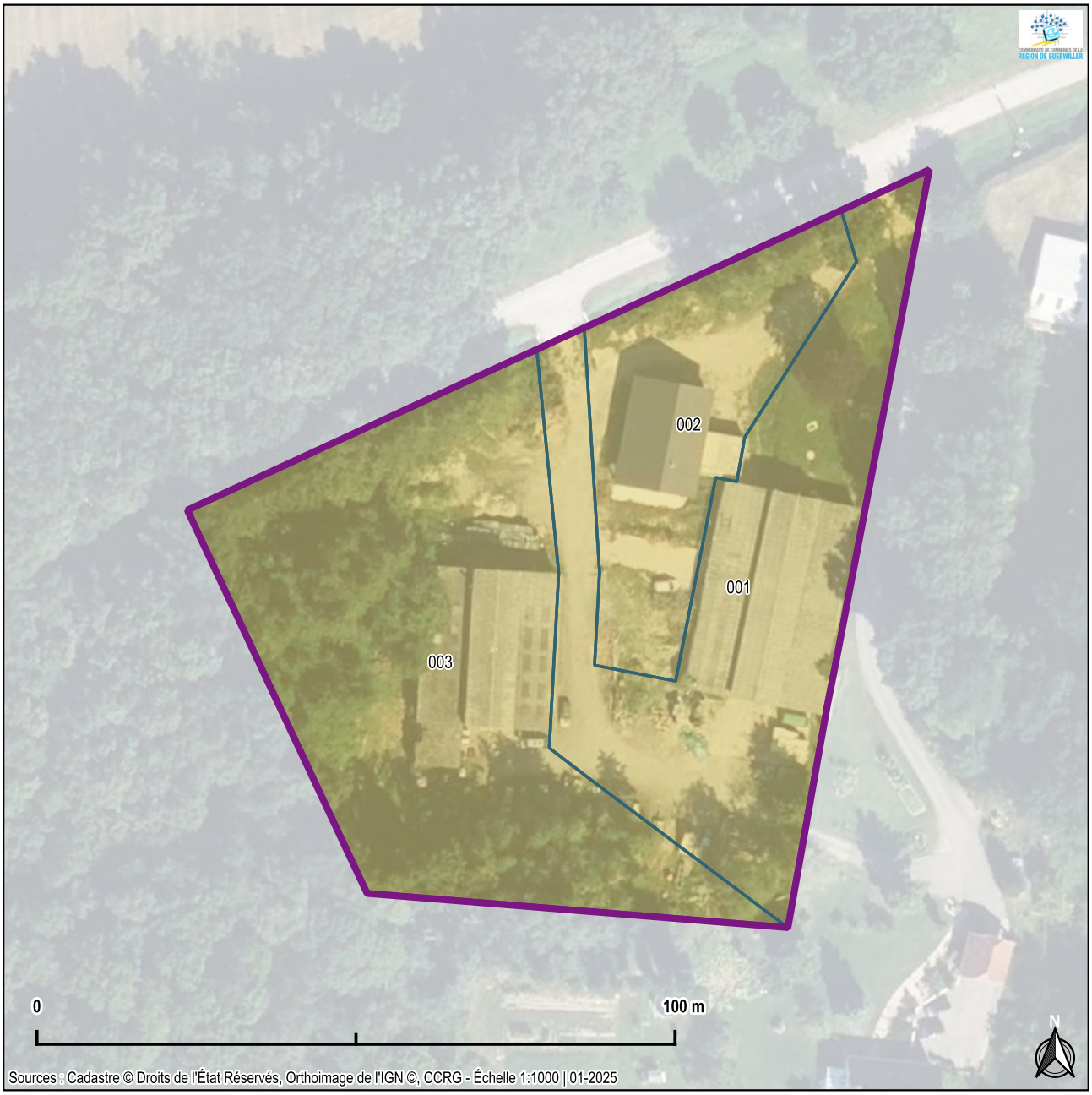
Vocation : **Artisanale**

Surface de la ZAE : **0.82** ha
Nombre d'établissement(s) : **0**

Unité(s) foncière(s) : **3**
Unité(s) foncière(s) vacante(s) : **0** soit **0** %

Surface vacante : **0** ha soit **0** %
de la surface foncière totale





16. La Forêt - Unités Foncières (UF)

ZAE	UF	COMPTE	PROPRIÉTAIRE PRINCIPAL	SURFACE	VACANCE
La Forêt	001	J00037	JELTSCH MARIE MADELEINE THERESE	2877 m²	NULL
La Forêt	002	J00038	JELTSCH MARIE MADELEINE THERESE	1515 m²	NULL
La Forêt	003	J00039	JELTSCH MARIE MADELEINE THERESE	3813 m²	NULL

16. La Forêt - Occupants

Aucune entreprise

17. Alpro

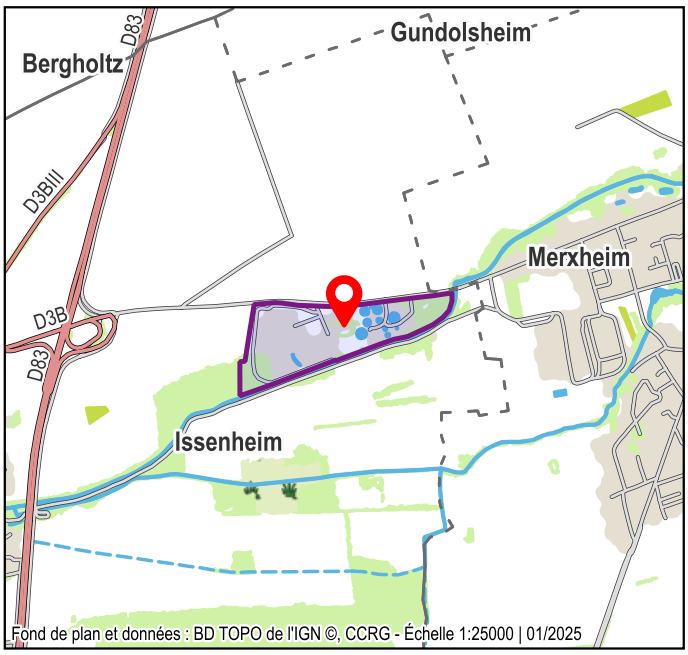
Issenheim

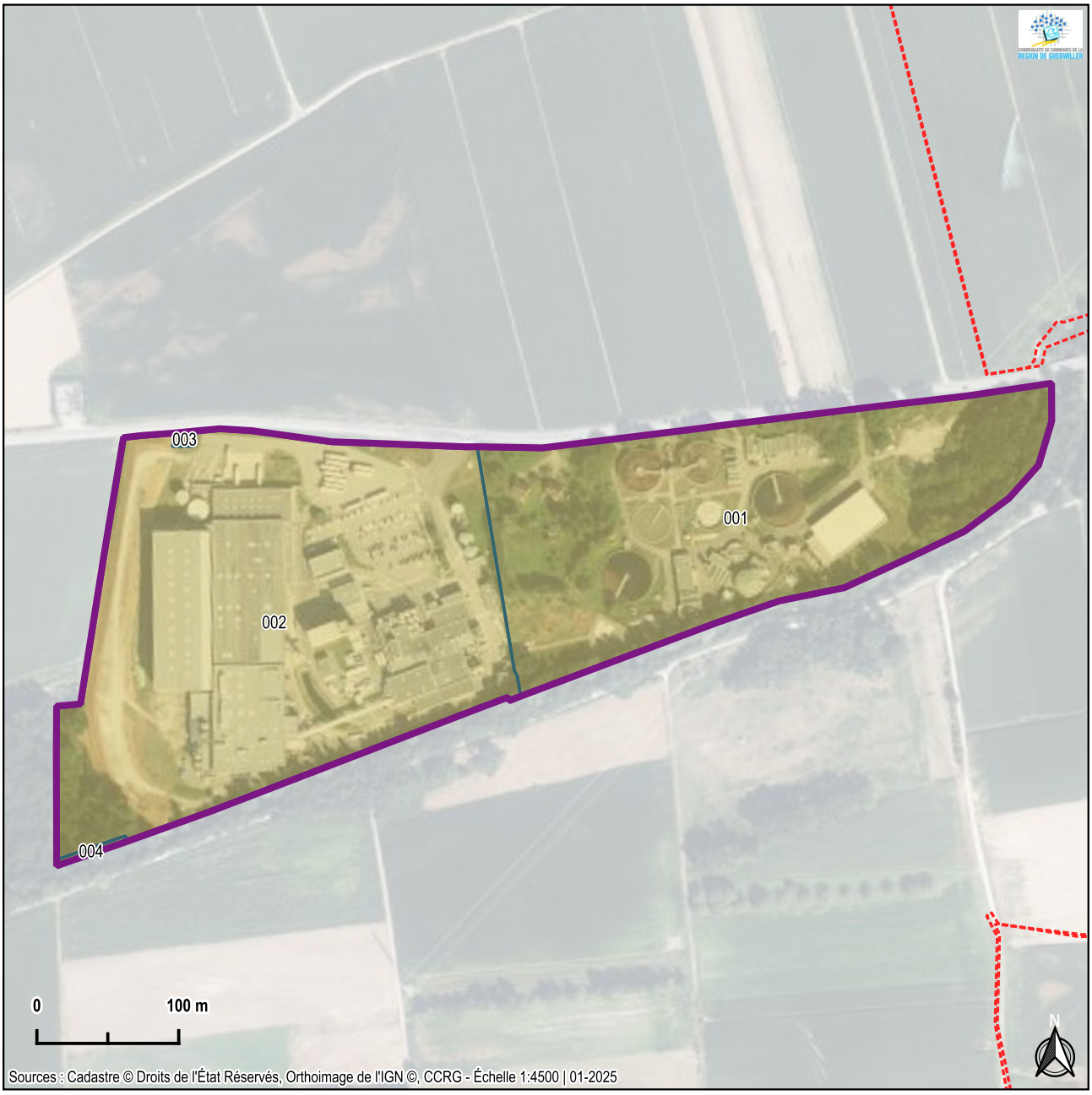
Vocation : **Industrielle**

Surface de la ZAE : **12.01** ha
Nombre d'établissement(s) : **2**

Unité(s) foncière(s) : **4**
Unité(s) foncière(s) vacante(s) : **0** soit **0** %

Surface vacante : **0** ha soit **0** %
de la surface foncière totale





17. Alpro - Unités Foncières (UF)

ZAE	UF	COMPTE	PROPRIÉTAIRE PRINCIPAL	SURFACE	VACANCE
Alpro	001	+00335	COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA REGION DE GUEBWILLER	49945 m²	non
Alpro	002	+00322	SOJINAL	69796 m²	non
Alpro	003	+00200	COOPERATIVE AGRICOLE DE CEREALES	151 m²	NULL
Alpro	004	+99817	COMMUNE DE ISSENHEIM	213 m²	NULL

17. Alpro - Occupants

ZAE	SIRET	NOM DE L'OCCUPANT
Alpro	33847198000023	ALPRO SOJINAL
Alpro	24680056900047	CC DE LA REGION DE GUEBWILLER - STATION D'EPURATION DES EAUX

18. Daweid

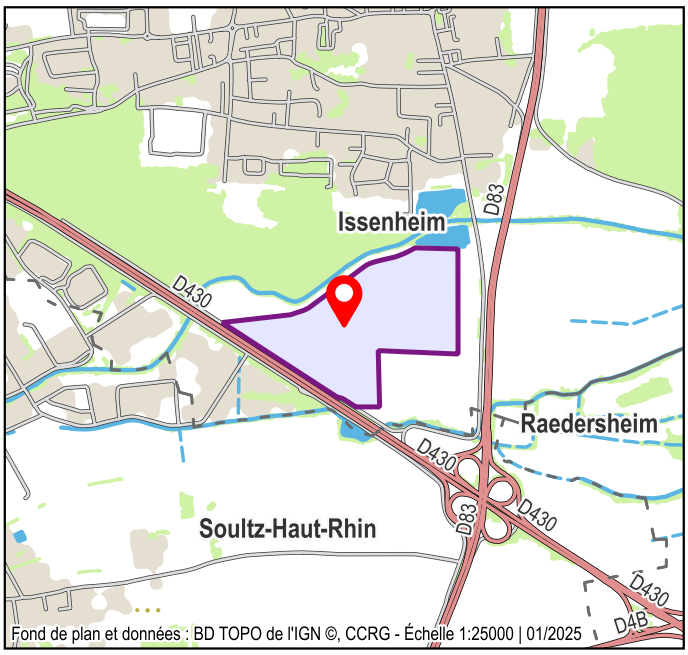
Issenheim

Vocation : **Industrielle - Artisanale**

Surface de la ZAE : **20.76** ha
Nombre d'établissement(s) : **0**

Unité(s) foncière(s) : **1**
Unité(s) foncière(s) vacante(s) : **0** soit **0** %

Surface vacante : **0** ha soit **0** %
de la surface foncière totale



Fond de plan et données : BD TOPO de l'IGN ©, CCRG - Échelle 1:25000 | 01/2025



Sources : Cadastre © Droits de l'État Réservés, Orthoimage de l'IGN ©, CCRG - Échelle 1:5000 | 01-2025

18. Daweid - Unités Foncières (UF)

ZAE	UF	COMPTE	PROPRIÉTAIRE PRINCIPAL	SURFACE	VACANCE
Daweid	001	+00335	COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA REGION DE GUEBWILLER	207567 m²	NULL

18. Daweid - Occupants

Aucune entreprise

19. Filature Gast

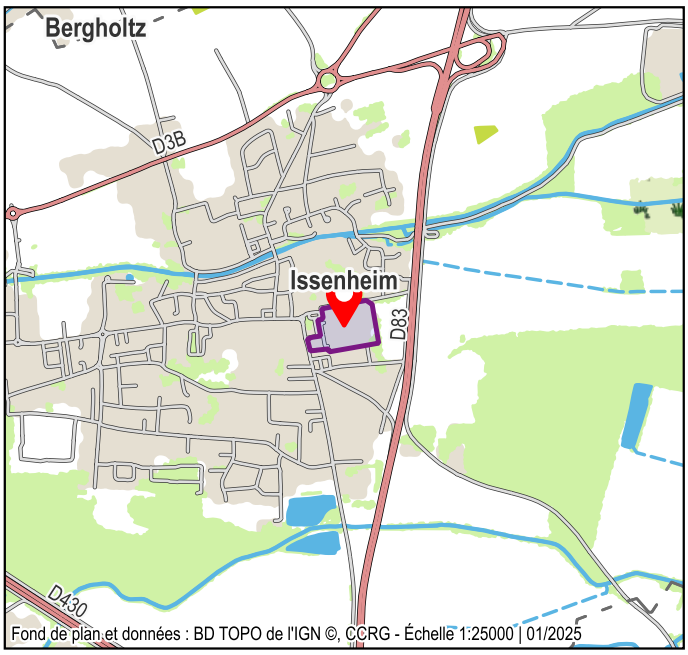
Issenheim

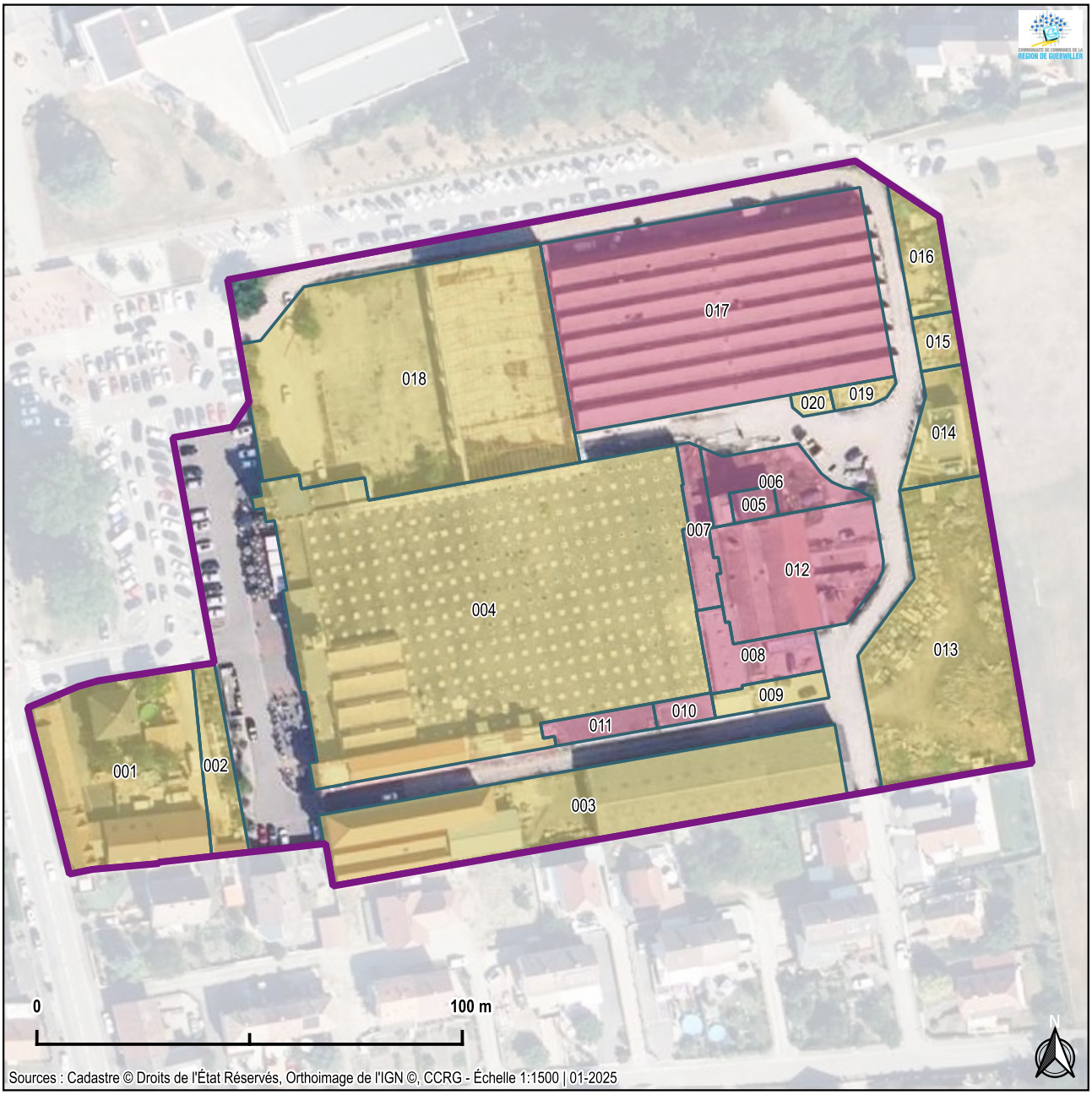
Vocation : **Artisanale - Services**

Surface de la ZAE : **2.8** ha
Nombre d'établissement(s) : **12**

Unité(s) foncière(s) : **20**
Unité(s) foncière(s) vacante(s) : **8** soit **40** %

Surface vacante : **0.57** ha soit **25.5** %
de la surface foncière totale





19. Filature Gast - Unités Foncières (UF)

ZAE	UF	COMPTE	PROPRIÉTAIRE PRINCIPAL	SURFACE	VACANCE
Filature Gast	001	B00431	BIENTZ CHRISTIAN HERIBERT	1594 m²	non
Filature Gast	002	B00446	BIENTZ CHRISTIAN HERIBERT	329 m²	non
Filature Gast	003	+99817	COMMUNE DE ISSENHEIM	2093 m²	non
Filature Gast	004	@00088	LES COPROPRIETAIRES	6084 m²	non
Filature Gast	005	Z00084	ZWICKERT JEAN FRANCOIS	76 m²	oui
Filature Gast	006	V00080	VIZZARI DOMINIQUE	385 m²	oui
Filature Gast	007	+00463	LA TOUR DU CHATEAU	231 m²	oui
Filature Gast	008	+00397	SELECT IMMO	335 m²	oui
Filature Gast	009	H00281	HENRY AURELIEN MARCEL GEORGES	169 m²	non
Filature Gast	010	+99819	TZI	83 m²	oui
Filature Gast	011	+00463	LA TOUR DU CHATEAU	152 m²	oui
Filature Gast	012	@00104	LES COPROPRIETAIRES	1022 m²	oui
Filature Gast	013	+99817	COMMUNE DE ISSENHEIM	2009 m²	NULL
Filature Gast	014	V00078	VIZZARI SABINE	372 m²	NULL
Filature Gast	015	+99821	SCI DOMINGUEZ FRERES	130 m²	NULL
Filature Gast	016	+00414	AUGIER BRICE	292 m²	NULL
Filature Gast	017	@00086	SELECT IMMO	3451 m²	oui
Filature Gast	018	+00463	LA TOUR DU CHATEAU	3577 m²	NULL
Filature Gast	019	+99821	SCI DOMINGUEZ FRERES	77 m²	NULL
Filature Gast	020	+00502	AL OFFICE	49 m²	NULL

19. Filature Gast - Occupants

ZAE	SIRET	NOM DE L'OCCUPANT
Filature Gast	92849724700017	AMERICAN X DESIGN
Filature Gast	91337597800016	AURELIEN HENRY
Filature Gast	21680156300018	COMMUNE DE ISSENHEIM
Filature Gast	90834135700014	ISO MUR
Filature Gast	91893852300019	KIDS CENTER
Filature Gast	80200596700012	LA TABLE DE FRED
Filature Gast	82059822500010	LM FITNESS
Filature Gast	83417584600023	RENOVA CONCEPT (B & A CONCEPT)
Filature Gast	95157751900014	ROSE AVENUE
Filature Gast	80073291900033	SANDRINE ENAULT (ENO'INSTITUT)
Filature Gast	83055828400014	VANE STREET FOOD
Filature Gast	42459606200036	ZINGUERIE CHARPENTE BIENTZ

20. Tissage

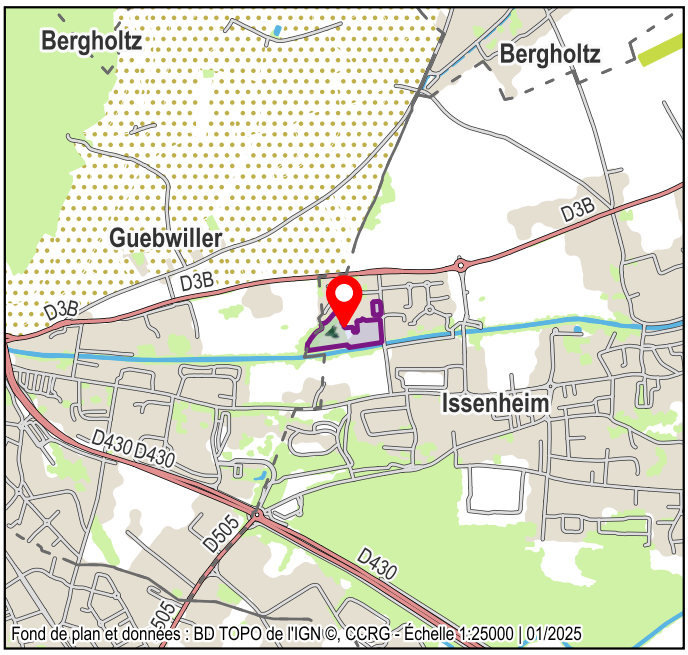
Issenheim

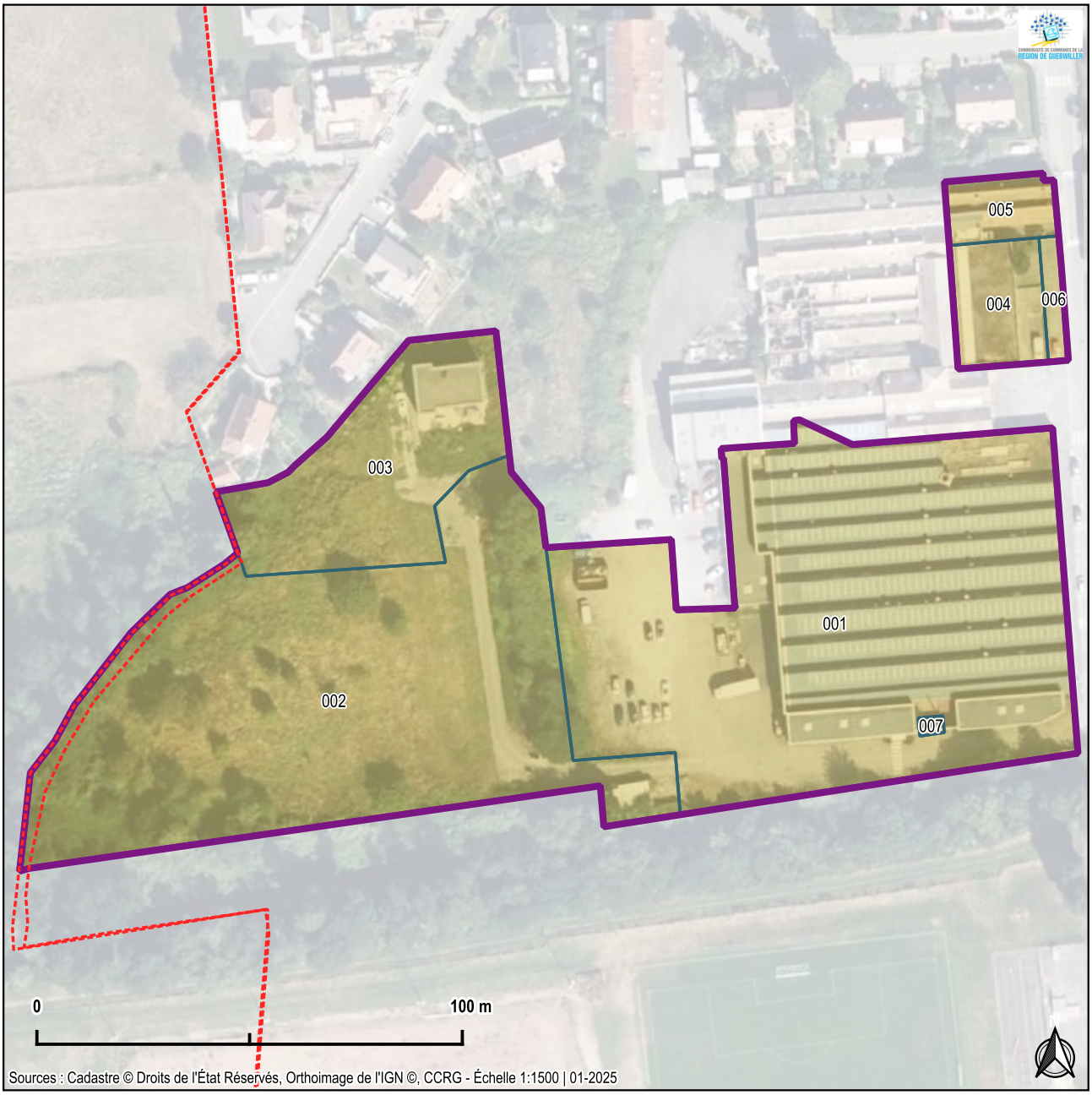
Vocation : **Industrielle - Artisanale**

Surface de la ZAE : **1.94** ha
Nombre d'établissement(s) : **11**

Unité(s) foncière(s) : **7**
Unité(s) foncière(s) vacante(s) : **0** soit **0** %

Surface vacante : **0** ha soit **0** %
de la surface foncière totale





20. Tissage - Unités Foncières (UF)

ZAE	UF	COMPTE	PROPRIÉTAIRE PRINCIPAL	SURFACE	VACANCE
Tissage	001	+00403	GRUMBACH IMMOBILIER	8324 m²	non
Tissage	002	A00061	ANDREOTTOLA FREDERIC	7673 m²	NULL
Tissage	003	A00089	ANDREOTTOLA FREDERIC	2230 m²	NULL
Tissage	004	+00309	SCHAAF FRANCOIS ALBERT	621 m²	non
Tissage	005	@00073	DE SOUSA LUIS MANUEL	383 m²	non
Tissage	006	+99817	COMMUNE DE ISSENHEIM	139 m²	NULL
Tissage	007	B00172	BRAUNEISEN ROBERT	24 m²	NULL

20. Tissage - Occupants

ZAE	SIRET	NOM DE L'OCCUPANT
Tissage	49172890300023	ACCROCHE TOIT
Tissage	82944112000021	DU SOL AU BAIN
Tissage	54009731800013	ELECTRO CONCEPT ENERGIE SOLAIRE (ECES)
Tissage	53345750300019	ES SOLAIRE
Tissage	84832053700022	FONCIERE SAN LORENZO
Tissage	94625077600048	JJ DARBOVEN FRANCE (CAFE WARCAS ET BROSIO)
Tissage	88843675500019	LES DIGIT'HALLES - WHAT'UP LIFESTYLE
Tissage	41871640300021	LUIS DE SOUSA (D S ELECTRICITE)
Tissage	51251375500011	MENTZER D & N
Tissage	51369457000039	MENUISERIE LA HARDT
Tissage	50381329700010	PAINTBALL INSIDE CENTER (P.I.C.)

21. Zone commerciale d'Issenheim

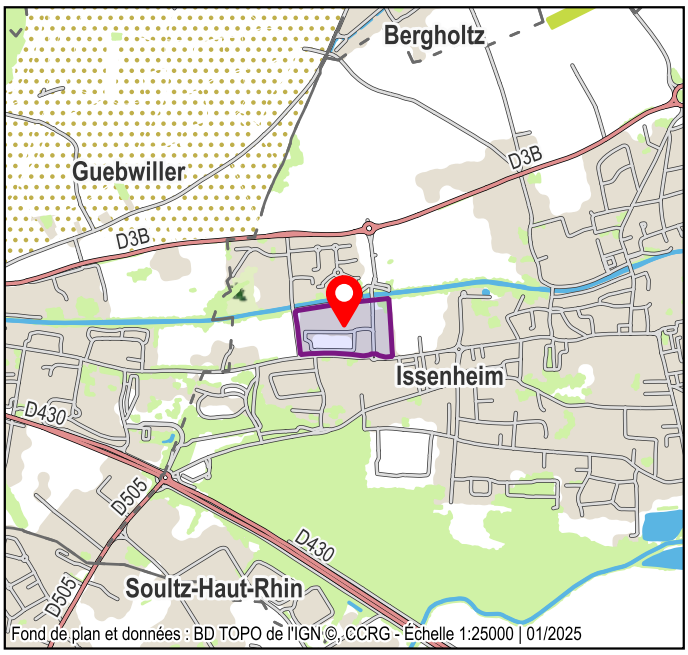
Issenheim

Vocation : **Commerciale**

Surface de la ZAE : **5.15** ha
Nombre d'établissement(s) : **16**

Unité(s) foncière(s) : **6**
Unité(s) foncière(s) vacante(s) : **0** soit **0** %

Surface vacante : **0** ha soit **0** %
de la surface foncière totale





21. Zone commerciale d'Issenheim - Unités Foncières (UF)

ZAE	UF	COMPTE	PROPRIÉTAIRE PRINCIPAL	SURFACE	VACANCE
Zone commerciale d'Issenheim	001	+99809	SAS ISSEDIS	29791 m²	non
Zone commerciale d'Issenheim	002	+00255	SA EUROBAIL	5555 m²	non
Zone commerciale d'Issenheim	003	+00426	D H I	3881 m²	non
Zone commerciale d'Issenheim	004	+00306	D H I	9947 m²	non
Zone commerciale d'Issenheim	005	+99817	COMMUNE DE ISSENHEIM	93 m²	NULL
Zone commerciale d'Issenheim	006	+99817	COMMUNE DE ISSENHEIM	175 m²	NULL

21. Zone commerciale d'Issenheim - Occupants

ZAE	SIRET	NOM DE L'OCCUPANT
Zone commerciale d'Issenheim	45184739600038	ALDI MARCHE COLMAR
Zone commerciale d'Issenheim	79823301108735	BASIC-FIT FRANCE
Zone commerciale d'Issenheim	47845579303671	BOULANGERIE MARIE BLACHERE (BOULANGERIES BG)
Zone commerciale d'Issenheim	43868309600038	ELEPHANT BLEU (HYPROGRESS)
Zone commerciale d'Issenheim	34357068500010	ISSEDIS (CENTRE LECLERC)
Zone commerciale d'Issenheim	45161388900026	ISSEN (NOZ)
Zone commerciale d'Issenheim	41315173912810	LA HALLE
Zone commerciale d'Issenheim	34029254901506	LES HALLES BLACHERE BERNARD (PROVENC'HALLES)
Zone commerciale d'Issenheim	90766320700021	LHB ISSENHEIM
Zone commerciale d'Issenheim	49118386900024	MAXIMILIEN (ISSENHEIM COIFFURES)
Zone commerciale d'Issenheim	81387958200019	MB ISSENHEIM (MR BRICOLAGE)
Zone commerciale d'Issenheim	80124150600022	MB JML (MR BRICOLAGE)
Zone commerciale d'Issenheim	44129305700028	OPTITUDE (FAIRVAIR)
Zone commerciale d'Issenheim	89282175200029	PB INVEST
Zone commerciale d'Issenheim	78493968811517	PICARD SURGELES
Zone commerciale d'Issenheim	43020123600139	POULAILLON (AU MOULIN POULAILLON)

22. Usine du Bas

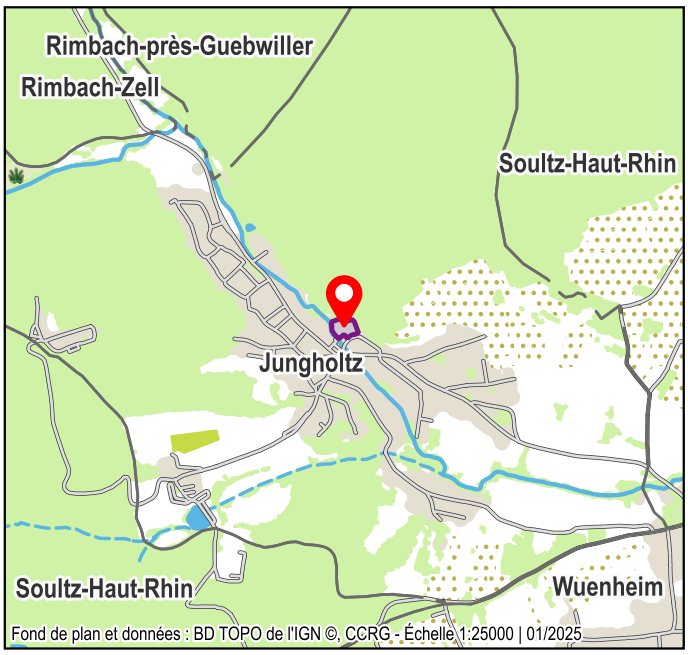
Jungholtz

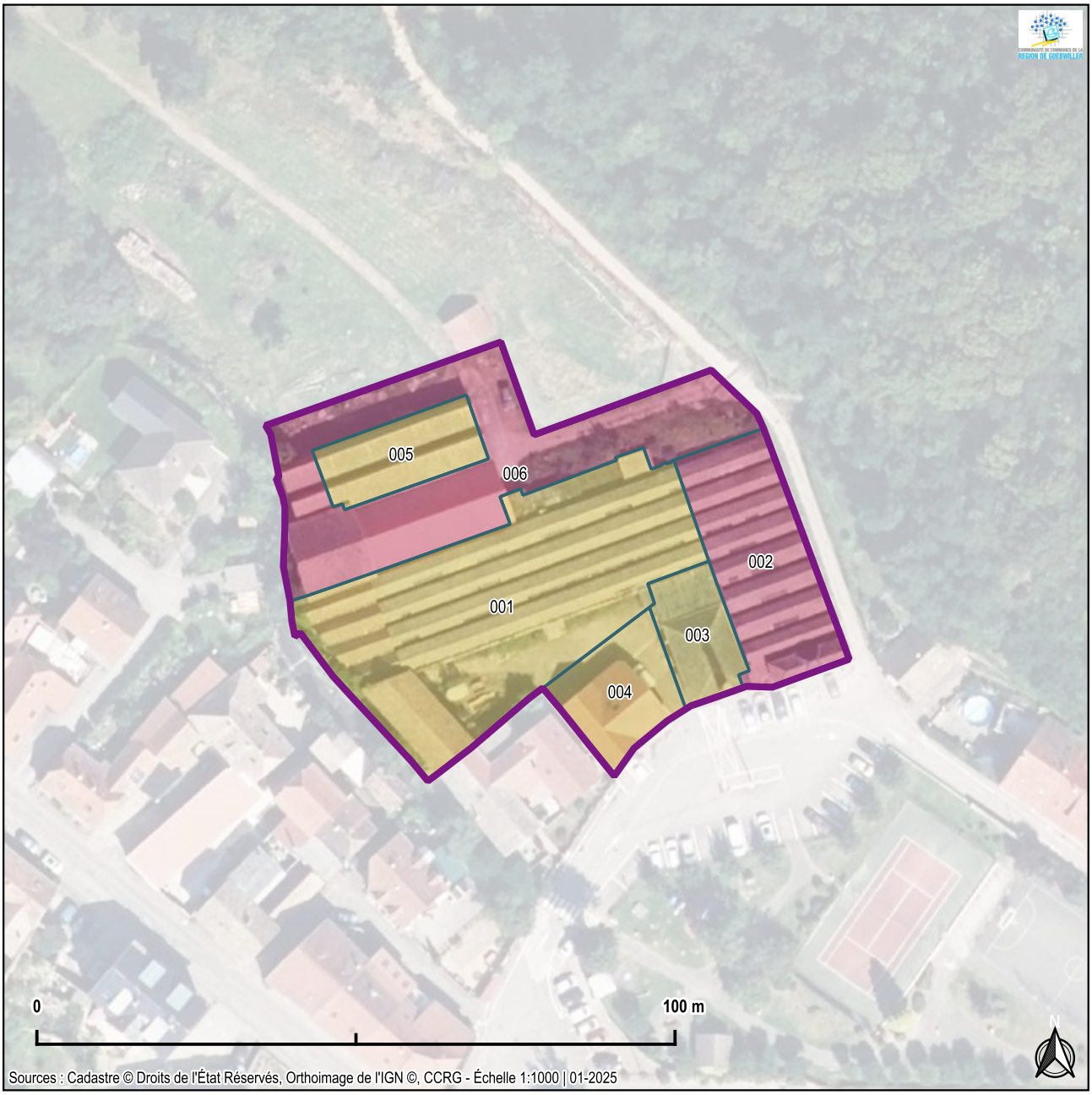
Vocation : **Artisanale - Services**

Surface de la ZAE : **0.41** ha
Nombre d'établissement(s) : **3**

Unité(s) foncière(s) : **6**
Unité(s) foncière(s) vacante(s) : **2** soit **33.3** %

Surface vacante : **0.17** ha soit **42** %
de la surface foncière totale





22. Usine du Bas - Unités Foncières (UF)

ZAE	UF	COMPTE	PROPRIÉTAIRE PRINCIPAL	SURFACE	VACANCE
Usine du Bas	001	M00136	MUNSCH MAURICE BERNARD	1611 m²	NULL
Usine du Bas	002	+00042	LES CHATAIGNIERS	592 m²	oui
Usine du Bas	003	@00024	COPROP 10 RUE DE L'USINE JUNGHOLTZ	223 m²	non
Usine du Bas	004	+99801	COMMUNE DE JUNGHOLTZ	296 m²	non
Usine du Bas	005	B00027	BOLTZ ALBERT JOSEPH	268 m²	NULL
Usine du Bas	006	+99801	COMMUNE DE JUNGHOLTZ	1148 m²	oui

22. Usine du Bas - Occupants

ZAE	SIRET	NOM DE L'OCCUPANT
Usine du Bas	NULL	EPICERIE BOULANGERIE PATISSERIE DE JUNGHOLTZ
Usine du Bas	NULL	LA POSTE AGENCE COMMUNALE
Usine du Bas	28680023000026	SERVICE INCENDIE ET SECOURS DU HAUT-RHIN (SIS 68)

23. Usine du Haut

Jungholtz

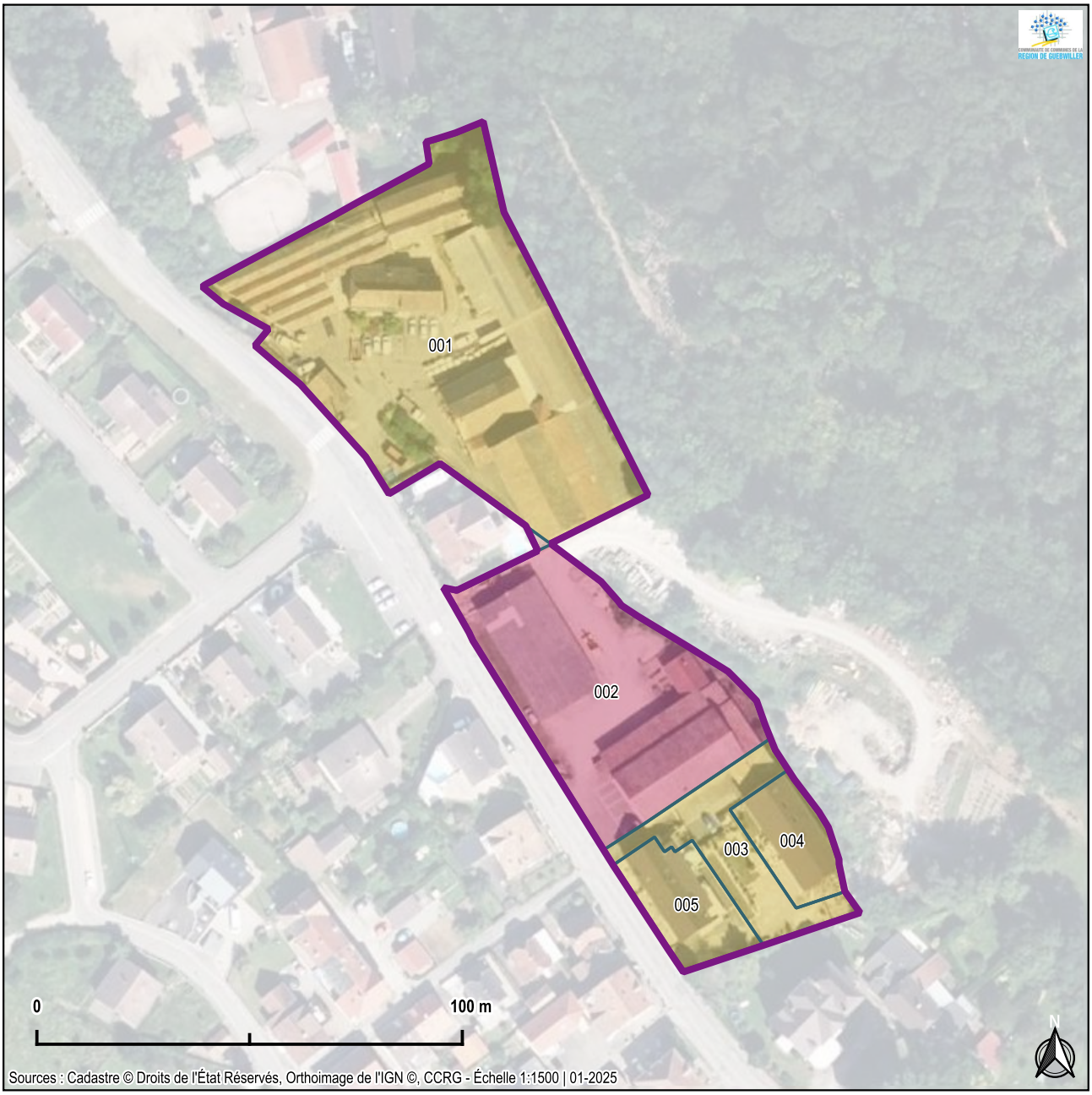
Vocation : **Artisanale**

Surface de la ZAE : **0.95** ha
Nombre d'établissement(s) : **10**

Unité(s) foncière(s) : **5**
Unité(s) foncière(s) vacante(s) : **1** soit **20** %

Surface vacante : **0.27** ha soit **28.5** %
de la surface foncière totale





23. Usine du Haut - Unités Foncières (UF)

ZAE	UF	COMPTE	PROPRIÉTAIRE PRINCIPAL	SURFACE	VACANCE
Usine du Haut	001	+00050	ERHART FRANCOISE MICHELE	4937 m²	non
Usine du Haut	002	K00099	KACZMAR SERGE	2702 m²	oui
Usine du Haut	003	K00100	KACZMAR SERGE	787 m²	NULL
Usine du Haut	004	F00058	FLEISCHER ANTHONY CHARLES BERNARD	471 m²	non
Usine du Haut	005	@00021	LES COPROPRIETAIRES	585 m²	NULL

23. Usine du Haut - Occupants

ZAE	SIRET	NOM DE L'OCCUPANT
Usine du Haut	41798965400013	AACOR NIKS
Usine du Haut	79824898500011	ASSOCIATION RADIO RCU
Usine du Haut	90976420100036	EA AUTOSHOP
Usine du Haut	49133446200018	ENTREPRISE GRAF
Usine du Haut	75073853600028	MS-FERMALU SARL
Usine du Haut	84265502900028	SFA PLATRERIE
Usine du Haut	90045267300024	SFA SERVICES
Usine du Haut	41135386500032	TECHNOLOGIE ELECTRIQUE INDUSTRIELLE (JEAN PENSERINI) (TECHELEC ID)
Usine du Haut	88088304600018	THINK DESIGN D'INTERIEUR (THINK SARL)
Usine du Haut	53351542500015	VISU CONCEPT

24. La Schliff

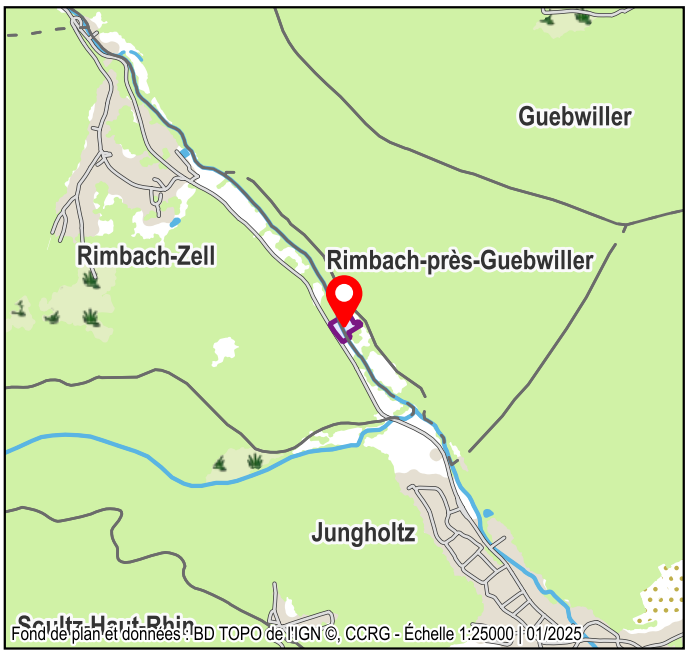
Jungholtz - Rimbach-Zell

Vocation : **Artisanale - Services**

Surface de la ZAE : **0.47** ha
Nombre d'établissement(s) : **4**

Unité(s) foncière(s) : **2**
Unité(s) foncière(s) vacante(s) : **0** soit **0** %

Surface vacante : **0** ha soit **0** %
de la surface foncière totale





24. La Schliff - Unités Foncières (UF)

ZAE	UF	COMPTE	PROPRIÉTAIRE PRINCIPAL	SURFACE	VACANCE
La Schliff	001	@00026	LES COPROPRIETAIRES	3123 m²	non
La Schliff	002	@00007	LES COPROPRIETAIRES	1268 m²	non

24. La Schliff - Occupants

ZAE	SIRET	NOM DE L'OCCUPANT
La Schliff	33111697000053	DIDIER SCHEVENEMENT (PRESTIGE CAR FACTORY)
La Schliff	50857924000054	ELYHDIA
La Schliff	80439331200017	ERIC HARDY (GARAGE DES BASSETS)
La Schliff	81945163400011	MECANIQUE MAINTENANCE BI-METAL

25. Fives Celes

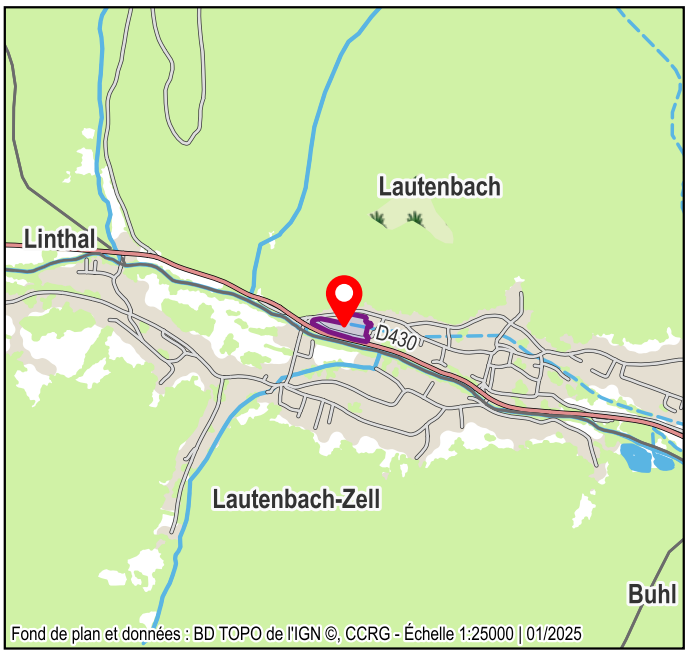
Lautenbach

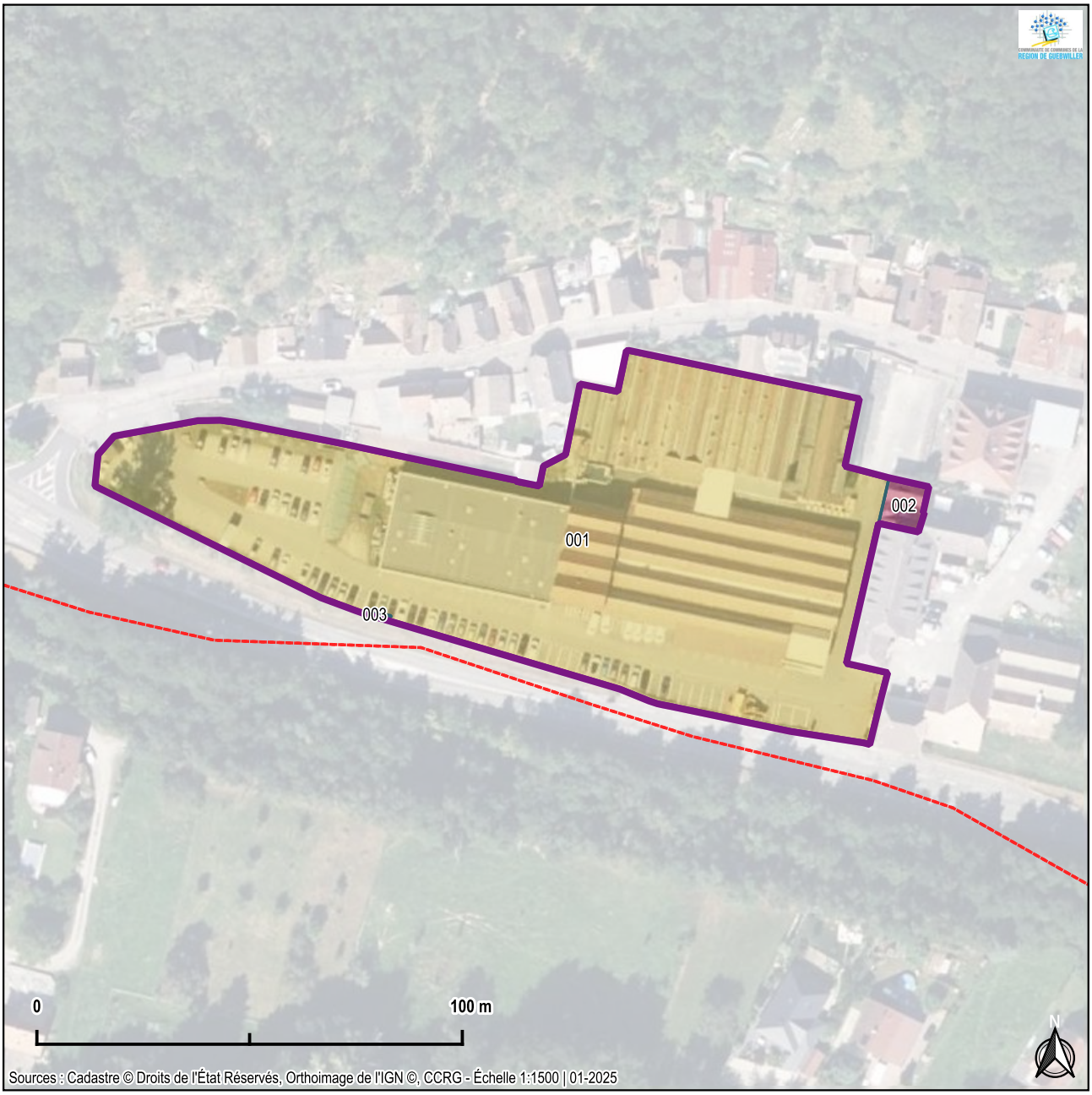
Vocation : **Industrielle**

Surface de la ZAE : **0.94** ha
Nombre d'établissement(s) : **1**

Unité(s) foncière(s) : **3**
Unité(s) foncière(s) vacante(s) : **1** soit **33.3** %

Surface vacante : **0.01** ha soit **1.1** %
de la surface foncière totale





25. Fives Celes - Unités Foncières (UF)

ZAE	UF	COMPTE	PROPRIÉTAIRE PRINCIPAL	SURFACE	VACANCE
Fives Celes	001	+00042	FIVES CELES	9325 m²	non
Fives Celes	002	O00001	OZDEMIR KEMAL	106 m²	oui
Fives Celes	003	G00213	GOLLENTZ MATHILDE MARIE	3 m²	NULL

25. Fives Celes - Occupants

ZAE	SIRET	NOM DE L'OCCUPANT
Fives Celes	30146693400017	FIVES CELES

26. Scierie

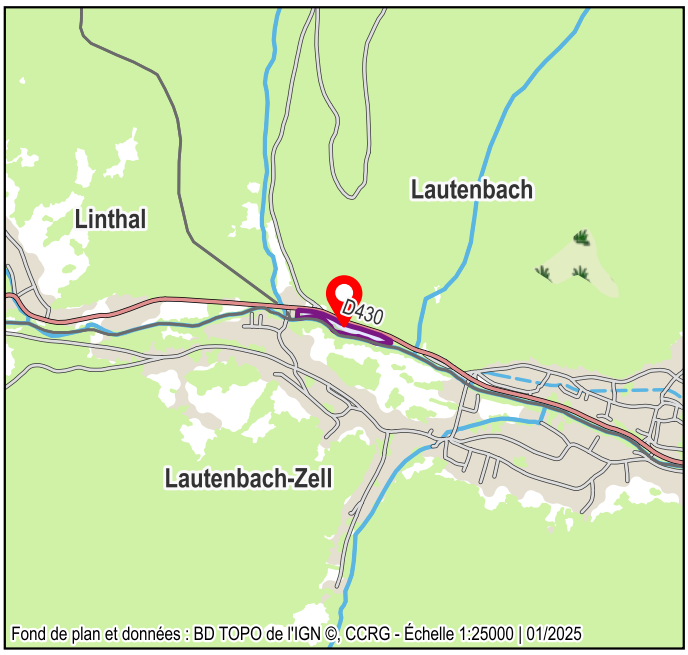
Lautenbach

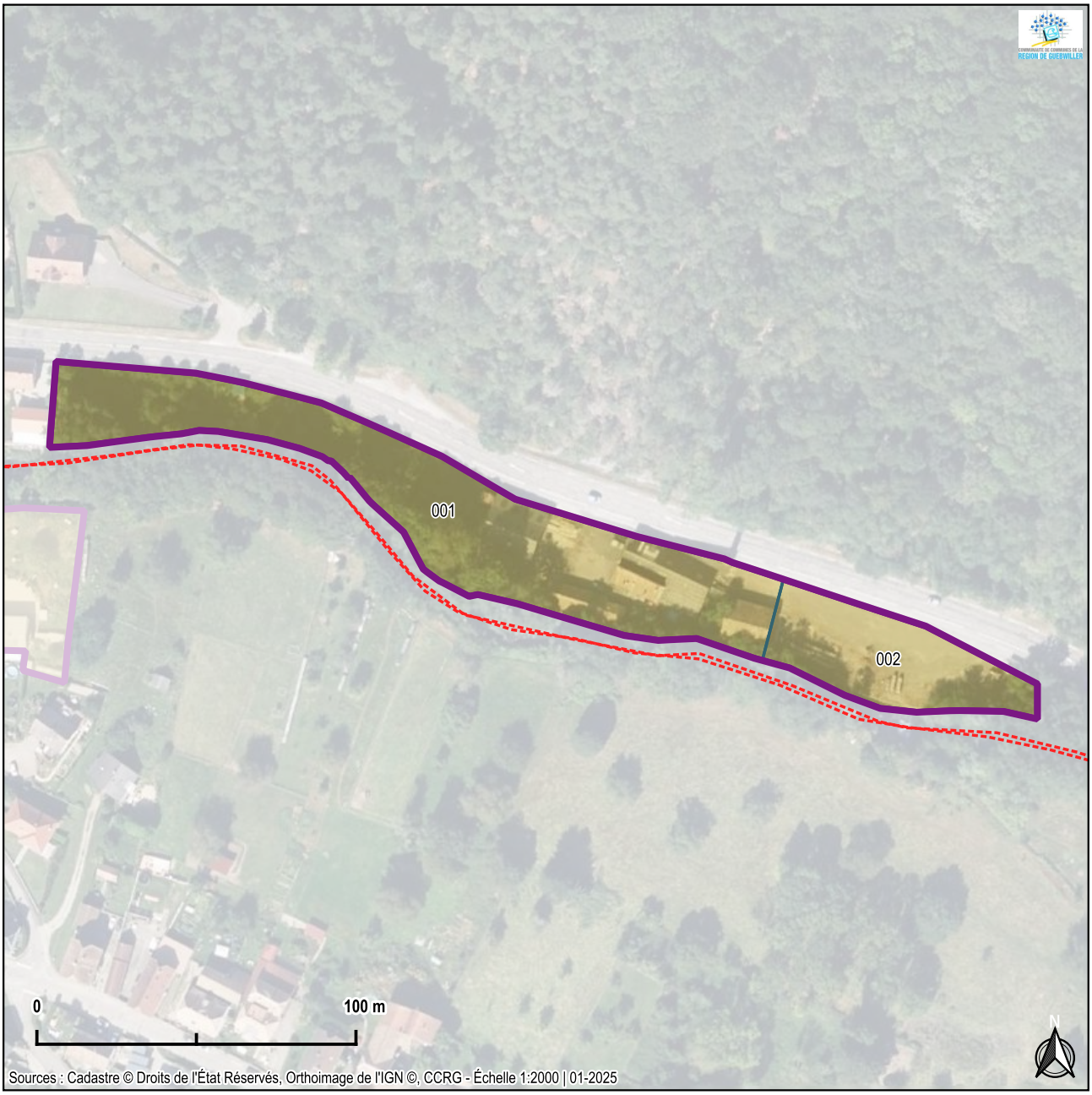
Vocation : **Artisanale**

Surface de la ZAE : **0.8** ha
Nombre d'établissement(s) : **1**

Unité(s) foncière(s) : **2**
Unité(s) foncière(s) vacante(s) : **0** soit **0** %

Surface vacante : **0** ha soit **0** %
de la surface foncière totale





26. Scierie - Unités Foncières (UF)

ZAE	UF	COMPTE	PROPRIÉTAIRE PRINCIPAL	SURFACE	VACANCE
Scierie	001	B00134	BORDMANN GEORGES	5992 m²	non
Scierie	002	+00058	SCIERIE BORDMANN SA	2013 m²	NULL

26. Scierie - Occupants

ZAE	SIRET	NOM DE L'OCCUPANT
Scierie	80151544600020	LOULOU SERVICES (FERME DU MARKSTEIN)

27. Marin Astruc

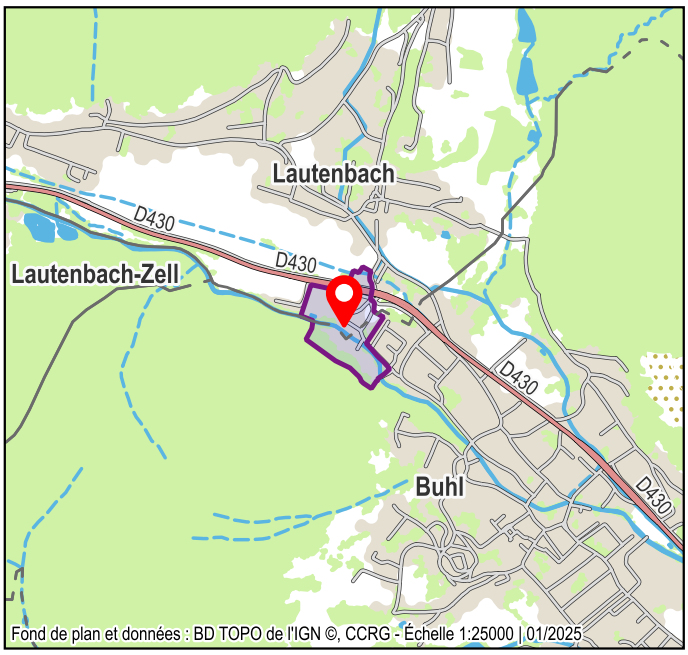
Lautenbach - Buhl

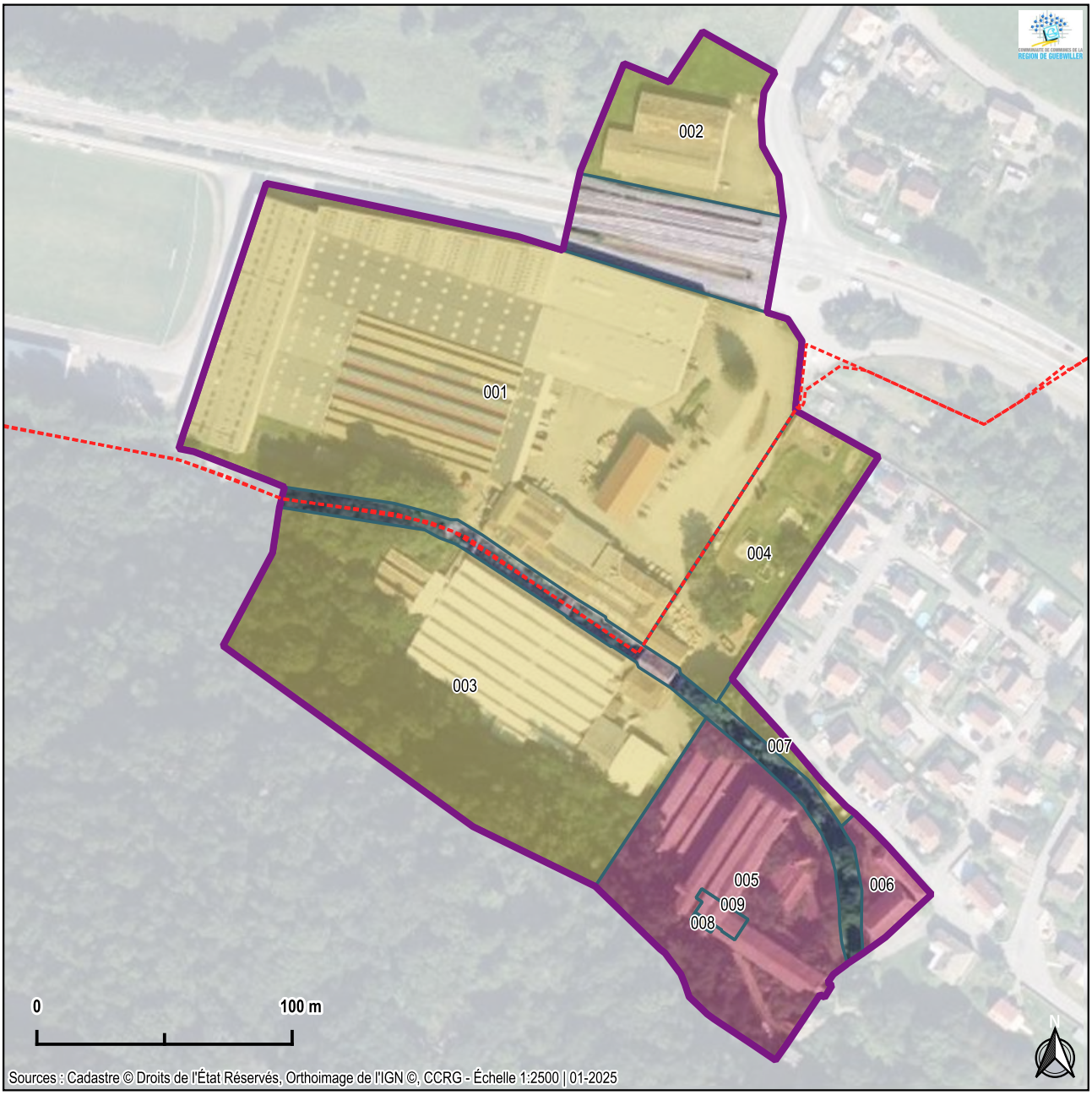
Vocation : **Industrielle - Artisanale**

Surface de la ZAE : **6.19** ha
Nombre d'établissement(s) : **2**

Unité(s) foncière(s) : **9**
Unité(s) foncière(s) vacante(s) : **3** soit **33.3** %

Surface vacante : **0.83** ha soit **14.6** %
de la surface foncière totale





27. Marin Astruc - Unités Foncières (UF)

ZAE	UF	COMPTE	PROPRIÉTAIRE PRINCIPAL	SURFACE	VACANCE
Marin Astruc	001	+00128	FLORIVAL INNOVATION	25573 m²	non
Marin Astruc	002	+00015	MUTEC FRANCE	3540 m²	non
Marin Astruc	003	+00208	FLORIVAL INNOVATION	14622 m²	non
Marin Astruc	004	+00208	FLORIVAL INNOVATION	4122 m²	non
Marin Astruc	005	+00006	COMMUNE DE BUHL	7227 m²	oui
Marin Astruc	006	L00174	BADIAS JEAN CLAUDE ANTOINE	842 m²	oui
Marin Astruc	007	+00264	SYNDICAT MIXTE DE LA LAUCH	452 m²	NULL
Marin Astruc	008	+00061	CHEB CENTRALE HYDRO ELECTRICITE DE BUHL	31 m²	NULL
Marin Astruc	009	@00067	LES COPRO DU 5001F RUE DU COLONEL BOUVET	187 m²	oui

27. Marin Astruc - Occupants

ZAE	SIRET	NOM DE L'OCCUPANT
Marin Astruc	79280615000027	CF GROUP DEUTSCHLAND GMBH (DEL - SITE WATERMAN FRANCE)
Marin Astruc	91712042000034	MUTEC FRANCE

28. Espace Haut-Florival

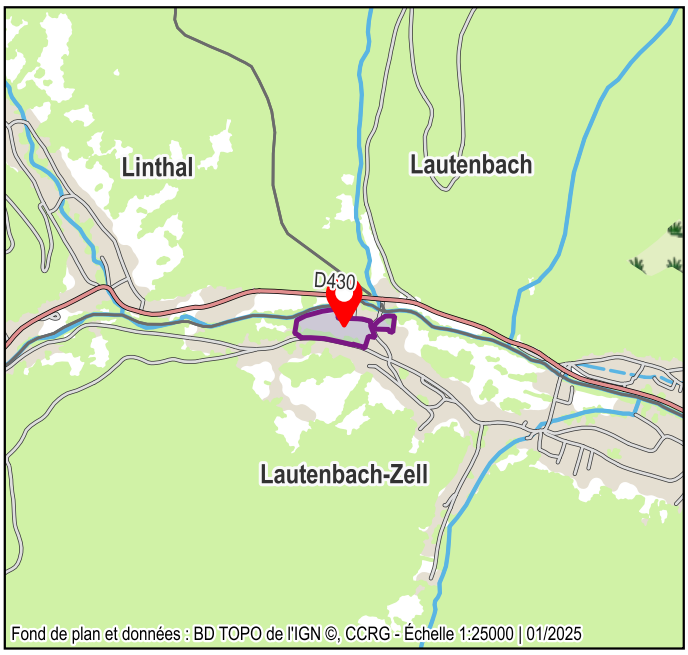
Lautenbach-Zell

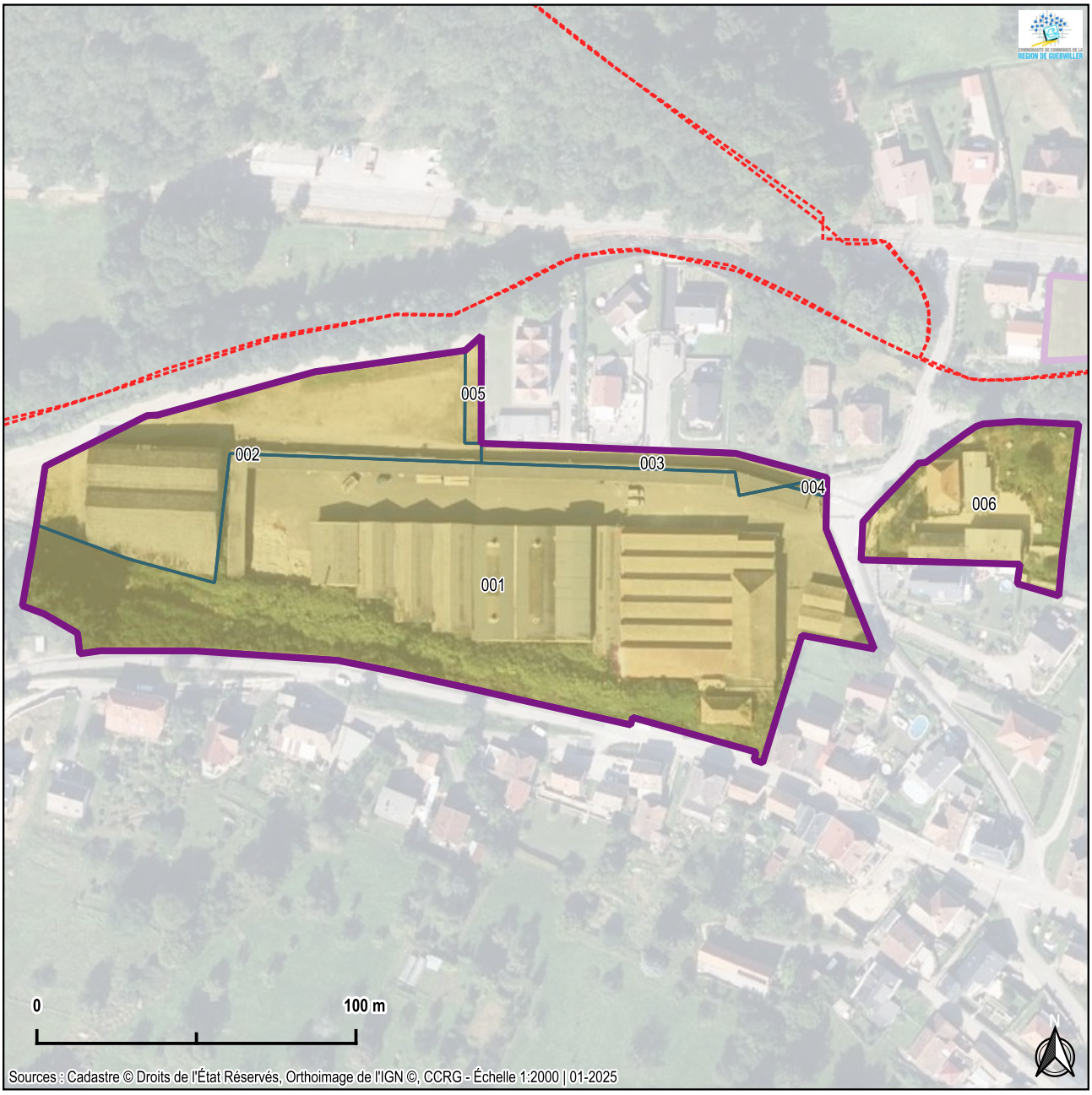
Vocation : **Artisanale**

Surface de la ZAE : **2.31** ha
Nombre d'établissement(s) : **6**

Unité(s) foncière(s) : **6**
Unité(s) foncière(s) vacante(s) : **0** soit **0** %

Surface vacante : **0** ha soit **0** %
de la surface foncière totale





28. Espace Haut-Florival - Unités Foncières (UF)

ZAE	UF	COMPTE	PROPRIÉTAIRE PRINCIPAL	SURFACE	VACANCE
Espace Haut-Florival	001	+00132	SCI ESPACE HAUT-FLORIVAL	15345 m²	non
Espace Haut-Florival	002	+00133	GFA DU VALLON	4442 m²	NULL
Espace Haut-Florival	003	+00014	COMMUNE DE LAUTENBACHZELL	672 m²	NULL
Espace Haut-Florival	004	+00035	SCIERIE BORDMANN SA	38 m²	NULL
Espace Haut-Florival	005	+00118	KEZIA	159 m²	NULL
Espace Haut-Florival	006	+00111	KAPPLER MARIE-MADELEINE	2448 m²	non

28. Espace Haut-Florival - Occupants

ZAE	SIRET	NOM DE L'OCCUPANT
Espace Haut-Florival	NULL	ATELIER STAMMTISCH
Espace Haut-Florival	91359440400026	CAROLAINE (CAROLINE CHEVALIER)
Espace Haut-Florival	91423990000022	FP CHARPENTE
Espace Haut-Florival	44766385700020	HIER ET AUJOURD'HUI - CROSSFER FRANCE JANSEN FRANCE
Espace Haut-Florival	90759522700014	MALTERIE DU FLORIVAL ALSAMALT
Espace Haut-Florival	52368342300025	PATINE

29. Partner's

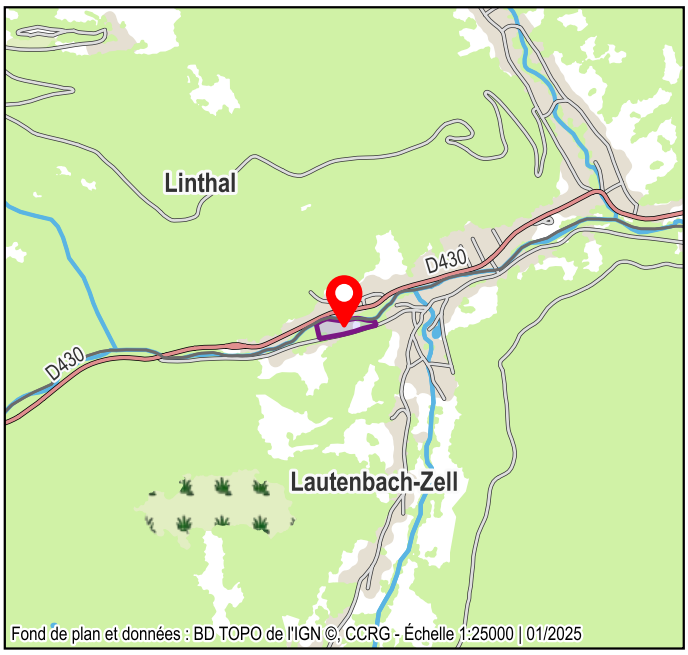
Lautenbach-Zell

Vocation : **Artisanale**

Surface de la ZAE : **0.81** ha
Nombre d'établissement(s) : **1**

Unité(s) foncière(s) : **2**
Unité(s) foncière(s) vacante(s) : **1** soit **50** %

Surface vacante : **0.58** ha soit **71** %
de la surface foncière totale





29. Partner's - Unités Foncières (UF)

ZAE	UF	COMPTE	PROPRIÉTAIRE PRINCIPAL	SURFACE	VACANCE
Partner's	001	+00123	LUPFER JESSICA	5773 m²	oui
Partner's	002	+99816	PARTNER'S	2363 m²	non

29. Partner's - Occupants

ZAE	SIRET	NOM DE L'OCCUPANT
Partner's	33461133200027	PARTNER'S

30. Dorfhus

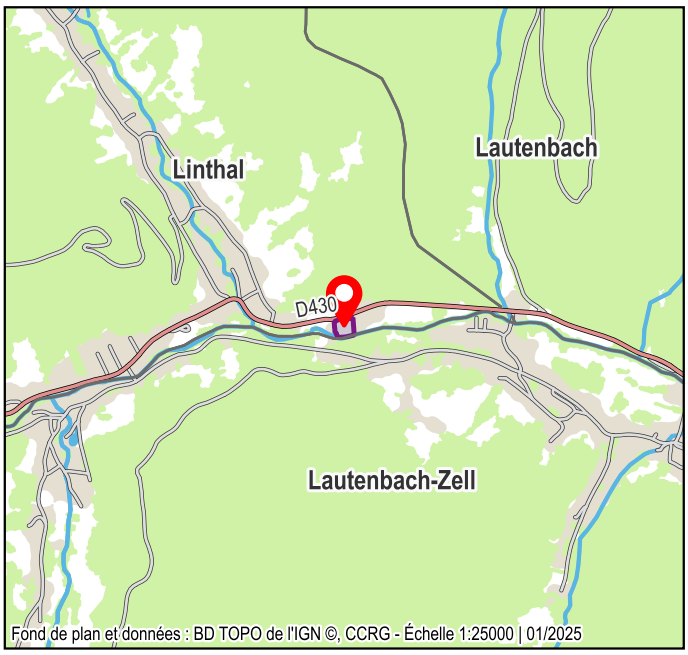
Linthal

Vocation : **Artisanale**

Surface de la ZAE : **0.35** ha
Nombre d'établissement(s) : **2**

Unité(s) foncière(s) : **2**
Unité(s) foncière(s) vacante(s) : **0** soit **0** %

Surface vacante : **0** ha soit **0** %
de la surface foncière totale





30. Dorfhus - Unités Foncières (UF)

ZAE	UF	COMPTE	PROPRIÉTAIRE PRINCIPAL	SURFACE	VACANCE
Dorfhus	001	@00010	CIPRIANO ROCCO MICHELANTONIO	3480 m²	non
Dorfhus	002	C00012	CIPRIANO ROCCO MICHELANTONIO	66 m²	non

30. Dorfhus - Occupants

ZAE	SIRET	NOM DE L'OCCUPANT
Dorfhus	47963999900016	ETABLISSEMENTS CIPRIANO
Dorfhus	52758811500016	GARAGE CIPRIANO DAMIEN

31. Arconic

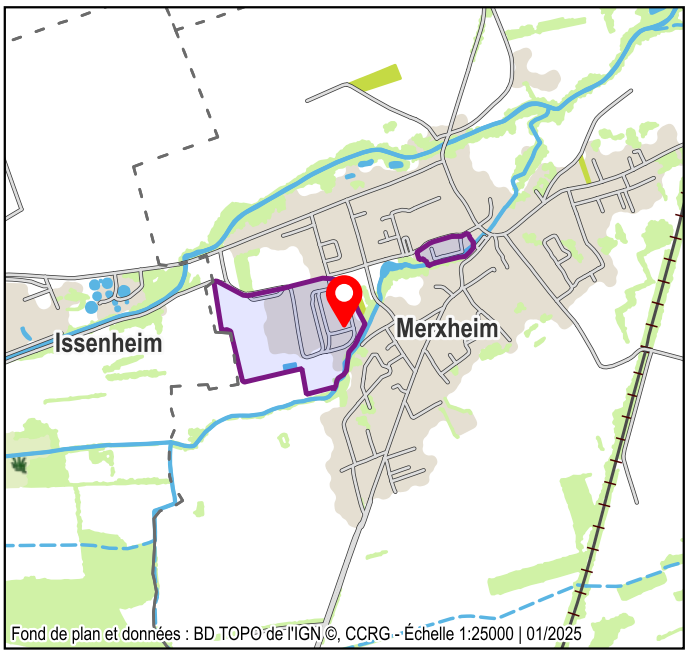
Merxheim

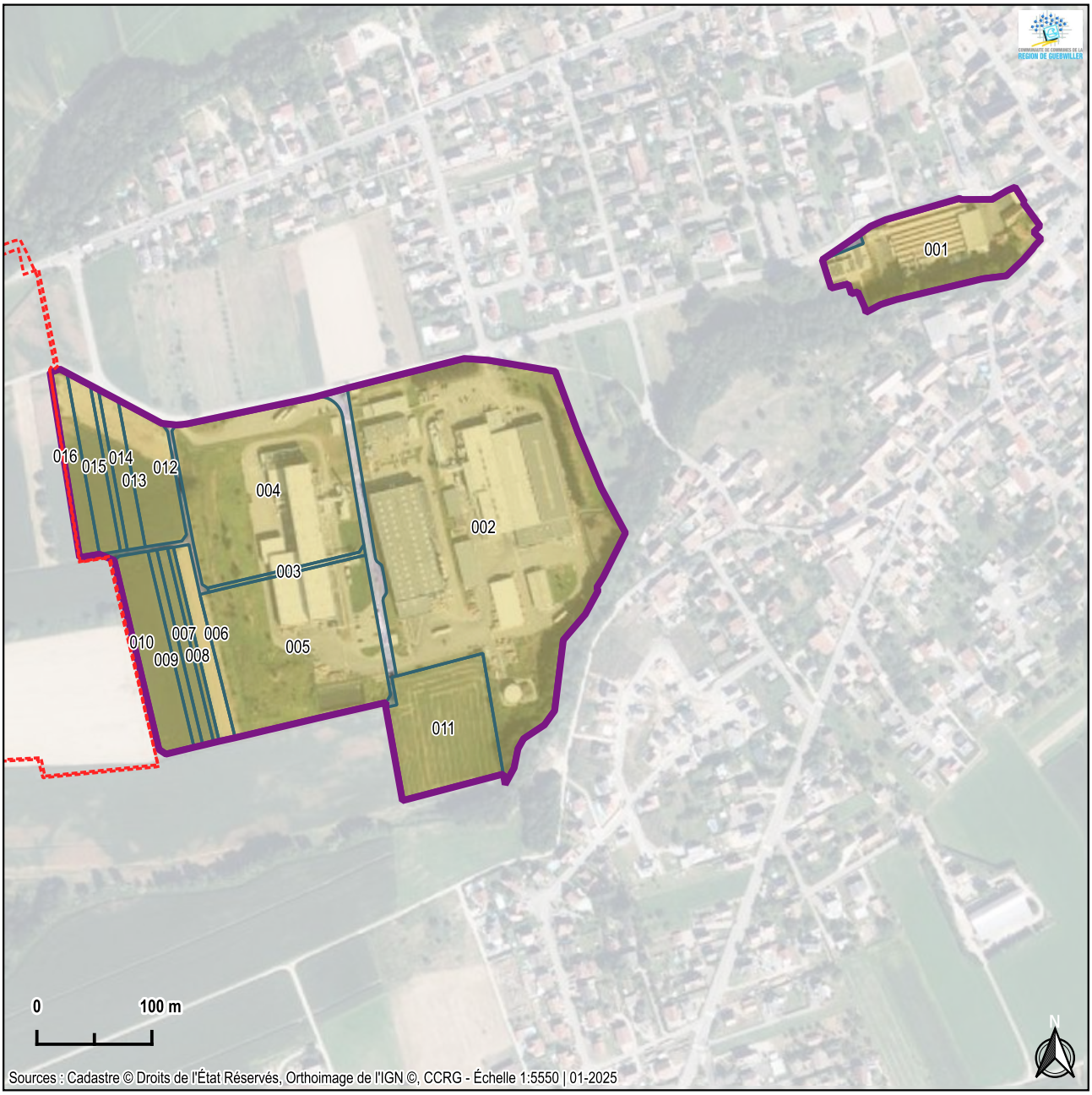
Vocation : **Industrielle**

Surface de la ZAE : **14.13** ha
Nombre d'établissement(s) : **4**

Unité(s) foncière(s) : **16**
Unité(s) foncière(s) vacante(s) : **0** soit **0** %

Surface vacante : **0** ha soit **0** %
de la surface foncière totale





31. Arconic - Unités Foncières (UF)

ZAE	UF	COMPTE	PROPRIÉTAIRE PRINCIPAL	SURFACE	VACANCE
Arconic	001	+00005	COMMUNE DE MERXHEIM	11479 m²	non
Arconic	002	+00033	ARCONIC ARCHITECTURAL PRODUCTS SAS	52877 m²	non
Arconic	003	+00005	COMMUNE DE MERXHEIM	543 m²	non
Arconic	004	+00122	BPCE LEASE IMMO	20685 m²	non
Arconic	005	+00122	BPCE LEASE IMMO	18474 m²	non
Arconic	006	G00186	GEIGER JEAN PIERRE MARCEL	2342 m²	NULL
Arconic	007	M00206	MEYER MARIE JEANNE	869 m²	NULL
Arconic	008	H00103	HECHINGER JOSEPHINE	1674 m²	NULL
Arconic	009	G00030	GRASS HENRI	1373 m²	NULL
Arconic	010	D00120	DREYER ANDRE JOSEPH CHARLES	5300 m²	NULL
Arconic	011	+00129	SCI LE CLOS	9432 m²	NULL
Arconic	012	+00005	COMMUNE DE MERXHEIM	4288 m²	NULL
Arconic	013	S00281	SCHMITT GILBERT	2105 m²	NULL
Arconic	014	G00221	GUERLAIN PHILIPPE	890 m²	NULL
Arconic	015	M00095	MEYER FERNAND	2801 m²	NULL
Arconic	016	M00195	MEYER EDGAR ANTOINE	2596 m²	NULL

31. Arconic - Occupants

ZAE	SIRET	NOM DE L'OCCUPANT
Arconic	91622050200071	ARCONIC ARCHITECTURAL PRODUCTS SAS
Arconic	83938727100027	AURELIEN KEITER
Arconic	48039606800045	NADIA MAOUI (ABDI)
Arconic	98160624700014	SCM MEYER LESAGE

32. Langmatt

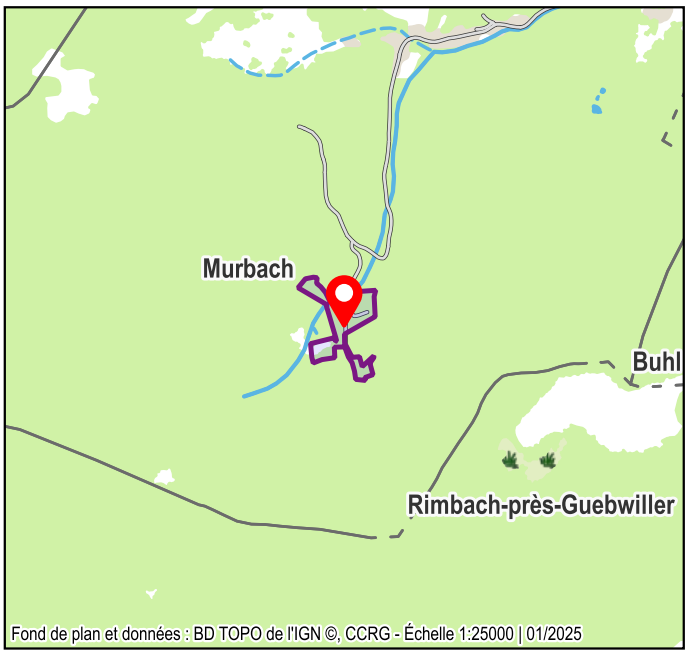
Murbach

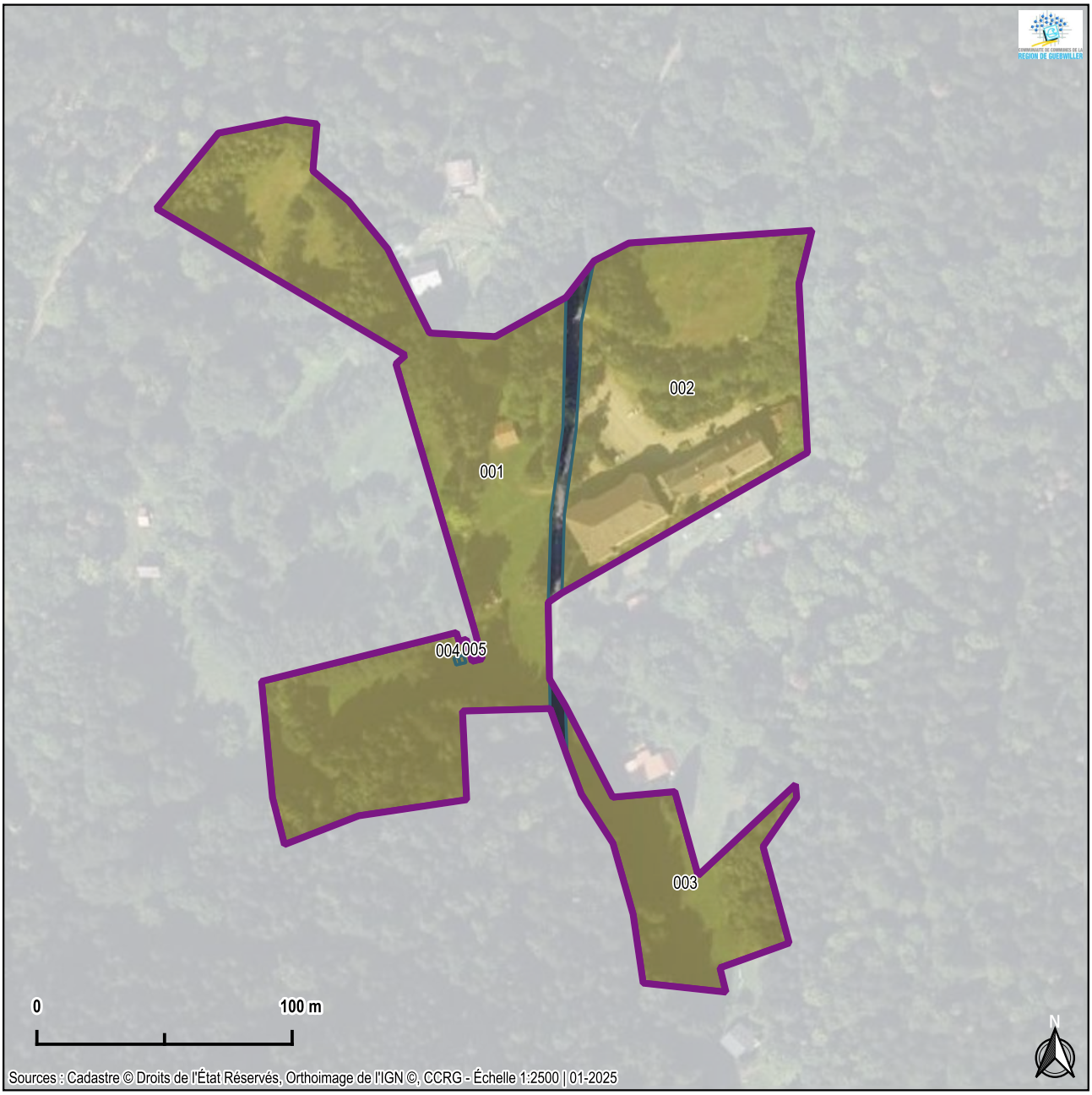
Vocation : **Touristique**

Surface de la ZAE : **3.06** ha
Nombre d'établissement(s) : **1**

Unité(s) foncière(s) : **5**
Unité(s) foncière(s) vacante(s) : **0** soit **0** %

Surface vacante : **0** ha soit **0** %
de la surface foncière totale





32. Langmatt - Unités Foncières (UF)

ZAE	UF	COMPTE	PROPRIÉTAIRE PRINCIPAL	SURFACE	VACANCE
Langmatt	001	+00034	DOMAINE LANGMATT	16035 m²	NULL
Langmatt	002	+00034	DOMAINE LANGMATT	9804 m²	non
Langmatt	003	+00034	DOMAINE LANGMATT	3941 m²	NULL
Langmatt	004	G00027	GOLLENTZ BERNARD LEON	5 m²	NULL
Langmatt	005	W00038	WERLEN MADELEINE	7 m²	NULL

32. Langmatt - Occupants

ZAE	SIRET	NOM DE L'OCCUPANT
Langmatt	42328020500018	DOMAINE LANGMATT - HOTEL - RESTAURANT SPA

33. Zone artisanale du Rimbach

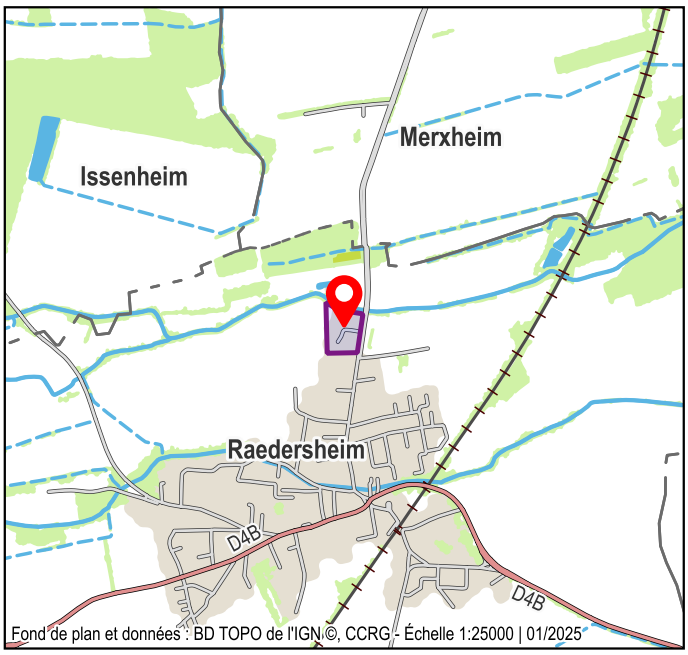
Raedersheim

Vocation : **Artisanale**

Surface de la ZAE : **1.59** ha
Nombre d'établissement(s) : **5**

Unité(s) foncière(s) : **5**
Unité(s) foncière(s) vacante(s) : **0** soit **0** %

Surface vacante : **0** ha soit **0** %
de la surface foncière totale



Fond de plan et données : BD TOPO de l'IGN ©, CCRG - Échelle 1:25000 | 01/2025



Sources : Cadastre © Droits de l'État Réservés, Orthoimage de l'IGN ©, CCRG - Échelle 1:1500 | 01-2025

33. Zone artisanale du Rimbach - Unités Foncières (UF)

ZAE	UF	COMPTE	PROPRIÉTAIRE PRINCIPAL	SURFACE	VACANCE
Zone artisanale du Rimbach	001	+00064	DA CUNHA ADELINO	3003 m²	non
Zone artisanale du Rimbach	002	+00052	PERCASSI DAVID FELIX RENE	2500 m²	non
Zone artisanale du Rimbach	003	+99809	SCHULLER JOHANNA	3200 m²	non
Zone artisanale du Rimbach	004	+00038	VALDENAIRE	3401 m²	non
Zone artisanale du Rimbach	005	+00055	SCI DU VIEUX MINEUR	3003 m²	non

33. Zone artisanale du Rimbach - Occupants

ZAE	SIRET	NOM DE L'OCCUPANT
Zone artisanale du Rimbach	35225997200037	AVM AUTOMATION
Zone artisanale du Rimbach	42186453900026	DACC
Zone artisanale du Rimbach	42446719900024	ELECTRO TEC
Zone artisanale du Rimbach	80907545000019	LA BULLE DES CHERUBINS
Zone artisanale du Rimbach	35345839100029	MECANIQUE GENERALE SCHULLER

34. Althoffer

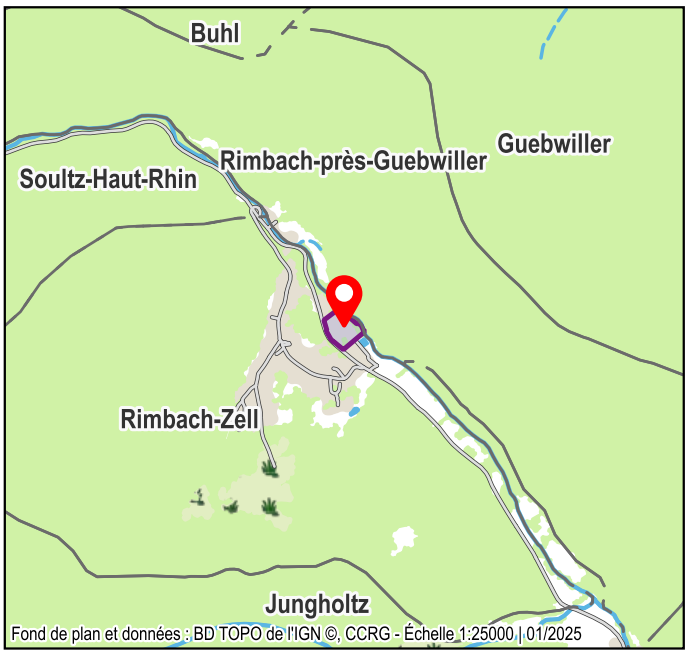
Rimbach-Zell

Vocation : **Industrielle**

Surface de la ZAE : **1.01** ha
Nombre d'établissement(s) : **1**

Unité(s) foncière(s) : **3**
Unité(s) foncière(s) vacante(s) : **0** soit **0** %

Surface vacante : **0** ha soit **0** %
de la surface foncière totale





34. Althoffer - Unités Foncières (UF)

ZAE	UF	COMPTE	PROPRIÉTAIRE PRINCIPAL	SURFACE	VACANCE
Althoffer	001	+00001	ALTHOFFER ET CIE	6608 m²	non
Althoffer	002	+00022	FABER	1437 m²	non
Althoffer	003	+00026	RIMBACHZELL	1958 m²	non

34. Althoffer - Occupants

ZAE	SIRET	NOM DE L'OCCUPANT
Althoffer	91562035500023	J. ALTHOFFER ET COMPAGNIE

35. Acometis

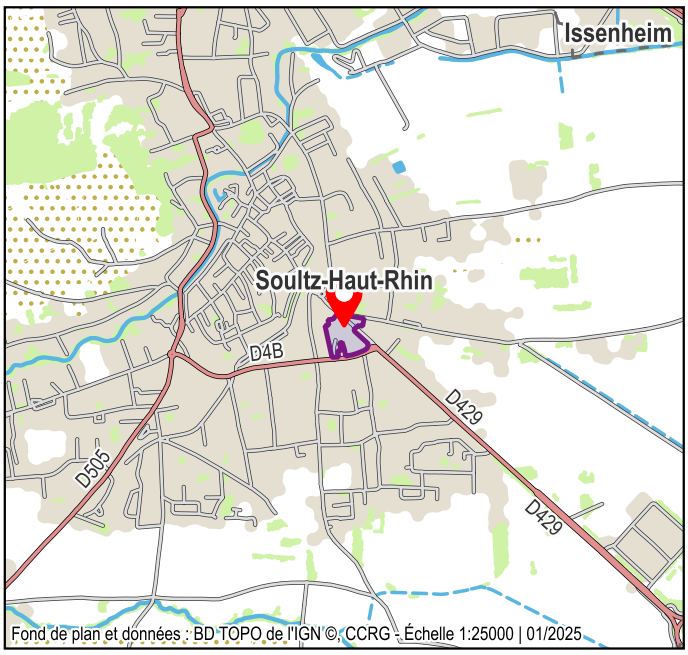
Soultz-Haut-Rhin

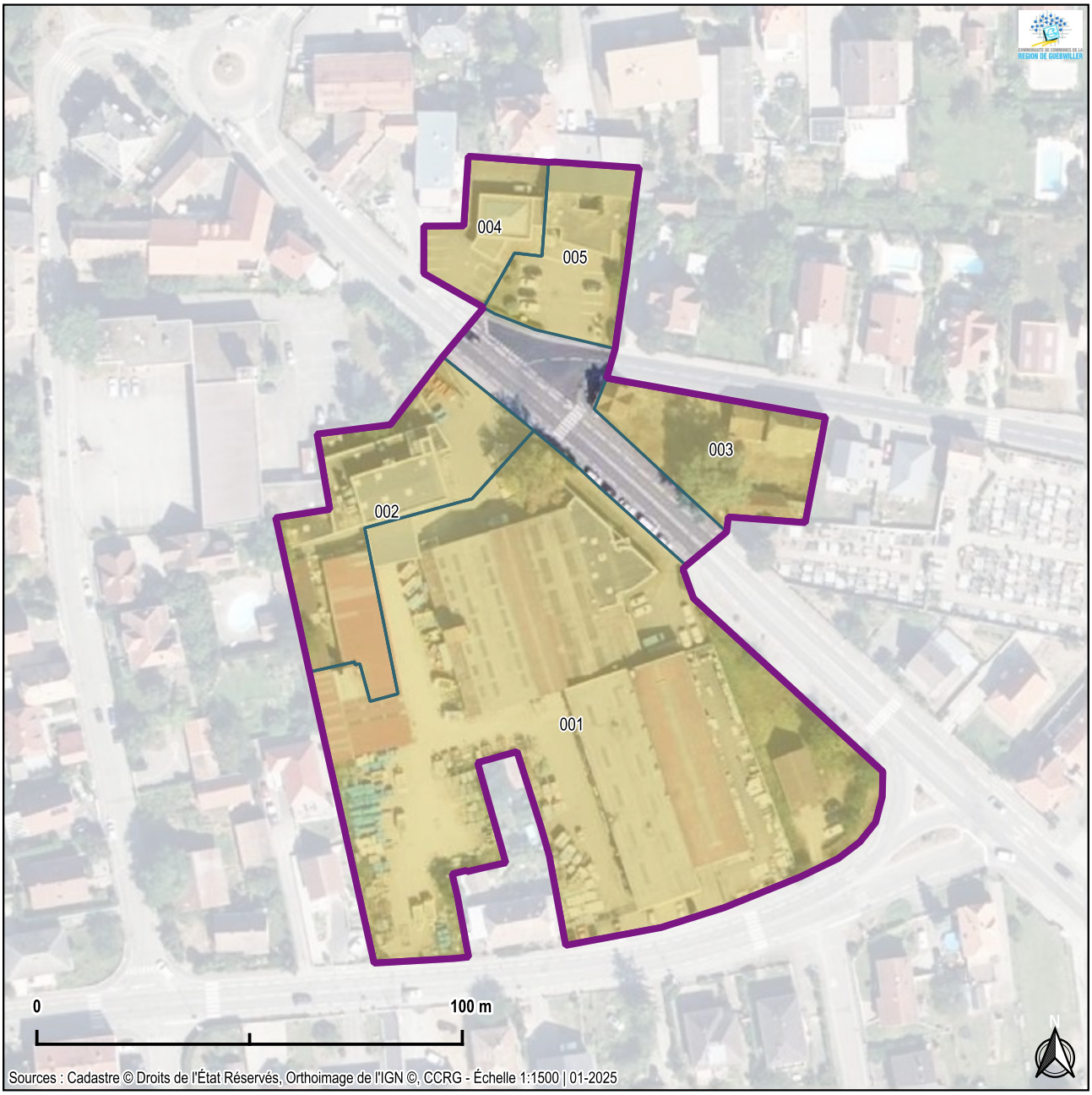
Vocation : **Artisanale - Services**

Surface de la ZAE : **1.56** ha
Nombre d'établissement(s) : **5**

Unité(s) foncière(s) : **5**
Unité(s) foncière(s) vacante(s) : **0** soit **0** %

Surface vacante : **0** ha soit **0** %
de la surface foncière totale





35. Acometis - Unités Foncières (UF)

ZAE	UF	COMPTE	PROPRIÉTAIRE PRINCIPAL	SURFACE	VACANCE
Acometis	001	+00201	ACOMETIS	9661 m²	non
Acometis	002	+99909	SOC ALSACIENNE DE CREDIT BAIL IMMOBILIER	1883 m²	non
Acometis	003	+00939	LE CLOS DU CEDRE	1149 m²	non
Acometis	004	+00829	PARAPRO	650 m²	non
Acometis	005	+00547	HOUILLON ISABELLE JEANNE MARIE	989 m²	non

35. Acometis - Occupants

ZAE	SIRET	NOM DE L'OCCUPANT
Acometis	77897708200016	ACOMETIS
Acometis	75119128900014	ACOMETIS PRODUCTION
Acometis	32855885300102	ETS KREIDER MONUMENTS FUNERAIRES - POMPES FUNEBRES ALAIN HOFFARTH
Acometis	43389526500125	LABORATOIRE B2A - SAINT MAURICE
Acometis	82462392000017	SCM PARAPRO

36. Anthès

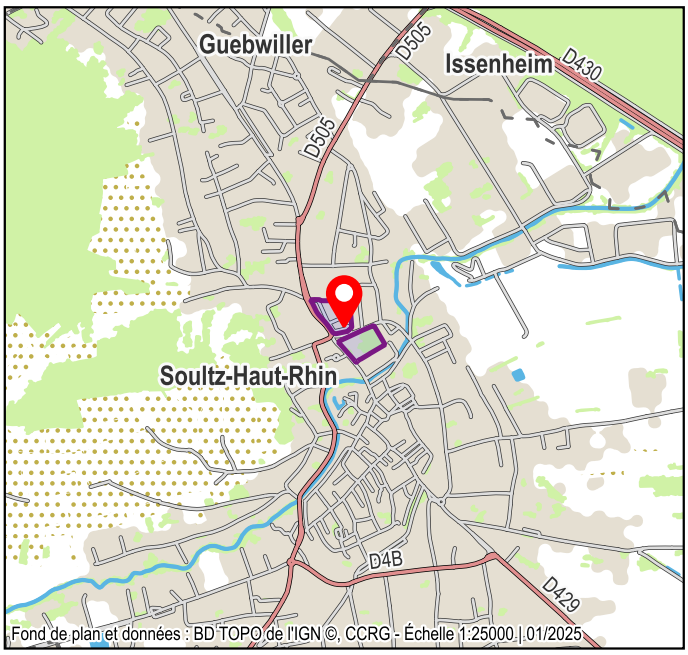
Soultz-Haut-Rhin

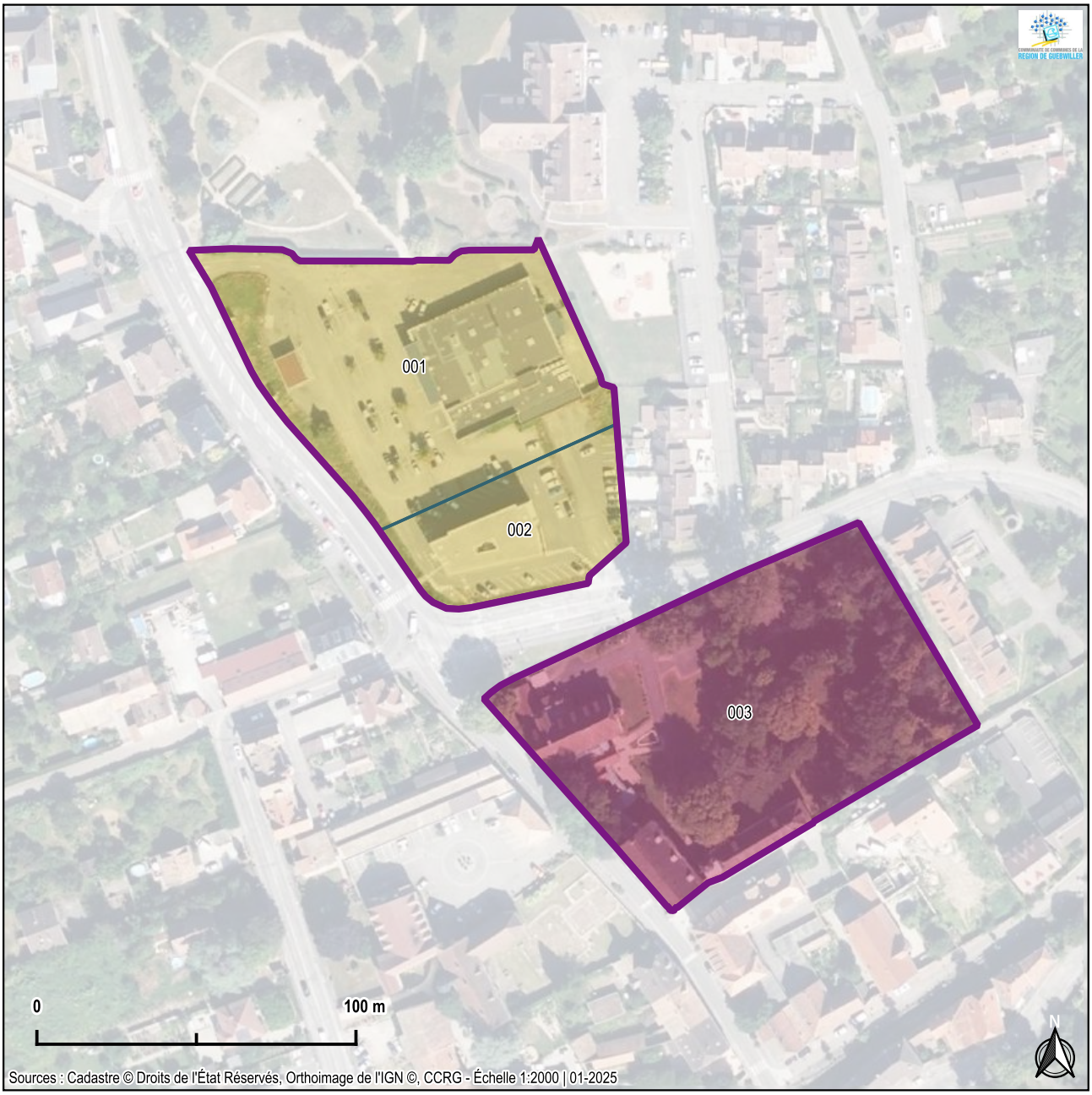
Vocation : **Mixte**

Surface de la ZAE : **1.99** ha
Nombre d'établissement(s) : **40**

Unité(s) foncière(s) : **3**
Unité(s) foncière(s) vacante(s) : **1** soit **33.3** %

Surface vacante : **0.98** ha soit **49.2** %
de la surface foncière totale





36. Anthès - Unités Foncières (UF)

ZAE	UF	COMPTE	PROPRIÉTAIRE PRINCIPAL	SURFACE	VACANCE
Anthès	001	+00640	LES ALLEUX	7471 m²	non
Anthès	002	@00180	SCI OKINEDOC	2629 m²	non
Anthès	003	+00454	SCHMERBER PHILIPPE	9780 m²	oui

36. Anthès - Occupants

ZAE	SIRET	NOM DE L'OCCUPANT
Anthès	90189179600020	500 SOULTZ - FRESH.
Anthès	89220513900017	A GOBY
Anthès	81002226900023	ANNE GAOUYAT
Anthès	88122299600012	BRODBECK COUASNON
Anthès	82882035700030	C GUICHARD
Anthès	47988773900023	COLETTE KIPPELEN WEISSBART (KIPPELEN)
Anthès	98109942700016	DR PHILIPPE CHARLES
Anthès	91989359400011	ESP ANTHES SANTE
Anthès	90165019200023	FL 500 SOULTZ - FRESH.
Anthès	88877862800030	G AMAR-RIEU (AMAR)
Anthès	79098936200054	G MACRI
Anthès	89209635500029	GM
Anthès	89939133800014	INES ETTWILLER
Anthès	81115272700038	J ANDOLFATTO (MEYER)
Anthès	75026045700080	L GANTZ
Anthès	41474570300036	LAURENCE COUASNON (PLANTEGENEST)
Anthès	38269130100032	LAURENT COUASNON
Anthès	82963130800022	M BALDELLI
Anthès	75216527400032	M BRYLOWSKI
Anthès	83353534700037	M GOETZ
Anthès	80067109100042	M KLEINHANS
Anthès	84386445500020	M THOMAS
Anthès	87960986500016	MANNEH DOC
Anthès	79098864600044	MARIE GAUTHIER (KLINGER)
Anthès	47776412000051	MATHIEU BRODBECK
Anthès	79224555700022	PHARMACIE SCHAFFHAUSER
Anthès	87934472900014	S HEINTZ
Anthès	51445425500027	S MEYER (LEVEQUE)
Anthès	87837804100023	S SCHMITT (SCHLEGEL)
Anthès	90836656000013	SAS DR PHILIPPE
Anthès	90081705700012	SCM DE MADAME HEINTZ ET MADAME GOBY
Anthès	92829707600012	SEL DU DOCTEUR QUENTIN GONSIOR
Anthès	84013218700021	SELARL DES DOCTEURS GANTZ ET KUNTZ
Anthès	91086341400017	SELARL DOCTEUR THOMAS MANNEH
Anthès	85010856400012	SELARL DU DOCTEUR COUASNON LAURENCE
Anthès	83456681200048	SELARL DU DOCTEUR JOHN SHAYNE
Anthès	89149232400019	SELARL DU DOCTEUR VERONIQUE ROMANN
Anthès	43351719000024	SOCIETE CIVILE DE MOYENS DES DOCTEURS COUASNON, MANNEH, ROMANN, GONSIOR ET PHILIPPE
Anthès	32476796100034	SOCIETE CIVILE PROFESSIONNELLE D'INFIRMIERES BRYLOWSKI, GUICHARD & SCHMITT
Anthès	75366261800036	VIRGINIE BELTZUNG

37. La Marne

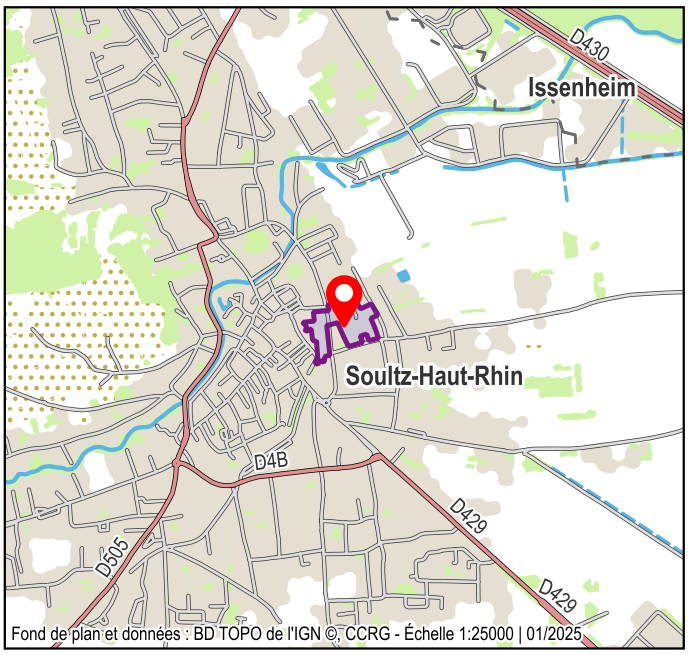
Soultz-Haut-Rhin

Vocation : **Industrielle**

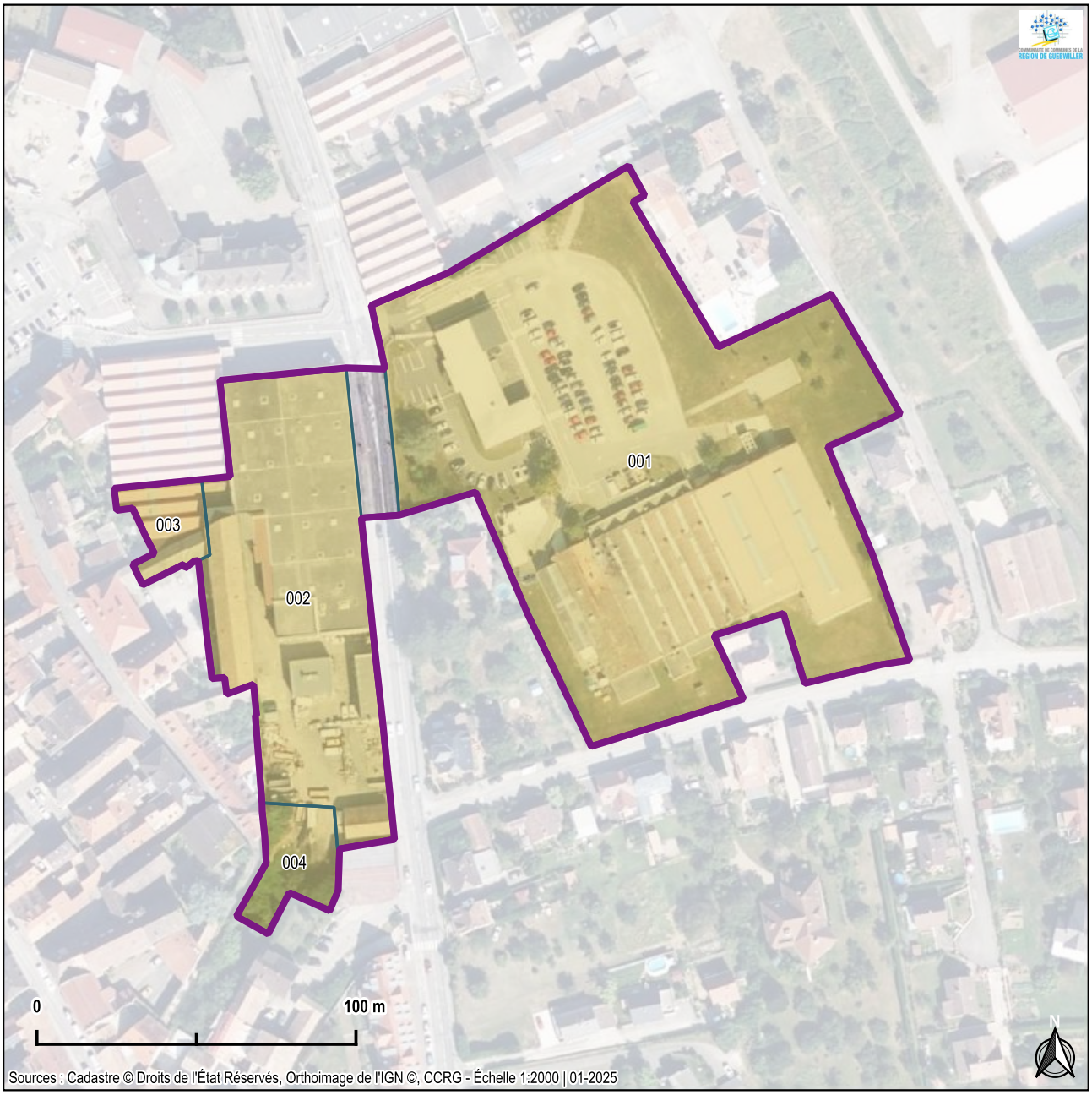
Surface de la ZAE : **2.59** ha
Nombre d'établissement(s) : **7**

Unité(s) foncière(s) : **4**
Unité(s) foncière(s) vacante(s) : **0** soit **0** %

Surface vacante : **0** ha soit **0** %
de la surface foncière totale



Fond de plan et données : BD TOPO de l'IGN ©, CCRG - Échelle 1:25000 | 01/2025



Sources : Cadastre © Droits de l'État Réservés, Orthoimage de l'IGN ©, CCRG - Échelle 1:2000 | 01-2025

37. La Marne - Unités Foncières (UF)

ZAE	UF	COMPTE	PROPRIÉTAIRE PRINCIPAL	SURFACE	VACANCE
La Marne	001	+00601	ECKARDT	17591 m²	non
La Marne	002	+00431	GUGG PAULA	6324 m²	non
La Marne	003	+00019	COMMUNE DE SOULTZ HAUT RHIN	614 m²	NULL
La Marne	004	+00019	COMMUNE DE SOULTZ HAUT RHIN	818 m²	NULL

37. La Marne - Occupants

ZAE	SIRET	NOM DE L'OCCUPANT
La Marne	85210508900019	BATI'SOL
La Marne	51450595700019	CREA-BATIMENT SARL (CREABAT)
La Marne	70202749100043	ECKARDT (SCHNEIDER ELECTRIC)
La Marne	52215144800027	ECO PROPOSE
La Marne	48117627900018	JEAN SOHET (V2M)
La Marne	79797128000020	L'ATELIER MOTOS (DAVID KLEIN)
La Marne	51886692600018	SOCIETE VULCANISATION MANUFACTURE

38. Nouveau Monde

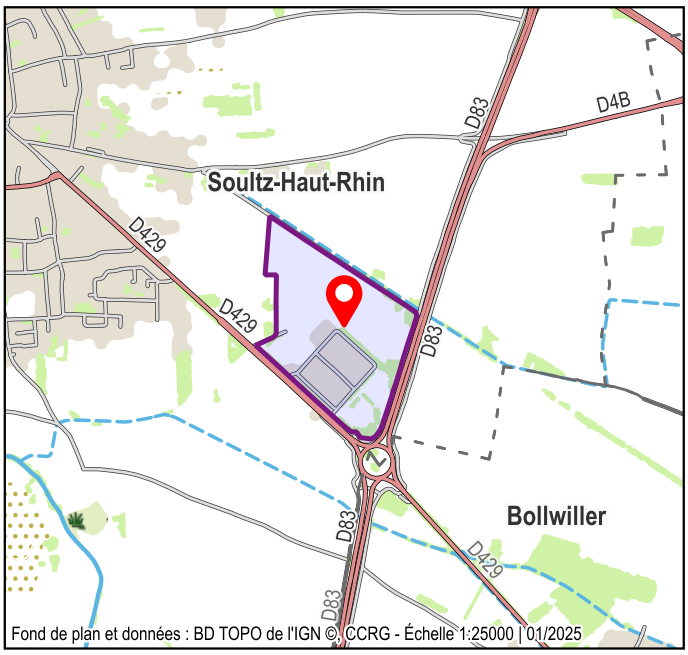
Soultz-Haut-Rhin

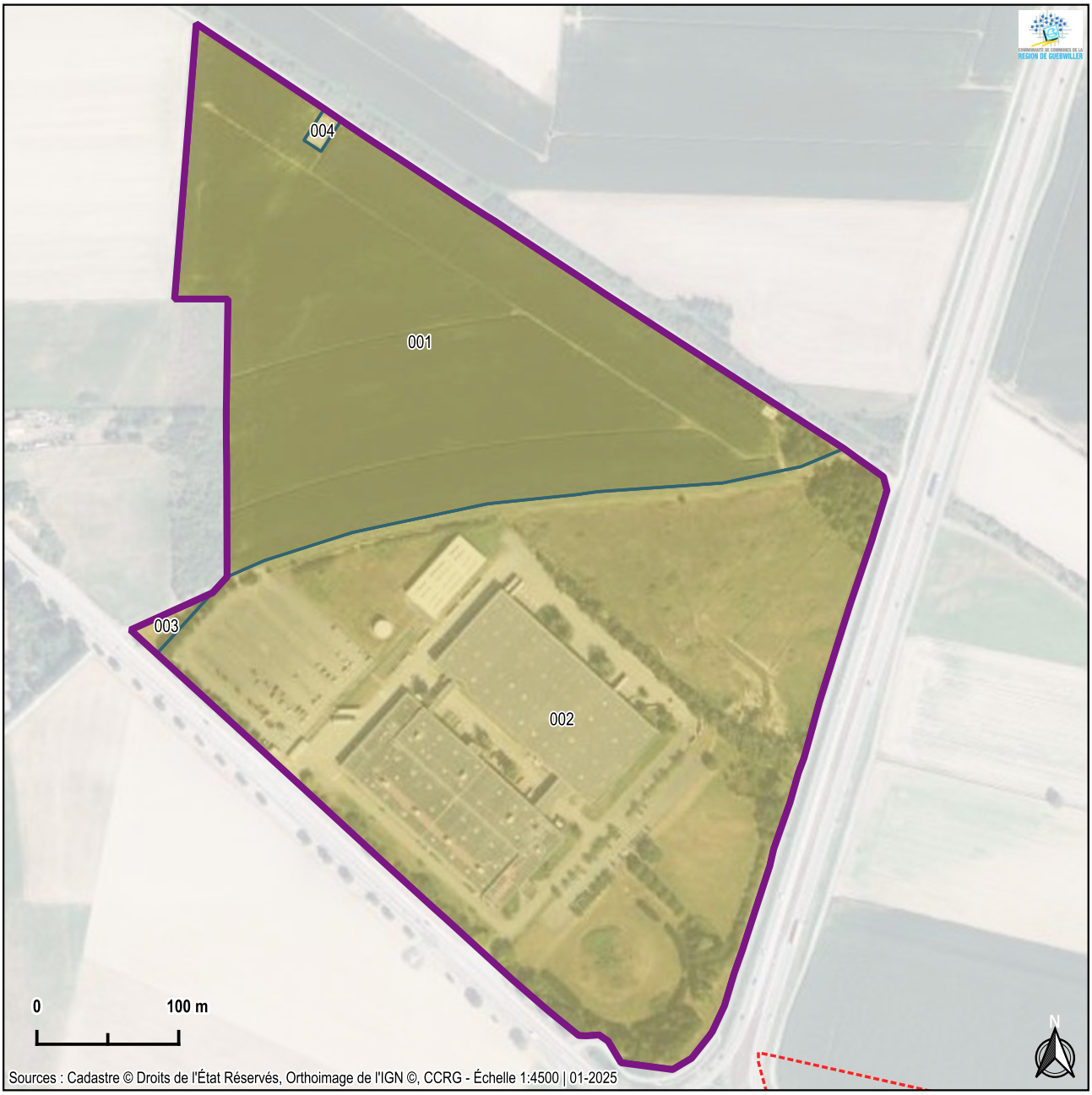
Vocation : **Industrielle - Artisanale**

Surface de la ZAE : **21.33** ha
Nombre d'établissement(s) : **3**

Unité(s) foncière(s) : **4**
Unité(s) foncière(s) vacante(s) : **0** soit **0** %

Surface vacante : **0** ha soit **0** %
de la surface foncière totale





38. Nouveau Monde - Unités Foncières (UF)

ZAE	UF	COMPTE	PROPRIÉTAIRE PRINCIPAL	SURFACE	VACANCE
Nouveau Monde	001	+00019	COMMUNE DE SOULTZ HAUT RHIN	84337 m²	NULL
Nouveau Monde	002	+00313	SHARP MANUFACTURING FRANCE	127816 m²	non
Nouveau Monde	003	+00019	COMMUNE DE SOULTZ HAUT RHIN	732 m²	NULL
Nouveau Monde	004	+00844	GRTGAZ	379 m²	non

38. Nouveau Monde - Occupants

ZAE	SIRET	NOM DE L'OCCUPANT
Nouveau Monde	44011762001530	GRTGAZ
Nouveau Monde	88007982700015	SHARP JUSDA LOGISTICS FRANCE
Nouveau Monde	35054489600029	SHARP MANUFACTURING FRANCE

39. Schellenberger

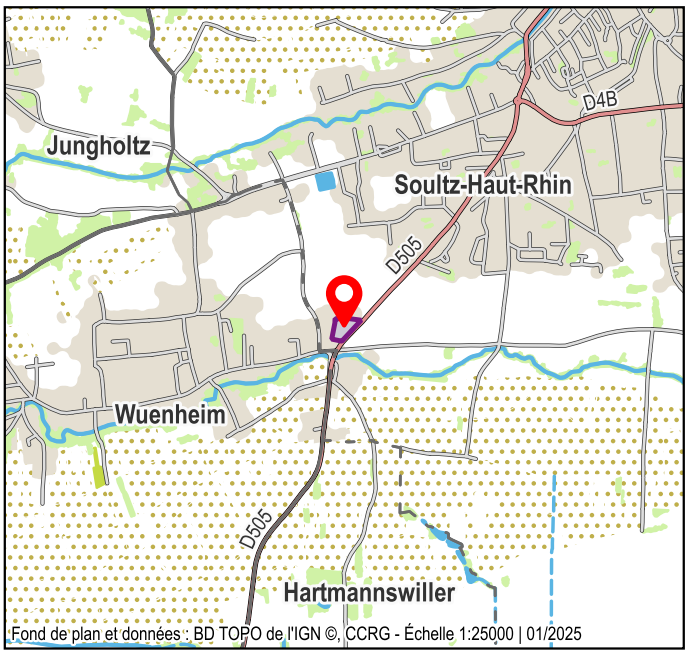
Soultz-Haut-Rhin

Vocation : **Artisanale - Services**

Surface de la ZAE : **0.45** ha
Nombre d'établissement(s) : **3**

Unité(s) foncière(s) : **4**
Unité(s) foncière(s) vacante(s) : **0** soit **0** %

Surface vacante : **0** ha soit **0** %
de la surface foncière totale





39. Schellenberger - Unités Foncières (UF)

ZAE	UF	COMPTE	PROPRIÉTAIRE PRINCIPAL	SURFACE	VACANCE
Schellenberger	001	+00689	SCHELLENBERGER PHILIPPE	586 m²	non
Schellenberger	002	+99937	SCI FLEISCHNACKA	3231 m²	non
Schellenberger	003	+00761	SCHELLENBERGER PHILIPPE	162 m²	NULL
Schellenberger	004	+00761	SCHELLENBERGER PHILIPPE	494 m²	NULL

39. Schellenberger - Occupants

ZAE	SIRET	NOM DE L'OCCUPANT
Schellenberger	50404048600012	ARM 68
Schellenberger	40157507100014	GOURMET SERVICE
Schellenberger	82140767300010	LE COMPTOIR DU TRAITEUR

40. Zone commerciale de Soultz

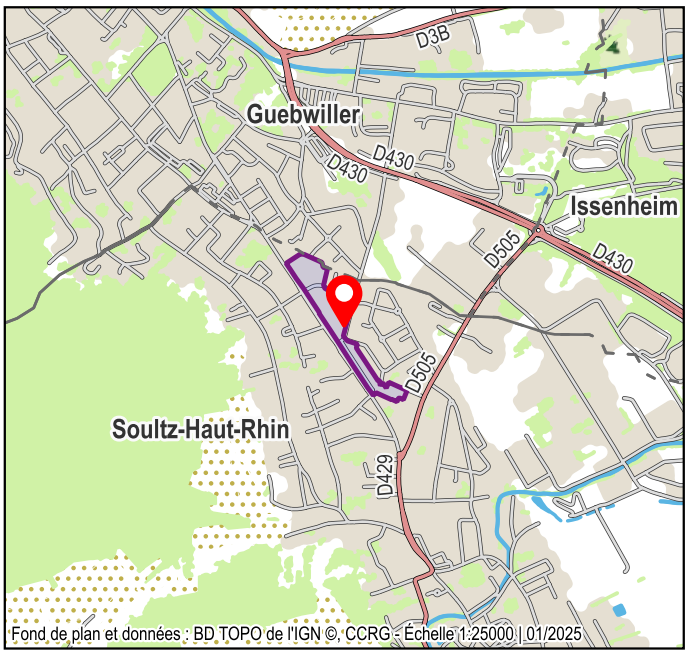
Soultz-Haut-Rhin

Vocation : **Commerciale - Services**

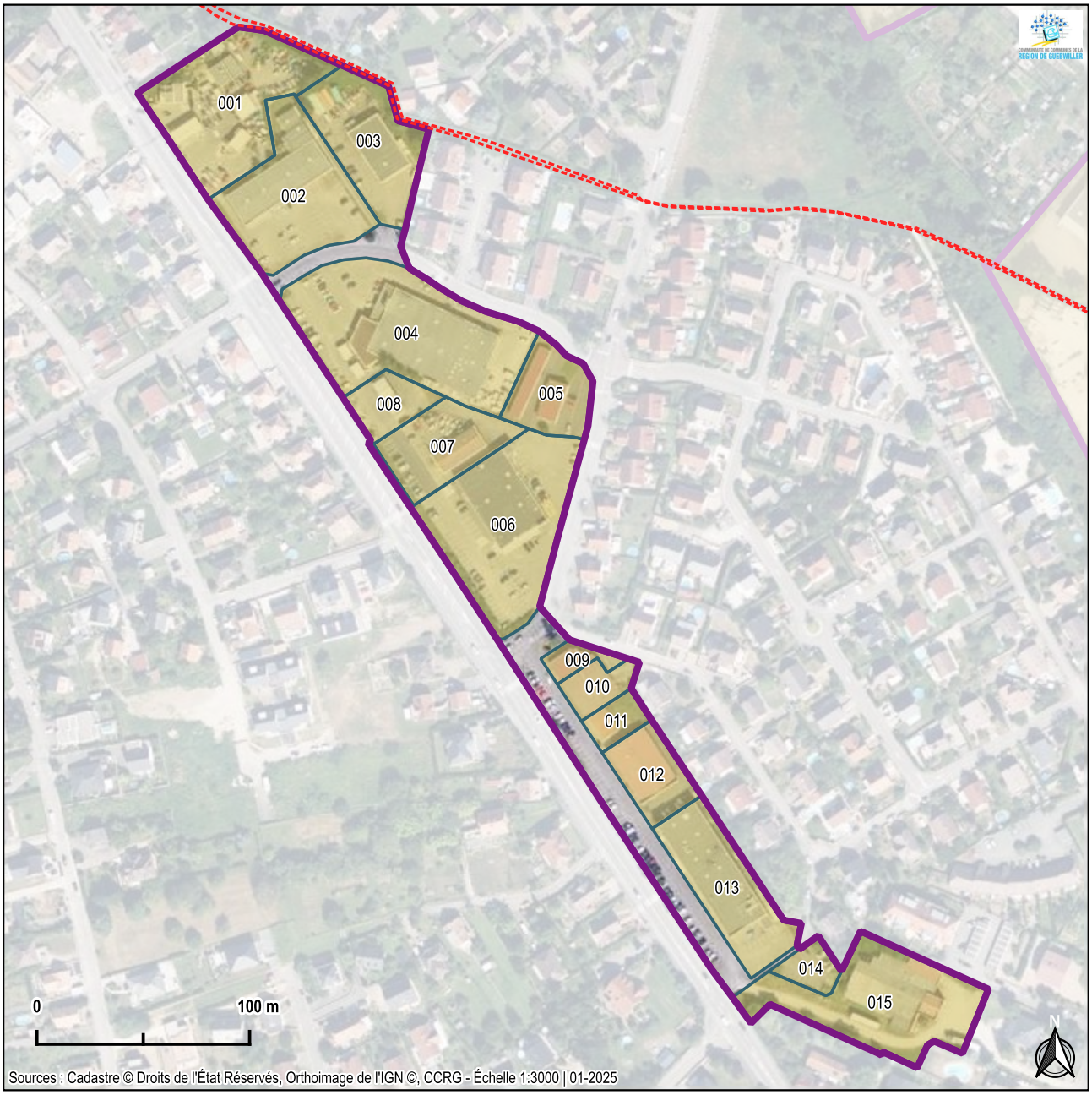
Surface de la ZAE : **3.64** ha
Nombre d'établissement(s) : **30**

Unité(s) foncière(s) : **15**
Unité(s) foncière(s) vacante(s) : **0** soit **0** %

Surface vacante : **0** ha soit **0** %
de la surface foncière totale



Fond de plan et données : BD TOPO de l'IGN ©, CCRG - Échelle 1:25000 | 01/2025



Sources : Cadastre © Droits de l'État Réservés, Orthoimage de l'IGN ©, CCRG - Échelle 1:3000 | 01-2025

40. Zone commerciale de Soultz - Unités Foncières (UF)

ZAE	UF	COMPTE	PROPRIÉTAIRE PRINCIPAL	SURFACE	VACANCE
Zone commerciale de Soultz	001	+00388	DIETRICH DANIEL ALPHONSE DOMINIQUE	3787 m²	non
Zone commerciale de Soultz	002	+00636	KNORR JEAN MICHEL ROBERT ANDRE	3376 m²	non
Zone commerciale de Soultz	003	+00474	ROSENBLATT JEAN PAUL XAVIER	2507 m²	non
Zone commerciale de Soultz	004	@00032	LES COPROPRIETAIRES	5377 m²	non
Zone commerciale de Soultz	005	+00670	LES AMARYLLIS	1392 m²	non
Zone commerciale de Soultz	006	+99944	LIDL	4511 m²	non
Zone commerciale de Soultz	007	+00739	M D M	1801 m²	non
Zone commerciale de Soultz	008	+00393	FESSLER DOMINIQUE	852 m²	non
Zone commerciale de Soultz	009	+00642	KOEHL CHRISTIAN ANTOINE	387 m²	non
Zone commerciale de Soultz	010	+00868	SCI 13 SOULTZ	610 m²	non
Zone commerciale de Soultz	011	P00247	PFEFFER YVES ALBERT ALEXIS	496 m²	non
Zone commerciale de Soultz	012	+00471	SCI LOCASERVICE	1196 m²	non
Zone commerciale de Soultz	013	+00517	PONTON JEAN-MARC	2384 m²	non
Zone commerciale de Soultz	014	+00517	PONTON JEAN-MARC	494 m²	NULL
Zone commerciale de Soultz	015	P00148	PONTON MICHEL BERNARD	3623 m²	non

40. Zone commerciale de Soultz - Occupants

ZAE	SIRET	NOM DE L'OCCUPANT
Zone commerciale de Soultz	38771428000063	A.C. PNEUS ET SERVICES
Zone commerciale de Soultz	75330823803144	ACTION FRANCE
Zone commerciale de Soultz	51202193200011	AUTOPOLE MARTINS
Zone commerciale de Soultz	40043628300016	AUX DELICES DES QUATRE SAISONS
Zone commerciale de Soultz	43152855300016	BELLE ILE (ISOLA BELLA)
Zone commerciale de Soultz	32663742800029	CONTROLE TECHNIQUE DU FLORIVAL
Zone commerciale de Soultz	82138932700015	DG AUTO PARE BRISE (SOS PARE-BRISE+ SOULTZ)
Zone commerciale de Soultz	33300678100046	DIETRICH DANIEL (STATION TOTALENERGIES)
Zone commerciale de Soultz	83011809700013	DOMI PNEUS (AUTO PNEUS SERVICE SOULTZ)
Zone commerciale de Soultz	88066201000011	EC GROUPE 68
Zone commerciale de Soultz	41481645400030	ESPACE DISTRIBUTION AUTOMOBILE
Zone commerciale de Soultz	87916528000014	FRESH FOOD
Zone commerciale de Soultz	91395697500019	GARAGE DIETRICH (AUTO PRIMO SERVICE)
Zone commerciale de Soultz	81207225400012	GM AUTOS
Zone commerciale de Soultz	84397671300019	HOLDING NEW EAST
Zone commerciale de Soultz	43868309600053	HYPROGRESS (ELEPHANT BLEU)
Zone commerciale de Soultz	52877847500012	INTREPIDE (VALIE)
Zone commerciale de Soultz	34489319300021	LA VOIX DU FLORIVAL (RADIO FLORIVAL)
Zone commerciale de Soultz	85052731800016	LE POLE DE L'AUTOMOBILE
Zone commerciale de Soultz	82899051500011	LIBERTY GYM (FLORIVAL FITNESS)
Zone commerciale de Soultz	91369728000018	LRC CONSULTING 68
Zone commerciale de Soultz	82302908700041	M BEAUTY - MRG
Zone commerciale de Soultz	75289793400036	M2 COLOR
Zone commerciale de Soultz	82327254700022	M2 ECHAF
Zone commerciale de Soultz	81031147200015	NEW UNIVERS (AU FIN BEC ASIATIQUE)
Zone commerciale de Soultz	35273941100457	NORMA SARL
Zone commerciale de Soultz	89222809900016	OSCABO (GARREFFA DC)
Zone commerciale de Soultz	89261479300016	PAULINE PERARD (BRAUN) - ALLIANZ
Zone commerciale de Soultz	90356333600010	SPEC PERARD ASSURANCES - ALLIANZ - PAULINE & FLORENT PERARD
Zone commerciale de Soultz	56850216506726	SUPERMARCHE COOP - UNION DES COOPERATEURS D'ALSACE (MAXI COOP N 270)

41. Aire d'Activités du Florival
Secteur nord

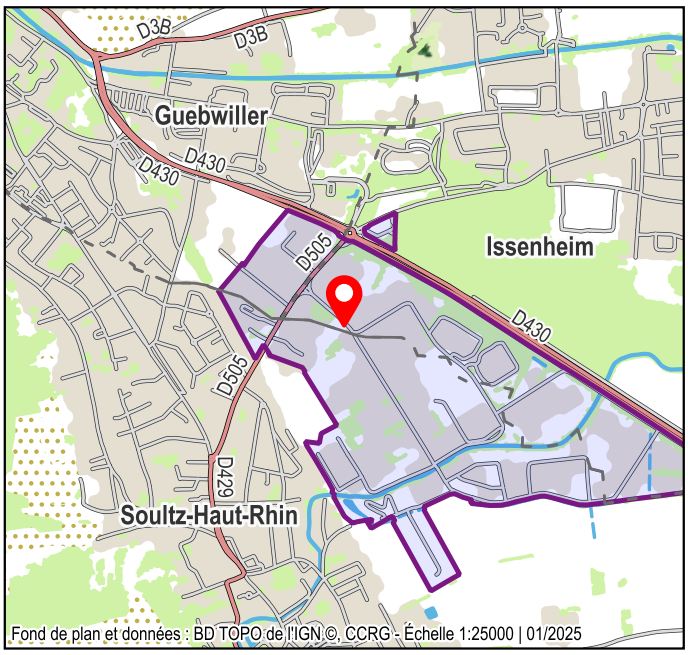
Soultz-Haut-Rhin - Guebwiller - Issenheim

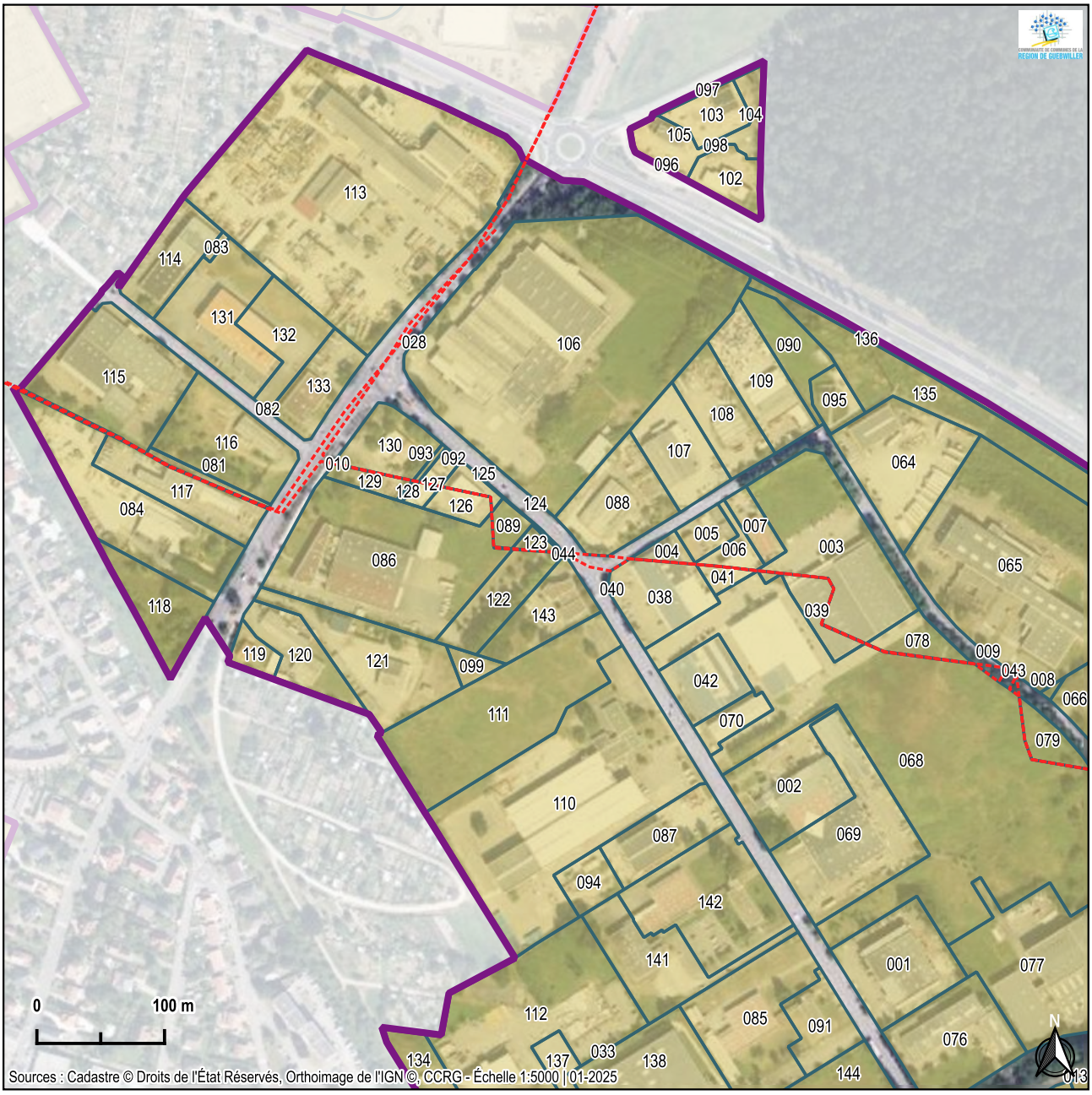
Vocation : **Mixte**

Surface de la ZAE : **86.03** ha
Nombre d'établissement(s) : **177**

Unité(s) foncière(s) : **144**
Unité(s) foncière(s) vacante(s) : **0** soit **0** %

Surface vacante : **0** ha soit **0** %
de la surface foncière totale





41. Aire d'Activités du Florival
Secteur est

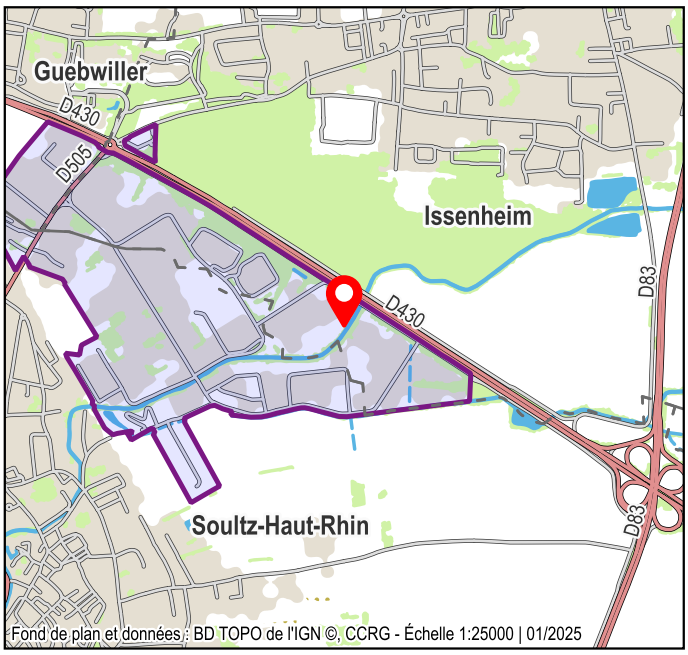
Soultz-Haut-Rhin - Guebwiller - Issenheim

Vocation : **Mixte**

Surface de la ZAE : **86.03** ha
Nombre d'établissement(s) : **177**

Unité(s) foncière(s) : **144**
Unité(s) foncière(s) vacante(s) : **0** soit **0** %

Surface vacante : **0** ha soit **0** %
de la surface foncière totale





41. Aire d'Activités du Florival
Secteur sud

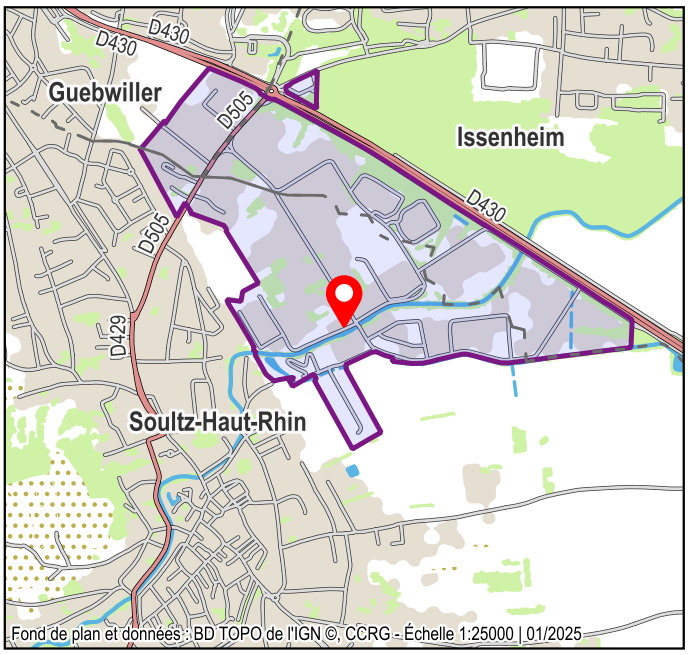
Soultz-Haut-Rhin - Guebwiller - Issenheim

Vocation : **Mixte**

Surface de la ZAE : **86.03** ha
Nombre d'établissement(s) : **177**

Unité(s) foncière(s) : **144**
Unité(s) foncière(s) vacante(s) : **0** soit **0** %

Surface vacante : **0** ha soit **0** %
de la surface foncière totale





41. Aire d'Activités du Florival - Unités Foncières (UF)

ZAE	UF	COMPTE	PROPRIÉTAIRE PRINCIPAL	SURFACE	VACANCE
Aire d'Activités du Florival	001	+00866	5M IMMO PRO	6029 m²	non
Aire d'Activités du Florival	002	@00155	PRADELLE FABRICE JEAN LEON	5621 m²	non
Aire d'Activités du Florival	003	+00385	TUILERIES OSCAR LESAGE	9757 m²	non
Aire d'Activités du Florival	004	+00434	ELEMIAH	654 m²	non
Aire d'Activités du Florival	005	+00466	SCI SARA	1192 m²	NULL
Aire d'Activités du Florival	006	+00407	SONNTAG CHRISTIANE JEANNINE	1009 m²	NULL
Aire d'Activités du Florival	007	R00125	ROTOLO ROSETA	1208 m²	non
Aire d'Activités du Florival	008	+00335	COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA REGION DE GUEBWILLER	110 m²	NULL
Aire d'Activités du Florival	009	+00335	COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA REGION DE GUEBWILLER	28 m²	NULL
Aire d'Activités du Florival	010	+00224	LES FILS CASTELLAZZI	6 m²	NULL
Aire d'Activités du Florival	011	+99951	ADREY	1267 m²	non
Aire d'Activités du Florival	012	+00903	SCI HENTZEL-ANSEL	1167 m²	non
Aire d'Activités du Florival	013	+00851	HUGO	1287 m²	non
Aire d'Activités du Florival	014	+00729	JACOB HOLM INDUSTRIES	4392 m²	non
Aire d'Activités du Florival	015	+00744	WEBER JEAN-MARC	1748 m²	non
Aire d'Activités du Florival	016	+00894	INSAPRO	2766 m²	NULL
Aire d'Activités du Florival	017	+00763	LOZZA DIDIER CHRISTOPHE	3111 m²	NULL
Aire d'Activités du Florival	018	+00935	KHEOPS	1251 m²	non
Aire d'Activités du Florival	019	+00951	SCI LE FLORIVAL	800 m²	NULL
Aire d'Activités du Florival	020	+00867	SCI IICH	910 m²	non
Aire d'Activités du Florival	021	+00899	SAINT GEORGES IMMOBILIER	1180 m²	non
Aire d'Activités du Florival	022	+00805	HUG VALERIE CLAIRE	1487 m²	non
Aire d'Activités du Florival	023	+00721	PAAL ALAIN	1506 m²	non
Aire d'Activités du Florival	024	+00764	GOERGENTHUM JEAN PIERRE CHRISTOPHE	1932 m²	non
Aire d'Activités du Florival	025	+00745	PORHANSL PASCAL	1600 m²	non
Aire d'Activités du Florival	026	+00757	KLEISSLER FREDERIC DENIS	1600 m²	non
Aire d'Activités du Florival	027	+00841	GROUPE LW S A R L	2239 m²	NULL
Aire d'Activités du Florival	028	+00108	ORIS FRANCE	4 m²	NULL
Aire d'Activités du Florival	029	+00843	BPCE LEASE IMMO	3699 m²	non
Aire d'Activités du Florival	030	+00787	BLAISE DOMINIQUE CHRISTOPHE	1231 m²	non
Aire d'Activités du Florival	031	+00483	COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA REGION DE GUEBWILLER	632 m²	NULL
Aire d'Activités du Florival	032	+00809	LFC	1499 m²	non
Aire d'Activités du Florival	033	+00483	COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA REGION DE GUEBWILLER	4 m²	NULL
Aire d'Activités du Florival	034	+00423	JACOB HOLM INDUSTRIES	39327 m²	non
Aire d'Activités du Florival	035	+00415	SARL ALSATOIT	10993 m²	non
Aire d'Activités du Florival	036	+00476	SCI LOUNA	4606 m²	non
Aire d'Activités du Florival	037	+00335	COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA REGION DE GUEBWILLER	6424 m²	non
Aire d'Activités du Florival	038	+00751	ELEMIAH	3865 m²	non
Aire d'Activités du Florival	039	+00652	TUILERIES OSCAR LESAGE	1628 m²	non
Aire d'Activités du Florival	040	+00483	COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA REGION DE GUEBWILLER	51 m²	NULL
Aire d'Activités du Florival	041	+00691	SONNTAG CHRISTIANE JEANNINE	563 m²	NULL
Aire d'Activités du Florival	042	+00683	2CF SARL	2870 m²	non
Aire d'Activités du Florival	043	+99908	SOC ALSACIENNE DE CREDIT BAIL IMMOBILIER	13 m²	NULL
Aire d'Activités du Florival	044	+00483	COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA REGION DE GUEBWILLER	0 m²	NULL
Aire d'Activités du Florival	045	+00335	COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA REGION DE GUEBWILLER	5633 m²	NULL
Aire d'Activités du Florival	046	+00391	MASCHA PIERRE ANDRE	5177 m²	non
Aire d'Activités du Florival	047	+00461	LFC	3419 m²	non
Aire d'Activités du Florival	048	+00513	SAGA	2701 m²	non

ZAE	UF	COMPTE	PROPRIÉTAIRE PRINCIPAL	SURFACE	VACANCE
Aire d'Activités du Florival	049	+99810	CICOBAIL	5002 m²	non
Aire d'Activités du Florival	050	+00408	WINE RENAUD	4999 m²	non
Aire d'Activités du Florival	051	+00398	H2E INVEST	2699 m²	non
Aire d'Activités du Florival	052	+00471	JUDENHUT	4584 m²	non
Aire d'Activités du Florival	053	+00508	SCI WASSMER IMMOBILIER	5374 m²	non
Aire d'Activités du Florival	054	+00465	CIRILLO IMMOBILIER	3999 m²	NULL
Aire d'Activités du Florival	055	+00923	BEGECAP	5314 m²	non
Aire d'Activités du Florival	056	+00756	MEHR MARC JOSEPH RENE	8683 m²	non
Aire d'Activités du Florival	057	+99909	SOC ALSACIENNE DE CREDIT BAIL IMMOBILIER	12613 m²	non
Aire d'Activités du Florival	058	+00483	COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA REGION DE GUEBWILLER	4156 m²	non
Aire d'Activités du Florival	059	+99915	CREDIT MUTUEL REAL ESTATE LEASE	3361 m²	non
Aire d'Activités du Florival	060	+00483	COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA REGION DE GUEBWILLER	2798 m²	NULL
Aire d'Activités du Florival	061	+00483	COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA REGION DE GUEBWILLER	1232 m²	NULL
Aire d'Activités du Florival	062	+00483	COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA REGION DE GUEBWILLER	1188 m²	NULL
Aire d'Activités du Florival	063	+00807	SCI ULTIMIUM	1417 m²	non
Aire d'Activités du Florival	064	+00454	L'IDEAL	7339 m²	non
Aire d'Activités du Florival	065	+99806	SOC ALSACIENNE DE CREDIT BAIL IMMOBILIER	22849 m²	non
Aire d'Activités du Florival	066	@00109	LES COPROPRIETAIRES	18971 m²	non
Aire d'Activités du Florival	067	+00483	COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA REGION DE GUEBWILLER	4876 m²	NULL
Aire d'Activités du Florival	068	+00483	COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA REGION DE GUEBWILLER	41814 m²	non
Aire d'Activités du Florival	069	+00801	FINANCIERE BENDELE	8979 m²	non
Aire d'Activités du Florival	070	+00927	INDUSTRIE 7 SAS	1308 m²	non
Aire d'Activités du Florival	071	+00875	SCI ROC	1670 m²	non
Aire d'Activités du Florival	072	+00483	COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA REGION DE GUEBWILLER	14671 m²	non
Aire d'Activités du Florival	073	+00335	COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA REGION DE GUEBWILLER	3959 m²	NULL
Aire d'Activités du Florival	074	+00381	MACRI SARINO SERAFINO SALVATOR	9922 m²	non
Aire d'Activités du Florival	075	+99806	SOC ALSACIENNE DE CREDIT BAIL IMMOBILIER	12578 m²	non
Aire d'Activités du Florival	076	+00838	SCI FF 1	6548 m²	non
Aire d'Activités du Florival	077	+00738	AF3	17893 m²	non
Aire d'Activités du Florival	078	+00335	COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA REGION DE GUEBWILLER	1548 m²	non
Aire d'Activités du Florival	079	+00335	COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA REGION DE GUEBWILLER	1398 m²	non
Aire d'Activités du Florival	080	+99908	SOC ALSACIENNE DE CREDIT BAIL IMMOBILIER	20 m²	NULL
Aire d'Activités du Florival	081	+00831	COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA REGION DE GUEBWILLER	542 m²	NULL
Aire d'Activités du Florival	082	+00233	COMMUNE DE SOULTZ HAUT RHIN	7 m²	NULL
Aire d'Activités du Florival	083	+01203	SAS HANDLING SYSTEMS	174 m²	non
Aire d'Activités du Florival	084	+00666	BOURREAU CYRIL ROBERT	8880 m²	non
Aire d'Activités du Florival	085	+00662	GEGOUT HUBERT	8089 m²	non
Aire d'Activités du Florival	086	+00255	ASS LES PAPILLONS BLANCS	14734 m²	non
Aire d'Activités du Florival	087	+99915	CREDIT MUTUEL REAL ESTATE LEASE	3808 m²	non
Aire d'Activités du Florival	088	W00161	WALCH MARIE LOUISE	5021 m²	non
Aire d'Activités du Florival	089	+00231	ASS LES PAPILLONS BLANCS	811 m²	non
Aire d'Activités du Florival	090	+00519	B2R IMMOBILIER	2723 m²	non
Aire d'Activités du Florival	091	+00906	SCI 8	2810 m²	non
Aire d'Activités du Florival	092	+00436	STEINLE RENE OSCAR VICTOR	482 m²	non
Aire d'Activités du Florival	093	+00470	SCI STRAM	143 m²	NULL
Aire d'Activités du Florival	094	+00910	BS IMMOBILIER	1608 m²	non
Aire d'Activités du Florival	095	+00304	KLEIN DANIEL EMILE EUGENE	1356 m²	NULL
Aire d'Activités du Florival	096	+99817	COMMUNE DE ISSENHEIM	39 m²	NULL

ZAE	UF	COMPTE	PROPRIÉTAIRE PRINCIPAL	SURFACE	VACANCE
Aire d'Activités du Florival	097	+00505	COLLECTIVITE EUROPEENNE D'ALSACE	262 m²	NULL
Aire d'Activités du Florival	098	+00510	SCI WEIDNER	96 m²	NULL
Aire d'Activités du Florival	099	+00681	TANGUY	701 m²	NULL
Aire d'Activités du Florival	100	+00930	CB SOULTZ	904 m²	NULL
Aire d'Activités du Florival	101	+00483	COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA REGION DE GUEBWILLER	27501 m²	NULL
Aire d'Activités du Florival	102	+00509	SCI WEIDNER	2077 m²	non
Aire d'Activités du Florival	103	+00500	SCI OBERWALD	2013 m²	non
Aire d'Activités du Florival	104	+99817	COMMUNE DE ISSENHEIM	1199 m²	NULL
Aire d'Activités du Florival	105	+00501	COLOM	1672 m²	non
Aire d'Activités du Florival	106	+00373	HEIDINGER EBEL METAL SOULTZ	37175 m²	non
Aire d'Activités du Florival	107	P00141	PERICAS DANIEL	3945 m²	non
Aire d'Activités du Florival	108	+00284	STELI STELIO	3824 m²	non
Aire d'Activités du Florival	109	+00420	SCI CHIUSOLO-ANDRE	4341 m²	non
Aire d'Activités du Florival	110	+00921	LE QUATRE	22445 m²	non
Aire d'Activités du Florival	111	+00954	SCI JACS 2	12080 m²	non
Aire d'Activités du Florival	112	+00581	KERBL FRANCE	19906 m²	non
Aire d'Activités du Florival	113	+99931	E A C ETS MADER SA	34635 m²	non
Aire d'Activités du Florival	114	+00940	SAS HANDLING SYSTEMS	3433 m²	non
Aire d'Activités du Florival	115	+00925	TECMA PATRIMOINE	8728 m²	non
Aire d'Activités du Florival	116	+00096	BREISS CLAUDE CIE	6019 m²	non
Aire d'Activités du Florival	117	+00483	COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA REGION DE GUEBWILLER	4030 m²	non
Aire d'Activités du Florival	118	+00483	COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA REGION DE GUEBWILLER	3716 m²	NULL
Aire d'Activités du Florival	119	+00958	ALMA INVEST	1008 m²	non
Aire d'Activités du Florival	120	+00624	GLAENTZLIN LUC	3280 m²	non
Aire d'Activités du Florival	121	+00401	DE BERNY CHRISTOPHE PAUL EMMANUEL	6913 m²	non
Aire d'Activités du Florival	122	+00659	LES PAPILLONS BLANCS	3268 m²	non
Aire d'Activités du Florival	123	+00387	LES PAPILLONS BLANCS	382 m²	non
Aire d'Activités du Florival	124	+00335	COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA REGION DE GUEBWILLER	111 m²	NULL
Aire d'Activités du Florival	125	+00527	RC IMMOBILIER	647 m²	non
Aire d'Activités du Florival	126	+00960	RC IMMOBILIER	1021 m²	non
Aire d'Activités du Florival	127	+00765	STEINLE RENE OSCAR VICTOR	332 m²	non
Aire d'Activités du Florival	128	+00848	SCI STRAM	80 m²	NULL
Aire d'Activités du Florival	129	C00209	CASTELLAZZI CHRISTIAN FERNAND	905 m²	NULL
Aire d'Activités du Florival	130	C00121	CASTELLAZZI CHRISTIAN FERNAND	2966 m²	NULL
Aire d'Activités du Florival	131	+01132	SCHMITT SA - CONSTRUCTIONS METALLIQUES	6159 m²	non
Aire d'Activités du Florival	132	+00997	SCHMITT SA - CONSTRUCTIONS METALLIQUES	3545 m²	non
Aire d'Activités du Florival	133	+01023	SCI DU HORNSTEIN	3001 m²	non
Aire d'Activités du Florival	134	+00575	CENTRE DE FORMATION WALLISER	8268 m²	non
Aire d'Activités du Florival	135	+00335	COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA REGION DE GUEBWILLER	14183 m²	NULL
Aire d'Activités du Florival	136	+00505	COLLECTIVITE EUROPEENNE D'ALSACE	3360 m²	NULL
Aire d'Activités du Florival	137	+00019	COMMUNE DE SOULTZ HAUT RHIN	1338 m²	NULL
Aire d'Activités du Florival	138	+00816	FELLMANN CARTONNAGES	15858 m²	non
Aire d'Activités du Florival	139	+00410	FERRER BOUHOT	1300 m²	non
Aire d'Activités du Florival	140	V00122	VEAUDECRENNE SYLVAIN THIERRY	977 m²	non
Aire d'Activités du Florival	141	+00455	MEICHLER SERGE	5275 m²	non
Aire d'Activités du Florival	142	+00828	TELMAT INDUSTRIE	8449 m²	non
Aire d'Activités du Florival	143	+00882	SCI DE L'HERMITAGE	3439 m²	non
Aire d'Activités du Florival	144	+00746	FELLMANN PASCAL FRANCIS	5711 m²	NULL

41. Aire d'Activités du Florival - Occupants

ZAE	SIRET	NOM DE L'OCCUPANT
Aire d'Activités du Florival	50215673000025	2CF SARL
Aire d'Activités du Florival	50169925000020	2RB FINANCE
Aire d'Activités du Florival	50321440500022	3 MT
Aire d'Activités du Florival	83901673000013	A-THERM
Aire d'Activités du Florival	47750133200027	A.C. DISTRIBUTION
Aire d'Activités du Florival	42967979800018	AB PRIMEUR
Aire d'Activités du Florival	75223686900018	AB-2M
Aire d'Activités du Florival	82027064300019	ABI ALSACE BETON IMPRIME
Aire d'Activités du Florival	77564261400223	ADAPEI PAPILLONS BLANCS D'ALSACE
Aire d'Activités du Florival	77564261400199	ADAPEI PAPILLONS BLANCS D'ALSACE - SERVICE D'ACCUEIL DE JOUR DE SOULTZ
Aire d'Activités du Florival	83998890400026	ADSOL
Aire d'Activités du Florival	53761156800024	AF3 - AGROBIOTHERS
Aire d'Activités du Florival	48848657200024	AFFUVAL (LAURENT RISACHER)
Aire d'Activités du Florival	49485994500029	ALAIN PAAL CONSTRUCTIONS
Aire d'Activités du Florival	49252293300026	ALPRO
Aire d'Activités du Florival	42996135200037	ALSACE FLUID TECHNIC SARL
Aire d'Activités du Florival	82104434400025	ALSACE ORIGINAL EXPERIENCES
Aire d'Activités du Florival	38430425900029	ALSASOL
Aire d'Activités du Florival	48536663700026	ALSATOIT
Aire d'Activités du Florival	52903714500024	ALU METAL DU FLORIVAL
Aire d'Activités du Florival	94822794700017	AMDL SERVICES
Aire d'Activités du Florival	92849724700025	AMERICAN X DESIGN
Aire d'Activités du Florival	98243188400013	ANNE STEINLE (WITTNER)
Aire d'Activités du Florival	34754105400040	ASSOCIATION DEFI ECONOMIE SOCIALE
Aire d'Activités du Florival	40875529600022	ASSOCIATION DEFI RESSOURCERIE
Aire d'Activités du Florival	49122506600027	ASSOCIATION ENJEU NATURE
Aire d'Activités du Florival	92172109800017	ATELIER MECANIQUE DE LA LAUCH (AMDL)
Aire d'Activités du Florival	53326690400010	ATELIER MODERNE DE PLASTURGIE
Aire d'Activités du Florival	51174491400033	ATELIER TECHNIQUE DU BATIMENT
Aire d'Activités du Florival	95251154100023	AUX PIEDS DES VOSGES
Aire d'Activités du Florival	41405406400012	B.T.M.
Aire d'Activités du Florival	52350222700037	B4 - B QUATRE (OLDBOLIDES)
Aire d'Activités du Florival	88393391300013	BAGUETTE BOX (BB68)
Aire d'Activités du Florival	44203942600022	BETON SCIAGE
Aire d'Activités du Florival	84806628800038	BLEU BLANC DENT SOCIETE FRANCAISE DE FORMATION CONTINUE EN ODONTOLOGIE (IRRIO)
Aire d'Activités du Florival	39354362400026	BLM GROUP FRANCE
Aire d'Activités du Florival	89382284100027	BOIS & TECHNIQUES
Aire d'Activités du Florival	82394349300010	BOURREAU ENTRETIENS SERVICES
Aire d'Activités du Florival	48084956100026	BOURREAU PAYSAGES
Aire d'Activités du Florival	91692014300028	BREISS CLAUDE ET COMPAGNIE
Aire d'Activités du Florival	49937810700043	BULLE CONFORT & ORTHOPEDIE
Aire d'Activités du Florival	52043287300013	C.F. SOLAR
Aire d'Activités du Florival	51411475000029	CABINET COLOM DAVID
Aire d'Activités du Florival	98165699400010	CANAL 223 (RISER WAY)
Aire d'Activités du Florival	98521125900017	CAPBEGE
Aire d'Activités du Florival	84933434700010	CARROSSERIE ULTIME 68
Aire d'Activités du Florival	79172773800027	CASPAR PAYSAGE
Aire d'Activités du Florival	95261000400014	CAUTILLO JURKIEWICZ BIXEL

ZAE	SIRET	NOM DE L'OCCUPANT
Aire d'Activités du Florival	24680056900096	CC DE LA REGION DE GUEBWILLER - DECHETERIE DE SOULTZ
Aire d'Activités du Florival	52235877900026	CHAPITEAUX RINGENBACH
Aire d'Activités du Florival	50129040700029	CHARME & DECO
Aire d'Activités du Florival	98306238100014	CHEVEST
Aire d'Activités du Florival	52214866700010	CHIUSOLO ANDRE
Aire d'Activités du Florival	35151389000027	CHRISTOPHE DE BERNY
Aire d'Activités du Florival	48902408300045	COFRA
Aire d'Activités du Florival	94920112300021	CONCEPT ART CONSTRUCTION
Aire d'Activités du Florival	44333338000030	COPRONET SARL
Aire d'Activités du Florival	79411013000026	DAE CONCEPT
Aire d'Activités du Florival	42003258300049	DECO RANGEMENT
Aire d'Activités du Florival	50348771200021	DEFI PRO
Aire d'Activités du Florival	81788743300032	DESINFECTION HYGIENE MEDICALE ALSACE
Aire d'Activités du Florival	82510696600021	DH MEDICAL
Aire d'Activités du Florival	82229071400010	DIGITALSACE 360
Aire d'Activités du Florival	78861203400017	DURWEN FRANCE
Aire d'Activités du Florival	81289237000022	DY CENTRALE D'ACHATS
Aire d'Activités du Florival	91542004600020	E A C ETS MADER SA
Aire d'Activités du Florival	87995478200014	ECLAIR CITY
Aire d'Activités du Florival	49871343700032	ECLIPSE (FFF FABRICATION FRANCAISE DE FERMETURES)
Aire d'Activités du Florival	80294743200216	ECO.DECHETS ENVIRONNEMENT
Aire d'Activités du Florival	81830588000028	EDS INGENIERIE
Aire d'Activités du Florival	41189219300029	EG PREFA
Aire d'Activités du Florival	40136787500028	ENTREPRISE STEINLE (RENE STEINLE)
Aire d'Activités du Florival	85006284500027	ERTC CENTER
Aire d'Activités du Florival	91506484400011	ERTC STUDIOS
Aire d'Activités du Florival	91506605400015	ERTC TECHNOLOGIES
Aire d'Activités du Florival	48117606300016	ESPRIT BURO
Aire d'Activités du Florival	31070956300053	ETABLISSEMENTS HUNGLER
Aire d'Activités du Florival	39982877100051	F.T.A.
Aire d'Activités du Florival	34427623300030	FELLER INDUSTRIES MULHOUSE
Aire d'Activités du Florival	42063938700026	FELLMANN CARTONNAGES
Aire d'Activités du Florival	81015235500022	FINANCIERE JTB
Aire d'Activités du Florival	91183526200021	FINANCIERE LEXA
Aire d'Activités du Florival	95241882000017	FLORI COOK (COQ'O GRILL)
Aire d'Activités du Florival	44933995100039	FLORIBAT
Aire d'Activités du Florival	75229653300033	FLORIOM SPL
Aire d'Activités du Florival	80344200300015	FLORIVAL MATERIAUX
Aire d'Activités du Florival	92803389300019	FLORIVAL RENOVATION
Aire d'Activités du Florival	52384388600046	FREDERIC EGLER (TEDDY WOODWORK)
Aire d'Activités du Florival	42125422800024	FRIESS WEIDNER
Aire d'Activités du Florival	75342546100021	GARAGE FRANCK
Aire d'Activités du Florival	80409247600014	GARAGE PORHANSL
Aire d'Activités du Florival	39473664900028	GLATFELTER INDUSTRIES (FRANCE) SAS
Aire d'Activités du Florival	53080674400013	GRAPHI'PAT
Aire d'Activités du Florival	82383261300017	HAD-MISSION (PROXIMED 68)
Aire d'Activités du Florival	38034493700079	HANDLING SYSTEMS - ACTEMIUM
Aire d'Activités du Florival	49433694400017	HEIDINGER EBEL METAL SOULTZ

ZAE	SIRET	NOM DE L'OCCUPANT
Aire d'Activités du Florival	93154051200015	HOLDING SM
Aire d'Activités du Florival	87759772400021	HOMS
Aire d'Activités du Florival	79375564600023	HUSAFERM
Aire d'Activités du Florival	45229162800017	ID SERVICE ET LOGISTIQUE
Aire d'Activités du Florival	45229162800025	ID SERVICE ET LOGISTIQUE (ID SERVICE & LOGISTIQUE FREIGHT)
Aire d'Activités du Florival	79350775700011	IDAHO PUBLICITE ET MARKETING
Aire d'Activités du Florival	50240440300037	IMSA 68 (RADIOLOGIE BLONDE)
Aire d'Activités du Florival	89253173200014	INDUSTRIE 7 SAS
Aire d'Activités du Florival	88827639100016	INNO
Aire d'Activités du Florival	92065147800025	INSTITUT COACHING & ANIMATION (ICA)
Aire d'Activités du Florival	43268910700048	INTER PNEUS IMPORT EXPORT
Aire d'Activités du Florival	89880437200016	INTERCARS
Aire d'Activités du Florival	89425398800014	INTERCLEAN
Aire d'Activités du Florival	50991663100013	IZIASYS COMMUNICATION
Aire d'Activités du Florival	41279109700022	JLC VARIANSE
Aire d'Activités du Florival	43046690400033	KAIMANN FRANCE
Aire d'Activités du Florival	34328617500041	KAUFFMANN TRANSPORTS EXPRESS (KTE)
Aire d'Activités du Florival	40269000200033	KERBL FRANCE
Aire d'Activités du Florival	45253702000029	KIKANO & CIE
Aire d'Activités du Florival	82404468900027	L.E.I.
Aire d'Activités du Florival	84944696800026	LAMEY SERVICES
Aire d'Activités du Florival	88794635800025	LE FORUM DU LOCAL
Aire d'Activités du Florival	88897371600010	LE KYMMY'Z
Aire d'Activités du Florival	89238319100012	LE QUATRE
Aire d'Activités du Florival	84987830100035	LE TERRIER BLANC
Aire d'Activités du Florival	91314923300029	LECARN HOLDING
Aire d'Activités du Florival	91230616400027	LEXA ISOLATION
Aire d'Activités du Florival	82788070900023	LULIDB (OOTARY)
Aire d'Activités du Florival	50984143300022	LUSCHTIGA RUSCHTIGA SCHARRASCHLIFER (L.R.S)
Aire d'Activités du Florival	34010398500016	MADER SA
Aire d'Activités du Florival	91702089300025	MARMIPOSE EST
Aire d'Activités du Florival	95251959300018	MB
Aire d'Activités du Florival	83208832200025	MG-IDCONCEPT
Aire d'Activités du Florival	88043112700013	MTE MAKATE
Aire d'Activités du Florival	34075586700025	NELCO COMMUTATORS
Aire d'Activités du Florival	41491393900016	NEWCO
Aire d'Activités du Florival	94725239100042	NEWTEC BAG PALLETIZING
Aire d'Activités du Florival	49354540400037	OKKE FRANCE
Aire d'Activités du Florival	79219436700035	OMH
Aire d'Activités du Florival	31509284100032	OTT + HEUGEL
Aire d'Activités du Florival	84895940900022	PATISSERIE DAMIEN (DAM'S)
Aire d'Activités du Florival	92176703400025	PLASTIPS
Aire d'Activités du Florival	53350210000035	POP
Aire d'Activités du Florival	39217135100035	PRODUITS MAULER
Aire d'Activités du Florival	82453556100032	RC MANUTENTION
Aire d'Activités du Florival	81373389600019	RICHERT GENIE CIVIL
Aire d'Activités du Florival	40099475200048	S.K.B.
Aire d'Activités du Florival	82861640900037	S.P.O.T.

ZAE	SIRET	NOM DE L'OCCUPANT
Aire d'Activités du Florival	40113733600012	S.T.P.M. SARL SCOP
Aire d'Activités du Florival	82339146100014	SARL PRIME ENERGY DESIGN (PRIME ENERGY FRANCE)
Aire d'Activités du Florival	84477664100012	SASU JBARA YAHYA
Aire d'Activités du Florival	43765876800027	SCELL'TECH
Aire d'Activités du Florival	91572163300021	SCHMITT SA. - CONSTRUCTIONS METALLIQUES
Aire d'Activités du Florival	43317095800022	SEITH-FRANCE
Aire d'Activités du Florival	89523326000010	SHOTBYTWENTY (CEDRIC TUGLER)
Aire d'Activités du Florival	43781882600012	SIGNATURES GRAPHIQUES
Aire d'Activités du Florival	82144287800038	SIMON RENOVATION
Aire d'Activités du Florival	81467380200017	SO.CO.MECA
Aire d'Activités du Florival	49960127600011	SOLEDS
Aire d'Activités du Florival	98486957800018	SOULTZ GUEBWILLER CONTROLE TECHNIQUE
Aire d'Activités du Florival	30203541500025	STELIO STELI
Aire d'Activités du Florival	47756119500025	STOCK OPTIONS
Aire d'Activités du Florival	82869457000031	T.E.A.
Aire d'Activités du Florival	90315125600018	T.F.I
Aire d'Activités du Florival	87993542700010	TECMA ELECTRIQUE
Aire d'Activités du Florival	34322675900011	TECMA PATRIMOINE
Aire d'Activités du Florival	89420232400022	TEDESCO GFR
Aire d'Activités du Florival	41236942300014	TELMAT INDUSTRIE
Aire d'Activités du Florival	82487622100014	TOL'INOX
Aire d'Activités du Florival	98330430400014	TORTUGA PISCINE 68
Aire d'Activités du Florival	52959299000038	TPI TECHNIQUES ET PROCEDES INDUSTRIELS
Aire d'Activités du Florival	43969380500012	TRANSPORTS PERICAS
Aire d'Activités du Florival	37987396100021	TRANSPORTS STELI
Aire d'Activités du Florival	79381066400011	UNION CONSTRUCTION RENOVATION (UCR)
Aire d'Activités du Florival	33371947400038	UNION REGIONALE DES SCOP GRAND EST
Aire d'Activités du Florival	48117602200020	USINOX
Aire d'Activités du Florival	53199340000021	VAL GRAV
Aire d'Activités du Florival	52493332200017	VEULIAH
Aire d'Activités du Florival	80004052900029	VISORANDO
Aire d'Activités du Florival	84373906100011	WEBER JEAN-MARC
Aire d'Activités du Florival	40177155500034	WERNER TRANSPORTS

42. Thierenbach

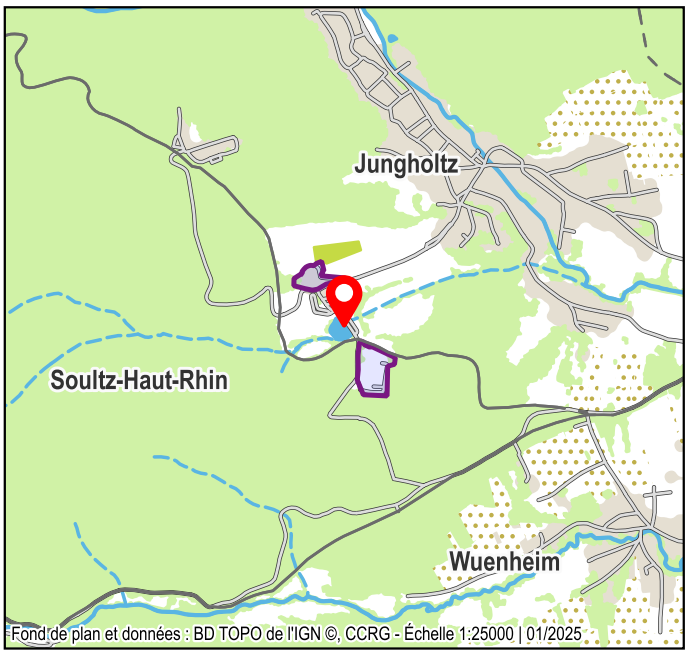
Soultz-Haut-Rhin - Jungholtz

Vocation : **Touristique**

Surface de la ZAE : **2.33** ha
Nombre d'établissement(s) : **4**

Unité(s) foncière(s) : **3**
Unité(s) foncière(s) vacante(s) : **0** soit **0** %

Surface vacante : **0** ha soit **0** %
de la surface foncière totale





42. Thierenbach - Unités Foncières (UF)

ZAE	UF	COMPTE	PROPRIÉTAIRE PRINCIPAL	SURFACE	VACANCE
Thierenbach	001	+00579	HAUPTMANN SOPHIE	4794 m²	non
Thierenbach	002	+00586	BOSC PHILIPPE AUGUSTE JEAN	10901 m²	non
Thierenbach	003	+00049	LA FERME DE THIERENBACH	7619 m²	non

42. Thierenbach - Occupants

ZAE	SIRET	NOM DE L'OCCUPANT
Thierenbach	50341857600016	D.L.V. - LES VIOLETTES
Thierenbach	43205222300018	LA FERME DE THIERENBACH (LA FERME DES MOINES)
Thierenbach	83057863900015	LARA SPA
Thierenbach	39511313700016	SARL LES IRIS

43. Grand Ballon

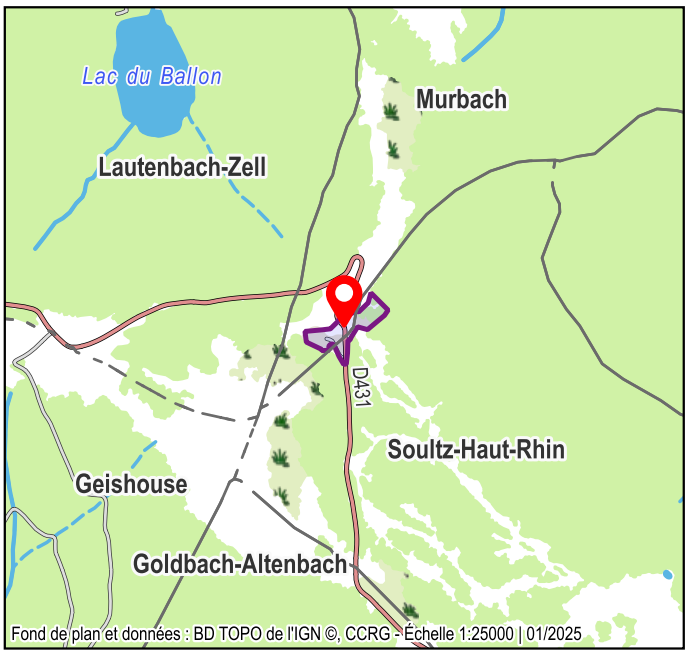
Soultz-Haut-Rhin - Murbach

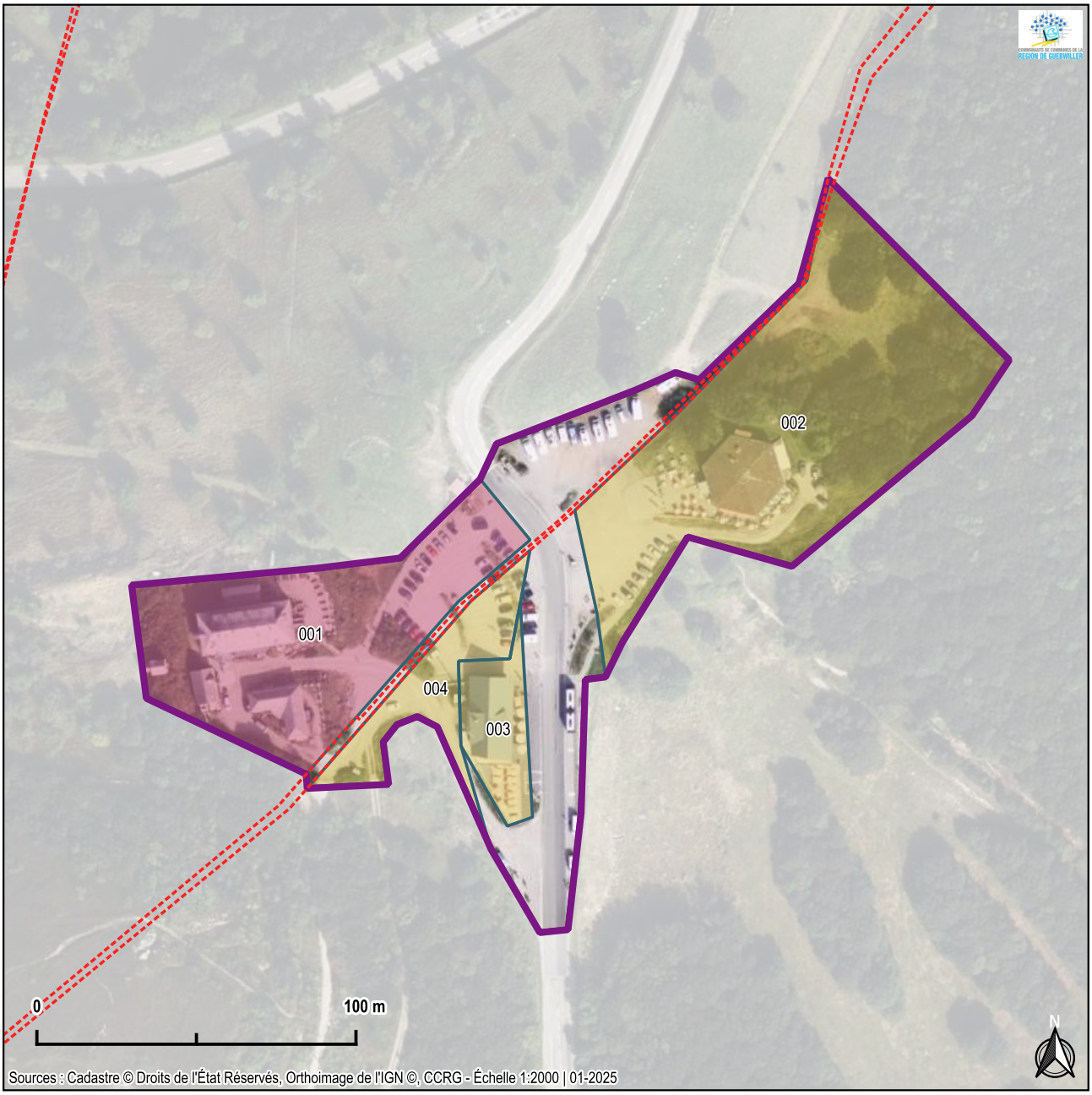
Vocation : **Touristique**

Surface de la ZAE : **2** ha
Nombre d'établissement(s) : **2**

Unité(s) foncière(s) : **4**
Unité(s) foncière(s) vacante(s) : **1** soit **25** %

Surface vacante : **0.51** ha soit **33** %
de la surface foncière totale





43. Grand Ballon - Unités Foncières (UF)

ZAE	UF	COMPTE	PROPRIÉTAIRE PRINCIPAL	SURFACE	VACANCE
Grand Ballon	001	+00032	CLUB VOSGIEN STRASBOURG	5116 m²	oui
Grand Ballon	002	B01060	BRILLE PASCAL GEORGES	8053 m²	non
Grand Ballon	003	+00755	RICHE MATTHIEU PAUL PIERRE	954 m²	non
Grand Ballon	004	+00019	COMMUNE DE SOULTZ HAUT RHIN	1377 m²	NULL

43. Grand Ballon - Occupants

ZAE	SIRET	NOM DE L'OCCUPANT
Grand Ballon	53277610100018	FAMILLE RICHE APICULTEURS - LA MAISON DE L'ABEILLE ET DU PAIN D'EPICES
Grand Ballon	30689539200026	LA VUE DES ALPES

44. Achatz

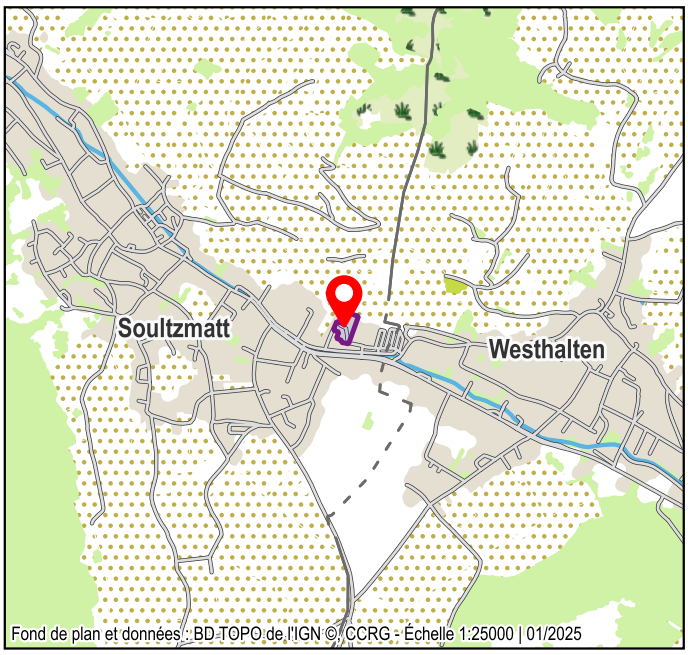
Soultzmatt

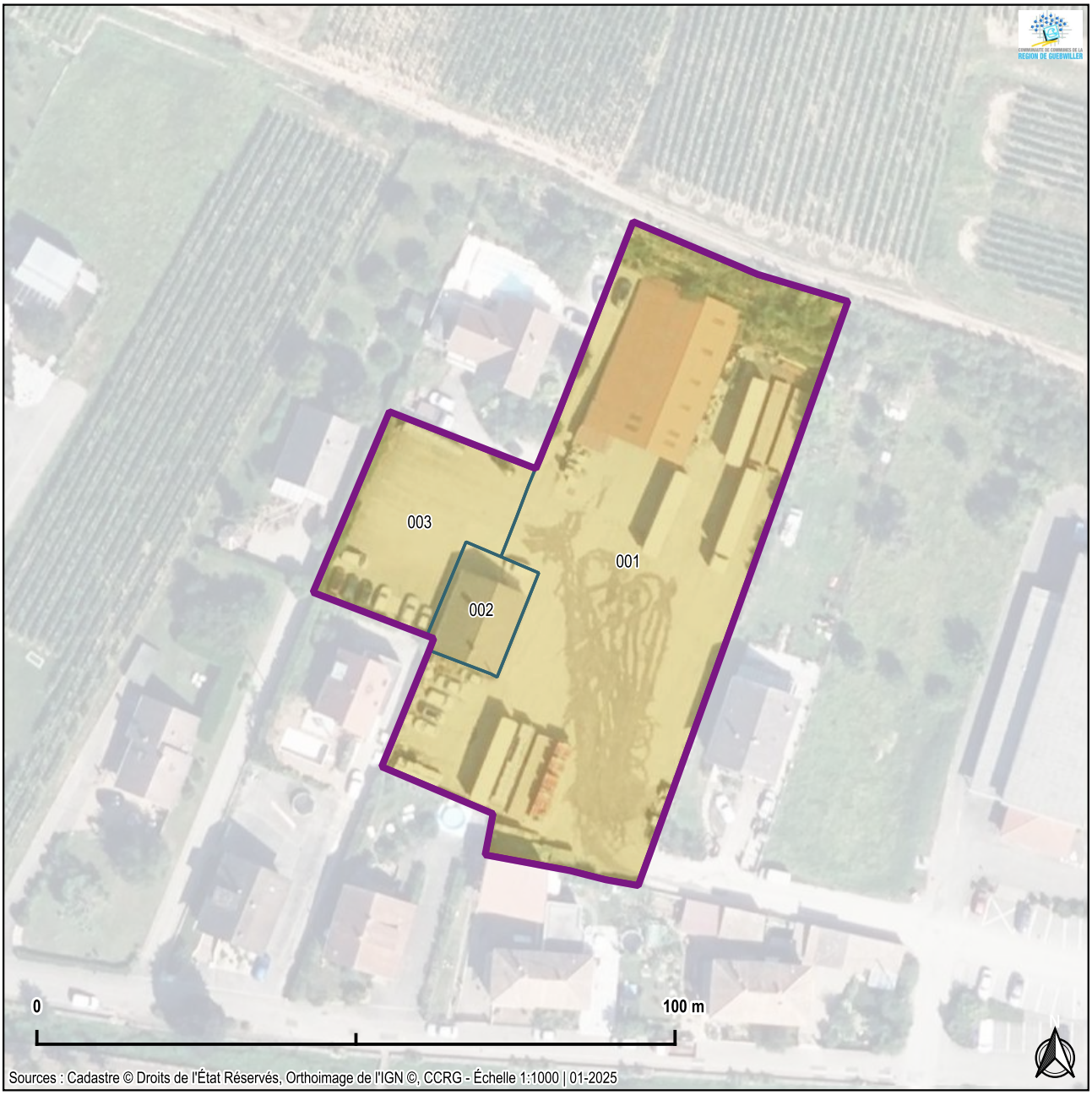
Vocation : **Artisanale**

Surface de la ZAE : **0.45** ha
Nombre d'établissement(s) : **1**

Unité(s) foncière(s) : **3**
Unité(s) foncière(s) vacante(s) : **0** soit **0** %

Surface vacante : **0** ha soit **0** %
de la surface foncière totale





44. Achatz - Unités Foncières (UF)

ZAE	UF	COMPTE	PROPRIÉTAIRE PRINCIPAL	SURFACE	VACANCE
Achatz	001	A00055	ACHATZ JEAN JUSTIN RENE	3623 m²	non
Achatz	002	+00122	ACHATZ JEAN JUSTIN RENE	219 m²	non
Achatz	003	A00037	ACHATZ JEAN JUSTIN RENE	669 m²	NULL

44. Achatz - Occupants

ZAE	SIRET	NOM DE L'OCCUPANT
Achatz	78803902200017	TRANSPORTS ACHATZ (TRANSPORTS DE LA VALLEE NOBLE)

45. Les Sources

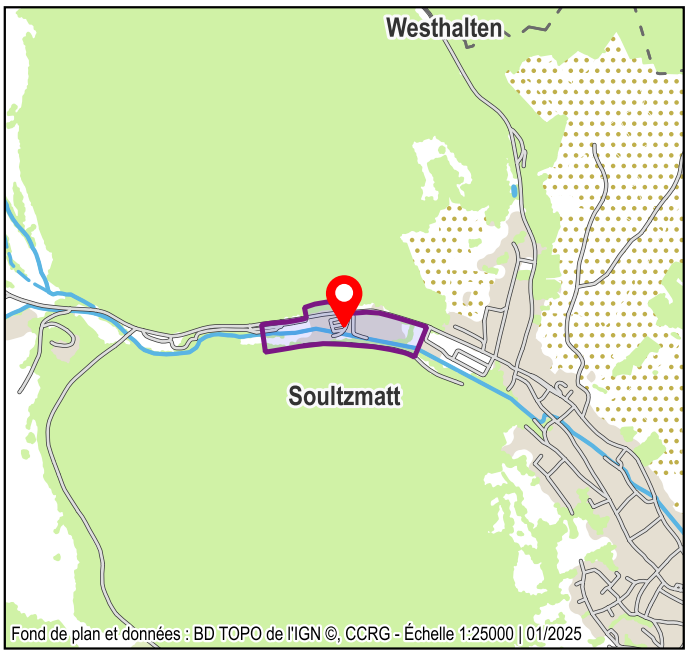
Soultzmatt

Vocation : **Touristique - Industrielle**

Surface de la ZAE : **5.87** ha
Nombre d'établissement(s) : **4**

Unité(s) foncière(s) : **5**
Unité(s) foncière(s) vacante(s) : **0** soit **0** %

Surface vacante : **0** ha soit **0** %
de la surface foncière totale





45. Les Sources - Unités Foncières (UF)

ZAE	UF	COMPTE	PROPRIÉTAIRE PRINCIPAL	SURFACE	VACANCE
Les Sources	001	+99809	COMMUNE DE SOULTZMATT	37002 m²	non
Les Sources	002	+00204	SARL DU MUSIC-HALL	9963 m²	non
Les Sources	003	+00206	SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE DES SOURCES DE SOULTZMATT	1645 m²	NULL
Les Sources	004	+00195	SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE DES SOURCES DE SOULTZMATT	224 m²	NULL
Les Sources	005	+99809	COMMUNE DE SOULTZMATT	4804 m²	NULL

45. Les Sources - Occupants

ZAE	SIRET	NOM DE L'OCCUPANT
Les Sources	91162423700010	BRASSERIE AU PETIT PARIS
Les Sources	83325806400017	LE PARADIS DES SOURCES (LE PDS)
Les Sources	44813546700026	LE PARADIS DES SOURCES (VDS EVENEMENTIEL)
Les Sources	38035643600010	S.E.M. DES SOURCES DE SOULTZMATT

46. Lussweg

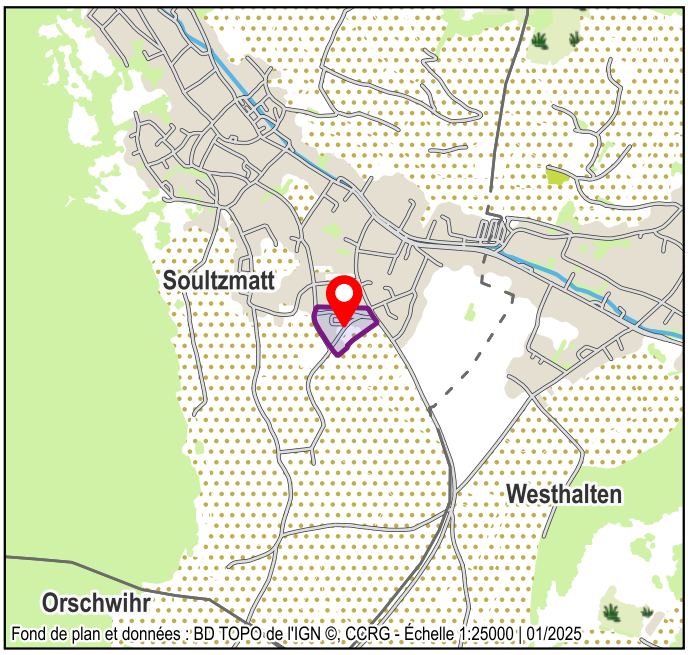
Soultzmatt

Vocation : **Artisanale - Services**

Surface de la ZAE : **2.06** ha
Nombre d'établissement(s) : **7**

Unité(s) foncière(s) : **12**
Unité(s) foncière(s) vacante(s) : **0** soit **0** %

Surface vacante : **0** ha soit **0** %
de la surface foncière totale





46. Lussweg - Unités Foncières (UF)

ZAE	UF	COMPTE	PROPRIÉTAIRE PRINCIPAL	SURFACE	VACANCE
Lussweg	001	+99809	COMMUNE DE SOULTZMATT	7890 m²	non
Lussweg	002	+00222	BARLEON	1075 m²	non
Lussweg	003	+00094	LA VALLEE BICKEL JEAN MARC ET FILS	2527 m²	non
Lussweg	004	+99809	COMMUNE DE SOULTZMATT	1301 m²	NULL
Lussweg	005	+00105	MURE MICHEL PAUL	2000 m²	non
Lussweg	006	P00114	PARMENTIER JEANNINE PAULETTE	2069 m²	NULL
Lussweg	007	+00231	L'ECRIN	1573 m²	non
Lussweg	008	B00532	BICKEL JEAN-MARC GEORGES	553 m²	non
Lussweg	009	B00223	BICKEL JEAN-MARC GEORGES	70 m²	NULL
Lussweg	010	+00105	MURE MICHEL PAUL	4 m²	NULL
Lussweg	011	B00532	BICKEL JEAN-MARC GEORGES	146 m²	NULL
Lussweg	012	+00200	C2M	34 m²	NULL

46. Lussweg - Occupants

ZAE	SIRET	NOM DE L'OCCUPANT
Lussweg	41470374400030	CARRELAGES MURE
Lussweg	24680056900096	CC DE LA REGION DE GUEBWILLER - DECHETERIE DE SOULTZMATT
Lussweg	21680318900010	COMMUNE DE SOULZMATT - SERVICES TECHNIQUES
Lussweg	80849538600019	EARL DE LA VALLEE
Lussweg	84807025600013	JEAN-FRANCOIS BICKEL
Lussweg	91347705500028	LE P'TIT UNIVERT
Lussweg	91271086000020	RESTAURANT L'ECRIN

47. Vallée Noble

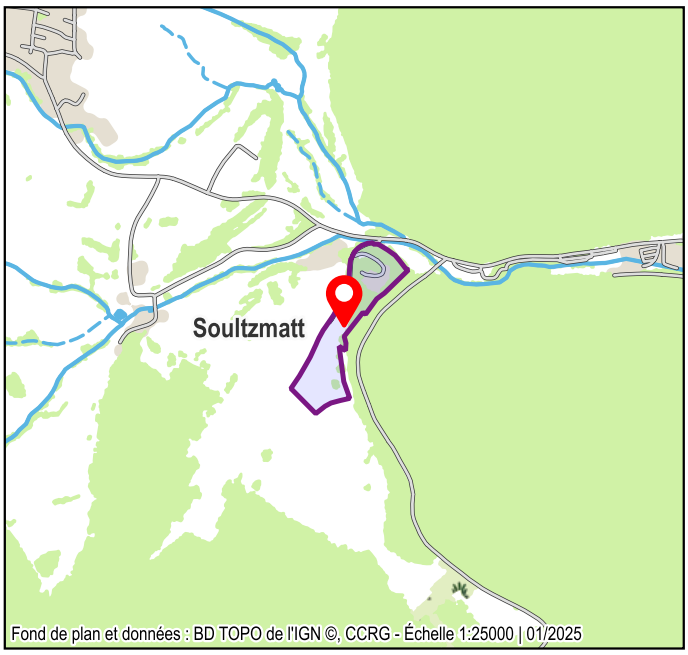
Soultzmatt

Vocation : **Touristique**

Surface de la ZAE : **6.8** ha
Nombre d'établissement(s) : **1**

Unité(s) foncière(s) : **5**
Unité(s) foncière(s) vacante(s) : **0** soit **0** %

Surface vacante : **0** ha soit **0** %
de la surface foncière totale





47. Vallée Noble - Unités Foncières (UF)

ZAE	UF	COMPTE	PROPRIÉTAIRE PRINCIPAL	SURFACE	VACANCE
Vallée Noble	001	+00194	SARL DE LA VALLEE NOBLE	21288 m²	non
Vallée Noble	002	+00117	AX EL	9995 m²	NULL
Vallée Noble	003	+99809	COMMUNE DE SOULTZMATT	25481 m²	NULL
Vallée Noble	004	+99809	COMMUNE DE SOULTZMATT	6747 m²	NULL
Vallée Noble	005	F00224	FLECK RENE PAUL	1822 m²	NULL

47. Vallée Noble - Occupants

ZAE	SIRET	NOM DE L'OCCUPANT
Vallée Noble	38035045400019	HOTEL LA VALLEE NOBLE ET LE LOGIS DES PINSONS

48. Zone artisanale du Canal

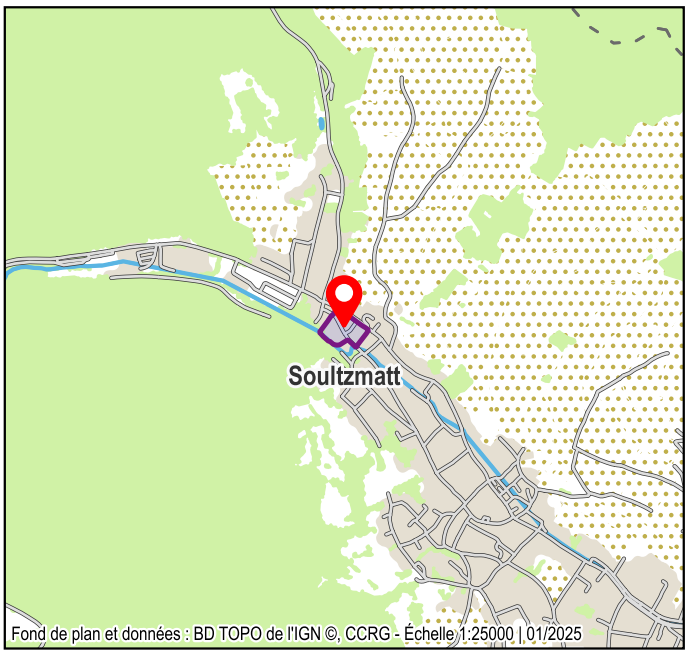
Soultzmatt

Vocation : **Artisanale**

Surface de la ZAE : **1.16** ha
Nombre d'établissement(s) : **5**

Unité(s) foncière(s) : **4**
Unité(s) foncière(s) vacante(s) : **1** soit **25** %

Surface vacante : **0.24** ha soit **26** %
de la surface foncière totale





48. Zone artisanale du Canal - Unités Foncières (UF)

ZAE	UF	COMPTE	PROPRIÉTAIRE PRINCIPAL	SURFACE	VACANCE
Zone artisanale du Canal	001	D00197	DEBENATH ERIC	2417 m²	oui
Zone artisanale du Canal	002	+00135	HUEBER HENRI	2361 m²	non
Zone artisanale du Canal	003	+00136	KRUST ERIC CHRISTIAN	1651 m²	non
Zone artisanale du Canal	004	+00156	PLACA ANGELO	2868 m²	non

48. Zone artisanale du Canal - Occupants

ZAE	SIRET	NOM DE L'OCCUPANT
Zone artisanale du Canal	32787908600020	AGENCE DISTRIBUTION VINS ET SPIRITUEUX (ADIVIS)
Zone artisanale du Canal	47789267300021	LE SALON N
Zone artisanale du Canal	41812224800028	RENOVATION PLACA
Zone artisanale du Canal	41386816700029	SODIVINS
Zone artisanale du Canal	40449254800023	TRANSPORTS KRUST

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 24680056900096	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT Communauté de commune à FPU CC REGION DE GUEBWILLER

POSTE COMPTABLE DE : SERVICE DE GESTION COMPTABLE DE GUEBWILLER

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 4 (1)

Budget primitif

BUDGET : CCRG BUDGET ENVIRONNEMENT (2)

ANNEE 2025

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 17
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 19

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 27
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 28
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 32
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 34
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 35
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations 36
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières 37
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 38
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes 39
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 40

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES | I

MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (4) cumulé de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (5) avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(4) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	9 559 100,00	7 150 678,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 2 408 422,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	9 559 100,00	9 559 100,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	2 593 425,00	2 644 100,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 50 675,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	2 644 100,00	2 644 100,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	12 203 200,00	12 203 200,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES — A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	4 989 150,00	0,00	5 095 425,00	5 095 425,00	5 095 425,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	534 196,00	0,00	545 700,00	545 700,00	545 700,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	1 324 650,00	0,00	1 534 100,00	1 534 100,00	1 534 100,00
Total des dépenses de gestion des services		**6 847 996,00**	**0,00**	**7 175 225,00**	**7 175 225,00**	**7 175 225,00**
66	Charges financières	120 000,00	0,00	93 000,00	93 000,00	93 000,00
67	Charges exceptionnelles	60 850,00	0,00	60 800,00	60 800,00	60 800,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	23 700,00		24 000,00	24 000,00	24 000,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**7 052 546,00**	**0,00**	**7 353 025,00**	**7 353 025,00**	**7 353 025,00**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*1 805 200,00*		*1 983 630,00*	*1 983 630,00*	*1 983 630,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*223 904,00*		*222 445,00*	*222 445,00*	*222 445,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***2 029 104,00***		***2 206 075,00***	***2 206 075,00***	***2 206 075,00***
TOTAL		**9 081 650,00**	**0,00**	**9 559 100,00**	**9 559 100,00**	**9 559 100,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**9 559 100,00**

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	15 450,00	0,00	11 600,00	11 600,00	11 600,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	6 058 674,00	0,00	6 077 300,00	6 077 300,00	6 077 300,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	607 250,00	0,00	856 091,00	856 091,00	856 091,00
75	Autres produits de gestion courante	139 191,00	0,00	139 150,00	139 150,00	139 150,00
Total des recettes de gestion des services		**6 820 565,00**	**0,00**	**7 084 141,00**	**7 084 141,00**	**7 084 141,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	21 000,00	0,00	27 000,00	27 000,00	27 000,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**6 841 565,00**	**0,00**	**7 111 141,00**	**7 111 141,00**	**7 111 141,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*38 768,00*		*39 537,00*	*39 537,00*	*39 537,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***38 768,00***		***39 537,00***	***39 537,00***	***39 537,00***
TOTAL		**6 880 333,00**	**0,00**	**7 150 678,00**	**7 150 678,00**	**7 150 678,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**2 408 422,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**9 559 100,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	**2 166 538,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et M. 43.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	2 200 300,00	0,00	2 335 888,00	2 335 888,00	2 335 888,00
Total des dépenses d'équipement		**2 200 300,00**	**0,00**	**2 335 888,00**	**2 335 888,00**	**2 335 888,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	185 000,00	0,00	185 000,00	185 000,00	185 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	20 173,00		20 000,00	20 000,00	20 000,00
Total des dépenses financières		**205 173,00**	**0,00**	**205 000,00**	**205 000,00**	**205 000,00**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**2 405 473,00**	**0,00**	**2 540 888,00**	**2 540 888,00**	**2 540 888,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*38 768,00*		*39 537,00*	*39 537,00*	*39 537,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*13 000,00*		*13 000,00*	*13 000,00*	*13 000,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***51 768,00***		***52 537,00***	***52 537,00***	***52 537,00***
TOTAL		**2 457 241,00**	**0,00**	**2 593 425,00**	**2 593 425,00**	**2 593 425,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	**50 675,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**2 644 100,00**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
13	Subventions d'investissement	9 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**9 400,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	360 996,00	0,00	374 025,00	374 025,00	374 025,00
106	Réserves (7)	100 000,00	0,00	51 000,00	51 000,00	51 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**460 996,00**	**0,00**	**425 025,00**	**425 025,00**	**425 025,00**

45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**470 396,00**	**0,00**	**425 025,00**	**425 025,00**	**425 025,00**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*1 805 200,00*		*1 983 630,00*	*1 983 630,00*	*1 983 630,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*223 904,00*		*222 445,00*	*222 445,00*	*222 445,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*13 000,00*		*13 000,00*	*13 000,00*	*13 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***2 042 104,00***		***2 219 075,00***	***2 219 075,00***	***2 219 075,00***
TOTAL		**2 512 500,00**	**0,00**	**2 644 100,00**	**2 644 100,00**	**2 644 100,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**2 644 100,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**2 166 538,00**

(1) cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	5 095 425,00		5 095 425,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	545 700,00		545 700,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	1 534 100,00		1 534 100,00
66	Charges financières	93 000,00	*0,00*	93 000,00
67	Charges exceptionnelles	60 800,00	*0,00*	60 800,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*222 445,00*	222 445,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	24 000,00		24 000,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*1 983 630,00*	1 983 630,00
Dépenses d'exploitation – Total		**7 353 025,00**	***2 206 075,00***	**9 559 100,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**9 559 100,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	*39 537,00*	39 537,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	185 000,00	*0,00*	185 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	2 335 888,00		2 335 888,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	2 000,00	2 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	11 000,00	11 000,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	20 000,00		20 000,00
Dépenses d'investissement – Total		**2 540 888,00**	***52 537,00***	**2 593 425,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**50 675,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**2 644 100,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	11 600,00		11 600,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	6 077 300,00		6 077 300,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	856 091,00		856 091,00
75	Autres produits de gestion courante	139 150,00		139 150,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	27 000,00	*39 537,00*	66 537,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes d'exploitation – Total		**7 111 141,00**	***39 537,00***	**7 150 678,00**

\+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**2 408 422,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**9 559 100,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	374 025,00	*0,00*	374 025,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*13 000,00*	13 000,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*222 445,00*	222 445,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*1 983 630,00*	1 983 630,00
Recettes d'investissement – Total		**374 025,00**	***2 219 075,00***	**2 593 100,00**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**51 000,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**2 644 100,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et en M. 43.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**4 989 150,00**	**5 095 425,00**	**5 095 425,00**
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	11 700,00	11 700,00	11 700,00
6063	Fournitures entretien et petit équipt	6 500,00	8 000,00	8 000,00
6064	Fournitures administratives	4 300,00	4 200,00	4 200,00
6066	Carburants	3 600,00	2 500,00	2 500,00
6068	Autres matières et fournitures	39 000,00	34 200,00	34 200,00
611	Sous-traitance générale	4 683 000,00	4 785 025,00	4 785 025,00
6135	Locations mobilières	30 000,00	25 000,00	25 000,00
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	5 000,00	9 000,00	9 000,00
61523	Entretien, réparations réseaux	4 000,00	1 000,00	1 000,00
61528	Entretien,réparation autres biens immob.	1 000,00	1 000,00	1 000,00
61551	Entretien matériel roulant	1 500,00	1 500,00	1 500,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	20 000,00	20 000,00	20 000,00
6156	Maintenance	58 525,00	61 000,00	61 000,00
6161	Multirisques	2 600,00	4 500,00	4 500,00
6168	Autres	1 100,00	1 600,00	1 600,00
617	Etudes et recherches	6 125,00	0,00	0,00
618	Divers	3 300,00	3 000,00	3 000,00
6226	Honoraires	2 000,00	2 000,00	2 000,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	2 000,00	2 000,00	2 000,00
6228	Divers	2 000,00	2 000,00	2 000,00
6231	Annonces et insertions	500,00	500,00	500,00
6236	Catalogues et imprimés	12 000,00	12 000,00	12 000,00
6237	Publications	20 000,00	25 000,00	25 000,00
6241	Transports sur achats	500,00	0,00	0,00
6248	Divers	3 000,00	2 000,00	2 000,00
6256	Missions	1 000,00	1 000,00	1 000,00
6261	Frais d'affranchissement	26 000,00	35 000,00	35 000,00
6262	Frais de télécommunications	20 000,00	20 000,00	20 000,00
627	Services bancaires et assimilés	1 000,00	2 000,00	2 000,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	5 000,00	5 500,00	5 500,00
6288	Autres	400,00	500,00	500,00
63512	Taxes foncières	12 500,00	12 700,00	12 700,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**534 196,00**	**545 700,00**	**545 700,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	30 000,00	37 000,00	37 000,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 950,00	1 950,00	1 950,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	6 350,00	7 100,00	7 100,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	1 200,00	1 200,00	1 200,00
6411	Salaires, appointements, commissions	277 150,00	296 000,00	296 000,00
6413	Primes et gratifications	61 300,00	56 200,00	56 200,00
6415	Supplément familial	1 750,00	1 900,00	1 900,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	51 500,00	58 700,00	58 700,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	65 600,00	53 000,00	53 000,00
6454	Cotisations au Pôle emploi	4 300,00	6 000,00	6 000,00
6458	Cotisat° autres organismes sociaux	2 450,00	2 650,00	2 650,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	3 946,00	2 800,00	2 800,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	2 150,00	2 000,00	2 000,00
6478	Autres charges sociales diverses	12 400,00	7 700,00	7 700,00
648	Autres charges de personnel	12 150,00	11 500,00	11 500,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**1 324 650,00**	**1 534 100,00**	**1 534 100,00**
6531	Indemnités élus	12 900,00	12 900,00	12 900,00
6533	Cotisations de retraite élus	1 700,00	1 500,00	1 500,00
6534	Cotis. sécurité sociale élus - part pat.	4 350,00	4 000,00	4 000,00
6541	Créances admises en non-valeur	100 000,00	100 000,00	100 000,00
6588	Autres ch. diverses de gestion courante	1 205 700,00	1 415 700,00	1 415 700,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		**6 847 996,00**	**7 175 225,00**	**7 175 225,00**

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
66	**Charges financières (b) (8)**	**120 000,00**	**93 000,00**	**93 000,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	120 000,00	90 000,00	90 000,00
6688	Autre	0,00	3 000,00	3 000,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**60 850,00**	**60 800,00**	**60 800,00**
673	Titres annulés sur exercices antérieurs	500,00	500,00	500,00
6743	Subventions exceptionnelles fonctionnt	350,00	300,00	300,00
678	Autres charges exceptionnelles	60 000,00	60 000,00	60 000,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**23 700,00**	**24 000,00**	**24 000,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		**7 052 546,00**	**7 353 025,00**	**7 353 025,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***1 805 200,00***	***1 983 630,00***	***1 983 630,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***223 904,00***	***222 445,00***	***222 445,00***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*223 904,00*	*222 445,00*	*222 445,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***2 029 104,00***	***2 206 075,00***	***2 206 075,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***2 029 104,00***	***2 206 075,00***	***2 206 075,00***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**9 081 650,00**	**9 559 100,00**	**9 559 100,00**

	+
RESTES A REALISER N-1 (13)	**0,00**
	+
D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	**0,00**
	=
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**9 559 100,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 4 et M. 43.

(8) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**15 450,00**	**11 600,00**	**11 600,00**
64198	Autres remboursements	15 450,00	11 600,00	11 600,00
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**6 058 674,00**	**6 077 300,00**	**6 077 300,00**
706	Prestations de services	5 600 000,00	5 650 000,00	5 650 000,00
707	Ventes de marchandises	174,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses	15 000,00	8 000,00	8 000,00
70871	Remb. frais par coll. de rattachement	8 500,00	9 000,00	9 000,00
7088	Autres produits activités annexes	435 000,00	410 300,00	410 300,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**607 250,00**	**856 091,00**	**856 091,00**
74	Subventions d'exploitation	607 250,00	856 091,00	856 091,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**139 191,00**	**139 150,00**	**139 150,00**
7581	FCTVA	200,00	200,00	200,00
7588	Autres	138 991,00	138 950,00	138 950,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75	**6 820 565,00**	**7 084 141,00**	**7 084 141,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**21 000,00**	**27 000,00**	**27 000,00**
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	1 000,00	1 000,00	1 000,00
778	Autres produits exceptionnels	20 000,00	26 000,00	26 000,00
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**6 841 565,00**	**7 111 141,00**	**7 111 141,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***38 768,00***	***39 537,00***	***39 537,00***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*38 768,00*	*39 537,00*	*39 537,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***38 768,00***	***39 537,00***	***39 537,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**6 880 333,00**	**7 150 678,00**	**7 150 678,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**2 408 422,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**9 559 100,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1203	**Opération d'équipement n° 1203 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1205	**Opération d'équipement n° 1205 (5)**	**0,00**	**25 000,00**	**25 000,00**
1501	**Opération d'équipement n° 1501 (5)**	**104 300,00**	**93 060,00**	**93 060,00**
1701	**Opération d'équipement n° 1701 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2001	**Opération d'équipement n° 2001 (5)**	**117 500,00**	**136 300,00**	**136 300,00**
2002	**Opération d'équipement n° 2002 (5)**	**81 500,00**	**15 000,00**	**15 000,00**
2003	**Opération d'équipement n° 2003 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2101	**Opération d'équipement n° 2101 (5)**	**1 897 000,00**	**2 066 528,00**	**2 066 528,00**
	Total des dépenses d'équipement	**2 200 300,00**	**2 335 888,00**	**2 335 888,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**185 000,00**	**185 000,00**	**185 000,00**
1641	Emprunts en euros	185 000,00	185 000,00	185 000,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**20 173,00**	**20 000,00**	**20 000,00**
	Total des dépenses financières	**205 173,00**	**205 000,00**	**205 000,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**2 405 473,00**	**2 540 888,00**	**2 540 888,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***38 768,00***	***39 537,00***	***39 537,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***38 768,00***	***39 537,00***	***39 537,00***
13911	*Sub. équipt cpte résult. Etat*	*788,00*	*788,00*	*788,00*
13912	*Sub. équipt cpte résult. Régions*	*10 812,00*	*10 812,00*	*10 812,00*
13913	*Sub. équipt cpte résult. Départements*	*10 419,00*	*10 419,00*	*10 419,00*
13914	*Sub. équipt cpte résult. Communes*	*633,00*	*1 402,00*	*1 402,00*
13917	*Sub. équipt cpte résult.Budget communaut*	*2 164,00*	*2 164,00*	*2 164,00*
139188	*des tiers*	*13 952,00*	*13 952,00*	*13 952,00*
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***13 000,00***	***13 000,00***	***13 000,00***
2135	*Installations générales, agencements*	*2 000,00*	*2 000,00*	*2 000,00*
2313	*Constructions*	*11 000,00*	*11 000,00*	*11 000,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***51 768,00***	***52 537,00***	***52 537,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**2 457 241,00**	**2 593 425,00**	**2 593 425,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**50 675,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**2 644 100,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**9 400,00**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. équipt Etat et établ. Nationaux	0,00	0,00	0,00
1312	Subv. équipt Régions	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. équipt Départements	0,00	0,00	0,00
1314	Subv. équipt Communes	9 400,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
238	Avances commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**9 400,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**460 996,00**	**425 025,00**	**425 025,00**
10222	FCTVA	360 996,00	374 025,00	374 025,00
1068	Autres réserves	100 000,00	51 000,00	51 000,00
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**460 996,00**	**425 025,00**	**425 025,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**470 396,00**	**425 025,00**	**425 025,00**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***1 805 200,00***	***1 983 630,00***	***1 983 630,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***223 904,00***	***222 445,00***	***222 445,00***
28033	*Frais d'insertion*	*23,00*	*23,00*	*23,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*869,00*	*869,00*	*869,00*
28128	*Aménagement Autres terrains*	*24 483,00*	*24 483,00*	*24 483,00*
28131	*Bâtiments*	*127 225,00*	*127 096,00*	*127 096,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*13 738,00*	*13 924,00*	*13 924,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*2 821,00*	*2 250,00*	*2 250,00*
28154	*Matériel industriel*	*49 273,00*	*48 403,00*	*48 403,00*
28157	*Aménagements des matériels industriels*	*373,00*	*373,00*	*373,00*
28158	*Autres*	*0,00*	*48,00*	*48,00*
28182	*Matériel de transport*	*2 588,00*	*2 588,00*	*2 588,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*2 257,00*	*2 005,00*	*2 005,00*
28184	*Mobilier*	*199,00*	*383,00*	*383,00*
28188	*Autres*	*55,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	***2 029 104,00***	***2 206 075,00***	***2 206 075,00***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***13 000,00***	***13 000,00***	***13 000,00***
2031	*Frais d'études*	*11 000,00*	*11 000,00*	*11 000,00*
2033	*Frais d'insertion*	*2 000,00*	*2 000,00*	*2 000,00*
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***2 042 104,00***	***2 219 075,00***	***2 219 075,00***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**2 512 500,00**	**2 644 100,00**	**2 644 100,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9	**0,00**

=

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES			**2 644 100,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 1203 (1)
LIBELLE : Construction du bâtiment SPL FLORIOM

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**1 867 816,51**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**2 491,11**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2111	Terrains nus	2 491,11	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**1 865 325,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	1 841 494,92	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo. incorp.	23 830,48	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1312	Subv. équipt Régions	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c+d) – (a+b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 1205 (1)
LIBELLE : Recyclerie

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**1 719 822,20**	**a 0,00**	**25 000,00**	**b 25 000,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**25 000,00**	**25 000,00**	**0,00**
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	25 000,00	25 000,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**1 719 822,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	1 700 094,04	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo. incorp.	19 728,16	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1312	Subv. équipt Régions	0,00	0,00
1313	Subv. équipt Départements	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**
238	Avances commandes immo. incorp.	0,00	0,00

RESULTAT = (c+d) – (a+b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-25 000,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 1501 (1)
LIBELLE : Equipements du service Environnement

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**402 216,75**	**a 0,00**	**93 060,00**	**b 93 060,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**6 049,52**	**0,00**	**41 060,00**	**41 060,00**	**0,00**
2051	Concessions et droits assimilés	6 049,52	0,00	41 060,00	41 060,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**396 167,23**	**0,00**	**52 000,00**	**52 000,00**	**0,00**
2135	Installations générales, agencements	22 447,06	0,00	1 000,00	1 000,00	0,00
2154	Matériel industriel	281 872,27	0,00	45 000,00	45 000,00	0,00
2182	Matériel de transport	46 402,04	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	39 527,15	0,00	4 000,00	4 000,00	0,00
2184	Mobilier	5 918,71	0,00	2 000,00	2 000,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. équipt Etat et établ. Nationaux	0,00	0,00
1314	Subv. équipt Communes	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c+d) – (a+b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-93 060,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 1701 (1)
LIBELLE : Installations en déchèteries

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**50 628,45**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**50 628,45**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2135	Installations générales, agencements	23 466,79	0,00	0,00	0,00	0,00
2153	Installations à caractère spécifique	15 634,81	0,00	0,00	0,00	0,00
2154	Matériel industriel	10 560,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	966,85	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c+d) – (a+b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2001 (1)
LIBELLE : Aménagement des déchèteries de Buhl et Soltz

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**362 926,72**	**a 0,00**	**136 300,00**	**b 136 300,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**602,54**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2033	Frais d'insertion	602,54	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**362 324,18**	**0,00**	**136 300,00**	**136 300,00**	**0,00**
2135	Installations générales, agencements	345 594,99	0,00	99 300,00	99 300,00	0,00
2153	Installations à caractère spécifique	12 166,05	0,00	32 000,00	32 000,00	0,00
2154	Matériel industriel	0,00	0,00	4 000,00	4 000,00	0,00
21783	Matériel bureau, info. (mise à dispo)	333,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	4 230,14	0,00	1 000,00	1 000,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1312	Subv. équipt Régions	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c+d) – (a+b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-136 300,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2002 (1)
LIBELLE : Aménagement des bornes à verre

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**116 101,83**	**a 0,00**	**15 000,00**	**b 15 000,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**627,98**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2033	Frais d'insertion	627,98	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**115 473,85**	**0,00**	**15 000,00**	**15 000,00**	**0,00**
2135	Installations générales, agencements	62 000,00	0,00	15 000,00	15 000,00	0,00
2154	Matériel industriel	53 473,85	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1314	Subv. équipt Communes	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c+d) – (a+b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-15 000,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2003 (1)
LIBELLE : Bâtiment FloRIOM

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**186 576,15**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**12 014,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	12 014,40	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**174 561,75**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	174 561,75	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c+d) – (a+b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2101 (1)
LIBELLE : Bâtiment des services techniques

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**25 701,89**	**a 0,00**	**2 066 528,00**	**b 2 066 528,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**464,63**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2033	Frais d'insertion	464,63	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**4 474,26**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2135	Installations générales, agencements	4 474,26	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**20 763,00**	**0,00**	**2 066 528,00**	**2 066 528,00**	**0,00**
2313	Constructions	20 763,00	0,00	2 066 528,00	2 066 528,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c+d) – (a+b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-2 066 528,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A1.1

A1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de trésorerie de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
3806	03/10/2024	1 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**1 500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**3 744 500,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					3 744 500,00									
32474917	BANQUE CCM GUEBWILLER	08/07/2010		31/03/2020	384 500,00	F		3,750	2,529		T	X Echéance constante	O	A-1
32474922	BANQUE CCM GUEBWILLER	12/03/2014		30/09/2014	980 000,00	F		3,650	3,703		T	C		A-1
86290166417	BANQUE CRCAM	31/12/2015		31/03/2016	650 000,00	F		1,890	1,902		T	X Echéance constante		A-1
9216486	BANQUE CAISSE D EPARGNE	27/05/2013		30/09/2013	360 000,00	F		3,710	3,710		T	C		A-1
9455779	BANQUE CAISSE D EPARGNE	14/10/2014		31/01/2015	1 200 000,00	F		2,640	2,669		T	C		A-1
9749546	BANQUE CAISSE D EPARGNE	07/06/2016		31/12/2016	170 000,00	F		1,620	1,643		T	C		A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**3 744 500,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**1 740 725,01**					**179 746,84**	**46 791,13**	**0,00**	**2 496,87**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		1 740 725,01					179 746,84	46 791,13	0,00	2 496,87
32474917		0,00	A-1	34 794,61	2,67	F		2,529	12 241,33	1 133,99	0,00	2,35
32474922		0,00	A-1	465 500,00	9,42	F		3,703	49 000,00	16 320,07	0,00	42,23
86290166417		0,00	A-1	387 555,40	10,92	F		1,902	32 005,51	7 098,85	0,00	18,67
9216486		0,00	A-1	153 000,00	8,42	F		3,710	18 000,00	5 425,88	0,00	13,91
9455779		0,00	A-1	600 000,00	9,75	F		2,669	60 000,00	15 246,00	0,00	2 415,60
9749546		0,00	A-1	99 875,00	11,67	F		1,643	8 500,00	1 566,34	0,00	4,11
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	**Emprunts et dettes au 01/01/N**											
						Taux d'intérêt			**Annuité de l'exercice**			
	Couverture ? O/N (10)	**Montant couvert**	**Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)**	**Capital restant dû au 01/01/N**	**Durée résiduelle (en années)**	**Type de taux (12)**	**Index (13)**	**Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)**	**Capital**	**Charges d'intérêt (15)**	**Intérêts perçus (le cas échéant) (16)**	**ICNE de l'exercice**
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**1 740 725,01**					**179 746,84**	**46 791,13**	**0,00**	**2 496,87**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	6	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	1 740 725,01	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : €	

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Agencements et aménagements de bâtiments, installations elec.	20	01/01/2000
L	Appareillage, matériel de bureau, outillage, conteneurs	10	01/01/2000
L	Bâtiments durables	60	01/01/2000
L	Bâtiments légers, abris	15	01/01/2000
L	Engins de travaux publics, véhicules	8	01/01/2000
L	informatique	5	01/01/2000
L	Mobilier de bureau	15	01/01/2000
L	Ouvrages lourds et voirie	30	01/01/2000
L	Subventions d'équipements	15	01/01/2000

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS	A3.1

A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE prévisionnel au 31/12/N
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL BUDGETAIRES	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (2)	**0,00**		**630 000,00**	**630 000,00**	**0,00**	**630 000,00**
Provision pour créances irrécouvrables	0,00	31/12/2021	630 000,00	630 000,00	0,00	630 000,00
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	**0,00**		**630 000,00**	**630 000,00**	**0,00**	**630 000,00**

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES	A4.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-50 675,00**	**-50 675,00**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-50 675,00**	**-50 675,00**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Affectation au 106 (C)	**51 000,00**	**51 000,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-50 675,00**	**-50 675,00**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**325,00**	**325,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**244 537,00**	**244 537,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**2 580 100,00**	**2 580 100,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**2 335 563,00**	**2 335 563,00**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**244 537,00**	**I**	**244 537,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**185 000,00**		**185 000,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	185 000,00		185 000,00
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**59 537,00**		**59 537,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*39 537,00*		*39 537,00*
020	Dépenses imprévues	20 000,00		20 000,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**2 580 100,00**	**III 2 580 100,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**374 025,00**	**374 025,00**
10222	FCTVA	374 025,00	374 025,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**2 206 075,00**	**2 206 075,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
28033	*Frais d'insertion*	*23,00*	*23,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*869,00*	*869,00*
28128	*Aménagement Autres terrains*	*24 483,00*	*24 483,00*
28131	*Bâtiments*	*127 096,00*	*127 096,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*13 924,00*	*13 924,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*2 250,00*	*2 250,00*
28154	*Matériel industriel*	*48 403,00*	*48 403,00*
28157	*Aménagements des matériels industriels*	*373,00*	*373,00*
28158	*Autres*	*48,00*	*48,00*
28182	*Matériel de transport*	*2 588,00*	*2 588,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*2 005,00*	*2 005,00*
28184	*Mobilier*	*383,00*	*383,00*
28188	*Autres*	*0,00*	*0,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*		
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*		
021	*Virement de la section d'exploitation*	*1 983 630,00*	*1 983 630,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 41
Nombre de membres présents : 34
Nombre de suffrages exprimés : 39
VOTES :
Pour : 39
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 31 JAN. 2025

Présenté par (1) Le Président,
A Guebwiller le 13/02/2025
(1) Le Président,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session Ordinaire
A Guebwiller, le 13/02/2025
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

Certifié exécutoire par (1) Le Président, compte tenu de la transmission en préfecture, le 24 FEV. 2025, et de la publication le 24 FEV. 2025
A Guebwiller,le 24 FEV. 2025

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...
(2) L'assemblée délibérante étant : le Conseil Communautaire.
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

PROGRAMME 2025
GERPLAN de la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller

ANNEXE 17

				co-financement (en %)					coût prévisionnel		participation financière (en €)					
intitulé de l'action	**informations sur opération**	**I/F**	**MO**	**EPCI**	**commune(s)**	**CeA**	**région**	**autres (à préciser)**	**coût TTC**	**coût HT**	**EPCI**	**commune**	**CeA**	**région**	**autres (à préciser)**	**commentaires**
Organisation d'animations en partenariat avec le CPIE Hautes-Vosges et la Maison de la Nature du Vieux Canal.	Animations proposées aux élèves du cycle 3 des écoles primaires du territoire de la CCRG sur les thèmes du gaspillage alimentaire, des énergies fossiles et renouvelables, de l'éco-consommation, de l'eau et de la biodiversité.	F	CCRG	50%		50%			10 000 €	10 000 €	5 000 €		5 000 €			7è édition : partenariat avec la Maison de la Nature du Vieux-Canal et le CPIE Hautes-Vosges. Programme très apprécié par le corps enseignant. Malgré l'augmentation des créneaux (passant de 30 à 40) des classes ont dûes être refusées.
sous-total de cet axe									**10 000 €**	**10 000 €**	**5 000 €**		**5 000 €**			
Orientation 2 : Sauvegarder et valoriser les paysages identitaires																
Plantation et entretien de vergers	entretien de 75 arbres fruitiers plantés depuis 2020 et plantation de 12 nouveaux fruitiers. Acquisition de matériels pour la plantation	I	Association Val Linthal			40%		60%	2 500 €	2 500 €		600 €	720 €		1 180 €	Participation des communes concernées par le projet (Lautenbach, Lautenbach-Zell et Linthal) à hauteur de 200 € par commune.
Action de sensibilisation au Jardinage au naturel	Comme pour 2022 et 2023, organisation d'une distribution de broyat de branches, sur 1/2 journée - Avec participation des Eco-jardiniers du SM4	F	CCRG	100%					p.m.	p.m.	p.m.		p.m.			A l'instar de 2024, le broyat sera mis à disposition lors de la distribution des arbres et arbustes courant novembre 2025.
Action de sensibilisation au Jardinage au naturel	Atelier fabrication de nichoirs à passereaux, en bois, grand public + Mini-présentation des oiseaux du jardin	F	CCRG	100%					p.m.	p.m.	p.m.		p.m.			Organisation d'1 évènement, sur 1/2 journée, dans le cadre d'une manifestation nationale comme la Fête de la Nature (uniquement pour mémoire) --> A voir pour participation du groupe local de la LPO Alsace - **Report 2024**
Mettre en valeur des sites naturels, paysagers et historiques secondaires	Découverte des richesses naturelles d'un site de la CCRG sur le modèle des visites de 2022 (vergers Schweighouse et murets en pierres sèches Buhl), 2023 (glaisière Hartmannswiller et tuilerie Wuenheim), 2024 (secteur viticole de Guebwiller et paysages à Lautenbach) en partenariat avec la Pays d'art et d'histoire	F	CCRG	100%					p.m.	p.m.	p.m.		p.m.			Sur 1/2 journée, lieu et date à définir --> Eventuellement secteur vergers du Winterhalt à Soultz et Liebourg à Jungholtz
Création de haies vives et plantation d'arbres fruitiers	Plantation d'une haie champêtre à l'arrière du gymnase du lycée Deck, à Guebwiller	I	CCRG	100%					250 €	208 €	250 €		0 €			Linéaire de 30 à 35 m, sur 2 rangées --> Report 2024
Création de haies vives et plantation d'arbres fruitiers	Atelier-animation grand public sur le saule têtard	F	CCRG	100%					p.m.	p.m.	p.m.		p.m.			Animation de 2 heures, à prévoir à l'automne 2025 en ciblant le monde agricole - présentation des enjeux patrimoniaux et écologiques du saule têtard, démonstration de taille et plantation de nouvelles boutures. Distribution de boutures de saules aux participants.
sous-total de cet axe									**2 750 €**	**2 708 €**	**250 €**	**600 €**	**720 €**	**0 €**	**1 180 €**	
Orientation 3 : Préserver le patrimoine naturel																
Restauration de murets en pierres sèches	Réfection du muret en pierres sèches - chemin du Réservoir (2 parties)	I	BUHL		60%	40%			13 176 €	10 980 €		5 271 €	2 990 €			Remise en état des murets qui soutiennent les chemins du vignoble pour les sécuriser davantage. Partie 1 de 6ml, partie 2 de 7ml
Sorties natures	Organisation de sorties natures sur des thématiques à définir	F	CCRG	100%					p.m.	p.m.	p.m.		p.m.			destinée aux membres de la Commission
Sorties natures "grand public"	Organisation de sorties natures sur des thématiques à définir	F	CCRG	60%		40%			750 €	750 €	450 €		300 €			3 sorties de 3 h guidées par la Maison de la Nature du Vieux Canal
Préserver un réseau de micro-sites naturels à l'échelle de la CCRG	Aménagement de structures composées de pierres sèches et de vieux bois pour accueillir la petite faune, au niveau de l'aire d'épandage de crues dans la ZA de Soultz	I	CCRG	100%					p.m.	p.m.	p.m.		p.m.			Dans la continuité des actions engagées en 2023, prévoir un 2ème aménagement en pierre et vieux bois, dans le linéaire de haies. Report 2024

				co-financement (en %)					coût prévisionnel		participation financière (en €)					
intitulé de l'action	**informations sur opération**	**I/F**	**MO**	**EPCI**	**commune(s)**	**CeA**	**région**	**autres (à préciser)**	**coût TTC**	**coût HT**	**EPCI**	**commune**	**CeA**	**région**	**autres (à préciser)**	**commentaires**
Promouvoir les haies vives, des jardins et des potagers respectueux de l'environnement et des paysages	Atelier-animation grand public sur les plantes vivaces résistantes à la sécheresse et l'aménagement de massifs secs	F	CCRG	100%					p.m.	p.m.	p.m.		p.m.			Sur la base des aménagements réalisés en 2023 au camping : visite avec présentation de quelques vivaces à privilégier pour un massif sec, durée 2 heures. Report 2024
Opération de commande groupée d'arbres et d'arbustes	10ème édition de l'opération de commande groupée d'arbres et d'arbustes.	F	CCRG	50%					4 000 €	3 333 €	2 000 €		2 000 €			
sous-total de cet axe									**17 926 €**	**15 063 €**	**2 450 €**	**5 271 €**	**5 290 €**			
total général									**30 676 €**	**27 771 €**	**7 700 €**	**5 871 €**	**11 010 €**	**0 €**	**1 180 €**	

BILAN 2024

GERPLAN de la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller

				co-financement (en %)					coût		participation financière (en €)					
intitulé de l'action	**informations sur opération**	**I/F**	**MO**	**EPCI**	**commune(s)**	**CeA**	**région**	**autres (à préciser)**	**coût TTC**	**coût HT**	**EPCI**	**commune**	**CeA**	**région**	**autres (à préciser)**	**commentaires**
Organisation d'animations en partenariat avec le CPIE Hautes-Vosges et la Maison de la Nature du Vieux Canal.	Animations proposées aux élèves du cycle 3 des écoles primaires du territoire de la CCRG sur les thèmes du gaspillage alimentaire, des énergies fossiles et renouvelables, de l'éco-consommation, de l'eau et de la biodiversité.	F	CCRG	50%		50%			10 000 €	10 000 €	5 000 €		5 000 €			6è édition : partenariat avec la Maison de la Nature du Vieux-Canal et le CPIE Hautes-Vosges. Nouveauté : Faune sauvage de nos montagnes et Mammifères de nos forêts de plaine. 40 classes participantes pour 931 élèves. **Réalisé**
sous-total de cet axe									**10 000 €**	**10 000 €**	**5 000 €**		**5 000 €**			
Orientation 2 : Sauvegarder et valoriser les paysages identitaires																
Action de sensibilisation au Jardinage au naturel	Comme pour 2022 et 2023, organisation d'une distribution de broyat de branches, sur 1/2 journée - Avec participation des Eco-jardiniers du SM4	F	CCRG	100%					p.m.	p.m.	p.m.		p.m.			En 2024: effectuée en même temps que la distribution des arbustes et fruitiers les 15 et 16 novembre 2024. Entre 15 et 20 usagers ont récupéré du broyat. **Réalisé**
Action de sensibilisation au Jardinage au naturel	Atelier fabrication de nichoirs à passereaux, en bois, grand public + Mini-présentation des oiseaux du jardin	F	CCRG	100%					p.m.	p.m.	p.m.		p.m.			Organisation d'1 évènement, sur 1/2 journée, dans le cadre d'une manifestation nationale comme la Fête de la Nature (uniquement pour mémoire) --> A voir pour participation du groupe local de la LPO Alsace - **non réalisé - report 2025**
Mettre en valeur des sites naturels, paysagers et historiques secondaires	Découverte des richesses naturelles d'un site de la CCRG sur le modèle des visites de 2022 (vergers Schweighouse et murets en pierres sèches Buhl) et 2023 (glaisière Hartmannswiller et tuilerie Wuenheim), en partenariat avec la Pays d'art et d'histoire	F	CCRG	100%					p.m.	p.m.			p.m.			Sortie organisée le 6 juillet 2024 dans le vignoble de Guebwiller en partenariat avec le Pays d'art et d'histoire. 8 participants. Conférence le 17 mars 2024 dans le cadre d'une journée sur le thème *Regards sur Lautenbach (liens étroits entre nature, agriculture et paysages)* - **Réalisé**
Création de haies vives et plantation d'arbres fruitiers	Conférence sur les haies champêtres (par Haies Vives d'Alsace) Organiser un jeu concours pour promouvoir les haies champêtres,grand public et acteurs du milieu agricole	F	CCRG	100%					p.m.	p.m.	p.m.		p.m.			Report action 2023 pour automne 2024 si une commune est intéressée pour l'aménagement d'environ 30 m de haie champêtre sur terrain communal (conditions de participation de Haies Vives d'Alsace restant à préciser) - **Non réalisé**
Création de haies vives et plantation d'arbres fruitiers	Plantation d'une haie champêtre à l'arrière du gymnase du lycée Deck, à Guebwiller	I	CCRG	100%					250 €	208 €	250 €		0 €			Linéaire de 30 à 35 m, sur 2 rangées --> Report action 2023 pour printemps ou automne 2024 - **Non réalisé**
Création de haies vives et plantation d'arbres fruitiers	Atelier-animation grand public sur le saule têtard	F	CCRG	100%					p.m.	p.m.	p.m.		p.m.			Animation d'une heure organisée le 16 novembre 2024, 4 participants. Présentation des enjeux patrimoniaux et écologiques du saule têtard, démonstration de taille et plantation de nouvelles boutures. Distribution de boutures de saules aux participants. **Réalisé**
sous-total de cet axe									**250 €**	**208 €**	**250 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	
Orientation 3 : Préserver le patrimoine naturel																
Restauration de murets en pierres sèches	Réfection du muret en pierres sèches - chemin du Réservoir	I	BUHL		60%	40%			3 450 €	3 450 €		2 070 €	1 380 €			Remise en état des murets qui soutiennent les chemins du vignoble pour les sécuriser davantage. **Réalisé**
Restauration de murets en pierres sèches	Réfection du muret en pierres sèches - Lieu-dit Neuberg	I	BUHL		60%	40%			7 534 €	6 278 €		3 767 €	2 511 €			Remise en état d'un tronçon de muret suite à son effondrement - **Réalisé**
Sorties natures	Organisation de sorties natures sur des thématiques à définir	F	CCRG	100%					p.m.	p.m.	p.m.		p.m.			destinée aux membres de la Commission. Sortie proposée sur le thème de la réouverture paysagère le 21 novembre 2024. Par manque de participants cette sortie a été annulée. **Non réalisé**
Préserver un réseau de micro-sites naturels à l'échelle de la CCRG	Aménagement de structures composées de pierres sèches et de vieux bois pour accueillir la petite faune, au niveau de l'aire d'épandage de crues dans la ZA de Soultz	I	CCRG	100%					p.m.	p.m.	p.m.		p.m.			Dans la continuité des actions engagées en 2023, prévoir un 2ème aménagement en pierre et vieux bois, dans le linéaire de haies. **Non réalisé**
Promouvoir les haies vives, des jardins et des potagers respectueux de l'environnement et des paysages	Animation-démonstration autour de l'usage de la faux (gestion écologique des prairies)	F	CCRG	100%					p.m.	p.m.	p.m.		p.m.			Possibilité de faire intervenir un "passionné" pour une séance d'environ 3 heures, nombre de participants limité. Pas de prestataire. **Non réalisé**
Promouvoir les haies vives, des jardins et des potagers respectueux de l'environnement et des paysages	Atelier-animation grand public sur les plantes vivaces résistantes à la sécheresse et l'aménagement de massifs secs	F	CCRG	100%					p.m.	p.m.	p.m.		p.m.			Sur la base des aménagements réalisés en 2023 au camping : visite avec présentation de quelques vivaces à privilégier pour un massif sec, durée 2 heures. Météo inapropriée. **Non réalisé**

				co-financement (en %)					coût		participation financière (en €)					
intitulé de l'action	**informations sur opération**	**I/F**	**MO**	**EPCI**	**commune(s)**	**CeA**	**région**	**autres (à préciser)**	**coût TTC**	**coût HT**	**EPCI**	**commune**	**CeA**	**région**	**autres (à préciser)**	**commentaires**
Améliorer la connaissance et mettre en place un observatoire (veille) de la biodiversité locale	Engager des inventaires naturalistes sur les parcelles gérées par la CCRG afin de mesurer les impacts de la gestion différenciée sur la faune et la flore	F	CCRG	100%					p.m.	p.m.	p.m.		p.m.			A chiffrer: temps passé, intervenants (agents CCRG + naturalistes, bénévoles naturalistes) - Non réalisé en 2023, à reporter en 2024. Difficile à mettre en place par manque de temps. **Non réalisé**
Améliorer la connaissance et mettre en place un observatoire (veille) de la biodiversité locale	"Sauvages de ma rue": à la découverte de la flore spontanée, initiation à la botanique, grand public	F	CCRG	100%					p.m.	p.m.	p.m.		p.m.			Sur 1/2 journée, intervention structure extérieure (MNH, Vivarium)? - Non réalisé en 2023, à reporter en 2024. **Non réalisé**
Améliorer la connaissance et mettre en place un observatoire (veille) de la biodiversité locale	A la découverte de la petite faune des espaces verts de la CCRG gérées en gestion différenciée, initiation aux sciences participatives, grand public	F	CCRG	100%					p.m.	p.m.	p.m.		p.m.			Sur 1/2 journée, intervention structure extérieure (MNH, Vivarium)? - Non réalisé en 2023, à reporter en 2024. **Non réalisé**
Opération de commande groupée d'arbres et d'arbustes	9ème édition de l'opération de commande groupée d'arbres et d'arbustes.	F	CCRG	50%					3 970 €	3 309 €	1 985 €		1 985 €			48 commandes pour 86 arbustes, 74 petits fruits et 90 arbres fruitiers. Une diminution de commandes dûe notamment à un problème de distribution du document dans les délais. Quelques variétés non disponibles aux Pépinières Gissinger. **Réalisé**
sous-total de cet axe									**14 954 €**	**13 037 €**	**1 985 €**	**5 837 €**	**5 876 €**			
total général									**25 204 €**	**23 245 €**	**7 235 €**	**5 837 €**	**10 876 €**	**0 €**	**0 €**	

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 24680056900054	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT Communauté de commune à FPU CC REGION DE GUEBWILLER

POSTE COMPTABLE DE : SERVICE DE GESTION COMPTABLE DE GUEBWILLER

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 4 (1)

Budget primitif

BUDGET : CCRG BUDGET CAMPING LE FLORIVAL (2)

ANNEE 2025

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 17

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 18
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 22
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 24
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 25
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières 26
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 27
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes 28
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 29

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.
(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.
(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES | I

MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (4) cumulé de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (5) avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(4) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	423 000,00	325 420,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 97 580,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	423 000,00	423 000,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	285 700,00	107 112,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 178 588,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	285 700,00	285 700,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	708 700,00	708 700,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	126 617,00	0,00	145 379,00	145 379,00	145 379,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	198 886,00	0,00	204 111,00	204 111,00	204 111,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	1 500,00	0,00	1 550,00	1 550,00	1 550,00
Total des dépenses de gestion des services		**327 003,00**	**0,00**	**351 040,00**	**351 040,00**	**351 040,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	2 500,00	0,00	2 500,00	2 500,00	2 500,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	3 000,00		10 600,00	10 600,00	10 600,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**332 503,00**	**0,00**	**364 140,00**	**364 140,00**	**364 140,00**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*59 579,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*53 493,00*		*58 860,00*	*58 860,00*	*58 860,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***113 072,00***		***58 860,00***	***58 860,00***	***58 860,00***
TOTAL		**445 575,00**	**0,00**	**423 000,00**	**423 000,00**	**423 000,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	423 000,00

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	210 000,00	0,00	225 018,00	225 018,00	225 018,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**210 000,00**	**0,00**	**225 018,00**	**225 018,00**	**225 018,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	141 077,00	0,00	88 790,00	88 790,00	88 790,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**351 077,00**	**0,00**	**313 808,00**	**313 808,00**	**313 808,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*11 039,00*		*11 612,00*	*11 612,00*	*11 612,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***11 039,00***		***11 612,00***	***11 612,00***	***11 612,00***
TOTAL		**362 116,00**	**0,00**	**325 420,00**	**325 420,00**	**325 420,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	97 580,00

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	423 000,00

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	47 248,00

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et M. 43.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
20	Immobilisations incorporelles	6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	331 661,00	0,00	274 088,00	274 088,00	274 088,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**337 661,00**	**0,00**	**274 088,00**	**274 088,00**	**274 088,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**337 661,00**	**0,00**	**274 088,00**	**274 088,00**	**274 088,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*11 039,00*		*11 612,00*	*11 612,00*	*11 612,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***11 039,00***		***11 612,00***	***11 612,00***	***11 612,00***
TOTAL		**348 700,00**	**0,00**	**285 700,00**	**285 700,00**	**285 700,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	285 700,00

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
13	Subventions d'investissement	20 000,00	0,00	48 252,00	48 252,00	48 252,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**20 000,00**	**0,00**	**48 252,00**	**48 252,00**	**48 252,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**20 000,00**	**0,00**	**48 252,00**	**48 252,00**	**48 252,00**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*59 579,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*53 493,00*		*58 860,00*	*58 860,00*	*58 860,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***113 072,00***		***58 860,00***	***58 860,00***	***58 860,00***
TOTAL		**133 072,00**	**0,00**	**107 112,00**	**107 112,00**	**107 112,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**178 588,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**285 700,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**47 248,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

(1) cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	145 379,00		145 379,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	204 111,00		204 111,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	1 550,00		1 550,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	2 500,00	*0,00*	2 500,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*58 860,00*	58 860,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	10 600,00		10 600,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**364 140,00**	***58 860,00***	**423 000,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**423 000,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	*11 612,00*	11 612,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	274 088,00	0,00	274 088,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**274 088,00**	***11 612,00***	**285 700,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**285 700,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	225 018,00		225 018,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	88 790,00	*11 612,00*	100 402,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes d'exploitation – Total		**313 808,00**	***11 612,00***	**325 420,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**97 580,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**423 000,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	48 252,00	*0,00*	48 252,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*58 860,00*	58 860,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*0,00*	0,00
Recettes d'investissement – Total		**48 252,00**	***58 860,00***	**107 112,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**178 588,00**

+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**285 700,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et en M. 43.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**126 617,00**	**145 379,00**	**145 379,00**
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	34 000,00	33 000,00	33 000,00
6063	Fournitures entretien et petit équipt	13 000,00	12 900,00	12 900,00
6064	Fournitures administratives	117,00	119,00	119,00
607	Achats de marchandises	9 500,00	9 000,00	9 000,00
6135	Locations mobilières	1 500,00	2 200,00	2 200,00
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	4 000,00	5 000,00	5 000,00
61528	Entretien,réparation autres biens immob.	3 000,00	4 000,00	4 000,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	4 000,00	6 000,00	6 000,00
6156	Maintenance	7 000,00	8 300,00	8 300,00
6161	Multirisques	940,00	1 500,00	1 500,00
617	Etudes et recherches	1 000,00	500,00	500,00
618	Divers	9 500,00	16 000,00	16 000,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	160,00	160,00	160,00
6233	Foires et expositions	3 000,00	4 000,00	4 000,00
6237	Publications	5 000,00	4 000,00	4 000,00
6256	Missions	500,00	200,00	200,00
6262	Frais de télécommunications	2 100,00	1 600,00	1 600,00
627	Services bancaires et assimilés	600,00	600,00	600,00
6282	Frais de gardiennage	12 000,00	12 000,00	12 000,00
6288	Autres	1 500,00	2 000,00	2 000,00
63512	Taxes foncières	5 700,00	6 300,00	6 300,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	8 500,00	16 000,00	16 000,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**198 886,00**	**204 111,00**	**204 111,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	59 600,00	59 600,00	59 600,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	650,00	650,00	650,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	2 150,00	2 250,00	2 250,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	450,00	500,00	500,00
6411	Salaires, appointements, commissions	88 000,00	90 000,00	90 000,00
6413	Primes et gratifications	13 000,00	13 250,00	13 250,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	19 900,00	21 100,00	21 100,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	8 800,00	9 700,00	9 700,00
6454	Cotisations au Pôle emploi	2 100,00	2 600,00	2 600,00
6458	Cotisat° autres organismes sociaux	100,00	100,00	100,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	386,00	311,00	311,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	600,00	650,00	650,00
6478	Autres charges sociales diverses	2 200,00	2 400,00	2 400,00
648	Autres charges de personnel	950,00	1 000,00	1 000,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**1 500,00**	**1 550,00**	**1 550,00**
6518	Autres	0,00	50,00	50,00
6588	Autres ch. diverses de gestion courante	1 500,00	1 500,00	1 500,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		**327 003,00**	**351 040,00**	**351 040,00**
66	**Charges financières (b) (8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**2 500,00**	**2 500,00**	**2 500,00**
673	Titres annulés sur exercices antérieurs	2 500,00	2 500,00	2 500,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**3 000,00**	**10 600,00**	**10 600,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		**332 503,00**	**364 140,00**	**364 140,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***59 579,00***	***0,00***	***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***53 493,00***	***58 860,00***	***58 860,00***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*53 493,00*	*58 860,00*	*58 860,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***113 072,00***	***58 860,00***	***58 860,00***

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		*113 072,00*	*58 860,00*	*58 860,00*
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		445 575,00	423 000,00	423 000,00
				+
			RESTES A REALISER N-1 (13)	0,00
				+
			D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	0,00
				=
			TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	423 000,00

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 4 et M. 43.

(8) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**210 000,00**	**225 018,00**	**225 018,00**
707	Ventes de marchandises	10 000,00	10 018,00	10 018,00
7083	Locations diverses	200 000,00	215 000,00	215 000,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75	**210 000,00**	**225 018,00**	**225 018,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**141 077,00**	**88 790,00**	**88 790,00**
7741	Subvent° excep. coll. de rattachement	141 077,00	88 790,00	88 790,00
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**351 077,00**	**313 808,00**	**313 808,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***11 039,00***	***11 612,00***	***11 612,00***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*11 039,00*	*11 612,00*	*11 612,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***11 039,00***	***11 612,00***	***11 612,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**362 116,00**	**325 420,00**	**325 420,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**97 580,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**423 000,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**6 000,00**	**0,00**	**0,00**
2051	Concessions et droits assimilés	6 000,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**331 661,00**	**274 088,00**	**274 088,00**
2121	Aménagement Terrains nus	60 000,00	10 000,00	10 000,00
2135	Installations générales, agencements	260 161,00	246 588,00	246 588,00
2183	Matériel de bureau et informatique	1 500,00	1 000,00	1 000,00
2184	Mobilier	10 000,00	16 500,00	16 500,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'équipement	**337 661,00**	**274 088,00**	**274 088,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**337 661,00**	**274 088,00**	**274 088,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***11 039,00***	***11 612,00***	***11 612,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***11 039,00***	***11 612,00***	***11 612,00***
13911	*Sub. équipt cpte résult. Etat*	*0,00*	*133,00*	*133,00*
13912	*Sub. équipt cpte résult. Régions*	*382,00*	*822,00*	*822,00*
13913	*Sub. équipt cpte résult. Départements*	*10 587,00*	*10 587,00*	*10 587,00*
139188	*des tiers*	*70,00*	*70,00*	*70,00*
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***11 039,00***	***11 612,00***	***11 612,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**348 700,00**	**285 700,00**	**285 700,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**285 700,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**20 000,00**	**48 252,00**	**48 252,00**
1312	Subv. équipt Régions	10 000,00	48 252,00	48 252,00
13188	des tiers	10 000,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes d'équipement		**20 000,00**	**48 252,00**	**48 252,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL RECETTES REELLES		**20 000,00**	**48 252,00**	**48 252,00**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***59 579,00***	***0,00***	***0,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***53 493,00***	***58 860,00***	***58 860,00***
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*0,00*	*953,00*	*953,00*
28121	*Aménagement Terrains nus*	*1 961,00*	*1 961,00*	*1 961,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*47 536,00*	*51 389,00*	*51 389,00*
28138	*Autres constructions*	*353,00*	*0,00*	*0,00*
28181	*Installations générales, agencements*	*360,00*	*360,00*	*360,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*774,00*	*740,00*	*740,00*
28184	*Mobilier*	*1 799,00*	*2 128,00*	*2 128,00*
28188	*Autres*	*710,00*	*1 329,00*	*1 329,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		***113 072,00***	***58 860,00***	***58 860,00***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL RECETTES D'ORDRE		***113 072,00***	***58 860,00***	***58 860,00***
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		**133 072,00**	**107 112,00**	**107 112,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9	**178 588,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**285 700,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**0,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	**Emprunts et dettes à l'origine du contrat**													
	Organisme prêteur ou chef de file	**Date de signature**	**Date d'émission ou date de mobilisation (1)**	**Date du premier rembour-sement**	**Nominal (2)**	**Type de taux d'intérêt (3)**	**Index (4)**	**Taux initial**		**Devise**	**Pério-dicité des rembour-sements (6)**	**Profil d'amor-tissement (7)**	**Possibilité de rembour-sement anticipé O/N**	**Caté-gorie d'em-prunt (8)**
								Niveau de taux (5)	**Taux actuariel**					
Total général					**0,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : €	25-03-2010

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Agencements et aménagements	20	01/01/2000
L	Appareillage, matériel de bureau, outillage, conteneurs	10	01/01/2000
L	Bâtiments durables	60	01/01/2000
L	Bâtiments légers et abris	15	01/01/2000
L	Engins de travaux publics, véhicules	8	01/01/2000
L	Informatique	5	01/01/2000
L	Mobilier de bureau	15	01/01/2000
L	Ouvrages lourds de voirie	30	01/01/2000
L	Subventions d'équipement	15	01/01/2000

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES	A4.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**178 588,00**	**178 588,00**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**178 588,00**	**178 588,00**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Affectation au 106 (C)	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**178 588,00**	**178 588,00**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**178 588,00**	**178 588,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**11 612,00**	**11 612,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**58 860,00**	**58 860,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**47 248,00**	**47 248,00**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**11 612,00**	**I**	**11 612,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**		**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	0,00		0,00
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**11 612,00**		**11 612,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*11 612,00*		*11 612,00*
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**58 860,00**	**III** **58 860,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**58 860,00**	**58 860,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*953,00*	*953,00*
28121	*Aménagement Terrains nus*	*1 961,00*	*1 961,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*51 389,00*	*51 389,00*
28138	*Autres constructions*	*0,00*	*0,00*
28181	*Installations générales, agencements*	*360,00*	*360,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*740,00*	*740,00*
28184	*Mobilier*	*2 128,00*	*2 128,00*
28188	*Autres*	*1 329,00*	*1 329,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*		
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*		
021	*Virement de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 41
Nombre de membres présents : 34
Nombre de suffrages exprimés : 39
VOTES :
Pour : 39
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 31 JAN. 2025

Présenté par (1) Le Président,
A Guebwiller le 13/02/2025
(1) Le Président,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session Ordinaire
A Guebwiller, le 13/02/2025
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

Certifié exécutoire par (1) Le Président, compte tenu de la transmission en préfecture, le 24 FEV. 2025, et de la publication le 24 FEV. 2025
A Guebwiller,le 24 FEV. 2025

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...
(2) L'assemblée délibérante étant : le Conseil Communautaire.
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

PLAN LOCAL D'URBANISME

Modification simplifiée n°1

Bergholtz





1. Exposé des motifs

MODIFICATION SIMPLIFIEE

Document de travail





Août 2024

Exposé des motifs

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Bergholtz a été approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 3 juillet 2003.

Il est aujourd'hui nécessaire de préciser le PLU sur plusieurs points mineurs du règlement écrit, à savoir :

- La règlementation des toitures en cas d'extension (zones UA, UC, AU et A)
- La possibilité d'isoler les constructions par l'extérieur dans les marges de recul (zones UA, UC et AU)
- La longueur maximale de constructions sur limites séparatives (zones UA et UC)
- La tradition locale d'implantation en « schlupf » (zone UA)

En effet, des clarifications et précisions sont nécessaires pour assurer une bonne observation de ces règles et ainsi préserver le caractère villageois du tissu bâti de la commune.

De plus, la présente procédure est l'occasion d'ajouter un emplacement réservé au règlement graphique.

Ce point à modifier est explicité dans le document « 2. Note de présentation ».


ALSACE
Collectivité
européenne
DAUHR
ATD
Alsace

PLAN LOCAL D'URBANISME

Modification simplifiée n°1

Bergholtz



2. Note de présentation

Valant rapport de présentation du projet de modification simplifiée n°1 du PLU, complémentaire au rapport de présentation du PLU approuvé

Modification simplifiée n°1

Document de travail

Août 2024

SOMMAIRE

1. Contexte et objets de la présente procédure 3

1.1. Autorité compétente pour modifier le PLU de Bergholtz 3
1.2. Rappel du contexte législatif relatif à la modification du PLU par procédure simplifiée 3
1.3. Les étapes de la modification du PLU par procédure simplifiée 4
1.4. Objet de la procédure 4

2. Modifications apportées 5

2.1. La règlementation des toitures en cas d'extension (zones UA, UC, AU et A) 5
2.2. La possibilité d'isoler les constructions par l'extérieur dans les marges de recul (zones UA, UC et AU) 10
2.3. La longueur maximale de constructions sur limites séparatives (zones UA et UC) ... 11
2.4. La tradition locale d'implantation en « schlupf » (zone UA) 12
2.5. Ajout d'un emplacement réservé 13

3. Évaluation des effets potentiels de la procédure sur l'environnement 16

3.1. Sensibilité du ban communal de Bergholtz 16
3.2. Pourquoi la procédure n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement 25

4. Tableau de surface 26

5. Justifications par rapport aux documents supra-communaux 27

6. Contenu du dossier 27

1. Contexte et objets de la présente procédure

1.1. Autorité compétente pour modifier le PLU de Bergholtz

Le conseil de la Communauté de communes de la Région de Guebwiller a acquis la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme en lieu et place des communes membres par délibération en date du 3 mai 2018.

En conséquence, c'est la Communauté de communes qui est compétente pour approuver les modifications et mises en compatibilité des documents d'urbanisme de ses communes membres.

La présente procédure de modification du PLU de Bergholtz relève donc de la Communauté de communes.

1.2. Rappel du contexte législatif relatif à la modification du PLU par procédure simplifiée

Il ressort de la combinaison des articles L. 153-31 et L. 153-36 du code de l'urbanisme que le PLU peut faire l'objet d'une évolution par voie de procédure de modification dès lors que les changements envisagés :

- Ne changent pas les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) ;
- Ne réduisent pas un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;
- Ne réduisent pas une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.

La modification peut alors s'opérer par la procédure simplifiée lorsque les conditions de l'article L. 153-45 du code de l'urbanisme sont réunies, c'est-à-dire que le projet de modification :

- Ne majore pas de plus de 20% les possibilités de construction résultantes, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
- Ne diminuent pas ces possibilités de construire ;
- Ne réduisent pas la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser.

La procédure de modification par voie simplifiée est également expressément prévue pour rectifier une erreur matérielle.

1.3. Les étapes de la modification du PLU par procédure simplifiée

Elles sont expressément prévues par les articles L.153-47 et L.153-48 du code de l'urbanisme et peuvent être résumées de la manière suivante :

- La collectivité locale (Communauté de communes, ici) délibère pour définir les modalités de mise à disposition du projet de modification au public.
- Ces modalités seront portées à la connaissance du public au moins 8 jours avant le début de la mise à disposition.
- Le dossier du projet de modification est notifié, avant le début de la mise à disposition du public, à l'ensemble des personnes publiques associées.
- La mise à disposition du public a lieu pendant un mois au siège de la Communauté de communes et en mairie concernée ; un registre accompagne le dossier afin que le public puisse y consigner des observations le cas échéant.
- À l'issue de la mise à disposition, le Président de la Communauté de communes en présente le bilan au conseil communautaire qui approuve la modification simplifiée n°1 du PLU par délibération motivée.

1.4. Objet de la procédure

La présente procédure porte sur les points suivants :

- La règlementation des toitures en cas d'extension (zones UA, UC, AU et A)
- La possibilité d'isoler les constructions par l'extérieur dans les marges de recul (zones UA, UC et AU)
- La longueur maximale de constructions sur limites séparatives (zones UA et UC)
- La tradition locale d'implantation en « schlupf » (zone UA)
- Ajout d'un emplacement réservé

2. Modifications apportées

2.1. La règlementation des toitures en cas d'extension (zones UA, UC, AU et A)

2.1.1. Contexte

Les articles 11 des zones UA, UC et AU prévoient une règlementation des toitures conformes au caractère villageois alsacien de Bergholtz, notamment en imposant des toits en pente. D'autres possibilités sont admises pour les éléments d'accompagnement et les extensions.

Cependant, pour les extensions, aucune limite d'emprise n'est précisée. La présente modification comble ce manque en reprenant la même limite pour les extensions que celle déjà existante pour les éléments d'accompagnement (soit 30 m²).

Cette modification vise à préserver le caractère villageois alsacien du tissu bâti de la commune.

2.1.2. Dispositions modificatives

2.1.2.1. En zone UA

Extrait du règlement écrit AVANT modification

11.4. Toitures

Les toitures des constructions à usage d'habitation doivent être recouvertes de tuiles, de teintes rouge terre cuite à brun.

Les toitures des constructions à usage d'activités doivent être de teinte rouge terre cuite à brun.

Les toitures des constructions à usage d'habitation doivent être constituées de charpentes à deux pans dont la pente ne pourra être inférieure à 40°.

Les toitures des constructions à usage d'activité doivent être constituées de charpentes à deux pans dont la pente ne pourra être inférieure à 17°.

Des formes et des pentes différentes pourront néanmoins être admises pour les éléments architecturaux d'accompagnement, s'insérant dans la volumétrie générale des toitures, pour des constructions ne dépassant pas 30 mètres carrés d'emprise ainsi que pour les extensions des constructions existantes.

Extrait du règlement écrit APRÈS modification

11.4. Toitures

Les toitures des constructions à usage d'habitation doivent être recouvertes de tuiles, de teintes rouge terre cuite à brun.

Les toitures des constructions à usage d'activités doivent être de teinte rouge terre cuite à brun.

Les toitures des constructions à usage d'habitation doivent être constituées de charpentes à deux pans dont la pente ne pourra être inférieure à 40°.

Les toitures des constructions à usage d'activité doivent être constituées de charpentes à deux pans dont la pente ne pourra être inférieure à 17°.

Des formes et des pentes différentes pourront néanmoins être admises pour les éléments architecturaux d'accompagnement, s'insérant dans la volumétrie générale des toitures, pour des constructions ne dépassant pas 30 mètres carrés d'emprise ainsi que pour les extensions des constructions existantes dans la limite de 30 mètres carrés d'emprise.

2.1.2.2. En zone UC

Extrait du règlement écrit AVANT modification

11.5. Toitures

Les toitures des constructions à usage d'habitation doivent être recouvertes de tuiles, de teintes rouge terre cuite à brun.

Les toitures des constructions à usage d'activités doivent être de teinte rouge terre cuite à brun.

Les toitures des constructions à usage d'habitation doivent être constituées de charpentes à deux pans dont la pente ne pourra être inférieure à 40°.

Les toitures des constructions à usage d'activité doivent être constituées de charpentes à deux pans dont la pente ne pourra être inférieure à 17°.

Des formes et des pentes différentes pourront néanmoins être admises pour les éléments architecturaux d'accompagnement, s'insérant dans la volumétrie générale des toitures, pour des constructions ne dépassant pas 30 mètres carrés d'emprise ainsi que pour les extensions des constructions existantes.

Extrait du règlement écrit APRÈS modification

11.5. Toitures

Les toitures des constructions à usage d'habitation doivent être recouvertes de tuiles, de teintes rouge terre cuite à brun.

Les toitures des constructions à usage d'activités doivent être de teinte rouge terre cuite à brun.

Les toitures des constructions à usage d'habitation doivent être constituées de charpentes à deux pans dont la pente ne pourra être inférieure à 40°.

Les toitures des constructions à usage d'activité doivent être constituées de charpentes à deux pans dont la pente ne pourra être inférieure à 17°.

Des formes et des pentes différentes pourront néanmoins être admises pour les éléments architecturaux d'accompagnement, s'insérant dans la volumétrie générale des toitures, pour des constructions ne dépassant pas 30 mètres carrés d'emprise ainsi que pour les extensions des constructions existantes dans la limite de 30 mètres carrés d'emprise.

2.1.2.3. En zone AU

Extrait du règlement écrit AVANT modification

11.5. Toitures

Les toitures des constructions à usage d'habitation doivent être recouvertes de tuiles, de teintes rouge terre cuite à brun.

Les toitures des constructions à usage d'activités doivent être de teinte rouge terre cuite à brun.

Les toitures des constructions à usage d'habitation doivent être constituées de charpentes à deux pans dont la pente ne pourra être inférieure à 40°.

Les toitures des constructions à usage d'activité doivent être constituées de charpentes à deux pans dont la pente ne pourra être inférieure à 17°.

Des formes et des pentes différentes pourront néanmoins être admises pour les éléments architecturaux d'accompagnement, s'insérant dans la volumétrie générale des toitures, pour des constructions ne dépassant pas 30 mètres carrés d'emprise ainsi que pour les extensions des constructions existantes.

Extrait du règlement écrit APRÈS modification

11.5. Toitures

Les toitures des constructions à usage d'habitation doivent être recouvertes de tuiles, de teintes rouge terre cuite à brun.

Les toitures des constructions à usage d'activités doivent être de teinte rouge terre cuite à brun.

Les toitures des constructions à usage d'habitation doivent être constituées de charpentes à deux pans dont la pente ne pourra être inférieure à 40°.

Les toitures des constructions à usage d'activité doivent être constituées de charpentes à deux pans dont la pente ne pourra être inférieure à 17°.

Des formes et des pentes différentes pourront néanmoins être admises pour les éléments architecturaux d'accompagnement, s'insérant dans la volumétrie générale des toitures, pour des constructions ne dépassant pas 30 mètres carrés d'emprise ainsi que pour les extensions des constructions existantes dans la limite de 30 mètres carrés d'emprise.

2.1.2.4. En zone A

Extrait du règlement écrit AVANT modification

11.5. Toitures

Les toitures des constructions doivent être de teinte rouge terre cuite à brun.

Les toitures des constructions à usage d'habitation doivent être constituées de charpentes à deux pans dont la pente ne pourra être inférieure à 40°.

Dans les parties de la zone A situées rue du Vignoble d'une part et rue de l'Église d'autre part, les toitures des constructions à usage d'activité doivent être constituées de charpentes à deux pans dont la pente ne pourra être inférieure à 17°.

Dans les autres parties de la zone A les toitures-terrasses sont interdites.

Des formes et des pentes différentes pourront néanmoins être admises pour les éléments architecturaux d'accompagnement, s'insérant dans la volumétrie générale des toitures, pour des constructions annexes ne dépassant pas 30 m² d'emprise ainsi que pour les extensions des constructions existantes.

Extrait du règlement écrit APRÈS modification

11.5. Toitures

Les toitures des constructions doivent être de teinte rouge terre cuite à brun.

Les toitures des constructions à usage d'habitation doivent être constituées de charpentes à deux pans dont la pente ne pourra être inférieure à 40°.

Dans les parties de la zone A situées rue du Vignoble d'une part et rue de l'Église d'autre part, les toitures des constructions à usage d'activité doivent être constituées de charpentes à deux pans dont la pente ne pourra être inférieure à 17°.

Dans les autres parties de la zone A les toitures-terrasses sont interdites.

Des formes et des pentes différentes pourront néanmoins être admises pour les éléments architecturaux d'accompagnement, s'insérant dans la volumétrie générale des toitures, pour des constructions annexes ne dépassant pas 30 m² d'emprise ainsi que pour les extensions des constructions existantes dans la limite de 30 m² d'emprise.

2.2. La possibilité d'isoler les constructions par l'extérieur dans les marges de recul (zones UA, UC et AU)

2.2.1. Contexte

La loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte (TECV) a introduit un dépassement qui peut être autorisé dans la limite de 30 cm par rapport aux règles du plan local d'urbanisme (PLU) pour permettre notamment la mise en œuvre d'une isolation thermique en façade des constructions.

Afin de clarifier cette situation, les articles 7 des zones UA, UC et AU sont modifiés pour intégrer la possibilité d'isoler les constructions par l'extérieur dans les marges de recul.

2.2.2. Dispositions modificatives

Dans les articles 7 des zones UA, UC et AU, la disposition suivante est ajoutée :

« Dans tous les cas, dans les marges de recul résultantes de l'application des règles précédentes, l'isolation des constructions par l'extérieur sera admise dans la limite d'un dépassement de 30 cm. »

2.3. La longueur maximale de constructions sur limites séparatives (zones UA et UC)

2.3.1. Contexte

Les articles 7 des zones UA et UC prévoient des conditions d'implantation sur limites séparatives qui restreignent la longueur d'implantation à 9 m sur un côté et 14 m au total. Cette dernière limitation apparaît aujourd'hui trop restrictive. Afin de faciliter la densification raisonnée des espaces déjà bâtis, la présente procédure entend la supprimer.

2.3.2. Dispositions modificatives

2.3.2.1. En zone UA

Extrait du règlement écrit AVANT modification

7.2.2. des constructions peuvent être édifiées le long des limites séparatives des parcelles :

- si leur hauteur n'excède pas 4 mètres sur limite séparative, et si leur longueur cumulée sur limites séparatives n'excède pas 14 mètres au total, sans excéder 9 mètres sur un seul côté de la parcelle ;

Extrait du règlement écrit APRÈS modification

7.2.2. des constructions peuvent être édifiées le long des limites séparatives des parcelles :

- si leur hauteur n'excède pas 4 mètres sur limite séparative et si leur longueur sur limite n'excède pas 9 mètres sur un seul côté de la parcelle ;

2.3.2.2. En zone UC

Extrait du règlement écrit AVANT modification

7.2. Des constructions peuvent être édifiées le long des limites séparatives des parcelles :

- si leur hauteur sur limite séparative n'excède pas 5 mètres au faîtage et 3 mètres à l'égout du toit ou à l'acrotère, et si leur longueur cumulée sur limites séparatives n'excède pas 14 mètres au total, sans excéder 9 mètres sur un seul côté de la parcelle ;

Extrait du règlement écrit APRÈS modification

7.2. Des constructions peuvent être édifiées le long des limites séparatives des parcelles :

- si leur hauteur sur limite séparative n'excède pas 5 mètres au faîtage et 3 mètres à l'égout du toit ou à l'acrotère et si leur longueur sur limite n'excède pas 9 mètres sur un seul côté de la parcelle ;

2.4. La tradition locale d'implantation en « schlupf » (zone UA)

2.4.1. Contexte

Le règlement de la zone UA comprend une disposition spécifique à la tradition locale d'implantation en « schlupf ». Toutefois, la notion de « schlupf » n'est pas définie et la longueur donnée semble s'écarter des pratiques observées.

En effet, le règlement impose une largeur d'au moins 1,50 mètre pour le schlupf, alors qu'habituellement la largeur n'excède pas 0,80 m (voire 1,20 m dans des cas plus rare).

La présente procédure propose d'ajouter une définition de la notion de « schlupf » et de réduire sa largeur à 0,80 m.

De plus, la présente modification est l'occasion de préciser que l'isolation des constructions par l'extérieur n'est pas compatible avec le maintien d'un schlupf.

2.4.2. Dispositions modificatives

Extrait du règlement écrit AVANT modification

7.3. S'il existe sur le fonds voisin un bâtiment en léger recul (inférieur à 1,20 mètre) par rapport aux limites séparatives, sans respecter les règles de prospect conformément à la tradition locale (schlupf), le bâtiment à construire doit respecter un recul au moins équivalent à celui du bâtiment sur le fonds voisin, sans que la distance séparant les deux constructions puisse être inférieure à 1,50 mètre.

Extrait du règlement écrit APRÈS modification

7.3. S'il existe sur le fonds voisin un bâtiment en léger recul conformément à la tradition locale du « schlupf » (cf définition ci-dessous), alors le bâtiment à construire ou l'extension à ériger doit respecter cette tradition et s'implanter en léger recul, sans que la distance séparant les deux constructions puisse être supérieure à 0,80 mètre.

Par ailleurs, l'isolation des constructions par l'extérieur ne pourra pas être admise au sein d'un « schlupf ».

Schlupf (tradition locale issue du 17ème siècle) :
Espace séparant les murs latéraux de deux constructions voisines pour former un couloir perpendiculaire à l'alignement des façades sur rue. Ayant un caractère mitoyen, il laisse tout juste la place au passage d'un homme dans le but d'effectuer les rejets domestiques depuis la cuisine, d'éviter la propagation des incendies et, parfois, de permettre l'écoulement des eaux pluviales.

2.5. Ajout d’un emplacement réservé

2.5.1. Contexte

La commune de Bergholtz dispose d’une école élémentaire au 29 rue de Guebwiller 68500. La parcelle voisine étant pour large partie libre de construction, la présente procédure inscrit un emplacement réservé au bénéfice de la commune pour l’extension de l’école. Cet emplacement réservé permettra d’adapter les équipements scolaires de la commune afin de répondre aux besoins de la population.

2.5.2. Dispositions modificatives

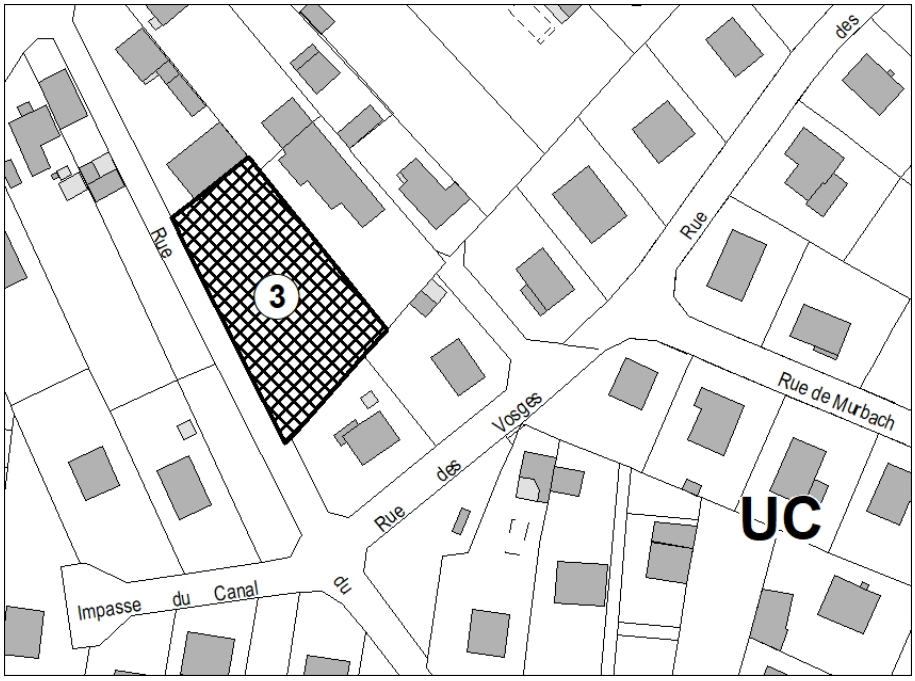
2.5.2.1. Modification du règlement graphique (zonage)

La partie libre de construction de la parcelle n°45 section 1 est couverte par un emplacement réservé n°3 spécifiquement crée (sur une surface de 1 630 m²) :

Extrait du graphique écrit AVANT modification



Extrait du graphique écrit APRÈS modification



2.5.2.2. Modification de la liste des emplacements réservés

La liste des emplacements réservés est complétée comme suit :

Liste des emplacements réservés AVANT modification

N° de l'opération	Opération désignée	Bénéficiaire
1	Extension du cimetière	Commune
2	Aménagement d'un équipement sportif et de loisir	Commune

Liste des emplacements réservés APRÈS modification

N° de l'opération	Opération désignée	Bénéficiaire
1	Extension du cimetière	Commune
2	Aménagement d'un équipement sportif et de loisir	Commune
3	Réalisation d'équipements scolaires	Commune

3. Évaluation des effets potentiels de la procédure sur l'environnement

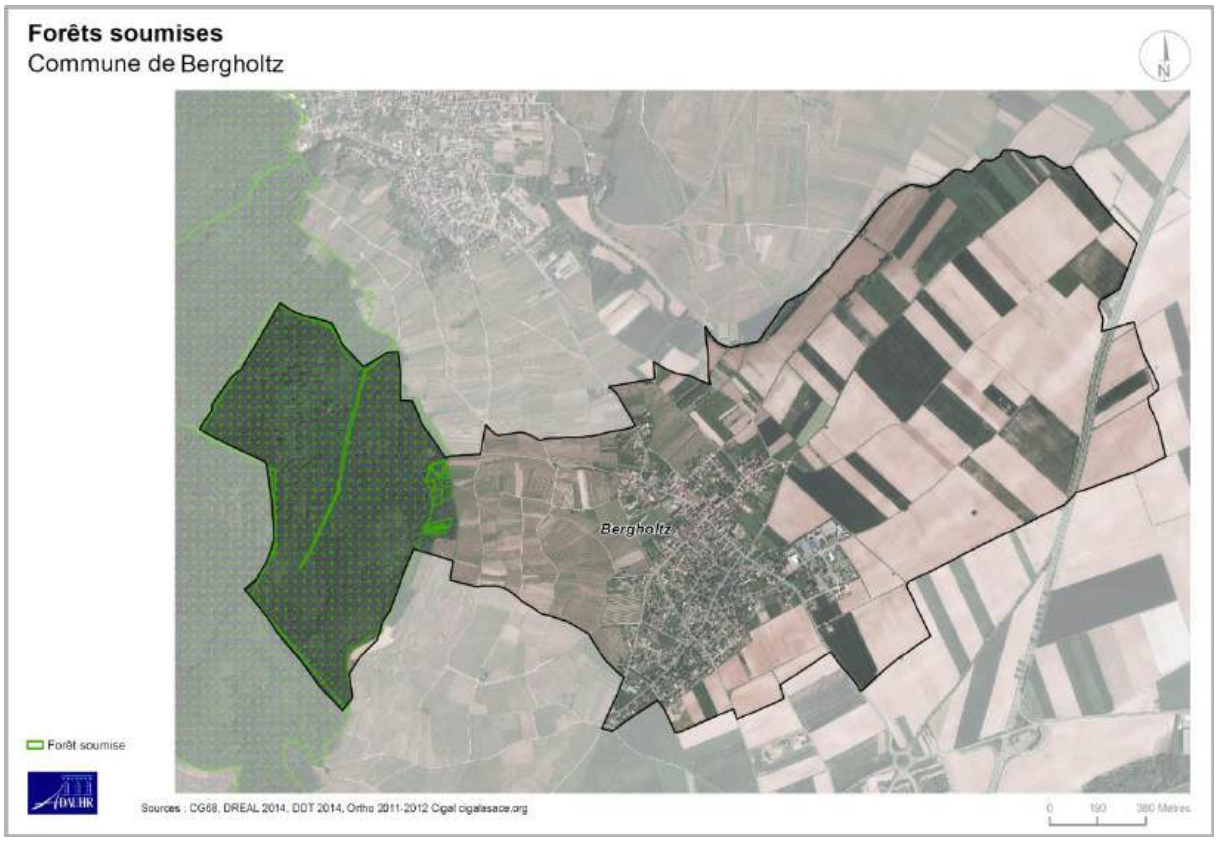
3.1. Sensibilité du ban communal de Bergholtz

3.1.1. Valeur environnementale du ban communal de Bergholtz

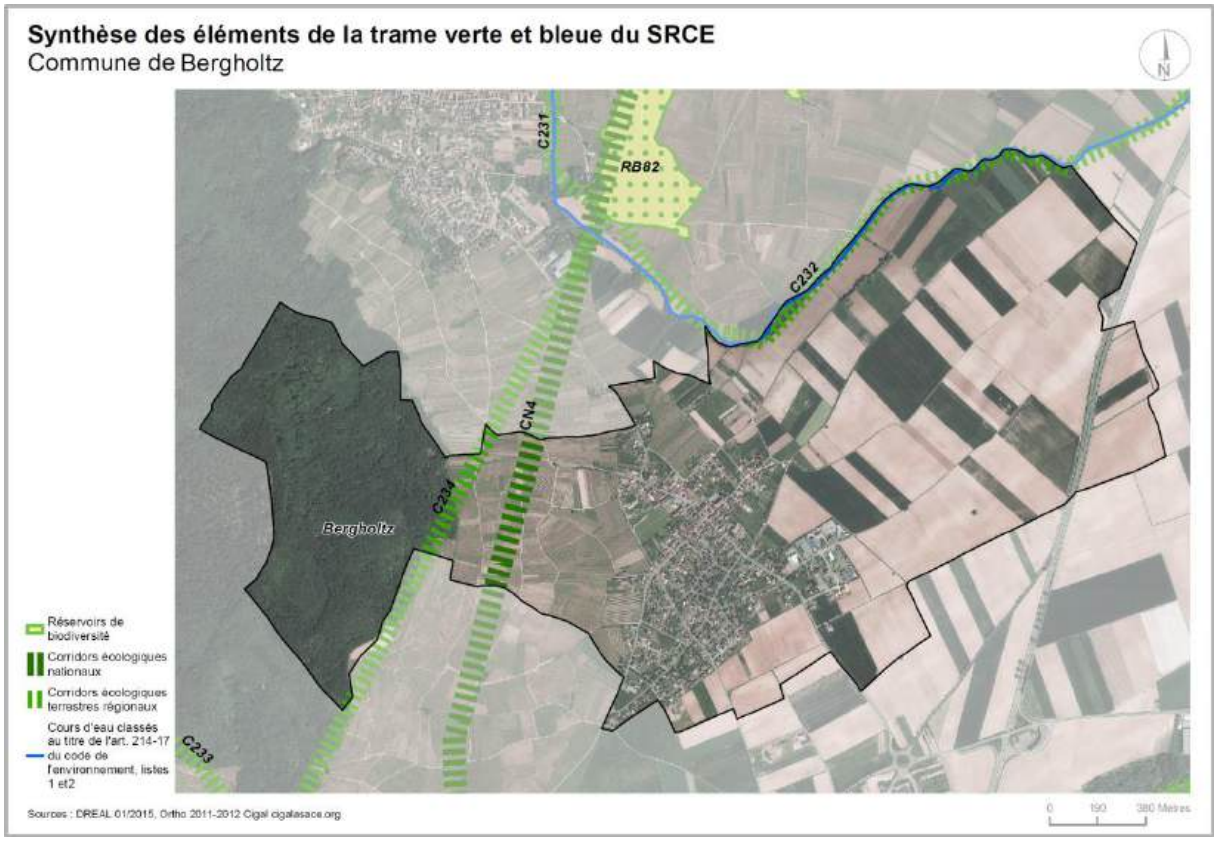
La commune de Bergholtz est concernée par différents périmètres d'inventaire et de protection au titre de l'environnement. Ils sont récapitulés dans le suivant :

	Les modifications portées par la présente procédure impacteront-ils ces éléments ?
Forêt soumise	NON
Hamster - Aire historique	NON
Corridors écologiques du SRCE/SRADDET	NON
Zones à dominante humide CIGAL	NON
Plan Régional d'Action crapaud vert	NON
Plan Régional d'Action pie grièche grise	NON
Plan Régional d'Action sonneur à ventre jaune	NON

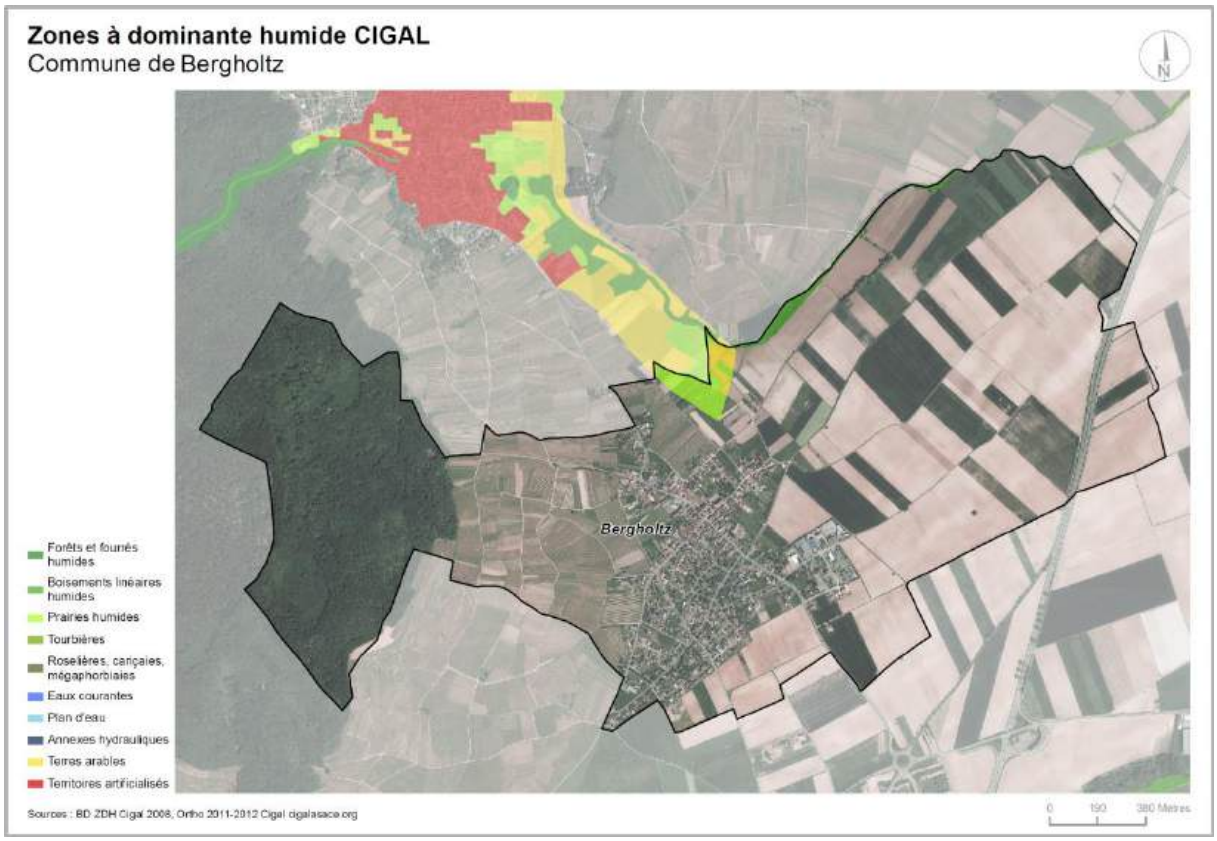
Conclusion sur la valeur environnementale du ban communal de Bergholtz :
Les modifications règlementaires portées par la présente procédure n'impacteront pas la valeur environnementale du ban communal de Bergholtz.



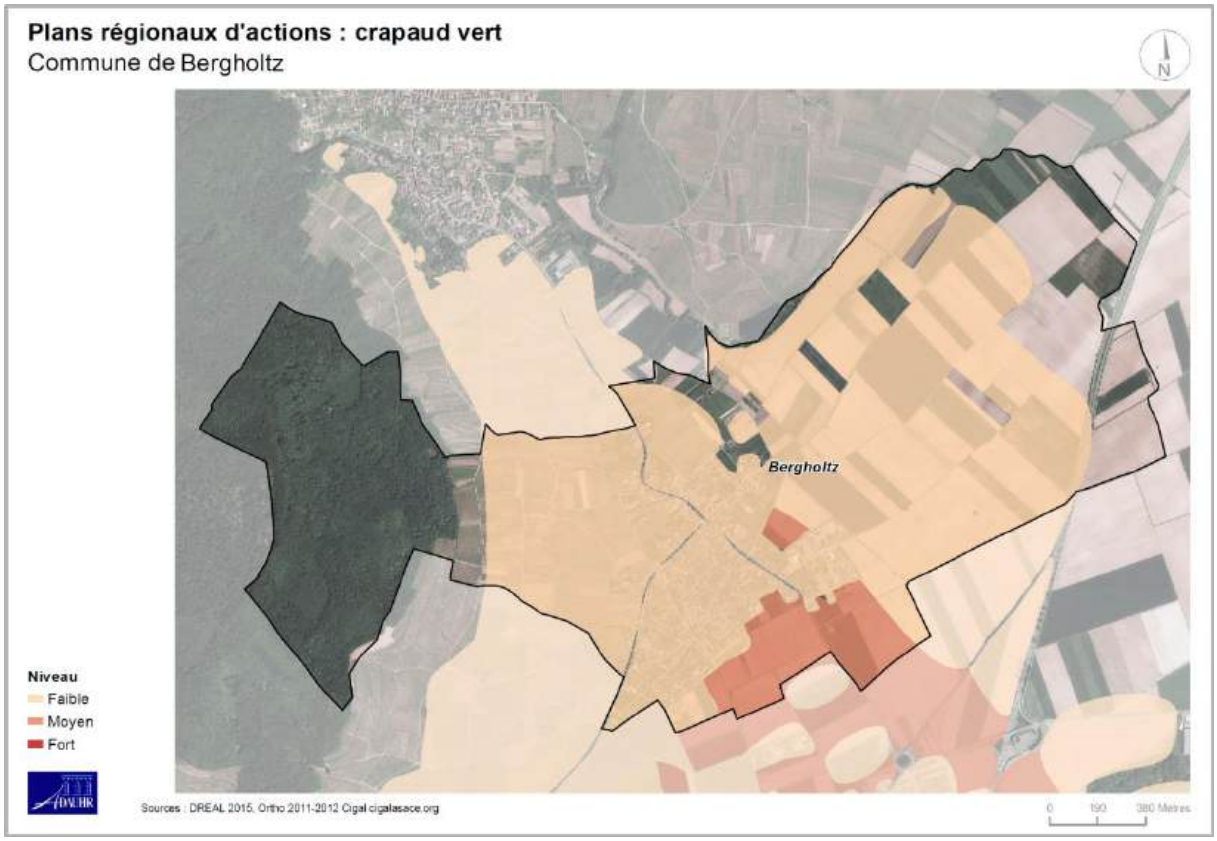
Les modifications règlementaires portées par la présente procédure n'impacteront pas les forêts soumises.



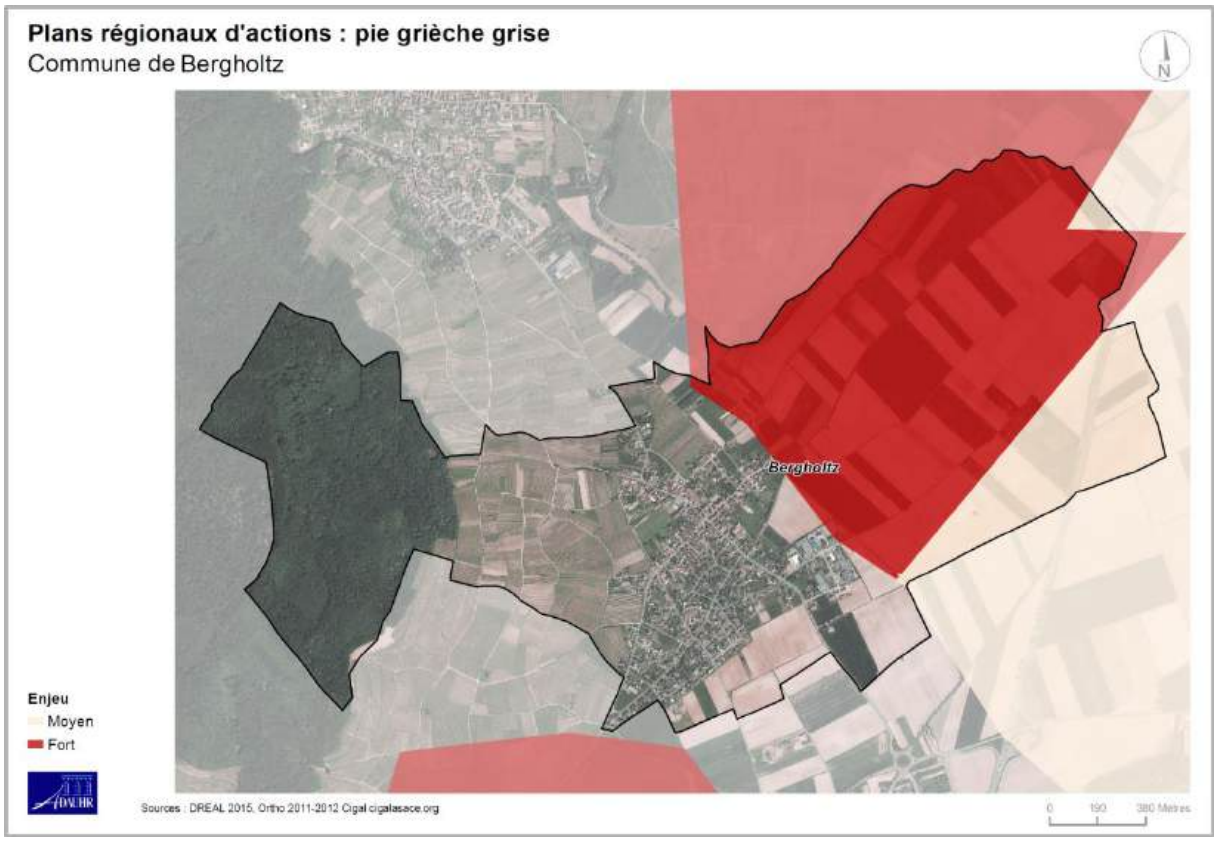
Les modifications règlementaires portées par la présente procédure n'impacteront pas les éléments de la trame verte et bleue.



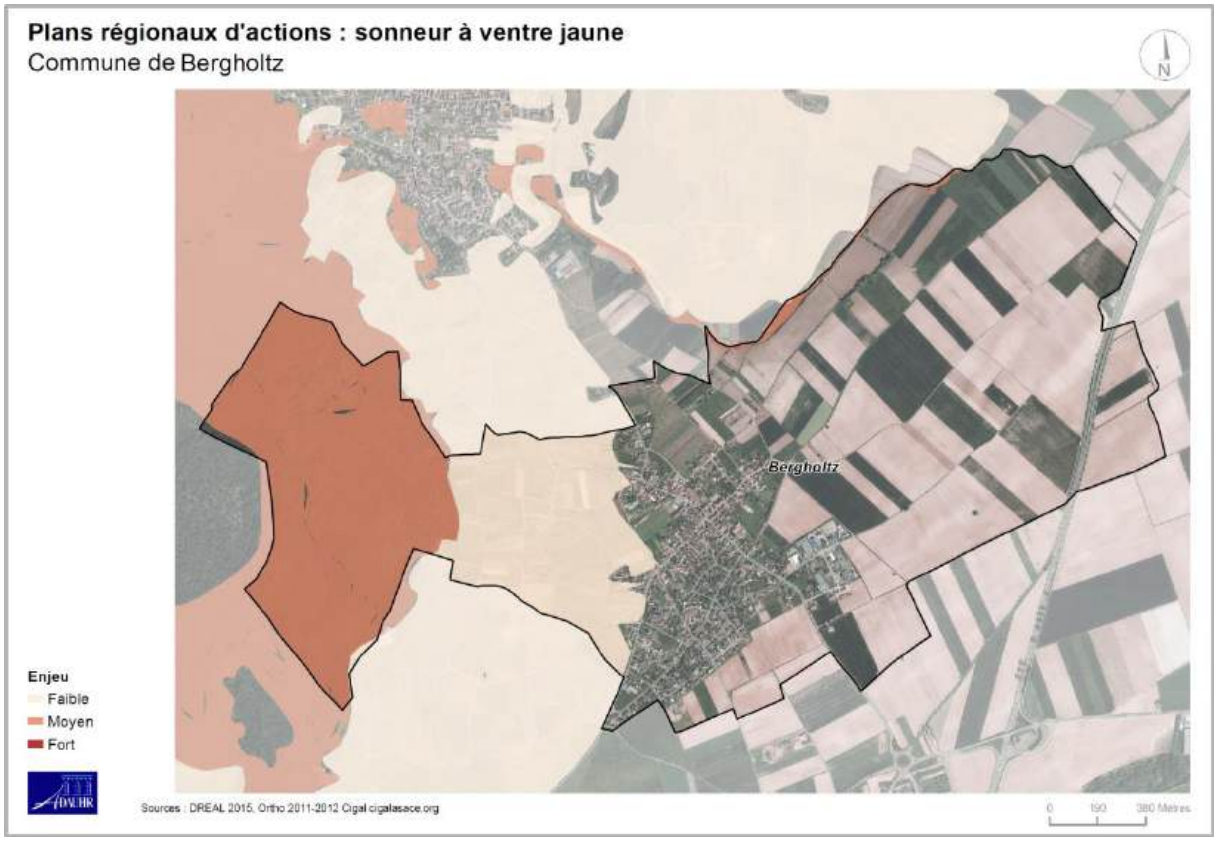
Les modifications règlementaires portées par la présente procédure n'impacteront pas les zones potentiellement humides CIGAL.



Les modifications règlementaires portées par la présente procédure n'impacteront pas la présence potentielle du crapaud vert.



Les modifications règlementaires portées par la présente procédure n'impacteront pas la présence potentielle de la pie grièche grise.



Les modifications règlementaires portées par la présente procédure n'impacteront pas la présence potentielle du sonneur à ventre jaune.

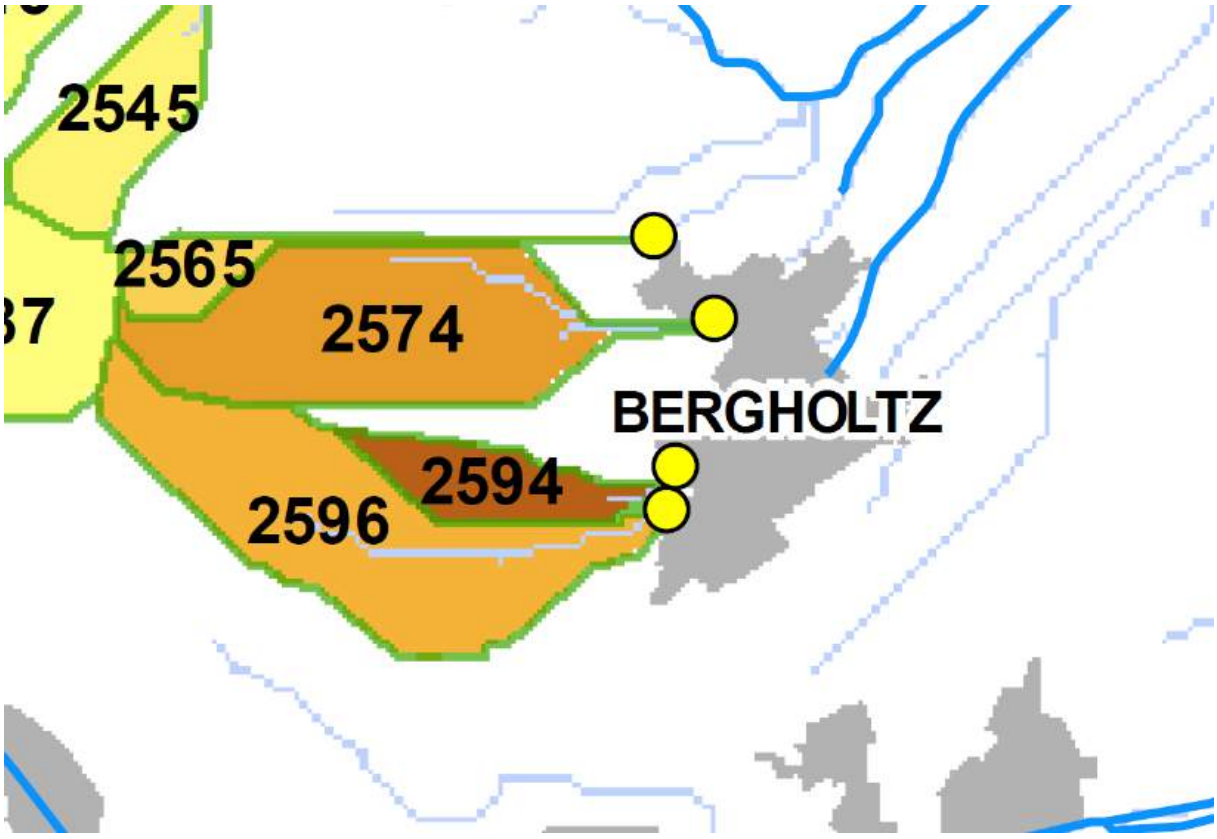
3.1.2. Vulnérabilité du ban communal de Bergholtz

La commune de Bergholtz est concernée par différents risques et nuisances. Ils sont récapitulés dans le suivant :

	Les modifications portées par la présente procédure impacteront-elles ces éléments ?
Risque potentiel de coulées d'eaux boueuses (étude INRA-BRGM 2006 / ARAA)	NON
Phénomène de retrait gonflement des argiles	NON
Risque sismique	NON
Risque de mouvements de terrain	NON
Risque radon	NON

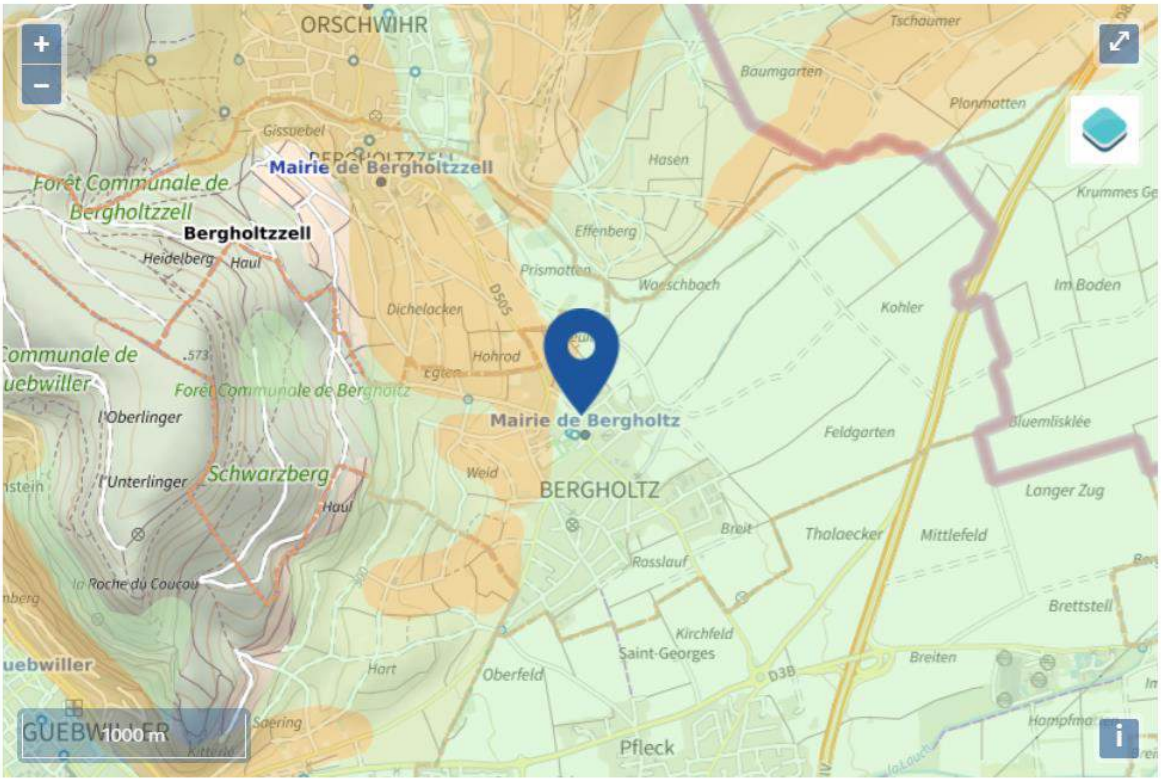
Conclusion sur la vulnérabilité du ban communal de Bergholtz :
Les modifications règlementaires portées par la présente procédure n'impacteront pas la vulnérabilité du ban communal de Bergholtz.

Risque de coulées d'eaux boueuses par bassin versant connecté aux zones urbaines



Les modifications règlementaires portées par la présente procédure n'augmenteront pas la vulnérabilité face aux coulées d'eau boueuse.

Carte de l'exposition au retrait-gonflement des argiles en France

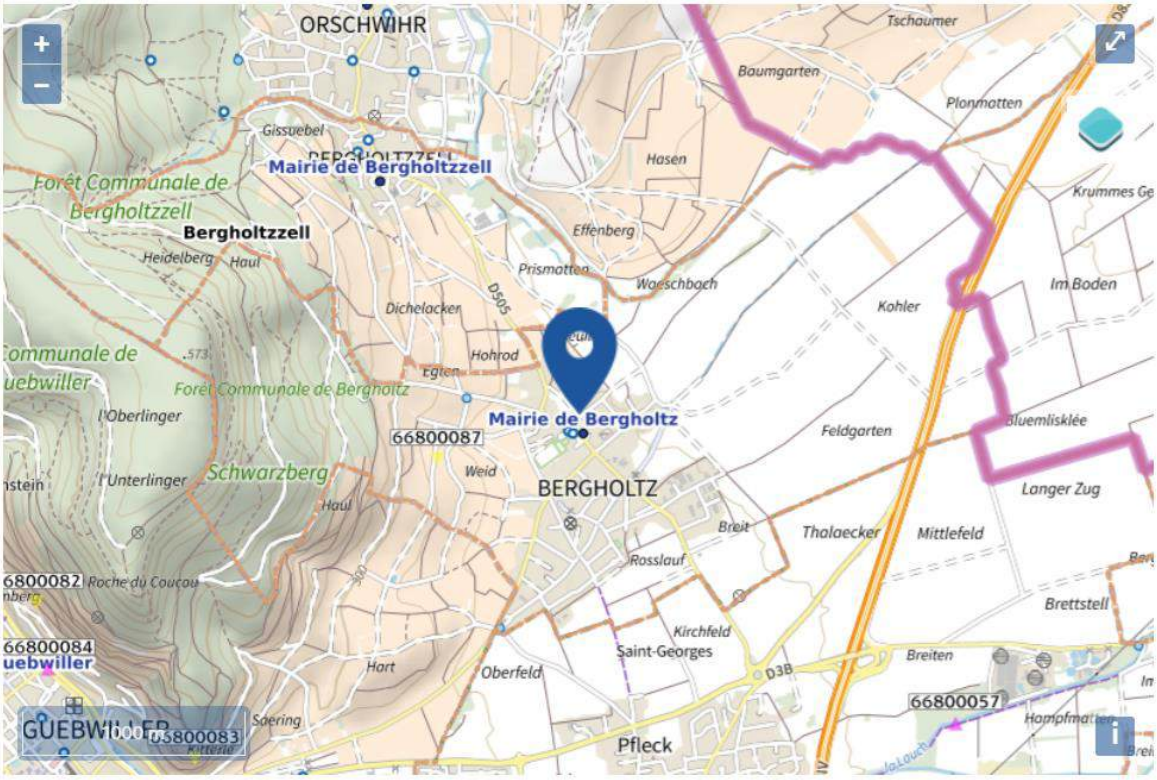


Légende :

- Faible
- Modéré
- Important

Les modifications règlementaires portées par la présente procédure n'augmenteront pas la vulnérabilité face au phénomène de retrait-gonflement des argiles.

Périmètre des servitudes d'utilité publique et localisation des cavités et indices de mouvements de terrain

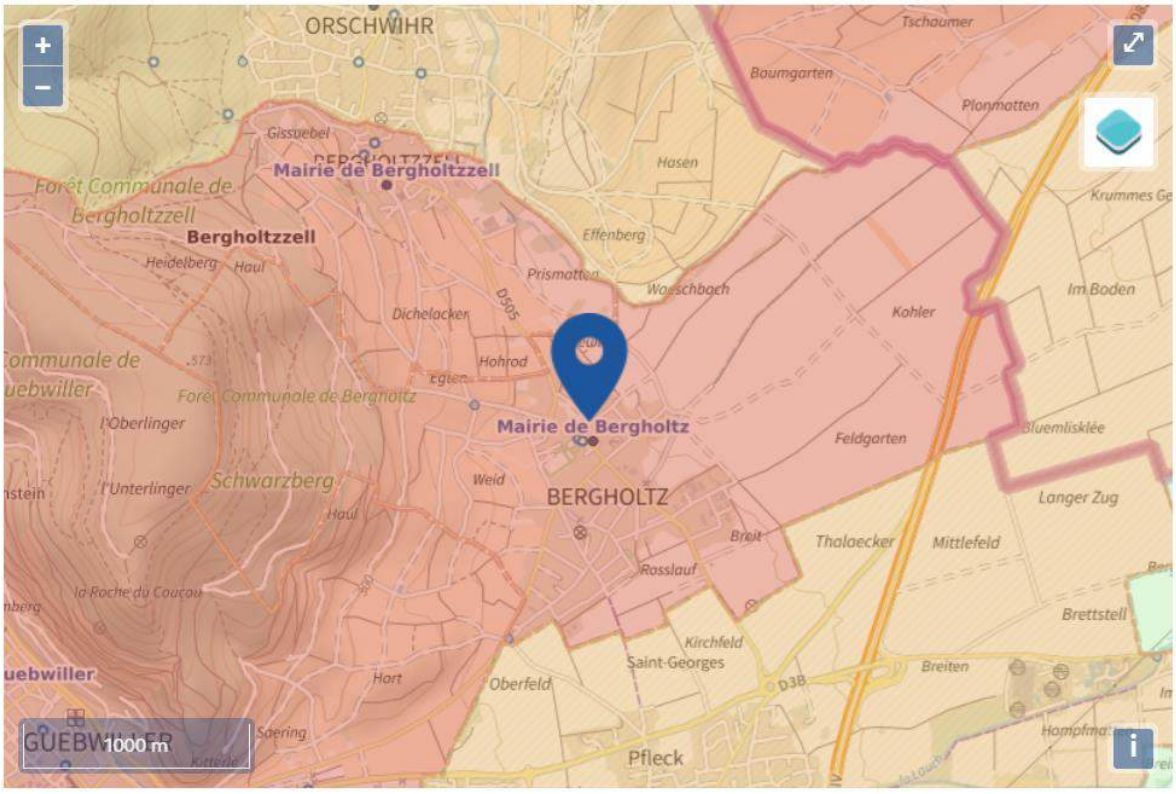


Légende :

- Zone à risque entrainant une servitude d'utilité publique
- Cave
- Carrière
- Naturelle
- Indéterminée
- Galerie
- Ouvrage Civil
- Ouvrage militaire
- Puits
- Souterrain
- Glissement
- Eboulement
- Coulee
- Effondrement
- Erosion des berges

Les modifications règlementaires portées par la présente procédure n'augmenteront pas la vulnérabilité face aux risques de mouvements de terrain.

Carte du potentiel radon par commune



Légende :

- Faible
- Modéré
- Important

Les modifications règlementaires portées par la présente procédure n'augmenteront pas la vulnérabilité face à l'exposition au radon.

3.2. Pourquoi la procédure n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement

De nature purement règlementaire, les modifications portées par la présente procédure ne sont pas susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

En effet, ces modifications :

- Ne conduisent à aucune consommation d'espace supplémentaire.
- Ne nuisent pas à la protection des espaces naturels, agricoles et forestiers ou à la préservation et à la remise en état des continuités écologiques.
- Ne nuisent pas à une répartition équilibrée entre emplois, habitat, commerces et services.
- Ne génère pas d'impact supplémentaire important sur les flux de déplacement.

4. Tableau de surface

La présente procédure ne modifie aucune limite de zone ou secteur. Le tableau de surface demeure inchangé :

Zones	Nb secteurs	Surfaces (ha)
UA	1	11,2
UC	3	37,9
UCa	1	1,7
UE	1	6,4
Sous-total "U"	6	57,2
AUc	3	8,5
AUs	1	4,4
Sous-total "AU"	4	12,9
A	4	122,8
Aa	3	151,2
Sous-total "A"	7	274,0
N	1	82,8
Total	18	427,0

5. Justifications par rapport aux documents supra-communaux

Compte tenu de leurs portées limitées, les modifications apportées dans le cadre de la présente procédure sont compatibles avec l'ensemble des documents supra-communaux applicables au territoire étudié (dont le SCoT) ainsi qu'avec les servitudes d'utilité publique existantes.

6. Contenu du dossier

La présente procédure comprend les pièces suivantes :

1. Exposé des motifs
2. Note de présentation
3.1. Règlement écrit modifié
3.2.a. Règlement graphique – Ensemble de la commune
3.2.b. Règlement graphique – Partie village

ALSACE
Collectivité
européenne
DAUHR
ATD
Alsace

PLAN LOCAL D'URBANISME

Modification simplifiée n°1

Bergholtz



3.1. Règlement écrit modifié

Modification simplifiée n°1

Document de travail

Août 2024

SOMMAIRE

PREAMBULE - DISPOSITIONS GENERALES 3

CHAPITRE 1 - ZONE UA 4

CHAPITRE 2 - ZONE UC 11

CHAPITRE 3 - ZONE UE 17

CHAPITRE 4 - ZONE AU 22

CHAPITRE 5 - ZONE A 28

CHAPITRE 6 - ZONE N 33

ANNEXES 37

NORMES MINIMALES DE STATIONNEMENT 37
REGLES GENERALES D'URBANISME 38
DEFINITION DE LA SURFACE HORS ŒUVRE (S.H.O.) 40
DEFINITION DU COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL (C.O.S.) 41
ARTICLE 682 DU CODE CIVIL 42
GESTION DES EMPLACEMENTS RESERVES 43
ESPACES BOISES 45
COUPES ET ABATTAGES D'ARBRES 46
SERVITUDE DE COUR COMMUNE 47

PREAMBULE - DISPOSITIONS GENERALES

1. PORTEES RESPECTIVES DU REGLEMENT A L'EGARD DES AUTRES LEGISLATIONS RELATIVES A L'OCCUPATION DES SOLS

1.1. Les règles de ce Plan Local d'Urbanisme se substituent aux règles générales d'utilisations du sol définies aux articles R 111-1 à R 111-26 du Code de l'Urbanisme

S'y ajoutent les articles R. 111-2, R.111-3-2, R.111-4, R.111-14-2, R.111-15, et R.111-21 du Code de l'Urbanisme dont le texte est reproduit au document "informations générales".

1.2. Les réglementations spécifiques aux servitudes d'utilité transcrites au plan des servitudes, s'ajoutent aux règles propres du plan local d'urbanisme.

2. DIVISION DU TERRITOIRE EN ZONES

Le territoire couvert par le Plan Local d'Urbanisme est divisé en zones urbaines, zones à urbaniser, zones agricoles, zones naturelles et forestières :

Le P.L.U. de Bergholtz définit :

- une zone urbaine UA ;
- une zone urbaine UC qui comprend le secteur UCa ;
- une zone urbaine UE ;
- une zone à urbaniser AU qui comprend les secteurs AUc et AUs ;
- une zone agricole A qui comprend le secteur Aa ;
- une zone naturelle et forestière N.

3. ADAPTATIONS MINEURES

Conformément à l'article L.123-1 du Code de l'Urbanisme, des adaptations mineures dérogeant à l'application stricte des articles 3 à 13 du règlement peuvent être autorisées en raison de la nature du sol, de la configuration des parcelles ou du caractère des constructions avoisinantes.

4. RECONSTRUCTION A L'IDENTIQUE DES BATIMENTS DETRUITS PAR SINISTRE

Conformément à l'article L.111-3 du Code de l'Urbanisme " la reconstruction à l'identique d'un bâtiment détruit par un sinistre est autorisée nonobstant toute disposition d'urbanisme contraire, sauf si la carte communale ou le plan local d'urbanisme en dispose autrement, dès lors qu'il a été régulièrement édifié".

Le présent P.L.U. préserve cette possibilité sous réserve du respect des impératifs relevant d'un intérêt général tels que la nécessité d'élargir ou d'améliorer les voies pour faciliter l'écoulement ou la sécurité de la circulation.

5. TRAVAUX SUR LES CONSTRUCTIONS EXISTANTES NON CONFORMES AUX REGLES DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Lorsqu'un immeuble bâti existant n'est pas conforme aux règles édictées par le règlement applicable à la zone, le permis de construire ne peut être accordé que pour des travaux qui ont pour objet d'améliorer la conformité de ces immeubles avec lesdites règles ou qui sont sans effet à leur égard.

CHAPITRE 1 - ZONE UA

Article UA 1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

1.1. Les établissements industriels et les occupations et utilisations du sol de nature à entraîner des nuisances incompatibles avec le voisinage d'habitations.

1.2. L'aménagement, la transformation et l'extension des établissements agricoles, artisanaux ou comportant ou non des installations classées, s'il doit en résulter une augmentation des nuisances pour le voisinage.

1.3. Les modes particuliers d'utilisation du sol ci-après :

- les parcs d'attractions;
- le stationnement de caravanes isolées ;
- les garages collectifs de caravanes non couverts;
- les terrains de camping et de caravanage recevant soit plus de 20 campeurs sous tente, soit plus de 6 caravanes ou tentes à la fois ;
- les terrains d'accueil d'habitations légères de loisirs ;
- les dépôts de véhicules susceptibles de contenir au moins 10 unités ;
- les dépôts ferrailles, de déchets et de véhicules hors d'usage ;
- les affouillements et exhaussements du sol autres que ceux liés aux occupations et utilisations du sol admises dans la zone ou le secteur ;
- l'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières.

Article UA 2: OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A CONDITIONS PARTICULIERES

2.1. La reconstruction des bâtiments détruits par sinistre nonobstant les dispositions des articles UA 3 à UA 14 sous réserve du respect des impératifs relevant d'un intérêt général tels que la nécessité d'élargir ou d'améliorer les voies pour faciliter l'écoulement ou la sécurité de la circulation.

2.2. Les démolitions sous réserve de l'obtention d'un permis de démolir.

2.3. Pour des motifs d'ordre esthétique ou sanitaire, l'autorisation de construire pourra être subordonnée à la démolition de tout ou partie de bâtiments existants sur le terrain le terrain d'opération.

Article UA 3 : DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

3.1. Desserte par les voies publiques ou privées

Les constructions et installations doivent être desservies par des voies publiques ou privées dont les caractéristiques répondent à leur destination.

Aucune voie publique nouvelle ne doit avoir une largeur de plate-forme inférieure à 7 mètres, sauf circonstances particulières tenant au relief et à la configuration bâtie des lieux.
Toutefois, la voirie est considérée comme suffisante avec une largeur de plate- forme de :

- 4 mètres lorsqu'il s'agit de desservir 2 logements au plus ;
- 6 mètres lorsqu'il s'agit de desservir au maximum 6 logements.

Les voies en impasse nouvelles doivent être aménagées dans leur partie terminale par une place de retournement d'au moins 15 mètres de diamètre afin de permettre aux véhicules de faire demi-tour.

3.2. Accès aux voies ouvertes au public

Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire n'obtienne un passage aménagé sur les fonds de ses voisins en application de l'article 682 du Code Civil, dont le texte est reproduit en annexe "informations générales".

Les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique.

Article UA 4 : DESSERTE PAR LES RESEAUX PUBLICS D'EAU, D'ELECTRICITE ET D'ASSAINISSEMENT

4.1. Adduction d'eau potable

Le branchement sur le réseau public d'eau potable est obligatoire pour toute construction nouvelle qui requiert une alimentation en eau potable.

4.2. Electricité

A l'intérieur des îlots de propriété, si la configuration des lieux et la structure technique du réseau d'électricité le permettent, les raccordements seront réalisés en sous-terrain.

4.3. Assainissement

4.3.1. Eaux usées

Le branchement sur le réseau collectif d'assainissement est obligatoire pour toute construction nouvelle produisant des eaux usées.

En outre, si l'effluent est de nature à compromettre le bon fonctionnement des installations de traitement, l'évacuation des eaux résiduaires non domestiques peut être subordonnée à un prétraitement approprié.

4.3.2. Eaux pluviales

Les aménagements réalisés sur un terrain ne doivent pas faire obstacle au libre écoulement des eaux pluviales qui doivent être infiltrées sur la propriété bâtie moyennant un dispositif approprié, sauf impossibilité technique liée à la nature du terrain ; le raccordement des conduites d'eaux pluviales dans le regard de branchement des eaux usées est interdit.

En cas d'existence d'un réseau collecteur des eaux pluviales, les aménagements réalisés sur un terrain doivent être tels qu'ils garantissent l'écoulement des eaux pluviales dans ce réseau.

Les eaux de lessivage des surfaces imperméabilisées des aires de stationnement et de circulation des véhicules ne doivent être rejetées dans le milieu naturel qu'après traitement dans un ensemble débourbeur-épurateur aux caractéristiques appropriées.

4.3.3. Eaux de drainage

Le raccordement des eaux de drainage n'est pas autorisé dans le branchement des eaux usées.

Article UA 5 : SUPERFICIE MINIMALE DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES

Néant.

Article UA 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

6.1. Les constructions doivent être implantées de manière à ce que la distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point de l'alignement opposé qui en est le plus rapproché, soit au moins égale à la différence d'altitude entre ces deux points.
Toutefois, la reconstruction de bâtiments sur l'emprise existante est autorisée dans la limite de la hauteur d'origine.

6.2. Le long des sections de rues indiquées au plan de zonage sous *« Alignement obligatoire »* :

6.2.1. les constructions principales doivent être implantées sur l'alignement obligatoire indiqué, ou s'il existe, à l'alignement de voie approuvé, de manière à ce que la moitié au moins de la limite du terrain concernée par cet alignement soit surbâtie *(par construction principale, il faut entendre un bâtiment affecté à l'habitation ou à l'activité exercée sur la parcelle : agricole, commerciale ou de service, etc.)* ;

6.2.2. d'autres implantations peuvent néanmoins être autorisées dans les cas suivants :

- si d'une part, la largeur de façade du terrain donnant sur la rue est inférieure à 6 mètres ;
- ou si la longueur cumulée des façades des constructions principales déjà édifiées sur l'alignement obligatoire est au moins égale à la moitié de la longueur du coté du terrain concerné par cet alignement ;
- ou pour des constructions légères à usage d'abris ;
- ou pour l'extension de constructions existantes.

Article UA 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

7.1. Sur une profondeur maximum de 15 mètres comptée à partir de l'alignement, les constructions doivent être édifiées sur les limites séparatives latérales des parcelles ou implantées de manière à ce que la distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point de la limite séparative qui en est le plus proche, soit au moins égale à la moitié de la différence d'altitude (h/2) entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.

7.2. Au-delà de la profondeur de 15 mètres comptée à partir de l'alignement :

7.2.1. les constructions doivent être implantées de manière à ce que la distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point de la limite séparative qui en est le plus proche soit au moins égale à la moitié de la différence d'altitude (h/2) entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 3 mètres ;

7.2.2. des constructions peuvent être édifiées le long des limites séparatives des parcelles :

- si leur hauteur n'excède pas 4 mètres sur limite séparative et si leur longueur sur limite n'excède pas 9 mètres sur un seul côté de la parcelle ;
- ou si elles s'adossent à des constructions existant sur le fonds voisin, sans en excéder ni la hauteur ni la longueur sur limite.

7.3. S'il existe sur le fonds voisin un bâtiment en léger recul conformément à la tradition locale du « schlupf » (cf définition ci-dessous), alors le bâtiment à construire ou l'extension à ériger doit respecter cette tradition et s'implanter en léger recul, sans que la distance séparant les deux constructions puisse être supérieure à 0,80 mètre.

Par ailleurs, l'isolation des constructions par l'extérieur ne pourra pas être admise au sein d'un « schlupf ».

Schlupf (tradition locale issue du 17ème siècle) :
Espace séparant les murs latéraux de deux constructions voisines pour former un couloir perpendiculaire à l'alignement des façades sur rue. Ayant un caractère mitoyen, il laisse tout juste la place au passage d'un homme dans le but d'effectuer les rejets domestiques depuis la cuisine, d'éviter la propagation des incendies et, parfois, de permettre l'écoulement des eaux pluviales.

7.4. D'autres implantations peuvent être autorisées lorsque les propriétés voisines sont liées par une servitude de cour commune. Dans ce cas les dispositions de l'article UA 8 sont applicables.

7.5. Dans tous les cas, dans les marges de recul résultantes de l'application des règles précédentes, l'isolation des constructions par l'extérieur sera admise dans la limite d'un dépassement de 30 cm.

Article UA 8 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Sauf en cas de contiguïté, la distance comptée horizontalement de tout point d'une construction à usage d'habitation au point le plus proche d'une autre construction à usage d'habitation, doit être au moins égale à 4 mètres.

Article UA 9 : EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS

L'emprise au sol des constructions de toute nature ne peut excéder 80 % de la superficie du terrain.

Toutefois, ce coefficient d'emprise peut être dépassé :

- en cas de reconstruction dans les 5 ans après le sinistre ou la démolition, dans les limites de l'emprise au sol existante ;
- pour permettre la mise en conformité de la construction avec les normes d'habitabilité ;
- lorsque le terrain d'emprise de la construction ne dépasse pas 350 m², et que ce terrain n'est pas issu d'une division parcellaire depuis moins de 20 ans.

Article UA 10: HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

10.1. La hauteur maximale des constructions est limitée à 7,50 mètres à l'égout du toit et à 12,50 mètres au faîtage, par rapport au niveau moyen du terrain naturel sur l'emprise de la construction.

10.2. Ces hauteurs peuvent être dépassées pour des ouvrages techniques et autres superstructures de faible emprise reconnues indispensables.

10.3. Lorsqu'il existe un sous-sol, le niveau supérieur du plancher fini du rez-de-chaussée ne doit pas dépasser de plus de 1,70 mètre le niveau moyen du terrain naturel sur l'emprise de la construction ; cette hauteur peut être modulée en fonction du niveau du toit de la nappe phréatique.

Article UA 11 : ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

11.1. Bâtiments

Les constructions, quelle que soit leur destination, doivent présenter un aspect compatible avec le caractère des lieux avoisinants, des sites et des paysages.

Les façades latérales ou postérieures des constructions, les murs et pignons aveugles ainsi que les bâtiments secondaires doivent être traités avec le même soin que les façades principales et en harmonie avec elles.

11.2. Matériaux

Les matériaux ne présentant pas par eux-mêmes un aspect suffisant de finition, notamment les parpaings et briques creuses, doivent être enduits ou recouverts d'un revêtement approprié.

Les revêtements de façade et les teintes des ravalements extérieurs seront choisis de manière à s'harmoniser avec le site et les constructions avoisinantes.

Tout dépôt ou stockage à l'air libre devra être masqué par une paroi périphérique ou un rideau végétal dense.

11.3. Remblais

Les remblais ne sont autorisés que sur un tiers du périmètre des constructions à usage d'habitation et doivent être traités en terrasses, soutenues par des murets, pour éviter l'effet de "taupinière".

11.4. Toitures

Les toitures des constructions à usage d'habitation doivent être recouvertes de tuiles, de teintes rouge terre cuite à brun.

Les toitures des constructions à usage d'activités doivent être de teinte rouge terre cuite à brun.

Les toitures des constructions à usage d'habitation doivent être constituées de charpentes à deux pans dont la pente ne pourra être inférieure à 40°.

Les toitures des constructions à usage d'activité doivent être constituées de charpentes à deux pans dont la pente ne pourra être inférieure à 17°.

Des formes et des pentes différentes pourront néanmoins être admises pour les éléments architecturaux d'accompagnement, s'insérant dans la volumétrie générale des toitures, pour des constructions ne dépassant pas 30 mètres carrés d'emprise ainsi que pour les extensions des constructions existantes dans la limite de 30 mètres carrés d'emprise.

11.5. Clôtures

11.5.1. Les clôtures sur rue ou sur limites séparatives doivent être de conception simple et constituées :

- soit d'un mur plein enduit ou en pierre du pays laissée apparente, d'une hauteur comprise entre 1,80 et 2,00 mètres ;
- soit de grilles, grillages ou palissades surmontant ou non un mur-bahut d'une hauteur maximale de 0,50 mètres, l'ensemble ne devant pas excéder 1,50 mètres sur rue et 2,00 mètres sur limites séparatives.

11.5.2. Le long des sections de rues indiquées au plan de zonage sous *« Alignement obligatoire »*, les clôtures sur rue doivent être constituées d'un mur plein enduit ou en pierre du pays laissée apparente, d'une hauteur comprise entre 1,80 et 2,00 mètres.

11.5.3. Ces règles peuvent être adaptées pour des raisons de sécurité, de salubrité ou de nuisances.

Article UA 12: OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT

Sauf dispositions contraires, lors de toute opération, de construction, d'extension, de création de surfaces de plancher ou de changement d'affectation de locaux, il doit être réalisé en dehors des voies publiques un nombre d'aires de stationnement correspondant aux besoins de ces opérations, selon les normes minimales figurant en annexe.

La norme applicable aux constructions ou établissements non prévus à cette liste est celle à laquelle ces établissements sont le plus directement assimilables.

Sauf dispositions contraires, lors de toute opération d'ensemble à vocation d'habitat (notamment sous la forme d'un lotissement ou d'une A.F.U.), ainsi que pour tout immeuble ou groupe d'habitation comportant au moins 2 logements, il devra être réalisé, en dehors des voies publiques, au moins 2 aires de stationnement par logement, dont au moins 1 aire par logement, non close et directement accessible depuis la voie publique.
Les besoins en stationnement étant essentiellement fonction du caractère des établissements, les normes minimales figurant en annexe peuvent être adaptées pour tenir compte de la nature et de la situation de la construction, ou d'une polyvalence éventuelle d'utilisation des aires.

Article UA 13 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ESPACES LIBRES, D'AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS ET DE PLANTATIONS

Les espaces libres n'étant affectés ni à des aires de stockage, ni à des aires de manœuvre ou de stationnement de véhicules, ni à des accès ou aménagements piétonniers, doivent être plantés.

Article UA 14: COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Il n'est pas fixé de C.O.S. pour la zone UA.

Les possibilités maximales d'occupation du sol sont celles qui résultent des règles définies aux articles UA 3 à UA 13 ci-dessus.

CHAPITRE 2 - ZONE UC

Article UC 1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

1.1. Les établissements industriels et les occupations et utilisations du sol de nature à entraîner des nuisances incompatibles avec le voisinage d'habitations.

1.2. L'aménagement, la transformation et l'extension des établissements artisanaux ou agricoles, comportant ou non des installations classées, s'il doit en résulter une augmentation des nuisances pour le voisinage.

1.3. Dans le secteur UCa toutes constructions ou installations autres que celles nécessaires aux activités sportives et de loisirs.

1.4. Les modes particuliers d'utilisation du sol ci-après :

- les parcs d'attractions ;
- le stationnement de caravanes isolées ;
- les garages collectifs de caravanes non couverts ;
- les terrains de camping et de caravanage recevant soit plus de 20 campeurs sous tente, soit plus de 6 caravanes ou tentes à la fois ;
- les terrains d'accueil d'habitations légères de loisirs ;
- les dépôts de véhicules susceptibles de contenir au moins 10 unités ;
- les dépôts ferrailles, de déchets et de véhicules hors d'usage ;
- les affouillements et exhaussements du sol autres que ceux liés aux occupations et utilisations du sol admises dans la zone ou le secteur ;
- l'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières.

Article UC 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A CONDITIONS PARTICULIERES

2.1. La reconstruction des bâtiments détruits par sinistre nonobstant les dispositions des articles UC 3 à UC 15 sous réserve du respect des impératifs relevant d'un intérêt général tels que la nécessité d'élargir ou d'améliorer les voies pour faciliter l'écoulement ou la sécurité de la circulation.

2.2. Les démolitions sous réserve de l'obtention d'un permis de démolir.

2.3. Pour des motifs d'ordre esthétique ou sanitaire, l'autorisation de construire pourra être subordonnée à la démolition de tout ou partie de bâtiments existants sur le terrain d'opération.

Article UC 3 : DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

3.1. Desserte par les voies publiques ou privées

Les constructions et installations doivent être desservies par des voies publiques ou privées dont les caractéristiques répondent à leur destination.

Aucune voie publique nouvelle ne doit avoir une largeur de plate-forme inférieure à 7 mètres, sauf circonstances particulières tenant au relief et à la configuration bâtie des lieux.

Toutefois, la voirie est considérée comme suffisante avec une largeur de plate- forme de :

- 4 mètres lorsqu'il s'agit de desservir 2 logements au plus ;
- 6 mètres lorsqu'il s'agit de desservir au maximum 6 logements.

Les voies en impasse nouvelles doivent être aménagées dans leur partie terminale par une place de retournement d'au moins 15 mètres de diamètre afin de permettre aux véhicules de faire demi-tour.

3.2. Accès aux voies ouvertes au public

Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire n'obtienne un passage aménagé sur les fonds de ses voisins en application de l'article 682 du Code Civil, dont le texte est reproduit en annexe "informations générales".

Les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique.

Article UC 4 : DESSERTE PAR LES RESEAUX PUBLICS D'EAU, D'ELECTRICITE ET D'ASSAINISSEMENT

4.1. Adduction d’eau potable

Le branchement sur le réseau public d’eau potable est obligatoire pour toute construction nouvelle qui requiert une alimentation en eau potable.

4.2. Electricité

A l'intérieur des îlots de propriété, si la configuration des lieux et la structure technique du réseau d'électricité le permettent, les raccordements seront réalisés en sous-terrain.

4.3. Assainissement

4.3.1. Eaux usées

Les aménagements réalisés sur un terrain ne doivent pas faire obstacle au libre écoulement des eaux pluviales qui doivent être infiltrées sur la propriété bâtie moyennant des puits perdus ou évacuées par des fossés ; le raccordement des conduites d’eaux pluviales dans le regard de branchement des eaux usées est interdit.

En cas d’existence d’un réseau collecteur des eaux pluviales, les aménagements réalisés sur un terrain doivent être tels qu’ils garantissent l’écoulement des eaux pluviales dans ce réseau.

Les eaux de ruissellement des aires de stationnement imperméabilisées doivent transiter par un dispositif débourbeur-séparateur d'hydrocarbure avant rejet.

4.3.2. Eaux pluviales

Les aménagements réalisés sur un terrain ne doivent pas faire obstacle au libre écoulement des eaux pluviales qui doivent être infiltrées sur la propriété bâtie moyennant un dispositif approprié, sauf impossibilité technique liée à la nature du terrain ; le raccordement des conduites d'eaux pluviales dans le regard de branchement des eaux usées est interdit.

En cas d'existence d'un réseau collecteur des eaux pluviales, les aménagements réalisés sur un terrain doivent être tels qu'ils garantissent l'écoulement des eaux pluviales dans ce réseau.

Les eaux de lessivage des surfaces imperméabilisées des aires de stationnement et de circulation des véhicules ne doivent être rejetées dans le milieu naturel qu'après traitement dans un ensemble débourbeur-épurateur aux caractéristiques appropriées.

4.3.3. Eaux de drainage

Le raccordement des eaux de drainage n'est pas autorisé dans le branchement des eaux usées.

Article UC 5 : SUPERFICIE MINIMALE DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES

Néant.

Article UC 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les constructions doivent être implantées à une distance au moins égale à 4 mètres de l'alignement de la voie.
Toutefois l'aménagement d'accès et d'auvents ouverts peut être autorisé dans la limite de 5 m² de S.H.O.B.

Article UC 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

7.1. Les constructions doivent être implantées de manière à ce que la distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point de la limite séparative qui en est le plus proche soit au moins égale à la moitié de la différence d'altitude (h/2) entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.

7.2. Des constructions peuvent être édifiées le long des limites séparatives des parcelles :

- si leur hauteur sur limite séparative n'excède pas 5 mètres au faîtage et 3 mètres à l'égout du toit ou à l'acrotère et si leur longueur sur limite n'excède pas 9 mètres sur un seul côté de la parcelle ;
- ou si elles s'adossent à des constructions existant sur le fonds voisin, sans en excéder ni la hauteur ni la longueur sur limite.

7.3. D'autres implantations peuvent être autorisées lorsque les propriétés voisines sont liées par une servitude de cour commune. Dans ce cas les dispositions de l'article UC 8 sont applicables

7.4. Dans tous les cas, dans les marges de recul résultantes de l'application des règles précédentes, l'isolation des constructions par l'extérieur sera admise dans la limite d'un dépassement de 30 cm.

Article UC 8 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Sauf en cas de contiguïté, la distance comptée horizontalement de tout point d'une construction à usage d'habitation au point le plus proche d'une autre construction à usage d'habitation doit être au moins égale à 4 mètres.

En outre, au droit des baies des pièces d'habitation ou d'activité, aucun point d'un bâtiment voisin ne doit être vu sous un angle supérieur à 45° par rapport à un plan horizontal situé 1 mètre au-dessus du plancher.

Pour la façade la moins ensoleillée, l'angle précédent est porté à 60° si la moitié au plus des pièces habitables prennent jour sur cette façade.

Article UC 9 : EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS

L'emprise au sol des constructions de toute nature ne peut excéder 40 % de la superficie du terrain.

Article UC 10 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

10.1. La hauteur maximale des constructions est limitée à 7,5 mètres à l'égout du toit et à 12,50 mètres au faîtage, par rapport au niveau moyen du terrain naturel sur l'emprise de la construction.

10.2. Ces hauteurs peuvent être dépassées pour des ouvrages techniques et autres superstructures de faible emprise reconnues indispensables.

10.3. Lorsqu'il existe un sous-sol, le niveau supérieur du plancher fini du rez-de-chaussée ne doit pas dépasser de plus de 1,70 mètres le niveau moyen du terrain naturel sur l'emprise de la construction ; cette hauteur peut être modulée en fonction du niveau du toit de la nappe phréatique.

Article UC 11 : ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

11.1. Bâtiments

Les constructions, quelle que soit leur destination, doivent présenter un aspect compatible avec le caractère des lieux avoisinants, des sites et des paysages.

Les façades latérales ou postérieures des constructions, les murs et pignons aveugles ainsi que les bâtiments secondaires doivent être traités avec le même soin que les façades principales et en harmonie avec elles.

11.2. Matériaux

Les matériaux ne présentant pas par eux-mêmes un aspect suffisant de finition, notamment les parpaings et briques creuses, doivent être enduits ou recouverts d'un revêtement approprié.

Les revêtements de façade et les teintes des ravalements extérieurs seront choisis de manière à s'harmoniser avec le site et les constructions avoisinantes.

Tout dépôt ou stockage à l'air libre devra être masqué par une paroi périphérique ou un rideau végétal dense.

11.3. Remblais

Les remblais ne sont autorisés que sur un tiers du périmètre des constructions à usage d'habitation et doivent être traités en terrasses, soutenues par des murets, pour éviter l'effet de "taupinière".

11.4. Orientation des faîtages

Dans la partie de la zone située en entrée Est de l'agglomération, les faîtages doivent être orientés selon les indications reportées au document graphique n°3.2.b.

11.5. Toitures

Les toitures des constructions à usage d'habitation doivent être recouvertes de tuiles, de teintes rouge terre cuite à brun.

Les toitures des constructions à usage d'activités doivent être de teinte rouge terre cuite à brun.

Les toitures des constructions à usage d'habitation doivent être constituées de charpentes à deux pans dont la pente ne pourra être inférieure à 40°.

Les toitures des constructions à usage d'activité doivent être constituées de charpentes à deux pans dont la pente ne pourra être inférieure à 17°.

Des formes et des pentes différentes pourront néanmoins être admises pour les éléments architecturaux d'accompagnement, s'insérant dans la volumétrie générale des toitures, pour des constructions ne dépassant pas 30 m² d'emprise ainsi que pour les extensions des constructions existantes dans la limite de 30 mètres carrés d'emprise.

11.6. Clôtures

Les clôtures sur rue ou sur limites séparatives doivent être de conception simple et constituées de grilles, grillages ou palissades surmontant ou non un mur-bahut d'une hauteur maximale de 0,50 mètres, l'ensemble ne devant pas excéder 1,50 mètres sur rue et 2,00 mètres sur limites séparatives.

Cette règle peut être adaptée pour des raisons de sécurité, de salubrité ou de nuisances.

Article UC 12 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT

Sauf dispositions contraires, lors de toute opération, de construction, d'extension, de création de surfaces de plancher ou de changement d'affectation de locaux, il doit être réalisé en dehors des voies publiques un nombre d'aires de stationnement correspondant aux besoins de ces opérations, selon les normes minimales figurant en annexe.

La norme applicable aux constructions ou établissements non prévus à cette liste est celle à laquelle ces établissements sont le plus directement assimilables.
Sauf dispositions contraires, lors de toute opération d'ensemble à vocation d'habitat (notamment sous la forme d'un lotissement ou d'une A.F.U.), ainsi que pour tout immeuble ou groupe d'habitation comportant au moins 2 logements, il devra être réalisé, en dehors des voies publiques, au moins 2 aires de stationnement par logement, dont au moins I aire par logement, non close et directement accessible depuis la voie publique.

Les besoins en stationnement étant essentiellement fonction du caractère des établissements, les normes minimales figurant en annexe peuvent être adaptées pour tenir compte de la nature et de la situation de la construction, ou d'une polyvalence éventuelle d'utilisation des aires.

Article UC 13 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ESPACES LIBRES, D'AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS ET DE PLANTATIONS

13.1. La superficie des espaces plantés doit être au moins égale à 30 % de la superficie du terrain.

13.2. Les parties de zone indiquées sous "espace à planter" au document graphique n°3.2.b, doivent être maintenues en pleine terre et plantées d'arbres fruitiers ou de haies arbustives composées d'essences locales.

Article UC 14 : COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Le C.O.S. applicable à la zone est égal à 0,40.

CHAPITRE 3 - ZONE UE

Article UE 1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

1.1. Les constructions et les installations, classées ou non, de nature à entraîner des nuisances incompatibles avec le voisinage des habitations.

1.2. Les constructions et les installations nécessaires aux exploitations agricoles.

1.3. Les constructions à usage d'habitation si elles ne sont pas liées à une activité admise dans la zone.

1.4. Les modes particuliers d'utilisation du sol ci-après :

- les parcs d'attractions;
- le stationnement de caravanes isolées ;
- les terrains de camping et de caravanage ;
- les terrains d'accueil d'habitations légères de loisirs ;
- les dépôts ferrailles, de déchets et de véhicules hors d'usage;
- les affouillements et exhaussements du sol autres que ceux liés aux occupations et utilisations du sol admises dans la zone ou le secteur ;
- l'ouverture et l'exploitation de carrières ;
- la création ou l'extension d'étangs.

Article UE 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A CONDITIONS PARTICULIERES

2.1. Les logements de fonction - à raison de 1 au maximum par établissement à condition :

- qu'ils soient exclusivement destinés aux personnes dont la présence constante est nécessaire pour assurer la gestion ou le gardiennage des établissements ;
- qu'ils soient intégrés aux bâtiments d'activités -à moins que des motifs de sécurité ou de salubrité ne s'y opposent- et que l'ensemble présente une unité d'aspect ;
- que la S.H.O.N. affectée à l'habitat ne dépasse pas la moitié de la S.H.O.N. totale sans excéder 200 m².

Article UE 3 : DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

3.1. Desserte par les voies publiques ou privées

Les constructions et installations doivent être desservies par des voies publiques ou privées dont les caractéristiques répondent à leur destination.
Aucune voie publique nouvelle ne doit avoir une largeur de plate-forme inférieure à 7 mètres, sauf circonstances particulières tenant au relief et à la configuration bâtie des lieux.

3.2. Accès aux voies ouvertes au public

Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire n'obtienne un passage aménagé sur les fonds de ses voisins en application de l'article 682 du Code Civil, dont le texte est reproduit en annexe "informations générales".

Les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique.

Article UE 4 : DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

4.1. Adduction d'eau potable

Le branchement sur le réseau public d'eau potable est obligatoire pour toute construction nouvelle qui requiert une alimentation en eau potable.

4.2. Electricité

A l'intérieur des îlots de propriété, si la configuration des lieux et la structure technique du réseau d'électricité le permettent, les raccordements seront réalisés en sous-terrain.

4.3. Assainissement

4.3.1. Eaux usées

Le branchement sur le réseau collectif d'assainissement est obligatoire pour toute construction nouvelle produisant des eaux usées.

En outre, si l'effluent est de nature à compromettre le bon fonctionnement des installations de traitement, l'évacuation des eaux résiduaires non domestiques peut être subordonnée à un prétraitement approprié.

4.3.2. Eaux pluviales

Les aménagements réalisés sur un terrain ne doivent pas faire obstacle au libre écoulement des eaux pluviales qui doivent être infiltrées sur la propriété bâtie moyennant un dispositif approprié, sauf impossibilité technique liée à la nature du terrain ; le raccordement des conduites d'eaux pluviales dans le regard de branchement des eaux usées est interdit.

En cas d'existence d'un réseau collecteur des eaux pluviales, les aménagements réalisés sur un terrain doivent être tels qu'ils garantissent l'écoulement des eaux pluviales dans ce réseau.

Les eaux de lessivage des surfaces imperméabilisées des aires de stationnement et de circulation des véhicules ne doivent être rejetées dans le milieu naturel qu'après traitement dans un ensemble débourbeur-épurateur aux caractéristiques appropriées.

4.3.3. Eaux de drainage

Le raccordement des eaux de drainage n'est pas autorisé dans le branchement des eaux usées.

Article UE 5 : SUPERFICIE MINIMALE DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES

Néant.

Article UE 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les constructions doivent être implantées à une distance au moins égale à 4 mètres de l'alignement de la voie.

Article UE 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

7.1. Les constructions doivent être implantées de manière à ce que la distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point de la limite séparative qui en est le plus proche soit au moins égale à la différence d'altitude (h) entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 5 mètres.

7.2. Des constructions peuvent être édifiées le long des limites séparatives des parcelles si leur hauteur sur limite séparative n'excède pas 6 mètres et si leur longueur cumulée sur limites séparatives n'excède pas 12 mètres au total.

7.3. D'autres implantations peuvent être autorisées lorsque les propriétés voisines sont liées par une servitude de cour commune. Dans ce cas les dispositions de l'article UE 8 sont applicables.

Article UE 8 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Sauf en cas de contiguïté, la distance comptée horizontalement de tout point d'une construction au point le plus proche d'une autre doit être au moins égale à 4 mètres.

En outre, au droit des baies des pièces d'habitation ou d'activité, aucun point d'un bâtiment voisin ne doit être vu sous un angle supérieur à 45° par rapport à un plan horizontal situé 1 mètre au-dessus du plancher.

Pour la façade la moins ensoleillée, l'angle précédent est porté à 60° si la moitié au plus des pièces habitables prennent jour sur cette façade.

Article UE 9 : EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS

L'emprise au sol des constructions de toute nature ne peut excéder 40 % de la superficie du terrain.

Article UE 10 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

La hauteur maximale des constructions est limitée à 10 mètres par rapport au niveau moyen du terrain naturel sur l'emprise de la construction.
Cette hauteur peut être dépassée pour des ouvrages techniques et autres superstructures de faible emprise reconnues indispensables.

Article UE 11 : ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

11.1. Bâtiments

Les constructions, quelle que soit leur destination, doivent présenter un aspect compatible avec le caractère des lieux avoisinants, des sites et des paysages.

Les façades latérales ou postérieures des constructions, les murs et pignons aveugles ainsi que les bâtiments secondaires doivent être traités avec le même soin que les façades principales et en harmonie avec elles.

11.2. Matériaux

Les matériaux ne présentant pas par eux-mêmes un aspect suffisant de finition, notamment les parpaings et briques creuses, doivent être enduits ou recouverts d'un revêtement approprié.
Les revêtements de façade et les teintes des ravalements extérieurs seront choisis de manière à s'harmoniser avec le site et les constructions avoisinantes.

Tout dépôt ou stockage à l'air libre devra être masqué par une paroi périphérique ou un rideau végétal dense.

11.3. Clôtures

Les clôtures sur rue ou sur limites séparatives doivent être de conception simple et ne doivent pas excéder 2 mètres de hauteur.

Cette règle peut être adaptée pour des raisons de sécurité, de salubrité ou de nuisances.

Article UE 12 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT

Sauf dispositions contraires, lors de toute opération, de construction, d'extension, de création de surfaces de plancher ou de changement d'affectation de locaux, il doit être réalisé en dehors des voies publiques un nombre d'aires de stationnement correspondant aux besoins de ces opérations, selon les normes minimales figurant en annexe.

La norme applicable aux constructions ou établissements non prévus à cette liste est celle à laquelle ces établissements sont le plus directement assimilables.

Les besoins en stationnement étant essentiellement fonction du caractère des établissements, les normes minimales figurant en annexe peuvent être adaptées pour

tenir compte de la nature et de la situation de la construction, ou d'une polyvalence éventuelle d'utilisation des aires.

Sur chaque propriété doivent être réservés les dégagements nécessaires à la manœuvre et au stationnement des véhicules de transport de marchandises, de manière à ce que les opérations de chargement et de déchargement s'effectuent à l'intérieur de la propriété.

Article UE 13 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ESPACES LIBRES, D'AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS ET DE PLANTATIONS

13.1. Une superficie au moins égale à 10 % de la superficie du terrain non surbâti doit être plantée d'arbres de hautes tiges choisis parmi les essences locales.

13.2. Les parties de zone indiquées sous "espace à planter" au document graphique n°3.2.b, doivent être maintenues en pleine terre et plantées d'une double rangée d'arbres de haute tige.

13.3. Les espaces libres n'étant affectés ni à des aires de stockage, ni à des aires de manœuvre ou de stationnement de véhicules, ni à des accès ou aménagements piétonniers doivent être plantés.

Article UE 14 : COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Il n'est pas fixé de C.O.S. pour la zone UE.

Les possibilités maximales d'occupation du sol sont celles qui résultent des règles définies aux articles UE 3 à UE 13 ci-dessus.

CHAPITRE 4 - ZONE AU

Article AU 1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

1.1. Dans le secteur AUs, toutes installations, occupations et utilisations du sol si elles ne sont pas nécessaires à la réalisation, à l'entretien et au fonctionnement des équipements et réseaux publics ou d'intérêt collectif.

1.2. Les établissements industriels et les occupations et utilisations du sol de nature à entraîner des nuisances incompatibles avec le voisinage d'habitations.

1.3. La création de nouvelles exploitations agricoles.

1.4. Les modes particuliers d'utilisation du sol ci-après :

- les parcs d'attractions ;
- le stationnement de caravanes isolées ;
- les garages collectifs de caravanes ;
- les terrains de camping et de caravanage recevant soit plus de 20 campeurs sous tente, soit plus de 6 caravanes ou tentes à la fois ;
- les terrains d'accueil d'habitations légères de loisirs ;
- les dépôts ferrailles, de déchets et de véhicules hors d'usage;
- les affouillements et exhaussements du sol autres que ceux liés aux occupations et utilisations du sol admises dans la zone ou le secteur ;
- l'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières.

Article AU 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A CONDITIONS PARTICULIERES

Dans le secteur AUC les constructions et les autres modes d'occupations et d'utilisations du sol admis sont soumis aux conditions particulières ci-après :

- les terrains concernés doivent être viabilisés dans le cadre d'une opération d'équipement d'ensemble telle qu'elle est définie au Projet d'Aménagement et de Développement Durable ;
- leur aménagement doit se réaliser conformément aux schémas d'organisation et aux autres prescriptions figurant au Projet d'Aménagement et de Développement Durable ;
- les équipements de viabilité nécessaires à l'opération doivent être pris en charge financièrement par les constructeurs.

Article AU 3 : DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

3.1. Desserte par les voies publiques ou privées

Les constructions et installations doivent être desservies par des voies publiques ou privées dont les caractéristiques répondent à leur destination.

Aucune voie publique nouvelle ne doit avoir une largeur de plate-forme inférieure à 8 mètres, sauf circonstances particulières tenant au relief et à la configuration bâtie des lieux.

La largeur de la chaussée ne doit être inférieure à 5 mètres ; au passage des ouvrages d'art elle doit être au moins de 5,50 mètres. La structure et le tracé des voies privées carrossables doivent répondre aux conditions exigées par le classement des voies de même nature dans la voirie urbaine.

Toutefois, la voirie est considérée comme suffisante avec une largeur de plate- forme de :

- 4 mètres lorsqu'il s'agit de desservir 2 logements au plus,
- 6 mètres lorsqu'il s'agit de desservir au maximum 6 logements.

Les voies en impasse nouvelles ne doivent en aucun cas excéder 100 m de long et doivent être aménagées dans leur partie terminale par une place de retournement afin de permettre aux véhicules de faire demi-tour.

3.2. Accès aux voies ouvertes au public

Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire n'obtienne un passage aménagé sur les fonds de ses voisins en application de l'article 682 du Code Civil, dont le texte est reproduit en annexe "informations générales".

Les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique.

Article AU 4 : DESSERTE PAR LES RESEAUX PUBLICS D'EAU, D'ELECTRICITE ET D'ASSAINISSEMENT

4.1. Adduction en eau potable

Le branchement sur le réseau public d'eau potable est obligatoire pour toute construction nouvelle qui requiert une alimentation en eau potable.

4.2. Electricité

A l'intérieur des îlots de propriété, si la configuration des lieux et la structure technique du réseau d'électricité le permettent, les raccordements seront réalisés en sous-terrain.

4.3. Assainissement

4.3.1. Eaux usées

Le branchement sur le réseau collectif d'assainissement est obligatoire pour toute construction nouvelle raccordable produisant des eaux usées.

En outre, si l'effluent est de nature à compromettre le bon fonctionnement des installations, l'évacuation des eaux résiduaires non domestiques peut être subordonnée à un prétraitement approprié.

4.3.2. Eaux pluviales

Les aménagements réalisés sur un terrain ne doivent pas faire obstacle au libre écoulement des eaux pluviales qui doivent être infiltrées sur la propriété bâtie moyennant un dispositif approprié, sauf impossibilité technique liée à la nature du terrain le raccordement des conduites d'eaux pluviales dans le regard de branchement des eaux usées est interdit.

En cas d'existence d'un réseau collecteur des eaux pluviales, les aménagements réalisés sur un terrain doivent être tels qu'ils garantissent l'écoulement des eaux pluviales dans ce réseau.

Les eaux de lessivage des surfaces imperméabilisées des aires de stationnement et de circulation des véhicules ne doivent être rejetées dans le milieu naturel qu'après traitement dans un ensemble débourbeur-épurateur aux caractéristiques appropriées.

Article AU 5 : SUPERFICIE MINIMALE DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES

Néant.

Article AU 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les constructions doivent être implantées à une distance au moins égale à 4 mètres de l'alignement de la voie.
Toutefois l'aménagement d'accès et d'auvents ouverts peut être autorisé dans la limite de 5 m² de S.H.O.B.

Article AU 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

7.1. Les constructions doivent être implantées de manière à ce que la distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point de la limite séparative qui en est le plus proche soit au moins égale à la moitié de la différence d'altitude (h/2) entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 4 mètres.

7.2. Des constructions peuvent être édifiées le long des limites séparatives des parcelles :

- si leur hauteur n'excède pas 4 mètres au faîtage et 2,5 mètres à l'égout du toit ou à l'acrotère, et si leur longueur cumulée sur limites séparatives n'excède pas 12 mètres au total, sans excéder 7 mètres sur un seul côté de la parcelle ;
- ou si elles s'adossent à des constructions existant sur le fonds voisin, sans en excéder ni la hauteur ni la longueur sur limite.

7.3. D'autres implantations peuvent être autorisées lorsque les propriétés voisines sont liées par une servitude de cour commune. Dans ce cas les dispositions de l'article UC 8 sont applicables.

7.4. Dans tous les cas, dans les marges de recul résultantes de l'application des règles précédentes, l'isolation des constructions par l'extérieur sera admise dans la limite d'un dépassement de 30 cm.

Article AU 8 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

8.1. Sauf en cas de contiguïté, la distance comptée horizontalement de tout point d'une construction à usage d'habitation au point le plus proche d'une autre construction à usage d'habitation doit être au moins égale à 4 mètres.

8.2. En outre, au droit des baies des pièces d'habitation ou d'activité, aucun point d'un bâtiment voisin ne doit être vu sous un angle supérieur à 45° par rapport à un plan horizontal situé à 1 mètre au-dessus du plancher.

Pour la façade la moins ensoleillée, l'angle précédent est porté à 60° si la moitié au plus des pièces habitables prennent jour sur cette façade.

Article AU 9 : EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS

L'emprise au sol des constructions de toute nature ne peut excéder 40 % de la superficie du terrain.

Article AU 10 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

10.1. La hauteur maximale des constructions est limitée à 7,5 mètres à l'égout du toit et à 12,50 mètres au faîtage, par rapport au niveau moyen du terrain naturel sur l'emprise de la construction.

10.2. Ces hauteurs peuvent être dépassées pour des ouvrages techniques et autres superstructures de faible emprise reconnues indispensables.

10.3. Lorsqu'il existe un sous-sol, le niveau supérieur du plancher fini du rez-de-chaussée ne doit pas dépasser de plus de 1,70 mètres le niveau moyen du terrain naturel sur l'emprise de la construction ; cette hauteur peut être modulée en fonction du niveau du toit de la nappe phréatique.

Article AU 11 : ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

11.1. Bâtiments

Les constructions, quelle que soit leur destination, doivent présenter un aspect compatible avec le caractère des lieux avoisinants, du site et des paysages.

Les façades latérales ou postérieures des constructions, les murs et pignons aveugles ainsi que les bâtiments secondaires doivent être traités avec le même soin que les façades principales et en harmonie avec elles.

11.2. Matériaux

Les matériaux ne présentant pas, par eux-mêmes, un aspect suffisant de finition notamment les parpaings et briques creuses, doivent être enduits ou recouverts d'un revêtement approprié.
Les revêtements de façade et les teintes des ravalements extérieurs seront choisis de manière à s'harmoniser avec le site et les constructions avoisinantes.

Tout dépôt ou stockage à l'air libre devra être masqué par une paroi périphérique ou un rideau végétal dense.

11.3. Remblais

Les remblais ne sont autorisés que sur un tiers du périmètre de la construction et doivent être traités en terrasses, soutenues par des murets, pour éviter l'effet de "taupinière".

11.4. Orientation des faîtages

Dans les parties de la zone située en entrées Est et Nord de l'agglomération, les faîtages doivent être orientés selon les indications reportées au document graphique n°3.2.b.

11.5. Toitures

Les toitures des constructions à usage d'habitation doivent être recouvertes de tuiles, de teintes rouge terre cuite à brun.

Les toitures des constructions à usage d'activités doivent être de teinte rouge terre cuite à brun.

Les toitures des constructions à usage d'habitation doivent être constituées de charpentes à deux pans dont la pente ne pourra être inférieure à 40°.

Les toitures des constructions à usage d'activité doivent être constituées de charpentes à deux pans dont la pente ne pourra être inférieure à 17°.

Des formes et des pentes différentes pourront néanmoins être admises pour les éléments architecturaux d'accompagnement, s'insérant dans la volumétrie générale des toitures, pour des constructions annexes ne dépassant pas 30 m² d'emprise ainsi que pour les extensions des constructions existantes dans la limite de 30 mètres carrés d'emprise.

Article AU 12 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT

12.1. Sauf dispositions contraires, lors de toute opération de construction, d'extension, de création de surfaces de plancher ou de changement d'affectation de locaux, il devra être réalisé, en dehors des voies publiques des aires de stationnement correspondant aux besoins de ces opérations, selon les normes minimales figurant en annexe.
La norme applicable aux constructions ou établissements non prévus à cette liste est celle à laquelle ces établissements sont le plus directement assimilables.

12.2. Sauf dispositions contraires, lors de toute opération d'ensemble à vocation d'habitat (notamment sous la forme d'un lotissement ou d'une A.F.U.), ainsi que pour tout immeuble ou groupe d'habitation comportant au moins 2 logements, il devra être réalisé, en dehors des voies publiques, au moins 2 aires de stationnement par logement, dont au moins 1 aire par logement, non close et directement accessible depuis la voie publique.

12.3. Les besoins en stationnement étant essentiellement fonction du caractère des établissements, les normes minimales figurant en annexe peuvent être adaptées pour tenir compte de la nature et de la situation de la construction ou d'une polyvalence éventuelle d'utilisation des aires.

Article AU 13 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ESPACES LIBRES, D'AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS ET DE PLANTATIONS

13.1. La superficie des espaces plantés doit être au moins égale à 30 % de la superficie du terrain.

13.2. Les parties de zone indiquées sous "espace à planter" au document graphique n°3.2.b, doivent être maintenues en pleine terre et plantées d'arbres fruitiers ou de haies arbustives composées d'essences locales.

Article AU 14 : COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Le C.O.S. applicable à au secteur AUC est de 0,40.

CHAPITRE 5 - ZONE A

Article A 1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

1.1. Les occupations et utilisations du sol autres que celles visées à l'article A 2.

1.2. Les nouvelles implantations d'exploitations agricoles dans le secteur Aa.

1.3. Les modes particuliers d'utilisation du sol ci-après :

- les parcs d'attractions;
- le stationnement de caravanes isolées;
- les garages collectifs de caravanes non couverts;
- les terrains de camping et de caravanage recevant soit plus de 20 campeurs sous tente, soit plus de 6 caravanes ou tentes à la fois ;
- les terrains d'accueil d'habitations légères de loisirs ;
- les dépôts ferrailles, de déchets et de véhicules hors d'usage;
- les dépôts de véhicules susceptibles de contenir au moins dix unités ;
- les affouillements et exhaussements du sol autres que ceux liés aux occupations et utilisations du sol admises dans la zone ou le secteur ;
- l'ouverture et l'exploitation de carrières ;
- la création de nouveaux d'étangs.

1.4. La destruction de tout ou partie des éléments naturels destinés à être conservés au titre de l'article L. 123-1-7°, tels qu'ils sont matérialisés au document graphique n°3.2.a sous « cours d'eau ou fossé à préserver ».

Article A 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A CONDITIONS PARTICULIERES

2.1. La reconstruction, dans les mêmes volumes, des bâtiments détruits par sinistre, nonobstant les dispositions des articles 3 à 15, sous réserve du respect des impératifs relevant d'un intérêt général tels que la nécessité d'élargir ou d'améliorer les voies pour faciliter l'écoulement ou la sécurité de la circulation.

2.2. Toutes installations, occupations et utilisations du sol si elles sont nécessaires à la réalisation, à l'entretien et au fonctionnement des équipements et réseaux publics ou d'intérêt collectif.

2.3. Les nouvelles implantations d'exploitations agricoles (sauf dans le secteur Aa) et l'extension et la transformation des exploitations agricoles existantes à condition :

a) que l'exploitation concernée assure la mise en valeur d'une superficie au moins équivalente à deux fois la Surface Minimale d'Installation en vigueur si le projet comporte une construction affectée au logement ;
b) que l'exploitation concernée assure la mise en valeur d'une superficie au moins équivalente à une fois la Surface Minimale d'Installation en vigueur si le projet ne comporte pas de construction affectée au logement ;
c) que ces constructions, installations, extensions ou transformations soient liées et nécessaires à l'un ou plusieurs des usages suivants à l'exclusion de tout autre :
    - la conduite de productions végétales ou animales;

- le stockage, la transformation et la commercialisation des produits de l'exploitation;
- le logement des personnes dont la présence constante sur le lieu de l'exploitation est nécessaire, dans la limite de deux logements par exploitation, d'une superficie maximale de 200 m2 de S.H.O.N. chacun ;

d) que les constructions à usage d'habitation soient reliées aux bâtiments d'exploitation par un élément de construction, et que l'ensemble présente une unité d'aspect ;

e) que les constructions à usage d'habitation ne soient pas édifiés avant les bâtiments d'exploitation;

f) que tous points des constructions destinées à la production animale, -à l'exclusion de l'élevage familial- soient situés à une distance supérieure de 300 mètres des limites de zones ou secteurs UA, UC, UE, AUc et AUs tels qu'ils sont délimités au document graphique n°3.2.b.

Article A 3 : DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

3.1. Desserte par les voies publiques ou privées

Les constructions et installations doivent être desservies par des voies privées ou publiques dont les caractéristiques correspondent à leur destination.

3.2. Accès aux voies ouvertes au public

Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire obtienne un passage aménagé sur les fonds de ses voisins en application de l'article 682 du Code Civil, dont le texte est reproduit en annexe "Informations Générales".

Les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique.

Article A 4 : DESSERTE PAR LES RESEAUX PUBLICS D'EAU, D'ELECTRICITE ET D'ASSAINISSEMENT

Néant.

Article A 5 : SUPERFICIE MINIMALE DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES

Néant.

Article A 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les constructions doivent être implantées à une distance au moins égale à 10 mètres de l'alignement de la voie.

Article A 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Les constructions doivent être implantées de manière à ce que la distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point de la limite séparative qui en est le plus proche soit au moins égale à la moitié de la différence d'altitude (h/2) entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 4 mètres.

Article A 8 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Sauf en cas de contiguïté, la distance comptée horizontalement de tout point d'une construction au point le plus proche d'une autre doit être au moins égale à 4 mètres.

En outre, au droit des baies des pièces d'habitation ou d'activité, aucun point d'un bâtiment voisin ne doit être vu sous un angle supérieur à 45° par rapport à un plan horizontal situé 1 mètre au-dessus du plancher.
Pour la façade la moins ensoleillée, l'angle précédent est porté à 60° si la moitié au plus des pièces habitables prennent jour sur cette façade.

Article A 9 : EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS

Néant.

Article A 10 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

10.1. La hauteur maximale des constructions est limitée à 7,5 mètres à l'égout du toit et 12,50 mètres au faîtage, par rapport au niveau moyen du terrain naturel sur l'emprise de la construction.

10.2. Ces hauteurs peuvent être dépassées pour des ouvrages techniques et autres superstructures de faible emprise reconnues indispensables.

10.3. Lorsqu'il existe un sous-sol, le niveau supérieur du plancher fini du rez-de-chaussée ne doit pas dépasser de plus de 1,70 mètres le niveau moyen du terrain naturel sur l'emprise de la construction ; cette hauteur peut être modulée en fonction du niveau du toit de la nappe phréatique.

Article A 11 : ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

11.1. Bâtiments

Les constructions, quelle que soit leur destination, doivent présenter un aspect compatible avec le caractère des lieux avoisinants, du site et des paysages.

Les façades latérales ou postérieures des constructions, les murs et pignons aveugles ainsi que les bâtiments secondaires doivent être traités avec le même soin que les façades principales et en harmonie avec elles.

11.2. Matériaux

Les matériaux ne présentant pas par eux-mêmes un aspect suffisant de finition, notamment les parpaings et briques creuses, doivent être enduits ou recouverts d'un revêtement approprié.

Les revêtements de façade et les teintes des ravalements extérieurs seront choisis de manière à s'harmoniser avec le site et les constructions avoisinantes.

Tout dépôt ou stockage à l'air libre devra être masqué par une paroi périphérique ou un rideau végétal dense.

11.3. Remblais

Les remblais ne sont autorisés que sur un tiers du périmètre de la construction et doivent être traités en terrasses, soutenues par des murets, pour éviter l'effet de "taupinière".

11.4. Toitures

Les toitures des constructions doivent être de teinte rouge terre cuite à brun. Les toitures des constructions à usage d'habitation doivent être constituées de charpentes à deux pans dont la pente ne pourra être inférieure à 40°.

Dans les parties de la zone A situées rue du Vignoble d'une part et rue de l'Eglise d'autre part, les toitures des constructions à usage d'activité doivent être constituées de charpentes à deux pans dont la pente ne pourra être inférieure à 17°.

Dans les autres parties de la zone A les toitures terrasses sont interdites.

Des formes et des pentes différentes pourront néanmoins être admises pour les éléments architecturaux d'accompagnement, s'insérant dans la volumétrie générale des toitures, pour des constructions annexes ne dépassant pas 30 m2 d'emprise ainsi que pour les extensions des constructions existantes dans la limite de 30 m² carrés d'emprise.

11.5. Clôtures

Les clôtures sur rue ou sur limites séparatives doivent être de conception simple et constituées de grilles, grillages ou palissades surmontant ou non un mur-bahut d'une hauteur maximale de 0,50 mètres, l'ensemble ne devant pas excéder 1,50 mètres sur rue et 2,00 mètres sur limites séparatives.

Cette règle peut être adaptée pour des raisons de sécurité, de salubrité ou de nuisances.

Article A 12 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT

Sauf dispositions contraires, lors de toute opération, de construction, d'extension, de création de surfaces de plancher ou de changement d'affectation de locaux, il doit être réalisé en dehors des voies publiques un nombre d'aires de stationnement correspondant aux besoins de ces opérations, selon les normes minimales figurant en annexe.

La norme applicable aux constructions ou établissements non prévus à cette liste est celle à laquelle ces établissements sont le plus directement assimilables.

Article A 13 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ESPACES LIBRES, D'AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS ET DE PLANTATIONS

Une superficie équivalant à 20 % au moins de l'emprise de la construction doit être plantée d'arbres à haute tige ou de haies arborescentes choisies parmi les essences locales.

Article A 14 : COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Il n'est pas fixé de C.O.S. pour la zone A.

CHAPITRE 6 - ZONE N

Article N 1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

1.1. Les occupations et utilisations du sol autres que celles visées à l'article N 2.

1.2. Les modes particuliers d'utilisation du sol ci-après :

- les parcs d'attractions;
- le stationnement de caravanes isolées ;
- les garages collectifs de caravanes ;
- les terrains de camping et de caravanage;
- les terrains d'accueil d'habitations légères de loisirs ;
- les dépôts ferrailles, de déchets et de véhicules hors d'usage;
- les dépôts de véhicules susceptibles de contenir au moins dix unités ;
- les affouillements et exhaussements du sol autres que ceux liés aux occupations et utilisations du sol admises dans la zone ou le secteur ;
- l'ouverture et l'exploitation de carrières ;
- la création de nouveaux d'étangs;
- les défrichements dans les espaces boisés reportés au plan de zonage.

Article N 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A CONDITIONS PARTICULIERES

Toutes installations, occupations et utilisations du sol si elles sont nécessaires à la réalisation, à l'entretien et au fonctionnement des équipements et réseaux publics ou d'intérêt collectif ainsi que les abris ou équipements légers destinés à mettre en valeur la forêt communale.

Article N 3 : DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

3.1. Desserte par les voies publiques ou privées

Les constructions et installations doivent être desservies par des voies privées ou publiques dont les caractéristiques correspondent à leur destination.

3.2. Accès aux voies ouvertes au public

Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire obtienne un passage aménagé sur les fonds de ses voisins en application de l'article 682 du Code Civil, dont le texte est reproduit en annexe "Informations Générales".

Les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique.

Article N 4 : DESSERTE PAR LES RESEAUX PUBLICS D'EAU, D'ELECTRICITE ET D'ASSAINISSEMENT

Néant.

Article N 5 : SUPERFICIE MINIMALE DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES

Néant.

Article N 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les constructions doivent être implantées à une distance au moins égale à 8 mètres de l'alignement de la voie.

Article N 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Les constructions doivent être implantées de manière à ce que la distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point de la limite séparative qui en est le plus proche soit au moins égale à la moitié de la différence d'altitude (h/2) entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 4 mètres.

Article N 8 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Sauf en cas de contiguïté, la distance comptée horizontalement de tout point d'une construction au point le plus proche d'une autre doit être au moins égale à 4 mètres.

En outre, au droit des baies des pièces d'habitation ou d'activité, aucun point d'un bâtiment voisin ne doit être vu sous un angle supérieur à 45° par rapport à un plan horizontal situé 1 mètre au-dessus du plancher.

Pour la façade la moins ensoleillée, l'angle précédent est porté à 60° si la moitié au plus des pièces habitables prennent jour sur cette façade.

Article N 9 : EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS

Néant.

Article N 10 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

10.1. La hauteur maximale des constructions est limitée à 7,5 mètres à l'égout du toit et 12,50 mètres au faîtage, par rapport au niveau moyen du terrain naturel sur l'emprise de la construction.

10.2. Lorsqu'il existe un sous-sol, le niveau supérieur du plancher fini du rez-de-chaussée ne doit pas dépasser de plus de 1,70 mètres le niveau moyen du terrain naturel sur l'emprise de la construction ; cette hauteur peut être modulée en fonction du niveau du toit de la nappe phréatique.

Article N 11 : ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

11.1. Bâtiments

Les constructions, quelle que soit leur destination, doivent présenter un aspect compatible avec le caractère des lieux avoisinants, du site et des paysages.
Les façades latérales ou postérieures des constructions, les murs et pignons aveugles ainsi que les bâtiments secondaires doivent être traités avec le même soin que les façades principales et en harmonie avec elles.

11.2. Matériaux

Les matériaux ne présentant pas par eux-mêmes un aspect suffisant de finition, notamment les parpaings et briques creuses, doivent être enduits ou recouverts d'un revêtement approprié.

Les revêtements de façade et les teintes des ravalements extérieurs seront choisis de manière à s'harmoniser avec le site et les constructions avoisinantes.

Tout dépôt ou stockage à l'air libre devra être masqué par une paroi périphérique ou un rideau végétal dense.

11.3. Remblais

Les remblais ne sont autorisés que sur un tiers du périmètre de la construction et doivent être traités en terrasses, soutenues par des murets, pour éviter l'effet de "taupinière".

11.4. Toitures

Les toitures des constructions doivent être de teinte rouge terre cuite à brun. Les toitures des constructions à usage d'activité doivent être constituées de charpentes à deux pans dont la pente ne pourra être inférieure à 30°.

Des formes et des pentes différentes pourront néanmoins être admises pour les éléments architecturaux d'accompagnement, s'insérant dans la volumétrie générale des toitures et pour des constructions annexes ne dépassant pas 30 mètres carrés d'emprise.

Les clôtures sur rue ou sur limites séparatives doivent être de conception simple et constituées de grilles, grillages ou palissades surmontant ou non un mur-bahut d'une hauteur maximale de 0,50 mètres, l'ensemble ne devant pas excéder 1,50 mètres sur rue et 2,00 mètres sur limites séparatives.

Cette règle peut être adaptée pour des raisons de sécurité, de salubrité ou de nuisances.

Article N 12 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT

Sauf dispositions contraires, lors de toute opération, de construction, d'extension, de création de surfaces de plancher ou de changement d'affectation de locaux, il doit être réalisé en dehors des voies publiques un nombre d'aires de stationnement correspondant aux besoins de ces opérations, selon les normes minimales figurant en annexe.

La norme applicable aux constructions ou établissements non prévus à cette liste est celle à laquelle ces établissements sont le plus directement assimilables.

Article N 13 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ESPACES LIBRES, D'AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS ET DE PLANTATIONS

Les espaces boisés classés reportés au règlement -document graphique n° 3.2.a- sont soumis aux dispositions de l'article L. 130-1 du Code de l'Urbanisme.

Article N 14 : COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Il n'est pas fixé de C.O.S. pour la zone N.

Les possibilités maximales d'occupation du sol sont celles qui résultent des règles définies aux articles N 3 à N 13 ci-dessus.

ANNEXES

NORMES MINIMALES DE STATIONNEMENT

- logements : • chambres individuelles, • autres logements	: 1 pl/chambre : 2 pl/logement
- maisons individuelles	: 2 pl. - une de ces places devra pouvoir servir d'aire de lavage
- foyer de personnes âgées	: 1 pl/10 chambres
- commerces isolés	: 60 % de la S.H.O.N[1]. minimum 2 places
- centres commerciaux de plus de 2000 m² minimum	: 100% S.H.O.N. + places de livraison (100 m2 minimum)
- marchés	: 60% S.H.O.N. + places aux véhicules des commerçants
- bureaux	: 60% S.H.O.N.
- ateliers, dépôts	: 10% S.H.O.N.
- cliniques	: 60% S.H.O.N.
- hôpitaux	: 40 % S.H.O.N.
- Hôtels, restaurants	: 60% S.H.O.N.
- Salles de spectacles	: 1 pl/10 personnes
- Salles de réunions	: 1 pl/10 personnes
- Cultes	: 1 pl/15 personnes
- Stades : • entraînement • Spectacles	: 10% emprise : 1 pl/10 personnes
- Piscines, patinoires	: 100% emprise
Enseignement : primaire (2 roues) secondaire	: 1 m²/élèves

[1] S.H.O.N. "Surface Hors Œuvre Nette"

REGLES GENERALES D'URBANISME

Les articles suivants du Code de l'Urbanisme demeurent applicables.

Article R.111-2

Le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation ou leurs dimensions, sont de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique.
Il en est de même si les constructions projetées, par leur implantation à proximité d'autres installations, leurs caractéristiques ou leur situation, sont de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique.

Article R.111-3-1

Le permis de construction peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de prescriptions spéciales si les constructions sont susceptibles, en raison de leur localisation, d'être exposées à des nuisances graves, dues notamment au bruit.

Article R.111-3-2

Le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions sont de nature, par leur localisation, à compromettre la conservation ou la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques.

Article R.111-4

Le permis de construire peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à l'importance ou à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagé, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.
Il peut également être refusé si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

La délivrance du permis de construire peut être subordonnée :

a) A la réalisation d'installations propres à assurer le stationnement hors des voies publiques des véhicules correspondant aux besoins de l'immeuble à construire ;

b) A la réalisation de voies privées ou de tous autres aménagements particuliers nécessaires au respect des conditions de sécurité mentionnées au deuxième alinéa ci- dessus.

Il ne peut être exigé la réalisation de plus d'une aire de stationnement par logement lors de la construction de logements locatifs financés par un prêt aidé par l'Etat. L'obligation de réaliser des aires de stationnement n'est pas applicable aux travaux de transformation ou d'amélioration de bâtiments affectés à des logements locatifs financés par un prêt aidé par l'Etat, y compris dans le cas où ces travaux s'accompagnent de la création de surface hors œuvre nette, dans la limite d'un plafond de 50 % de la surface hors œuvre nette existant avant le commencement des travaux.

Le nombre des accès sur les voies publiques peut être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier, lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, les constructions peuvent n'être

autorisées que sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.

Article R. 111-14-2

Le permis de construire est délivré dans le respect des préoccupations d'environnement définies à l'article Ier de la loi n°76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature. Il peut n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales, si les constructions, par leur situation, leur destination ou leurs dimensions, sont de nature à avoir des conséquences dommageables pour l'environnement.

Article R. 111-15

Le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales lorsque, par leur importance, leur situation, et leur affectation, des constructions contrarieraient l'action d'aménagement du territoire et d'urbanisme telle qu'elle résulte des dispositions des schémas directeurs intéressant les agglomérations nouvelles approuvés avant le ler octobre 1983 ou, postérieurement à cette date, dans les conditions prévues au b du deuxième alinéa de l'article R. 122-22.

Article R. 111-21

Le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

DEFINITION DE LA SURFACE HORS ŒUVRE (S.H.O.)

Article R.112-2 du code de l'urbanisme

La surface de plancher hors œuvre brute d'une construction est égale à la somme des surfaces de plancher de chaque niveau de la construction.
La surface de plancher hors œuvre nette d'une construction est égale à la surface hors œuvre brute de cette construction après déduction :

a) Des surfaces de plancher hors œuvre des combles et des sous-sols non aménageables pour l'habitation ou pour des activités à caractère professionnel, artisanal, industriel ou commercial ;

b) Des surfaces de plancher hors œuvre des toitures-terrasses, des balcons, des loggias, ainsi que des surfaces non closes situées au rez-de-chaussée ;

c) Des surfaces de plancher hors œuvre des bâtiments ou des parties de bâtiments aménagés en vue du stationnement des véhicules ;

d) Dans les exploitations agricoles, des surfaces de plancher des serres de production, des locaux destinés à abriter les récoltes, à héberger les animaux, à ranger et à entretenir le matériel agricole, des locaux de production et de stockage des produits à usage agricole, des locaux de transformation et de conditionnement des produits provenant de l'exploitation ;

e) D'une surface égale à 5 % des surfaces hors œuvre affectées à l'habitation telles qu'elles résultent le cas échéant de l'application des a, b et c ci-dessus.

Sont également déduites de la surface hors œuvre, dans le cas de la réfection d'un immeuble à usage d'habitation et dans la limite de cinq mètres carrés par logement les surfaces de planchers affectées à la réalisation de travaux tendant à l'amélioration de l'hygiène des locaux et celles résultant de la fermeture de balcons, loggias et surfaces non closes situées en rez-de-chaussée.

DEFINITION DU COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL (C.O.S.)

Article R. 123-10 du code de l'urbanisme

Le coefficient d'occupation du sol qui détermine la densité de construction admise est le rapport exprimant le nombre de mètres carrés de plancher hors œuvre nette ou le nombre de mètres cubes susceptibles d'être construits par mètre carré de sol.

Pour le calcul du coefficient d'occupation du sol, la superficie du ou des terrains faisant l'objet de la demande d'autorisation de construire ou de lotir comprend, le cas échéant, les terrains classés comme espaces boisés en application de l'article L. 130-1 et les terrains cédés gratuitement dans les conditions fixées par les articles R. 332-15 et R. 332-16. La surface hors œuvre nette ou, le cas échéant, le volume des bâtiments existants conservés sur le ou les terrains faisant l'objet de la demande est déduit des possibilités de construction.

Les emplacements réservés mentionnés au 8° de l'article L. 123-1 sont déduits de la superficie prise en compte pour le calcul des possibilités de construction. Toutefois, le propriétaire d'un terrain dont une partie est comprise dans un de ces emplacements et qui accepte de céder gratuitement cette partie à la collectivité bénéficiaire de la réserve peut être autorisé à reporter sur la partie restante de son terrain un droit de construire correspondant à tout ou partie du coefficient d'occupation du sol affectant la superficie du terrain qu'il cède gratuitement à la collectivité.

Le règlement peut fixer un coefficient d'occupation des sols dans les zones U et AU. Dans ces zones ou parties de zone, il peut fixer des coefficients différents suivant les catégories de destination des constructions définies à l'avant-dernier alinéa de l'article R. 123-9.

Lorsque dans la zone N a été délimité un périmètre pour effectuer les transferts des possibilités de construction prévus à l'article L. 123-4, le règlement fixe deux coefficients d'occupation des sols, l'un applicable à l'ensemble des terrains inclus dans le périmètre délimité pour le calcul des transferts et l'autre définissant la densité maximale des constructions du secteur dans lequel celles-ci peuvent être implantées.

ARTICLE 682 DU CODE CIVIL

Le propriétaire dont les fonds sont enclavés et qui n'a sur la voie publique aucune issue ou qu'une issue insuffisante, soit pour l'exploitation agricole, industrielle ou commerciale de sa propriété, soit pour la réalisation d'opération de construction ou de lotissement, est fondé à réclamer sur les fonds de ses voisins un passage suffisant pour assurer la desserte complète des fonds, à charge d'une indemnité proportionnée au dommage qu'il peut occasionner.

GESTION DES EMPLACEMENTS RESERVES

Article L. 123-17 du code de l'urbanisme

Le propriétaire d'un terrain bâti ou non bâti réservé par un plan local d'urbanisme pour un ouvrage public, une voie publique, une installation d'intérêt général ou un espace vert que ce plan est opposable aux tiers, et même si une décision de sursis à statuer peut, dès qui lui a été opposée est en cours de validité, exiger de la collectivité ou du service public au bénéfice duquel le terrain a été réservé qu'il soit procédé à son acquisition dans les conditions et délais mentionnés aux articles L. 230-1 et suivants.
Lorsqu'une des servitudes mentionnées à l'article L. 123-2 est instituée, les propriétaires des terrains concernés peuvent mettre en demeure la commune de procéder à l'acquisition de leur terrain, dans les conditions et délais prévus aux articles L. 230-1 et suivants.

Article L. 230-1 du code de l'urbanisme

Les droits de délaissement prévus par les articles L. 111-11, L. 123-2, L. 123-17 et L. 311- 2 s'exercent dans les conditions prévues par le présent titre.
La mise en demeure de procéder à l'acquisition d'un terrain bâti ou non est adressée par le propriétaire à la mairie de la commune où se situe le bien. Elle mentionne les fermiers, locataires, ceux qui ont des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage et ceux qui peuvent réclamer des servitudes.

Les autres intéressés sont mis en demeure de faire valoir leurs droits par publicité collective à l'initiative de la collectivité ou du service public qui fait l'objet de la mise en demeure. Ils sont tenus de se faire connaître à ces derniers, dans le délai de deux mois, à défaut de quoi ils perdent tout droit à indemnité.

Article L. 230-2 du code de l'urbanisme

Au cas où le terrain viendrait à faire l'objet d'une transmission pour cause de décès, les ayants droit du propriétaire décédé peuvent, sur justification que l'immeuble en cause représente au moins la moitié de l'actif successoral et sous réserve de présenter la demande d'acquisition dans le délai de six mois à compter de l'ouverture de la succession, si celle-ci n'a pas été formulée par le propriétaire décédé, exiger qu'il soit sursis, à concurrence du montant de son prix, au recouvrement des droits de mutation afférents à la succession tant que ce prix n'aura pas été payé.

Article L.230-3 du code l'urbanisme

La collectivité ou le service public qui fait l'objet de la mise en demeure doit se prononcer dans le délai d'un an à compter de la réception en mairie de la demande du propriétaire.

En cas d'accord amiable, le prix d'acquisition doit être payé au plus tard deux ans à compter de la réception en mairie de cette demande.

A défaut d'accord amiable à l'expiration du délai d'un an mentionné au premier alinéa, le juge de l'expropriation, saisi soit par le propriétaire, soit par la collectivité ou le service public qui a fait l'objet de la mise en demeure, prononce le transfert de propriété et fixe le prix de l'immeuble. Ce prix, y compris l'indemnité de réemploi, est fixé et payé comme en matière d'expropriation, sans qu'il soit tenu compte des dispositions qui ont justifié le droit de délaissement.

La date de référence prévue à l'article L. 13-15 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique est celle à laquelle est devenu opposable aux tiers le plus récent des actes rendant public le plan local d'urbanisme ou l'approuvant, le révisant ou le modifiant et délimitant la zone dans laquelle est situé le terrain. En l'absence de plan d'occupation des sols rendu public ou de plan local d'urbanisme, la date de référence est, pour le cas mentionné à l'article L. 111-9, celle d'un an avant l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, pour les cas mentionnés à l'article L. 111-10, celle de la publication de l'acte ayant pris le projet en considération et, pour les cas mentionnés à l'article L. 311-2, un an avant la création de la zone d'aménagement concerté.

Le juge de l'expropriation fixe également, s'il y a lieu, les indemnités auxquelles peuvent prétendre les personnes mentionnées à l'article L. 230-2.

Le propriétaire peut requérir l'emprise totale de son terrain dans les cas prévus aux articles L. 13-10 et L. 13-11 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Article L230-4 du code de l'urbanisme

Dans le cas des terrains mentionnés à l'article L. 123-2 et des terrains réservés en application de l'article L. 123-17, les limitations au droit de construire et la réserve ne sont plus opposables si le juge de l'expropriation n'a pas été saisi trois mois après l'expiration du délai d'un an mentionné à l'article L. 230-3. Cette disposition ne fait pas obstacle à la saisine du juge de l'expropriation au-delà de ces trois mois dans les conditions prévues au troisième alinéa de l'article L. 230-3.

Article L230-5 du code de l'urbanisme

L'acte ou la décision portant transfert de propriété éteint par lui-même et à sa date tous droits réels ou personnels existants sur les immeubles cédés même en l'absence de déclaration d'utilité publique antérieure. Les droits des créanciers inscrits sont reportés sur le prix dans les conditions prévues à l'article L. 12-3 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Article L230-6 du code de l'urbanisme

Les dispositions de l'article L. 221-2 sont applicables aux biens acquis par une collectivité ou un service public en application du présent titre.

ESPACES BOISES

Article L. 130-1 du code de l'urbanisme

Les plans locaux d'urbanisme peuvent classer comme espaces boisés, les bois, forêts, parcs à conserver, à protéger ou à créer, qu'ils relèvent ou non du régime forestier, enclos ou non, attenant ou non à des habitations. Ce classement peut s'appliquer également à des arbres isolés, des haies ou réseaux de haies, des plantations d'alignements.

Le classement interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements. Nonobstant toutes dispositions contraires, il entraîne le rejet de plein droit de la demande d'autorisation de défrichement prévue aux chapitres ler et Il du titre ler livre III du code forestier.

Il est fait exception à ces interdictions pour l'exploitation des produits minéraux importants pour l'économie nationale ou régionale, et dont les gisements ont fait l'objet d'une reconnaissance par un plan d'occupation des sols rendu public approuvé avant le 10 juillet 1973 ou par le document d'urbanisme en tenant lieu approuvé avant la même date. Dans ce cas, l'autorisation ne peut être accordée que si le pétitionnaire s'engage préalablement à réaménager le site exploité et si les conséquences de l'exploitation, au vu de l'étude d'impact, ne sont pas dommageables pour l'environnement. Un décret en conseil d'Etat détermine les conditions d'application du présent alinéa.

Dans les bois, forêts ou parcs situés sur le territoire de communes où l'établissement d'un plan local d'urbanisme a été prescrit mais où ce plan n'a pas encore été rendu public, ainsi que dans tout espace boisé classé, les coupes et abattages d'arbres sont soumis à autorisation préalable, sauf dans les cas suivants :

- S'il est fait application des dispositions des livres I et II du code forestier ;
- S'il est fait application d'un plan simple de gestion approuvé, conformément à l'article L. 222-1 du code forestier ;
- Si les coupes entrent dans le cadre d'une autorisation par catégories définies par arrêté préfectoral, après avis du centre régional de la propriété forestière.

La décision prescrivant l'élaboration d'un plan local d'urbanisme peut également soumettre à l'autorisation préalable prévue aux quatre alinéas précédents, sur tout ou partie du territoire concerné par ce plan, les coupes ou abattages d'arbres isolés, de haies ou réseaux de haies et de plantations d'alignement.

L'autorisation de coupe et d'abattage d'arbres est délivrée dans les formes, conditions et délais déterminés par décret en Conseil d'Etat :

a) Dans les communes où un plan local d'urbanisme a été approuvé, au nom de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale ou de l'Etat, selon les cas et modalités prévus aux articles L. 421-2-1 à L. 421-2-8. Toutefois, par dérogation aux dispositions de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et à l'article L. 421-2-4, la décision ne devient exécutoire que quinze jours après qu'il a été procédé à sa notification et à sa transmission au représentant de l'Etat. Les dispositions de l'article L. 421-9 sont alors applicables ;

b) Dans les autres communes, au nom de l'Etat.

COUPES ET ABATTAGES D'ARBRES

Coupes dispensées d'autorisations préalables (arrêté préfectoral du 15 novembre 1978)

Catégorie	Nature de la coupe	Conditions			Surfaces maxi[1] dans le cas de coupes sanitaires
		Fréquence	Prélèvement maximum	Reconstitution	
1	Amélioration des futaies régulières	6 ans	1/3 du volume sur pied	-	15 ha
2	Coupe rase de peupliers	Pas d'autres coupes rases sur une surface contiguë pendant le délai de reconstruction	-	Délai de 3 ans	2 ha
3	Coupe rase de résineux			Délai de 5 ans	4 ha
4	Coupe rase de taillis simples	-	-	Maintien des souches pour les rejets	5 ha
5	Coupe de taillis sous futaie ou conversion de taillis sous futaie en futaie feuillue	20 ans	½ du volume sur pied	-	10 ha
6	Coupe de jardinage sur futaies de résineux	-	-	-	-

Coupes autorisées si les terrains ne sont pas compris dans des zones urbaines ou d'urbanisation future du P.O.S., des Z.E.P., P.A.Z., ou périmètres sensibles

SERVITUDE DE COUR COMMUNE

Textes

- Articles L. 451-1 à L.451-3 du Code l'Urbanisme (L'article L. 451-1 pose le principe général)
- Articles R. 451-1 à R.451-4 (Ils concernent l'institution de la servitude par le juge)

I. DEFINITION

La servitude de cour commune est tout d'abord une servitude de droit privé, c'est à dire une charge établie sur un immeuble (au sens juridique), pour l'usage et l'utilité d'un autre immeuble appartenant à un autre propriétaire.

Elle a pour effet de substituer aux règles d'implantation normalement applicables sur un terrain, d'autres règles moins contraignantes, afin de permettre à un propriétaire d'utiliser toute la constructibilité de sa parcelle, tout en s'assurant un prospect suffisant pour préserver une aération et un ensoleillement satisfaisants.

2. HYPOTHESE ET MODE D'INSTITUTION

2.1. Hypothèse

On se situe dans le cas où un constructeur veut implanter (le plus souvent parce qu'il y est contraint par la configuration de sa parcelle) son projet de telle manière que les règles de prospect normalement applicables ne sont pas respectées.

Cette hypothèse devrait en principe déboucher sur un refus de permis.
L'autorisation pourra néanmoins être délivrée si une servitude de cour commune peut être instituée.

Dans les communes dotées d'un plan d'occupation des sols :

- s'il s'agit de déroger de façon mineure à l'article 7 du règlement, on procède par adaptation mineure (si elle se justifie par la nature du sol, la configuration des parcelles ou le caractère des constructions avoisinantes) lorsque le P.L.U. autorise les adaptations mineures.

- s'il s'agit de déroger de façon importante à l'article 7 du règlement (exemple : se mettre sur limite alors que le P.L.U. impose de respecter H/2 ≥ 3 mètres) il faut exiger une servitude de cour commune entre fonds voisins, pour pouvoir autoriser une autre implantation.

La servitude de cour commune n'a pas besoin d'être expressément prévue par le P.L.U. pour pouvoir être prise en compte.

2.2. Institution

Elle peut se faire de 2 manières :

a) soit par accord amiable, c'est à dire par contrat conclu entre le pétitionnaire et le propriétaire voisin devant notaire (cela lui confère la forme authentique qui est obligatoire dans ce cas),

b) soit judiciairement, si le consentement des voisins ne peut être obtenu.

A l'expiration du délai d'instruction, si la servitude de cour commune n'a pas été créée, le permis est refusé sauf si l'officier ministériel chargé de rédiger le contrat peut donner des garanties suffisantes quant à la création de la servitude. Dans tous les cas, il faut alors que le notaire atteste qu'il a rédigé la servitude de cour commune. Une attestation disant qu'il va le faire n'est pas suffisante.

3. MECANISME

Par l'institution d'une servitude de cour commune, on va substituer les règles d'implantation applicables à plusieurs bâtiments à édifier sur un même terrain aux règles d'implantation qui définissent la distance à respecter entre une construction et les limites séparatives de propriété.

En d'autres termes, on fera application de l'article 8 à la place de l'article 7. Dans tous les cas, si l'implantation prévue du bâtiment ne permet pas de respecter l'article 8, la servitude de cour commune ne peut pas être prise en compte et le permis doit être refusé.

Remarques

- Juridiquement les terrains concernés restent distincts.
- On ne déroge pas aux règles d'urbanisme, on opère simplement une substitution de règles.

S'il s'avère, lors de l'instruction d'un dossier, qu'une servitude de cour commune doit être créée, le service instructeur de la demande :

- exigera la servitude de cour commune (acte authentique) ou l'attestation du notaire stipulant qu'il l'a rédigé ;

- une fois en sa possession, contrôlera qu'y figurent expressément les termes "servitude de cour commune"; aucun autre contrôle de l'acte ne sera effectué.

- instruira le dossier en veillant à ce que l'implantation du bâtiment respecte l'article 8 du règlement. A cet effet, on demandera les plans du bâtiment existant sur le terrain voisin lié par la servitude, afin de vérifier les règles d'ensoleillement.

ALSACE
Collectivité
européenne
DAUHR
ATD
Alsace

PLAN LOCAL D'URBANISME

Modification simplifiée n°1

Bergholtz

COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA REGION DE GUEBWILLER
www.cc-guebwiller.fr

3.2.a. Règlement graphique
Ensemble de la commune

MODIFICATION SIMPLIFIEE

Document de travail

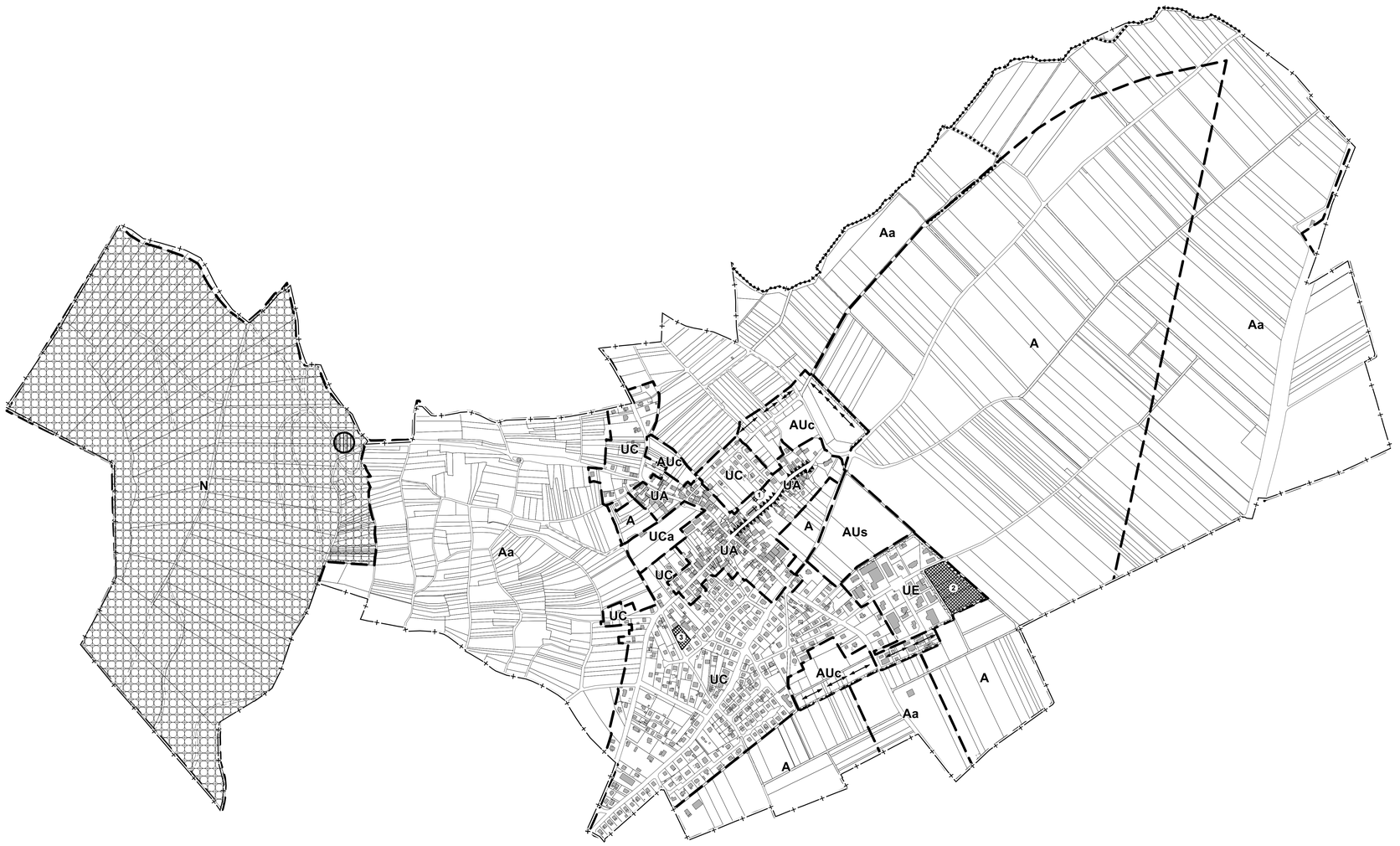
ALSACE Collectivité européenne

DAUHR ATD Alsace

Août 2024

N

1:5 000



LIMITES

limite communale

limite de zone ou de secteur

alignement obligatoire

EMPLACEMENTS RESERVES

numéro de renvoi à la liste des emplacements réservés

PLANTATIONS ET ESPACES BOISES
au titre des articles L.113-1 et L.113-2 du code de l'urbanisme

espaces boisés classés

plantations à réaliser

ELEMENTS DU PAYSAGE IDENTIFIES
au titre de l'article L.123-1-7 du code de l'urbanisme

cours d'eau et fossés à préserver

sens de faitage

ancien dépôt de déchets ménagers

D'une manière générale, les limites de zone ou de secteur s'appuient sur des limites parcellaires. Dans le cas contraire, la limite à considérer est constituée par l'axe des limites de zone ou de secteur.

Liste des emplacements réservés

N° de l'opération	Opération désignée	Bénéficiaire
1	Extension du cimetière	Commune
2	Aménagement d'un équipement sportif et de loisir	Commune
3	Réalisation d'équipements scolaires	Commune

PLAN LOCAL D'URBANISME

Modification simplifiée n°1

Bergholtz

COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA REGION DE GUEBWILLER
www.cc-guebwiller.fr

3.2.b. Règlement graphique
Partie village

MODIFICATION SIMPLIFIEE

Document de travail

ALSACE Collectivité européenne

ADAUHR ATD Alsace

Août 2024

N

1:2 000



LIMITES

limite communale

limite de zone ou de secteur

alignement obligatoire

EMPLACEMENTS RESERVES

1 numéro de renvoi à la liste des emplacements réservés 2

PLANTATIONS ET ESPACES BOISES
au titre des articles L.113-1 et L.113-2 du code de l'urbanisme

espaces boisés classés

plantations à réaliser

ELEMENTS DU PAYSAGE IDENTIFIES
au titre de l'article L.123-1-7 du code de l'urbanisme

cours d'eau et fossés à préserver

sens de faitage

ancien dépôt de déchets ménagers

D'une manière générale, les limites de zone ou de secteur s'appuient sur des limites parcellaires. Dans le cas contraire, la limite à considérer est constituée par l'axe des limites de zone ou de secteur.

Liste des emplacements réservés

N° de l'opération	Opération désignée	Bénéficiaire
1	Extension du cimetière	Commune
2	Aménagement d'un équipement sportif et de loisir	Commune
3	Réalisation d'équipements scolaires	Commune